

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

I

JX
3
A6

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1863

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME PREMIER
3^e ANNÉE
JANVIER, FÉVRIER, MARS

1863

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1863

I

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Royaume d'Italie et la République de San-Salvador, conclu à Turin, le 27 octobre 1860¹.

✓ Au nom de la très-sainte Trinité.

De nombreuses relations commerciales existant depuis de nombreuses années entre le Royaume de Sardaigne et la République de San-Salvador, il a été jugé convenable, pour favoriser l'accroissement de leurs commerces réciproques et pour maintenir la bonne intelligence, que les rapports actuellement existants entre les deux Gouvernements fussent confirmés et régulièrement établis au moyen d'un

1. Ce traité a été ratifié le 14 avril 1861.

traité d'amitié, de commerce et de navigation. A cet effet, les Gouvernements ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs à savoir :

S. M. le Roi de Sardaigne, M. le chevalier *Dominique Carutti del Cantagno*, commandeur de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, chevalier de l'ordre du Mérite civil de Savoie, grand cordon de l'ordre d'Isabelle la Catholique d'Espagne, grand officier de l'ordre de Léopold de Belgique, associé résidant à l'Académie royale des sciences, membre et secrétaire du contentieux diplomatique, député au Parlement national, et secrétaire général du ministre des affaires étrangères.

S. E. le général Barrios, Président de la République de San-Salvador : le chevalier *Joseph Ansaldi*, officier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, ancien député au Parlement national sarde.

Lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — Il y aura paix et amitié perpétuelles entre S. M. le Roi de Sardaigne et ses héritiers et successeurs, d'une part, et la république de San-Salvador, de l'autre ; ainsi qu'entre les sujets et citoyens de l'un ou de l'autre État, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. 2. — Il y aura réciprocement complète et entière liberté de commerce entre les États et territoires appartenant à S. M. le Roi de Sardaigne et tous les territoires de la République de San-Salvador.

Les sujets ou citoyens des Hautes Parties contractantes pourront en toute liberté et sécurité faire entrer leurs navires et cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières de Sardaigne et de San-Salvador, dont l'entrée est actuellement ou sera plus tard permise aux bâtiments et cargaisons de quelque autre nation ou État que ce soit.

Les sujets sardes à San-Salvador, et les citoyens de San-Salvador dans les États de S. M. le Roi de Sardaigne, jouiront sous ce rapport de la même liberté et sûreté que les nationaux.

Quant au commerce de cabotage, les sujets et citoyens de l'un ou de l'autre pays seront traités comme ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 3. — Les sujets et les citoyens de chacune des deux Hautes Parties contractantes pourront réciproquement entrer avec pleine liberté dans quelque partie que ce soit des territoires respectifs, y séjourner, voyager, commercer tant en gros qu'en détail ; louer et posséder les magasins et les boutiques qui leur seront nécessaires ; effectuer des transports de marchandises et d'argent ; recevoir des consignations tant de l'intérieur que de l'extérieur, sans être en aucun cas assujettis à des contributions soit générales, soit locales, ni à des impôts ou obligations d'aucun genre, qui ne seraient pas imposées ou qui ne pourraient être imposées aux nationaux.

Ils seront entièrement libres de faire leurs affaires eux-mêmes, de

présenter en douane leurs propres déclarations, de se faire assister par qui bon leur semblera : par mandataires, facteurs, agents, consignataires, interprètes, ou qui que ce soit, dans l'achat ou la vente de leurs biens, effets ou marchandises, dans le chargement, le déchargement et l'expédition de leurs marchandises.

Ils auront le droit de remplir les fonctions qui leur seront confiées par leurs compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux en qualité de mandataires, facteurs, agents, consignataires, interprètes, et en aucun cas ils ne seront assujettis à des charges ou impôts autres que ceux auxquels seront soumis les nationaux, ou les citoyens, ou les sujets de la nation la plus favorisée.

Ils jouiront de la même liberté dans tous leurs achats et ventes pour fixer le prix des effets, marchandises et objets, quels qu'ils soient, tant ceux importés que ceux destinés à l'exportation. Il est bien entendu qu'en tout ceci, ils devront se conformer aux lois et règlements du pays.

Art. 4. — Les sujets et citoyens des deux Hautes Parties contractantes jouiront dans l'un et l'autre État de la plus complète et constante protection pour leurs personnes et propriétés.

Ils auront libre accès auprès des tribunaux de justice pour faire valoir ou pour défendre leurs droits. A cet effet, ils pourront employer en toute circonstance les avocats, procureurs ou agents de toutes classes qu'ils auront choisis eux-mêmes.

Ils auront la faculté d'assister aux audiences, débats et sentences des tribunaux dans les causes où ils seront parties intéressées, comme aussi d'assister aux enquêtes, examens et dépositions de témoins qui pourront avoir lieu à l'occasion de ces mêmes jugements, toutes les fois que les lois des pays respectifs permettent la publicité de ces actes. Enfin, ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et priviléges que les nationaux, et seront soumis aux conditions imposées à ces derniers.

Art. 5. — Les sujets sardes dans la République de San-Salvador et les citoyens de San-Salvador dans les États de S. M. le Roi de Sardaigne seront exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toutes les contributions extraordinaires de guerre, emprunts forcés, réquisitions ou service militaire de quelque nature que ce soit. En aucun autre cas, ils ne pourront être assujettis pour cause de leurs biens meubles ou immeubles, à d'autres charges, taxes ou impôts, que ceux auxquels sont soumis les nationaux eux-mêmes ou les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Ils ne pourront être arrêtés ni expulsés du pays, ni même transportés d'un point à un autre du territoire par mesure de police ou de gou-

vernemment, sans indice ou motif grave, et de nature à troubler le repos public ; et on ne procédera point aux mesures susdites avant que les motifs, documents et preuves à l'appui de ces mesures, aient été communiqués aux agents diplomatiques ou consulaires de leurs nations respectives. En outre, on devra concéder aux inculpés le temps morallement nécessaire pour présenter ou faire présenter au Gouvernement du pays leurs moyens de défense.

Il est entendu que les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux condamnations à la déportation ou à l'expulsion du territoire, qui peuvent être prononcées par les tribunaux des deux pays respectifs, conformément aux lois et formes établies contre des sujets et citoyens de l'un des deux États. Ces condamnations recevront leur exécution conformément aux formes établies par les législations respectives.

Art. 6. — Les sujets et citoyens de l'un et de l'autre État ne pourront être respectivement soumis à aucun embargo, ni être retenus avec leurs navires, cargaisons, marchandises et effets, pour une expédition militaire ni pour quelque usage public que ce soit, sans une indemnité préalablement fixée par les parties intéressées, ou par des experts nommés par elles et suffisantes en tous cas, pour cet usage et pour tous les torts, pertes, retards et dommages occasionnés par le service auquel ils auraient été obligés ou qui pourraient en provenir.

Art. 7. — Les sujets sardes catholiques jouiront dans la République de San-Salvador, quant à la religion et au culte, de toutes les garanties, libertés et protection dont jouissent les nationaux, et les citoyens de San-Salvador jouiront également, dans les États de S. M. le Roi de Sardaigne, des mêmes garanties, libertés et protection que les nationaux.

Les sujets sardes professant un autre culte et habitant la République de San-Salvador ne seront ni inquiétés, ni molestés en aucune façon pour cause de religion. Il est bien entendu qu'ils devront respecter la religion, le culte du pays ainsi que les lois qui s'y rapportent.

Art. 8. — Les sujets et citoyens des deux Hautes Parties contractantes auront le droit, sur les territoires respectifs, de posséder des biens meubles et immeubles de toute qualité, d'en jouir en pleine liberté, d'en disposer comme il leur conviendra, par vente, donation, échange, testament ou de quelque manière que ce soit. De même, les sujets ou citoyens de l'un des États, qui hériteront des biens situés dans l'autre État, pourront entrer sans obstacle en possession de la partie des biens qui leur est dévolue *ab intestat* ou par testament, avec la faculté d'en disposer à leur volonté sans payer des droits de succession, de vente ou de quelque nature que ce soit, autres que ceux auxquels sont soumis les nationaux dans les cas semblables.

Art. 9.— Si, ce qu'à Dieu ne plaise, la paix venait à être rompue entre les deux Hautes Parties contractantes, chacune concédera à l'autre un terme de six mois au moins aux commerçants qui se trouveront sur la côte, et un terme d'une année à ceux qui seront établis dans l'intérieur du pays, pour régler leurs affaires et disposer de leurs propriétés. En outre, il leur sera délivré un sauf-conduit pour s'embarquer dans le port qu'ils indiqueront à leur volonté, pourvu que ce port ne soit ni occupé, ni assiégié par l'ennemi, et que leur propre sûreté ou celle de l'État ne s'oppose à ce qu'ils se rendent à ce port. Dans ce dernier cas, on les dirigera où et comme mieux faire se pourra.

Tous les autres sujets et citoyens ayant un établissement fixe et permanent dans leurs États respectifs, pour l'exercice de quelque profession ou industrie que ce soit, pourront conserver leurs établissements et continuer l'exercice de leurs professions et industries sans être en aucune façon inquiétés, et on les laissera en pleine et entière possession de leurs biens tant qu'ils ne contreviendront pas aux lois du pays.

Art. 10.— En aucun cas de guerre ou de collision entre les deux nations, les propriétés ou biens de quelque nature qu'ils soient, des sujets ou citoyens respectifs, ne seront assujettis à aucune saisie ou séquestre, ni à d'autres charges et impositions que celles exigées des nationaux. De même, ne pourront être séquestrées ou confisquées, au préjudice des citoyens ou sujets respectifs, les sommes qui leur seront dues par les particuliers, non plus que les titres de crédit public, ni les actions des banques ou de sociétés qui leur appartiennent.

Art. 11.— Les commerçants sardes dans la République de San-Salvador et les commerçants de San-Salvador dans les États de S. M. le Roi de Sardaigne jouiront, pour leur commerce, de tous les droits, libertés et franchises qui sont ou seront concédées aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

En conséquence, les droits d'importation imposés dans les États de S. M. le Roi de Sardaigne, sur les produits du sol ou de l'industrie de San-Salvador ou réciproquement, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis les mêmes produits de la nation la plus favorisée. Le même principe sera observé pour l'exportation.

Aucune prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation de quelque article que ce soit n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays; aucunes formalités ne pourront être exigées pour justifier de l'origine et de la provenance des marchandises respectivement importées dans l'un des deux États, qu'autant que les mêmes formalités seront également étendues à toutes autres nations.

Art. 12.— Les navires sardes à leur entrée ou sortie des ports de

San-Salvador et les navires de San-Salvador, à leur entrée ou sortie des États de S. M. le Roi de Sardaigne, ne seront pas assujettis à des droits de tonnage, de phares, de ports, de pilotage, de quarantaine, et autres droits affectant le corps du navire, différents de ou plus élevés que ceux auxquels sont respectivement assujettis les navires nationaux.

Les droits de tonnage et autres, qui se prélèvent en raison de la capacité du navire, seront perçus pour les navires sardes dans les ports de la République de San-Salvador, d'après les énonciations contenues dans les papiers de bord du bâtiment sarde et réciproquement.

Art. 13. — Les bâtiments sardes dans la République de San-Salvador et les navires de San-Salvador dans les États de S. M. le Roi de Sardaigne, pourront décharger une partie de leur cargaison dans le premier port dans lequel ils entreront et se rendre ensuite, avec le reste de leur cargaison, dans les autres ports du même État, dans le but de décharger le reste de la cargaison ou de compléter leur chargement de retour, sans payer dans chacun des ports des droits autres ou plus élevés que ceux que pourraient payer les navires nationaux dans les circonstances analogues.

Art. 14. — Les bâtiments appartenant aux sujets ou citoyens d'une des Parties contractantes, qui feront naufrage ou seront jetés à la côte de l'autre État, ou qui par suite de relâche forcée ou d'avaries constatées, entreront dans les ports ou toucheront sur les côtes de l'autre, ne seront assujettis à aucun droit de navigation, sous quelque dénomination que ces droits soient établis, sauf aux droits de pilotage, de phares et autres de même nature, représentant le salaire des services rendus par des industries privées, pourvu que ces navires ne chargent ou ne déchargent pas de marchandises.

Toutefois, il leur sera permis de transporter sur d'autres bâtiments ou de déposer à terre, ou dans des magasins, tout ou partie de leur chargement pour éviter la perte des marchandises, sans qu'on puisse exiger d'eux d'autres droits que ceux provenant du fret du navire, du loyer des magasins et de l'usage des chantiers publics, nécessaires pour déposer les marchandises et réparer les avaries du navire.

Il leur sera aussi accordé toutes les facilités et protections à cet effet, ainsi que pour leur procurer des vivres et les mettre en état de continuer leur voyage sans aucun obstacle.

Art. 15. — Seront considérés comme navires sardes, dans les ports de la République de San-Salvador, et comme navires de San-Salvador, dans les Etats de S. M. le Roi de Sardaigne, tous les bâtiments qui navigueront sous le pavillon de l'un ou de l'autre État, et qui seront porteurs d'une patente et des autres documents exigés par les législations des deux États pour justifier de la nationalité des navires marchands.

Art. 16. — Les navires, marchandises et effets appartenant aux sujets ou citoyens de l'une des deux Hautes Parties contractantes, qui auraient été pris par des pirates dans les limites de sa juridiction ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades ou baies de la domination de l'autre, seront remis à leurs propriétaires, moyennant paiement préalable, s'il y a lieu, des frais de reprise qui seront déterminés par les tribunaux compétents; il est bien entendu que la revendication devra en être faite dans le délai d'un an, par la partie intéressée, par ses fondés de pouvoir ou par les agents des Gouvernements respectifs.

Art. 17. — Les bâtiments de guerre de l'une des deux Parties contractantes pourront entrer, séjourner et radoubler dans les ports de l'autre dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée; ils seront soumis aux mêmes règles et jouiront des mêmes avantages que la nation la plus favorisée.

Art. 18. — Si l'une des deux Parties contractantes se trouve en guerre avec une troisième puissance, l'autre Partie contractante ne pourra en aucun cas autoriser ses nationaux à prendre ou accepter des commissions ou patentes de corsaires, pour agir hostilement contre la première ou pour inquiéter le commerce ou la propriété de ses sujets et citoyens.

Art. 19. — Les deux Hautes Parties contractantes adoptent dans leurs relations mutuelles les principes suivants :

1^o La course est et demeure abolie;

2^o Le pavillon neutre couvre la propriété ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre;

3^o La propriété neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas sujette à confiscation sous pavillon ennemi;

4^o Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante, capable d'interdire réellement tout accès à la côte de l'ennemi.

Il reste en outre convenu que la liberté du pavillon garantit aussi celle des personnes, et que les individus appartenant à une puissance ennemie, qui seraient rencontrés à bord d'un bâtiment neutre, ne pourront être faits prisonniers, à moins que ce ne soient des militaires et qu'ils ne soient en ce moment au service de l'ennemi.

Les deux Hautes Parties contractantes n'appliqueront ces principes qu'aux puissances qui les reconnaissent également.

Art. 20. — Dans le cas où une des deux Hautes Parties contractantes serait en guerre avec une tierce puissance, et où ses bâtiments de guerre auraient à exercer en mer le droit de visite, il est convenu que s'ils rencontrent un bâtiment appartenant à l'autre Partie restée neutre, ils resteront hors de portée de canon, et qu'ils pourront envoyer dans

un canot seulement deux personnes chargées de procéder à l'examen des papiers relatifs à sa nationalité et à son chargement. Les commandants seront responsables de toute vexation ou acte de violence qu'ils commettraient ou laisseraient commettre à cette occasion.

Il est également convenu qu'en aucun cas la partie neutre ne pourra être obligée à passer à bord du bâtiment qui fait la visite, soit pour faire voir ses papiers, soit pour tout autre motif.

La visite ne sera permise qu'à bord des navires naviguant sans convoi ; quant à ceux qui seront convoyés, il suffira que le commandant déclare verbalement et sur sa parole d'honneur que les bâtiments placés sous sa protection et protégés par ses forces, appartiennent à l'État dont ils arborent le pavillon, et, si ces navires sont à destination d'un port ennemi, qu'ils ne portent point de contrebande de guerre.

Art. 21. — Dans le cas où l'un des deux Pays serait en guerre avec une autre puissance quelconque, les sujets ou citoyens de l'autre Pays pourront continuer leur commerce et navigation avec cette puissance, excepté avec les villes ou ports qui seront réellement assiégés ou bloqués, sans pourtant que cette liberté du commerce puisse s'étendre en aucun cas aux articles réputés contrebande de guerre, tels que les armes à feu, les armes blanches, projectiles, poudre, salpêtre, les objets de fournitures militaires et tout instrument quelconque destiné à l'usage de la guerre.

En tout cas, un navire marchand appartenant aux sujets ou citoyens de l'un des deux Pays, qui aura fait des expéditions dans un port bloqué par les forces de l'autre État, ne pourra être pris, capturé et condamné, si la notification ou signification de l'existence du blocus ne lui a été faite par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre ou de la division de blocus. Et afin que le navire marchand ne puisse alléguer une prétendue ignorance du fait, et que le navire dûment averti soit dans le cas d'être capturé, si dans la suite il vient à se présenter devant le même port pendant la durée du blocus, le commandant du vaisseau de guerre qui le rencontrera le premier devra inscrire sa visite sur les papiers de ce bâtiment et indiquer le jour, le lieu et la hauteur où il l'aura visité et lui aura fait la notification dont il s'agit, dans les formes voulues pour cette notification.

Art. 22. — Chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra établir des consuls dans les domaines et territoires de l'autre, pour protéger le commerce. Cependant, ces agents n'entreront dans l'exercice de leurs fonctions et ne jouiront pas des droits, priviléges et immunités inhérents à leur charge avant d'avoir préalablement obtenu l'*exequatur* du gouvernement du Pays, celui-ci se réservant le droit de déterminer les endroits où il lui convient d'admettre des consuls. Il est bien entendu que sous ce rapport, les Gouvernements n'apport-

teront respectivement aucunes restrictions qui ne soient communes dans le Pays à toutes les nations.

Art. 23. — Les Consuls généraux, les Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, ainsi que les Employés, Chanceliers et Secrétaire attachés à la Mission Consulaire, jouiront dans les deux Pays des priviléges, exemptions et immunités qui pourront être concédés dans le lieu de leur résidence aux Agents de même rang de la nation la plus favorisée, et spécialement de l'exemption des logements militaires et de toutes les taxes directes, personnelles, mobilières, somptuaires, à moins qu'ils ne soient citoyens du Pays dans lequel ils résident, ou qu'ils ne deviennent propriétaires ou possesseurs de bien-fonds situés dans le Pays, ou qu'ils ne fassent le commerce. Pour lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers.

En tout cas, ces Agents jouiront de l'immunité personnelle. Ils ne pourront être arrêtés ni mis en jugement, siuf dans le cas de crimes atroces. S'ils sont négociants, ils pourront être retenus en prison pour dettes ayant uniquement une cause commerciale, mais jamais pour dettes ayant une cause civile.

Les susdits Agents pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leur maison un tableau aux armes de leur nation avec une inscription portant : *Consulat de Sardaigne ou Consulat de San-Salvador*; ils pourront aussi, dans les jours de fêtes publiques ou nationales, arborer le drapeau de leur Pays sur la Maison Consulaire. Mais ces signes extérieurs ne seront jamais interprétés comme constituant le droit d'asile.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls, Délégués Consulaires, comme aussi les Employés des Consulats, les Chanceliers et Secrétaires attachés à leur Mission, ne pourront être sommés à comparaître comme témoins devant les tribunaux du Pays de leur résidence. Quand la justice locale aura besoin de prendre auprès d'eux quelque information juridique, elle devra la leur demander par écrit ou se transporter au Consulat pour la recueillir de vive voix.

En cas de mort ou d'absence, ou d'empêchement des Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires (*Delegati Consulari*), les Employés Consulaires, Chanceliers et Secrétaires seront admis de plein droit à prendre par intérim la gestion des affaires du Consulat.

Art. 24. — Les Archives et en général tous les papiers de la Chancellerie des Consulats respectifs, seront inviolables et ne pourront être saisis ou visités par l'autorité locale en aucun cas et sous aucun prétexte.

Art. 25. — Les Consuls généraux et Consuls respectifs auront la faculté d'établir des Vice-Consuls, Délégués Consulaires ou Agents,

dans les diverses villes , ports ou lieux de leurs districts consulaires , quand cela est exigé par le bien du service qui leur a été confié, en se réservant toujours l'approbation et l'*exequatur* du gouvernement du pays. Ces Agents pourront être choisis parmi les citoyens ou sujets des deux États et aussi parmi les étrangers.

Art. 26. — Les Consuls respectifs pourront , au décès de leurs nationaux, quand ils n'auront pas fait de testament ou désigné d'exécuteur testamentaire :

1^o Apposer les scellés , soit d'office , soit à la requête des parties intéressées , sur les effets mobiliers et sur les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale compétente qui pourra , si elle le juge convenable , assister à cette opération , croiser de ses scellés ceux qui auraient été apposés par le Consul , et dès lors ces doubles scellés ne seront levés que de concert ;

2^o Dresser aussi en présence de l'autorité locale compétente , si celle-ci croit devoir intervenir, l'inventaire de la succession ;

3^o Faire procéder suivant l'usage du pays à la vente des effets mobiliers appartenant à la succession, quand ces objets sont susceptibles de détérioration ou que le Consul croit leur vente utile aux intérêts des héritiers du défunt ;

4^o Administrer ou liquider personnellement, ou nommer sous leur responsabilité un agent pour administrer et liquider la succession sans que l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations.

Cependant, les Consuls seront obligés de faire annoncer la mort de leurs nationaux dans un des journaux qui se publient dans le district de leur ressort , et ils ne pourront faire la consignation de la succession et de son produit aux héritiers légitimes et à leurs mandataires, si ce n'est après avoir payé toutes les dettes contractées par le défunt dans le pays et après le terme d'un an à dater de la publication de la mort , sans qu'aucune réclamation ait été présentée contre la succession.

Art. 27. — Les Consuls respectifs seront chargés exclusivement de la police intérieure des bâtiments de commerce de leur nation , et les autorités locales ne pourront intervenir, à moins que les désordres survenus ne soient de nature à troubler la tranquillité publique, soit à terre, soit à fond des bâtiments.

Cependant, en tout ce qui regarde la police des ports, le chargement et le déchargement des bâtiments , la sûreté des biens , des marchandises et effets , les sujets et citoyens des deux États seront respectivement soumis aux lois et aux règlements locaux.

Art. 28. — Les Consuls respectifs pourront faire arrêter et envoyer à bord ou dans leur pays, les marins qui auront déserté les bâtiments

de leur nation. A cet effet , ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, en justifiant toutefois de l'identité des individus, en produisant les papiers de bord ou le rôle de l'équipage, ou si le bâtimenit était déjà parti, une copie de ces documents dûment certifiée par eux.

Après que la demande aura été ainsi justifiée, l'extradition ne pourra être refusée. Il sera donné en outre au Consul, toute aide et assistance pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs , lesquels seront aussi détenus et gardés dans les prisons du pays, sur la demande et pour le compte des Consuls , jusqu'à ce que ces Agents aient trouvé l'occasion de les consigner à qui de droit ou de les faire partir. Ce nonobstant , si cette occasion ne se présentait pas dans le terme de trois mois , à dater du jour de l'arrestation , les déserteurs seront remis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Art. 29. — Toutes les fois qu'entre les propriétaires, armateurs ou assureurs, il n'aura pas été fait de convention contraire, les avaries que les bâtiments des deux pays auront éprouvées en mer en se rendant dans les ports de l'un des deux États, seront réglées par les Consuls de leur propre nation, à moins que des habitants des pays dans lesquels résident les Consuls ne soient intéressés dans les avaries. Dans ce dernier cas, les autorités locales connaîtront du règlement de l'avarie, s'il n'y a pas d'arrangement à l'amiable entre les parties.

Art. 30. — Toutes les opérations relatives au sauvetage des bâtiments naufragés ou échoués sur les côtes seront dirigées par les Consuls respectifs des deux pays. L'intervention de l'autorité locale aura lieu seulement pour maintenir l'ordre et garantir les intérêts des personnes employées au sauvetage, si elles sont étrangères aux équipages naufragés, et pour assurer l'exécution des dispositions qui doivent être observées pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, les autorités locales devront prendre les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés. Les marchandises sauvées ne payeront de droits d'importation qu'autant qu'elles seraient destinées à la consommation intérieure.

Art. 31. — Il est enfin convenu entre les deux Hautes Parties contractantes, qu'indépendamment des stipulations qui précèdent, les Agents Diplomatiques et Consulaires, les sujets et les citoyens de toutes classes, les navires et les marchandises de l'un des deux États jouiront de plein droit dans l'autre des franchises, priviléges et immunités quelconques consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée , et ce gratuitement, si la concession est gratuite, ou moyennant une compensation équivalente, si la concession est conditionnelle.

Il convient cependant d'expliquer qu'en parlant de la nation la plus favorisée, la nation espagnole et les nations hispano-américaines ne doivent pas servir de termes de comparaison, si la République de San-Salvador leur concède quelques priviléges en matière de commerce.

Art. 32. — Dans le cas où l'une des Parties Contractantes jugerait qu'une des stipulations du présent Traité est violée à son préjudice, elle devra adresser à l'autre Partie une exposition des faits ainsi qu'une demande en réparation accompagnée des documents et des preuves nécessaires pour établir la légalité de la plainte, mais elle ne pourra autoriser des représailles ou commencer des hostilités qu'autant que la réparation demandée aura été refusée ou arbitrairement différée.

Art. 33. — Le présent Traité sera en vigueur pendant dix ans à compter du jour de l'échange des Ratifications ; mais si, une année avant l'expiration de ce délai, ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes n'annonce par une Déclaration officielle son intention d'en faire cesser l'effet, ledit Traité restera encore obligatoire pour une autre année, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration de l'année à dater de la susdite déclaration officielle.

Art. 34. — Le présent Traité, composé de trente-quatre Articles, sera Ratifié et les Ratifications seront échangées à Turin, dans le terme de six mois ou plus tôt si c'est possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Turin, le 27 octobre 1860.

(L. S.) Signé : CARUTTI. (L. S.) Signé : GIUSEPPE ANSALDI.

DÉCLARATION.

Les soussignés, Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne et de la République de San-Salvador, sont convenus de faire la Déclaration suivante, laquelle restera secrète, en sa qualité d'Annexe au susdit Traité, et aura la même force et valeur que si elle faisait corps avec lui.

Il convient d'établir que lorsque l'Article 31 du Traité stipule que ni la nation espagnole ni les nations hispano-américaines ne peuvent servir de termes de comparaison lorsqu'il est question de la nation la plus favorisée, la disposition du susdit Article n'empêchera pas la République de San-Salvador, dans le cas où elle ferait quelques concessions à l'Espagne, en faveur des produits de son sol ou de son industrie, soit gratuitement, soit conditionnellement, soit par voie de

réciprocité, de faire participer les États de S. M. le Roi de Sardaigne aux mêmes avantages, concédés au même titre.

(L. S.) Signé : CARUTTI. (L. S.) Signé : GIUSEPPE ANSALDI.

Convention de Poste entre la France et l'Office des postes féodales d'Allemagne, conclu à Paris, le 25 novembre 1861¹.

S. M. l'Empereur des Français et S. A. S. le Prince de la Tour et Taxis, grand maître héréditaire des postes féodales d'Allemagne, animés du désir d'améliorer le service des correspondances entre la France et les pays directement desservis par les postes de Son Altesse Sérenissime, ont résolu de conclure dans ce but une Convention nouvelle, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, *M. Jacques-Pierre-Louis-Édouard Vandal*, conseiller d'État, directeur général des postes de France, officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, commandeur du nombre extraordinaire de l'ordre de Charles III d'Espagne, commandeur de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, décoré de l'ordre du Medjidié de troisième classe, etc.;

Et S. A. S. le Prince de la Tour et Taxis, *M. Louis Bang*, docteur en droit, conseiller de la direction générale des postes de Son Altesse Sérenissime, décoré de l'ordre électoral de Guillaume de Hesse, quatrième classe, chevalier de l'ordre impérial de la Couronne de fer d'Autriche, troisième classe, et chevalier de l'ordre de Philippe le Magnanime de la Hesse Grand-Ducal, première classe;

Lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins Pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^e. Il y aura, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes féodales héréditaires de S. A. S. le Prince de la Tour et Taxis, un échange périodique et régulier de lettres, d'échantillons de marchandises et d'imprimés de toute nature, au moyen des services des deux administrations et des services de poste établis sur le territoire des États par l'intermédiaire desquels l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Tour et Taxis peuvent échanger entre elles des dépêches closes.

L'administration des postes de la Tour et Taxis payera à l'office des postes belges les droits de transit dus audit office pour le transport, à travers la Belgique, des correspondances de toute nature qui seront échangées entre les deux administrations des postes de France et de la Tour et Taxis, par la voie de la Belgique, à charge, par l'administra-

1. Cette convention a été ratifiée à Paris, le 15 février 1862.

tion des postes de France, de rembourser la moitié de ces droits à l'administration des postes de la Tour et Taxis.

Quant aux droits en redevances revenant aux offices des postes des États d'Allemagne, par l'intermédiaire desquels seront acheminées les dépêches réciproques des deux administrations des postes de France et de la Tour et Taxis, ils seront acquittés et supportés par l'administration des postes de la Tour et Taxis.

Art. 2. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la France et de l'Algérie pour les pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis, soit des pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis pour la France et l'Algérie, auront le choix de laisser le port desdites lettres à la charge des destinataires, ou de payer ce port d'avance jusqu'à destination.

Art. 3. Le prix du port des lettres désignées dans l'article précédent sera réglé conformément au tarif ci-après :

	PRIX DE PORT à payer par l'envoyer de chaque lettre affranchie ou par le destinataire de chaque lettre non affranchie, et pour chaque poids de 10 grammes ou fraction de 10 grammes	SOMME A PAYER pour chaque lettre et pour chaque poids de 10 grammes ou fractions de 10 grammes	
DÉSIGNATION DES LETTRES.	par l'adminis- tration des postes de France à l'adminis- tration des postes de la Tour et Taxis.	par l'adminis- tration des postes de la Tour et Taxis à l'adminis- tration des postes de France.	
Lettres affran- chies.	<p>de la France et de l'Algérie pour la Hesse Grand-Ducale, les duchés de Nassau, de Saxe-Cobourg et de Saxe-Meiningen-Hildburghausen, les principautés de Hesse-Hombourg et de Schwarzbourg-Rudolstadt (moins Frankenhausen et Schlotheim), la ville libre de Francfort sur-le-Mein, la Hesse-Electorale, le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach (moins Allstedt), le duché de Saxe-Gotha, les principautés de Lippe-Detmold, de Reuss et de Schaumbourg-Lippe, et les villes de Arnstadt, Gehren et Gross-Breitenbach (principauté de Schwarzbourg-Sondershausen).....</p> <p>les villes libres de Hamburg, de Lubeck et de Bremen.....</p> <p>de la Hesse Grand-Ducale, des duchés de Nassau, de Saxe-Cobourg et de Saxe-Meiningen-Hildburghausen, des principautés de Hesse-Hombourg et de Schwarzbourg-Rudolstadt (moins Frankenhausen et Schlotheim), et de la ville libre de Francfort-sur-le-Mein pour la France et l'Algérie.....</p> <p>de la Hesse-Electorale, du grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach (moins Allstedt), du duché de Saxe-Gotha, des principautés de Lippe-Detmold, de Reuss et de Schaumbourg-Lippe et des villes de Arnstadt, Gehren et Gross-Breitenbach pour la France et l'Algérie</p> <p>des villes libres de Hamburg, de Lubeck et de Bremen pour la France et l'Algérie.....</p> <p>la Hesse Grand-Ducale, les duchés de Nassau, de Saxe-Cobourg et de Saxe-Meiningen-Hildburghausen, les principautés de Hesse-Hombourg et de Schwarzbourg-Rudolstadt (moins Frankenhausen et Schlotheim), et Schlotheim, et la ville libre de Francfort-sur-le-Mein</p> <p>la Hesse-Electorale, le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach (moins Allstedt), le duché de Saxe-Gotha, les principautés de Lippe-Detmold, de Reuss et de Schaumbourg-Lippe, et les villes de Arnstadt, Gehren et Gross-Breitenbach.....</p> <p>les villes libres de Hamburg et de Lubeck</p> <p>la ville libre de Bremen.....</p> <p>de la Hesse Grand-Ducal, des duchés de Nassau, de Saxe-Cobourg et de Saxe-Meiningen-Hildburghausen, des principautés de Hesse-Hombourg et de Schwarzbourg-Rudolstadt (moins Frankenhausen et Schlotheim), de la ville libre de Francfort-sur-le-Mein, de la Hesse-Electorale, du grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach (moins Allstedt), du duché de Saxe-Gotha, des principautés de Lippe-Detmold, de Reuss et de Schaumbourg-Lippe et des villes de Arnstadt, Gehren et Gross-Breitenbach pour la France et l'Algérie.....</p> <p>des villes libres de Hamburg, de Bremen et de Lubeck pour la France et l'Algérie.....</p>	<p>40 centimes.</p> <p>50 centimes.</p> <p>12 kreutzers (monnaie du Rhin).</p> <p>3 1/2 gros d'argent.</p> <p>4 1/2 gros d'argent.</p> <p>15 kreutzers (monnaie du Rhin).</p> <p>4 1/2 gros d'arg. 6 1/2 s illings. 11 grote.</p> <p>50 centimes.</p> <p>60 centimes.</p>	<p>fr. c.</p> <p>fr. c.</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p>
Lettres non affran- chies.			
Lettres non affran- chies.			
Lettres non affran- chies.			

Art. 4. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes, que les lettres désignées dans le tarif qui précède ne pourront être frappées d'aucun droit ou taxe en sus des prix de port fixés par ce tarif, si ce n'est du droit de distribution qui est perçu, dans les pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis, sur les lettres de toute provenance.

Il est entendu, toutefois, que ce droit de distribution ne pourra, en aucun cas, être augmenté.

Afin de maintenir les bases établies par le tarif susmentionné pour la répartition, entre les deux administrations, des taxes à percevoir sur les lettres livrées par l'administration des postes de France à l'administration des postes de la Tour et Taxis, cette dernière administration payera à l'autre annuellement, en sus des prix de livraison fixés par la présente Convention, et aussi longtemps que ledit droit de distribution subsistera, une soultre qui s'élèvera, pour chacune des deux premières années qui suivront la date de la mise à exécution de ladite Convention, à quatre mille huit cents francs. Passé ce terme, la somme que l'administration des postes de la Tour et Taxis payera, pour le même objet, à l'administration des postes de France, sera augmentée ou diminuée, chaque année, s'il y a lieu, proportionnellement à l'augmentation ou à la diminution du nombre des lettres ordinaires à destination des pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis. Cette proportion sera établie d'après les comptes mentionnés dans l'article 33 ci-après, en comparant la dernière période annuelle à la période annuelle précédente.

Art. 5. Les lettres ordinaires expédiées à découvert, par la voie de la France, soit des pays mentionnés au tableau A annexé à la présente Convention pour les pays directement desservis par l'administration des postes de la Tour et Taxis et les États auxquels ladite administration sert d'intermédiaire, soit des pays directement desservis par l'administration des postes de la Tour et Taxis et des États précités pour les pays mentionnés au tableau A, seront échangées, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Tour et Taxis, aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est convenu, toutefois, que les conditions d'échange fixées par le tableau A susmentionné pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Tour et Taxis.

Art. 6. Les lettres expédiées à découvert, par l'intermédiaire des postes de la Tour et Taxis, soit des pays mentionnés dans le tableau B annexé à la présente Convention pour la France, de l'Algérie et les États auxquels la France sert d'intermédiaire, soit de la France, de l'Algérie et des États auxquels la France sert d'intermédiaire pour les pays men-

tionnés au tableau B, seront échangées, entre l'administration des postes de la Tour et Taxis et l'administration des postes de France aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est convenu, toutefois, que les conditions d'échange fixées par ce tableau pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Tour et Taxis.

Art. 7. L'administration des postes de France pourra livrer à l'administration des postes de la Tour et Taxis des lettres chargées à destination des pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis, et, autant que possible, à destination des pays auxquels l'administration des postes de la Tour et Taxis sert d'intermédiaire.

De son côté, l'administration des postes de la Tour et Taxis pourra livrer à l'administration des postes de France des lettres chargées à destination de la France et de l'Algérie, et, autant que possible, à destination des pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Le port des lettres chargées devra toujours être payé d'avance jusqu'à destination.

Art. 8. Toute lettre chargée, expédiée de la France ou de l'Algérie pour l'un des pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis, supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids, un droit fixe de cinquante centimes, et réciproquement toute lettre chargée expédiée de l'un des pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis pour la France ou l'Algérie supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre ordinaire affranchie du même poids, un droit fixe de quatorze kreutzers ou de quatre gros d'argent.

Art. 9. L'administration des postes de France payera à l'administration des postes de la Tour et Taxis, en sus du prix résultant des dispositions de l'article 3 de la présente Convention, un droit fixe de vingt-cinq centimes pour toute lettre chargée que ladite administration des postes de France livrera à l'administration des postes de la Tour et Taxis, à destination des pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis.

Réciproquement, l'administration des postes de la Tour et Taxis payera à l'administration des postes de France, en sus du prix résultant des dispositions de l'article 3 précité, un droit fixe de vingt-cinq centimes pour toute lettre chargée que ladite administration des postes de la Tour et Taxis livrera à l'administration des postes de France, à destination de la France et de l'Algérie.

Quant aux prix de port ou aux droits spéciaux dont les deux administrations auront à se tenir réciproquement compte pour les lettres chargées à destination des pays auxquels l'administration des postes

de France et l'administration des postes de la Tour et Taxis servent respectivement d'intermédiaire, l'une pour l'autre, ils seront fixés, d'un commun accord, entre ces deux administrations, conformément aux Conventions actuellement en vigueur ou qui interviendraient dans la suite.

Art. 10. L'envoyeur de toute lettre chargée contenant des valeurs-papiers payables au porteur, qui sera expédiée, soit de la France ou de l'Algérie, pour l'un des pays directement desservis par l'administration des postes de la Tour et Taxis, soit de l'un desdits pays pour la France ou l'Algérie, pourra obtenir, jusqu'à concurrence de deux mille francs, le remboursement de ces valeurs, en cas de perte ou de spoliation prévues par l'article 15 ci-après, en faisant la déclaration du montant desdites valeurs, et en payant d'avance, indépendamment des taxes et droits fixés par les articles 3 et 8 de la présente Convention, savoir :

1^o Un droit proportionnel de trente centimes par chaque cent francs ou fraction de cent francs déclarés, si la lettre est mise à la poste dans un bureau français ;

2^o Un droit proportionnel de neuf kreutzers ou de deux gros d'argent et six pfennings par chaque cent francs ou fraction de cent francs déclarés, si la lettre est mise à la poste dans un bureau allemand.

Art. 11. L'administration des postes de France payera à l'administration des postes de la Tour et Taxis, pour toute lettre chargée contenant des valeurs déclarées qui sera livrée par un bureau d'échange français à un bureau d'échange de la Tour et Taxis, en vertu de l'article précédent, et indépendamment du prix de port et du droit fixe déterminé par les articles 3 et 9 de la présente Convention, un droit proportionnel de quinze centimes par chaque cent francs ou fraction de cent francs déclarés.

De son côté, l'administration des postes de la Tour et Taxis payera à l'administration des postes de France, pour toute lettre chargée contenant des valeurs déclarées, qui sera livrée par un bureau d'échange de la Tour et Taxis à un bureau d'échange français, en vertu de l'article précédent, et indépendamment du prix de port et du droit fixe déterminés par les articles 3 et 9 de la présente Convention, un droit proportionnel de seize centimes par chaque cent francs ou fraction de cent francs déclarés.

Art. 12. La déclaration du montant des valeurs contenues dans une lettre devra être faite, par l'expéditeur, du côté de la suscription de l'enveloppe, à l'angle gauche supérieur, et sans rature ni surcharge, même approuvée.

Cette déclaration énoncera, en langue française, en francs et en

centimes et en toutes lettres, le montant des valeurs déclarées, sans autre indication.

Le montant des valeurs déclarées, pour une seule lettre, ne devra pas excéder deux mille francs.

Art. 13. Les lettres pour lesquelles les envoyeurs réclameront le bénéfice des dispositions de l'article 10 ne devront pas dépasser le poids de deux cent cinquante grammes.

Art. 14. Le fait d'une déclaration frauduleuse de valeurs supérieures aux valeurs réellement insérées dans une lettre sera puni conformément à la législation intérieure du pays où la lettre aura été remise à la poste.

Art. 15. Dans le cas où une lettre contenant des valeurs déclarées viendrait à être perdue ou spoliée, soit sur le territoire français dans des conditions entraînant responsabilité pour l'administration des postes de France d'après la législation française, soit sur le territoire allemand dans des conditions entraînant responsabilité pour les administrations faisant partie de l'association postale allemande d'après la Convention conclue entre lesdites administrations le 18 août 1860, l'administration responsable payera ou fera payer à l'envoyeur, et à son défaut au destinataire, dans un délai de deux mois à dater du jour de la réclamation, la somme qui aura été déclarée et pour laquelle le droit prévu en l'article 10 aura été acquitté, mais il est entendu que la réclamation ne sera admise que dans les six mois qui suivront la date de l'envoi de ladite lettre ; passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

Art. 16. L'administration qui opérera le remboursement du montant de valeurs déclarées non parvenues à destination sera subrogée à tous les droits du propriétaire.

A cet effet, la partie prenante devra, au moment du remboursement, consigner par écrit les renseignements propres à faciliter la recherche des valeurs perdues et subroger à tous ses droits ladite administration.

Art. 17. Les deux administrations des postes de France et de la Tour et Taxis cesseront d'être responsables des valeurs déclarées contenues dans toute lettre dont le destinataire ou son fondé de pouvoirs aura donné reçu.

Art. 18. La perte d'une lettre chargée, transmise en dehors des conditions déterminées par les articles 10, 11, 12 et 13 précédents, n'entraînera, pour l'administration sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, que l'obligation de payer à l'envoyeur une indemnité de cinquante francs. Ce paiement sera effectué dans le délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation.

La réclamation résultant de la perte d'une lettre chargée sera admis-

sible pendant six mois, à dater du jour qui suivra la date du dépôt de ladite lettre ; passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

Art. 19. L'envoyeur de toute lettre chargée contenant ou non des valeurs déclarées, et expédiée, soit de la France ou de l'Algérie pour les pays directement desservis par l'administration des postes de la Tour et Taxis, soit de ces pays pour la France ou l'Algérie, pourra demander, au moment du dépôt de la lettre, qu'il lui soit donné avis de sa réception par le destinataire.

Dans ce cas, il payera d'avance, pour le port de l'avis, une taxe uniforme de vingt centimes si la lettre est mise à la poste dans un bureau français, et une taxe uniforme de six kreutzers ou de deux gros d'argent si la lettre est mise à la poste dans un bureau allemand.

Art. 20. L'administration des postes de France payera à l'administration des postes de la Tour et Taxis la somme de dix centimes pour chaque avis de réception de lettre chargée, expédiée de la France ou de l'Algérie à destination d'un pays directement desservi par les postes de la Tour et Taxis.

De son côté, l'administration des postes de la Tour et Taxis payera à l'administration des postes de France la somme de douze centimes pour chaque avis de réception de lettre chargée, expédiée d'un pays directement desservi par les postes de la Tour et Taxis à destination de la France ou de l'Algérie.

Art. 21. Les échantillons de marchandises, les journaux, les gazettes, les ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, qui seront expédiés, soit de la France et de l'Algérie pour les pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis, soit des pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis pour la France et l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Art. 22. Les taxes à percevoir pour l'affranchissement des objets désignés dans l'article précédent seront payées par les envoyeurs, et réparties entre les deux administrations des postes de France et de la Tour et Taxis, conformément au tarif suivant.

		TAXE A PAYER par l'envoyeur pour l'affranchissement de chaque paquet portant une adresse particulière, et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes	SOMME A PAYER pour chaque paquet portant une adresse particulière et pour chaque poids de 40 grammes ou fraction de 40 grammes	
		par l'administration des postes de France à l'administration des postes de la Tour et Taxis.	par l'administration des postes de la Tour et Taxis à l'administration des postes de France.	
Echantillons de marchan- dises	de la France et de l'Algérie pour	la Hesse Grand-Ducale, les duchés de Nassau, de Saxe-Cobourg et de Saxe-Meiningen-Hildburghausen, les principautés de Hesse-Hombourg et de Schwarzbourg - Rudolstadt (moins Frankenhausen et Schlotheim), la ville libre de Francfort-sur-le-Mein, la Hesse-Electorale, le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach (moins Alstedt), le duché de Saxe-Gotha, les principautés de Lippe-Detmold, de Reuss et de Schaumbourg-Lippe, et les villes de Arnstadt, Gehren et Gross-Breitenbach (principauté de Schwarzbourg-Sonderhausen). les villes libres de Hambourg, de Lübeck et de Bremen.	10 centimes. 10 centimes.	04 05
Journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés ou reliés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés		de la Hesse Grand-Ducale, des duchés de Nassau, de Saxe-Cobourg et de Saxe-Meiningen-Hildburghausen, des principautés de Hesse-Hombourg et de Schwarzbourg-Rudolstadt (moins Frankenhausen et Schlotheim), et de la ville libre de Francfort-sur-le-Mein pour la France et l'Algérie. de la Hesse-Electorale, du grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach (moins Allstedt), du duché de Saxe-Gotha, des principautés de Lippe-Detmold, de Reuss et de Schaumbourg-Lippe et des villes de Arnstadt, Gehren et Gross-Breitenbach pour la France et l'Algérie des villes libres de Hambourg, de Lübeck et de Bremen pour la France et l'Algérie. de la France et de l'Algérie pour tous les pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis. de la Hesse Grand-Ducale, des duchés de Nassau, de Saxe-Cobourg et de Saxe-Meiningen-Hildburghausen, des principautés de Hesse-Hombourg et de Schwarzbourg - Rudolstadt (moins Frankenhausen et Schlotheim), et de la ville libre de Francfort-sur-le-Mein pour la France et l'Algérie. de la Hesse-Electorale, du grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach (moins Allstedt), du duché de Saxe-Gotha, des principautés de Lippe-Detmold, de Reuss et de Schaumbourg-Lippe, et des villes de Arnstadt, Gehren et Gross-Breitenbach, Hambourg, Bremen et Lübeck pour la France et l'Algérie.	3 kreutzers. 9 pfennings. 9 pfennings. 10 centimes. 3 kreutzers.	» » » 03 13 »
			06	06 05
			06 05	06 05
			06 05	06 1/2
			06 05	06 1/2

Art. 23. Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir de la modération de taxe qui leur est accordée par l'article précédent qu'autant qu'ils n'auront aucune valeur vénale, qu'ils seront affranchis jusqu'à destination, qu'ils seront placés sous bandes ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

Les échantillons de marchandises qui ne rempliront pas ces conditions seront considérés et taxés comme lettres.

Art. 24. Par exception aux dispositions de l'article 22 précédent, les journaux, gazettes et ouvrages périodiques, publiés en France, qui seront adressés à l'office des postes de la Tour et Taxis par les éditeurs, seront affranchis seulement jusqu'à la frontière de sortie de France et ne supporteront d'autres taxes que celles fixées pour les objets de même nature à destination de l'intérieur de la France.

Les droits de transit revenant à l'office des postes belges pour ceux des journaux, gazettes et ouvrages périodiques ci-dessus mentionnés, qui seront transmis par la voie de la Belgique, seront supportés exclusivement par l'administration des postes de la Tour et Taxis.

Art. 25. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou authographiés, qui seront expédiés, à découvert, par la voie de la France, soit des pays désignés dans le tableau C annexé à la présente Convention, pour les pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis et pour les États auxquels l'administration des postes de la Tour et Taxis sert d'intermédiaire, soit des pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis et des États précités pour ces mêmes pays, seront échangés, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Tour et Taxis, aux conditions énoncées audit tableau.

Il est entendu, toutefois, que les conditions d'échange fixées par le tableau C susmentionné pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Tour et Taxis.

Art. 26. Les journaux et autres imprimés désignés dans l'article précédent qui seront expédiés, à découvert, par l'intermédiaire des postes de la Tour et Taxis, soit des pays désignés dans le tableau D annexé à la présente Convention, pour la France et l'Algérie, soit de la France et de l'Algérie pour ces mêmes pays, seront échangés entre l'administration des postes de la Tour et Taxis et l'administration des postes de France, aux conditions énoncées dans ledit tableau.

Il est entendu, toutefois, que les conditions d'échanges fixées par le

tableau D susmentionné pourront être modifiées, d'un commun accord, entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Tour et Taxis.

Art. 27. Pour jouir des modérations de port accordées par les articles 22, 24, 25 et 26 de la présente Convention, les imprimés désignés dans lesdits articles devront être affranchis jusqu'aux limites respectivement fixées par les articles 21, 24, 25 et 26, être mis sous bandes, et ne porter aucune écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur et la date.

Les imprimés qui ne réuniront pas ces conditions seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans les articles susmentionnés n'infirment, en aucune manière, le droit qu'ont les deux administrations de ne pas effectuer, sur leurs territoires respectifs, le transport et la distribution de ceux des objets désignés auxdits articles à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation tant en France que dans les pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis.

Art. 28. Il est convenu que pour l'application des taxes qu'auront à payer les habitants des pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis, en vertu des articles 5 et 25 de la présente Convention, la monnaie française sera convertie en monnaie ayant cours dans lesdits pays, d'après les bases ci-dessous fixées, savoir :

1^o En kreutzers (monnaie du Rhin), sur le pied de vingt-huit kreutzers pour un franc;

2^o En gros d'argent et en pfennings (monnaie de Prusse), sur le pied de huit gros d'argent pour un franc;

3^o En shillings (monnaie de convention de Lubeck), sur le pied de seize shillings ou un marc pour un franc cinquante centimes;

4^o En grote (monnaie de Bremen), sur le pied de seize grote pour quatre-vingt-dix centimes.

Lorsque, par suite de la conversion de la monnaie française en kreutzers, en gros d'argent, en shillings ou en grote, l'envoyeur ou le destinataire d'une lettre ou d'un paquet d'imprimés se trouvera avoir à payer une fraction de kreutzer, de quart de gros d'argent, de demi-shilling ou de grote, il sera perçu un kreutzer entier pour la fraction de kreutzer; un quart de gros d'argent pour la fraction de quart de gros d'argent, un demi-shilling pour la fraction d'un demi-shilling, et un grote entier pour la fraction de grote.

Art. 29. Les conditions d'échanges stipulées par la présente Convention pour les correspondances de toute nature, originaires ou à destination de la ville de Bremen, seront applicables aux correspondances

de même nature provenant ou à destination des royaumes de Hanovre et de Saxe, des grands-ducchs de Mecklenbourg-Schwerin, de Mecklenbourg-Strelitz et d'Oldenbourg (moins les principautés de Birkenfeld et de Lubeck), du duché de Brunswick et du duché de Saxe-Altenbourg, lorsque ces correspondances seront comprises dans les dépêches réciproques des deux administrations des postes de France et de la Tour et Taxis.

Art. 30. Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français s'engage à faire transporter, en dépêches closes, sur son territoire, les correspondances des pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis et des États auxquels l'administration des postes de la Tour et Taxis sert d'intermédiaire pour la Suisse, et réciproquement de la Suisse pour les pays et États susmentionnés, moyennant le prix de quinze centimes par trente grammes, poids net, pour les lettres, et d'un demi-centime, aussi par trente grammes, poids net, pour les journaux et autres imprimés.

Art. 31. S. A. S. le Prince de la Tour et Taxis s'engage à faire transporter, en dépêches closes, tant sur le territoire belge que sur le territoire allemand, les correspondances de la France et des États auxquels la France sert d'intermédiaire pour le Danemark et la Norvège, et réciproquement du Danemark et de la Norvège pour la France et les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, moyennant le prix de un franc vingt centimes par trente grammes, poids net, pour les lettres, et de un franc cinquante centimes par kilogramme, poids net, pour les journaux et autres imprimés.

Art. 32. Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et autres pièces de comptabilité résultant de l'échange des correspondances transportées, en dépêches closes, par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, et qui sont mentionnées dans les articles 30 et 31 précédents, ne sera pas compris dans les pesées de lettres, journaux et imprimés de toute nature sur lesquels devront être assis les prix de transport fixés par lesdits articles.

Art. 33. Les administrations des postes de France et de la Tour et Taxis dresseront, chaque mois, les comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement par ces administrations, seront soldés, à la fin de chaque trimestre, par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre.

Les comptes ci-dessus mentionnés seront établis et soldés en monnaie de France.

Art. 34. Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature, mal adressés ou mal diri-

gés, seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyés, par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour les prix auxquels l'ofice envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires ayant changé de résidence seront respectivement rendus chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

Les lettres ordinaires, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature qui auront été primitivement livrés à l'administration des postes de France ou à l'administration des postes de la Tour et Taxis par d'autres administrations, et qui, par suite du changement de résidence des destinataires, devront être réexpédiés, soit de la France pour les pays directement desservis par les postes de la Tour et Taxis, soit de ces pays pour la France, seront réciproquement livrés chargés du port exigible au lieu de la précédente destination.

Art. 35. Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature échangés entre les deux administrations des postes de France et de la Tour et Taxis, qui seront tombés en rebut pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyés, de part et d'autre, à la fin de chaque mois, et plus souvent si faire se peut.

Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'ofice envoyeur.

Ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'ofice correspondant seront renvoyés sans taxe ni décompte.

Quant aux correspondances non affranchies tombées en rebut, qui auront été transportées, en dépêches closes, par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, elles seront admises, pour les poids et prix pour lesquels elles auront été comprises dans les comptes des administrations respectives, sur de simples déclarations ou listes nominatives mises à l'appui des décomptes, lorsque les correspondances elles-mêmes ne pourront pas être produites par l'ofice qui aura à se prévaloir du montant de leur port vis-à-vis de l'ofice correspondant.

Art. 36. L'administration des postes de France et l'administration des postes de la Tour et Taxis n'admettront à destination des territoires respectivement desservis par les deux administrations ou des pays qui empruntent leur intermédiaire, aucun paquet ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit tout autre objet passible de droits de douane.

Art. 37. L'administration des postes de France et l'administration des postes de la Tour et Taxis désigneront, d'un commun accord, les

bureaux par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives.

Elles détermineront les conditions auxquelles seront soumises les correspondances insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste; elles régleront aussi la forme des comptes mentionnés dans l'article 33 précédent, la direction des correspondances transmises réciprocement, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux administrations, toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 38. Seront abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes stipulations ou dispositions antérieures concernant l'échange des correspondances entre l'administration des postes de France et l'administration des postes de la Tour et Taxis.

Art. 39. La présente Convention sera mise à exécution le plus tôt possible et, au plus tard, le 1^{er} juillet 1862, et elle demeurera obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant cette dernière année, la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les deux administrations, après l'expiration dudit terme.

Art. 40. La présente Convention sera ratifiée et les Ratifications en seront échangées, à Paris, dans le délai de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original à Paris, le vingt-cinquième jour du mois de novembre de l'an de grâce 1861.

(L. S.) Signé : ED. VANDAL. (L. S.) Signé : L. BANG.

**Convention consulaire entre l'Espagne et la France, conclue
à Madrid, le 7 janvier 1862¹.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine des Espagnes, désirant déterminer, avec toute l'extension et la clarté possibles, les droits

1. Cette convention a été ratifiée le 7 mars 1862, déclarée exécutoire en France le 18 mars.

civils de leurs sujets respectifs, ainsi que les attributions des Agents consulaires chargés de les protéger, ont résolu, d'un commun accord, de conclure une Convention spéciale qui embrasse ces deux objets, et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

S. M. l'Empereur des Français, *M. Adolphe Barrot*, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre royal de Charles III d'Espagne, grand cordon de l'ordre de Léopold de Belgique, grand-croix de l'ordre de Saint-Janvier de Naples, grand-croix de l'ordre pontifical de Saint-Grégoire-le-Grand, grand-croix des ordres de la Conception de Villaviçosa et du Christ de Portugal, etc., etc., son ambassadeur près Sa Majesté Catholique ;

Et S. M. la Reine des Espagnes, *D. Saturnino Calderon Collantes*, ancien Ministre de l'intérieur et du commerce, de l'instruction et des travaux publics, sénateur du royaume, grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III, grand-croix de l'ordre royal d'Isabelle-la-Catholique, grand cordon de l'ordre impérial de la Légion d'honneur de France, grand cordon de l'ordre de Léopold de Belgique, grand-croix de l'ordre pontifical de Pie IX, grand-croix de l'ordre de Louis de Hesse-Darmstadt, grand-croix de l'ordre du Danebrog de Danemark, grand-croix de l'ordre de l'Étoile-Polaire de Suède, grand-croix de l'ordre de la Conception de Villaviçosa de Portugal, grand-croix de l'ordre des Guelphes du Hanovre, etc., etc., son premier secrétaire d'État au département des Affaires Étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :

Art. 1^{er}. Les sujets des deux Pays pourront voyager et résider sur les territoires respectifs comme les nationaux ; s'établir où ils le jugeront convenable pour leurs intérêts ; acquérir et posséder toute espèce de biens meubles et immeubles ; exercer toute espèce d'industrie ; faire le commerce, tant en gros qu'en détail ; louer les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires ; effectuer le transport des marchandises et de l'argent, et recevoir des consignations aussi bien de l'intérieur que de l'étranger, en payant les droits et patentes et en observant, dans tous ces cas, les conditions établies par les lois et les règlements en vigueur pour les nationaux.

Ils auront le droit, dans leurs ventes et achats, d'établir le prix des effets, des marchandises et des objets quels qu'ils soient, tant importés que nationaux, soit qu'ils les vendent à l'intérieur du Pays, soit qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer aux lois et règlements du Pays. Ils auront la faculté de faire et administrer eux-mêmes leurs affaires ou de se faire suppléer par des personnes dûment autorisées, soit dans l'achat ou la vente de leurs biens, effets et marchan-

dises, soit pour le chargement, le déchargement et l'expédition de leurs navires.

Art. 2. Les Français en Espagne et les Espagnols en France jouiront réciproquement d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits, à tous les degrés de juridiction établis par les lois; ils pourront employer dans toutes les instances les avocats, avoués et agents de toutes classes qu'ils jugeront à propos, et jouiront enfin, sous ce rapport, des mêmes droits ou avantages déjà accordés ou qui seraient accordés aux nationaux.

Art. 3. Les sujets de l'un et de l'autre État qui voudront se livrer au commerce ou s'établir, pour quelque but que ce soit, dans les Pays respectifs, devront être pourvus d'un certificat d'immatriculation constatant leur qualité de Français ou d'Espagnols, qui leur sera délivré par les Agents diplomatiques ou consulaires de leur Pays, sur la présentation des pièces propres à établir leur nationalité. Ce certificat sera visé par les autorités territoriales compétentes, et servira de titre à celui auquel il aura été délivré, pour justifier de sa nationalité et de son identité, dans les démarches qu'il aurait à faire, soit auprès des Agents de sa nation, soit auprès des autorités du Pays. Sans la présentation dudit certificat d'immatriculation, les autorités françaises ne permettront, dans aucun cas, la résidence des Espagnols en France, ni les autorités espagnoles, celle des Français en Espagne.

Art. 4. Les Français en Espagne et les Espagnols en France seront soumis au paiement des contributions, tant ordinaires qu'extraordinaires, afférentes aux biens immeubles qu'ils possèdent dans le Pays de leur résidence et à la profession ou industrie qu'ils y exercent, conformément aux lois et aux règlements généraux des Etats respectifs. Ils seront également soumis, comme les nationaux, aux charges et prestations en nature, ainsi qu'aux impôts municipaux, urbains, provinciaux ou départementaux auxquels ils pourraient être assujettis pour leurs biens meubles, leur profession ou industrie.

D'ailleurs, les Français en Espagne comme les Espagnols en France seront exempts de toute contribution de guerre, avances de contributions, prêts et emprunts, et de toute autre contribution extraordinaire, de quelque nature qu'elle soit, qui serait établie dans l'un des deux Pays, par suite de circonstances exceptionnelles, en tant que ces contributions ne seront pas imposées sur la propriété foncière.

Ils seront également exempts de toute charge ou emploi municipal et de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans la garde ou milice nationale, ainsi que de toute réquisition aux services spéciaux de la milice, pourvu qu'ils présentent leurs

certificats d'immatriculation délivrés par leurs Ambassades, Légations ou Consulats respectifs. Toutefois, les Français en Espagne et les Espagnols en France possédant des biens-fonds ou tenant un établissement commercial ou industriel seront soumis, comme les nationaux, à la charge des logements militaires.

Art. 5. Les Espagnols nés en France, lesquels, ayant atteint l'âge de vingt ans, y seraient compris dans le contingent militaire, devront produire devant les autorités civiles ou militaires compétentes un certificat établissant qu'ils ont tiré au sort en Espagne. Et, réciproquement, les Français nés en Espagne, qui y seraient appelés au service militaire, devant, dans le cas où les documents présentés par eux ne paraîtraient pas suffisants pour établir leur origine, fournir, l'année suivante, aux autorités compétentes, à l'époque du tirage, un certificat constatant qu'ils ont satisfait à la loi de recrutement en France. A défaut de ce document en bonne forme, l'individu désigné par le sort pour le service militaire, dans la commune où il est né, devra faire partie du contingent de cette commune.

Art. 6. Les sujets des deux États pourront disposer à leur volonté, par donation, vente, échange, testament ou de toute autre manière, de tous les biens qu'ils posséderaient dans les territoires respectifs, et retirer intégralement leurs capitaux du Pays. De même, les sujets de l'un des deux États, habiles à hériter de biens situés dans l'autre, pourront prendre possession sans empêchement des biens qui leur seraient dévolus, même *ab intestat*; et lesdits héritiers ou légataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés, dans des cas semblables, aux nationaux eux-mêmes.

Art. 7. Les sujets des deux Pays ne pourront être assujettis respectivement à aucune saisie, ni être retenus avec leurs navires, équipages, voitures et effets de commerce quels qu'ils soient, pour aucune expédition militaire ni pour aucun service public, sans qu'il soit accordé aux intéressés une indemnité préalablement convenue.

Ils seront néanmoins soumis aux réquisitions pour transports (*baggages*); mais, dans ce cas, ils auront droit à la rémunération officiellement établie par l'autorité compétente dans chaque département ou localité, pour les sujets du Pays.

Art. 8. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires dans les ports, villes et lieux du territoire de l'autre, se réservant respectivement le droit d'en excepter les points qu'elles jugeraient convenables. Toutefois, cette réserve ne pourra être appliquée à l'une des Hautes Parties contractantes, sans qu'elle le soit également à toutes les autres Puissances.

Art. 9. Pour que les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls soient admis et reconnus comme tels, ils devront présenter leurs provisions sur la production desquelles l'*exequatur* leur sera délivré sans frais et suivant les formalités établies dans les Pays respectifs.

Sur la présentation de l'*exequatur*, l'autorité supérieure du département, province ou district, dans lequel résideront lesdits Agents, donnera les ordres nécessaires aux autres autorités locales, pour que, sur tous les points de leur circonscription, ils soient protégés dans l'exercice de leurs fonctions officielles, et pour que les exemptions, prérogatives, immunités et priviléges conférés par la présente Convention leur soient garantis.

Art. 10. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls sujets de l'État qui les nomme jouiront de l'exemption du logement militaire et de toute charge ou service public qui aurait un caractère municipal ou autre.

Ils seront de même exemptés des contributions directes, personnelles, mobilières ou somptuaires imposées par l'État ou par les communes. Toutefois, si ces Agents étaient commerçants, s'ils exerçaient quelque industrie ou possédaient des biens immeubles, ils seront considérés, en ce qui concerne les charges et contributions générales, comme les autres sujets de l'État auquel ils appartiendront.

Art. 11. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ne seront pas tenus de paraître comme témoins devant les tribunaux du Pays où ils résideront. Mais ils ne pourront refuser leurs déclarations à l'autorité judiciaire qui se transporterait à leur domicile pour les recevoir de vive voix, ou qui les leur demanderait par écrit, ou qui délèguerait à cet effet un fonctionnaire compétent en France, ou un notaire public en Espagne. Dans chacun de ces cas, ils devront satisfaire au désir de l'autorité dans le délai, au jour et à l'heure que celle-ci indiquera, sans opposer de retards inutiles.

Art. 12. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls sujets de l'État qui les nomme jouiront de l'immunité personnelle, sans qu'ils puissent être arrêtés ni conduits en prison, si ce n'est pour crimes, à moins que lesdits Agents ne soient sujets du Pays de leur résidence ou commerçants, auquel cas cette immunité personnelle ne devra s'entendre que des dettes ou autres causes civiles n'impliquant pas de délit ou l'idée d'un délit, ou qui ne se rapporteraient pas au commerce qu'ils exerceraient eux-mêmes ou par leurs employés.

Art. 13. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls pourront placer, au-dessus de la porte extérieure du Consulat ou Vice-Consulat, l'écusson des Armes de leur nation, avec cette inscription : *Consulat ou Vice-Consulat de....*

Ils pourront également arborer le Pavillon de leur Pays sur la

Maison Consulaire , aux jours de solennités publiques , religieuses ou nationales , ainsi que dans les autres circonstances d'usage; mais l'exercice de ce double privilége cessera , si lesdits Agents résident dans la capitale, où se trouve l'ambassade ou la légation de leur Pays.

Ils pourront de même arborer le Pavillon national sur le bateau qu'ils monteraient dans le port, pour l'exercice de leurs fonctions.

Art. 14. Les Ar-chives Consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités locales ne pourront sous aucun prétexte visiter ni saisir les papiers qui en font partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les Consuls ou Vice-Consuls respectifs.

Art. 15. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des Consuls Généraux , Consuls et Vice-Consuls , les Élèves Consuls , les Chanceliers et Secrétaireis qui auraient été présentés antérieurement en leurs qualités aux autorités respectives , seront admis de plein droit , dans leur ordre hiérarchique , à exercer, par intérim , les fonctions consulaires, sans que les autorités locales puissent y mettre aucun obstacle. Au contraire, celles-ci devront leur prêter assistance et protection , et leur assurer, pendant leur gestion intérimaire, la jouissance des exemptions, prérogatives , immunités et priviléges reconnus par la présente Convention aux Agents Consulaires respectifs.

Art. 16. Les Consuls Généraux ou Consuls pourront nommer des Vice-Consuls ou Agents Consulaires dans les villes, ports et localités de leurs arrondissements consulaires respectifs, sauf l'approbation du gouvernement territorial.

Art. 17. Les mendians ou les vagabonds , déclarés tels par les lois de chacun des deux Pays , et qui auraient été détenus à la demande des Agents Consulaires respectifs ou par ordre des autorités territoriales pour être expulsés du Pays , seront mis à la disposition desdits Agents. Ceux-ci seront tenus de pourvoir à leur entretien , jusqu'au moment où ils auront pris les mesures nécessaires pour les rapatrier, et les autorités territoriales devront leur prêter, à cet effet, un appui efficace.

Art. 18. Les Consuls Généraux , Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires pourront s'adresser aux autorités de leur arrondissement consulaire pour réclamer contre toute infraction aux TraitéS ou Conventions existant entre les deux Pays , et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par les autorités de leur arrondissement consulaire, ou si les résolutions prises par celles-ci ne leur paraissaient pas satisfaisantes, ils pourront avoir recours, à défaut d'un Agent diplo-

matique de leur Pays, au gouvernement de l'État dans lequel ils résideraient.

Art. 19. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires des deux Pays, ou leurs Chanceliers, auront le droit de recevoir dans leurs Chancelleries, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants et tous autres sujets de leur Pays.

Ils seront également autorisés à recevoir, comme notaires, les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous autres actes notariés, lors même que lesdits actes auraient pour objet de conférer hypothèque.

Lesdits Agents auront, en outre, le droit de recevoir dans leurs Chancelleries tous Actes conventionnels passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du Pays dans lequel ils résident, comme aussi tous les actes qui, quoique d'un intérêt exclusif pour les sujets du Pays dans lequel ils sont dressés, concerneraient des biens situés ou des affaires à traiter sur un point quelconque du territoire de la nation à laquelle appartient le Consul ou Vice-Consul par qui lesdits Actes seront rédigés. Les copies ou extraits de ces Actes, dûment légalisés par lesdits Agents et scellés du sceau officiel des Consulats ou Vice-Consulats, feront foi, tant en justice que hors de justice, aussi bien dans les possessions de la France que dans celles de l'Espagne, et auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autres officiers publics de l'un ou de l'autre Pays, pourvu que ces Actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'État auxquels appartiennent les Consuls et Vice-Consuls, et qu'ils aient ensuite été soumis au timbre, à l'enregistrement ou à toute autre formalité en usage dans le Pays où l'Acte devra recevoir son exécution.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité de l'expédition d'un Acte public enregistré à la Chancellerie d'un des Consulats respectifs, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande, et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires respectifs pourront traduire toute espèce de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur Pays, et ces traductions auront, dans le pays de leur résidence, la même force et valeur que si elles eussent été faites par les interprètes jurés du Pays.

Art. 20. En cas de décès d'un sujet de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront en donner avis immédiatement au Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent

Consulaire dans la circonscription duquel ledit décès aura eu lieu. Ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

Quand un Français en Espagne, ou un Espagnol en France, sera mort sans avoir fait de testament ni nommé d'exécuteur testamentaire, ou si les héritiers, soit naturels, soit désignés par le testament, étaient mineurs, incapables ou absents, ou si les exécuteurs testamentaires nommés ne se trouvaient pas dans le lieu où s'ouvrira la succession, les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires de la nation du défunt auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes :

1^o Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister et apposer également ses scellés.

Ces scellés, non plus que ceux de l'Agent Consulaire, ne devront pas être levés sans que l'autorité locale assiste à cette opération.

Toutefois, si, après un avertissement adressé par le Consul ou Vice-Consul à l'autorité locale pour l'inviter à assister à la levée des doubles scellés, celle-ci ne s'était pas présentée dans un délai de quarante-huit heures, à compter de la réception de l'avis, cet Agent pourra procéder seul à ladite opération ;

2^o Former l'inventaire de tous les biens et effets du défunt, en présence de l'autorité locale, si, par suite de la notification sus-indiquée, elle avait cru devoir assister à cet acte.

L'autorité locale apposera sa signature sur les procès-verbaux dressés en sa présence, sans que, pour son intervention d'office dans ces actes, elle puisse exiger des droits d'aucune espèce ;

3^o Ordonner la vente aux enchères publiques de tous les effets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer et de ceux d'une conservation difficile, comme aussi des récoltes et effets, pour l'aliénation desquels il se présentera des circonstances favorables ;

4^o Déposer en lieu sûr les effets et valeurs inventoriés, le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des rentes que l'on percevra, dans la maison consulaire ou dans celle de quelque commerçant de la confiance du Consul ou Vice-Consul. Ces dépôts devront avoir lieu, dans l'un ou l'autre cas, d'accord avec l'autorité locale qui aura assisté aux opérations antérieures, si, par suite de la convocation dont va traiter le paragraphe suivant, des sujets du Pays ou d'une Puissance tierce se présentaient comme intéressés dans la succession *ab intestat* ou testamentaire ;

5^o Convoquer, au moyen des journaux de la localité et de ceux du Pays du défunt, si cela était nécessaire, les créanciers qui pourraient

exister contre la succession ab intestat ou testamentaire, afin qu'ils puissent présenter leurs titres respectifs de créance, dûment justifiés, dans le délai fixé par les lois de chacun des deux Pays.

S'il se présentait des créanciers contre la succession testamentaire ou ab intestat, le paiement de leurs créances devra s'effectuer dans le délai de quinze jours après l'inventaire fini, s'il y avait l'argent nécessaire pour acquitter ces créances, et, dans le cas contraire, aussitôt que les fonds nécessaires auront pu être réalisés par les moyens les plus convenables ; ou enfin dans le délai consenti, d'un commun accord, entre les Consuls et la majorité des intéressés.

Si les Consuls respectifs se refusaient au paiement de tout ou partie des créances, en alléguant l'insuffisance des valeurs de la succession pour les satisfaire, les créanciers auront le droit de demander à l'autorité compétente, s'ils le jugeaient utile à leurs intérêts, la faculté de se constituer en état d'union (*en concurso necesario de acreedores*).

Cette déclaration obtenue par les voies légales établies dans chacun des deux Pays, les Consuls ou Vice-Consuls devront faire immédiatement la remise à l'autorité judiciaire ou aux syndics de la faillite, selon qu'il appartiendra, de tous les documents; effets ou valeurs appartenant à la succession testamentaire ou ab intestat, lesdits Agents demeurant chargés de représenter les héritiers absents, les mineurs et les incapables ;

6^e Administrer et liquider eux-mêmes, ou par une personne qu'ils nommeront sous leur responsabilité, la succession testamentaire ou ab intestat, sans que l'autorité locale ait à intervenir dans lesdites opérations, à moins que des sujets du Pays ou d'une tierce Puissance n'aient à faire valoir des droits dans la succession ; car, en ce cas, s'il surviennent des difficultés, provenant notamment de quelque réclamation donnant lieu à contestation, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires n'ayant aucun droit pour terminer ou résoudre ces difficultés, les tribunaux du Pays devront en connaître selon qu'il leur appartient d'y pourvoir ou de les juger.

Lesdits Agents Consulaires agiront alors comme représentants de la succession testamentaire ou ab intestat, c'est-à-dire que, conservant l'administration et le droit de liquider définitivement ladite succession, comme aussi celui d'effectuer les ventes d'effets dans les formes précédemment indiquées, ils veilleront aux intérêts des héritiers et auront la faculté de désigner des avocats chargés de soutenir leurs droits devant les tribunaux. Il est bien entendu qu'ils remettront à ces tribunaux tous les papiers et documents propres à éclairer la question soumise à leur jugement.

Le jugement prononcé, les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires devront l'exécuter s'ils ne forment appel,

et ils continueront alors de plein droit la liquidation, qui aurait été suspendue jusqu'à la conclusion du litige;

Et 7^e organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou curatelle, conformément aux lois des Pays respectifs.

Art. 21. Lorsqu'un Français en Espagne ou un Espagnol en France sera décédé sur un point où il ne se trouverait pas d'Agent Consulaire de sa nation, l'autorité territoriale compétente procédera, conformément à la législation du Pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens qu'il aura laissés, et sera tenu de rendre compte, dans le plus bref délai possible, du résultat de ces opérations à l'Ambassade ou à la Légation qui doit en connaître, ou au Consulat ou Vice-Consulat le plus voisin du lieu où se sera ouverte la succession ab intestat ou testamentaire.

Mais, dès l'instant que l'Agent Consulaire le plus rapproché du point où serait ouverte ladite succession ab intestat ou testamentaire se présenterait personnellement ou enverrait un délégué sur les lieux, l'autorité locale qui sera intervenue devra se conformer à ce que prescrit l'article 20 de cette Convention.

Art. 22. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires des deux nations connaîtront exclusivement des Actes d'inventaires et des autres opérations pratiquées pour la conservation des biens héréditaires laissés par les gens de mer et les passagers de leur nation qui décéderaient à terre ou à bord des navires de leur Pays, soit pendant la traversée, soit dans le port de leur arrivée.

Art. 23. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation après qu'ils auront été admis en libre pratique; interroger les capitaines et l'équipage; examiner les papiers de bord; recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée; dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires; enfin les accompagner devant les tribunaux de justice et dans les bureaux de l'administration du Pays, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auraient à former.

Il est convenu que les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et les gardes et officiers de la douane ne pourront, en aucun cas, opérer ni visites ni recherches à bord des navires sans être accompagnés par le Consul ou Vice-Consul de la nation à laquelle ces navires appartiennent. Ils devront également donner avis, en temps opportun, auxdits Agents Consulaires, pour qu'ils assistent aux déclarations que les capitaines et les équipages auront à faire devant les tribunaux et dans les administrations locales, alin d'éviter ainsi toute erreur ou

fausse interprétation qui pourrait nuire à l'exakte administration de la justice.

La citation qui sera adressée aux Consuls et Vice-Consuls pour ces sortes de diligences indiquera une heure précise, et si les Consuls et Vice-Consuls négligeaient de s'y rendre en personne ou dans la personne d'un délégué, il sera procédé en leur absence.

Art. 24. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et la sûreté des marchandises biens et effets, on observera les lois, ordonnances et règlements du Pays.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation; ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui seront survenues entre le capitaine, les officiers du navire et les matelots, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre publics, à terre ou dans le port, ou quand une personne du Pays ou ne faisant pas partie du rôle de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux Consuls et Vice-Consuls, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter ou conduire en prison quelqu'un des hommes inscrits sur le rôle de l'équipage, chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits Agents le jugeront convenable.

Art. 25. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur Pays, les marins et quelque autre personne que ce soit, faisant partie de l'équipage des navires marchands de leur nation qui auraient déserté.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes, et justifier, au moyen de la présentation des registres du navire ou du rôle de l'équipage, ou, si le navire était parti, par une copie authentique des documents sus-énoncés, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. En vue de cette demande ainsi justifiée, on ne pourra refuser la remise de ces individus. On donnera, en outre, auxdits Agents Consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, lesquels seront conduits dans les prisons du Pays et y seront détenus à la demande et aux frais du Consul ou Vice-Consul, jusqu'à ce que celui-ci trouve une occasion pour les rapatrier.

Cet emprisonnement ne pourra durer plus de trois mois, après lesquels, et moyennant un avis donné au Consul trois jours à l'avance, la liberté sera rendue au prisonnier, qui ne pourra être incarcéré de nouveau pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourra surseoir à l'extradition jusqu'à ce que le tribunal ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, sujets du Pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 26. A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux Pays auront souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront toujours réglées par les Consuls Généraux, Consuls ou Vice-Consuls de leur nation, à moins que des sujets du Pays dans lequel résident lesdits Agents, ou ceux d'une tierce Puissance ne se trouvent intéressés dans ces avaries, car, dans ce cas, il appartiendra à l'autorité locale compétente d'en prendre connaissance et de les régler, s'il n'y a pas entente et conciliation entre tous les intéressés.

Art. 27. Lorsqu'un navire appartenant au gouvernement ou à des sujets de l'une des Hautes Parties contractantes fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales devront porter le fait à la connaissance du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire de la circonscription, et, à son défaut, à celle du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire le plus voisin du lieu où l'accident sera arrivé.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français, qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Espagne, seront dirigées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires de France; et, réciproquement, toutes les opérations relatives au sauvetage des navires espagnols, qui naufrageraient et échoueraient dans les eaux territoriales de la France, seront dirigées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires d'Espagne.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu, dans les deux Pays, que pour donner aux Agents Consulaires les secours qui seront nécessaires pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs s'ils sont étrangers à l'équipage, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires ou de la personne qu'ils délèguent

ront à cet effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales, dans ces différents cas, n'occasionnera de frais d'aucune espèce, hors ceux auxquels donneront lieu les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareils cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent Article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 28. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, bassins et rades des deux États, l'usage des magasins publics, grues, balances et autres machines de ce genre, et généralement pour toutes les facilités et dispositions relatives aux arrivages, séjours, entrées et départs des navires, le traitement national sera accordé dans les deux Pays, sans aucune différence, l'intention formelle des Hautes Parties contractantes étant d'établir, à ce sujet, l'égalité la plus parfaite entre les sujets des deux nations.

Art. 29. Toutes les dispositions de la présente Convention seront applicables et recevront leur exécution en France et dans les provinces de l'Algérie, comme dans la Peninsule espagnole, les îles adjacentes, Baléares et Canaries, et dans les Possessions espagnoles du nord de l'Afrique qui sont ouvertes actuellement ou qui pourraient l'être plus tard au commerce étranger.

Toutefois, attendu la situation spéciale où se trouve l'Algérie, le Gouvernement de Sa Majesté Catholique ne s'opposera pas à ce que les sujets espagnols qui y sont établis prennent les armes dans les cas urgents, avec la permission de l'autorité française, pour la défense de leurs foyers; mais ils ne pourront, en aucune manière, être mobilisés.

Art. 30. Les clauses de cette Convention relatives aux successions testamentaires et ab intestat, aux naufrages et sauvetages, seront applicables aux possessions d'outre-mer de l'un et de l'autre État, sous les réserves que comporte le régime spécial auquel ces possessions sont soumises.

Il demeure convenu, en outre, que les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires respectifs, ainsi que les Chance-

liers, Secrétaires, Élèves ou Attachés Consulaires, jouiront dans les deux Pays de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et priviléges qui sont accordés ou seraient accordés aux Agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Art. 31. La présente Convention sera en vigueur pour dix années, à dater du jour de l'échange des Ratifications; mais, si aucune des Hautes Parties contractantes n'avait annoncé officiellement à l'autre, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à être en vigueur pour les deux Parties jusqu'à ce que cette Déclaration ait été faite, et pendant une année encore, quelle que soit l'époque à laquelle elle aura eu lieu.

Art. 32. La présente Convention sera approuvée et ratifiée par les deux Hautes Parties contractantes, et les Ratifications seront échangées à Madrid, dans le délai de deux mois ou plus tôt, si cela est possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Madrid, en double original, le septième jour du mois de janvier de l'an de grâce mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) Signé : SATURNIN CALDERON COLLANTES.

(L. S.) Signé : A. BARROT.

**Convention relative au règlement définitif de la dette de l'Espagne
envers la France, conclue le 15 février 1862¹.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine des Espagnes, désirant également mettre fin aux difficultés qu'a rencontrées jusqu'ici l'exécution de la Convention signée à Madrid, le 30 décembre 1828, ont décidé de conclure, dans ce but, une nouvelle Convention, et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, *M. Édouard-Antoine Thouvenel*, sénateur, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre royal et distingué de Charles III d'Espagne, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. M. la Reine des Espagnes, *M. Alexandre Mon*, grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III, de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ambassadeur extrordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

1. Ratifiée le 15 juin 1862.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement espagnol s'engage à remettre au Gouvernement français des titres de la dette d'Espagne trois pour cent consolidée intérieure, jusqu'à concurrence de vingt-cinq millions de francs effectifs, aux taux et change de la bourse de Paris, à la date du 7 février, jour où les conventions verbales ont été arrêtées.

Art. 2. Le jour où les titres de rente spécifiés par l'article précédent seront remis au Gouvernement français, celui-ci restituera au Gouvernement espagnol l'inscription nominative qui lui fut livrée aux termes de la Convention du 30 décembre 1828, ainsi que tous les autres titres de créance qui, en vertu de la même Convention, pourraient se trouver entre ses mains.

Art. 3. Le Gouvernement français renonce à toute autre somme qui pourrait lui être due par l'Espagne, soit en capital, soit en intérêts, en vertu de la Convention du 30 décembre 1828 et celles des 29 janvier, 9 février, 30 juin et 10 décembre 1824; lesdites Conventions demeurant complètement abrogées.

Art. 4. La remise réciproque des titres de rente espagnole, de l'inscription nominative et des autres titres de créance, dont il est question aux articles 1 et 2, s'effectuera au même moment que l'échange des ratifications sur la présente Convention.

Art. 5. L'échange des ratifications de cette Convention aura lieu à Paris, dans le délai d'un mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 15 février de l'an de grâce 1862.

(L. S.) Signé : THOUVENEL. (L. S.) Signé : ALEXANDRE MON.

Convention relative aux séquestrés et prises maritimes opérées en 1823 et 1824, conclue entre la France et l'Espagne, le 15 février 1862¹,

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine des Espagnes voulant mettre un terme aux réclamations auxquelles ont donné lieu les séquestrés et prises maritimes opérés, pendant les années 1823 et 1824, par les navires de guerre ou corsaires des deux nations, et convaincus de la difficulté de mettre à exécution certaines dispositions de la Convention du 5 janvier 1824, ont décidé de conclure, en con-

1. Ratifiée le 15 juin 1862.

séquence, une Convention nouvelle, et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, *M. Édouard-Antoine Thouvenel*, sénateur, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre noble et distingué de Charles III, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et S. M. la Reine des Espagnes, *M. Alexandre Mon*, grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III, de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement espagnol renonce par la présente Convention à toutes les sommes qui pouvaient lui être dues pour des navires français capturés ou séquestrés en 1823, ou pour leurs cargaisons, aux termes de l'article 2 de la Convention du 5 janvier 1824.

Le Gouvernement français renonce, de son côté, à toutes les sommes qui pouvaient lui être dues pour des navires espagnols capturés ou séquestrés en 1823, ou pour leurs cargaisons, aux termes de l'article 4 de la même Convention.

Art. 2. Le Gouvernement espagnol se substitue au Gouvernement français en ce qui concerne l'obligation qu'imposait à ce dernier la décision arbitrale rendue par S. M. le Roi des Pays-Bas, à la date du 13 avril 1852, relativement au navire espagnol *la Veloz Mariana*, et s'engage conséquemment à désintéresser les armateurs et créanciers de ce navire, aussitôt que la liquidation à faire à ce sujet aura été arrêtée.

Art. 3. Le Gouvernement français remettra entre les mains du Gouvernement espagnol, le jour de l'échange des ratifications de la présente Convention, tous les documents qu'il possède relativement à la capture et à la vente du navire *la Veloz Mariana*, afin que le Gouvernement espagnol puisse procéder, en pleine connaissance de cause, à l'évaluation dudit bâtiment et de sa cargaison. Cette liquidation se fera conformément à la législation espagnole.

Art. 4. Le Gouvernement espagnol s'engage à payer aux propriétaires des navires français capturés par suite des événements de 1823, dont les réclamations sont aujourd'hui pendantes, le montant des indemnités qui seraient reconnues leur être légitimement dues.

Art. 5. Afin d'assurer l'exécution du précédent article, la Commission mixte établie à Paris, en vertu de la déclaration du 15 février 1851, ou toute autre commission qui serait instituée à cet effet, sera chargée d'examiner la valeur des réclamations indiquées dans ledit article.

Si les membres de la Commission se trouvent d'accord, les résolutions qu'ils adopteront seront exécutoires.

Dans le cas où ils ne pourraient parvenir à s'entendre, les deux Gouvernements nommeront un arbitre qui statuera définitivement, sa décision devant être exécutoire.

Art. 6. Toutes les dispositions de la Convention du 5 janvier 1824 contraires à la teneur de la présente Convention sont et demeurent abrogées.

Art. 7. La présente Convention sera ratifiée le même jour que la Convention relative au règlement définitif de la dette de l'Espagne envers la France, résultant de la Convention du 30 décembre 1828 et de celles des 29 janvier, 9 février, 30 juin et 10 décembre 1824, et l'échange des Ratifications aura lieu le même jour.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Paris, le 15 février de l'an de grâce 1862.

(L. S.) *Signé : THOUVENEL.* (L. S.) *Signé : ALEXANDRE MON.*

**Traité de Délimitation entre l'Espagne et la France,
signé à Bayonne, le 14 avril 1862¹.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine des Espagnes, désirant continuer l'œuvre commencée dans le Traité de délimitation signé à Bayonne le 2 décembre 1856, en consolidant la paix et la concorde entre les populations frontières des deux pays, à partir de l'extrême orientale de la Navarre jusqu'au Val d'Andorre, et en terminant à jamais les litiges séculaires qui ont souvent troublé l'ordre sur divers points de cette frontière, au préjudice non-seulement de leurs sujets respectifs, mais aussi des bonnes relations entre les deux Gouvernements, ont jugé nécessaire, pour atteindre ce but, de consigner dans un Traité spécial les solutions données à ces litiges et le tracé de la limite internationale depuis le point où s'arrête le premier Traité de Bayonne jusqu'au Val d'Andorre, et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur *Charles-Victor Lobstein*, ministre plénipotentiaire, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix des ordres de l'Étoile polaire de Suède et de Saint-Olaf de Norvège, etc., etc.; et le sieur *Camille-*

1. Ratifié à Madrid le 13 juin 1862.

Antoine Callier, général de brigade, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier grand-croix de l'ordre royal d'Isabelle-la-Catholique, chevalier de deuxième classe, avec plaque, de l'ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse, etc., etc.;

Et S. M. la Reine des Espagnes, *don Francisco-Maria Marin*, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III et d'Isabelle-la-Catholique, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Jean-de-Jérusalem, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, sénateur du royaume, ministre plénipotentiaire, majordome de semaine de Sa Majesté, etc., etc.; et *don Manuel Monteverde y Bethancourt*, maréchal de camp des armées nationales, chevalier grand-croix des ordres royaux de Charles III, de Sainte-Herménégilde et d'Isabelle-la-Catholique, deux fois chevalier de l'ordre militaire de Saint-Ferdinand, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, membre de l'Académie royale des sciences de Madrid, etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme; après avoir recueilli, étudié et discuté tous les titres produits de part et d'autre; après avoir entendu les intéressés et cherché à concilier les droits et prétentions des deux États, aussi bien que ceux des sujets respectifs, en conservant autant que possible les us et coutumes suivis depuis des temps plus ou moins reculés, sont convenus des Articles suivants :

Art. 1^{er}. La ligne séparative des Souverainetés de France et d'Espagne, depuis l'extrémité orientale de la Navarre jusqu'au Val d'Andorre, partira du sommet de la Table des Trois Rois, dernier point désigné au procès-verbal d'abornement dressé, en exécution de l'article 10 du Traité de limites du 2 décembre 1856, et suivra la crête principale des Pyrénées jusqu'au pic de Gabedaille, en s'avancant de l'occident à l'orient entre la vallée française d'Apsé et la vallée espagnole d'Anso.

Art. 2. Du pic de Gabedaille, elle ira, par l'Escalé d'Aiguetorte, jusqu'à la Chourrout d'Apsé, d'après le tracé existant entre les territoires de Borce et d'Anso.

Art. 3. De la Chourrout d'Apsé, elle suivra la limite actuelle jusqu'au col de Somport, laissant la montagne d'Apsé sous la juridiction de l'Espagne.

Art. 4. Elle continuera vers l'orient par les crêtes de la chaîne principale des Pyrénées, sans aucune interruption, depuis le col de Somport jusqu'au sommet de l'Escalette, point d'où se détache le grand contre-fort qui verse ses eaux, d'un côté, dans la vallée de Luchon, de l'autre, dans la vallée d'Aran.

Art. 5. Du sommet de l'Escalette, elle suivra la ligne de faîte de ce contre-fort jusqu'au lieu dit *Cap de Touète ou Turon de la Tua*,

situé près de son extrémité septentrionale , laissant , toutefois , en Espagne la montagne de Pouylané et le Clot de Baréges.

Art. 6. Du cap de Touète , elle quittera les cimes pour descendre par le ruisseau du Terme et remonter par la Garonne et le riou Argellé au cap de las Raspas , ou Mail Usclat , situé au sommet et vers l'extrémité occidentale du contre-fort qui ferme au nord le bassin hydrographique de la vallée d'Aran.

Art. 7. Du cap de las Raspas , elle ira , par la ligne divisoire des eaux de ce contre-fort , reprendre la chaîne principale des Pyrénées , dont elle suivra les cimes jusqu'à la frontière du Val d'Andorre.

Art. 8. Il sera procédé , le plus tôt possible , au moyen de bornes et de signaux de reconnaissance convenablement placés , à la démarcation sur le terrain de la frontière internationale , sommairement indiquée dans les articles précédents. Cette opération aura lieu avec le concours de délégués des communes françaises et espagnoles intéressées , et il sera dressé un procès-verbal officiel d'abornement dont les dispositions auront la même force et valeur que si elles étaient insérées textuellement au présent Traité.

Art. 9. Les autorités municipales respectives prendront , avec l'approbation des autorités civiles supérieures du département et de la province , les mesures qui leur paraîtront les plus convenables pour assurer la conservation des bornes et le remplacement de celles qui auraient été détruites ou enlevées. Elles s'entendront pour que , chaque année au mois d'août , il soit fait , de concert , une reconnaissance des bornes qui marquent la ligne séparative de leurs territoires , et pour rédiger , en commun , un rapport destiné à informer les susdites autorités civiles supérieures du résultat de cette reconnaissance.

Art. 10. La commune française de Borce aura , une année sur six , l'usage exclusif de la montagne d'Estaés , appartenant à Anso , et située sur le versant septentrional des Pyrénées , entre la crête et la limite internationale , depuis l'Escalé d'Aiguetorte jusqu'à la Chourrout , d'où se dirige , de l'orient à l'occident , une chaîne rocheuse qui sépare l'Estaés de la montagne d'Aspé. La sixième année revenant à Borce correspond à 1863 , 1869 et aux années qui se suivent périodiquement au même intervalle.

Durant leurs cinq années de jouissance libre d'Estaés à chaque période sexennale , les habitants d'Anso pourront faire pâstre leurs troupeaux , de jour et de nuit , en compascuité avec ceux de Borce , dans deux zones du territoire français contiguës à cette montagne , et les gardes , ainsi que les pasteurs , auront la faculté d'y couper le bois nécessaire à la construction de leurs cabanes et aux besoins de la vie. La première zone s'étend depuis l'Escalé d'Aiguetorte jusqu'au Mailh

de Maspétres, entre la frontière internationale et la lisière supérieure du bois d'Espelunguère. Pour la jouissance de cette première zone, les troupeaux d'Anso auront la faculté de se servir librement, à leur entrée et à leur sortie, du chemin qui y mène par l'Escalé d'Aigüetorte et le pas de las Planetas, sans pouvoir en prendre d'autres en dehors du territoire commun. La seconde zone occupe l'espace compris depuis le Fourat de las Tirérès jusqu'àuprès de la Chourrou d'Aspé, entre les croix hautes ou repères de la limite internationale et les croix basses qui la circonscrivent du côté de l'orient.

Il existe une troisième zone sur le territoire espagnol entre la frontière et une ligne qui, partant du Col det Mail, se dirige vers le Clot de la Mine, de là au Coutchet det Garay, au-dessus du Mailh de Maspétres, puis au Fourat de las Tirérès, d'où elle va, en s'écartant insensiblement de la limite internationale, au cap de la Coume del Tach, et s'avance presque parallèlement à cette limite pour finir à la Chourrou. Il est convenu que le gros bétail de Borce qui se trouverait par accident dans cette zone pourra être repoussé sur le territoire français, mais qu'il ne sera possible ni de saisie, ni d'amende, à moins qu'il n'y ait été conduit par ses pasteurs.

Art. 11. La jouissance des pâturages dans le versant septentrional de la montagne d'Aspé, propriété de la vallée d'Anso, appartiendra, deux années sur trois, à cette vallée; la Vésiau d'Aspé, composée des communes de Cette-Eygun, Etsaut et Urdos, n'ayant que la troisième, laquelle correspond à 1863, 1866 et aux années qui se succèdent périodiquement au même intervalle.

Art. 12. La Vésiau d'Aspé et la ville de Jaca jouiront en commun des pâturages des montagnes d'Astun, de la Raque et Raquette, propriété de Jaca, sur le versant méridional des Pyrénées, ainsi que de ceux des communaux de la Vésiau contigus à ces montagnes sur le versant français.

Leurs troupeaux auront la faculté de rester de jour et de nuit dans Astun, mais seulement à partir du 10 juillet de chaque année, et leurs pasteurs pourront y construire des cabanes pour s'y abriter. Toutefois, les bêtes à laine de la Vésiau devront rentrer pour la nuit sur le territoire français.

Les troupeaux de Jaca auront, dans les communaux de la Vésiau contigus à Astun et à la Raque et Raquette, la compascuité, de jour seulement, avec ceux de Cette-Eygun, Etsaut et Urdos, qui pourront y paître toute l'année de jour et de nuit.

L'usage du pâturage de la Raque et Raquette, compris entre Somport et les montagnes de Comdetju, d'Espoulunguet et d'Astun, sera libre en toutes saisons, de jour et de nuit, pour les troupeaux de Jaca et de la Vésiau.

Enfin, Jaca continuera à payer annuellement à la Vésiau d'Aspé cent trente sols jaquèses qui, en monnaie actuelle, font, à peu de chose près, cent vingt-deux réaux de vellon, ou trente-deux francs.

Art. 13. Sont confirmés les usages existants entre les habitants de Sallent et de Lanuza, de la vallée de Tena, et ceux de la vallée d'Ocsaux, relativement à leur droit réciproque de gîte; pour les premiers, à la majada de Tourmon, dans la montagne d'Anéou, en France, et pour les seconds, à la grotte de Samorons ou majada de lou Roumiga, en Espagne.

Art. 14. La rivière ou vallée de Saint-Savin, en France, et le Quiñon de Panticosa de la vallée espagnole de Tena continueront d'avoir la cojouissance de la partie de la montagne de Jarret, bornée à l'est par le ruisseau d'Arratillou, au sud et à l'ouest par la crête principale des Pyrénées, au nord par les monts de Bun et d'Arras et par les ruisseaux ou ravins qui la séparent du Mercadaou.

Les cousinsfruitiers maintiendront l'usage actuel d'affirmer ce territoire sous le contrôle de l'autorité compétente, aux enchères et avec une parfaite égalité de conditions pour les fermiers du Quiñon et ceux de la rivière; le produit, comme les charges, devant se partager par moitié entre les intéressés.

Art. 15. La vallée française de Barèges et la vallée espagnole de Broto ont la propriété commune des sept quartiers de Pouey-Aspé, des Especières, de Pouey-Arraby, de Sécrès, de Pla-Lacoum, de Pouey-Mourou et de Lacoste, compris sous la dénomination de *montagne d'Ossoue*. Ces sept quartiers s'étendent depuis la crête des Pyrénées, entre le Vignemale et la brèche de Roland, jusqu'aux communaux de Gavarnie, desquels ils sont séparés par une ligne dont le tracé approximatif part du Barrancou (ravin), qui divise Coumaciouse de Lacoste, passe au-dessous de la cabane du Coueyla de Lacoste, puis par-dessous Pouey-Maurieu jusqu'à l'Espugne de Milha, va de là aux Plas-Coumus, à la cabane de Pouey-Arraby, au trot du même nom, au bas de Peyranère, au trot de Lapahule, au sommet de Mourgat, borne ensuite la montagne de Pouey-Aspé jusqu'au Coueyla neuf et continue par la hite de Pouey-Aspé, la Serre de Serradets et la Serre de Taillou pour aboutir à la brèche de Roland. Il sera fait un abornement de cette ligne, lorsqu'on procédera à celui de la frontière internationale prescrit par l'article 8. et on la modifiera, s'il y a lieu, en tenant compte du dire des parties intéressées et des accidents topographiques. Le procès-verbal de cette démarcation définitive sera annexé au présent Traité.

Le pâturage des sept quartiers de la montagne d'Ossoue s'affermira aux enchères à Luz, d'accord entre les vallées de Barèges et de Broto, en présence de leurs délégués, avec l'intervention de l'autorité com-

pétente, et à des conditions absolument égales pour les adjudicataires français et espagnols. Le fermage et les charges de cette propriété seront partagés par moitié entre les deux vallées.

Les troupeaux de Barèges et de Broto pourront jouir en commun, tous les ans, des sept quartiers d'Ossoue jusqu'au 11 juin, mais, à partir de ce jour, le pâturage en sera interdit à toute espèce de bétail jusqu'au 22 juillet, époque à laquelle les fermiers et sous-fermiers auront seuls le droit de pacager dans les quartiers qui leur seront dévolus.

Le bétail propre de Broto, à l'exclusion de tout autre, aura la faculté de paître avec celui de la vallée de Barèges, dans les communaux de Gavarnie, depuis le 22 juillet jusqu'au moment où il rentre dans les versants d'Espagne.

Afin de légitimer les usages indiqués ci-dessus, et pour mettre fin à jamais aux anciens litiges, la vallée de Barèges indemnisera la vallée de Broto de l'abandon perpétuel et volontaire que fait celle-ci de tous droits quelconques sur les montagnes du versant de Gavarnie autres que ceux mentionnés dans les paragraphes précédents. L'indemnité sera de vingt-deux mille francs, soit quatre-vingt-trois mille six cents réaux de vellon, et le paiement devra en être effectué dans le cours de l'année qui commencera du jour où le présent Traité sera mis à exécution.

Art. 16. Le village aranais d'Aubert est maintenu, aux conditions actuelles, dans la possession exclusive et perpétuelle du Clot de Roye et de la Montjoie, sur le versant français du contre-fort qui sépare la vallée d'Aran de celle de Luchon.

Art. 17. Bagnères de Luchon conservera les parties du Roumingau et du Campsaure dont il est en possession, et, pour légitimer cet état de choses, le Domaine français, qui en reste nu-propriétaire, désintéressera les communes aranaises de l'abandon de leurs prétentions sur ces terrains par une indemnité en argent qui équivaudra au capital correspondant à une rente en trois pour cent consolidé de la dette intérieure d'Espagne, égale au revenu moyen actuel desdits terrains, lequel sera évalué contradictoirement par des experts nommés par l'un et l'autre Gouvernement. Le capital de la rente sera calculé au cours qui aura été coté à Madrid le jour de la mise à exécution du présent acte.

L'indemnité relative au Roumingau sera payée à Aubert ; celle du Campsaure à Benos, Begos et las Bordas, et les deux paiements auront lieu en même temps, dans la première année de la mise en vigueur du présent Traité.

Art. 18. Les communes aranaises qui sont en possession de terrains situés sur le versant français, entre la frontière internationale et la

ligne qui les sépare du Roumingau, du Campsaure et de l'Artigon, depuis le Pouey-Lané jusqu'au Clot de Barèges, sont confirmées dans cette possession à 'perpétuité et aux conditions d'aujourd'hui; mais comme tous les frontaliers n'emploient pas les mêmes noms pour désigner ces terrains, et qu'ils ne semblent pas leur assigner la même étendue, il sera dressé une annexe au présent Traité, dans laquelle on indiquera exactement les limites des divers quartiers, et où seront consignés les détails et éclaircissements propres à prévenir toutes contestations ultérieures.

Art. 19. Les troupeaux de Bosost continueront à être admis, depuis le 1^{er} juillet de chaque année, à paître seuls les secondes herbes dans les montagnes françaises de Susartigues et de Couradilles.

Art. 20. Saint-Mamet aura l'usage exclusif des bois et pâturages du versant français compris entre la frontière internationale et deux lignes droites qui, partant du plan de Bergès, aboutissent, l'une au Mail-de-Criq et l'autre à la Croix de Guillamart ou Planet des Creus; pour légitimer cet usage, le Domaine français, qui reste nu-propriétaire du fonds, payera à la municipalité de Bosost, pour l'abandon de ses prétentions sur ces mêmes terrains, une indemnité en argent représentant le capital d'une rente en trois pour cent consolidé de la dette intérieure d'Espagne, égale au revenu moyen actuel desdits terrains, lequel sera estimé contradictoirement par des experts nommés par l'un et l'autre Gouvernement. Le capital de la rente sera calculé sur le cours qui aura été coté à Madrid le jour de la mise à exécution du présent traité, et il est entendu que le communal dit *le Portillon* ne sera compris que pour moitié dans l'évaluation du revenu.

L'indemnité sera payée avant l'expiration de la première année où le présent acte sera mis en vigueur.

Art. 21. La commune française de Fos et la commune espagnole de Bausen continueront à posséder par indivis le petit terrain de Bi-daoubous, circonscrit par une ligne qui descend avec le ruisseau du Terme, remonte par la Garonne jusqu'au Mail des Trois Croix et retourne à son origine par les mails de Muscadé, d'Evéra et d'Aegla.

Art. 22. Le village aranais de Canejan admettra, seulement de jour, dans ses pâturages communaux les troupeaux français de Fos, lesquels ne pourront dépasser Tartelong près de la cabane de la Traverse et la partie de la Montagnole au-dessous de l'abreuvoir de Jourdoulet; et réciproquement, les troupeaux de Ganejan pourront jouir, de jour, des pâturages de Fos jusqu'au Sarrat det Pin, le plan de Piaous, Terrenère, vers la cime de la Pourtioula et le long de la crête jusqu'au point de la frontière commun à Fos, Melles et Canejan.

Art. 23. Les Conventions écrites ou verbales qui existent aujourd'hui entre les frontaliers des deux pays, et qui ne sont pas contraires

au présent acte, conserveront leur effet et valeur jusqu'à l'expiration du terme assigné à leur durée.

En dehors de ces Conventions et à partir de la mise à exécution du traité, nul ne pourra réclamer, à aucun titre, sur le territoire voisin, quelque droit ou usage que ce soit qui ne résulterait pas des stipulations dudit Traité, quand bien même ces droits ou usages ne seraient pas contraires à ces stipulations.

Toutefois, les frontaliers conservent la faculté qu'ils ont toujours eue de faire entre eux les contrats de pâturage ou autres qui leur paraîtront utiles à leurs intérêts et à leurs rapports de bon voisinage ; mais, à l'avenir, l'approbation du préfet et du gouverneur civil sera indispensable, et la durée des contrats ne pourra pas excéder cinq années.

Art. 24. Les communes limitrophes qui auront, à un titre quelconque, la jouissance exclusive de pâturages situés dans le Pays voisin, pourront nommer à elles seules les gardes pour la surveillance de leurs pâturages. Lorsque la jouissance sera commune entre les frontaliers respectifs, chacune des municipalités intéressées pourra avoir ses propres gardes ou en nommer de concert avec l'autre. Les gardes pourvus de leurs titres de nomination prêteront serment devant l'autorité compétente du Pays où s'exerce la jouissance, et ils adresseront leurs plaintes à qui de droit dans le même Pays.

Art. 25. Le règlement pour la saisie des bestiaux annexé, sous le n° 4, au Traité de Bayonne du 2 décembre 1856, sera applicable à la portion de frontière ci-dessus désignée, et il sera également joint comme annexe au présent Traité.

Art. 26. Les troupeaux de toute espèce, soit français, soit espagnols, qui passeront d'un Pays dans l'autre pour y paître en vertu des usages stipulés dans le présent Traité ou de ceux qui seraient établis à l'avenir par des contrats entre frontaliers, ne seront soumis à aucun droit de douane ni autre quelconque à leur passage à la frontière. Il en sera de même pour les troupeaux qui, en vertu d'un accord quelconque, emprunteraient un chemin ou un territoire de L'État voisin pour se rendre dans les pâturages dont ils ont la jouissance dans l'un ou l'autre Pays.

Afin d'éviter que les peines imposées par le fisc à l'introduction frauduleuse des bestiaux n'atteignent les troupeaux qui, en jouissant légalement de pâturages étrangers sur la frontière, ou en s'y rendant, entreraient accidentellement dans un terrain où ils n'auraient pas droit d'aller, il est convenu que le bétail saisi en pareil cas ne sera point considéré comme étant de contrebande quand il se trouvera à moins d'un demi kilomètre de distance du territoire dont il a l'usage, pourvu que l'intention frauduleuse ne soit pas évidente.

Art. 27. Sont annulés de fait et de droit, en tout ce qui est contraire aux stipulations contenues dans les Articles ci-dessus, les Conventions, les sentences arbitrales et les contrats antérieurs relatifs; tant au tracé de la frontière comprise entre le sommet de la Table des Trois Rois et le Val d'Andorre, qu'à la situation légale, aux jouissances et aux servitudes des territoires limitrophes.

Art. 28. L'exécution du présent Traité commencera quinze jours après la promulgation du procès-verbal d'abornement prescrit à l'Article 8.

Art. 29 et dernier. Le présent Traité sera ratifié et les Ratifications en seront échangées à Madrid aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Bayonne, le quatorzième jour d'avril de l'an de grâce mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) Signé : Vor LOBSTEIN. (L. S.) Signé : FRANCISCO-M^a MARIN.

(L. S.) Signé : G^al CALLIER. (L. S.) Signé : MANⁱ MONTEVERDE.

Convention conclue, le 30 avril 1862, entre la France et le Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour régulariser la situation des compagnies commerciales, industrielles et financières dans les États et possessions respectifs¹,

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant jugé utile de s'entendre pour régulariser, dans leurs États et Possessions respectifs, la situation des compagnies et associations commerciales, industrielles et financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à chacun des deux Pays, ont résolu de conclure une Convention dans ce but, et ont muni, à cet effet, de leurs pleins pouvoirs, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, *M. Édouard-Antoine Thouvenel*, sénateur, son ministre et secrétaire d'État au département des Affaires Étrangères;

Et S. M. la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorables *Henri-Richard-Charles comte Cowley*, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

1. Ratifiée le 15 mai 1862

Art. 1^{er}. Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux Pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue des États et Possessions de l'autre puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois desdits États et Possessions.

Art. 2. Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisées antérieurement à la signature de la présente Convention qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 3. La présente Convention est faite sans limitation de durée. Toutefois, il sera loisible à l'une des deux Hautes Puissances contractantes de la faire cesser en le dénonçant un an à l'avance. Les deux Hautes Puissances contractantes se réservent, d'ailleurs, la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans cette Convention, les modifications dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 4. La présente Convention sera ratifiée et les Ratifications en seront échangées dans le délai de quinze jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double original à Paris, le 30 avril 1862.

(L. S.) Signé : THOUVENEL. (L. S.) Signé : COWLEY.

Convention relative aux chemins de fer, entre la France et le royaume d'Italie, conclue à Paris, le 7 mai 1862¹.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi d'Italie, désirant pourvoir à la solution de diverses questions auxquelles a donné lieu l'annexion de la Savoie et du comté de Nice à la France, en ce qui concerne les chemins de fer situés sur ces territoires, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français,

M. Jules Saladin, inspecteur général des finances, commandeur de son ordre impérial de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre royal des Saints Maurice et Lazare,

Et M. Alphonse Busche, inspecteur général des ponts et chaussées, officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur,

1. Ratifiée le 7 juin 1862.

Et S. M. le Roi d'Italie,

M. *Valentino Pasini*, député au parlement, chevalier de son ordre royal des Saints Maurice et Lazare,

Et M. *Severino Grattani*, député au parlement, commandeur de son ordre royal des Saints Maurice et Lazare;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les Articles suivants :

Art. 1^{er}. Les dépenses auxquelles donnera lieu l'exécution du chemin de fer entre Modane et Suze seront supportées par les deux Gouvernements, chacun pour la partie située sur son territoire.

Art. 2. Le Gouvernement français fera exécuter les travaux de la partie comprise entre Modane et l'entrée du souterrain du Mont-Cenis, et le Gouvernement italien, ceux de la partie comprise entre la sortie du même souterrain et Suse.

Art. 3. Le souterrain du Mont-Cenis sera exécuté par les soins et sous la responsabilité du Gouvernement italien. Les dépenses de la partie comprise entre le milieu de ce souterrain et la tête de sortie du côté de Bardonnèche seront entièrement à sa charge. Celles de la partie comprise entre la tête d'entrée du côté de Modane et le milieu du souterrain seront à la charge du Gouvernement français ; toute réserve étant d'ailleurs faite pour ce qui concerne la délimitation de la frontière au point de vue politique.

Art. 4. La dépense à la charge du Gouvernement français pour le percement de la partie du souterrain du Mont-Cenis, située sur son territoire, est fixée à forfait à la somme de dix-neuf millions de francs (19 000 000 fr.), pour le cas où la durée des travaux serait de vingt-cinq ans, à partir du premier janvier mil huit cent cent soixante-deux (1^{er} janvier 1862).

Dans le cas où les travaux seraient complètement terminés avant ce délai de vingt-cinq ans, le capital de dix-neuf millions (19 000 000 fr.) sera augmenté d'une prime de cinq cent mille francs (500 000 fr.) pour chaque année entière dont le maximum de vingt-cinq ans aura été réduit.

Si les travaux durent moins de quinze ans, la prime sera portée à six cent mille francs (600 000 fr.) pour chaque année entière dont ce délai de quinze ans aura été réduit.

Art. 5. Le capital stipulé dans l'article qui précède ne sera payé par le Gouvernement français qu'après l'achèvement de tous les travaux du souterrain, y compris la double voie, et lorsque la section de Modane à Suse aura été livrée à l'exploitation.

Pendant l'exécution des travaux, l'intérêt à cinq pour cent (5 0/0) des dépenses correspondant aux parties entièrement terminées sera payé annuellement au Gouvernement italien par le Gouvernement

français. A cet effet, et pour que les intérêts s'appliquent à la moyenne des travaux de l'année, un mesurage sera fait contradictoirement, le 1^{er} juillet de chaque année, pour reconnaître la longueur de galerie entièrement exécutée du côté de la France. A cette longueur, on appliquera le prix de trois mille francs (3000 fr.) par mètre courant, sans que le prix total de dix-neuf millions de francs (19 000 000 fr.), stipulé à l'Article 4 ci-dessus, puisse, en aucun cas, être dépassé ; les intérêts de la somme ainsi déterminée seront payés le 15 janvier de l'année suivante.

Le premier mesurage sera fait le premier juillet mil huit cent soixante-deux (1862), et le payement de la première année d'intérêt aura lieu le quinze janvier mil huit cent soixante-trois (1863).

Les travaux devront être conduits de manière que la longueur de galerie exécutée dans la partie italienne ne soit jamais inférieure de plus de cent mètres (100^m) à celle qui sera terminée à la même époque dans la partie française.

Art. 6. Si les travaux du souterrain du Mont-Cenis ne sont pas entièrement terminés le premier janvier mil huit cent quatre-vingt-sept (1887), le Gouvernement français sera exonéré du payement des dépenses faites pour la partie située sur son territoire, et les intérêts cesseront de courir. Il en sera de même si, avant cette époque, le Gouvernement italien déclare renoncer à leur continuation. A défaut de déclaration de sa part, on considérera les travaux comme abandonnés, si, à la fin d'une année quelconque, la longueur totale de galerie exécutée ne représente pas au moins une moyenne de deux cent cinquante mètres (250^m) par an, à partir du premier janvier mil huit cent soixante-deux (1862), sur chacune des parties française et italienne.

Art. 7. La somme de vingt millions de francs (20 000 000 fr.) que la compagnie du chemin de fer Victor-Emmanuel doit payer à titre de subvention, conformément à l'article 16 du cahier des charges, sera répartie ainsi qu'il suit :

Treize millions (13 000 000 fr.) à l'Italie ;

Sept millions (7 000 000 fr.) à la France.

La France aura droit à deux millions (2 000 000 fr.) sur chacun des deux premiers cinquièmes, et à un million (1 000 000 fr.) sur chacun des trois derniers.

Les sommes attribuées au Gouvernement français seront versées dans les caisses du Gouvernement italien, et viendront en déduction des obligations en intérêt et capital contractées par la France dans le présent Traité.

Il sera tenu, à cet effet, un compte courant d'intérêts à cinq pour cent (5 p. 0/0) entre les deux Gouvernements.

Dans le cas prévu par l'article 16 du cahier des charges, où le Gouvernement italien aurait à rembourser à la compagnie tout ou partie de sa subvention, le Gouvernement français tiendrait compte au Gouvernement italien des intérêts dont les versements de la compagnie l'auraient exonéré.

Art. 8. Après l'achèvement des travaux, le Gouvernement français sera mis en possession de tous les terrains acquis et de tous les ouvrages exécutés sur son territoire par le Gouvernement italien, tels que galeries souterraines, voies de fer définitives, barrages, dérivations de cours d'eau, réservoirs en maçonnerie et bâtiments.

Les terrains, bâtiments et ouvrages ne faisant pas partie du souterrain seront livrés dans l'état où ils se trouveront.

Le Gouvernement italien se réserve de reprendre les machines, les outils et le mobilier dont les bâtiments auront été garnis, ainsi que les matériaux et autres objets approvisionnés.

Art. 9. Le Gouvernement français aura le droit de faire visiter les travaux du souterrain, toutes les fois qu'il le jugera convenable, par des ingénieurs ou autres délégués de son choix, chargés de les examiner pour lui rendre compte de leur état d'avancement, ainsi que de leur exécution.

Le Gouvernement italien mettra les délégués français à même de remplir leur mission; il leur fera donner tous les renseignements qu'ils demanderont ou qui pourront leur être utiles.

Au commencement du mois de juillet de chaque année, une commission mixte, nommée à cet effet par les deux Gouvernements, constatera la situation des travaux du souterrain, tant pour la partie italienne que pour la partie française, et fera le mesurage indiqué à l'Article 5 ci-dessus.

Avant la mise en exploitation, il sera procédé par une commission mixte à la reconnaissance des travaux.

Art. 10. Avant la mise en exploitation de la section de Modane à Suse, les deux Gouvernements s'entendront sur les mesures de police et de douane auxquelles pourra donner lieu l'ouverture de la nouvelle voie, ainsi que sur les dispositions à prendre pour assurer le service des correspondances postales et télégraphiques.

Un règlement uniforme pour les signaux et pour tout le détail de l'exploitation entre les stations de Modane et de Bardonnèche sera arrêté par les deux Gouvernements sur la proposition de la compagnie.

Art. 11. Les charges résultant de la garantie d'intérêt de quatre et demi pour cent (4 1/2 0/0), stipulée en faveur de la compagnie du Victor-Emmanuel, par l'article 79 du cahier des charges annexé à la loi du 15 août 1857, seront partagées entre les deux Gouvernements,

de telle sorte que chacun d'eux supporte seul le déficit qui pourra résulter des règlements de comptes relatifs à la partie du chemin de fer située sur son territoire.

Toutefois, en ce qui concerne la compagnie, les effets de la garantie d'intérêt demeureront les mêmes que si la ligne n'était pas divisée. En conséquence, si les sections appartenant à l'un des deux États donnent un produit net supérieur à quatre et demi pour cent ($4 \frac{1}{2} 0,0$), et celles qui dépendent de l'autre État un produit net inférieur à ce même taux, l'excédant du premier produit sera reporté par le Gouvernement intéressé sur le second, de manière à réduire, ou même, le cas échéant, à supprimer le paiement à faire à la compagnie.

Art. 12. Chaque Gouvernement réglera les comptes de construction et d'exploitation pour les parties du chemin de fer situées sur son territoire, et les communiquera ensuite à l'autre Gouvernement. Le compte des dépenses générales et la répartition de ces dépenses entre les sections françaises et les sections italiennes seront établis en commun entre les deux Gouvernements, la compagnie entendue.

Art. 13. Lorsque la section de Modane à Suse aura été livrée à l'exploitation, la garantie d'intérêt spéciale affectée à cette section par l'article 17 du cahier des charges, sera supportée par les deux Gouvernements et partagée entre eux d'après les bases suivantes :

Le capital de vingt millions de francs (20 000 000 fr.), dont l'intérêt à quatre et demi pour cent ($4 \frac{1}{2} 0/0$) est garanti, sera réparti comme il est dit dans l'Article 7 de la présente Convention.

Pour l'exercice de cette garantie, on établira le produit net de la section de Modane à Suse, et l'on répartira ce produit entre chacun des deux États, proportionnellement à la longueur des sections situées sur leurs territoires.

Ne seront pas compris dans le calcul de ces produits, ceux qui proviendraient de lignes nouvelles concédées par l'un ou l'autre Gouvernement et venant s'embrancher sur la section de Modane à Suse.

Art. 14. Chaque Gouvernement sera libre de faire avec la compagnie tels arrangements qu'il jugera convenables, pour modifier les clauses de la concession en ce qui concerne les sections du chemin de fer situées sur son territoire ; d'étendre ou de réduire les limites de cette concession et même de la supprimer tout à fait, pourvu que ces modifications n'apportent aucun obstacle à ce que les comptes indiqués à l'Article 12 ci-dessus puissent être établis comme si la concession avait été maintenue dans les conditions actuelles, et qu'elles n'affectent en aucune manière les intérêts de l'autre Gouvernement.

Art. 15. La somme à fournir par la compagnie du chemin de fer Victor-Emmanuel, conformément à l'article 99 du cahier des charges

ci-dessus mentionné, pour les frais de contrôle et de surveillance, et dont le maximum est fixé, par an, à trente-cinq mille francs (35 000 fr.), sera partagée par portions égales entre les deux Gouvernements, en sorte que chacun d'eux aura droit à dix-sept mille cinq cents francs (17 500 fr.) au maximum.

Les versements seront faits dans les caisses de chacun des deux Gouvernements pour les sommes qui lui sont attribuées.

La présente disposition aura son effet à partir du quatorze juin mil huit cent soixante (14 juin 1860).

Art. 16. La dépense d'entretien de la route ordinaire de Saint-Jean-de-Maurienne à Suse, réglée à la somme annuelle de cent mille francs (100 000 fr.) par l'article 20 du cahier des charges susmentionné, sera supportée par chacun des deux Gouvernements, proportionnellement à la partie située sur son territoire.

En conséquence, la part à la charge du Gouvernement français est fixée à soixante-huit mille cinq cents francs (68 500 fr.) par an, et la part à la charge du Gouvernement italien à trente et un mille cinq cents francs (31 500 fr.).

La présente disposition aura son effet à partir du quatorze juin mil huit cent soixante (14 juin 1860). Il est bien entendu que les réductions de dix mille cinq cents francs (10 500 fr.) et de quatorze mille six cents francs (14 600 fr.), stipulées dans le cahier des charges pour être faites après l'achèvement des sections du chemin de fer comprises, l'une, entre Saint-Jean-de-Maurienne et Saint-Michel, l'autre, entre Saint-Michel et Modane, porteront entièrement sur la somme mise à la charge du Gouvernement français.

Art. 17. Le cautionnement de deux millions de francs (2 000 000 fr.), versé par la compagnie des chemins de fer de la ligne d'Italie, sera divisé en deux parties égales, qui seront affectées exclusivement, l'une, aux sections sises sur le territoire français, et l'autre, aux sections sises sur le territoire italien.

En conséquence, le Gouvernement italien versera, dans un délai de trois mois, à partir de la ratification de la présente Convention, une somme de un million de francs (1 000 000 fr.) dans les caisses du Gouvernement français, à la charge par ce dernier de remplir vis-à-vis de la compagnie toutes les conditions du cahier des charges, en ce qui concerne le cautionnement.

Art. 18. Les commissaires français déclarent n'avoir aucune réclamation à exercer en ce qui concerne un cautionnement de trois cent mille francs (300 000 fr.), déposé par une compagnie, à l'occasion de la concession d'un chemin de fer d'Annecy à la frontière de Genève, dans les caisses du Gouvernement italien.

Art. 19. Le Gouvernement français s'engage à faire construire sur

son territoire, en prolongement du chemin de fer de Toulon à Nice, un chemin de fer qui aboutira à la frontière italienne, au torrent de Saint-Louis. A cet effet, il présentera un projet de loi au Corps législatif, aussitôt que faire se pourra, et, au plus tard, dans la cession de 1863. De son côté, le Gouvernement italien s'engage à prolonger jusqu'à la frontière française le chemin de fer actuellement en cours d'exécution de Gênes à Vintimille, et le raccorder avec la ligne française dont il vient d'être question.

Art. 20. Le point de jonction des deux chemins de fer français et italien, et le mode de raccordement de ces chemins, seront déterminés par les deux Gouvernements, d'après les projets rédigés de concert entre les ingénieurs des deux pays.

Art. 21. Les travaux de construction devront être entrepris sur le territoire français dans un délai de six mois, à dater de la loi qui aura pourvu aux voies et moyens d'exécution. Ils devront être terminés dans un délai de trois ans, à partir de l'expiration des six mois ci-dessus fixés. Les travaux devront être poussés sur le territoire italien de manière à être achevés à la même époque.

Art. 22. La largeur de la voie entre les bords intérieurs des rails sera, dans les deux pays, de un mètre quarante-quatre centimètres ($1^m,44^c$) au moins, et de un mètre quarante-cinq centimètres ($1^m,45^c$) au plus.

Dans les parties à deux voies, la largeur de l'entre-voie, mesurée entre les bords extérieurs des rails, sera de deux mètres ($2^m,00^c$).

Les tampons des locomotives et des wagons seront, dans les deux États, disposés de manière à se correspondre.

Art. 23. Les terrains pourront n'être acquis, les terrassements et les ouvrages d'art pourront n'être exécutés, que pour une seule voie, sauf l'établissement de gares d'évitement en nombre suffisant.

Si, par suite de l'augmentation du trafic, il devenait nécessaire d'établir une deuxième voie, les deux Gouvernements s'entendront à cet effet.

Art. 24. A moins de conventions spéciales faites entre les administrations des deux chemins de fer et approuvées par les Gouvernements respectifs, tous les trains de voyageurs et de marchandises traversant la frontière changeront de locomotives dans la station de Vintimille. En conséquence, le Gouvernement italien devra fournir à l'administration du chemin de fer français, dans cette station, les locaux nécessaires à l'établissement régulier de son service, ainsi qu'à l'abri de ses locomotives, de ses wagons et de son personnel d'exploitation.

Toutes les dépenses d'établissement de la station de Vintimille seront à la charge du Gouvernement italien, qui recevra de l'administration du chemin de fer français, à titre de loyer, l'intérêt annuel à

cinq pour cent (5 0/0) des dépenses afférentes aux constructions affectées au service exclusif de ce dernier chemin, et l'intérêt, au même taux, de la moitié des dépenses relatives aux constructions affectées au service commun.

Les frais d'entretien desdites constructions, avancés de même par le Gouvernement italien, seront partagés d'après les mêmes bases.

Les projets des voies en bâtiment à établir pour le service international seront concertés entre les deux Gouvernements.

Art. 25. Avant la mise en exploitation des deux chemins de fer, les Gouvernements s'entendront sur les mesures de police et de douane auxquelles pourra donner lieu l'ouverture de la nouvelle voie, ainsi que sur les dispositions à prendre pour assurer le service des correspondances postales et télégraphiques.

Art. 26. Un règlement uniforme pour les signaux et tous les détails du service d'exploitation entre la frontière et la station de Vintimille, ainsi que dans cette station, sera concerté entre les administrations chargées de la direction des deux chemins de fer et soumis à l'approbation des Gouvernements respectifs.

Art. 27. Le tarif des prix pour le transport des personnes, bagages et marchandises, entre les stations de Menton et de Vintimille, sera fixé de la même manière.

Art. 28. A raison du parcours de ces convois entre la frontière et Vintimille, l'administration du chemin de fer français tiendra compte à l'administration du chemin de fer italien, à titre de péage, des deux tiers des recettes qu'elle fera pour les trajets effectués par ses trains entre la frontière et la station de Vintimille, l'entretien et la surveillance de cette partie de la ligne restant à la charge de l'administration italienne.

Art. 29. Les Articles 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 ci-dessus de la présente convention seront considérés comme nuls et non avenus si, dans la session de 1863, les clauses financières relatives à l'exécution du prolongement de Nice à la frontière italienne n'ont pas été approuvées par le Corps législatif.

Art. 30. La présente Convention sera ratifiée, et les Ratifications en seront échangées dans le délai d'un mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs scéaux.

Fait en double original, à Paris, le 7 mai 1862.

(L. S.) Signé : J. SALADIN. (L. S.) Signé : V. PASINI.

(L. S.) Signé : AL. BUSCHE. (L. S.) Signé : S. GRATTONI.

Traité de Commerce et de Navigation entre l'Autriche et la Turquie, conclu à Constantinople le 10/22 mai 1862.

Art. 1^{er}. Tous les droits, priviléges et immunités qui ont été conférés aux sujets, aux bâtimens, à la navigation et au commerce de l'Autriche par les Capitulations, les Traités et les Arrangements existants, sont confirmés maintenant et pour toujours, à l'exception des clauses que la présente Convention a pour objet de modifier, et il est en outre expressément stipulé que tous les Droits, Priviléges et immunités que la Sublime-Porte a accordés jusqu'aujourd'hui, qu'elle accorde à présent ou qu'elle pourra accorder à l'avenir ou dont elle pourra permettre la jouissance aux sujets, aux bâtimens, à la navigation ou au commerce de toute autre nation, seront également accordés, et l'exercice et la jouissance en seront assurés aux sujets et aux bâtimens, à la navigation et au commerce de l'Autriche.

Art. 2. Il reste par conséquent expressément entendu que les sujets et les navires, le commerce et la navigation de l'Autriche continueront à jouir comme par le passé, sauf les modifications apportées par la présente Convention, de tous les droits, priviléges et immunités qui leur ont été conférés et garantis par l'accession de l'Autriche aux Traités de commerce conclus par la Sublime-Porte le 16 août 1838, avec l'Angleterre, et le 25 novembre 1838 avec la France, laquelle accession résulte de la note de l'internonciature impériale du 27 août 1839 et de la contre-déclaration de la Sublime-Porte du 13 chaban 1255 (21 octobre 1839).

Art. 3. Les sujets de S. M. l'Empereur d'Autriche ou leurs ayants cause pourront acheter librement dans toutes les parties de l'Empire et des possessions Ottomanes, soit pour en faire le commerce à l'intérieur, soit pour les exporter, tous les articles sans exception quelconque, provenant du sol ou de l'industrie dudit Empire ou desdites Possessions.

La Sublime-Porte s'étant, en vertu de l'Article 2 du Traité conclu le 16 août 1838 avec l'Angleterre¹ et de celui du 25 novembre 1838,

1. Article 2 du Traité du 16 août 1838 entre la Grande-Bretagne et la Turquie.

Article 2. Les sujets de S. M. Britannique ou leurs agents pourront acheter dans toutes parties des domaines ottomans (soit pour le trafic intérieur, soit pour l'exportation), tous articles, sans exception aucune, appartenant aux producteurs ou aux produits naturels ou manufacturés du pays. Et la Sublime-Porte s'engage formellement à abolir tous les monopoles des produits agricoles ou de tous autres articles quelconques, ainsi que toute licence des gouverneurs locaux, soit pour l'achat d'un article quelconque, soit pour son transport d'un endroit à un autre après son achat; et toute tentative pour contraindre les sujets de S. M. Britannique à recevoir de telles licences des gouverneurs locaux, sera considérée comme une infraction aux Traités, et la Sublime-Porte punira immédiatement avec sévérité tous vizirs et autres officiers qui

conclu avec la France (dont les stipulations, comme il a été dit à l'Article précédent, sont en vigueur aussi pour le commerce de l'Autriche), formellement engagée à abolir tous les monopoles sur les produits de l'agriculture ou sur tout autre article quelconque de son territoire, ainsi que les tezkérés (permis) émanant d'un gouverneur ou autre fonctionnaire ottoman pour autoriser l'achat d'un article ou son transport d'un lieu à un autre après l'acquisition, toute tentative ayant pour but de contraindre les sujets autrichiens ou leurs ayants cause à recevoir d'un gouverneur ou autre fonctionnaire ottoman ces sortes de permis, ou toute perception des droits non admis par les TraitéS ou dépassant le taux fixé par ces mêmes, sera considéré comme une infraction aux TraitéS, et la Sublime-Porte punira immédiatement avec sévérité tout fonctionnaire, de quelque rang qu'il soit, qui se rendra coupable de cette infraction, et rendra pleine justice aux sujets autrichiens ou à leurs ayants cause pour tout préjudice ou toute perte qu'ils pourraient dûment prouver avoir subis par un fait pareil.

Art. 4. Les marchands autrichiens ou leurs ayants cause qui achèteront un objet quelconque produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, dans le but de le revendre pour la consommation dans l'intérieur de l'Empire ottoman, payeront, lors de l'achat ou de la vente de cet objet, et pour toute espèce d'opération commerciale y relative, les mêmes droits qui sont payés dans les circonstances analogues par les sujets ottomans ou étrangers les plus favorisés parmi ceux qui se livrent au commerce intérieur de la Turquie.

Art. 5. Toute marchandise produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, achetée pour l'exportation, sera transportée par les négociants autrichiens ou leurs ayants cause, libre de toute espèce de charge et de tous droits, au lieu le plus convenable pour son exportation. Arrivée là, elle payera un droit unique de 8 pour 100 de sa valeur à l'échelle ou à l'endroit d'exportation, lequel sera abaissé chaque année de 1 pour 100, jusqu'à ce qu'il ait été réduit à une taxe fixe et définitive de 1 pour cent destinée à couvrir les frais généraux d'administration et de surveillance.

Tout article acheté au lieu d'embarquement ou d'exploitation et qui aurait déjà acquitté le droit de sortie ne sera naturellement plus soumis à aucun autre droit, lors même qu'il aurait changé de main.

Art. 6. Tout produit du sol ou de l'industrie de l'Autriche et toute marchandise quelconque, qu'ils soient ou embarqués sur des bâtiments autrichiens ou autrement importés et qu'ils soient la propriété de sujets autrichiens ou apportés, soit par terre, soit par eau, d'autres pays par des

seront coupables d'une telle infraction et rendra pleine et entière justice aux sujets britanniques pour tout dommage ou perte dont ils pourront dûment justifier.

(L'Article 2 du Traité du 25 novembre 1838 avec la France est en tout semblable.)

sujets autrichiens, seront admis comme antérieurement dans toutes les parties de l'Empire Ottoman sans aucune exception.

Il est également entendu que lorsqu'une marchandise, après avoir une fois acquitté le droit d'importation conformément aux stipulations du présent Traité, est vendue, soit au lieu d'arrivée, soit à l'intérieur du pays, il ne sera plus exigé aucun droit ni du vendeur, ni de l'acheteur; mais si, n'étant pas vendue pour la consommation de la Turquie, elle était réexportée dans l'espace de six mois, elle serait considérée comme marchandise de transit et traitée comme il est dit ci-dessous dans l'Article 10.

L'administration de la douane serait, dans ce cas, tenue de restituer immédiatement au négociant qui fournirait la preuve que le droit d'entrée a été acquitté, la différence entre ce droit d'importation et celui du transit spécifié dans l'Article 10.

Ledit droit d'importation sera fixé à un droit unique de 8 pour 100 calculé sur la valeur de ces marchandises à l'échelle et payable au lieu de débarquement.

Art. 7. Eu égard aux circonstances exceptionnelles créées aux relations commerciales entre l'Autriche et la Turquie, sur cette partie de leurs États où leurs frontières se touchent immédiatement et vu aussi le caractère spécial de ce commerce, qui, par suite des conditions du sol et de la nature des produits des deux pays, est un complément indispensable pour l'existence des habitants réciproques, on a de tout temps trouvé nécessaire de le régler par des dispositions particulières.

Ainsi, on est convenu aussi à cette occasion au sujet de ce commerce d'un arrangement spécial dont les stipulations se trouvent consignées dans un Acte additionnel qui fait partie intégrante du présent Traité.

Il est entendu en même temps que l'Autriche de son côté conservera audit commerce des frontières les facilités déjà accordées et les augmentera possiblement et qu'elle laissera jouir, comme par le passé, les sujets ottomans se livrant dans l'Empire au commerce avec des produits de la Turquie, de tous les droits, immunités et prérogatives qui leur ont été concédés *ab antiquo*.

Art. 8. Les articles d'importation étrangère, destinés aux Principautés de Moldavie, de Valachie et de Serbie, et traversant les autres parties de l'Empire Ottoman, n'acquitteront les droits de douane qu'à leur arrivée dans ces Principautés, et réciproquement les marchandises d'importation étrangère traversant ces Principautés pour se rendre dans les autres parties de l'Empire Ottoman, ne devront acquitter les droits de douane qu'au premier bureau de douane administré directement par la Sublime-Porte.

Il en sera de même pour les produits du sol ou de l'industrie de ces Principautés, aussi bien que pour ceux du reste de l'Empire Ottoman des-

tinés à l'exportation, qui devront payer les droits de douane, les premiers, entre les mains de l'administration douanière des Principautés, et les derniers, au fisc ottoman, de telle sorte que les droits d'importation et d'exportation ne pourront, dans tous les cas, être perçus qu'une seule fois.

Art. 9. Aucun droit quelconque ne sera prélevé sur les marchandises produits du sol ou de l'industrie de l'Autriche, ni sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger, quand ces deux sortes de marchandises, embarquées sur des bâtiments autrichiens, appartenant à des sujets autrichiens, passeront le détroit des Dardanelles, du Bosphore ou de la mer Noire, soit que ces marchandises traversent ces détroits sur les bâtiments qui les ont apportées ou qu'elles soient transbordées sur d'autres bâtiments, ou que, vendues pour l'exportation, elles soient, pour un temps limité, déposées à terre pour être mises à bord d'autres bâtiments, et continuer leur voyage. Dans ce dernier cas, les marchandises devraient, à Constantinople, être déposées dans les magasins de la douane et partout où il n'y aurait pas d'entrepôt, placées sous la surveillance de l'administration de la douane.

Art. 10. La Sublime-Porte désirant accorder des facilités au transit par terre au moyen de concessions graduelles, il a été convenu que le droit de 3 pour 100 prélevé jusqu'à ce jour sur les marchandises importées en Turquie pour en être expédiées dans d'autres pays, sera dès aujourd'hui réduit à 2 pour 100, payable (comme le droit de 3 p. 100 a été payé jusqu'ici) à leur arrivée dans les États Ottomans et à une taxe fixe et définitive de 1 pour 100 au bout de la huitième année, comme ce sera également le cas pour l'exportation des produits turcs, pour couvrir les frais d'enregistrement.

La Sublime-Porte déclare en même temps se réservier le droit d'établir par un règlement spécial les mesures à adopter pour prévenir la fraude.

Art. 11. Les sujets autrichiens ou leurs ayants cause se livrant dans l'Empire Ottoman au commerce des articles produits du sol ou de l'industrie des pays étrangers, acquitteront les mêmes taxes et jouiront des mêmes droits, priviléges et immunités que les sujets étrangers trafiquant des marchandises provenant des produits du sol ou de l'industrie de leurs propres pays.

Art. 12. Par exception aux stipulations de l'Article 6, le tabac sous toutes ses formes et le sel cessent d'être compris au nombre des marchandises que les sujets autrichiens ont la faculté d'importer en Turquie. En conséquence, les sujets autrichiens et leurs ayants cause qui achèteront ou vendront du sel et du tabac pour la consommation de la Turquie seront soumis aux mêmes règlements et acquitteront les mêmes droits que les sujets ottomans les plus favorisés parmi ceux

qui se livreront au commerce de ces deux articles. Comme compensation de cette restriction, aucune taxe quelconque ne sera perçue à l'avenir sur ces deux articles quand ils seront exportés de la Turquie par des sujets autrichiens ou leurs ayants cause. Les quantités de sel et de talac qui seront exportées par les sujets autrichiens ou leurs ayants cause devront être déclarées à l'administration des douanes, qui conservera, comme par le passé, son droit de surveillance sur l'exportation de ces produits, sans que pour cela elle puisse prétendre prélever aucune taxe quelconque, soit à titre d'enregistrement, soit à tout autre titre.

Art. 13. Il est entendu entre les deux Hautes Parties contractantes que la Sublime-Porte se réserve la faculté et le droit de frapper d'une prohibition générale l'importation de la poudre, des canons, armes de guerre ou munitions militaires dans les États de l'Empire Ottoman.

Cette prohibition ne pourra être mise en vigueur qu'autant qu'elle sera officiellement notifiée et ne pourra s'étendre que sur les articles spécifiés dans le décret qui les interdit. Celui de ces articles qui ne sera pas ainsi prohibé, sera assujetti, à son introduction dans l'Empire Ottoman, aux règlements locaux, sauf le cas où la légation de S. M. l'Empereur d'Autriche demande une permission exceptionnelle, laquelle sera alors accordée, à moins que des raisons sérieuses ne s'y opposent. La poudre en particulier, si son introduction est permise, sera assujettie aux obligations suivantes :

1^o Elle ne sera point vendue par les sujets autrichiens au delà de la quantité prescrite par les règlements locaux;

2^o Quand une cargaison ou une quantité considérable de poudre arrivera dans un port ottoman, à bord d'un bâtiment autrichien, ce bâtiment sera tenu de mouiller sur un point particulier désigné par les autorités locales et de débarquer sa poudre sous l'inspection de ces mêmes autorités dans des entrepôts ou autres endroits qui seront également désignés par elles et auxquels les parties intéressées auront accès en se conformant aux règlements locaux.

Ne sont pas compris dans les restrictions du présent Article les fusils de chasse, les pistolets, les armes de luxe, ainsi qu'une petite quantité de poudre de chasse réservée à l'usage privé.

Art. 14. Les firmans exigés des bâtiments marchands autrichiens à leur passage par les Dardanelles et le Bosphore, leur seront toujours délivrés de manière à leur occasionner le moins de retard possible.

Art. 15. Les capitaines des bâtiments de commerce autrichiens ayant à bord des marchandises à destination de l'Empire Ottoman, seront tenus, immédiatement après leur arrivée au port de destination, de déposer à la douane une copie exacte de leur manifeste.

Art. 16. Les marchandises introduites en contrebande seront passibles de confiscation au profit du trésor ottoman, mais un rapport ou procès-verbal du fait de la contrebande allégué devra, aussitôt que les marchandises seront saisies par les autorités, être dressé et communiqué à l'autorité consulaire du sujet étranger auquel appartiendraient les objets réputés de contrebande, et aucune marchandise ne pourra être confisquée comme contrebande tant que la fraude n'aura pas été dûment et légalement prouvée.

Art. 17. Toutes les marchandises produits du sol et de l'industrie de l'Empire Ottoman, introduites en Autriche par des bâtiments ottomans, seront traitées comme les produits similaires des pays les plus favorisés, à la seule exception de ceux de la Confédération germanique (Zollverein) qui, en vertu du lien fédéral qui les unit à l'Autriche, y jouissent de facilités qui ne pourraient être accordées à d'autres.

Art. 18. Les stipulations de ce Traité auront pleine vigueur dans toutes les possessions, territoires et dépendances de l'Empire Ottoman, tant en Europe qu'en Asie et en Afrique, avec les réserves et modifications spécifiées dans l'Acte additionnel dont il est fait mention à l'article 7 de la présente Convention.

Art. 19. Il demeure entendu que le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Autriche ne prétend, par aucun des Articles du présent Traité, stipuler au delà du sens naturel et précis des termes employés, ni entraver en aucune manière le Gouvernement de S. M. I. le Sultan dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure, en tant toutefois que ses droits ne porteront pas une atteinte manifeste aux stipulations des anciennes Capitulations et aux priviléges accordés par le présent Traité aux sujets autrichiens et à leurs propriétés.

Art. 20. Le présent Traité sera valable pour vingt-huit ans à partir du jour de l'échange des Ratifications. Chacune des Hautes Parties contractantes aura cependant la faculté de faire savoir à l'autre, à l'expiration de la quatorzième et de la vingt et unième année, les modifications que l'expérience aurait suggérées.

Art. 21. Une commission a été nommée conjointement par les Hautes Parties contractantes pour établir le Tarif des droits de Douane à percevoir conformément aux stipulations du présent Traité, tant sur les marchandises de toute espèce provenant du sol, de l'agriculture et de l'industrie de l'Autriche et importées par les sujets autrichiens dans les États de S. M. I. le Sultan que sur les articles de toute sorte produits du sol, de l'agriculture et de l'industrie de la Turquie que les commerçants autrichiens et leurs agents achètent dans toutes les parties de l'Empire Ottoman pour les transporter soit en Autriche, soit en d'autres pays.

Le nouveau tarif ainsi établi restera en vigueur pendant sept ans à dater de sa signature.

Chacune des Parties contractantes aura le droit, un an avant l'expiration de ce terme, de demander la révision du tarif. Mais si, pendant la septième année, ni l'une ni l'autre n'use de ce droit, le tarif continuera d'avoir force de loi pour sept autres années, à dater du jour de l'expiration des sept années précédentes, et il en sera de même à chaque période successive de sept ans.

Art. 22. Le présent Traité sera ratifié et les Ratifications en seront échangées à Constantinople dans l'espace d'un mois ou plus tôt si faire se peut, et il sera mis à exécution à partir du jour où l'échange des Ratifications aura eu lieu.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Constantinople, le 10/22 mai 1862.

(L. S.) Signé : ANTOINE BAR. PROKESCH-OSTEN. (L. S.) Signé : AALI.

ACTE ADDITIONNEL.

En exécution de l'Article 7 dudit traité :

1. Conformément au principe général adopté relativement à l'augmentation des droits de douane sur les marchandises importées dans l'Empire Ottoman, le Gouvernement Impérial d'Autriche déclare vouloir consentir à éléver de trois pour cent les droits d'entrée payés jusqu'à présent pour les articles et produits venant de l'Autriche pour être introduits à travers les frontières en Bosnie et dans l'Herzégovine.

Par suite de cette disposition les droits d'importation de l'Autriche en Bosnie et dans l'Herzégovine seront doublés et portés à six pour cent sur la valeur des articles. Par contre, les droits d'exportation pour les articles et produits venant de ces deux provinces ottomanes pour être introduits en Autriche seront abaissés à un pour cent sur la valeur desdits articles et produits, dès la Ratification du Traité dont le présent Acte additionnel fait partie. Tant à l'importation qu'à l'exportation, il ne sera plus permis de demander des articles et produits qui ont déjà payé les droits d'entrée ou de sortie de la manière susindiquée, un droit quelconque, que ces articles et produits aient changé de main ou non.

2. Il est également arrêté que, par les stipulations du Traité signé ce jourd'hui le dix/vingt-deux mai mil huit cent soixante-deux, on n'entend rien changer au *statu quo* actuellement existant dans les Principautés de Moldavie, de Valachie et de Serbie, relativement aux droits d'importation et d'exportation.

3. Les salines de Bosnie et de l'Herzégovine ne fournissant pas la

quantité de sel nécessaire à la consommation des habitants de ces contrées, et la Sublime-Porte voulant faciliter l'approvisionnement desdits habitants de cet article de première nécessité, consent à permettre aussi à l'avenir, comme par le passé et exceptionnellement, en Bosnie et dans l'Herzégovine, l'introduction, à travers les frontières, du sel de l'Autriche. Mais pour sauvegarder aussi dans lesdites provinces les droits dérivant du monopole qui revient à la Sublime-Porte sur cet article, le sel venant ainsi de l'Autriche sera soumis dorénavant, à son entrée sur le territoire ottoman, au payement d'un droit, dit taxe de monopole, de vingt pour cent, et pourra ensuite être vendu librement sans aucune autre charge ni impôt.

Il est bien entendu que cette exception ne saurait s'étendre que sur le sel autrichien nécessaire à la consommation particulière desdites provinces, sans qu'elle puisse autoriser les négociants autrichiens à s'en prévaloir dans les autres parties de l'Empire Ottoman.

4. Le terme du tarif spécial qui est en vigueur en Bosnie et dans l'Herzégovine se trouvant expiré, il sera procédé, au moyen d'une commission mixte nommée par un accord entre les deux Gouvernements à Sarajevo, à une révision dudit tarif, et il reste entendu dès à présent qu'on observera, tant pour ce qui regarde ladite révision que par rapport à la durée de ce tarif, les dispositions adoptées au sujet du tarif général.

5. Le présent Acte additionnel aura la même force et la même durée que le traité de commerce et de navigation du dix/vingt-deux mai mil huit cent soixante-deux, dont il fait partie intégrante.

Fait à Constantinople, le 10/22 mai 1862.

(L. S.) Signé : ANTOINE BAR. PROKESCH-OSTEN. (L. S.) Signé : AALI.

Convention pour la Garantie de la propriété littéraire et artistique entre la France et l'Italie, conclue à Turin le 29 juin 1862¹.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi d'Italie, également animés du désir d'apporter aux accords internationaux existants pour la garantie de la propriété littéraire et artistique les modifications que l'expérience a suggérées, ont jugé à propos de conclure dans ce but une nouvelle Convention spéciale, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, le sieur *Vincent Benedetti*, grand

1. Ratifiée à Paris le 13 septembre 1862.

officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre des saints Maurice et Lazare, etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de S. M. le Roi d'Italie ;

Et S. M. le Roi d'Italie, le sieur *Louis-Amédée Melegari*, commandeur de l'ordre des saints Maurice et Lazare, député au Parlement national, conseiller d'État, etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :

Art. 1^{er}. Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues du domaine littéraire ou artistique jouiront réciproquement, dans chacun des deux États, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art ; et ils auront contre toute atteinte portée à leurs droits la même protection et le même recours légal que si cette atteinte s'adressait aux auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que durant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la loi pour les auteurs nationaux.

La propriété des œuvres musicales s'étend aux morceaux dits *arrangements*, composés sur des motifs extraits de ces mêmes œuvres. Les contestations qui s'élèveraient sur l'application de cette clause demeureront réservées à l'appréciation des tribunaux respectifs.

Tout privilége ou avantage qui serait accordé ultérieurement à un autre pays par l'un des deux pays contractants, en matière de propriété d'œuvres de littérature ou d'art dont la définition est donnée dans le présent Article, sera acquis de plein droit aux citoyens de l'autre.

Art. 2. Pour assurer à tous les ouvrages d'esprit ou d'art la protection stipulée dans l'Article précédent, et pour que les auteurs ou éditeurs de ces ouvrages soient admis en conséquence à exercer devant les tribunaux des deux pays des poursuites contre les contrefaçons, il suffira que lesdits auteurs ou éditeurs justifient de leur droit de propriété en établissant, par un certificat de l'autorité publique compétente en chaque pays, que l'ouvrage en question est une œuvre originale qui, dans le pays où elle a été publiée, jouit de la protection légale contre la contrefaçon ou la reproduction illicite.

Pour les ouvrages publiés en France, ce certificat sera délivré par le Bureau du dépôt légal et de la propriété littéraire au Ministère de l'Intérieur et légalisé par la Mission d'Italie à Paris ; pour les ouvrages publiés dans le Royaume d'Italie, il sera délivré par le Ministère

d'Agriculture, Industrie et Commerce, et légalisé par la Mission de France à Turin.

Art. 3. La traduction faite dans l'un des deux États d'un ouvrage publié dans l'autre État est assimilée à sa reproduction et comprise dans les dispositions de l'Art. 1^{er}, pourvu que l'auteur, en faisant paraître son ouvrage, ait notifié au public qu'il entend le traduire lui-même et que sa traduction ait été publiée dans le délai d'un an à partir de la publication du texte original.¹

Art. 4. Afin de pouvoir constater d'une manière précise dans les deux États le jour de la publication d'un ouvrage, on se réglera sur la date du dépôt qui en aura été opéré dans l'établissement public préposé à cet effet. Si l'auteur entend résérer son droit de traduction, il en fixera la déclaration en tête de son ouvrage et mentionnera à la suite de cette déclaration la date du dépôt.

A l'égard des ouvrages qui se publient par livraisons, il suffira que cette déclaration de l'auteur soit faite dans la première livraison. Toutefois, le terme fixé pour l'exercice de ce droit ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, pourvu d'ailleurs qu'entre les deux publications il ne s'écoule pas plus de trois ans.

Relativement auxdits ouvrages publiés par livraisons, l'indication de la date du dépôt devra être apposée sur la dernière livraison, à partir de laquelle commence le délai fixé pour l'exercice du droit de traduction.

Art. 5. Sont expressément assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites dans l'un des deux États d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'Art. 1^{er}, en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre État.

Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent Article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque écrit en langue morte ou vivante, si ce n'est dans le cas et les limites prévus par l'Article ci-après.

Art. 6. Les stipulations contenues dans l'Art. 1^{er} s'appliquent également à la représentation et à l'exécution en original ou en traduction des œuvres dramatiques ou musicales, en tant que les lois de chacun des deux États garantissent ou garantiront, par la suite, protection aux œuvres susdites, exécutées ou représentées pour la première fois sur les territoires respectifs. Pour obtenir la garantie exprimée dans le présent Article, en ce qui touche la représentation ou exécution et traduction d'une œuvre dramatique ou musicale, il faut que, dans

l'espace de six mois après la publication ou la représentation de l'original dans l'un des deux pays, l'auteur en ait fait paraître la traduction dans la langue de l'autre pays.

Art. 7. Les mandataires légaux ou ayant cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, photographes, etc., jouiront des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes ou photographes eux-mêmes.

Art. 8. Nonobstant les stipulations des Articles 1^{er} et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés par l'un des deux Pays, peuvent être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre Pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction dans l'un des deux Pays des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou dans le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 9. L'introduction, l'exportation, le transit, la vente et l'exposition, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou objets dont la reproduction n'est pas autorisée, définis par les Articles 1^{er}, 4, 5 et 6, sont prohibés, sauf ce qui est dit à l'Article 12, soit que les reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux Pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 10. En cas de contravention aux dispositions des Articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les pénalités déterminées par les législations respectives, de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un et de l'autre Pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux États.

Art. 11. La présente Convention ne pourra faire obstacle à la libre continuation de la vente, publication ou introduction dans les États respectifs des ouvrages qui auraient été déjà publiés en tout ou en partie dans l'un d'eux, avant la mise en vigueur de la Convention du 28 août 1843, pourvu qu'on ne puisse postérieurement faire aucune autre publication des mêmes ouvrages, ni introduire de l'étranger des exemplaires autres que ceux destinés à compléter les expéditions ou souscriptions précédemment commencées.

Art. 12. Les livres importés du Royaume d'Italie continueront à

être admis en France, tant à l'entrée qu'au transit direct ou par entrepôt, par tous les bureaux qui leur sont actuellement ouverts ou qui pourraient l'être par la suite.

Si les intéressés le désirent, les livres déclarés à l'entrée seront expédiés directement en France à la Direction de l'imprimerie et de la librairie au Ministère de l'intérieur, et en Italie au Ministère d'Agriculture, Industrie et Commerce, pour y subir les vérifications nécessaires, qui auront lieu au plus tard dans le délai de quinze jours.

Art. 13. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les Etats de l'autre, de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir au profit des Français en Italie, et réciproquement au profit des Italiens en France, une durée plus longue que celle fixée par la loi du Pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique appartient au domaine public dans le Pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre Pays.

Les dispositions des deux paragraphes qui précédent sont applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les droits des sujets de l'une des Hautes Parties contractantes dans les Etats de l'autre ne sont pas subordonnés à l'obligation d'y exploiter les modèles ou dessins industriels et de fabrique.

Le présent Article ne recevra son exécution dans l'un et l'autre Pays, à l'égard des modèles ou dessins industriels ou de fabrique, qu'à l'expiration d'une année à partir de ce jour.

Les Français ne pourront revendiquer en Italie la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires au Bureau central des privatives industrielles à Turin.

Réciproquement, les Italiens ne pourront revendiquer en France la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils n'en ont déposé deux exemplaires à Paris, au greffe du Tribunal de Commerce de la Seine.

Art. 14. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartiendrait à chacune des deux Hautes Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes conserve, d'ailleurs, le droit de prohiber l'importation dans ses propres États des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres Puissances, sont ou seraient déclarés être des contrefaçons.

Art. 15. Pour faciliter la pleine exécution du présent Traité, les deux Hautes Parties contractantes promettent de se donner mutuellement connaissance de tous les règlements, ordonnances et mesures d'exécution quelconques qui seraient décrétés dans l'un et l'autre Pays concernant les matières réglées dans la Convention présente, ainsi que des changements qui pourraient survenir dans la législation des deux Pays en ce qui touche la garantie de la propriété littéraire et artistique.

Art. 16. La présente convention demeurera en vigueur pendant douze années, à partir du jour de l'échange des Ratifications. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera à être obligatoire encore une année, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une des Parties laura dénoncée.

Les Hautes Parties contractantes se réservent cependant la faculté d'apporter d'un commun accord à la présente Convention toute modification dont l'expérience viendrait à démontrer l'opportunité.

Art. 17. La présente Convention sera ratifiée, et les Ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Turin, le 29 juin 1862.

(L. S.) Signé : V. BENEDETTI.

(L. S.) Signé : MELEGARI.

Traité de Commerce et de Navigation entre la Belgique et la Grande-Bretagne, conclu à Londres le 23 juillet 1862.

Art. 1^{er}. Il y aura liberté réciproque de commerce entre tous les États et possessions des deux Hautes Parties contractantes; et les sujets de chacune d'elles, dans toute l'étendue des territoires et possessions de l'autre, jouiront des mêmes droits, priviléges, libertés, faveurs, immunités et exemptions, en matière de commerce et de navigation, dont jouissent ou jouiront les nationaux.

Art. 2. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes résidant dans les États de l'autre seront respectivement libres de régler,

comme les nationaux, leurs affaires par eux-mêmes, ou de les confier aux soins de toutes autres personnes, telles que courtiers, facteurs, agents ou interprètes. Ils ne pourront être contraints dans leur choix, et ils ne seront tenus à payer aucun salaire ni aucune rétribution à ceux qu'ils n'auront pas jugé à propos d'employer à cet effet ; étant absolument facultatif aux vendeurs et acheteurs de contracter ensemble leur marché, et de fixer le prix de toutes denrées ou marchandises importées ou destinées à l'exportation, sous la condition de se conformer aux règlements et aux lois des douanes du pays.

Art. 3. En tout ce qui concerne la navigation et le commerce, les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilége, faveur ou immunité à un autre État, qui ne soit aussi, et à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs.

Art. 4. Tous les navires qui, d'après les lois de la Belgique, sont considérés comme navires belges, et tous les navires qui, d'après les lois de la Grande-Bretagne, sont considérés comme navires britanniques, sont déclarés respectivement navires belges et navires britanniques.

Art. 5. Aucun droit de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine ou autres droits semblables ou équivalents, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, perçu au profit ou au nom du gouvernement, des fonctionnaires publics, des communes, corporations ou établissements quelconques, ne sera imposé, dans les ports de chacun des deux Pays, sur les navires de l'autre nation, arrivant d'un port ou endroit quelconque, qui ne soit pas également imposé, en pareil cas, sur des navires nationaux.

Art. 6. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou rivières des deux États, il ne sera accordé aucun privilége aux navires nationaux, qui ne le soit également à ceux de l'autre État ; la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 7. Les navires belges entrant dans un port de la Grande-Bretagne ou de ses possessions, et, réciproquement, les navires britanniques entrant dans un port de Belgique, et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant, toutefois, aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront naturellement être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 8. Les marchandises de toute espèce dont l'importation dans les ports du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ses colonies et possessions, est ou sera légalement permise sur des bâtiments britanniques, pourront également y être importées sur des bâtiments belges, sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux.

Réciproquement, les marchandises de toute espèce, dont l'importation dans les ports de Belgique est ou sera légalement permise sur des bâtiments belges, pourront également y être importées sur des bâtiments britanniques, sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux.

Art. 9. Les marchandises de toute nature qui seront exportées de Belgique par navires britanniques, ou de la Grande-Bretagne et de ses possessions par navires belges, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toutes primes ou restitutions de droits ou autres faveurs qui sont ou seront accordées, dans chacun des deux Pays, à la navigation nationale.

Art. 10. Pendant le temps fixé par les lois des deux Pays respectivement pour l'entreposage des marchandises, il ne sera perçu aucun droit, autres que ceux de garde et d'emmagasinage, sur les objets importés de l'un des deux Pays dans l'autre, en attendant leur transit, leur réexportation ou leur mise en consommation.

Ces objets, en aucun cas, ne payeront de plus forts droits et ne seront assujettis à d'autres formalités que s'ils avaient été importés sous pavillon national ou provenaient du pays le plus favorisé.

Art. 11. Les marchandises de toute nature, venant de l'un des deux Etats ou y allant, seront réciproquement exemptés dans l'autre État de tout droit de transit.

Toutefois, la prohibition est maintenue pour la poudre à tirer, et les deux Hautes Parties contractantes se réservent de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux Pays pour tout ce qui concerne le transit et l'entreposage.

Art. 12. En ce qui concerne le cabotage, il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les sujets et les navires de chacune d'elles jouiront dans les États et possessions de l'autre des mêmes priviléges et seront traités à tous égards sur le même pied que les sujets et navires nationaux.

En ce qui concerne le cabotage dans les colonies, les stipulations du présent Article ne seront applicables qu'au cabotage de celles d'entre les colonies de Sa Majesté Britannique qui ont demandé ou qui demanderont ultérieurement, conformément aux actes du Parlement qui régissent cette matière, que leur cabotage soit ouvert aux navires étrangers.

Art. 13. Les règles consacrées pour les marchandises importées de France en Belgique, par les articles 18 à 26 inclus du traité de commerce conclu entre ces deux États le 1^{er} mai 1861¹, s'appliqueront également en Belgique aux mêmes marchandises importées de la Grande-Bretagne et de ses possessions.

A l'égard des tissus purs ou mélangés taxés à la valeur, dont l'estimation dans les ports lui paraîtrait présenter des difficultés, le gouvernement belge se réserve la faculté de désigner exclusivement la douane de Bruxelles pour l'admission de ces marchandises.

Art. 14. Ni l'une ni l'autre des deux Hautes Parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre Partie d'autres ni de plus forts droits d'importation que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes marchandises provenant de tout autre État étranger.

Chacune des deux Parties s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans des tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation des articles mentionnés ou non dans le présent Traité que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce puissance. Elles s'engagent, en outre, à n'établir l'une envers l'autre aucun droit ou prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

Il est convenu, enfin, que si les sels marins raffinés en Belgique venaient à obtenir une déduction de plus de 7 pour 100 du droit général de l'accise, le sel britannique raffiné en Belgique jouira, à l'instant même, d'une déduction de l'accise qui ne pourra être inférieure de plus de 7 pour 100 à la déduction accordée aux sel marins.

Art. 15. Les produits d'origine ou de manufacture belge ne seront pas grevés dans les colonies britanniques d'autres ou de plus forts droits que ceux qui frappent ou frapperont les produits similaires originaires de la Grande-Bretagne.

Art. 16. Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront dans les États de l'autre de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

1. Voir *Archives, diplomatiques*, année 1861, t. III, p. 167.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir, au profit des Belges dans la Grande-Bretagne, et réciproquement au profit des sujets britanniques en Belgique, une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique appartient au domaine public dans le pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les dispositions des deux paragraphes qui précédent sont applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les droits des sujets de l'une des Hautes Parties contractantes dans les États de l'autre ne sont pas subordonnés à l'obligation d'y exploiter les modèles ou dessins industriels ou de fabrique.

Le présent Article ne recevra son exécution dans l'un et l'autre pays à l'égard des modèles ou dessins industriels ou de fabrique, qu'à l'expiration d'une année à dater du jour de la signature du présent Traité.

Art. 17. Les Belges ne pourront revendiquer, dans la Grande-Bretagne, la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils ne se sont préalablement conformés aux règlements, s'il en est, qui sont ou seront en vigueur, pour le dépôt à Londres, par les sujets britanniques, de marques, modèles ou dessins.

Réciproquement, les sujets britanniques ne pourront revendiquer, en Belgique, la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, si ils ne se sont préalablement conformés aux lois et aux règlements sur cette matière, qui sont ou seront en vigueur en Belgique.

Art. 18. Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de nommer des Consuls pour la protection du commerce dans les États ou territoires de l'autre Partie, et les Consuls qui seront nommés ainsi jouiront, dans les territoires de chaque Partie, de tous les priviléges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés dans ces États aux Agents du même rang et caractère, nommés ou autorisés par le Gouvernement de la nation la plus favorisée.

Avant que quelque Consul puisse agir comme tel, il devra être approuvé et admis dans les formes usitées par le Gouvernement auprès duquel il est envoyé, et chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'excepter de la résidence des Consuls tels endroits spéciaux que chacune d'elles pourra juger à propos d'excepter.

Art. 19. S'il arrivait que quelque vaisseau de guerre ou navire marchand de l'un des deux États fit naufrage sur les côtes de l'autre, ce bâtiment ou ses parties ou débris, ses agrès et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront

été sauvés, ou le produit de leur vente, en seront rendus aux propriétaires ou à leurs ayants droits, sur leur réclamation. Dans le cas où ceux-ci se trouveraient absents, lesdits objets, marchandises ou leur produit, seront consignés, ainsi que tous les papiers trouvés à bord de ce bâtiment, au Consul belge ou britannique dans le district duquel le naufrage aura eu lieu, et il ne sera exigé, soit du Consul, soit des propriétaires ou ayants droits, que le payement des dépenses faites pour la conservation de la propriété, et les mêmes droits de sauvetage ou autres qui seraient également payés en pareille circonstance par un bâtiment national. Les marchandises et effets sauvés du naufrage ne seront assujettis aux droits établis qu'autant qu'ils seraient déclarés pour la consommation.

Art. 20. Le pavillon britannique continuera à jouir en Belgique du remboursement du péage de l'Escaut tant que le pavillon belge en jouira lui-même.

Art. 21. A partir, au plus tard, du jour où la capitalisation du péage de l'Escaut sera assurée par un arrangement général¹:

1° Le droit de tonnage prélevé dans les ports belges cessera d'être perçu;

2° Les droits de pilotage dans les ports belges et dans l'Escaut, en tant qu'il dépendra de la Belgique, seront réduits:

De 20 pour 100 pour les navires à voiles;

De 25 pour 100 pour les navires remorqués;

De 30 pour 100 pour les navires à vapeur;

3° Le régime des taxes locales imposées par la ville d'Anvers sera dans son ensemble dégrevé.

Art. 22. Par dérogation provisoire à l'art. 14 et pendant deux années à partir du 1^{er} octobre 1862, le nouveau régime sera appliqué de la manière suivante aux produits d'origine britannique ci-après dénommés :

Les fils de coton tors, ourdis ou teints payeront les droits afférents aux fils simples, écrus ou blanchis, augmentés de cinq centimes pour les fils tors, de dix centimes pour les fils ourdis, et de quinze centimes pour les fils teints par kilogramme;

Le droit sur les étoffes de laine mélangées de coton sera de 22 1/2 pour 100 jusqu'au 1^{er} octobre 1863, et de 20 pour 100 jusqu'au 1^{er} octobre 1864. Pendant la durée du régime transitoire, l'importateur pourra, à son choix, payer 180 francs par 100 kilogrammes ou les droits stipulés ci-dessus;

Le droit sur les tissus de coton imprimés sera de 150 francs par 100 kilogrammes.

1. Voir *Archives*, 1861, t. III, p. 161.

Art. 23. Il est entendu que, dans le cas où le droit actuel sur l'importation des alcools serait maintenu dans le tarif anglais, l'article relatif aux alcools contenu dans le Traité conclu entre la Belgique et la France, le 1^{er} mai 1861¹, ne recevra son application aux alcools anglais, dans les réductions qu'il stipule, qu'au 1^{er} octobre 1865.

Art. 24. Les îles Ioniennes se trouvant sous la protection de Sa Majesté Britannique, les sujets et les navires de ces îles jouiront, dans les Etats de S. M. le roi des Belges, de tous les avantages qui sont accordés aux sujets et aux navires de la Grande-Bretagne par le présent Traité, aussitôt que le Gouvernement des îles Ioniennes sera convenu d'accorder aux sujets et aux navires de S. M. le roi des Belges les mêmes avantages qu'il accorde dans ces îles aux sujets et aux navires de Sa Majesté Britannique; bien entendu, toutefois, que pour prévenir des abus, tout navire ionien qui sera dans le cas de réclamer les bienfaits de ce Traité, sera muni d'une patente signée par le Lord Haut Commissaire de Sa Majesté Britannique, ou par celui qui le représente.

Art. 25. Le présent Traité restera en vigueur pendant dix années, à partir du dixième jour après l'échange des Ratifications.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le Traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce Traité, toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 26. A partir de l'époque fixée à l'article précédent, le Traité de commerce et de navigation du 27 octobre 1851 sera hors de vigueur.

Art. 27. Le présent Traité sera ratifié, et les Ratifications en seront échangées à Londres avant le 1^{er} septembre 1862.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double original à Londres, le 23 juillet 1862.

(L. S.) Signé : RUSSELL. (L. S.) Signé : VAN DE WEYER.

(L. S.) Signé : MILNER GIBSON.

1. Voy. *Archives*, 1861, tome III, page 161.

ANNEXE 1.

Protocole d'une Conférence tenue au Foreign-Office, le 23 juillet 1862,
entre les Plénipotentiaires de Belgique et de la Grande-Bretagne.

Les Plénipotentiaires de Sa Majesté le roi des Belges et de Sa Majesté Britannique, en procédant à la signature du Traité de Commerce et de Navigation entre leurs Augustes Souverains, constatent qu'ils sont tombés d'accord sur les points suivants :

1° Que les déclarations relatives à l'arrestation des marins déserteurs, datées du 24 janvier 1855 et l'ordre en conseil, daté du 8 février 1855 et publié dans la *Gazette de Londres* du 13 février, continueront à avoir force et valeur, comme s'ils eussent été insérés audit Traité.

2° Que, si la Convention de pêche conclue le 22 mars 1852, entre Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté Britannique, est provisoirement maintenue, c'est sous la réserve faite par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges qu'il reproduira, dans une subséquente négociation, la proposition relative à la faculté réciproque de pêcher dans les limites de la mer territoriale.

Il est fait exception, en maintenant ladite Convention conclue le 22 mars 1852, aux stipulations du Traité de Commerce et de Navigation conclu aujourd'hui, en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou l'autre Pays.

3° En ce qui concerne les sucres, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges se réserve de revenir sur la proposition tendante à établir un accord entre la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, le Zollverein et les Pays-Bas, pour ramener respectivement les droits sur les sucres bruts et raffinés, importés de l'un de ces États dans les autres, au niveau des taxes imposées aux mêmes produits de fabrication nationale, et, pour faire cesser simultanément, dans ces cinq pays, le régime des primes à l'exportation des sucres.

Pour atteindre ce but, le Gouvernement Belge compte sur l'appui et le concours du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

(L. S.) Signé : RUSSELL. (L. S.) Signé : S. VAN DE WEYER.

(L. S.) Signé : MILNER GIBSON.

ANNEXE 2.

Convention entre la Belgique et la Grande-Bretagne, relative à l'arrestation des marins déserteurs.

DÉCLARATION BELGE.

Le soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges près S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, etc., etc., en vertu des ordres de son Gouvernement, est autorisé à faire la déclaration dont la teneur suit :

Les consuls de S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans un des ports de la Belgique.

A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités locales compétentes et justifieront, par l'exhibition en original ou en copie d'un certificat des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise leur sera accordée.

Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des Consuls, jusqu'à ce que ces Agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins, sujets de la Belgique, seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens d'un autre pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit en Belgique, son renvoi serait différé jusqu'à ce que le tribunal compétent eût rendu son jugement, et que ce jugement eût reçu son exécution.

La présente Déclaration, à charge de réciprocité de la part du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, portera ses effets le dixième jour à partir de son insertion au *Moniteur Belge*, et jusqu'à notification contraire.

Fait à Londres, le 24 janvier 1855.

(L. S.) Signé : VAN DE WEYER.

ANNEXE 3.

DÉCLARATION ANGLAISE.

Ordre en conseil, daté de Windsor, 8 février 1855.

Attendu que par l'acte intitulé : *Foreign Deserters Act, 1852*, il est établi que s'il apparaît à Sa Majesté que des facilités convenables sont ou seront données pour la recherche et l'appréhension des marins qui désertent des navires marchands de la Grande-Bretagne dans le territoire d'un État étranger, Sa Majesté peut, par un ordre en conseil, constatant que de pareilles facilités sont ou seront données, déclarer que les marins, non esclaves, qui déserteront des navires marchands appartenant à un sujet de cet État, soit dans les possessions de Sa Majesté, soit dans le territoire de la Compagnie des Indes orientales, seront exposés à être saisis et conduits à bord de leurs navires respectifs, et peut limiter l'effet de cet ordre et y apporter telle condition qui serait jugée convenable.

Et attendu qu'il apparaît à Sa Majesté que des facilités convenables seront données pour la recherche et l'appréhension des marins (non sujets belges) qui déserteront des navires marchands de la Grande-Bretagne dans les territoires appartenant à S. M. le Roi des Belges ;

En conséquence, il plaît à Sa Majesté, en vertu des pouvoirs à Elle conférés par ledit *Foreign Deserters Act, 1852*, et de l'avis de son conseil privé, de déclarer et d'ordonner, et il est ordonné et déclaré par les présentes, que, depuis et après la publication de celles-ci dans la *Gazette de Londres*, les marins non esclaves (et non sujets britanniques), qui déserteront de navires marchands appartenant à des sujets de S. M. le Roi des Belges, dans les possessions de Sa Majesté, ou dans les territoires de la Compagnie des Indes orientales, seront exposés à être saisis et conduits à bord de leurs navires respectifs, pourvu, toutefois, que si le déserteur a commis quelque crime dans les possessions de Sa Majesté ou les territoires de la Compagnie des Indes orientales, il pourra être détenu jusqu'à ce qu'il ait été jugé par une cour compétente, jusqu'à ce que la sentence de cette cour ait été pleinement exécutée.

Les très-honorables commissaires du trésor de Sa Majesté et les commissaires pour les affaires de l'Inde sont chargés de donner les ordres nécessaires pour l'exécution des présentes.

(L. S.) Signé : W. L. BATHURST.

ANNEXE 4.

Convention de pêche conclue entre la Belgique et le Royaume-Uni
de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Art. 1^{er}. Les sujets belges jouiront, pour la pêche le long des côtes du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, du traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

De même, les sujets britanniques jouiront, pour la pêche le long des côtes du royaume de Belgique, du traitement de la nation étrangère la plus favorisée.

Art. 2. Les poissons de pêche anglaise importés du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, sous pavillon belge ou britannique, seront admis en Belgique à des droits d'entrée égaux, ne dépassant en aucun cas les chiffres indiqués ci-après, savoir :

Harengs.	En saumure ou sel sec, la tonne de 150 kilo-	
	grammes; poids brut.	fr. 13 »
—	Autres, les 1000 pièces.	8 »
Homards.	En destination des parcs, les 100 fr.	6 »
—	Autres, les 100 fr.	12 »
Huîtres.	En destination des parcs, les 100 fr.	1 »
—	Autres, les 100 fr.	12 »
Morue.	En saumure ou en sel sec, la tonne de	
	150 à 160 kilogr., poids brut. . .	22 50
Stockfisch.	Les 100 kilogrammes.	1 »

Art. 3. La présente Convention est conclue pour le terme de sept ans; et elle demeurera en vigueur au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention de la faire cesser; chacune des Parties se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des sept années, ou à toute autre date ultérieure.

Elle sera ratifiée, et les Ratifications seront échangées à Londres le 10 avril prochain, ou plus tôt, si faire se peut; elle entrera en vigueur à partir du 10 avril prochain.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 22 mars de l'an de grâce 1852.

(L. S.) Signé : MAMESBURY. (L. S.) Signé : S. VAN DE WEYER.

(L. S.) Signé : W. HENLEY.

La Convention qui précède a été ratifiée par Sa Majesté le Roi des Belges, le 4 avril, et par Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le 29 mars 1852.

Les Ratifications ont été échangées à Londres, le 7 avril 1852.

La Convention a été insérée au *Moniteur Belge* du 10 avril 1852, n° 101.

ANNEXE 5.

Londres le 22 juillet 1862.

Mylord,

Le Gouvernement du Roi, désirant qu'il soit procédé à la canalisation du péage perçu sur l'Escaut, d'après les précédents dont l'expérience a démontré l'utilité pratique, me charge de demander au Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'il entrerait dans ses vues que le détail de cette question fût, sur des bases équitables, réglé dans une Conférence où seraient représentées toutes les parties intéressées, ou les principales d'entre elles. Aux yeux du Gouvernement du Roi, ce mode de procéder conduirait le plus facilement à une solution satisfaisante.

Je ne doute point que Votre Excellence ne partage cette opinion, et ne soit disposée, le cas échéant, à marcher d'accord avec mon Gouvernement pour atteindre le but désiré.

J'ai l'honneur d'être, etc. Signé : S. VAN DE WEYER.

A S. Exc. le comte Russell, etc., etc.

ANNEXE 6.

Foreign-Office, 25 juillet 1862.

Monsieur le Ministre,

Je vous ai déjà fait connaître que le Gouvernement de Sa Majesté était disposé de prendre en considération une proposition pour la capitalisation des droits de l'Escaut.

En réponse à la demande contenue dans votre lettre du 22 courant, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucune objection à discuter toute proposition de cette nature, dans une Conférence dans laquelle toutes les parties intéressées, ou au moins toutes les parties principalement intéressées seraient représentées.

Je dois toutefois ajouter que les bases équitables, ainsi que les de-

tails d'un semblable arrangement, doivent faire l'objet d'une délibération, et que le Gouvernement de Sa Majesté se réserve l'entièbre liberté d'exprimer les vues qu'il peut avoir sur le sujet de la discussion.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : RUSSELL.

A M. Van de Weyer, etc., etc.

**Convention Consulaire entre la France et l'Italie,
signée à Paris le 26 juillet 1862¹.**

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi d'Italie, reconnaissant l'utilité de déterminer avec toute l'extension et la clarté possibles les droits, priviléges et immunités réciproques des Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, Chanceliers ou Secrétaire, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront respectivement soumis dans les deux Pays, ont résolu de conclure une Convention Consulaire et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Édouard-Antoine Thouvenel, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des Affaires Étrangères;

Et S. M. le Roi d'Italie, M. le chevalier Constantin Nigra, grand officier de son ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :

Art. 1^{er}. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires dans les ports, villes et localités du territoire de l'autre Partie.

Lesdits Agents seront réciproquement admis et reconnus en présentant leurs provisions selon les règles et formalités établies dans les Pays respectifs.

L'*exequatur* nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans frais, et, sur la production dudit *exequatur*, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les mesures pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et

1. Ratifiée le 13 septembre 1862.

qu'ils soient admis à la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et priviléges qui y sont attachés.

Art. 2. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires, sujets de l'État qui les nomme, jouiront de l'exemption des logements et des contributions militaires, des contributions directes, personnelles, mobilières ou somptuaires, imposées par l'Etat ou par les communes, à moins qu'ils ne possèdent des biens immobiliers, qu'ils ne fassent le commerce ou qu'ils n'exercent quelque industrie ; dans lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers.

Ils jouiront, en outre, de l'immunité personnelle, excepté pour les faits et les actes que la législation pénale des deux Pays qualifie des crimes et punit comme tels ; et, s'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce et non pour causes civiles.

Ils pourront placer, au-dessus de la porte extérieure du Consulat ou Vice-Consulat, l'écusson des Armes de leur nation, avec cette inscription : *Consulat ou Vice-Consulat de....*

Ils pourront également arborer le Pavillon de leur Pays sur la Maison Consulaire, aux jours des solennités publiques, religieuses ou nationales, ainsi que dans les autres circonstances d'usage, à moins qu'ils ne résident dans une ville où se trouverait l'Ambassade ou la Légation de leur Pays. Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile, mais serviront, avant tout, à désigner aux matelots et aux nationaux l'habitation consulaire.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires pourront de même arborer le Pavillon national sur le bateau qu'ils monteraient dans le port pour l'exercice de leurs fonctions.

Art. 3. Les Consuls Généraux, Consuls et leurs Chanceliers, ainsi que les Vice-Consuls ou Agents Consulaires, ne pourront être sommés de comparaître comme témoins devant les tribunaux. Quand la justice locale aura besoin de recueillir auprès d'eux quelque déclaration juridique, elle devra se transporter à leur domicile pour la recevoir de vive voix, ou déléguer à cet effet un fonctionnaire compétent, ou la leur demander par écrit.

Art. 4. En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires, les Élèves Consuls, les Chanceliers et Secrétaires qui auront été présentés antérieurement en leursdites qualités aux autorités respectives, seront de plein droit admis, dans leur ordre hiérarchique, à exercer *par intérim* les fonctions consulaires, sans que les autorités locales puissent y mettre obstacle. Au contraire, celles-ci devront leur prêter assistance

et protection, et leur assurer, pendant leur gestion intérimaire, la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités et priviléges réciproquement reconnus par la présente Convention aux Agents du service consulaire.

Art. 5. Les Archives consulaires seront inviolables, et les autorités locales ne pourront sous aucun prétexte ni dans aucun cas visiter ni saisir les papiers qui en feront partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires respectifs.

Art. 6. Les Consuls généraux et Consuls pourront nommer des Vice-Consuls ou Agents Consulaires dans les villes, ports et localités de leurs arrondissements consulaires respectifs, sauf l'approbation du Gouvernement territorial.

Ces Agents pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux Pays comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le Consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront des mêmes priviléges et immunités stipulés par la présente Convention, sauf les exceptions consacrées par l'Article 2.

Art. 7. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires des deux Pays, pourront s'adresser aux autorités de leur arrondissement pour réclamer contre toute infraction aux Traité ou Conventions existant entre les deux Pays, et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si leurs réclamations n'étaient pas accueillies par ces autorités, ils pourraient avoir recours, à défaut d'un agent diplomatique de leur Pays, au Gouvernement de l'État dans lequel ils résideraient.

Art. 8. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires des deux Pays, ou leurs Chanceliers, auront le droit de recevoir dans leur Chancellerie, au domicile des parties et à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage et les passagers, les négociants et tous autres sujets de leur Pays.

Ils seront également autorisés à recevoir, comme notaires, les dispositions testamentaires de leurs nationaux et tous autres actes notariés, lors même que lesdits actes auraient pour objet de conférer hypothèque; dans lequel cas on leur appliquera les dispositions spéciales en vigueur dans les deux Pays.

Lesdits Agents auront, en outre, le droit de recevoir dans leur Chancellerie tous actes conventionnels passés entre un ou plusieurs de leurs nationaux et d'autres personnes du Pays dans lequel ils résident, et même tout acte conventionnel concernant des citoyens de ce dernier

Pays seulement, pourvu, bien entendu, que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartiendra le Consul ou l'Agent devant lequel ils seront passés. Les copies ou extraits de ces actes, dûment légalisés par lesdits Agents et scellés du sceau officiel des Consulats, Vice-Consulats ou Agences consulaires, feront foi, tant en justice que hors de justice, soit en France, soit en Italie, au même titre que les originaux, et auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou un autre officier public de l'un ou de l'autre Pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat auquel appartiennent les Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires, et qu'ils aient ensuite été soumis au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le Pays où l'acte devra recevoir son exécution.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité de l'expédition d'un acte public enregistré à la Chancellerie d'un des Consulats respectifs, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires respectifs pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur Pays ; et ces traductions auront, dans le pays de leur résidence, la même force et valeur que si elles eussent été faites par les interprètes jurés du Pays.

Art. 9. En cas de décès d'un sujet de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales devront en donner avis immédiatement au Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire dans la circonscription duquel le décès aura eu lieu. Ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales, lorsqu'ils en seront informés les premiers.

Quand un Français en Italie ou un Italien en France sera mort sans avoir fait de testament ni nommé d'exécuteur testamentaire, ou si les héritiers, soit naturels, soit désignés par le testament, étaient mineurs, incapables ou absents, ou si les exécuteurs testamentaires nommés ne se trouvaient pas dans le lieu où s'ouvrira la succession, les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires de la nation du défunt auront le droit de procéder successivement aux opérations suivantes :

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la demande des parties intéressées, sur tous les effets, meubles et papiers du défunt, en prévenant de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister et apposer également ses scellés.

Ces scellés, non plus que ceux de l'Agent Consulaire, ne devront pas être levés sans que l'autorité locale assiste à cette opération.

Toutefois, si, après un avertissement adressé par le Consul ou Vice-Consul à l'autorité locale pour l'inviter à assister à la levée des doubles scellés, celle-ci ne s'était pas présentée dans un délai de quarante-huit heures, à compter de la réception de l'avis, cet Agent pourra procéder seul à ladite opération;

2^e Former l'inventaire de tous les biens et effets du défunt, en présence de l'autorité locale, si, par suite de la notification susindiquée, elle avait cru devoir assister à cet acte.

L'autorité locale apposera sa signature sur les procès-verbaux dressés en sa présence, sans que, pour son intervention d'office dans ces actes, elle puisse exiger des droits d'aucune espèce;

3^e Ordonner la vente aux enchères publiques de tous les effets mobiliers de la succession qui pourraient se détériorer et de ceux d'une conservation difficile, comme aussi des récoltes et effets pour la vente desquels ils se présenteraient des circonstances favorables;

4^e Déposer en lieu sûr les effets et valeurs inventoriés; conserver le montant des créances que l'on réalisera, ainsi que le produit des rentes que l'on percevra, dans la maison consulaire, ou les confier à quelque commerçant présentant toutes garanties. Ces dépôts devront avoir lieu, dans l'un ou l'autre cas, d'accord avec l'autorité locale qui aura assisté aux opérations antérieures, si, par suite de la convocation mentionnée au paragraphe suivant, des sujets du Pays ou d'une Puissance tierce se présentaient comme intéressés dans la succession *ab intestat* ou testamentaire;

5^e Annoncer le décès et convoquer, au moyen des journaux de la localité et de ceux du Pays du défunt, si cela était nécessaire, les créanciers qui pourraient exister contre la succession *ab intestat* ou testamentaire, afin qu'ils puissent présenter leurs titres respectifs de créance, dûment justifiés, dans le délai fixé par les lois de chacun des deux pays.

S'il se présentait des créanciers contre la succession testamentaire ou *ab intestat*, le paiement de leur créance devra s'effectuer dans le délai de quinze jours après la clôture de l'inventaire, s'il existait des ressources qui pussent être affectées à cet emploi; et, dans le cas contraire, aussitôt que les fonds nécessaires auraient pu être réalisés par les moyens les plus convenables; ou enfin dans le délai consenti d'un commun accord entre les consuls et la majorité des intéressés.

Si les Consuls respectifs se refusaient au paiement de tout ou partie des créances, en alléguant l'insuffisance des valeurs de la succession pour les satisfaire, les créanciers auront le droit de demander à l'a-

torité compétente, s'ils le jugeaient utile à leurs intérêts, la faculté de se constituer en état d'union.

Cette déclaration obtenue par les voies légales établies dans chacun des deux Pays, les Consuls ou Vice-Consuls devront faire immédiatement la remise à l'autorité judiciaire ou aux syndics de la faillite, selon qu'il appartiendra, de tous les documents, effets ou valeurs appartenant à la succession testamentaire ou *ab intestat*; lesdits Agents demeurant chargés de représenter les héritiers absents, les mineurs et les incapables.

En tous cas, les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ne pourront faire la délivrance de la succession ou de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'avis du décès aura été publié dans les journaux;

6° Administrer et liquider eux-mêmes, ou par une personne qu'ils nommeront sous leur responsabilité, la succession testamentaire ou *ab intestat*, sans que l'autorité locale ait à intervenir dans lesdites opérations, à moins que des sujets du pays ou d'une tierce Puissance n'aient à faire valoir des droits dans la succession; car, en ce cas, s'il survenait des difficultés, provenant notamment de quelques réclamations donnant lieu à contestation, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires n'ayant aucun droit pour terminer ou résoudre ces difficultés, les tribunaux du Pays devront en connaître selon qu'il leur appartient d'y pourvoir ou de les juger.

Lesdits Agents Consulaires agiront alors comme représentants de la succession testamentaire ou *ab intestat*, c'est-à-dire que, conservant l'administration et le droit de liquider définitivement ladite succession, comme aussi celui d'effectuer les ventes d'effets dans les formes précédemment indiquées, ils veilleront aux intérêts des héritiers et auront la faculté de désigner des avocats chargés de soutenir leurs droits devant les tribunaux. Il est bien entendu qu'ils remettront à ces tribunaux tous les papiers et documents propres à éclairer la question soumise à leur jugement.

Le jugement prononcé, les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires devront l'exécuter, s'ils ne forment pas appel, et ils continueront alors de plein droit la liquidation qui aurait été suspendue jusqu'à la conclusion du litige;

7° Organiser, s'il y a lieu, la tutelle ou curatelle, conformément aux lois des Pays respectifs.

Art. 10. Lorsqu'un Français en Italie ou un Italien en France sera décédé sur un point où il ne se trouverait pas d'agent consulaire de sa nation, l'autorité territoriale compétente procédera, conformément à la législation du Pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des

biens qu'il aura laissés, et sera tenu de rendre compte, dans le plus bref délai possible, du résultat de ces opérations à l'Ambassade ou à la Légation qui doit en connaître, ou au Consulat ou Vice-Consulat le plus voisin du lieu où se sera ouverte la succession *ab intestat* ou testamentaire.

Mais, dès l'instant que l'Agent Consulaire le plus rapproché du point où se serait ouverte la-lite succession *ab intestat* ou testamentaire se présenteraît personnellement ou enverrait un délégué sur les lieux, l'autorité locale qui serait intervenue devra se conformer à ce que prescrit l'Article précédent.

Art. 11. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires des deux États connaîtront exclusivement des actes d'inventaires et des autres opérations pratiquées pour la conservation des biens et objets de toute nature laissés par les gens de mer et les passagers de leur nation qui décideraient à terre ou à bord des navires de leur Pays, soit pendant la traversée, soit dans le port de leur arrivée.

Art. 12. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur nation, après qu'ils auront été admis en libre pratique; interroger le capitaine et l'équipage; examiner les papiers de bord; recevoir les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée; dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires; enfin les accompagner devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration du Pays, pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auraient à former.

Il est convenu que les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et les officiers et agents de la douane ne pourront, en aucun cas, opérer ni visites ni recherches à bord des navires, sans être accompagnés par le Consul ou Vice-Consul de la nation à laquelle ces navires appartiennent. Ils devront également prévenir en temps opportun lesdits agents consulaires, pour qu'ils assistent aux déclarations que les capitaines et les équipages auront à faire devant les tribunaux et dans les administrations locales, afin d'éviter ainsi toute erreur ou fausse interprétation qui pourrait nuire à l'exacte administration de la justice.

La citation qui sera adressée à cet effet aux Consuls et Vice-Consuls indiquera une heure précise; et, si les Consuls et Vice-Consuls négligeaient de s'y rendre en personne ou de s'y faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence.

Art. 13. En tout ce qui concerne la population des ports, le chargement et le déchargement des navires et la sûreté des marchandises, biens et effets, on observera les lois, ordonnances et règlements du Pays.

Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation ; ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui seraient survenues entre le capitaine, les officiers du navire et les matelots, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seraient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public, à terre ou dans le port, ou quand une personne du Pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter tout appui aux Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires, si elles en sont requises par eux, pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, chaque fois que pour un motif quelconque lesdits Agents le jugeront convenable.

Art. 14. Les Consuls Généraux, Consuls et Vice-Consuls ou Agents Consulaires pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation, qui auraient déserté.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes, et justifier, au moyen de la présentation des registres du bâtiment ou du rôle de l'équipage, ou, si le navire était parti, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera, en outre, auxdits Agents Consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs, qui seront conduits dans les prisons du Pays et y seront détenus à la demande et aux frais du Consul ou Vice-Consul, jusqu'à ce que celui-ci trouve une occasion de les faire partir.

Cet emprisonnement ne pourra durer plus de trois mois, après lesquels, et moyennant un avis donné au Consul trois jours à l'avance, la liberté sera rendue au prisonnier, qui ne pourra être incarcéré de nouveau pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à l'extradition jusqu'à ce que le tribunal eût rendu sa sentence, et que celle-ci eût reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les marins ou autres individus de l'équipage, sujets du Pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 15. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, les avaries que les navires des deux Pays auront souffertes en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires de leur nation, à moins que des sujets du Pays dans lequel résideront lesdits Agents, ou ceux d'une tierce Puissance, ne soient intéressés dans ces avaries ; dans ce cas, et à défaut de compromis amiable entre toutes les parties intéressées, elles devraient être réglées par l'autorité locale.

Art. 16. Lorsqu'un navire appartenant au Gouvernement ou à des sujets de l'une des Hautes Parties contractantes fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre, les autorités locales devront porter le fait à la connaissance du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire de la circonscription, et, à son défaut, à celle du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire le plus voisin du lieu de l'accident.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'Italie seront dirigées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires de France ; réciproquement, toutes les opérations relatives au sauvetage des navires italiens qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de la France seront dirigées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires de l'Italie.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu, dans les deux Pays, que pour assister les Agents Consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires ou de la personne qu'ils délégueront à cet effet, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, hors ceux que nécessiteront les opérations du sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent Article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au payement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 17. Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, ainsi que les Chanceliers, Secrétaire, Élèves ou Attachés Consulaires, jouiront dans les deux Pays de toutes les exemptions, prérogatives, immunités et priviléges qui seront accordés ou seraient accordés aux Agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Art. 18. La présente Convention sera en vigueur pendant douze années, à dater du jour de l'échange des Ratifications. Si aucune des Hautes Parties contractantes n'avait notifié à l'autre, une année avant l'expiration de ce terme, l'intention d'en faire cesser les effets, elle continuerait à rester en vigueur pendant une année encore, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 19. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires dans les deux États immédiatement après l'échange des Ratifications.

Art. 20. La présente Convention sera ratifiée, et les Ratifications seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le 26 juillet de l'an de grâce mil huit cent soixante-deux.

(L. S.) *Signé : THOUVENEL.* (L. S.) *Signé : NIGRA.*

DEUXIÈME PARTIE.

DOCUMENTS

RELATIFS A LA NÉGOCIATION DES TRAITÉS DE LA FRANCE
AVEC LA PRUSSE ET LE ZOLLVEREIN.

SUITE¹.

Note adressée par M. le comte de Bernstorff au baron de Werther, ministre de Prusse à Vienne, le 20 juillet 1862, en réponse aux dernières propositions de l'Autriche², concernant le Zollverein, du 10 juillet.

Berlin, 20 juillet 1862.

Monsieur le baron,

Le comte Karolyi m'a communiqué la dépêche du 10 de ce mois dont la copie est ci-jointe, ainsi que les pièces qui y sont mentionnées. La teneur de ces documents a été l'objet d'un examen approfondi de la part du Gouvernement du Roi. J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence par la présente le résultat de cet examen.

D'après ces pièces, l'Autriche propose de conclure avec le Zollverein un Traité d'après lequel, à partir du 1^{er} janvier 1865, la législation du Zollverein, en ce qui touche les droits perçus sur le commerce étranger seraient appliqués également dans les deux territoires douaniers, en tant qu'on ne se serait pas entendu pour modifier cette législation ; l'exportation et l'importation des produits et des objets fabriqués d'un des territoires dans l'autre auraient lieu réciproquement en franchise,

1. Voir *Archives*, 1862, tome IV, pages 300 à 373, 423 à 514.

2. Voir *Archives*, 1862, tome IV, page 509.

à l'exception des marchandises faisant l'objet d'un monopole de l'État ou soumis à des droits de consommation intérieure, et le produit des droits d'entrée sur certaines marchandises serait partagé suivant une proportion désignée.

Après l'acceptation de ces propositions par le Zollverein et la fixation des principaux articles du tarif commun futur, aurait lieu un arrangement provisoire sur les modifications qu'il serait nécessaire d'apporter dans le Traité de commerce parafé entre nous et la France, le 29 mars dernier, et des négociations seraient entamées collectivement par nous et l'Autriche sur un Traité de Commerce et de Douanes avec la France, et, le cas échéant, avec l'Angleterre. Ces négociations ne tendraient pas à la détermination d'un tarif détaillé, mais de principes plus ou moins généraux, par exemple en cherchant à obtenir que les droits existants ne fussent pas élevés au-dessus de tant pour cent de la valeur des marchandises.

Dans la dépêche par laquelle le comte de Rechberg a communiqué ces propositions au comte Karolyi, il ne dissimule pas les hésitations que le Gouvernement Impérial a dû surmonter avant de nous en faire part. Il fait voir que les arrangements que nous avons pris avec la France auraient à peine permis une telle communication, si notre seule position de puissance européenne eût dû être prise en considération. Mais il aperçoit, dans la circonstance, que les propositions de l'Autriche sont adressées au Zollverein et à nous comme membre seulement du Zollverein, et qu'elles entraînent une modification complète de la situation, une différence par suite de laquelle nos objections, résultant de nos rapports avec la France, peuvent être levées.

Nous n'avons pu réussir à nous rendre compte clairement de cette différence, ou, si elle existe, à reconnaître qu'elle soit essentielle. M. le Ministre des Affaires Étrangères autrichien sait que nous n'avons pas négocié le Traité de Commerce avec la France en notre nom, ni comme Puissance européenne, mais comme chargé de pouvoirs des Gouvernements du Zollverein et comme membre du Zollverein, c'est-à-dire dans la même qualité précisément dans laquelle nous recevons aujourd'hui les propositions de l'Autriche. Mais, quoi qu'il en soit, nous ne pouvons, vis-à-vis des obligations que nous avons contractées, soit comme Puissance européenne, soit comme membre du Zollverein, par voie de conventions ou par des actes unilatéraux, que nous en tenir à un seul point de vue dominant : la fidélité à la parole donnée.

D'après la teneur du Protocole du 29 mars qui a été communiqué dans le temps au comte de Rechberg, il existe entre la France et nous un contrat, bien que ce contrat soit subordonné à une condition sus-

pensive. Nous avons invité les Gouvernements unis à nous en matière douanière, au su et à la volonté desquels nous avons préparé ce contrat, à le rendre parfait par leur assentiment. Plusieurs de ces Gouvernements ont donné cet assentiment, quelques-uns avec l'approbation de leurs assemblées parlementaires, demandée avant ou après. Nous-mêmes nous avons soumis les Traités à notre Parlement et attendons dans peu de jours qu'une des Chambres se prononce. J'aime à croire que si M. le Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche s'était rappelé ces faits dans leur ensemble, il aurait hésité à nous faire une proposition qui conclut à ce que nous nous soustrayions unilatéralement à des obligations que nous avons contractées avec la France par le Protocole du 29 mars envers les Gouvernements du Zollverein par l'invitation, par eux acceptée, d'adhérer au Traité, et envers notre propre pays par la proposition d'approbation des Traités présentés aux Chambres. Mais même si nous n'étions pas tenus par ces obligations de l'Autriche, nous ne pourrions accepter les propositions qui nous sont faites. Je me borne ici à relever la principale des difficultés qui s'y opposent, et je puis en cela prendre pour point de départ une de mes dernières communications à Vienne. Les points de vue qui nous ont dirigés dans la négociation de nos Traités avec la France ont été exposés dans la dépêche adressée à Votre Excellence le 7 avril dernier¹. Quelque valeur que, dans l'intérêt de notre industrie et de notre commerce, nous puissions attacher à fournir pour notre compte, par un marché grand et riche, confinant au Zollverein, nous n'aurions néanmoins pu consentir à la transformation du tarif du Zollverein qu'impose notre traité avec la France, si cette transformation, indépendamment de tous les équivalents provenant des traités n'eût pas été une nécessité commandée par l'intérêt même du Zollverein. Il ne s'agissait pas seulement pour nous d'un acte de politique commerciale extérieure.

Dans notre conviction, le tarif actuel du Zollverein s'est survécu à lui-même. C'est ce même tarif que d'après sa proposition l'Autriche veut prendre pour base jusqu'à la fin de l'année 1877 des rapports des douanes entre elle et le Zelleverein. Les propositions réservent, il est vrai, une révision de ce tarif, mais si on ne parvient pas à s'entendre lors de cette révision sur les modifications à introduire, on devra s'en tenir aux dispositions actuelles, et, conformément aux principes admis dans le Zollverein, il faudra, pour opérer une modification pareille, l'accord unanime de tous les Gouvernements du Zollverein et de l'Autriche. Or, un pareil arrangement, je le dis ouvertement, nous ne pourrions le consentir, même s'il n'y avait jamais eu de négocia-

1. Voir *Archives*, tome IV, page 490.

tions entre nous et la France, car nous ne voudrions en aucun cas nous lier au tarif actuel du Zollverein au delà de la période qui expire le 31 décembre 1865. Nous devons attacher d'autant plus de prix à la liberté de nos déterminations sur cette partie importante de notre législation commerciale, que nous pouvons craindre de ne pas nous trouver d'accord avec l'Autriche sur les buts de la révision en question des tarifs. Les objections que le Gouvernement Impérial a fait valoir anciennement et dans les derniers temps contre le tarif du Zollverein, et dont il réserve, d'après le motivé de ses propositions, la solution au moment de cette révision, étaient dirigées surtout contre le taux trop bas des droits pour certaines marchandises et tendaient par conséquent à l'élévation de ces droits.

Dans le mémoire joint à la dépêche du 7 mai dernier du comte de Rechberg au comte de Chotek, on dit positivement que la majorité des droits stipulés dans le Traité avec la France est de telle nature que l'Autriche ne saurait, sans laisser périr beaucoup de branches de son industrie, s'y prêter même dans les limites exigées pour le maintien des droits différentiels actuels. Dans les arrangements particuliers enfin qui sont joints aux propositions autrichiennes, non-seulement on suppose que des modifications du Traité avec la France sont nécessaires en général, mais on précise le point de vue des négociations qui auraient lieu plus tard avec la France, en disant qu'il ne s'agira pas de s'entendre sur les détails des droits, mais sur des principes plus ou moins généraux, tels que la non-élévation des droits existants au delà d'une certaine mesure. Je ne saurais avoir l'intention de discuter la question de savoir si un tarif, tel que celui qui est joint à notre Traité avec la France, répondrait aux intérêts économiques de l'Autriche. Je puis me borner à constater que des pièces qui nous ont été communiquées résulte la négation de cette question. Nous pouvons déplorer sincèrement la différence de notre manière de voir d'avec celle de l'Autriche, qui résulte de cette négation, mais nous ne pouvons abandonner, quand il s'agit des premiers intérêts économiques du Pays, le point de vue que nous considérons comme le véritable.

Je prie Votre Excellence de communiquer immédiatement cette dépêche au comte de Rechberg et de lui en laisser copie.

Recevez, etc.

Signé : Comte BERNSTORFF.

Note adressée par M. le comte de Rechberg à M. le comte de Karolyi, ministre d'Autriche à Berlin, le 26 juillet 1862, en réponse à la Note prussienne du 20 juillet 1862¹, relative à l'entrée de l'Autriche au Zollverein.

Monsieur le comte,

Vienne, 26 juillet 1862.

Le baron de Werther m'a communiqué la réponse de son Gouvernement à notre proposition d'ouvrir des négociations en vue d'un Traité préliminaire qui pût préparer l'union douanière de l'Autriche et du Zollverein. J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence copie de cette réponse.

Le comte Bernstorff a déjà fait entrevoir à Votre Excellence qu'on ne nous accorderait pas la satisfaction de voir la Prusse prêter une main prévenante à la mesure hautement importante que nous avons proposée. Maintenant nous avons sous les yeux les motifs que le Gouvernement Prussien oppose à notre offre, et si nous ne croyons pouvoir leur attribuer un caractère péremptoire, il ne nous sera pas défendu de tenir toujours invariablement à l'espoir de la réalisation d'une acquisition désirable à un si haut degré que le serait l'union douanière de toute l'Allemagne. Examinons les objections de la Prusse; elles sont de deux espèces.

En première ligne, le Gouvernement prussien se fonde sur ce qu'il ne se croit pas le droit de revenir unilatéralement sur sa parole donnée à la France.

La validité de cette objection, nous ne pouvons, de notre point de vue, la reconnaître par plus d'une raison. Il est vrai, la Prusse a négocié avec la France, elle a parafé le Protocole du 29 mars, nos propositions, dit-elle, ne sauraient l'affranchir de l'engagement qu'elle a contracté par ses actes. Mais nous répondrons que cet engagement ne peut préjudicier en droit aux obligations plus anciennes que nous invoquons. Toutefois écartons momentanément ce côté de la question.

Considérons l'état de l'affaire selon les déclarations de la Prusse elle-même. Nous ne croyons pas que notre cause y puisse perdre. Le comte Bernstorff lui-même a constaté que cette parole donnée au Gouvernement Français était subordonnée à une condition suspensive. Ce n'est pas individuellement et en sa qualité de puissance européenne que la Prusse a négocié avec la France; c'est au nom et comme mandataire du Zollverein allemand. C'est pour cela précisément que le Gouvernement Prussien, et nous lui en sommes très-reconnaissants

1. Voir plus haut, même volume, page 97.

avec toute l'Allemagne, ne s'est obligé aux Traités parafés à Berlin que sous la condition de l'assentiment de ses mandants.

Or, cette condition s'accomplira-t-elle ? Sans doute, plusieurs Gouvernements du Zollverein, parmi eux la Saxe, ont donné déjà leur approbation éventuelle aux Conventions du 29 mars. Dans les Chambres saxonnes, toutes les objections qui s'élèverent contre ont été refoulées. La représentation nationale de Prusse, instamment sollicitée à cet effet par le Gouvernement, vient de suivre cet exemple.

Mais il est notoire, d'un autre côté, que, dans la majeure partie du territoire non prussien du Zollverein, il existe, dans les Gouvernements comme dans les populations, une répugnance positive contre ces Conventions, répugnance qui, en laissant de côté les motifs politiques, a son fondement dans les inquiétudes légitimes qu'inspire le développement industriel de l'Allemagne.

Mais, si le Traité avec la France n'est pas accepté par le Zollverein en totalité, alors non-seulement le Gouvernement Saxon aura recouvré, d'après ses propres déclarations, la liberté complète de ses décisions ; mais pour la Prusse elle-même, les arrangements de Berlin auront cessé d'être obligatoires vis-à-vis de la France, par cela qu'ils n'auront pas été approuvés par le Zollverein tout entier. Mais c'est précisément ce cas que suppose notre proposition, et le cabinet de Berlin ne saurait se dissimuler que chaque jour peut amener une circonstance dans laquelle notre situation sera réalisée et l'objection, que la Prusse n'aurait plus la liberté de négocier avec nous, annulée par le développement des événements.

Nous allons plus loin encore. Sans aucun doute, le Gouvernement Français se rend compte parfaitement des circonstances indiquées. Il ne lui a certainement pas échappé que la Convention qu'il a conclue avec la Prusse a provoqué les objections les plus sérieuses de la part d'autres Gouvernements allemands. Il n'a pu ignorer non plus la circonstance que précisément le défaut d'avoir eu égard aux relations qui existent en vertu des Traités entre l'Autriche et le Zollverein, forme une des plus graves de ces objections.

Les propositions que nous avons faites nous-mêmes au Zollverein l'auront convaincu enfin que, nos propres intérêts et nos droits conventionnels sauvegardés, nous sommes parfaitement disposés à régler de concert avec la Prusse et les autres Gouvernements allemands les relations commerciales entre la France, d'une part, le Zollverein et l'Autriche, de l'autre, sur des bases libérales.

La France ne se dira-t-elle pas, dans ces circonstances, que, si elle insiste sur le maintien des stipulations du 29 mars, elle ne s'ouvrira pas le Zollverein ; que si, au contraire, elle consent aux négociations entre cette union douanière et l'Autriche, elle pourra y gagner des

relations commerciales plus avantageuses avec ces deux grands corps ? Et la Prusse, même tant qu'elle se croira liée vis-à-vis de la France, rencontrera-t-elle à Paris des difficultés insurmontables, si en face de cette situation elle y exprime le désir d'entrer d'abord en négociation avec l'Autriche sur les propositions de cette puissance ?

Nous croyons avoir éclairé suffisamment ainsi le premier point. Nous passons maintenant à la seconde objection de la Prusse à notre proposition. Le comte Bernstorff déclare que les concessions faites par la Prusse à la France sont fondées sur un besoin inévitable de réforme intérieure, que le tarif actuel du Zollverein s'est survécu et qu'en aucun cas la Prusse ne consentira à y rester liée au delà de la période du Zollverein qui expire au 31 décembre 1865. Mais c'est ce tarif précisément, que l'Autriche dit-il, veut accepter comme base du nouveau Traité.

Sans doute, elle consent à une révision de ce tarif, mais le succès de cette révision dépendra de l'assentiment de chaque membre de l'union, et par conséquent de l'Autriche ; et sur les buts de cette révision, la Prusse ne se trouve pas d'accord avec l'Autriche, cette dernière ayant déclaré que, dans l'intérêt de son industrie, elle ne saurait accepter la grande majorité des droits de douane stipulés dans le Traité franco-prussien. Il faut donc que la Prusse se réserve la liberté de ses résolutions ; elle ne pourrait accepter notre proposition, même si les négociations n'avaient eu lieu entre elle et la France.

En présence de ces affirmations il nous sera permis de demander si la Prusse, au cas où elle voudrait maintenir ces propositions dans toute leur rigueur, ne rendrait pas impossible la continuation du Zollverein aussi bien que l'union douanière avec l'Autriche. Que la révision que nous proposons doive étendre les relations commerciales, qu'elle ne puisse se renfermer chichement dans des bornes trop étroites, c'est ce que garantit toute notre manière de procéder ; nous croyons que nos concessions atteindront la même limite que beaucoup des membres actuels du Zollverein ne tiendront pas plus que nous à dépasser. Notre accession, nous pouvons le dire en toute raison, n'arrêtera pas la réforme de la politique commerciale du Zollverein, mais la favorisera.

Sans doute, si le Gouvernement Prussien est d'avis qu'il n'a pas plus à tenir compte des vœux et des besoins des membres du Zollverein actuel que des nôtres, dans ce cas, sans doute, il ne sera que conséquent avec lui-même si, à partir du 1^{er} janvier 1866, il se retire dans cette liberté de ses décisions, à laquelle il a dû renoncer dans le Zollverein, et serait forcé de renoncer à toute union future de même espèce. Mais alors il aura choisi en même temps entre son autonomie et la continuation du Zollverein, car l'une nous paraît exclure l'autre.

Mais qu'il nous soit permis, à nous, de ne pas croire aussi longtemps que ce sera possible à cette conséquence extrême.

Comment le tarif convenu, non sans hésitation, entre la France et la Prusse, pourrait-il être devenu si vite pour cette dernière une chose à laquelle on ne peut toucher? Comment pourrait-il être de l'intérêt réel de la Prusse de subordonner l'existence du Zollverein à l'acceptation ou à la non-acceptation de ce même tarif?

Comment enfin l'industrie prussienne, en admettant même qu'elle n'ait plus besoin de protection dans la concurrence avec son puissant voisin de l'Est, ne trouverait-elle pas dans l'ouverture complète du marché autrichien un dédommagement plus que suffisant pour les préjudices qui pourraient peut-être résulter pour elle, si l'on apportait à ce tarif les modifications que l'Autriche et les États de l'Allemagne méridionale doivent désirer?

Nous croyons, en ce qui concerne cette dernière partie de la question, devoir relever une différence remarquable entre les arguments du comte de Bernstorff et les nôtres. Le ministre prussien admet comme une chose prouvée que l'acceptation du tarif franco-prussien serait préjudiciable aux intérêts de l'Autriche et tire précisément de ce fait une raison pour décliner d'avance toute négociation avec nous, dans laquelle la Prusse ne pourrait pas maintenir cette base préjudiciable pour nous.

Nous, de notre côté, animés de plus de bienveillance pour la puissance confédérée, nous désirons que cette négociation ait lieu, car nos propositions reposent sur la base du développement naturel et de la protection commune de tous les intérêts industriels et commerciaux de toute l'Allemagne, et jusqu'ici du moins le Cabinet de Berlin n'a pu nous convaincre que les éventualités que le Traité conclu avec la France ouvre à l'État et au peuple prussien, répondent mieux que nos propositions au véritable bien et à la prospérité réelle de la Prusse.

Nous pourrions terminer là notre réponse aux déclarations du gouvernement prussien du 20 de ce mois, mais il nous reste encore à produire un autre motif décisif en faveur de notre demande que des négociations soient entamées sur notre projet de traité. Appuyés sur l'Article 25 du Traité de Commerce et de Navigation du 19 février 1853¹, nous croyons pouvoir prétendre à l'ouverture des négociations sur notre offre, non-seulement par des raisons de convenance, mais aussi comme un droit qui nous compète.

D'après cet Article, des commissaires des États contractants devaient se réunir en 1860 pour délibérer sur une Union Douanière entre toutes les parties, et, au cas où une Union de ce genre ne pourrait se

1. Voir *Archives*, 1862, tome IV, page 259.

réaliser, sur de nouvelles facilités à introduire dans les relations et sur l'égalisation aussi complète que possible des tarifs de l'une et de l'autre partie. Ces Conférences ont été remises jusqu'ici, mais l'obligation de s'y prêter subsiste toujours.

L'Autriche vient maintenant de présenter comme base de l'exécution de cet Article du Traité un programme déterminé et détaillé d'Union douanière; le Gouvernement Impérial ne croit pas que le Zollverein, la Prusse en tête, puisse et doive lui refuser le droit d'entrer en délibération sur sa proposition.

Votre Excellence voudra bien porter les observations qui précèdent à la connaissance du comte Bernstorff et les recommander à son plus sérieux examen, et laisser aussi dans ce but à M. le Ministre une copie de la présente dépêche.

Recevez, etc.

Signé : COMTE DE RECHBERG.

**Protocole particulier signé entre la France et la Prusse,
le 2 août 1862¹.**

Dans le cours des négociations relatives aux Traités signés à la date de ce jour, les Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur des Français ont déclaré que la limitation de la durée de ces Traités à une période de quelques années seulement ne pouvait se concilier avec l'importance et la portée des stipulations qui ont fait l'objet des négociations.

Ils ont tout particulièrement insisté sur ces considérations, et, en invoquant les précédents consacrés par les Traités que la France a conclus avec la Grande-Bretagne² et la Belgique³, ils ont maintenu leurs demandes antérieures par la fixation d'une période plus longue comme compensation et équivalent de leur adhésion à la combinaison transactionnelle en vertu de laquelle le Zollverein n'accorderait pas de dégrèvement ultérieur pour une série d'articles importants qu'à partir soit du 1^{er} janvier 1865, soit du 1^{er} janvier 1866, c'est-à-dire une année avant l'expiration ou à l'expiration même du Zollverein. Dans cet état de choses, les Plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur des Français ont déclaré que leur Gouvernement ne les autorisait à apposer leur signature au bas des Traités négociés par eux et conclus à la date de ce jour, qu'autant que Sa Majesté le roi de Prusse se considérerait

1. Ce protocole a été communiqué aux divers membres du Zollverein à titre d'annexe spéciale aux quatre Traités dont nous avons donné le texte, pages 306 et suivantes des *Archives*, tome IV, 1862.

2. Voir *Archives*, 1861, tome III, page 5.

3. Voir *Archives*, 1861, tome III, page 161.

en tout état de cause comme lié pour tous ses États, à l'exception de ceux de Hohenzollern et du territoire de Jahde, par le Traité de Commerce, ainsi que par le Traité de Navigation et par la Convention Littéraire susmentionnés, même au delà de la durée des Traités constitutifs du Zollverein, et ce dans la mesure énoncée dans le premier alinéa de l'article 32 du Traité de Commerce.

Les Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Prusse, après y avoir été expressément autorisés, ont accepté cette réserve.

Le présent Protocole, signé par les Plénipotentiaires respectifs après lecture, sera soumis à la haute approbation des Souverains respectifs, en même temps que les Traités et Conventions susénoncés, et en cas de ratification de ceux-ci, le présent Protocole sera, sans autre ratification expresse, considéré comme approuvé et ratifié.

Fait à Berlin le 2 août 1862.

(L. S.) Signé : BERNSTORFF.

(L. S.) Signé : POMMER-ESCHE.

(L. S.) Signé : PHILIPSBORN.

(L. S.) Signé : DELBRUCK.

(L. S.) Signé : PRINCE DE LA TOUR D'AUVERGNE.

(L. S.) Signé : DE CLERCQ.

Circulaire de M. le comte de Bernstorff aux Agents Diplomatiques de la Prusse accrédités auprès des États du Zollverein, en date du 5 août 1862.

Berlin, le 5 août 1862.

Monsieur,

Pour faire suite à mes Circulaires, en date du 25 du mois dernier et du 1^{er} du présent mois, relatives aux traités avec la France, j'ai l'honneur de vous informer qu'après avoir obtenu l'assentiment des deux Chambres de notre Diète, nous n'avons pas cru devoir différer plus longtemps la signature des Traités et Conventions parafés le 29 mars de cette année. Cette signature a eu lieu le 2 de ce mois, et il en a été dressé le procès-verbal, dont la copie certifiée se trouve annexée¹.

Je crois à peine nécessaire de faire observer ici de nouveau que nous avons ouvert les négociations avec la France du consentement de tous les États du Zollverein ; que, pendant la longue durée de la négociation, nous avons à plusieurs reprises instruit les membres de l'Association de la situation des choses, et que quatre mois se sont passés depuis la conclusion des négociations. De même, je ne crus pas devoir

1. Voir *Archives*, 1862, tome IV, page 368.

revenir sur les propositions que le Gouvernement Impérial Autrichien nous a adressées ainsi qu'aux autres membres de l'Association. Après les communications que nous avons faites à cet égard, il ne saurait y avoir de doute, d'aucun côté, que ces propositions n'ont pu nous décider à quitter une voie dans laquelle nous nous sommes engagés avec une pleine conviction, et dont nous avons garanti le maintien par la signature en question.

Au moment de la signature, des rectifications, des éclaircissements et des modifications sont venus compléter les documents parafés le 29 mars dernier, à savoir :

1^o Au tarif B du Traité de Commerce, l'article *Bois de teinture moulus* est répété deux fois : d'abord sous la rubrique : *Bois et articles en bois*; ensuite sous la rubrique : *Marchandises diverses* (pages 16 et 40 de la copie annexée à ma circulaire du 3 avril dernier). Cette erreur de rédaction a été rectifiée par la suppression des mots : *Farbeholz auch gemahlenes, « et bois de teinture, même moulu,* • l'endroit cité en dernier lieu.

2^o Les houilles n'entrant pas librement à la frontière badoise en amont de Kehl, et étant soumises au tarif réduit de 1 kreutzer par quintal, la rédaction de la convention au protocole final I E, n° 4, a été modifiée de la façon suivante :

« IV. Que le droit fixé pour les houilles, cokes et briquettes d'origine française ne déroge pas au droit réduit aujourd'hui existant sur la frontière badoise.

3^o La France avait fait observer que les dispositions de l'article 13 de la Convention littéraire, suivant lesquelles les planches de cuivre et d'acier gravées, destinées aux impressions sur papier, les papiers de tenture exceptés, doivent entrer librement dans les deux Pays, ne concordent pas avec le paragraphe du tarif A, suivant lequel les planches gravées, destinées aux impressions, doivent être soumises en France à un droit d'entrée de 10 fr. par 100 kilog., et, à partir de 1864, de 8 fr. par 100 kilog. (page 8 de la copie annexée à ma circulaire du 3 avril dernier). L'examen de cette question a fait reconnaître qu'il était utile de ne point priver du bénéfice de l'admission en franchise les planches destinées à l'impression des papiers de tenture; en conséquence : (a) à l'article 13 de la Convention littéraire les mots : « *ausgenommen papiertapeten,* » et « *autres que pour papier de tenture* » ont été supprimés.

(b) Au tarif A, les mots : « *et planches gravées pour impressions sur papier,* » ont été supprimés.

4^o Le Gouvernement Saxon avait à l'égard des articles 8, 11, 25 et 31 du Traité de Commerce, désiré que notre interprétation de ces articles, telle qu'elle découle de l'ensemble des négociations et de la nature même des choses, fût consacrée d'une façon expresse. Le Pro-

tocole ci-joint constate l'entente sur cette interprétation, et, par suite, le désir de la Saxe se trouve accompli.

5° Par les motifs exposés dans ma circulaire du 3 avril, il n'avait pas été, au tarif B, page 3 de la copie ci-annexée, fixé de droits pour les verres à glaces polis dépassant 288 pouces carrés. Cette lacune empêchait la signature du tarif : elle a donc été comblée par l'adoption de la tarification en raison de la superficie mentionnée dans ladite circulaire. Toutefois, au Protocole ci-annexé, la conversion éventuelle de ce tarif en un droit au poids a été réservée pour le cas où les Gouvernements intéressés du Zollverein le désireraient.

6° La France a déclaré qu'elle n'avait pas l'intention de borner aux cornes en plaques non polies et à la moutarde en paquets la diminution du tarif consacré pour les cornes coupées en plaques et à la moutarde tarif A, pages 33 et 35 de la copie. Nous avons reçu cette déclaration avec satisfaction.

En conséquence :

- (a) A l'article *Cornes de bétail*, les mots *non polies* ont été supprimés.
- (b) La dénomination de *moutarde en paquets* a été changée en celle de *moutarde*.

De la sorte, les deux rubriques sont identiques à celles du tarif franco-belge.

En ce qui concerne les trois articles à l'égard desquels, suivant ma circulaire, une entente définitive demeurait réservée, à savoir :

Bière en fûts et en bouteilles, or et argent battus en feuilles, tissus de coton légers, transparents, blanchis, l'accord reste encore en suspens.

Pour ce qui concerne l'article *bière*, tous les Gouvernements de l'Association qui ont déclaré adhérer aux Traités sont prêts à accepter ce qui sera décidé par les autres Gouvernements de l'Association.

Quant aux deux autres articles, les Gouvernements de l'Union de Thuringe et d'Oldenbourg ont déclaré se rallier par avance aux déterminations qui seront prises par les autres Gouvernements de l'Union.

La Saxe, sans méconnaître les inconvénients de nouvelles subdivisions de tarif, a bien, à l'égard de ces deux derniers Articles, exprimé son adhésion en proposant comme compensation du dégrèvement sollicité par la Bavière et que la France a laissé entrevoir, c'est-à-dire, pour l'or battu en feuilles, 25 francs, et pour l'argent, 20 francs ; le classement des tissus de coton transparents simplement blanchis et rangés aujourd'hui dans la catégorie la plus élevée des tissus de coton sous une nouvelle rubrique spéciale, taxée à 30 thalers par quintal.

Toutefois elle a admis que la France, de son côté, renoncerait pour cette rubrique au second dégrèvement de 30 thalers à 26 thalers 2/3, à partir de l'année 1866, et qu'à cette dernière date il ne subsisterait que

les trois classes primitivement convenues, pour être taxées à 10, 16 et 30 thalers.

Nous avons communiqué cette proposition aux Plénipotentiaires de France, qui nous ont déclaré que le Gouvernement Français était disposé, dans l'intérêt d'une entente finale, à accepter la combinaison suggérée par la Saxe, c'est-à-dire à réduire le tarif sur l'or et l'argent battus en feuilles à 25 francs et à 20 francs respectivement, à condition toutefois que le tarif de 30 thalers sur les tissus de coton transparents simplement blanchis, convenu pour le 1^{er} janvier 1866, entrerait en vigueur dès la mise à exécution du Traité.

Il s'agit donc désormais de l'arrangement que je viens de spécifier, et non plus de celui mentionné dans ma circulaire du 3 avril.

Enfin, je signalerai un objet qui se rapporte indirectement aux Traités avec la France : le droit de transition de passage pour les vins expédiés d'une région à l'autre du Zollverein.

Conformément à ma circulaire du 3 avril, nous nous étions, en prévision de l'adhésion des autres États intéressés de l'Union, déclarés prêts à abaisser ce droit à 12 1/2 sg. par quintal de douane à partir du jour de la mise en vigueur du Traité de Commerce. La Saxe, les États de l'Union ou de Thuringe et l'Oldenbourg nous ont notifié leur adhésion. Sur ces entrefaites, notre attention a été de nouveau, à divers points de vue, appelée sur cet objet. Des rapports concordant entre eux, qui nous sont parvenus des États méridionaux de l'Union, ne nous laissent plus douter que dans ces contrées on attache un très-grand prix à la suppression complète des droits de transit sur les vins, et que l'on entreverrait dans l'établissement de la liberté absolue du commerce des vins une compensation pour les préjudices que l'on s'attend, bien à tort suivant nous, de voir résulter des Traités avec la France.

Dans nos districts vinicoles, on pense que si la réduction que nous avons offerte des droits de transit n'est pas accompagnée d'une réduction analogue de l'impôt intérieur sur le vin, la production de nos vins sera placée dans une condition désavantageuse en face de celle des États méridionaux de l'Union. On est donc d'accord pour désirer la suppression complète de l'impôt sur le vin. En Saxe, les Chambres ont autorisé le Gouvernement à procéder à l'abolition intégrale des droits de transit et des impôts intérieurs sur le vin. Nous-mêmes, bien que des considérations assez puissantes s'élèvent contre l'abandon du système existant, nous ne pouvons méconnaître les avantages que réaliseraient la liberté du commerce dans l'intérieur de l'Union, par suite de la suppression des droits de transit sur le vin.

En conséquence, et si par ce moyen il était possible d'arriver à une entente générale en ce qui concerne les Traités, nous serons disposés à

proposer la suppression complète des droits de transit et de l'impôt intérieur sur les vins, dans l'espoir que les Gouvernements de l'Union qui participent avec nous au bénéfice des droits de transit se décideraient à suivre notre exemple. Après les observations que nous venons de faire, nous croyons pouvoir espérer avec confiance que les Gouvernements de l'Union qui ne nous ont pas encore notifié leurs déclarations n'hésiteront pas plus longtemps à nous les faire parvenir. Nous avons la conscience de n'avoir pas agi dans cette affaire dans notre propre intérêt, mais dans l'intérêt de l'Association tout entière. Nous n'avons eu en vue que les vrais principes économiques; aucun autre motif ne nous a guidés. Il s'agit à présent pour le commerce, l'industrie et la marine des États du Zollverein, de déployer sans retard leur activité sur le vaste champ qui leur a été ouvert par les Traités, et de ne pas abandonner à d'autres nations les avantages auxquels l'Union est appelée à participer.

Afin de pouvoir mettre les Traités à exécution dès le 1^r janvier 1863, il est urgent que nous recevions les déclarations et les observations de ceux des membres de l'Union qui ne se sont pas encore prononcés, et cela assez à temps pour que les Ratifications générales nécessaires puissent avoir lieu au mois d'octobre prochain.

Veuillez communiquer, etc.

Signé : BERNSTORFF.

**Dépêche de M. le comte de Bernstorff à M. le baron de Werther,
ministre de Prusse à Vienne, en réponse à la Dépêche autrichienne
du 26 juillet 1862, en date du 6 août 1862.**

Berlin, 6 août 1862.

Monsieur le baron,

Le comte Karolyi m'a communiqué la dépêche du comte de Rechberg en date du 26 juillet, qui vous est connue¹.

Le Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche y démontre que la Prusse, en l'absence de l'adhésion des autres États du Zollverein, n'est pas liée par les arrangements conclus avec la France, qu'ensuite l'entrée de l'Autriche n'entraverait pas, mais favoriserait plutôt la politique commerciale du Zollverein; enfin, — et c'est particulièrement sur ce point qu'il insiste, — qu'en vertu de l'Article 25 de la Convention du 19 février 1853, l'Autriche croit pouvoir revendiquer, non-seulement pour des motifs de convenance, mais aussi comme un

1. Voit plus haut, même volume, pagé 101.

droit qui lui appartient, l'ouverture de négociations au sujet de ses offres.

Je ne puis pas partager la manière de voir de M. le comte de Rechberg. Il n'est pas permis au Gouvernement du Roi de fausser par des interprétations subtiles une parole donnée; il a négocié les Traités avec la France, non-seulement en son propre nom, il est vrai, mais en même temps au nom des autres membres du Zollverein; et il compte toujours que l'adhésion de ses confédérés, qui lui ont donné leur assentiment pour l'ouverture des négociations, ne lui fera pas davantage défaut pour accomplir l'œuvre après avoir triomphé de toutes les difficultés encore existantes.

La dépêche fait remarquer qu'il règne notoirement dans la plus grande partie extraprussienne du Zollverein, chez les Gouvernements comme chez les populations, une répugnance décidée contre les Conventions conclues avec la France; d'après tout ce que j'en sais, je ne puis admettre l'exactitude de cette assertion. Tout au contraire, je me permets de faire observer que bien des objections qui se sont produites au commencement sont maintenant levées et que la conviction de la nécessité réelle de la démarche faite se répand de plus en plus. Je suis persuadé que la discussion et l'adoption des Traités par nos Chambres ne restera pas sans effet. C'est dans cette persuasion que nous avons signé, le 2 août, les Traités et Conventions parafés le 29 mars.

En me reportant ensuite à la teneur de la dépêche susmentionnée, je ne puis que m'en référer aux explications que le Cabinet Impérial connaît par mes communications antérieures. Je ne voudrais pas me répéter; toutefois, je veux rappeler de nouveau que ce sont des motifs tirés des besoins irrécusables et impérieux qui nous ont décidés à ne pas nous lier au tarif actuel au delà du terme expirant le 31 décembre 1865, n'importe que le Traité avec la France ait été conclu ou non.

On ne nous demandera pas si par là nous tendons vers la dissolution du Zollverein; au contraire, nous espérons et espérons toujours que le Zollverein sortira rajeuni et consolidé de cette crise. Nous ne voulons pas sincèrement repousser par parti pris des négociations avec la puissance amie, mais nous ne trouvons pas le moment actuel opportun pour ces négociations, lesquelles, à notre avis, n'aboutiront pas à un résultat satisfaisant, mais entraîneraient au contraire de nouvelles complications. Ce n'est que lorsque les Traités avec la France seront accomplis et mis en pratique par suite de l'adhésion unanime des États du Zollverein, que le moment sera venu, selon nous, de prendre en considération le règlement de nos relations politico-commerciales avec l'Autriche.

J'arrive maintenant à la fin de la dépêche du comte de Rechberg, et

je crois devoir faire précéder ma réponse de quelques observations de fait.

La Convention du 19 février 1853¹ avait prévu des négociations ultérieures, entre l'Autriche et le Zollverein, pour deux périodes : d'abord, pour l'année 1854, sur l'extension des facilités douanières dans l'annexe I de la convention (art. 3); ensuite, pour l'année 1860, sur une union douanière, ou, dans le cas où cette union ne pourrait pas encore s'effectuer, sur de nouvelles facilités plus larges que celles déjà obtenues et sur le rapprochement et la conformité la plus grande possible des tarifs réciproques (art. 25).

Les négociations prévues pour l'année 1854 et dont l'ouverture a été retardée jusqu'en janvier 1858, furent suspendues au mois d'avril de cette année sans avoir abouti à l'entente désirée. Le Gouvernement Impérial, auquel on avait laissé le soin de proposer la reprise de ces négociations, déclara, au mois d'octobre 1859, qu'on pouvait, sans interrompre les tentatives conventionnelles de rapprochement, renoncer à cette reprise, attendu que le terme de 1860 approchait où devaient commencer les négociations plus vastes prévues par l'article 25 de la Convention.

Dans un *promemoria* qui nous a été remis au mois de juillet 1860¹, le Gouvernement Impérial constata que la reprise de ces dernières négociations était à l'ordre du jour, et nous nous empressâmes de déclarer que nous partagions cette manière de voir. Nous devions au Gouvernement Impérial de dire hautement, à cette occasion, que dès notre entrée dans les négociations nous serions obligés de décliner positivement la conclusion de l'Union douanière avec l'Autriche si cette proposition devait se produire.

Il existait donc en 1860 une entente réciproque et complète sur l'ouverture prévue des conférences ; néanmoins le Gouvernement Impérial n'a pas semblé croire qu'elles avaient été annoncées ; en tout cas, il ne les a pas provoquées. Notre déclaration relative à l'éventualité d'une Union douanière n'a pu être un motif déterminant, car dans le mémoire que nous a transmis le comte Chotek au mois de septembre dernier², les Ministres des Finances et du Commerce autrichiens ont reconnu les obstacles presque insurmontables qui s'opposaient en ce moment à la fusion douanière complète de l'Autriche avec le Zollverein.

Je suis loin d'en conclure que l'obligation réciproque résultant de l'article 25 soit éteinte, parce qu'elle n'a pu être appliquée en temps utile ; mais puisque ce terme est expiré sans que l'Autriche

1. Voir *Archives*, 1862, tome IV, page 259.

2. Voir *Archives*, 1862, tome IV, page 360.

3. Voir *Archives*, 1862, tome IV, page 458.

ait réclamé l'accomplissement de ladite obligation, je ne puis lui accorder la faculté de la réclamer à toute autre époque qui lui conviendra et je revendique également pour nous le droit de choisir le temps opportun. Je viens de dire plus haut quand ce temps sera venu.

Votre Excellence voudra bien prier instamment, en mon nom, le Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche de prendre en considération les observations qui précédent.

Je ne renonce pas à l'espoir que cet examen le convaincra qu'une négociation entre le Zollverein et l'Autriche ne peut offrir aucune chance d'un résultat satisfaisant avant le règlement de nos relations conventionnelles avec la France.

Veuillez vous prononcer en ce sens vis-à-vis du comte de Rechberg et lui laisser copie de la présente dépêche.

Recevez, etc.

Signé : Comte de BERNSTORFF.

**Dépêche de M. le comte de Rechberg à M. le comte Chotek,
à Berlin, en réponse à la dépêche prussienne du 6 août.**

Vienne, 21 août 1862.

Monsieur le comte,

Votre Excellence a connaissance de la dépêche du 6 du mois courant¹, par laquelle M. le comte de Bernstorff répond à la communication en date du 26 juillet², que j'ai adressée à M. le comte de Karolyi, relativement à la question douanière. Abstraction faite de toutes les objections que soulève cette réponse, je veux me borner à prendre acte, avec une satisfaction toute particulière, de cette circonstance, que le Gouvernement Royal de Prusse se considère encore comme engagé par l'article 25 du traité du 19 février 1853.

Il en résulte que toute la divergence d'avis actuelle est limitée au choix du moment opportun pour remplir cet engagement. Il n'est jamais entré dans notre pensée de revendiquer exclusivement pour nous le droit de déterminer le choix de ce moment; seulement, nous croyions ce moment venu, quand les manifestations de l'opinion publique, dans toute l'Allemagne, ne permettaient plus de compter sur l'acceptation universelle des Conventions stipulées avec la France.

De son côté, M. le comte de Bernstorff a désapprouvé cette manière de voir, non-seulement en contestant, d'après ses propres expériences, la réalité de l'opposition faite par les populations au Traité en ques-

1. Voir ci-dessus, page 110.

2. Voir ci-dessus, page 101.

tion, mais en continuant à compter sur l'assentiment de tous les Gouvernements du Zollverein. Ainsi, le Cabinet Royal a déclaré que le moment le plus opportun pour entamer des négociations avec l'Autriche, ne serait venu qu'après la conclusion des Conventions avec le Gouvernement Impérial de France.

Depuis le 6 août, la question s'est notablement débrouillée, et comme il est désormais parfaitement certain que le Zollverein repousse le Traité avec la France, on ne saurait plus attendre la réalisation de la condition préalable à laquelle M. le comte de Bernstorff rattachait le commencement des négociations par nous proposées. De même, le motif qu'on alléguait comme obstacle à nos propositions et qu'on faisait dériver de l'état des négociations entamées avec les Gouvernements du Zollverein, est écarté.

Dans ces circonstances, vu les assurances réitérées par le Gouvernement Royal de Prusse, qu'il ne visait nullement à la dissolution du Zollverein, il nous est permis d'espérer que le Cabinet Royal n'aura plus d'objections à examiner notre projet du 10 juillet que nous renouvelons par la présente. En communiquant ce document à M. le comte de Bernstorff, veuillez le prier instamment de bien vouloir nous faire connaître le plus tôt possible la résolution du Gouvernement royal sur cette question éminemment importante.

Signé : Comte de RECHBERG.

NOTE. — Les pièces qui précèdent, ainsi que celles publiées sur le Zollverein et les traités entre la France et la Prusse, pages 215-373 et 423-514 du tome IV, de 1862, contiennent un exposé complet des rapports actuels entre la Prusse et l'Autriche à propos du Zollverein, et elles donnent par conséquent une idée claire des causes qui ont amené la crise actuelle au sein de l'Association douanière allemande. Les Archives bornent là, pour le moment, les documents concernant cette crise, et attendront son développement ultérieur avant de reprendre la publication de pièces dont l'importance dépend en grande partie de la tournure des événements et de la persistance des divers États dans la position qu'ils ont prise.

Les États du Zollverein ont suivi, dans cette affaire, trois partis différents. Les uns, tels que les États de la Thuringe et la Saxe Royale, ont accepté purement et simplement les traités franco-prussiens; d'autres, le Hanovre en tête, ont préféré prendre une attitude expectante plus ou moins fortement dessinée; d'autres enfin ont refusé positivement leur adhésion aux traités du 2 août. Ces derniers sont la Bavière, le Wurtemberg, Hesse-Darmstadt, Nassau; et il est facile de prévoir que c'est sur le degré de ténacité de leur opposition que va se concentrer tout l'intérêt du débat. Les Archives publieront dans leur prochaine livraison la circulaire adressée le 28 novembre par M. Drouyn de l'Huys aux représentants de la France près les Cours allemandes.

TROISIÈME PARTIE.

DOCUMENTS

RELATIFS AU ROYAUME D'ITALIE.

Circulaire de M. Rattazzi aux Légations du Roi à l'étranger.

Turin, 20 mars 1862.

Monsieur,

Le programme développé devant la Chambre élective dans la séance du 7 de ce mois¹ a pu vous faire connaître quelle direction l'administration nouvelle entend suivre, soit pour ce qui concerne les affaires intérieures, soit pour ce qui regarde nos relations avec l'étranger. Toutefois, désirant vous mettre à même de concourir autant qu'il est en vous à la réalisation de ces vues, je crois opportun de vous informer de la pensée du Gouvernement sur quelques questions principales, dont la solution intéresse au plus haut degré la gloire du Roi, l'avenir du pays et la paix du monde.

L'Italie, telle qu'elle se trouve constituée actuellement, reconnue de quelques-unes des grandes Puissances comme fait accompli, a désormais acquis des titres suffisants à être reconnue par les autres, et à prendre en conséquence en Europe la part qui lui appartient incontestablement, dans l'intérêt de l'équilibre politique et du progrès moral et économique, comme à la nation mère de la civilisation moderne.

La manière dont les populations italiennes, laissées, après les préliminaires de Villafranca, à leurs propres résolutions, sont venues se constituer autour de la dynastie de Savoie, a montré à l'opinion européenne combien l'œuvre fondée en Italie par les Traité de

1. Voir *Archives*, 1862, t. II, p. 293.

1815 était mal assise , et combien , après les secousses qui l'ont renversée , il est impossible désormais de la rétablir .

En présence des faits qui , sous l'impulsion du principe national , se sont accomplis durant ces trois dernières années , il est devenu inutile de rechercher les causes de ce qui s'est passé dans le caractère des Gouvernements qui ont longtemps régi les diverses parties de la Péninsule , et qui sont tombés ensuite ; ces Gouvernements eussent-ils été plus éclairés , moins soumis à l'influence de l'étranger établi en Italie , ils n'auraient pas eu un sort meilleur , et cela par cette seule raison , qu'ils étaient un obstacle à l'avènement d'une nationalité dont aucune tradition , aucun préjugé municipal n'a eu la puissance d'empêcher la formation . C'est l'instinct italien qui seul a conduit toutes les populations de la Péninsule .

La paix de Zurich , en rendant hommage en même temps et à la pensée nationale et à des tendances de municipalisme supposées , a paru à d'excellents esprits fournir la solution la mieux appropriée aux conditions de l'Italie ; mais le peuple , plein du sentiment de ses destinées et des dangers qui l'entouraient , a profité de la latitude qui lui était accordée en protestant par des votes répétés et solennels contre une forme que le sens national ne pouvait plus admettre .

Cette protestation avait lieu malgré les tentatives que faisait en forme amicale la puissance à laquelle doit être attribuée l'idée d'une Confédération italienne , pour faire accueillir cette idée par les populations et par les Princes . Rien n'est arrivé qui puisse jeter le moindre doute sur la persistance de la volonté des Italiens à cet égard .

Une nouvelle preuve de cette persistance et du besoin qu'éprouve l'Italie de former un tout organique et indivisible se rencontre dans ce fait , que l'opinion publique , devançant les délibérations du Parlement , a repoussé d'instinct un projet par lequel , en considération de la diversité de législation existante entre les provinces , des ministres qui jouissaient d'une grande autorité proposaient de diviser administrativement la Péninsule en des régions dont la circonscription semblait coïncider avec celle des anciens États .

Et , lorsque l'Italie se vit enlever le grand homme d'État qu'elle ne cessera jamais de regretter , les vœux unanimes du Souverain et du Pays appellèrent à le remplacer l'homme qui avait combattu le plus ouvertement ce projet , l'illustre chef de la dernière administration , lequel , sans tenir compte de présages funestes , et s'inspirant uniquement du sentiment national , supprima hardiment les lieutenances par lesquelles , avec les anciens centres politiques , les anciens États étaient maintenus en fait . Aucune prévision fâcheuse ne fut justifiée , et les plus brillantes capitales acceptèrent la condition modeste de sièges de gouvernements provinciaux .

Tous les moyens mis en œuvre par les partisans des Princes déchus pour susciter quelque mouvement qui pût faire croire qu'ils n'étaient pas entièrement oubliés de leurs anciens sujets n'aboutirent à aucun résultat, malgré l'appui qu'ils trouvaient dans une influence organisée, et qui, pour notre malheur, s'est montrée jusqu'ici contraire à la reconstitution de l'Italie.

Le brigandage, cette arme des partis irrémissiblement perdus, a pu désoler quelques-unes des provinces méridionales où la nature des lieux se prêtait davantage à des coups de main de partisans ; mais il n'a jamais été à même d'établir, ne fût-ce que pour un jour, un simulacre de gouvernement dans la moindre localité, dans un village quelconque. Pas un officier italien de quelque grade que ce soit, pas une personne de quelque crédit n'a osé prendre la responsabilité de cette guerre de bandits, désavouée par ceux-là mêmes au nom desquels elle avait été allumée. Il peut exister chez quelques Cabinets en Europe une certaine sympathie pour les infortunes des dynasties tombées, mais personne ne peut plus, en présence de faits semblables, songer à rétablir un ordre de choses dont la Providence, par des signes si évidents, a rendu le retour impossible.

Les intérêts matériels doivent aussi être écoutés. Si l'on réfléchit, en effet, aux progrès industriels et commerciaux qui se sont réalisés durant cette courte période de régime unitaire, on est amené à prévoir l'importance économique que prendra notre pays dans un avenir peu éloigné. De là la convenance d'ouvrir des négociations avec les autres États, afin de conclure avec eux des Conventions qui augmentent les sources de la prospérité commune. Toutes les nations ont à ce point de vue un intérêt égal à ce que, suivant l'exemple des deux grandes Puissances occidentales, les autres Puissances aussi reconnaissent l'Italie. Cette reconnaissance aura pour effet de rassurer les esprits contre la menace d'une restauration qui, au point où en sont aujourd'hui les choses, ne pourrait s'opérer que par l'intervention des armes étrangères et par la terreur.

L'ordre dans la liberté ne peut se maintenir et se consolider en Italie que dans la forme monarchique représentative et sous la glorieuse dynastie de Savoie, qui joint à la légitimité historique la légitimité du vœu national, et cette autre légitimité encore qui provient du fait, que c'est en son nom que les diverses parties de l'Italie vivent ensemble dans la paix et dans l'ordre civil.

La question romaine préoccupe aussi au plus haut degré le Conseil de la Couronne. Le Roi a reçu mandat de la nation et du Parlement de réaliser l'intégrité nationale, et de porter le siège du Gouvernement dans la Ville Éternelle, à laquelle seule peut appartenir le titre qu'elle porte déjà de capitale de l'Italie. Ce mandat ne saurait

être décliné. La solution de cette question se lie à la conservation de l'œuvre accomplie en Italie à la suite de la dernière guerre. Nos alliés, qui ont tant fait pour cette œuvre, sont intéressés à ce que les destins de l'Italie s'accomplissent à cet égard.

Le Gouvernement ne se dissimule pas qu'un certain nombre de catholiques sont opposés à ses intentions; aux yeux de quelques-uns d'entre eux, la confusion des deux pouvoirs à Rome est la condition principale de leur séparation dans le reste de la catholicité. Ils ne voient pas que ce grand bienfait de la séparation des deux pouvoirs s'est produit, l'histoire l'atteste, au temps où le Saint-Siège n'avait pas l'ombre d'un pouvoir temporel. Les Pontifes qui ont le plus puissamment aidé à fonder l'indépendance du sacerdoce, de même que l'auteur de leur foi, ne trouvaient souvent pas, comme le disait le plus illustre d'entre eux, une pierre pour reposer leur tête.

La liberté de l'Église n'est devenue douteuse, les rapports du Pontife n'ont donné lieu à des schismes irréparables, que lorsque sa souveraineté temporelle fut devenue plus étendue et plus incontestée. Depuis plus de trois siècles, le pouvoir temporel est le plus grave des dangers pour l'Église, considéré comme institution religieuse. La chute de ce débris du Moyen Age ne fera qu'affirmer la liberté de l'Église. Toutes les grandes libertés, au Moyen Age, s'appuyaient sur une part de souveraineté territoriale : ce fut également ainsi que l'Église assit la sienne. A la disparition du Moyen Age, la souveraineté retourne à sa source, et les libertés de tout genre cherchent dans le droit commun la garantie qu'elles empruntaient jadis au privilége territorial.

Qui donc peut soutenir que les électeurs ecclésiastiques, ou les évêques souverains dans l'Empire et dans d'autres États, aient été plus libres spirituellement que ne le sont aujourd'hui les prélats qui leur ont succédé? C'est le contraire qui est évident. La protection n'est qu'une forme de l'asservissement. Le besoin qu'avait le Saint-Siège d'une protection pour ses possessions temporelles diminuait aux yeux des peuples sa liberté à l'égard des Puissances protectrices?

L'indépendance du Souverain Pontife, exonéré du fardeau temporel, aura une garantie indéfectible dans ce fait, que sa liberté est un besoin perpétuel et constant pour toutes les populations catholiques pour les Souverains qui les représentent et les gouvernent. Il en a une autre également assurée dans l'intérêt qu'a l'Italie de conserver dans son sein le siège de ce pouvoir élevé qui est, lui aussi, l'une de ses gloires et l'une de ses forces. Notre système électoral, en assurant largement le concours de ces classes de la population sur lesquelles l'autorité religieuse a le plus d'action, empêchera toujours que celle-ci ne perde son indépendance. La liberté du Saint-Siège a

encore une garantie efficace , bien que négative , dans le principe qui sert de base à nos institutions , et d'après lequel le Gouvernement est absolument incompétent dans les affaires religieuses.

La résistance que Rome oppose aux légitimes aspirations de l'Italie , au nom d'un intérêt qui n'est ni compromis ni menacé , aboutit évidemment , quelle que soit l'intention des auteurs de cette résistance , moins à mettre les consciences en garde contre des périls imaginaires , qu'à soutenir les intérêts de partis étrangers à la religion , et qui cherchent dans cette Cour même et dans les influences dont elle dispose le point d'appui qui leur manque sur le terrain politique . C'est là une raison de plus pour que la question soit résolue dans le sens dont nous parlons .

Le Gouvernement du Roi fera tous ses efforts pour arriver à ce but important , d'accord avec le grand Allié dont les armes protègent la personne du Saint-Père ; il est disposé à garantir , de concert avec les Gouvernements qui y sont intéressés , la haute liberté tant de l'exercice du pouvoir spirituel que des rapports du Saint-Siège avec les Gouvernements et les nations catholiques . Avec le même concours et sous les mêmes garanties serait constituée , à titre perpétuel , une dotation qui suffit à pourvoir convenablement à la dignité du Pontife et à celle du Sacré-Collège , aussi bien qu'à l'entretien des offices et des institutions qui constituent l'administration et le gouvernement de l'Eglise .

Quand le Saint-Siège se sera résigné à la nécessité de sacrifier pour la reconstitution de l'Italie et pour la paix sa souveraineté temporelle , il sera aisément de reconnaître que le Pape ne pourra avoir la plénitude de la liberté indispensable à l'exercice de son haut ministère que dans la métropole de la catholicité , sous l'égide du Gouvernement qui , plus que tout autre , est en état de maintenir cette liberté intacte .

Ainsi s'accomplira , avec la reconstitution d'un grand peuple , l'émancipation de l'Eglise , pour le bien commun de la religion et de la civilisation . Tous les périls qui , dans l'antagonisme actuel , peuvent menacer la religion , disparaissent ; Rome , capitale de l'Italie , consolide et couronne l'édifice de l'unité nationale , et assure en même temps l'unité catholique .

Une autre question de première importance , la question de Vénétie , préoccupe vivement les Puissances amies et agite les esprits en Italie . Le Gouvernement néanmoins se sent assez fort pour empêcher que cette question ne soit préjugée par des tentatives de nature à troubler l'état actuel des relations existantes , et il ne faillira pas à sa tâche . Toutefois , il ne faut pas se dissimuler de combien de dangers la présence de l'étranger dans une partie si importante du territoire ita-

lien peut menacer à chaque instant l'ordre et la paix dans le nouveau royaume.

La communauté d'origine, de langue, de douleurs, d'espérances et de gloire qui lie à nous les populations vénitiennes, les vœux exprimés et le sang versé par elles en 1848, l'appel et les promesses qui leur ont été faits pendant la guerre de 1859, la part que prirent, en conséquence, à cette guerre les volontaires de toutes les provinces de la Vénétie, le nombre des émigrés de ces provinces qui sont répandus aujourd'hui dans nos villes et dans notre armée, tout forme entre la Vénétie et le reste de la Péninsule un lien de sympathie et de solidarité si patent, qu'il est impossible que l'Italie libre puisse demeurer jamais indifférente aux souffrances de cette province, qu'un sort funeste enchaîne encore à une puissance étrangère. Plus la nation devient forte, plus il y a lieu de craindre qu'un jour, en dépit des conseils de la patience, elle ne tente de secouer le malaise profond que lui fait éprouver la pression sous laquelle souffre une si noble part d'elle-même.

L'Autriche, quelle que soit sa politique, peut bien conserver par la force de ses armes les provinces qu'elle occupe en Italie, mais il est visible aux yeux des moins clairvoyants que ces provinces ont moralement cessé de lui appartenir, par l'incompatibilité qui résulte de la répulsion du sentiment national contre elle. Son droit est infirmé par ce fait même, qu'elle ne peut plus les garder que par la force. Elle pourra ajourner la crise dont elle est menacée, mais non pas l'empêcher ; l'exemple de nos libertés est fatallement destiné à en accélérer l'heure.

Quoiqu'il n'y ait pas lieu de croire que l'Autriche soit disposée à renoncer à l'une de ses possessions sans y être contrainte, cependant on pourrait être amené à en admettre la possibilité, si l'on considérait la question au point de vue des charges énormes que le gouvernement autrichien s'impose, sans compensation proportionnée, pour conserver ses possessions italiennes, et au point de vue des avantages de tout genre qu'il trouverait à les restituer à l'Italie, en qui il ne pourrait plus voir dès lors qu'une puissance naturellement alliée et amie, qui n'aurait épargné aucun sacrifice pour arriver à un tel résultat.

C'est aux Puissances qui ont créé cet état de choses qu'il appartient de pourvoir à la solution pacifique de cette grande question. Le Gouvernement du Roi, sur lequel pèse la responsabilité du maintien de l'ordre et de la paix, en ce qui regarde l'Italie, était en devoir de les avertir et de leur dénoncer les dangers auxquels peuvent donner lieu de trop longues temporisations à cet égard, dangers qui ne seront écartés que lorsque, par la rectification du système territorial établi dans la Péninsule par les traités de 1815, l'Italie affranchie sera reconnue dans ses limites naturelles.

Vous saisirez, monsieur, les occasions que pourront vous offrir vos relations officielles ou officieuses pour porter à la connaissance du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité la manière de voir du nouveau Cabinet sur ces questions, qui intéressent à tant de titres et sous tant de rapports divers l'ordre et la paix générale.

Agréez, etc.

Signé : U. RATTAZZI.

**Circulaire adressée par M. Rattazzi, Ministre de l'Intérieur,
aux Préfets.**

Turin, 8 avril 1862.

Appelé par la confiance du Roi à diriger le Ministère de l'Intérieur, je crois qu'il est de mon devoir de porter à la connaissance des chefs des provinces les intentions du nouveau Cabinet, tant en ce qui concerne la direction politique qu'en ce qui regarde la direction administrative. Aujourd'hui, notre politique est dominée par la pensée de la réintégration de l'unité nationale et par celle des libertés qui, sans entraver l'unité, assurent le développement de la vie publique dans toutes les parties de la nation.

Tant que l'œuvre unificatrice ne sera pas accomplie, c'est-à-dire tant que tous les divers membres de la famille italienne ne seront pas réunis, et que le Gouvernement ne sera pas installé dans son centre naturel, il ne peut y avoir que deux programmes politiques en Italie. Les hommes qui se succèdent au pouvoir ne peuvent différer entre eux que dans leur opinion sur le degré de liberté dont ils croient, dans les conditions actuelles, le pays susceptible.

Le bon sens et la sagesse dont les Italiens ont donné des preuves si incontestables au monde civilisé font croire au nouveau Cabinet qu'il ne peut y avoir de danger à étendre les franchises que le Statut accorde à la nation. Son programme politique se résume dans le cri qui éclate sur tous les points de la Péninsule : Unité et liberté. Ce programme, il s'efforcera de le réaliser.

Mais, pour atteindre ce but, il a besoin du concours de toutes les forces nationales, sans faire d'exception parmi les hommes qui ont combattu pour l'affranchissement de la patrie sous le drapeau de Victor-Emmanuel, parce que tous ceux qui combattent sous ce drapeau sont bien méritants de la cause nationale. Tous ont fait leur devoir et ont, par conséquent, droit à être considérés comme dignes de continuer à faire les sacrifices nécessaires pour l'indépendance de l'Italie, et aspirer aux récompenses réservées aux meilleurs de ses fils.

Dans ce but, la politique du Gouvernement prend, parmi les partis, le caractère d'une politique de conciliation, la seule au moyen de laquelle on puisse accomplir et consolider l'œuvre de notre résurrection. En conséquence, les chefs des provinces feront tous leurs efforts pour diriger les esprits vers ce but, en provoquant tout ce qui peut favoriser les effets de cette politique, et en faisant disparaître tous les obstacles qui peuvent les entraver.

A cet effet, toutes les libertés constitutionnelles doivent être protégées dans toutes leurs manifestations, jusqu'aux limites au delà desquelles elles sortiraient des conditions de l'ordre public et cesseraient d'être légitimes.

On ne doit cependant pas oublier que, s'il est convenable d'associer au Gouvernement, par tous les moyens, toutes les forces vives du pays, il est également nécessaire de réprimer énergiquement toutes les tentatives que l'on pourrait faire pour le remplacer dans l'œuvre qui lui appartient à lui seul, et qui engage exclusivement sa responsabilité, tant en ce qui touche à l'administration intérieure qu'en ce qui concerne les relations de l'État avec l'étranger.

Le Gouvernement faillirait à son devoir s'il se laissait déborder à cet égard. Les lois l'ont suffisamment armé contre de pareils excès. Il traitera comme les ennemis du Roi et de la patrie tous ceux qui s'en rendraient coupables.

D'un autre côté, tandis que les préfets devront favoriser le développement de toutes les libertés, ils ne cesseront pas de surveiller les débris des factions hostiles à l'unité nationale et à la monarchie constitutionnelle, non pas pour dénier à ceux qui en font partie les garanties auxquelles ont droit tous les citoyens, mais pour être prêts à réprimer avec énergie les tentatives qui pourraient se produire contre l'ordre de choses fondé sur le suffrage de la nation.

Dans quelques provinces, la sécurité des personnes et des propriétés est troublée par des bandes d'individus pervers ou égarés, qui parfois les infestent au nom des princes déchus. Il est nécessaire d'en délivrer le pays et de rassurer partout les esprits à ce sujet. Il y a lieu d'espérer que les autorités politiques, d'accord avec les magistratures communales, et à l'aide du concours de la milice civique, pourront atteindre ce but.

Le Gouvernement est fermement résolu de protéger efficacement la liberté des consciences, l'indépendance du ministère religieux et à faire respecter ceux qui en sont investis. Mais il ne consentira jamais à ce que, sous le prétexte de la religion, on cherche à saper les droits de la dynastie, l'intégrité ou l'indépendance de l'État. Le pouvoir politique est suffisamment armé par les lois pour rendre impuissantes des tentatives de ce genre.

Une grande partie, la plus grande partie sans doute de notre clergé, gémit de ne pouvoir s'associer plus ouvertement au mouvement national. Il est convenable de tenir compte de la nature des motifs qui lui interdisent de l'abandonner à ses instincts naturels et aux sentiments de ses devoirs civiques. Notre Église, en ce qui concerne sa manière extérieure, est dans un moment de crise; or on ne doit pas lui imputer toutes les conséquences de la situation qui la travaille.

La liberté à laquelle nous la convions sera plus favorable à sa mission spirituelle que ne l'ont été les conditions qu'elle semble regretter, et elle sera aussi propice à sa mission d'ordre, de civilisation et de progrès. Quant à la direction administrative, le nouveau Cabinet, en sauvegardant les droits de l'unité politique, entend réveiller dans tout le pays la vie publique, et développer les franchises communales et provinciales.

L'opinion publique a applaudi à l'acte par lequel le Parlement donnait au Roi le droit de déférer aux chefs des provinces quelques-unes des attributions réservées par le passé au pouvoir central. On a vu dans cet acte le moyen le plus propre à atteindre, en peu de temps, le but désirable d'une plus prompte expédition des affaires.

Mais si l'on a fait ainsi quelque chose de louable sous tous les rapports, l'œuvre ne sera accomplie que lorsque, en maintenant intacts les droits essentiels du pouvoir exécutif, la plus grande partie des attributions concernant l'administration des provinces et des communes sera répartie entre les représentants que la loi assigne à ces êtres moraux.

De cette façon, on arrivera, dans le sens le plus conforme aux tendances libérales de notre époque, à la décentralisation administrative qu'on réclame, et qui ne consiste pas seulement à mettre, suivant une expression familière, le gouvernement à la porte des administrés, mais bien plutôt à mettre ceux-ci en état de se gouverner eux-mêmes en toutes les choses dans lesquelles ils ont nécessairement une plus grande compétence morale et pratique, et qui, par des considérations d'intérêt général, ne doivent pas rester soumises au pouvoir politique.

Cette maxime expliquera l'initiative du Gouvernement dans les réformes de nos lois administratives. C'est dans cet esprit que devront procéder ses représentants dans les provinces, autant que les lois le leur permettront. L'organisation provinciale et communale en vigueur dans toutes les parties du royaume leur facilitera ce procédé.

Établies véritablement par les principes du système constitutionnel, les autorités provinciales et communales, en qui la puissance royale se joint, par un lien de mutuel et perpétuel accord, avec la puissance élective, peuvent sans péril être investies de toutes les attributions dont elles sont en possession dans les États les plus libres.

Le représentant du Gouvernement qui est à la tête desdites autorités communique en même temps et une force d'action et une mesure qui rendent les provinces et les communes aptes aux franchises aux-quelles, dans les conditions différentes, elles ne pourraient aspirer. Les préfets ont véritablement jusqu'aujourd'hui, dans le concours permanent des députations provinciales, un élément de force morale pour administrer les provinces, qu'ils chercheraient en vain dans le seul appui du Gouvernement.

Ils ont, dans ces mêmes députations, un conseil qui accroît leur autorité quand ils ont à défendre en face du pouvoir central les intérêts collectifs des administrés et qui facilitent de diverses manières leur œuvre quand il s'agit d'activer l'exécution des lois et des ordres du Gouvernement dans les provinces. Ainsi, par le développement de ses principes, qui sont déjà dans les nouvelles intentions, on obtiendra, au moyen de l'élargissement des franchises locales, la consolidation de l'autorité centrale.

Outre les attributions qui leur sont spécialement dévolues, les chefs politiques des provinces sont, comme attribution générale et principale, charges de veiller sur tous les services publics et de faire dès lors en sorte, tout en respectant l'indépendance et la responsabilité des fonctionnaires qui sont spécialement chargés de ces services, que toutes les branches de l'administration publique traduisent en acte la pensée du Gouvernement.

Ils auront soin de pourvoir à ce que, par le fait de leurs subordonnés, les intérêts des administrés n'éprouvent aucun préjudice. Ils veilleront avec sollicitude à ce que les affaires qui sont de leur ressort soient expédiées avec toute la diligence possible. Les lenteurs et les entraves des bureaux sont, à coup sûr, bien souvent la cause principale qui fait qu'on n'entreprend pas ou qu'on ne conduit pas à leur terme les plus utiles entreprises, qu'on voit bien des fois rester inertes les forces morales et matérielles qui, pour déployer leur efficacité au profit de tout le pays, ont besoin du concours de l'autorité publique.

On veut ici que chacun s'aperçoive qu'aujourd'hui les fonctions sont établies pour le service du public, non pour l'avantage particulier ou la commodité de ceux qui en sont investis comme naguère cela se voyait dans quelques-unes des plus belles parties de notre Péninsule, où les emplois publics semblaient précisément créés plutôt comme un moyen de tracasser de toutes les façons les citoyens que comme des fonctions instituées dans leur intérêt ; il faut que tout le monde, à chaque occasion, demeure convaincu du changement qui s'est opéré à cet égard.

Pour atteindre ces buts divers, le Gouvernement fait le plus grand

fond sur l'expérience, sur la capacité éprouvée des préfets, et a la confiance que, comprenant la responsabilité qui leur incombe, ils concourront à fortifier, en suivant la ligne qui vient d'être tracée, les conditions nécessaires au maintien de l'ordre et de la liberté dans tout le royaume.

Dans cette voie, les préfets et les employés qui sont sous leur dépendance continueront à bien mériter du Roi et de la patrie. Et le soussigné n'aura pas de plus grande satisfaction que de pouvoir rendre témoignage du concours utile qu'ils auront donné à l'exécution de son mandat.

Signé : U. RATTAZZI.

**Circulaire du général Durando, Ministre des Affaires Étrangères,
aux Légations du Roi à l'étranger.**

Turin, le 10 mai 1862.

Monsieur,

Mes communications précédentes et la voix publique vous ont appris que des préparatifs ont été faits sur quelques points de nos frontières en vue d'une agression contre un État voisin¹, et que, dès le début, ils ont été arrêtés par l'autorité avec toute la vigueur et la promptitude nécessaires.

L'instruction judiciaire qui est commencée dévoilera quelles mains ont poussé une jeunesse irréfléchie à cette tentative téméraire, quel but final se proposaient les organisateurs de l'entreprise; s'ils obéissaient enfin à un aveugle élan de patriotisme, ou s'ils servaient les desseins cachés d'une faction obstinée, désavouée par l'opinion publique, et isolée de l'action féconde de l'initiative puissante du principe monarchique et constitutionnel.

A considérer les anciens artifices employés dans plusieurs circonstances analogues par les ennemis de notre régénération nationale, il ne paraît point invraisemblable que cette fois encore, ces mêmes ennemis aient contribué à accroître le mal, soit dans l'intention de troubler cette admirable concorde intérieure qui fait leur impuissance, soit afin de jeter sur nous la grave responsabilité d'une agression qui pouvait mettre en péril la paix européenne, soit pour contraindre au moins le Gouvernement de recourir à ces actes de répression qui laissent toujours, quelque justes qu'ils soient, des germes fâcheux de récriminations et de dissensions intestines.

Quoi qu'il en soit, il nous importe de manifester sans réticence à l'Europe la ferme résolution prise par le Gouvernement d'extirper jusqu'à la racine tout pouvoir occulte tendant à entraver l'application

1. Affaire de Sarnico.

régulière de la loi, à empiéter sur les prérogatives du Gouvernement à compromettre les éléments de la prospérité publique, à faire croire enfin à l'existence d'une double Italie, l'une régie par la loi, l'autre livrée aux sectes.

Les derniers événements vous prouvent, monsieur, que telle est notre volonté délibérée, rigoureusement dictée, du reste, par notre devoir. Ils vous prouvent aussi que, comme vous avez été chargé précédemment d'en donner l'assurance formelle au Gouvernement de..., les moyens de maintenir cette ligne de conduite ne nous font point défaut, et qu'en les employant dans les limites de la légalité, nous sommes assurés du concours de l'universalité des citoyens. Le Gouvernement du Roi ne peut et ne veut tolérer, ni à son côté ni au-dessus de lui, aucune action, aucun pouvoir irresponsable et n'émanant point du Statut, quel que soit le nom, quelle que soit la popularité dont ce pouvoir ou cette action se couvre.

Je vous prie, monsieur, de tenir au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité un langage conforme à ces principes, et de donner lecture et copie, si on le désire, de cette dépêche.

Agréez, etc.

Signé : JACQUES DURANDO.

**Note de M. le général Durando, Ministre des Affaires Étrangères,
à M. le chevalier Nigra, à Paris.**

Naples, le 19 mai 1862.

Monsieur le chevalier,

Le chaleureux accueil fait au Roi notre souverain dans les provinces qu'il vient de visiter, et particulièrement dans celles du Midi, vous a montré combien le sentiment de l'unité nationale s'est développé et affermi depuis deux ans dans la conscience des populations italiennes. Lorsque, au mois de juillet 1860, le Gouvernement des Bourbons de Naples, qui ne se soutenait plus que par un système de corruption organisée, tomba comme de lui-même à la première secousse, ceux qui connaissaient imparfairement l'Italie purent croire que cet événement n'était que le résultat d'une surprise ou le fruit de la trahison, et qu'avec plus d'expérience, le jeune Roi eût pu échapper à sa destinée; il était difficile pourtant de ne pas voir, dans l'isolement même où s'était trouvé le dernier représentant de la dynastie déchue, la preuve évidente que les forces vives du pays s'étaient retirées de cette race, et que rien ne la rattachait plus au peuple qu'elle avait si mal gouverné.

Cette impression de défiance et de doute, malgré la clarté des faits,

domine encore les dispositions de quelques Puissances à notre égard ; lentes à accepter le jugement favorable porté déjà par l'opinion générale, elles ont semblé attendre que l'œuvre de la nation régénérée reçût la sanction du temps. Deux ans cependant se sont écoulés , et l'épreuve est complète ; la popularité vraie du Roi, l'attachement universel à l'ordre de choses établi sont des témoignages qui ne sauraient être atténués par les difficultés inséparables d'une telle transformation, et ces témoignages attestent hautement que la fusion est un fait désormais accompli et accepté.

Un fléau cependant afflige encore les provinces méridionales : je veux parler du brigandage, tour à tour menaçant et réprimé, laissant voir à chaque effort nouveau l'épuisement progressif de ses forces, dégénérant enfin de plus en plus en une sorte de chouannerie qui n'est inquiétante que pour la sûreté des personnes et des propriétés, et qui met au service d'un trône perdu et d'une foi qui n'est point menacée les tristes exploits de malfaiteurs vulgaires.

Nous en avons cherché et constaté les causes dans les conditions déplorables où se sont trouvées ces provinces dans le passé. Les traces laissées par une mauvaise administration disparaîtront avec le temps, sous l'action constante d'un Gouvernement vigilant et actif. Mais, parmi les causes qui entretiennent le brigandage , il en est qui sont hors de la portée de nos moyens d'action. Telle est l'influence d'un Gouvernement voisin que ses conditions particulières d'existence rendent depuis bien des années systématiquement hostile au nôtre ; tels sont les encouragements de toute espèce qu'en reçoivent des bandits à qui la nature des lieux permet de pénétrer par intervalles, en dépit de toute surveillance, sur notre territoire ; telle est surtout l'action libre et immédiate de l'ex-Roi dans l'œuvre de dévastation et de désordre qu'il ne cesse de fomenter. En effet, les seules localités que le fléau désole encore de temps à autre sont celles qui touchent aux États Romains, d'où les brigands reçoivent des armes, des subsides , des récompenses.

Il serait superflu, monsieur, de revenir ici sur des faits prouvés jusqu'à l'évidence par les notes et par les documents qui vous ont été précédemment communiqués. La conscience universelle a prononcé d'ailleurs sur ce point. Il est incontestable que le brigandage , qui affecte parfois encore des apparences politiques dans les provinces napolitaines, a pour cause principale la présence à Rome de la cour déchue.

L'Empereur, qui a tant fait pour l'Italie, et qui, récemment encore, par les ordres donnés à sa flotte, a montré à l'Europe l'intérêt qu'il prend à la consolidation de notre nationalité , ne peut voir, nous en sommes certains, avec indifférence qu'à l'ombre du drapeau français,

et sous les yeux mêmes de ses soldats, dont la surveillance est inévitablement éludée, grâce aux accidents du sol et à l'étendue de la ligne de frontières, des bandes prêtes à toutes les violences continuent à venir de Rome s'abattre sur un royaume allié et ami.

Comptant sur les sentiments de justice et de bienveillance de l'Empereur pour l'Italie, nous n'hésitons point à recourir à sa haute influence et aux bons offices de son Gouvernement, afin que l'ex-Roi et les principaux instigateurs de ces entreprises coupables soient éloignés de Rome. Personne plus que nous n'apprécie ce qu'il y a de généreux, je dirai presque de glorieux, à donner l'hospitalité aux infortunes politiques. Mais il est quelque chose de supérieur aux lois de l'hospitalité, ce sont celles qui règlent les rapports réciproques des États; ce sont les droits de l'humanité foulés aux pieds; c'est la nécessité de mettre un terme à des excès qui, par malheur, exigent des répressions rigoureuses. Il est d'autant plus indispensable d'en finir avec un tel état de choses, que nos adversaires eux-mêmes n'en peuvent désormais attendre d'autre résultat que l'effusion inutile du sang et la ruine des contrées envahies; car les deux années qui viennent de s'écouler ont prouvé de plus en plus qu'il n'en peut sortir une réaction sérieuse.

C'est à ces devoirs internationaux, à ces devoirs d'humanité que nous avons cédé en diverses circonstances, lorsque nous nous sommes déterminés, bien qu'avec regret, à éloigner les réfugiés dont la présence près des frontières compromettait la sûreté publique dans les États voisins. C'est aussi en considération de ces mêmes devoirs que nous croyons pouvoir attendre du Gouvernement français l'intervention efficace que nous lui demandons. Par là l'Empereur, en rendant un nouvel hommage aux principes supérieurs d'humanité et de justice, acquerra un titre de plus à la reconnaissance de l'Italie.

En vous autorisant, monsieur le chevalier, à donner lecture et copie de cette dépêche à M. le Ministre des Affaires Etrangères, je vous prie d'agrérer, etc.

Signé : JACQUES DURANDO.

Dépêche du général Durando au chevalier Nigra.

Turin, 16 juin 1862.

Monsieur le chevalier,

M. Benedetti est venu nous demander communication confidentielle des ouvertures qu'a faites depuis quelque temps le Gouvernement de l'Empereur auprès du Cabinet de Saint-Pétersbourg, dans le but de

l'amener à renouer avec le royaume d'Italie les rapports malheureusement interrompus depuis 1860.

Je dois, avant toute chose, vous prier, monsieur, de vous faire auprès de S. M. l'Empereur l'interprète des sentiments de reconnaissance que nous inspire la sollicitude qu'il n'a cessé de manifester pour que l'Italie eût la place qui lui appartient parmi les Puissances européennes. Afin de seconder ses intentions bienveillantes et de faciliter encore les bons offices de son Gouvernement dans les négociations qui nous regardent, et au succès desquelles les souvenirs des liens d'amitié qui nous ont si longtemps unis avec la cour de Russie nous font attacher un prix tout particulier, je vais, monsieur, répondre de la manière la plus catégorique aux demandes qui font l'objet des dernières communications de M. Benedetti.

Le Cabinet de Saint-Pétersbourg semble se préoccuper avant tout de l'importance que peuvent avoir les éléments révolutionnaires dans la Péninsule, ainsi que les moyens de répression que nous sommes en mesure ou en disposition d'employer pour en conjurer les périls. J'ai eu l'honneur de vous adresser de Naples, en date du 19 mai dernier, une note circulaire ayant trait aux tentatives qui venaient d'avoir lieu sur quelques points de nos provinces septentrionales. Il ressort de cette pièce que le Gouvernement a l'intention, aussi bien que les moyens, de réprimer tout acte de nature à compromettre nos rapports internationaux, et que l'accomplissement de cette tâche lui est d'autant plus aisé qu'il se sait appuyé par l'opinion publique en Italie. Veuillez, monsieur, donner à M. Thouvenel une copie de cette note, et le prier de la faire tenir au Cabinet de Saint-Pétersbourg.

Les discussions récentes de la Chambre des députés, et la majorité imposante qui a donné au Ministère l'appui de ses votes dans la séance du 6 juin, viendraient encore fortifier, s'il en était besoin, les dispositions du Gouvernement. Une loi, présentée déjà au Parlement, viendra bientôt restreindre dans de justes limites l'action des associations politiques, et donner au Pouvoir Exécutif des facultés mieux définies pour les empêcher d'usurper les prérogatives des pouvoirs constitués. Ainsi se trouvera complétée la série des moyens qui permettent au Gouvernement de répondre, devant l'Europe, du plein exercice de l'autorité qui lui appartient, soit pour la consolidation de l'ordre intérieur, soit pour le maintien des bonnes relations avec les Puissances étrangères.

Tout ce qui précède, monsieur, me paraît de nature à rassurer entièrement le Cabinet de Saint-Pétersbourg sur les vues du Gouvernement du Roi.

Le même Cabinet paraît aussi se préoccuper de la présence et de la conduite de l'émigration polonaise dans le Royaume; il manifeste le

désir que les conciliabules dirigés contre l'intégrité de l'Empire Russe soient interdits ; que le Gouvernement ne permette la formation d'aucune légion de Polonais, et qu'enfin l'école spéciale qu'ils ont instituée sur notre territoire soit fermée.

Les vœux exprimés par le Gouvernement Russe sont conformes aux usages établis entre toutes les nations civilisées. Le droit sacré d'asile et les égards dus à l'infortune politique ne doivent devenir chez aucune d'elles un péril pour la sûreté des autres États. Nous n'avons donc point de difficulté à donner des éclaircissements complets sur les points indiqués par la Russie.

Il n'est point à notre connaissance que des conciliabules de Polonais, dirigés contre l'intégrité de l'Empire Russe, aient été tenus sur notre territoire. L'interruption de nos relations avec la Russie n'eût pas été, à nos yeux, une raison de tolérer des menées de ce genre : on ne saurait donc s'arrêter à la supposition que nous venions à les permettre, lorsque nos bons rapports avec cette Puissance seront renoués.

Le Gouvernement n'a jamais autorisé par le passé la formation d'une légion polonaise ; il peut moins que jamais en être question pour l'avenir, la Russie peut en être assurée.

Pour ce qui regarde l'école spéciale des Polonais, le simple énoncé des faits suffira à faire connaître quelles ont toujours été nos intentions. Les événements de 1859 ont attiré en Italie un certain nombre de jeunes gens, soit de la Pologne, soit des contrées limitrophes. Une association privée, formée dans l'émigration, voulant soustraire ces jeunes gens aux dangers de l'oisiveté, fonda pour eux une école spéciale qui fut ouverte à Gênes, et qui compta bientôt une centaine d'élèves. Cependant le Ministère actuel jugea qu'il n'était pas sans inconvénient que le siège de cette institution fût dans une ville telle que Gênes, qui est particulièrement sujette à l'influence des partis politiques. L'un des premiers actes de ce Ministère fut donc d'engager les fondateurs de l'établissement à le transférer à l'intérieur, dans une résidence mieux appropriée, sous tous les rapports, au but qu'eux-mêmes se proposaient ; ce qui fut exécuté en effet. Depuis, les directeurs de l'école ont dû reconnaître les difficultés matérielles et morales inhérentes à une telle institution ; l'école sera donc dissoute vers le commencement de juillet, époque de la clôture des cours, et ne sera plus rouverte.

Ces explications, dont la netteté et la franchise seront appréciées sans doute, témoigneront de notre désir de voir se rétablir bientôt, par l'entremise de S. M. l'Empereur des Français, les anciens rapports entre le Gouvernement de l'Empereur de Russie et celui de Sa Majesté notre auguste Souverain ; elles auront aussi pour résultat,

j'en ai la confiance, de prévenir toute cause de refroidissement entre deux Pays dont la bonne harmonie intéresse à un si haut degré la prospérité de l'un et de l'autre.

Veuillez, monsieur, donner lecture confidentielle de la présente dépêche à M. Thouvenel et lui en laisser copie.

Agréez, etc.

Signé : JACQUES DURANDO.

Adresse au Roi votée par la Chambre des députés d'Italie, dans sa séance du 18 juin 1862, en réponse au Manifeste des évêques réunis à Rome¹.

Sire,

Des évêques, presque tous étrangers à l'Italie, réunis à Rome pour une solennité religieuse, ont vomi contre notre patrie des insultes aggravées encore par la négation de notre droit national et par le renouvellement de la violence étrangère.

A la doctrine inouïe qui veut que Rome soit esclave de l'univers catholique et que le but de la religion soit incompatible avec l'indépendance de la Péninsule, nous répondons, Sire, en nous retournant vers vous, en répétant aux Italiens et aux Romains que nous sommes résolus à maintenir inviolable le droit de la nation et celui de sa métropole, retenue par la force sous une domination à laquelle elle répugne.

Nous nous inspirons, Sire, de cette constance inébranlable dont vous donnez un si grand exemple à notre patrie et au monde; nous opposerons à nos ennemis, quels qu'ils soient, la confiance sereine du peuple italien dans la justice de sa cause, dans l'efficacité de sa libre organisation, dans la valeur de l'armée et des citoyens, toujours prêts à voler avec elle aux batailles nationales, et par-dessus tout, Sire, nous opposerons votre valeur, votre loyauté et le respect qu'inspire universellement votre nom.

Voici les raisons pour lesquelles l'opinion universelle des gens civilisés demande, en présence de cette attitude de l'Italie, que l'Italie soit admise parmi les nations maîtresses d'elles-mêmes.

Certains de voir se joindre à nous tous ceux qui appartiennent par nature et par droit à la famille italienne, nous croyons que le moment approche où les lenteurs qui s'opposent à l'accomplissement du vote qui a acclamé Rome capitale du royaume auront cessé.

1. Voir l'Adressse des évêques, au tome III des *Archives*, 1862, page 29.

Les paroles qu'on vient de faire retentir au Vatican déclarent impossibles les voies modérées, par lesquelles la diplomatie a cru que le droit de l'Italie, personnifié dans celui de votre couronne, peut se concilier avec le pouvoir temporel qui fait main basse sur Rome. Ce langage ne nous épouvante pas ; il a enlevé toute raison d'être à ces hésitations qui mettent la modération de votre peuple à une épreuve dure et difficile.

Puisque des prélats étrangers, oubliant la nature toute spirituelle de leur ministère auguste, proclament avec tant de solennité un vote de réaction politique ; puisque des hommes scélérats, sortant des lieux gouvernés au nom du Pontife, portent la désolation dans les provinces méridionales du royaume, l'Europe devra bien se convaincre que votre autorité, Sire, et celle des lois du peuple libre qui a la gloire de vous avoir pour chef peuvent seules mettre un terme pacifique aux affaires de Rome, en délivrant l'Italie et l'Europe de ce conflit de pouvoir qui trouble les consciences et met en danger la paix du monde.

Dépêche du chevalier Nigra au général Durando.

Paris, le 8 juillet 1862.

Monsieur le Ministre,

La communicatin officielle de la reconnaissance du Royaume d'Italie par la Russie, déjà annoncée par le télégraphe, est arrivée avant-hier par une dépêche ordinaire à l'Ambassade de Russie à Paris, et a été faite aujourd'hui par celle-ci au Ministère Impérial des Affaires Étrangères.

M. Thouvenel m'a fait part du contenu de la dépêche du prince Gortschakoff, dont il n'a pas gardé copie.

Dans cette dépêche, le Cabinet de Pétersbourg annonce à celui des Tuilleries que S. M. l'Empereur Alexandre, satisfait des assurances et des explications contenues dans la dépêche de Votre Excellence du 16 juin dernier, consent à recevoir un envoyé de S. M. le Roi, chargé de lui notifier la constitution du Royaume d'Italie, et à rétablir les relations diplomatiques entre les deux Gouvernements d'Italie et de Russie. Le prince Gortschakoff ajoutait que l'un des buts principaux de la résolution du Czar est d'aider ainsi le Gouvernement du Roi à persévérer dans les voies d'ordre et d'administration régulière qu'il a suivies jusqu'ici.

Par suite de cette communication officielle, que m'a faite M. Thouvenell et que la Légation de France à Turin vous renouvellera, Votre Excellence pourra prendre les ordres de Sa Majesté pour le prompt

envoi à Saint-Pétersbourg d'un Envoyé de Sa Majesté, chargé d'annoncer au Czar la constitution du Royaume d'Italie.

Agréez, etc.

Signé : NIGRA.

Note du général Durando au comte de Launay, à Berlin.

Turin, 9 juillet 1862.

Monsieur le comte,

M. le comte Brassier de Saint-Simon est venu me donner communication d'une dépêche datée du 4 courant¹ par laquelle le comte de Bernstorff nous fait connaître les nouvelles dispositions du Gouvernement de S. M. le Roi de Prusse au sujet de la reconnaissance du Royaume d'Italie.

Cette communication, que l'attitude sympathique du Gouvernement Prussien ainsi que votre correspondance nous avait fait pressentir, nous cause une vive sensation, car elle témoigne que les intentions du Gouvernement du Roi sont dignement appréciées par le Cabinet de Berlin.

Tout en tenant compte des difficultés intérieures et des raisons de convenance temporaire qui ont pu retarder cet acte, nous n'avons jamais cessé de penser qu'à son tour la Prusse estimerait à leur valeur les garanties d'ordre et de tranquillité que donne à l'Europe la reconstitution de l'Italie.

Cette Puissance exprime cependant le désir d'obtenir de nous des déclarations qui la rassurent sur certains points de notre politique intérieure et extérieure ; ce à quoi nous adhérons d'autant plus volontiers, que nous n'avons qu'à répéter celles que nous avons faites antérieurement dans les termes les plus explicites.

La question de la Vénétie paraît préoccuper particulièrement le Cabinet de Berlin : à ses yeux, elle intéresse la sûreté de la Confédération Germanique. Suivant l'exemple de M. de Bernstorff, je ne discuterai pas ici jusqu'à quel point la possession de Venise par l'Autriche peut importer à la sûreté de l'Allemagne ; je me réfère, à cet égard, au contenu de la Note circulaire que ce ministère vous a adressée en date du 20 mars dernier. Dans cette note, nous signalions aux puissances les dangers auxquels l'Europe est exposée, par suite de la situation exceptionnelle de cette province italienne, retenue sous la domination étrangère ; puis, nous ajoutons que c'est aux puissances qui ont créé cet état de choses qu'il appartient de pourvoir à la solution pacifique de cette grave question.

1. Voir cette note, p. 150.

Il y a plus : en prévision du cas où des entreprises imprudentes viendraient à se former en dehors de l'action régulière des pouvoirs constitués, le Gouvernement déclarait dans la même note qu'il se sentait assez fort pour empêcher que la question de la Vénétie ne fût préjugée par des tentatives de nature à troubler l'état actuel des relations existantes, et qu'on ne le verrait point faillir à sa tâche.

Ces engagements, que le Gouvernement du Roi prenait envers lui-même et en face de toutes les Puissances, et qu'il n'a pas de difficulté à renouveler ici formellement, ont été constamment tenus ; et l'Allemagne, en ce qui la concerne particulièrement, en a trouvé la preuve dans la répression prompte et complète de l'agression préparée sur quelques points de nos frontières contre le Tyrol. La fermeté déployée par le Gouvernement devant les partis extrêmes, l'appui éclairé que lui donne le pays dans l'accomplissement de sa mission doivent être pour les Gouvernements conservateurs de l'ordre et de la paix en Europe des motifs irrécusables de se rassurer entièrement sur les dispositions de l'Italie, manifestées d'ailleurs à plusieurs reprises par le Gouvernement du Roi.

Le comte de Bernstorff, par déférence sans doute pour les susceptibilités religieuses d'une partie de la population du royaume de Prusse, touche à une autre question, celle de Rome. Nous ne sommes pas moins explicites à ce sujet qu'à l'égard de Venise. Les hommes d'État qui se sont succédé au pouvoir en Italie depuis 1861, ont tous reconnu et proclamé hautement devant le Parlement national et devant l'Europe, que cette question ne devait être résolue que par des moyens moraux et par les voies diplomatiques. Nous devons ajouter aujourd'hui que nous attendons avec assurance les résultats de cette politique, irrévocablement tracée par les délibérations du Parlement ; ces résultats, tels que nous les concevons, satisferont en même temps aux légitimes exigences des consciences catholiques et aux droits de l'Italie.

Je ne doute pas qu'après ces explications, que vous communiquerez, monsieur le Ministre, au Cabinet de Berlin en lui donnant copie de cette dépêche, les dernières incertitudes qui pouvaient encore l'arrêter ne se dissipent, et que les anciens rapports d'amitié existants entre l'illustre Maison Royale de Prusse et celle de notre Auguste Souverain ne soient bientôt pleinement rétablis.

Agréez, etc.

Signé : JACQUES DURANDO.

**Proclamation de Garibaldi, datée du bois de Ficuzza,
près de Palerme (fin juillet).**

Jeunes compagnons, aujourd'hui encore nous avons une sainte cause à défendre ; aujourd'hui encore le pays nous réunit. Sans demander : Où va-t-on ? que fait-on ? vous êtes accourus, le sourire sur les lèvres, pour combattre d'arrogants dominateurs étrangers. Je demande seulement à la Providence de me conserver votre confiance. Je ne puis vous promettre que peines et travaux, mais j'ai confiance dans votre abnégation. Je vous connais, restes mutilés de glorieuses batailles ; il est superflu de vous demander la bravoure dans les combats ; mais je dois vous demander la discipline sans laquelle il n'y a pas d'armée. Les Romains par leur discipline ont pu dominer le monde. Sachez vous gagner l'affection des populations, comme vous l'avez fait en 1860, et l'estime de notre vaillante armée pour réaliser l'unification de la patrie. Cette fois encore, les braves Siciliens seront les précurseurs des grandes destinées auxquelles le pays est appelé.

GARIBALDI.

**Proclamation du Roi Victor-Emmanuel, en réponse
à la proclamation de Garibaldi.**

Italiens,

Turin, le 3 août 1862.

Au moment où l'Europe rend hommage à la sagesse de la nation et reconnaît ses droits, il est douloureux à mon cœur de voir des jeunes gens inexpérimentés et trompés, oubliant leurs devoirs et la gratitude due à nos meilleurs alliés, faire un signal de guerre du nom de Rome, de ce nom vers lequel tendent les vœux et les efforts communs. Fidèle au Statut juré par moi, j'ai tenu haut le drapeau de l'Italie, rendu sacré par le sang et glorieux par la valeur de mes peuples. Celui-là ne suit pas ce drapeau qui viole les lois et porte atteinte à la liberté, à la sécurité de la patrie, en se constituant juge de ses destinées.

Italiens,

Tenez-vous en garde contre de coupables impatiences et d'imprudentes agitations. Quand l'heure de l'accomplissement de notre grande œuvre aura sonné, la voix de votre roi se fera entendre parmi vous. Tout appel qui n'est pas le sien est un appel à la révolte et à la guerre civile.

La responsabilité et la rigueur des lois tomberont sur ceux qui n'é-

couteront pas mes paroles. Roi acclamé par la nation, je connais mes devoirs. Je saurai conserver dans son intégrité la dignité de la Couronne et du Parlement, afin d'avoir le droit de demander à l'Europe une entière justice pour l'Italie.

VICTOR-EMMANUEL.

Contre-signé : DURANDO et tous les Ministres.

**Rapport du Conseil des Ministres en faveur de la mise
en état de siège de l'île de Sicile.**

Sire,

Le général Garibaldi, oublieux des devoirs de citoyen, a levé en Sicile l'étendard de la révolte. Votre nom et celui de l'Italie figurent encore sur ce drapeau pour tromper les simples, mais ne servent plus qu'à voiler les intentions de la démagogie européenne, au service de laquelle il semble avoir mis aujourd'hui son bras et sa renommée.

Le cri de *Rome ou la mort!* et les outrages insensés contre votre glorieux allié, accueillis avec applaudissements par les seuls ennemis de la liberté et de l'unité de l'Italie, deviennent sur ses lèvres la cause qui retarde le plus le moment où, selon le vœu solennellement exprimé par la représentation nationale, le siège du Gouvernement italien sera établi dans la Ville Éternelle.

Obstinément sourd à la voix du devoir, il ne s'est pas ému à la pensée d'allumer la guerre civile au sein de sa patrie; votre parole, autrefois si respectée, est restée sans effet sur lui. Une action plus énergique est devenue nécessaire.

Les représentants du Gouvernement en Sicile, n'oubliant que difficilement les services rendus par ce général, par respect pour les sentiments du Pays envers lui, et surtout en considération de la bienveillance particulière dont Votre Majesté l'honorait, ont usé à son égard d'une tolérance qui, dans d'autres cas, eût été blâmable.

Les moyens de répression ordinaire, qui suffirent pour empêcher les tentatives dont furent menacées naguère, au pied des Alpes tyroliennes, la sûreté et la paix de l'Italie, sont aujourd'hui impuissants à produire le même résultat. Maintenant que tout espoir de le voir venir à résipiscence est perdu et que la rébellion est ouvertement déclarée, le Gouvernement manquerait à la confiance du Roi et à celle que le Parlement lui a manifestée par ses derniers votes, s'il ne proposait pas à Votre Majesté d'étoffer ses propres sentiments, et d'adopter tous les moyens dont, en vertu des lois et par la force des choses, l'autorité royale est pourvue, pour comprimer sur tous les points l'audacieuse révolte, et rétablir l'empire des lois foulées aux pieds et outragées dans toute l'île.

Il s'agit, Sire, de sauvegarder contre tous nos ennemis les principes proclamés dans les plébiscites, d'asseoir l'unité du royaume, et de laisser ouverte à l'Italie la voie où l'appellent ses hautes destinées.

Il serait coupable de reculer devant les exigences d'une telle situation; il est du devoir impérieux de vos Ministres de ne pas décliner leur mission, et de pourvoir aux événements.

Le péril imminent et le caractère des malheurs qui menacent la patrie légitiment les mesures que nous soumettons à votre approbation. En arborant une bannière en face de votre drapeau, en armant les citoyens contre les troupes fidèles de Votre Majesté, le général Garibaldi s'est mis hors la loi, ceux qui le suivent se sont mis en hostilité ouverte avec l'État; il est donc nécessaire de traiter le pays qu'ils occupent comme un pays occupé ou menacé par l'ennemi.

C'est pourquoi, Sire, nous vous proposons de mettre en état de siège l'île de Sicile pendant tout le temps que durera la rébellion, et jusqu'à ce que l'ordre y soit complètement rétabli.

Votre conseil des Ministres assume franchement la responsabilité de ces mesures exceptionnelles, parce qu'elles renferment en elles le moyen le plus sûr de rétablir le plus promptement, dans les provinces bouleversées par les rebelles, le règne des lois et de la liberté, comme aussi de faire cesser les terribles anxiétés qu'occasionnent les dangers et les menaces d'une guerre intestine.

Elles contribueront en outre, Sire, à protéger la monarchie représentative que nous avons tous juré de maintenir, à éloigner un trèsgrave obstacle à l'accomplissement de l'unité italienne, et à résoudre tous les éléments de la gloire et de la prospérité italiennes.

URBAIN RATTAZZI, DURANDO, PETITI, CONFORTI, MATTEUCCI,
DEPRETIS, PERSANO, QUINTINO SELLA.

12 août 1862.

**Décret de Victor-Emmanuel remettant tous les pouvoirs militaires
et politiques dans l'île de Sicile au général Cugia.**

Victor-Emmanuel II, etc.,

Sur la proposition du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur;
Oùï le Conseil des Ministres;

Vu les circonstances spéciales où se trouve présentement la Sicile, et jugeant nécessaire, tant que durera dans l'île cet état de choses extraordinaire, de concentrer en une seule autorité la suprême direction militaire et politique de l'île,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le major général chevalier Efsio Cugia, préfet de Palerme,

commandant militaire de l'île de Sicile, assumera provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement disposé, la direction politique de toute l'île.

Art. 2. Tous les préfets et toute autre autorité gouvernementale dépendront du préfet de Palerme, chevalier Cugia, pour tout ce qui a rapport à la partie politique dans leurs provinces respectives.

Nous ordonnons que le présent décret, etc.

Donné à Turin le 12 août 1862.

VICTOR-EMMANUEL.

Contre-signé : U. RATTAZZI.

Décret de Victor-Emmanuel donnant la direction militaire et politique des Provinces napolitaines au général de La Marmora.

Victor-Emmanuel II, etc.,

Sur la proposition du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur ; Oui le Conseil des Ministres ;

Vu notre décret du 12 courant ;

Considérant que l'état actuel des choses conseille de concentrer aussi, dans les Provinces napolitaines, en une seule autorité la suprême direction militaire et politique de ces mêmes Provinces,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le général chevalier Alfonso Ferraro Della Marmora, préfet de Naples, commandant général du sixième département militaire, assumera provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, la direction politique de toutes les Provinces napolitaines.

Art. 2. Tous les préfets et toute autre autorité gouvernementale dans les Provinces susdites dépendront du même préfet de Naples, chevalier Della Marmora, pour tout ce qui se rapporte à la partie politique dans leurs Provinces respectives.

Ordonnons que le présent décret, etc.

Donné à Turin le 15 août 1862.

VICTOR-EMMANUEL.

Contre-signé : U. RATTAZZI.

Proclamation du général de La Marmora décrétant l'état de siège des Provinces napolitaines, 16 août 1862.

Italiens des Provinces napolitaines !

Des hommes qui ne rêvent que le désordre, affiliés à une secte fatale pour l'Itale, violant le Statut fondamental du royaume, mépri-

sant les ordres du Roi et les votes du Parlement, sous le prétexte de hâter l'accomplissement de l'unité nationale, ont réussi à allumer la guerre civile dans la Sicile. Garibaldi, leur capitaine, après avoir arboré l'étendard de la révolte, compromis une ville patriotique, riche, populeuse, abandonné les jeunes gens inexpérimentés et abusés qu'il avait attirés à lui, s'est jeté sur le continent, et menace d'en plonger aussi les provinces dans l'anarchie.

Le Gouvernement a le devoir sacré de préserver le pays d'un pareil malheur, de maintenir intacts les droits de la Couronne, et d'empêcher que les principes consacrés par le Statut et par les plébiscites ne soient compromis; le Gouvernement, en conséquence, a le droit de se servir de moyens exceptionnels pour étouffer la révolte partout où elle se manifestera.

En vertu donc des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par décret royal du 15 de ce mois, je déclare :

1^o Le territoire des seize provinces napolitaines et des îles qui en dépendent est mis en état de siège;

2^o Les généraux commandant les divisions ou zones militaires réuniront les pouvoirs politiques et militaires dans les limites de leurs circonscriptions territoriales respectives;

3^o Tout rassemblement factieux ou toute réunion tumultueuse sera dispersée par la force;

4^o Le port d'armes aussi bien que la détention non autorisée d'armes de toute espèce sont interdits, sous peine d'arrestation, et les détenteurs devront, en conséquence, les consigner dans le délai de trois jours, à partir de la publication de cette ordonnance, à leur commandant militaire le plus voisin;

5^o Aucune impression, publication ou distribution de journaux, de feuilles volantes, ou autres semblables, ne peuvent avoir lieu sans une autorisation spéciale de l'autorité politique locale, qui aura en outre la faculté de séquestrer, suspendre ou supprimer toute espèce de publications;

6^o La présente ordonnance sera immédiatement publiée dans les lieux et formes accoutumés pour toutes les provinces susdites.

Citoyens!

Ces mesures temporaires, exceptionnelles, ne changeront pas le cours régulier de la justice, n'entraveront en rien la marche des affaires publiques et des intérêts privés; elles frapperont seulement les conspirateurs et les perturbateurs qui ont jusqu'à présent trop abusé de nos franchises. Je ne doute pas que les gardes nationales, se pénétrant de leur haute mission, d'autant plus difficile et plus importante que la situation du pays est plus grave, sauront l'accomplir

avec le dévouement et l'abnégation dont elles ont donné des preuves si éclatantes.

J'ai enfin confiance que tous seront convaincus avec moi que c'est là, dans la situation douloureuse où nous sommes, le seul moyen de sortir des périls qui nous environnent et d'atteindre plus promptement le but auquel nous aspirons tous.

Le Commissaire pour les Provinces napolitaines,
ALFONSO LA MARMORA.

Proclamation du major général Cugia décrétant l'état de siège de l'île de Sicile.

Siciliens !

Malgré la parole du Roi, le vote du Parlement, malgré la longanimité du Gouvernement pour laisser à ceux qui avaient été trompés le temps de se désabuser, la réunion des bandes armées commandées par Garibaldi continue dans l'île, et, après avoir occupé une ville importante, elle se change aujourd'hui en rébellion ouverte.

Une poignée d'anarchistes, faisant alliance avec tous les partis hostiles au Gouvernement que vous vous êtes donné par le plébiscite, maintient, au moyen de la presse et par tout autre moyen, une agitation dangereuse.

Le Gouvernement est décidé à faire cesser cet état de choses, qui menace si fatallement de compromettre les destinées de l'Italie; il doit prendre cette attitude vis-à-vis de la nation, à laquelle il est appelé à rendre un compte rigoureux de sa conduite. En vertu des pouvoirs qu'un décret royal m'a récemment conférés, je déclare :

Art. 1^{er}. Le territoire de l'île de Sicile est mis en état de siège.

Art. 2. Les généraux commandant les troupes de la division de Palerme et des sous-divisions de Messine et de Syracuse réuniront, dans la limite de leurs attributions respectives, les pouvoirs militaires et civils.

Art. 3. Toute bande armée et toute réunion tumultueuse sera dispersée par la force.

Art. 4. Au général commandant les troupes d'opérations sont conférés les mêmes pouvoirs sur le territoire que ces troupes occuperont.

Art. 5. La liberté de la presse est suspendue pour les journaux et autres feuilles volantes.

Les officiers de la force publique feront procéder à l'arrestation de quiconque imprimera ou distribuera des feuilles de ce genre.

Siciliens !

Le salut de la patrie exige ces mesures sévères. Elles ne s'appliqueront qu'à ceux qui veulent, à tout prix, compromettre le salut et l'avenir de l'Italie. Que ceux qui désirent l'ordre, la liberté, l'accomplissement du vœu de tous, se réunissent autour du drapeau du plébiscite. Le courageux concours des citoyens peut encore sauver l'Italie et faire cesser au plus tôt cette crise douloureuse.

Palerme, le 20 août 1862.

*Le Commissaire extraordinaire pour l'île de Sicile,
E. CUGIA.*

**Proclamation de Garibaldi faisant un appel aux armes
contre Rome.**

Italiens !

Mon programme est toujours le même. — Je veux, autant que cela dépendra de moi, que le plébiscite du 21 octobre 1860 soit une vérité, que le pacte signé entre le Peuple et le Roi reçoive pleine exécution.

Je m'incline devant la majesté de Victor-Emmanuel, Roi élu par la nation ; mais je suis hostile à un ministère qui n'a d'italien que le nom, à un ministère qui, pour plaire à la diplomatie, a ordonné, dans le mois de mai, les arrestations et le procès de Sarnico, comme aujourd'hui il provoque la guerre civile dans le Midi, pour s'assurer les bonnes grâces de l'Empereur Napoléon.

Un tel ministère ne peut, ne doit plus être supporté. — Il trompe le Roi, il le compromet comme il l'a fait dans la proclamation du 3 août dernier. — Par son municipalisme obstiné, il pousse à la séparation des provinces méridionales, il trahit la nation.

La livrée d'un maître étranger ne sera jamais un titre d'honneur et d'estime pour aucun ministère parmi nous.

Quand j'ai touché le rivage de Sicile, cette île généreuse était sur le point de faire éclater son désespoir. — Les provinces napolitaines, personne ne l'ignore, ne peuvent être contenues que par des forces militaires écrasantes.

L'amour et la bonne administration doivent fonder l'unité de l'Italie. — Les municipalités ont préféré la voix opposée. — Ils ont semé la haine, et ils ont récolté la haine à larges doses.

Insensés ! ils veulent, je le sais, la guerre civile, pour pouvoir plus facilement étouffer dans le sang l'avenir de la liberté, et immoler des victimes agréables sur l'autel du despotisme.

Pour ma part, je ne permettrai pas que ces desseins coupables

soient mis à exécution. — Que la formule du plébiscite sauve encore une fois l'Italie. — Que toute préoccupation locale cesse en présence de la grande idée unitaire. — Que tous les coeurs et que toutes les intelligences des peuples italiens s'unissent pour arriver à la grande fin de notre résurrection. — Que la pensée et l'action de tous les patriotes soient exclusivement dirigées vers l'entreprise libératrice de Rome.

A plus tard le reste.

A Rome, donc! à Rome! — Levez-vous, preux de 48 et 49! — Sus, jeunesse ardente de 1859 et 60! — Accourez à la croisade sainte! — Nous remporterons la victoire, car nous avons pour nous la raison, le droit national et la conscience universelle.

Notre révolution a fait naître de grandes espérances dans le monde. — Il faut, de plus en plus, les justifier.

Je suis sûr que le peuple italien ne manquera pas à son devoir. Plaïse à Dieu que notre valeureuse armée soit alors avec nous!

Si j'ai fait quelque chose pour la patrie, croyez à mes paroles. Je suis résolu à entrer dans Rome vainqueur, ou à périr sous ses murs. Mais si je meurs, je suis persuadé que vous vengerez dignement ma mort, et que vous achèverez dignement mon œuvre.

Vive l'Italie! Vive Victor-Emmanuel au Capitole!

GARIBALDI.

Catane, 24 août 1862.

**Circulaire du général Durando aux Agents diplomatiques
du Royaume d'Italie à l'étranger.**

Turin, 10 septembre 1862.

Monsieur,

L'attitude prise par le Gouvernement du Roi depuis la tentative de Sarnico donnait lieu de croire que le général Garibaldi renoncerait désormais à des entreprises incompatibles avec l'ordre établi, et de nature à compromettre l'Italie dans ses rapports avec les Gouvernements étrangers.

Cette attente a été déçue. Égaré par des sentiments que le respect de la loi et une appréciation plus juste de la situation auraient dû contenir, et trop accessible aux excitations d'une secte plus connue par ses victimes que par ses succès, il ne recula pas devant la perspective d'une guerre civile et voulut se faire l'arbitre des alliances et des destinées de l'Italie.

A la faveur des souvenirs laissés en Sicile par les événements de 1860, il put réunir dans cette île des corps de volontaires; les populations, partagées entre la sympathie que devait éveiller en elles une revendication de Rome, et le regret de voir cette revendication

prendre le caractère d'une révolte , ne le virent passer au milieu d'elles qu'avec inquiétude et tristesse. Le Parlement le désapprouvait; le Roi lui-même , dont il ne cessait d'invoquer le nom , le rappelait à la soumission aux lois ; tout fut inutile. Il parcourut la Sicile et entra à Catane , trouvant partout un accueil plein d'avertissements salutaires qu'il ne sut pas entendre ; de Catane enfin , il passa sur le continent avec 3000 hommes , obligeant ainsi le Gouvernement du Roi d'en venir à une répression immédiate et complète. C'est alors que , rejoint par un détachement de l'armée , il fut pris avec les siens¹.

Les faits que je viens de vous rappeler sommairement , monsieur le Ministre , ne laisseront d'autre trace parmi nous qu'un souvenir douloureux : l'union des esprits , fondée sur un attachement unanime à des principes supérieurs , n'en saurait être troublée. Ils ont cependant une signification que vous ferez remarquer au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité. Ils sont d'abord un témoignage de la maturité politique de ces populations , libres d'hier seulement ; du désir que l'Italie éprouve de voir ses destinées s'accomplir par des voies régulières , et des liens indissolubles qui unissent la nation à la monarchie constitutionnelle , expression suprême des volontés du pays. Ils sont encore une preuve nouvelle de la fidélité et de la discipline de l'armée , constante et sûre gardienne de l'indépendance nationale.

Tous les Cabinets européens ne doivent pas se méprendre sur le sens véritable des événements. La loi l'a emporté , mais le mot d'ordre des volontaires a été cette fois , il faut le reconnaître , l'expression d'un besoin plus impérieux que jamais.

La nation tout entière réclame sa capitale ; elle n'a résisté naguère à l'élan inconsidéré de Garibaldi que parce qu'elle est convaincue que le Gouvernement du Roi saura remplir le mandat qu'il a reçu du Parlement à l'égard de Rome. Le problème a pu changer de face , mais l'urgence d'une solution n'a fait que devenir plus puissante.

En présence des secousses de plus en plus graves qui se renouvellent dans la Péninsule , les Puissances comprendront combien est irrésistible le mouvement qui entraîne la nation entière vers Rome. Elles comprendront que l'Italie vient de faire un suprême et dernier effort , en traitant en ennemi un homme qui avait cependant rendu de si éclatants services et soutenu un principe qui est dans la conscience de tous les Italiens ; elles sentiront qu'en seconde sans hésitation le Souverain dans la crise qu'ils viennent de traverser , les Italiens ont entendu réunir toutes leurs forces autour du représentant légitime de leurs droits , afin que justice entière leur soit enfin rendue.

1. A Aspromonte , le 29 août.

Après cette victoire, remportée en quelque sorte sur elle-même, l'Italie n'a pas besoin de prouver que sa cause est celle de l'ordre européen : elle a assez montré à quels sacrifices elle sait se résoudre pour tenir ses engagements, et l'Europe sait notamment qu'elle tiendra ceux qu'elle a pris et qu'elle est prête à prendre encore relativement à la liberté du Saint-Siége. Les Puissances, dès lors, doivent nous aider à dissiper les préventions qui s'opposent encore à ce que l'Italie puisse trouver le repos et rassurer l'Europe.

Les nations catholiques, la France surtout, qui a si constamment travaillé à la défense des intérêts de l'Église dans le monde, reconnaîtront le danger de maintenir plus longtemps entre l'Italie et la Papauté un antagonisme dont la seule cause réside dans le pouvoir temporel, et de lasser l'esprit de modération et de conciliation dont les populations italiennes se sont montrées animées jusqu'ici.

Un tel état de choses n'est plus tenable ; il finirait par avoir, pour le Gouvernement du Roi, des conséquences extrêmes, dont la responsabilité ne saurait peser sur nous seuls, et qui compromettrait les intérêts religieux de la catholicité et la tranquillité de l'Europe.

Je vous invite, monsieur le Ministre, à donner lecture, etc.

Signé : JACQUES DURANDO.

Rapport présenté au Roi Victor-Emmanuel, dans le Conseil du 5 octobre 1862, au sujet de l'amnistie de Garibaldi et de ses complices.

Sire,

Les causes pour lesquelles votre Gouvernement s'est vu jusqu'à présent forcé de vous conseiller la résistance aux généreuses impulsions de votre cœur, envers le général Garibaldi et ses complices, ont cessé d'exister. L'empire des lois va se raffermissant partout ; la confiance dans la politique, aussi franche que prudente que vous avez inaugurée, a tempéré les impatiences qui ont poussé ce général dans la voie de la rébellion, jusqu'à la catastrophe d'Aspromonte, où il a pu s'apercevoir que si, en combattant en votre nom les ennemis de la patrie et de la liberté, il lui a été donné d'accomplir des prodiges, il n'en était pas ainsi lorsque, oubliant ses devoirs, il s'armait contre vos droits, quel qu'en dût être le résultat.

De ce déplorable exemple ressort pour nous tous un enseignement salutaire.

Maintenant l'Italie, rassurée contre les impatiences des factions, et se souvenant des services rendus par le général Garibaldi à la cause de l'unité nationale, désire ardemment oublier qu'il fut un moment

où il ferma l'oreille à la voix du devoir, à vos avertissements et à la loi.

Ce vœu du pays trouve un écho partout, dans le monde civilisé, chez tous ceux qui épousent chaleureusement la cause de la liberté et de l'unité de l'Italie, et qui ne craignent rien tant, pour elle, que le retour des discordes intestines, qui pendant si longtemps la tinrent divisée et la rendirent si facilement la proie des ambitions étrangères.

L'oubli que, de tous côtés, on implore pour le chef principal, se demande avec d'autant plus de raison en faveur de ceux qui, entraînés par le prestige qui environne son nom, le suivirent dans son entreprise malavisée.

Il n'est plus nécessaire de résister à ces vœux. Leur réalisation donnera de la vigueur à la direction du gouvernement sans préjudicier aux conditions de l'ordre politique qui a placé dans vos mains royales le pouvoir de satisfaire au sentiment national et à celui de votre cœur, sans saper les lois sur lesquelles repose la paix publique.

Lorsqu'il s'agissait de réprimer la rébellion, de rendre l'autorité aux lois outragées et de raffermir l'ordre, votre Conseil n'hésita pas à vous proposer les mesures les plus énergiques. Tout danger s'étant évanoui, c'est de bon gré qu'il se fait aujourd'hui l'interprète des vœux généraux, et qu'il implore de Votre Majesté un acte de clémence, qui, en effaçant la mémoire d'un des plus douloureux épisodes de notre résurrection nationale, ait pour résultat de ne laisser subsister que le souvenir des services rendus à la patrie et à la dynastie.

Les ennemis de l'Italie, à qui souriaient les menaces de guerre civile, verront seuls avec douleur cet acte destiné à maintenir unies et intactes toutes les forces, comme toutes les gloires de la nation.

Votre Gouvernement aurait désiré que l'amnistie fût entière, et que tous ceux qui, à l'occasion de l'entreprise réprimée sur le champ de bataille d'Aspromonte, ont encouru les peines portées par les lois, fussent libérés de toute dette envers la justice.

Mais la nécessité de renforcer en toute occurrence le sentiment des grands devoirs qui, pour la sauvegarde de tous les droits et de toutes les libertés, sont imposés à l'armée, ne permet pas de comprendre dans le nombre des amnistiés les soldats de terre et de mer, qui, en cette occasion, ont ou violé les lois qui les régissent particulièrement, ou failli à la fidélité due au prince.

L'honneur de notre drapeau nous interdit de voir, dans les faits qui leur sont imputés, les circonstances atténuantes qui militent en faveur de ceux qui étaient libres des liens du service militaire.

Vos Ministres ne se dissimulent pas combien l'exception qu'ils pro-

posent, et sur laquelle ils insistent, doit coûter à votre cœur paternel.

Ce pardon, Sire, n'est pas sans précédent dans nos libres régimes.

Le consentement tacite que le Parlement et l'opinion publique ont donné, en d'autres temps, à de pareils actes, persuade au Conseil de la Couronne de vous proposer un décret qui témoigne, en face de l'Italie et de l'Europe, de votre magnanimité, de la force du Gouvernement, de l'esprit de concorde dont sont animés les peuples qui ont le bonheur de vous avoir en même temps pour père et pour roi.

DÉCRET D'AMNISTIE.

Victor-Emmanuel II,

Par la grâce de Dieu et par la volonté de la nation, roi d'Italie.

Vu l'article 8 du Statut;

Sur la proposition du président du conseil, ministre de l'intérieur et chargé *par intérim* du ministère de grâce et justice;

Oùï le conseil des ministres;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les auteurs et les complices des faits et tentatives de rébellion qui ont eu lieu, au mois d'août dernier, dans les provinces méridionales, et qui ne sont pas coupables de délits communs, sont libérés de toute dette encourue à cet égard envers la justice.

Art. 2. Sont toutefois exceptés du bénéfice de cette amnistie les militaires de terre et de mer.

Donné à Turin, le 5 octobre 1862.

U. RATTAZZI.

VICTOR-EMMANUEL.

Dépêche du général Durando au chevalier Nigra, à propos de l'occupation française à Rome.

Turin, le 8 octobre 1862.

Monsieur le chevalier,

Les documents publiés récemment par le *Moniteur* français sur la question romaine nous font croire que le Gouvernement Impérial, pénétré lui-même des dangers de la situation actuelle, pense qu'on ne saurait laisser plus longuement cette question en suspens, et qu'il est urgent de chercher une solution qui sauvegarde en même temps, dans l'intérêt des deux Pays, et les principes que la France protège à Rome, et les exigences de la nationalité italienne.

L'occupation de Rome, quels qu'aient été les motifs qui l'ont dé-

terminée, ne constitue pas moins une atteinte au principe de non-intervention, reconnu généralement par les Puissances, et spécialement appliqué à l'Italie. Nous ne discuterons pas ces motifs. Ce qui importe maintenant, c'est de voir si la continuation de l'occupation peut être justifiée pour l'avenir.

En envoyant ses troupes à Rome et en les y maintenant, le Gouvernement Français avait non-seulement en vue de rétablir le Saint-Père sur le Siège Pontifical, mais aussi de réconcilier le Souverain de Rome avec l'Italie et de procurer en même temps aux Romains un Gouvernement plus conforme aux conditions de la civilisation moderne. Tous les efforts de l'Empereur ont été constamment dirigés vers ce double but, et son désir, nous ne saurions en douter, a toujours été de faire cesser l'occupation dès qu'il aurait pu l'atteindre. Ne se laissant pas décourager par des refus réitérés, il a pu conserver longtemps l'espoir de faire prévaloir dans la Cour romaine des conseils de prudence et de modération. Mais, après la dernière allocution du Pape, après le rejet des propositions que le *Moniteur* vient de publier, peut-on encore nourrir l'espérance d'amener cette Cour à une appréciation plus juste de la situation et à des sentiments plus équitables envers l'Italie? La réponse du cardinal Antonelli ne peut pas laisser de doute à cet égard. Elle contient un refus péremptoire de tout accommodement. Demander, en effet, qu'on rende préliminairement au Saint-Siége les provinces qui depuis deux ans forment partie intégrante du royaume d'Italie, que la France et presque toutes les puissances ont reconnue, et dans lesquelles, avant l'annexion, aucun ordre n'était possible qu'à l'aide de l'intervention permanente de forces étrangères; se refuser à admettre un arrangement quelconque sans cette restitution, c'est fermer toutes les voies à des négociations futures. Il est donc désormais démontré à l'évidence que l'occupation n'a obtenu et n'obtiendra jamais ni la réconciliation de l'Italie avec le Saint-Siége, ni celle de la population romaine avec son Gouvernement. Voilà quatorze ans que la garnison française est à Rome et aucune des réformes demandées n'est venue améliorer le Gouvernement Pontifical; les consciences catholiques sont plus troublées que jamais.

Il y a plus : une des conséquences regrettables d'une occupation si prolongée est de maintenir dans l'esprit de la Cour romaine la certitude que son appui ne lui fera jamais défaut, et que, par conséquent, il lui est loisible de repousser toute tentative que l'Italie ferait dans le but d'arriver, par la voie des négociations directes, à un arrangement définitif avec le Pape. L'occupation, d'ailleurs, ôtant aux Romains toute possibilité d'exercer, par des moyens pacifiques, une action légitime sur leur Gouvernement, les empêche d'obtenir les améliorations que dans tous les pays l'opinion publique réclame rarement en vain.

Elle entretient dans toute la Péninsule une agitation aussi nuisible à l'organisation du Royaume qu'à nos bons rapports avec la France et au maintien de la paix en Europe.

Le Gouvernement Romain couvrant de son égide les conspirations dont l'ancienne Cour de Naples est le centre et le foyer, en donnant asile au Roi déchu et aux brigands qui désolent en son nom les Provinces méridionales, fait en réalité, à l'abri du drapeau de la France, des actes de guerre contre l'Italie. L'Europe qui assiste depuis si longtemps à ce spectacle douloureux et qui ne peut se convaincre qu'il ne soit pas possible d'y mettre un terme, cherche à s'expliquer la continuation de l'occupation française par des suppositions qui n'ont aucun fondement, j'ai hâte de le reconnaître, dans les intentions du Gouvernement Impérial, mais qui ne nuisent pas moins aux intérêts des deux Pays.

Toutefois, en présence des tentatives réitérées du parti révolutionnaire en Italie, le Gouvernement Français pouvait douter jusqu'ici que nous eussions assez de force et d'autorité pour les réprimer, pour ramener la tranquillité dans le pays, et tenir les engagements que nous aurions été dans le cas de prendre pour garantir la sûreté du Pape. Ce doute n'est désormais plus possible. L'énergie dont le Gouvernement a fait preuve dans les derniers événements, la promptitude avec laquelle il a rétabli l'autorité de la loi, et l'amnistie que, sans crainte, il a pu conseiller au Roi, témoignent qu'il a la conscience de sa force et qu'il n'hésitera pas à l'employer pour maintenir l'ordre établi et ses engagements.

Il est évident, à nos yeux, que rien ne s'oppose maintenant à ce que l'on s'entende sur l'opportunité de faire cesser l'occupation. Ce système a déjà fait ses preuves, sans avoir pu amener, je le répète, ni la conciliation ni les réformes vainement sollicitées et vainement espérées. En laissant la Cour de Rome en face de ses sujets, on obtiendra, il faut l'espérer, ce que la longanimité de l'Empereur n'a pu obtenir par quatorze ans d'occupation et de négociations stériles.

Par toutes ces considérations, le Gouvernement du Roi ne saurait plus longtemps s'abstenir d'appeler l'attention de celui de l'Empereur sur un état de choses qui réclame les plus prompts remèdes.

Nous nous adressons donc à lui pour savoir s'il ne croit pas le moment arrivé de rappeler ses troupes de Rome, et de chercher une nouvelle combinaison de nature à changer une situation si pleine de périls pour les deux Pays.

Le Gouvernement Italien est prêt à examiner les propositions qu'on lui ferait dans le but de garantir l'indépendance du Saint-Siège, dès que l'occupation étrangère aura cessé. Il prendra en considération les projets d'arrangement qui, en rassurant les consciences catholiques,

satisferont en même temps aux légitimes exigences de la nationalité italienne.

Nous sommes d'autant plus disposés à entrer dans cette voie que les sentiments qui ont inspiré la mémorable lettre de l'Empereur nous sont un gage que, dans ses constants efforts pour sauvegarder les intérêts spirituels du monde catholique, il ne saurait méconnaître que l'affermissement de l'ordre actuel dans la Péninsule est aussi nécessaire à la Paix de l'Europe qu'à la tranquillité des consciences.

Veuillez bien, monsieur le chevalier, lire cette dépêche à M. Drouyn de Lhuys et lui en laisser une copie, en le priant de nous faire connaître la pensée du Gouvernement Impérial à ce sujet, afin que nous sachions régler notre conduite dans l'accomplissement du mandat que le Roi et la nation nous ont confié.

Agréez, monsieur le chevalier, les nouvelles assurances de ma considération très-distinguée.

Signé : JACQUES DURANDO.

Les documents français auxquels fait allusion la note qui précède seront publiés dans la livraison de février.

QUATRIÈME PARTIE.

RECONNAISSANCE DU ROYAUME D'ITALIE PAR LA PRUSSE ET PAR LA RUSSIE.

NOTES DE LA PRUSSE , DE LA RUSSIE ET DE L'AUTRICHE , SUIVIES DES PROTESTATIONS DE LA COUR DE ROME ET DE FRANÇOIS II , CONTRE LA VALIDITÉ DES ACTES DU GOUVERNEMENT DE VICTOR-EMMANUEL.

Dépêche du comte de Bernstorff au comte Brassier de Saint-Simon.

Berlin , le 4 juillet 1862.

Monsieur le comte,

Le Gouvernement du Roi Victor-Emmanuel a confidentiellement exprimé, à différentes reprises, par l'organe de son Ministre à Berlin, le désir de voir reconnaître le titre de Roi d'Italie par le Roi, notre Auguste Maître. Il nous a signalé l'intérêt que nous aurions à fortifier et à consolider le pouvoir monarchique dans la Péninsule, contre les tendances anarchiques et républicaines, et à aider par notre soutien moral ce pouvoir dans sa tâche difficile et ardue de rétablir les principes d'ordre et de stabilité, profondément ébranlés par la révolution.

Il nous a fait représenter en même temps qu'en reconnaissant l'ordre de choses établi en Italie, par suite des grands événements qui s'y sont accomplis, nous aiderions puissamment à assurer la paix générale de l'Europe, puisque l'état d'incertitude et d'agitation qui excite les esprits et les pousse aux extravagances, cesserait par suite de la reconnaissance des grandes puissances de l'Europe, et ferait place à la raison et à la modération dont la Péninsule a si grand besoin pour consolider le nouvel édifice à l'intérieur, et pour y faire de plus en plus prévaloir les grands principes d'ordre moral et social.

Les Ministres du Roi Victor-Emmanuel, tout en tenant le même langage, monsieur le comte, nous ont, en outre, donné maintes fois l'as-

surance qu'il n'est pas dans les intentions du Gouvernement de Turin de faire valoir par la force des armes certaines prétentions territoriales, qu'on regarde généralement comme faisant partie du programme politique du royaume d'Italie, et qu'eux-mêmes ne renient pas en théorie, mais que ce Gouvernement est fermement résolu à maintenir la paix avec ses voisins et à laisser à l'avenir et aux moyens de la négociation et du développement naturel des choses, la solution des questions dont il s'agit.

Il en est une qui intéresse particulièrement la Prusse, en ce qu'elle touche les intérêts et la sûreté de la Confédération Germanique. C'est la question de Venise. Je n'ai pas l'intention, monsieur le comte, de traiter ici cette question sous le point de vue stratégique, et d'examiner si la possession de la Vénétie est nécessaire pour assurer le système de défense militaire du midi de l'Allemagne. Il ne s'agit ici que du fait que les Traités en vigueur assurent cette possession à l'Autriche, et que la tentative de la lui enlever de force pourrait aisément, en mettant le territoire fédéral en danger, entraîner la Confédération Germanique dans la lutte, et amener ainsi une conflagration à laquelle la Prusse, en sa qualité de membre de la Confédération, ne saurait rester étrangère.

C'est en vue de ces éventualités possibles, dont les conséquences, probablement funestes au sort futur de la nouvelle monarchie italienne même, n'ont pu échapper à la perspicacité des hommes d'État qui conseillent le roi Victor-Emmanuel, que nous avons sincèrement applaudi au langage plein de sagesse et de fermeté que le Cabinet de Turin a tenu dans une occasion récente, où la paix était menacée par la pétulance du parti révolutionnaire¹.

Cette attitude du Gouvernement de Turin, si elle était assurée pour l'avenir, nous donnerait les garanties que nous désirons, et dont nous avons besoin pour régulariser nos rapports avec lui en reconnaissant le nouveau titre que le roi Victor-Emmanuel a pris, et que nous avons principalement hésité à reconnaître, à cause des prétentions qu'il semblait impliquer et des doutes qu'on pouvait nourrir sur les conséquences que le Gouvernement de sadite Majesté comptait en tirer pour son action future; car, tout en déclarant expressément que nous ne voulons ni ne pouvons préjuger les droits de tiers qui se trouvent lésés par les faits qui ont eu lieu dans la Péninsule, nous avons cependant toujours reconnu que ce n'est pas à nous à les faire valoir, et à nous opposer aux conséquences des événements qui se sont accomplis sans notre concours, et que ceux qui y avaient un intérêt spécial n'ont pu empêcher.

1. Affaire de Sarnico.

Si donc, M. le comte, le Gouvernement de Turin veut bien nous donner, dans la forme qu'il jugera lui-même la plus convenable, sur ses intentions à l'égard des questions de Venise et de Rome, des assurances que nous puissions regarder comme des garanties suffisantes pour nous, et qui soient en même temps de nature à rassurer nos Confédérés et la partie de notre propre population, qui pourrait voir dans notre reconnaissance de ce qui est une reconnaissance anticipée d'événements futurs qu'elle appréhende, je suis autorisé par le Roi, notre Auguste Maître, à charger Votre Excellence de déclarer au Gouvernement de S. M. le roi Victor-Emmanuel que Sa Majesté est prête à reconnaître le titre de Roi d'Italie.

Veuillez, monsieur le comte, faire la communication précédente à M. le général Durando, en lui laissant copie de cette dépêche, et recevez les assurances renouvelées, etc¹.

Signé : Comte de BERNSTORFF.

**Dépêche du comte de Bernstorff au comte Brassier
de Saint-Simon.**

Berlin, le 21 juillet 1862.

Monsieur le comte,

Le Roi Victor-Emmanuel a adressé au Roi une lettre qui a pour objet de demander à Sa Majesté de reconnaître le titre de Roi d'Italie que ce Souverain a pris.

En même temps le Cabinet de Turin nous a fait une communication, en réponse à ma dépêche du 4 de ce mois, et qui est destinée à nous rassurer sur ses intentions relativement aux questions de Venise et de Rome.

Dans une dépêche en date du 9 du courant, que M. le comte de Launay a été chargé de me remettre, M. le Ministre des Affaires Étrangères, en se référant à une Note Circulaire du Cabinet de Turin en date du 20 mars dernier, se prononce, à l'égard de la Vénétie, en ce sens que « c'est aux Puissances qui ont créé cet état de choses, qu'il appartient de pourvoir à la solution pacifique de cette grande question. »

M. le général Durando ajoute, « qu'en prévision du cas où des entreprises imprudentes viendraient à se former en dehors de l'action régulière des pouvoirs constitués, le Gouvernement déclarait dans la même note (du 20 mars) qu'il se sentait assez fort pour empêcher que la question de la Vénétie ne fût préjugée par des tentatives de nature

1. Voir la réponse à cette note, p. 133.

à troubler l'état actuel des relations existantes, et qu'on ne le verrait point faillir à sa tâche. »

« Ces engagements, » continue le Ministre, « que le Gouvernement du Roi a pris envers lui-même et en face de toutes les Puissances, et qu'il n'hésite pas à renouveler ici formellement, ont été constamment tenus; et l'Allemagne, en ce qui la concerne particulièrement, en a trouvé la preuve dans la répression prompte et complète de l'agression préparée sur quelques points de nos frontières contre le Tyrol. La fermeté déployée par le Gouvernement devant les partis extrêmes, l'appui éclairé que lui donne le pays dans l'accomplissement de sa mission, doivent être pour les Gouvernements conservateurs de l'ordre et de la paix en Europe, des motifs irrécusables de se rassurer entièrement sur les dispositions de l'Italie, manifestées d'ailleurs à plusieurs reprises par le Gouvernement du Roi. »

Pour ce qui concerne la question de Rome, M. le général Durando s'exprime en ces termes : « Les hommes d'État qui se sont succédé au pouvoir en Italie depuis 1859, ont tous reconnu et proclamé hautement devant le Parlement national et devant l'Europe, que cette question ne devait être résolue que par des moyens moraux et par les voies diplomatiques. Nous devons ajouter aujourd'hui que nous attendons avec assurance les résultats de cette politique irrévocablement tracée par les délibérations du Parlement. »

Nous prenons acte avec satisfaction de ces déclarations du Gouvernement de Sa Majesté le Roi Victor-Emmanuel sur ces intentions pacifiques à l'égard de la Vénétie aussi bien que de Rome.

Après avoir reçu ces assurances formelles par le Cabinet de Turin, le Roi, notre Auguste Maître, a résolu de reconnaître le titre de Roi d'Italie.

Mais en prenant cette décision, il nous importe que notre reconnaissance ne soit pas interprétée d'une manière inexacte.

Le Gouvernement du Roi n'a caché, en aucune circonstance, ses opinions sur les événements qui se sont accomplis dans la Péninsule. La reconnaissance de l'état de choses qui en est résulté ne pourrait donc en être la garantie, de même qu'elle ne saurait impliquer une sanction rétrospective de la politique que le Cabinet de Turin a suivie. Encore moins entendons-nous préjuger des questions qui concernent des tiers et renoncer à une entière liberté d'appréciation à l'égard d'éventualités qui pourraient modifier l'état actuel des choses.

Si, dans un moment aussi grave, je crois ne pas devoir laisser subsister le moindre doute sur l'esprit dans lequel nous entendons reconnaître le titre de Roi d'Italie, l'acte même de la reconnaissance parle assez haut pour attester l'intérêt que nous portons à l'Italie, à la consolidation d'un ordre de choses régulier à l'intérieur, comme au dé-

veloppement de sa puissance et de son indépendance à l'extérieur. Puisse cette marque éclatante de nos dispositions bienveillantes devenir pour nos relations réciproques une source féconde d'heureux résultats !

Votre Excellence voudra bien donner lecture et remettre copie de cette dépêche à M. le général Durando.

Recevez, etc.

Signé : Comte DE BERNSTORFF.

**Dépêche du comte de Rechberg au comte Karolyi,
Ministre de Prusse à Berlin.**

Vienne, 26 juillet 1862.

Monsieur le comte,

J'ai prié M. le baron de Werther, lorsqu'il m'a donné lecture d'une dépêche par laquelle son Gouvernement le chargeait d'informer le Cabinet Impérial de la reconnaissance du nouveau royaume italien par la Prusse, de laisser entre mes mains les documents y relatifs, afin que je puisse les mettre sous les yeux de l'Empereur.

M. le baron de Werther fut autorisé par son Gouvernement, ensuite de sa demande, à défrérer à ce désir, et je fus donc à même de soumettre lesdites correspondances à l'Empereur. Ensuite de cela, Sa Majesté vous charge du soin de faire savoir à Sa Majesté Prussienne que l'Empereur François-Joseph remercie le Roi de la résistance que ce dernier a opposée jusqu'à présent aux instances pressantes pour la reconnaissance du soi-disant Royaume d'Italie, et que c'est le désir sincère de l'Empereur que la Prusse n'ait jamais à regretter, dans son propre intérêt, les effets de la résolution de reconnaître les succès de la révolution la plus violente et de la violation la moins scrupuleuse du droit et des traités.

Votre Excellence voudra s'acquitter de cette mission en recourant à l'intermédiaire de M. le comte Bernstorff.

Vous n'attendrez certainement pas de nous que nous perdions la moindre parole sur les prétendues « garanties » que la Prusse s'est réservées, sur les « assurances formelles » qu'elle a obtenues de Turin.

Nous croyons que ces garanties et ces assurances formelles n'ont pas la valeur du chiffon de papier sur lequel elles se trouvent inscrites. Nous croyons même que, sur ce point, le général Durando pense exactement comme nous.

Recevez, etc.

Signé: Comte DE RECHBERG.

**Dé pêche du comte de Bernstorff au baron de Werther à Vienne,
en réponse à la dépêche du comte de Rechberg, du 26 juillet
1862.**

Monsieur le baron,

Berlin, 31 juillet 1862.

Le comte Karolyi, que je n'ai pu voir personnellement ces jours-ci, à cause des débats des Chambres, a remis à M. le conseiller privé de Sydow la dépêche ci-jointe, qui doit servir de réponse à notre communication confidentielle sur la question du royaume d'Italie.

Nous avons cru non-seulement remplir un devoir fédéral vis-à-vis de l'Allemagne, mais encore, et en particulier, témoigner d'égards, d'amitié fédérale pour l'Autriche, en nous faisant donner par le Gouvernement de Turin, comme condition préliminaire de notre reconnaissance, certaines garanties et assurances, dont certainement nous n'exagérons pas la portée, mais qui, cependant, lorsqu'on les examine sans prévention, ne sont pas sans valeur, et quand, d'autre part, ce qui est bien plus important que toutes les assurances italiennes, nous avons pris, vis-à-vis du nouveau Royaume d'Italie et de ses préentions éventuelles, une position très-déterminée, nullement agréable au cabinet de Turin, et que d'autres Puissances européennes ont appréciée dans toute sa signification.

Si maintenant M. le Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche passe complètement sous silence cette dernière circonstance, et déclare que les stipulations mentionnées en premier lieu n'atteignent pas la valeur du papier sur lequel elles sont écrites, nous ne partageons pas à la vérité la croyance exprimée en même temps que, sur ce point, le général Durando pense exactement de même que le Ministre Autrichien; mais, en tout cas, nous puisons dans cet accueil qu'a reçu notre communication amicale, l'expérience instructive qu'à l'avenir nous serons dispensés de tous égards semblables pour les intérêts autrichiens, en tant qu'ils ne nous seront pas imposés par nos devoirs fédéraux.

J'autorise Votre Excellence à communiquer la présente au comte de Rechberg, en réponse à sa dépêche du 26 de ce mois.

Recevez, etc.

Signé : Comte de BERNSTORFF.

**Circulaire du prince Gortschakoff aux représentants de la Russie
près les Puissances étrangères, pour leur exposer les motifs
qui ont déterminé l'Empereur Alexandre à reconnaître l'Italie
constituée en royaume¹.**

Saint-Pétersbourg, 5/18 août 1862.

Monsieur,

La dépêche de notre Chargé d'affaires à Turin, en date du 28 septembre (10 octobre) 1860², a fait connaître le jugement porté par S. M. l'Empereur sur les événements accomplis en Italie et sur les motifs qui avaient engagé notre Auguste Maître à rappeler sa Légation de Turin.

A la distance où nous sommes de l'Italie, aucun de nos intérêts directs ne se trouvait impliqué dans ces événements. Nous n'avions à les envisager que sous le double point de vue des sentiments de sympathie que nous portons à ce pays et des intérêts généraux de l'ordre et de la paix en Europe.

C'est à ce point de vue que notre Auguste Maître s'est placé, il y a deux ans, pour apprécier les affaires de la Péninsule. C'est encore au même point de vue que Sa Majesté se place aujourd'hui pour se rendre compte d'une situation que le développement des faits a profondément modifiée.

Actuellement ce ne sont plus seulement des questions de droit qui se débattent, c'est le principe monarchique et l'ordre social qui sont aux prises avec l'anarchie révolutionnaire. Menacée d'être débordée à son tour par les violences des partis extrêmes, la Cour de Turin s'est vue dans la nécessité de se défendre. Elle l'a fait avec fermeté, et, bien que, dans cette voie, elle ait été obligée d'aller à l'encontre des aspirations passionnées qui poussent l'Italie vers le complément de son unité, elle a trouvé, de la part des Représentants du pays, un concours décidé qui atteste la prédominance générale des idées d'ordre sur les entraînements révolutionnaires.

Ces considérations ont fixé l'attention des Gouvernements. Le Cabinet Impérial pouvait d'autant moins y rester indifférent, que l'agitation dont l'Italie est le foyer menace de déborder sur le reste de l'Europe.

Nous avions besoin d'être rassurés sur deux points essentiels : d'abord que la Cour de Turin aurait la ferme intention de réprimer toute tentative des partis extrêmes qui pourrait troubler la paix générale, et ensuite qu'il avait en mains la force nécessaire.

1. La reconnaissance de la Russie avait été communiquée au Ministère des Affaires Etrangères à Paris, déjà le 8 juillet. Voir p. 132.

2. Voir *Archives*. 1861, t. I, p. 116.

Sous ce double rapport, le Gouvernement du Roi Victor-Emmanuel a donné aux grandes Puissances de l'Europe des assurances positives.

Il a déclaré, quant aux difficultés internationales soulevées par la situation politique de l'Italie, que :

« C'est aux Puissances qui ont créé cet état de choses qu'il appartient de pourvoir à la solution pacifique de cette grande question. »

Il a ajouté :

« Qu'en prévision du cas où des entreprises imprudentes viendraient à se former en dehors de l'action régulière des pouvoirs constitués, il se sentait assez fort pour empêcher que les questions ne fussent préjugées par des tentatives de nature à troubler l'état actuel des relations existantes, et qu'on ne le verrait pas faillir à sa tâche. »

Ces engagements, pris à la face de l'Europe par la Cour de Turin, sont d'autant plus satisfaisants, qu'ils ont pour garantie, d'une part, l'intérêt de sa propre conservation, et, d'autre part, le concours de la majorité des Représentants du pays. Ils ont été d'ailleurs confirmés par les preuves matérielles que le Cabinet actuel a récemment données de ce qu'il veut et peut, pour le maintien de l'ordre et de la paix générale.

Dans cette situation, nous avons jugé qu'il était de notre intérêt de maintenir et de fortifier la Cour de Turin sur le terrain de l'ordre social où tous les Gouvernements sont solidaires, et que, pour rester conséquents avec les principes que Sa Majesté fait présider à sa politique, il convenait de ne refuser notre appui moral ni au Cabinet qui avait publiquement proclamé ce programme, ni à la majorité éclairée d'un pays envers lequel nous n'avons que des sentiments de bienveillance et de mutuelle sympathie.

Notre Auguste Maître a en conséquence décidé le rétablissement de ses relations diplomatiques avec S. M. le Roi Victor-Emmanuel, comme Roi d'Italie.

M. le général comte de Sonnaz ayant été désigné par le Roi, pour se rendre près la Cour Impériale avec la notification de ce titre, S. M. l'Empereur a, de son côté, fait choix de M. l'aide de camp général comte de Stackelberg, en qualité de son Représentant à Turin.

En vous faisant part de cette détermination de notre Auguste Maître, je dois vous répéter que Sa Majesté n'entend ni soulever, ni résoudre aucune question de droit.

Nos rapports officiels avec le Gouvernement Italien se trouvant ainsi établis sur un pied régulier, vous êtes autorisé à vous conformer au présent avis, en entretenant avec le Représentant de S. M. le Roi d'Italie, s'il s'en trouve au lieu de votre résidence, les mêmes relations

que vous êtes appelé à cultiver avec les Représentants des autres Puissances amies de la Russie.

Recevez, etc.

Signé : GORTSCHAKOFF. »

Protestation de François II contre la reconnaissance du Royaume d'Italie par la Prusse , adressée au prince Carini, à Berlin.

Rome, 1^{er} juillet 1862.

Excellence ,

D'après les nouvelles qui nous arrivent de Berlin , la reconnaissance du titre de Roi d'Italie pris par le Roi de Sardaigne paraît sinon tout à fait prochaine, du moins très-probable. Si ce titre n'était qu'une vaine formule , comme toutes celles qu'on conserve encore dans la désignation des maisons royales , le Roi notre Maître n'y verrait qu'une complaisance insignifiante du Gouvernement Prussien qui ne donnerait lieu ni à des observations ni à une plainte quelconque.

Mais lorsqu'on considère ce titre comme le symbole de la violation la plus évidente du droit, de la spoliation de Souverains garantis par la loi commune de l'Europe , de l'usurpation d'États indépendants qui pendant des siècles ont bravé toutes les vicissitudes des temps et conservé leur indépendance la plus complète , alors notre auguste Souverain, S. M. le Roi, ne peut comprendre comment un Gouvernement aussi estimable que celui de S. M. le Roi de Prusse peut sanctionner d'une manière quelconque de pareils attentats , et modifier à ce point ses vues et opinions sur les événements dont l'Italie est le théâtre depuis deux ans. S. M. le Roi ne croit pas convenable d'entrer dans des considérations sur les conséquences qu'une telle démarche doit avoir pour tous les Gouvernements , sur cette sorte de concession qu'on fait à une révolution qui menace tous les Pouvoirs existants en Europe.

Sa Majesté se borne , en conséquence, à vous charger de protester, en son nom royal, contre les conséquences de cette reconnaissance par la Prusse, et contre tout ce qui pourrait porter préjudice à l'indépendance de ses peuples , à ses droits et à ceux de sa dynastie ; Sa Majesté se réservera constamment ces droits en entier et sans atteinte pour l'avenir. Votre Excellence est priée de donner connaissance, en ce moment opportun , à M. le Ministre des Affaires Étrangères, de la teneur de cette dépêche et lui en remettre une copie.

Le Ministre, etc.

Signé : LÉOPOLD DEL RÉ.

Protestation de François II contre la reconnaissance du Roi d'Italie par la Russie, adressée au chevalier Di Regina, à Saint-Pétersbourg.

Excellence ,

Rome, 1^{er} juillet 1862.

Les nouvelles publiées dans tous les journaux d'Europe présentent comme conclu, un arrangement en vertu duquel S. M. l'Empereur de toutes les Russies reconnaîtrait le titre de Roi d'Italie dans le Roi de Sardaigne.

Si, comme tout le fait supposer, cette assertion est vraie, S. M. le Roi, N. S., veut que Votre Excellence proteste en son Royal nom contre un acte qui sanctionne d'une certaine manière l'usurpation de ses États, et l'inique spoliation de ses Droits. Sa Majesté n'ayant pour appui d'autre force que celle de la justice, n'en est pas moins décidée à conserver intacte pour l'avenir ses droits et ceux de ses peuples.

Sa Majesté ne doit pas céler que, dans son opinion , de toutes les nations qui ont fait ou pouvaient faire une semblable concession à la révolution triomphante, la dernière de qui il aurait eu à appréhender une semblable conduite était la Russie.

L'étendue de cet Empire , ses ressources, la distance qui la sépare de l'Italie, ne permettaient pas aux influences étrangères d'exercer une pression sur son Gouvernement, de même qu'étant soumis à un monarque absolu , il ne se trouvait pas , comme d'autres Puissances, dans le cas de céder par une condiscendance forcée à la pression intérieure des Chambres.

Les actes du Cabinet de Saint-Pétersbourg paraissaient répondre complètement à ces idées et à sa position en Europe. L'Empereur de Russie a été le premier Souverain qui, d'après la nouvelle des attentats inouïs commis par le Gouvernement Sarde dans le centre et dans le midi de l'Italie, a manifesté, ainsi que l'exigeaient sa dignité et son caractère, le blâme le plus complet sur les agressions piémontaises, en rappelant immédiatement sa Légation de Turin et en cessant toute espèce de relation avec un Gouvernement, lequel, par ses aspirations à un agrandissement illégitime, rompait tous les Traités, violait tous les droits , et , d'un seul coup, se montrait l'esclave et le complice de la révolution européenne.

La confiance illimitée que ces précédents inspiraient au Roi dans la politique de la Russie était augmentée par une considération personnelle, et, pour mieux dire, dynastique. Personne n'ignore par quels liens d'étroite intimité et d'amitié étaient unis les deux derniers

Souverains de Russie et des Deux-Siciles, et tout le monde a pu voir pendant les critiques vicissitudes de la guerre de Crimée, que le Roi Ferdinand, placé presque sur le chemin des Puissances alliées, obsédé par leurs naturelles et incessantes exigences, a préféré provoquer l'inimitié des deux grandes Puissances victorieuses, plutôt que de s'écarte de la plus stricte neutralité et de permettre que dans ses États eût lieu le moindre fait au préjudice du noble Monarque qu'il appelait son ami. Alors aucune raison de convenance politique ne put prévaloir sur la loyauté du Roi. Les conséquences ne se firent pas attendre; le rappel des Légations de France et d'Angleterre, l'attitude de ces deux Puissances dans le conflit italien et le départ de la dynastie des Deux-Siciles ne sont peut-être pas étrangers à la loyale conduite du Roi Ferdinand pendant la guerre de Crimée.

Quelles que soient les raisons qui aient pu décider le Gouvernement Impérial à s'éloigner de ses traditions, à renoncer à sa politique, à oublier ses précédents, à trouver convenable et honnête aujourd'hui, ce qu'il jugeait être préjudiciable et inique hier, ceci reste un mystère pour le Roi, d'autant plus impénétrable que les conditions de l'Italie n'ont pas changé de caractère, et que l'œuvre de la révolution ne paraît pas plus durable le lendemain qu'elle ne l'était la veille. Le mécontentement et la misère partout, les partis extrêmes, menaçants et hostiles, la guerre civile, qui, depuis deux ans désole les Provinces Napolitaines, le sang versé à flots et la destruction de populations énormes, ne sont certes pas les raisons qui ont pu déterminer la Russie à cette résolution inattendue.

Mais le Roi, quelle que soit sa situation, décidé et résigné à tout, confiant aveuglément dans l'avenir et dans la Providence, sent que son devoir lui impose de sauvegarder à tout prix ses droits, ceux de ses successeurs et de ses peuples. A cet effet, il charge Votre Excellence de protester en son Royal nom, et de donner lecture et laisser copie de la présente dépêche au Ministre des Affaires Étrangères.

*Le Ministre secrétaire d'État, chargé du portefeuille
des Affaires Étrangères,*

Signé: LÉOPOLD DEL RÉ.

Protestation de François II contre la validité des actes du gouvernement de Victor-Emmanuel, adressée à ses Agents encore accrédités près des Cours étrangères.

Monsieur,

A Bano, le 1^{er} octobre 1862.

Depuis que l'inqualifiable irruption garibaldienne et piémontaise est venue opprimer par sa violence les peuples des Deux-Siciles et a

été cause que ce Royaume, naguère si florissant, est devenu le but des épreuves les plus déplorables qu'aient jamais subies des peuples civilisés, S. M. le Roi, fort de ses droits et de ses devoirs sacrés de Souverain légitime, protesta hautement à Naples, le 6 septembre 1860, contre tous les actes arbitraires et les excès que les usurpateurs qui s'étaient emparés du pouvoir avaient commis ou commettraient au détriment du bien public.

Ces protestations ont été renouvelées dans les Mémorandums du 25 septembre 1860 et 28 avril 1861, et dans les Circulaires du 5 octobre, du 5 et du 8 novembre 1860, et dans celles des 16 février, 25 mai et 8 juin 1861. Dans ces communications officielles, Sa Majesté a déclaré qu'elle considérait comme nulle et d'aucun effet toute appropriation des biens patrimoniaux qui lui appartenaient, et de ceux qui appartenaient aux princes et aux princesses de la maison royale des Bourbons, ainsi que tout échange ou vente que l'usurpateur des biens du domaine public et de l'État pouvait avoir en vue. Les lois émises en Piémont le 21 juillet et le 21 août de cette année sont venues réaliser ces affreux projets; et il est déplorable de voir que dans ces lois, pour en effectuer de suite la vente, on se soit arrêté à des conditions désastreuses, et cela non-seulement pour les biens de l'État, du domaine privé du Roi et de la maison des Bourbons, mais, ce qui est plus fort, pour tout le patrimoine de l'Église, par la voie cachée de la confiscation des biens particuliers au profit du domaine de l'État.

Je ne veux pas maintenant appeler l'attention de l'Europe sur l'injustice de ces lois, tant à l'égard de la vente du patrimoine sacré de l'Église, qui est aussi en grande partie le patrimoine des pauvres, des orphelins, des malades et des veuves, et qui vient des legs des particuliers ou d'acquisitions faites par les corporations des États, qu'à l'égard de la vente des biens privés et allodiaux du Roi et de la famille royale des Bourbons, en dépit des codes des nations civilisées qui regardent comme sacrées les propriétés privées, quel qu'en soit le possesseur.

Je ne veux pas non plus exposer le dommage énorme que produira la dissipation inouïe de l'immense quantité des biens du domaine et de l'État, qui, d'un côté, offrant par leurs rentes les moyens d'amortissement de la dette publique, fournissent et ont fourni de tout temps de grandes ressources à la marine, à l'agriculture et à l'industrie manufacturière par leurs bois très-étendus et leurs riches prairies.

Ces considérations très-importantes, que le gouvernement usurpateur a mises de côté pour effectuer la dernière et la plus fatale des spoliations dans les éléments de viabilité dans les Deux-Siciles, ont ému le cœur du Roi, qui s'attriste pour les dommages causés à la re-

ligion et les malheurs toujours croissants de ses peuples. Et malgré qu'il ait bien des fois protesté contre les violences et les abus de l'usurpateur, cependant, pour sauvegarder les droits sacrés de l'Église et de l'État, aussi bien que ceux de la famille royale, il répète encore une fois que toutes les ventes, permutations, donations publiques ou privées, faites pour n'importe quelle raison et sous quelque forme que ce soit, seront regardées comme des ventes arbitraires, immorales, nulles et de nul effet, nonobstant le laps de temps qui se serait écoulé depuis, et cela pour les biens de l'Église et des corporations religieuses et de bienfaisance, ainsi que de ceux appartenant à l'État, au domaine public, à lui-même et aux membres de la maison royale de Bourbon.

Vous donnerez lecture et laisserez copie de cette dépêche au Ministre des Affaires Étrangères, et vous donnerez aussi à cette circulaire la plus grande publicité, pour que personne n'ignore les protestations que le Gouvernement du Roi fait contre les effets des lois barbares du Roi Victor-Emmanuel.

Signé : DEL RÉ.

Circulaire du cardinal Antonelli contre l'aliénation des biens ecclésiastiques par le Gouvernement de Victor-Emmanuel.

Rome, le 6 août 1862.

Le génie de rapacité qui anime les gouvernements révolutionnaires s'est plus ou moins manifesté, dans tous les temps, par la guerre qu'il déclare à l'Église, en vue de lui enlever ses biens temporels. Chasser les religieux de leurs cloîtres pour occuper leurs maisons, usurper leurs biens, envahir généralement la propriété ecclésiastique, en la déclarant propriété de l'État, pour pouvoir en disposer arbitrairement, tel est le système que suivent les gouvernements, modelés d'après les principes subversifs de la Révolution.

Avec les errements des gouvernements, ses aînés, s'accorde complètement, d'une manière spéciale, la conduite de ce Gouvernement qui, par une invasion inqualifiable, en portant une atteinte énorme aux lois immuables de la justice et en foulant tout à fait aux pieds les droits des Souverains légitimes respectifs, s'est soumis plusieurs États de l'Italie.

Les mesures arbitraires de ce Gouvernement envahisseur, touchant les biens des corporations religieuses (traitées par lui si hostilement et dispersées), ont fourni le sujet de la Note que le Soussigné Cardinal secrétaire d'État a adressée, dans le courant du mois d'avril de l'année

passée¹, aux honorables membres du corps diplomatique près du Saint-Siége. Cette communication avait pour but de détourner, en les avertissant de la nullité des actes, tant les habitants du pays que les étrangers, de l'acquisition desdits biens que le Gouvernement susdit était disposé à mettre en vente au moyen de la soi-disant Caisse ecclésiastique.

A ce propos, le Soussigné faisait remarquer combien, au point de vue de la justice et de l'honnêteté, étaient iniques les acquisitions de biens qu'on offrait, vu que ces acquisitions se baseraient sur des contrats conclus avec l'usurpateur touchant la propriété de tierces personnes, injustement ravies par lui; ensuite il rappelait les lois canoniques, si connues, et qui, en vue de défendre et de rendre inviolable le patrimoine de l'Église, frappent de censures et d'autres peines sévères tant les usurpateurs des biens ecclésiastiques que tous ceux qui, en quelque manière que ce soit, prêtent la main ou participent à des spoliations sacriléges.

En même temps, il faisait observer que tout le monde avait été prévenu contre cette sorte d'acquisition par les paroles solennelles du Pape dans l'allocution du 17 décembre de l'année précédente², allocution dans laquelle Sa Sainteté éleva des plaintes et fit des protestations contre l'aliénation projetée des biens ecclésiastiques, et prouva hautement et déclara sans valeur et tout à fait nul tout ce qui s'était fait et tout ce qui se ferait dans la suite par le gouvernement usurpateur, sans respect pour les droits sacrés et l'inviolable patrimoine de l'Église, au détriment des corporations religieuses et de leurs propriétés. De cette déclaration résulte évidemment la nullité et l'absolue invalidité de l'acquisition qu'on prétendrait faire de biens qui seraient aliénés par celui qui les a usurpés sans aucun droit.

Mais puisque, malgré les justes protestations de l'Auguste chef de l'Église, le Gouvernement qui a provoqué cette injuste spoliation persiste à vouloir la consommer, qu'en conséquence il met en avant divers modes d'opérer l'aliénation des biens ecclésiastiques, et qu'il travaille à l'incamération générale des biens, pour rendre ainsi plus facile l'aliénation qu'il a résolue, le Soussigné se voit dans l'obligation de revenir, par la présente Note, sur une matière si regrettable, et de déclarer encore une fois, au nom du Saint-Père, que quiconque conclurait des contrats avec le Gouvernement usurpateur, touchant les biens ecclésiastiques, soit qu'ils soient mis en vente, soit qu'ils soient offerts en emphytées perpétuelles rachetables, soit qu'ils soient assignés en caution et garantie aux créanciers dudit Gouvernement, soit qu'ils

1. Voir *Archives*, 1861, t. III, p. 135.

2. Voir *Archives*, 1861, t. I, p. 211.

soient engagés ou aliénés de quelque autre manière, se rendrait complice d'attentat contre la propriété légitime d'autrui et de violation sacrilége du patrimoine ecclésiastique, encourrait les censures canoniques rappelées plus haut, se trouverait dans le cas d'avoir fait des contrats complètement nuls, conformément à l'avertissement solennel contenu dans l'acte précité du Saint-Père ; avertissement et acte auxquels Sa Sainteté entend donner ici pleine confirmation.

A cette fin, le Saint-Père déclare, pour que cela serve de règle générale et ferme la porte à tout prétexte, que les corporations religieuses, les établissements ecclésiastiques, et en général toutes les institutions qu'on veut dépouiller contre toute justice, conservent toujours leurs droits sur les biens qu'on leur a enlevés ou qu'on continue à leur enlever injustement, et que l'Eglise ne cessera jamais d'en réclamer la restitution auprès de leurs possesseurs illégitimes.

En adressant à Votre Excellence, ainsi qu'à vos honorables collègues, la présente communication, dont le but est le même que celui de la précédente communication mentionnée plus haut, le Soussigné saisit avec plaisir l'occasion de vous renouveler l'expression de sa considération distinguée.

Signé : Cardinal ANTONELLI.

F. AMYOT.

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1863

II

FRANCE.

PREMIÈRE PARTIE.

**Discours prononcé par Sa Majesté l'Empereur à l'ouverture
de la session législative, le 12 janvier 1863.**

Messieurs les Sénateurs,

Messieurs les Députés,

Le Corps législatif va commencer sa dernière session. Devancer le terme fixé par la Constitution eût été, à mes yeux, un acte d'ingratitude envers la Chambre, de défiance envers le pays. Le temps n'est plus où l'on croyait nécessaire de saisir l'occasion d'un incident heureux pour s'assurer les suffrages d'un nombre restreint d'électeurs. Aujourd'hui que tout le monde vote, il n'y a plus, dans les masses, cette mobilité d'autrefois, et les convictions ne changent pas au moindre souffle qui semble agiter l'atmosphère politique.

Puisque nous nous trouvons réunis pour la dernière fois, il n'est pas inutile de reporter nos regards sur ce que nous avons fait en-

semble depuis cinq années; car c'est seulement en embrassant une période de quelque durée qu'on peut apprécier l'esprit de suite qui a présidé à la direction des affaires.

On se plait ordinairement à chercher dans les actes des Souverains des mobiles cachés et de mystérieuses combinaisons, et cependant ma politique a été bien simple : accroître la prospérité de la France et son ascendant moral, sans abus comme sans affaiblissement du pouvoir remis entre mes mains.

A l'extérieur, favoriser, dans la mesure du droit et des traités, les aspirations légitimes des peuples vers un meilleur avenir. Développer nos relations commerciales avec les pays dont nous rapprochait une plus grande communauté d'intérêts. Faire disparaître des cartons diplomatiques les vieilles questions en litige, afin d'enlever des prétextes de mésintelligence. Poursuivre enfin hardiment la réparation de toute insulte à notre drapeau, de tout préjudice causé à nos nationaux.

Voici comment, suivant les circonstances, il m'a été permis d'appliquer ces principes.

En Orient, le vœu national des Provinces Danubiennes de ne former qu'un même peuple ne pouvait nous trouver insensibles, et notre concours a contribué à cimenter leur union. Nous avons appuyé ce qu'il y avait de fondé dans les griefs de la Servie, du Monténégro et des chrétiens de Syrie, sans méconnaître les droits de la Porte Ottomane.

Nos armes ont défendu l'indépendance de l'Italie sans pactiser avec la révolution, sans altérer au delà du champ de bataille les bonnes relations avec nos adversaires d'un jour, sans abandonner le Saint-Père, que notre honneur et nos engagements passés nous obligaient de soutenir.

Nous avons supprimé les causes de contestation auxquelles pouvaient donner lieu avec l'Espagne, soit la non-délimitation des frontières, soit l'ancienne dette de 1823, et, avec la Suisse, le différend de la vallée des Dappes.

Des traités de commerce ont été ou sont à la veille d'être conclus avec l'Angleterre, la Belgique, la Prusse, l'Italie et la Suisse.

Enfin les expéditions en Chine, en Cochinchine et au Mexique, prouvent qu'il n'y a pas de contrées si lointaines où une atteinte portée à l'honneur de la France demeure impunie.

De pareils faits n'ont pu se produire sans amener des complications. Le devoir marche toujours à travers des écueils. Néanmoins, la France s'est agrandie de deux provinces; les barrières qui nous séparent de nos voisins se sont abaissées; un vaste territoire s'est ouvert à notre activité dans l'extrême Orient, et, ce qui vaut mieux que les

conquêtes, nous avons acquis des titres à la sympathie des peuples sans perdre la confiance et l'estime des Gouvernements.

Pendant les années qui viennent de s'écouler, il m'a été donné de me rencontrer avec la plupart des Souverains, et de ces entrevues sont nées des relations amicales, qui sont autant de gages pour la paix de l'Europe. Cette paix ne saurait être troublée par les événements qui viennent d'avoir lieu en Grèce.

Ce rapide exposé du passé vous répond de l'avenir, et, malgré la pression d'événements contraires et d'opinions opposées, vous reconnaîtrez, je l'espère, que j'ai toujours suivi avec fermeté la même ligne de conduite.

En ce qui concerne plus particulièrement la situation intérieure, j'ai voulu, d'un côté, par une amnistie complète, effacer autant qu'il était en moi le souvenir de nos discordes civiles ; de l'autre, accroître l'importance des grands Corps de l'État ; je vous ai appelés à prendre une part plus directe à la marche des affaires ; j'ai entouré vos délibérations de toutes les garanties que la liberté de discussion pouvait réclamer. J'ai renoncé à une prérogative, jugée jusqu'alors indispensable, pour permettre au Corps législatif de contrôler les dépenses d'une manière plus absolue et pour donner plus de solidité aux bases sur lesquelles repose le crédit public. Afin d'alléger nos finances, l'armée de terre et de mer a été ramenée à des proportions plus restreintes. La dette flottante a pu être réduite, et, par le succès de la conversion de la rente, un grand pas a été fait vers l'unification de la dette.

Les revenus indirects augmentent sans cesse par le simple fait de l'accroissement de la prospérité générale, et la situation de l'Empire serait florissante, si la guerre d'Amérique n'était pas venue tarir une des sources les plus fécondes de notre industrie.

La stagnation forcée du travail a engendré, sur plusieurs points, une misère digne de toute notre sollicitude, et un crédit vous sera demandé pour secourir ceux qui supportent, avec résignation, les effets d'un malheur qu'il ne dépend pas de nous de faire cesser. Cependant j'ai tenté de faire parvenir au delà de l'Atlantique des conseils inspirés par une sympathie sincère ; mais les grandes Puissances maritimes n'ayant pas cru pouvoir encore se joindre à moi, j'ai dû remettre à une époque plus propice l'offre d'une médiation qui avait pour but d'arrêter l'effusion du sang et de prévenir l'épuisement d'un pays dont l'avenir ne saurait nous être indifférent.

Je n'entreai pas avec vous dans les détails de plusieurs améliorations administratives, telles que la création de la réserve de l'armée, la transformation de la flotte ; les institutions favorables aux classes pauvres ; les grands travaux publics ; les encouragements à l'agricul-

ture, aux sciences et aux arts ; le maintien de la prospérité de nos colonies, malgré la suppression de l'émigration des noirs ; l'affermissement de nos possessions d'Afrique par notre soin à gagner de plus en plus l'affection du peuple arabe et à protéger nos colons. L'exposé de la situation de l'Empire vous développera chacune de ces mesures.

Vous allez encore marquer par d'utiles travaux la fin de votre mandat, et, lorsque vous serez de retour dans vos départements, ne laissez pas ignorer que, si nous avons surmonté bien des obstacles et accompli bien des choses utiles, c'est grâce au concours dévoué des grands corps de l'État et à l'accord qui a régné entre nous ; que néanmoins il reste beaucoup à faire pour perfectionner nos institutions, répandre les idées vraies et accoutumer le pays à compter sur lui-même. Dites à vos concitoyens que je serai prêt sans cesse à accepter tout ce qui est l'intérêt du plus grand nombre ; mais, s'ils ont à cœur de faciliter l'œuvre commencée, d'éviter les conflits qui n'engendrent que le malaise, de fortifier la Constitution qui est leur ouvrage, qu'ils envoient à la nouvelle Chambre des hommes qui, comme vous, acceptent sans arrière-pensée le régime actuel, qui préfèrent aux luttes stériles les délibérations sérieuses, des hommes qui, animés de l'esprit de l'époque et d'un véritable patriotisme, éclairent dans leur indépendance la marche du Gouvernement, et n'hésitent jamais à placer au-dessus d'un intérêt de parti la stabilité de l'État et la grandeur de la patrie.

NAPOLÉON.

EXPOSÉ DE LA SITUATION DE L'EMPIRE.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

AFFAIRES POLITIQUES.

Les difficultés politiques qui ont surgi dans le cours de l'année 1862 n'ont point troublé les bons rapports des Cabinets, grâce à l'esprit de conciliation qui a présidé à leurs délibérations communes. Le Gouvernement de l'Empereur, en ce qui le concerne, n'a rien négligé pour faire prévaloir les idées les plus favorables au maintien de la paix.

L'Italie est demeurée un des principaux objets de notre sollicitude et l'intérêt qui nous anime à son égard ne s'est pas ralenti. Il importait au Gouvernement italien de se rapprocher des Grandes Cours qui forment le concert européen. Malheureusement, la réunion de l'Italie méridionale aux provinces du Nord s'était accomplie en dehors des

règles ordinaires du droit international, et plusieurs puissances, au nombre desquelles étaient la Russie et la Prusse, n'avaient pas cru qu'il leur fut possible de reconnaître le nouveau royaume sans s'écartier des principes de leur politique. Nous avons fait valoir auprès de ces deux Cours les considérations qui nous avaient nous-mêmes guidés. La reconnaissance de l'Italie, en apportant au cabinet de Turin une nouvelle force morale au dedans non moins qu'au dehors, devait, selon nous, lui donner les moyens de résister aux entraînements irréfléchis et de s'affranchir de plus en plus de l'influence des partis extrêmes. Nous avons saisi toutes les circonstances qui nous paraissaient opportunes pour nous exprimer en ce sens à Berlin comme à Saint-Pétersbourg. La Russie a bien voulu nous dire qu'elle était surtout dirigée par le désir de rapprocher sa politique de la nôtre dans les affaires de la Péninsule, et elle nous a demandé d'être les intermédiaires des communications qu'elle a jugé utile d'échanger avec le cabinet de Turin avant de prendre une détermination définitive. Nous avons été assez heureux pour provoquer de la part du Gouvernement italien des explications¹ que le cabinet de Saint-Pétersbourg a trouvées satisfaisantes. La Cour de Russie a donc, ainsi que la France, reconnu le Roi Victor-Emmanuel sous son nouveau titre², et la Prusse n'a pas hésité à adopter une résolution semblable³.

L'Italie est aujourd'hui en relations régulières avec quatre des grandes Puissances, et si la position de l'Autriche reste, à cet égard, exceptionnelle, nous avons continué de recevoir, en toute occasion, du cabinet de Vienne les assurances les plus conformes à ce que l'on peut attendre de sa modération et de sa sagesse.

Il existe, toutefois, en Italie des difficultés que les efforts du Gouvernement de l'Empereur n'ont pas réussi à aplanir. Elles sont, à la vérité, le fait des circonstances plus encore que celui des hommes, et l'on ne saurait s'étonner si la solution n'en est pas aussi rapide que le font désirer les grands intérêts qui s'y rattachent. Le Gouvernement de l'Empereur sait que l'on ne peut espérer pour la Péninsule d'organisation définitive et de paix durable tant que subsistera le désaccord qui divise la papauté et l'Italie, et il n'ignore pas le trouble que cet antagonisme porte dans les consciences. Sa Majesté elle-même a exposé, dans un document rendu public, les dangers d'une situation si anormale, en indiquant à la fois les nécessités qui pressent les deux parties de mettre un terme à leur différend et les éléments de l'accord qui pourrait intervenir entre elles. Les résistances de l'une et les exigences de l'autre ont une fois de plus témoigné combien les esprits

1. Voir la Dépêche du général Durando. *Archives*, 1863, tome I, page 128.

2. Voir la Circulaire du prince Gortschakoff. *Archives*, 1863, tome I, page 156.

3. Voir la Dépêche du comte de Bernstorff. *Archives*, 1863, tome I, page 155.

manquaient encore du calme indispensable pour déterminer avec équité les conditions d'un rapprochement. Désirant toutefois maintenir son Gouvernement dans la même ligne de conduite, l'Empereur a pensé qu'il y avait avantage à faire appel à des hommes étrangers aux discussions antérieures et ainsi plus favorablement placés pour reprendre, d'après les indications de la lettre impériale du 20 mai, l'œuvre de conciliation dont elle a tracé les bases. Les intentions de Sa Majesté ont été appréciées comme elles devaient l'être en Italie, et nous avons la satisfaction de constater le calme relatif qui a succédé dans la Péninsule aux agitations dont la question romaine avait été récemment le prétexte.

Pendant que le nouveau ministère italien annonce qu'il consacrera ses soins à l'administration intérieure et s'abstient, suivant les expressions de son programme, de faire au pays des promesses qui ne pourraient être suivies d'effet, le Gouvernement pontifical, de son côté, ne se refuse pas à reconnaître l'opportunité des améliorations que nous n'avons cessé de lui conseiller d'introduire dans son régime intérieur. Le Saint-Père nous a donné l'assurance de ses intentions bienveillantes, et nous avons lieu de penser que d'utiles réformes administratives et judiciaires ne tarderont pas à être accordées aux provinces restées sous sa souveraineté.

La révolution qui a rendu vacant le trône hellénique empruntait à la situation de la Grèce un intérêt particulier. Il était à craindre que cet événement ne fit naître une agitation dangereuse pour la conservation de la paix en Orient. Le Gouvernement de Sa Majesté s'est attaché, autant qu'il dépendait de lui, à détourner le Gouvernement provisoire d'Athènes de tout ce qui pouvait encourager des aspirations inquiétantes.

Les traités qui ont établi l'indépendance de la Grèce l'ayant placée sous la garantie de la France, de l'Angleterre et de la Russie, nous avions à nous entendre avec les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg sur les questions auxquelles devait donner lieu le choix d'un nouveau souverain. Une sage pensée avait dicté les actes diplomatiques sur lesquels repose l'existence de ce royaume. Les Puissances, accomplissant avec désintéressement une œuvre entrepris sous les inspirations les plus généreuses, s'étaient interdit la recherche de tout avantage exclusif : elles avaient notamment stipulé que le prince qu'elles étaient alors chargées, en vertu d'une délégation officielle, de placer sur le trône de Grèce ne pourrait être choisi parmi les membres de leurs familles régnantes. Bien que la position des Grecs à l'égard de cette clause des traités ne fût pas absolument la même que celle des trois Cours, les engagements que la France, l'Angleterre et la Russie avaient contractés n'en conservaient pas

moins pour elles toute leur force obligatoire, et dans l'intérêt de l'équilibre général, qui serait altéré si l'une d'elles devenait prépondérante en Grèce, nous devions attacher du prix à ce que ces arrangements fussent adoptés pour règle de conduite.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas hésité à s'y conformer entièrement, et nous avons repoussé d'avance toute idée d'une candidature française. Les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg témoignaient des dispositions semblables. Les trois Cours étaient donc d'accord pour notifier au Gouvernement provisoire d'Athènes qu'elles jugeaient le protocole de la conférence de Londres applicable à l'élection du nouveau souverain. Mais le cabinet anglais, avant de désavouer officiellement à Athènes la candidature du prince Alfred, tenait à savoir que la Russie déclinerait également celle du duc de Leuchtemberg, et cette puissance ayant tardé à donner les explications qui lui étaient demandées, le cabinet de Londres annonçait l'intention de se considérer comme délié lui-même de ses engagements. La candidature du prince Alfred prenait, de ce moment, un nouveau caractère. Le Gouvernement de l'Empereur a cru devoir à l'amitié qui l'unit au Gouvernement anglais de lui exposer avec une entière franchise comment nous envisagions l'éventualité d'une royauté anglaise en Grèce, ainsi que les complications qui pouvaient en résulter dans la politique générale de l'Europe.

Le cabinet de Londres nous ayant répondu qu'il était prêt à refuser la couronne de Grèce pour le prince Alfred, si la Russie consentait à considérer le duc de Leuchtemberg comme compris dans les exclusions prévues par le protocole de 1830, nous avons employé tous nos efforts pour faciliter une entente sur cette base. Le cabinet de Saint-Pétersbourg a déféré à ce vœu. Deux notes ont, en conséquence, été échangées entre l'Angleterre et la Russie pour stipuler une renonciation réciproque dans le cas de l'élection du prince Alfred ou du duc de Leuchtemberg. Le Gouvernement de Sa Majesté a lui-même adhéré à cette résolution, qui a été portée à la connaissance de la Grèce par une déclaration des envoyés des trois Cours. Les cabinets sont convenus, en outre, de se concerter sur la désignation du prince qui pourra être recommandé aux suffrages des Hellènes.

En même temps, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique adoptait une détermination importante : il déclarait son intention de se dessaisir du protectorat des îles Ioniennes en faveur de la Grèce, sous la condition que les puissances signataires des traités de Vienne accorderaient leur assentiment et que le Gouvernement hellénique, conformément aux assurances qu'il a spontanément données, s'engagerait à conserver les institutions monarchiques et à respecter les circonscriptions territoriales.

Cette proposition est entièrement conforme à l'esprit des arrangements qui ont réglé en 1815 le sort de l'archipel des Sept-Iles. A cette époque, en effet, on a voulu tenir compte de leur nationalité. C'est pour cette raison qu'elles n'ont point été rattachées à l'Italie , et que, ne pouvant ni les réunir à la Grèce sans les soumettre à la domination ottomane, ni leur donner une indépendance politique qu'elles n'auraient pas pu défendre elles-mêmes , on crut concilier toutes les convenances en formant un État distinct sous le protectorat d'une grande puissance chrétienne. Tout fait supposer que si le royaume hellénique eût existé alors, les cabinets auraient disposé des Sept-Iles comme le Gouvernement anglais propose de le faire aujourd'hui. Nous ne pouvions donc que le féliciter de cette détermination. Elle répond d'ailleurs aux vœux fréquemment exprimés par les Ioniens , et elle est trop en harmonie avec nos sentiments de bienveillance envers la Grèce pour ne pas obtenir l'approbation du Gouvernement de l'Empereur.

Il ne nous reste qu'à faire des vœux pour que l'arrangement définitif de la question grecque vienne promptement rétablir la tranquillité et le calme , et qu'il offre aux puissances les garanties d'ordre et de sécurité qu'elles seront en droit de demander au nouveau souverain de la Grèce.

Lorsque la révolution hellénique a éclaté , les événements dont la ville de Belgrade avait été le théâtre quelques mois auparavant, et la guerre du Monténégro à peine terminée , avaient causé dans la Turquie d'Europe une agitation qui durait encore .

Les affaires de Servie étaient du ressort des Cours signataires du traité 30 mars 1856. Les représentants à Constantinople de la France, de l'Autriche , de la Grande-Bretagne, de l'Italie , de la Prusse et de la Russie se sont réunis avec les ministres du Sultan pour rechercher les moyens de prévenir de nouvelles collisions. De regrettables divergences, causées par l'ajournement de difficultés laissées depuis longtemps en suspens, existaient entre la Cour suzeraine et la Principauté. Un firman de 1830 établissait que les musulmans ne pourraient habiter en Servie, si ce n'est dans l'enceinte des six forteresses où la Porte se réservait le droit de garnison , et que partout ailleurs le territoire ne serait soumis à d'autre autorité que celle du Prince.

Mais ces dispositions n'avaient pas été appliquées. A Belgrade notamment, la population musulmane formait une ville turque et occupait en partie un quartier de la ville serbe. Il en résultait entre le gouvernement local et le commandant de la forteresse d'interminables conflits de juridiction , dont le bombardement de Belgrade a fait comprendre tous les dangers. Le nouvel arrangement émané des délibérations ouvertes à Constantinople assure l'entièvre exécution du

firman de 1830. La Porte a consenti à la démolition de deux de ses forteresses situées dans l'intérieur de la Servie, en conservant son droit de garnison seulement dans celles qui sont placées sur les frontières. En dehors des ouvrages de ces quatre citadelles, il n'y aura plus en Servie ni population musulmane ni autre juridiction que la juridiction serbe. En outre, des instructions précises, qui ont été communiquées à la conférence, formeront la règle de conduite permanente des pachas gouverneurs de Belgrade ; elles leur interdisent toute immixtion dans les affaires de la principauté, et leur enjoignent de ne recourir à l'emploi des moyens d'intimidation que leur offre l'armement de la forteresse que dans le cas où elle serait sérieusement menacée par une agression des Serbes. Le Gouvernement de Sa Majesté a contribué de tous ses efforts à amener un arrangement qui était nécessaire pour rétablir la tranquillité en Servie, et qui, fidèlement observé, écartera une cause ordinaire de discussions et même de luttes sanglantes.

Les affaires du Monténégro n'ont point encore eu un dénouement aussi favorable. Dans le courant de l'année 1861, les représentants des cinq grandes Cours en Turquie s'étaient entendus avec la Porte pour envoyer dans l'Herzégovine une commission chargée de concourir, par ses bons offices, à la pacification de cette province et au règlement des dissensitifs qui avaient éclaté entre les Turcs et les Monténégrins. Mais les dispositions belliqueuses manifestées des deux parts avaient fait échouer les négociations. Toutefois, en ouvrant les hostilités, le Gouvernement ottoman déclara qu'il n'avait d'autre but que d'empêcher le Monténégro de prêter assistance aux populations soulevées de l'Herzégovine, et il donna aux cabinets l'assurance que la Turquie, quelle que fût l'issue de la lutte, ne changerait rien à l'état territorial et administratif de la Principauté. Le Gouvernement de Sa Majesté, n'ayant pas trouvé que l'arrangement intervenu répondit suffisamment à cette déclaration, a maintenu d'une manière générale le droit des Puissances d'examiner, de concert avec les ministres du Sultan, les clauses de la Convention imposée aux Monténégrins. Nous conseillons à la Porte de renoncer à établir sur leur territoire une route militaire qui, loin d'assurer le maintien de la tranquillité dans ces contrées toujours si agitées et si promptes à s'armer, ne ferait que fournir de nouveaux prétextes à l'insurrection et à la guerre. La plupart des cabinets paraissent partager notre opinion, et nous voulons espérer que le Gouvernement ottoman reconnaîtra la sagesse de ces avis.

Dans l'affaire du Monténégro comme dans celle de la Servie, et, en général, dans tous les incidents qui ont occupé l'attention des Puissances en Orient, le Gouvernement de l'Empereur est demeuré scru-

puleusement fidèle aux actes du Congrès de Paris, qui n'ont point séparé les intérêts des chrétiens de ceux de la Porte. Il est, en effet, pénétré de la conviction que la plus sûre garantie de la conservation de l'Empire Ottoman est dans une politique modérée et conciliante, respectant les priviléges acquis aux populations chrétiennes et ne leur refusant pas les améliorations que leur situation réclame encore. Cette politique, si elle était exactement pratiquée par la Porte, n'aurait pas seulement pour résultat de maintenir les chrétiens de l'empire dans des rapports de soumission et de confiance envers le Gouvernement ottoman, mais encore, au lieu de diviser les Puissances, elle faciliterait leur accord dans les questions si nombreuses où elles sont appelées à intervenir en Orient, et serait ainsi un gage de paix pour l'Europe comme pour la Turquie.

La France, la Russie et la Porte se sont entendues pour un arrangement auquel la chrétienté tout entière applaudira. Depuis quelque temps, la coupole du Saint-Sépulcre à Jérusalem est dans un état de dégradation devenu menaçant pour la sécurité des religieux qui en ont la garde, ainsi que des fidèles qui vont y prier. Cet état de choses, si peu digne de la majesté du plus vénéré des sanctuaires de la Terre-Sainte, devait éveiller la sollicitude du Gouvernement de l'Empereur. De son côté, la Russie s'en était préoccupée. Désirant éviter les divergences regrettables, que les rivalités des diverses communions chrétiennes faisaient prévoir, si elles étaient directement appelées à concourir à cette œuvre, les deux Empereurs sont tombés d'accord pour demander l'assentiment de la Porte à une reconstruction de la coupole aux frais communs de la France et de la Russie. Le Sultan, s'associant à cette pensée, a réclamé, en qualité de souverain territorial, le droit de participer aux dépenses qui seront nécessaires. Un protocole a été signé à Constantinople entre les trois Cours, afin de fixer les conditions de cet accord. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a d'ailleurs perdu de vue, dans cette négociation, ni les droits ni les intérêts des religieux latins, et tout en s'inspirant de sentiments de concorde qui ne sont nulle part mieux à leur place qu'en présence d'un sanctuaire également cher à la piété de toutes les communions, il ne s'est en rien écarté d'une des plus nobles traditions de la politique séculaire de notre pays.

L'année dernière, à pareille époque, l'état litigieux d'une partie de nos frontières avait suscité entre nous et la Suisse des contestations de la nature de celles qui se sont si souvent renouvelées depuis 1815 par suite de la situation indéterminée de la vallée des Dappes. Ces difficultés ont été aplaniées par des explications ultérieures. Mais, guidé par l'amitié sincère qui l'anime à l'égard de la Suisse, le Gouvernement de l'Empereur a voulu lui en donner un nouveau témoignage en

se prêtant à régler d'un commun accord les discussions soulevées par la possession de ce territoire, et il a signé avec la Confédération un traité destiné à fixer d'une manière certaine les frontières respectives. Sans rien sacrifier de nos intérêts, nous avons consenti à abandonner à la Suisse une portion du territoire en échange d'une cession équivalente. L'arrangement qui a été conclu fait disparaître un sujet de mésintelligence entre les autorités locales de la frontière et ne peut qu'exercer une heureuse influence sur leurs relations quotidiennes comme sur les rapports des deux Gouvernements. Ce traité est en ce moment soumis à leur ratification.

Le différend relatif à la position constitutionnelle des duchés de l'Elbe, dans la monarchie danoise, n'a pas cessé de diviser le cabinet de Copenhague et la Confédération germanique. Les parties ont essayé de s'entendre, par voie de communications diplomatiques, sur les bases d'une négociation définitive, et les grandes Puissances non allemandes ont cherché, de leur côté, à rendre par leurs conseils un accord plus facile. Pour sa part, le Gouvernement de Sa Majesté n'a cessé de se faire l'organe des idées de conciliation, et autant il se serait estimé heureux de contribuer à un rapprochement, autant il doit regretter que ses efforts soient jusqu'ici restés infructueux.

L'année qui vient de s'accomplir n'a pas amené le dénouement de la crise que traversent les États-Unis d'Amérique. La lutte se poursuit avec des alternatives de succès et de revers qui menacent de l'éterniser, et la résignation avec laquelle sont acceptés des deux parts les sacrifices extrêmes que cette guerre entraîne avec elle ne permet guère d'espérer que la lassitude seule des belligérants les décide à déposer les armes. En même temps, les souffrances qu'impose aux autres pays la fermeture d'une des contrées les plus productives du globe se multiplient et s'aggravent. On sait quelles sont, en ce qui nous concerne, les misères qui éprouvent si cruellement notre industrie.

Le Gouvernement de l'Empereur devait donc suivre avec une sollicitude croissante la marche des événements qui, dès l'année dernière, appelaient déjà si sérieusement son attention. Il désirait toujours concilier le maintien d'une neutralité bienveillante avec les devoirs de protection qui devenaient chaque jour plus impérieux à l'égard de ses nationaux. C'était une tâche que lui rendaient difficile les appels aussi nombreux que pressants qui lui étaient adressés pour le déterminer à soustraire les neutres aux conséquences malheureusement inévitables d'un tel conflit. Il peut affirmer, cependant, que la double considération à laquelle il s'était proposé d'obéir a constamment inspiré ses résolutions. Il n'a laissé échapper aucune des occasions qui l'autorisaient à s'expliquer avec le cabinet fédéral sur les dangers et

les embarras de la situation ; mais, en usant d'une entière franchise, il s'est attaché à donner à ses observations la forme la plus aimable, et il est heureux de dire qu'il a été rendu pleine justice, à Washington, aux sentiments qui l'animaient. Après avoir jusqu'à ces derniers temps conservé à ses communications avec le Gouvernement fédéral le caractère d'un échange d'idées en quelque sorte confidentiel, les circonstances l'ont amené à croire que le moment était venu de tenter une démarche plus prononcée. Il lui a paru qu'après deux années d'une lutte aussi désastreuse on ne pouvait laisser passer l'époque où les rigueurs de la saison allaient peut-être forcément interrompre les opérations militaires sans s'efforcer de faire tourner ce temps d'arrêt au profit des idées de paix et de transaction.

Ayant toujours considéré, d'ailleurs, que le succès d'une tentative semblable était d'un intérêt général, se croyant de plus fondé, par la conformité de ses impressions sur les affaires d'Amérique avec celles des cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg, à leur attribuer des dispositions analogues aux siennes, le Gouvernement de l'Empereur a tenu à ne pas agir isolément. Il a donc proposé au Gouvernement russe et au Gouvernement britannique de se joindre à lui pour travailler de concert à amener un armistice de six mois entre le Gouvernement fédéral et les confédérés du Sud. La réponse des deux Cours est déjà connue. Tout en témoignant qu'elles partageaient les sentiments qui nous avaient suggéré notre proposition, elles ont décliné l'entente à laquelle nous les appelions. Nous avons assurément regretté cette détermination ; mais nous n'en gardons pas moins la conscience d'avoir obéi à un devoir d'humanité et de bonne politique. Nous sommes convaincus que notre proposition, présentée collectivement, aurait pu contribuer à arrêter une effusion de sang inutile et à hâter l'instant d'une réconciliation dont nous avions d'ailleurs abandonné les termes à la libre appréciation des belligérants. Il n'y a pas lieu évidemment pour nous, aujourd'hui, de reprendre isolément l'initiative d'un projet qui, dans notre pensée primitive, devait être exécuté avec le concours de nos alliés ; mais nous n'avons pas voulu laisser ignorer à Washington que nous étions tout prêts, si on nous en témoignait le désir, à faciliter, seuls ou collectivement, sous telle forme qui nous serait indiquée, l'œuvre de paix à laquelle nous avions voulu associer la Grande-Bretagne et la Russie.

Le Gouvernement de l'Empereur a eu occasion de s'expliquer, dans la dernière session, sur les causes de dissidence qui, au Mexique, avaient amené l'Angleterre et l'Espagne à se séparer de la France. Malgré les discussions récentes dont ces événements ont été l'objet dans les Chambres espagnoles, nous ne croyons pas devoir rentrer ici dans des détails déjà connus. Sur tous les points le Gouvernement de

l'Empereur maintient la manière de voir qu'il a exposée par l'organe des ministres de Sa Majesté devant le Sénat et le Corps législatif en s'appuyant sur des documents diplomatiques. Il suffira donc, pour le moment, de rappeler que la retraite de nos alliés avait rendu nécessaire l'envoi de renforts considérables, puisque nous allions désormais poursuivre seuls une expédition commencée à trois. L'attente de ces renforts devait inévitablement entraîner des retards dans nos opérations ; mais toutes les troupes parties de France ont actuellement rallié le corps expéditionnaire. Pour assurer l'unité de direction, les pouvoirs diplomatiques et militaires ont été concentrés entre les mains du commandant en chef. La saison devenue favorable ôte toute inquiétude quant à l'état sanitaire de nos braves soldats et va leur permettre de poursuivre énergiquement la guerre. La question mexicaine est ainsi entrée dans une phase toute militaire dont il n'y a qu'à attendre le dénouement. Le Gouvernement se bornera donc à exprimer la confiance que l'expédition se terminera bientôt glorieusement pour notre drapeau, et que le moment n'est plus éloigné où le succès de nos armes assurera aux intérêts qui nous ont amenés au Mexique les garanties durables qu'ils réclament depuis si longtemps.

Nos relations, toujours aussi amicales avec le Brésil, avec le Gouvernement d'Haïti, sont moins satisfaisantes avec quelques autres États de l'Amérique du Sud, qui montrent peu d'empressement à tenir compte de nos légitimes réclamations. C'est surtout au Vénézuela que le Gouvernement de l'Empereur a le regret de voir s'accumuler des plaintes dont l'examen équitable nous est toujours refusé. Mais nous constatons avec plaisir que nous avons rencontré de tout autres dispositions au Pérou et à Buenos-Ayres.

A Montevideo, la négociation qui était depuis si longtemps pendante a enfin abouti au règlement que nous poursuivions en commun avec la Grande-Bretagne. Le payement de l'indenitité stipulée viendra soulager la misère d'un grand nombre de Français qui avaient eu à souffrir, dans l'Uruguay, de préjudices causés par des faits de guerre et qui en attendaient depuis de longues années la réparation.

Le cabinet de Lima, sous l'administration qui a précédé l'avènement à la présidence du général San-Roman, obéissant à des influences qui nous étaient hostiles, avait cherché à provoquer dans les républiques voisines des défiances contre notre expédition du Mexique. Nous ne pouvions attacher une grande importance à une agitation si peu justifiée ; nous n'en avons pas moins remarqué avec plaisir l'attitude de plusieurs des États auxquels s'était adressé le Gouvernement péruvien. Le Guatemala, l'Équateur et la Confédération Argentine ont témoigné, à cette occasion, d'un véritable sens politique, en se montrant indifférents aux appréhensions qu'on s'efforçait de leur

inspirer et en déclinant les propositions qui leur étaient faites. Ces Gouvernements ont prouvé par là qu'ils rendaient toute justice aux sentiments de bienveillance dont la France est animée à leur égard.

Il a été conclu à Saïgon, entre la France, l'Espagne et l'empire d'Annam, un Traité qui, en mettant fin à la guerre poursuivie en Cochinchine, nous a définitivement assuré la possession des provinces de Bien-Hoa, de Gia-Dinh, de Dinh-Tuong, et de l'île de Poulo-Condor. Le Gouvernement de l'Empereur a la confiance que notre marine et notre commerce recueilleront de sérieux avantages de l'acquisition de cette nouvelle colonie, qui contribuera puissamment à l'extension de nos rapports avec l'extrême Orient.

En Chine, la persistance de la rébellion continue à être une source d'inquiétudes pour le commerce étranger dans les provinces du littoral où se trouvent ses plus grands intérêts et dans celles qui alimentent le commerce de la soie. La volonté du cabinet de Pékin, manifestée par des preuves récentes, de donner plus de sécurité aux rapports nouveaux que les nations étrangères entretiennent avec le Céleste Empire, et de tenir la main à l'exécution des Traités, atténuerà, il faut l'espérer, les conséquences fâcheuses de l'insurrection qui dévaste une partie du pays.

Il n'y a pas encore lieu de constater chez le Gouvernement japonais des dispositions aussi satisfaisantes. Il est impossible de se dissimuler que le sentiment de celle des classes de la population avec laquelle ce Gouvernement a le plus à compter est ouvertement hostile à toute relation avec le dehors. Il a paru équitable et politique de tenir compte des difficultés intérieures avec lesquelles le cabinet de Yédo se trouve aux prises. Aussi avons-nous autorisé la mission japonaise venue à Paris dans le courant de cette année à déclarer, à son retour au Japon, que la France consentait à ajourner l'accomplissement de certaines clauses du traité, à la condition que toutes les autres stipulations recevraient une plus sérieuse et plus loyale exécution. Le Gouvernement de l'Empereur a pensé qu'une concession semblable était justifiée par les circonstances, et lui donnerait le droit d'être d'autant plus sévère ultérieurement, si le Gouvernement japonais voulait échapper aux obligations qu'il a contractées.

L'avènement à Madagascar d'un souverain désireux d'ouvrir son pays à la civilisation européenne ne pouvait être vu par la France avec indifférence. Nous nous sommes donc empressés de répondre de la manière la plus bienveillante au vœu qu'il a exprimé d'entrer en rapport avec le Gouvernement de l'Empereur. Un agent consulaire est aujourd'hui installé à Smyrne. Un traité d'amitié et de commerce a été signé récemment avec le roi Radama. Ce traité, avant d'être ratifié, appelle un examen spécial; mais il suffira de dire, pour en éta-

blir dès à présent le caractère libéral, qu'aux termes d'une de ses clauses, le bénéfice de cet acte sera acquis à toute nation qui en fera la demande, sans même qu'elle ait à conclure, pour s'en assurer les avantages, aucune convention particulière. Espérons que notre commerce saura profiter de l'accès qui lui est ouvert à Madagascar dans des conditions de sécurité qui n'existaient pas jusqu'à ce jour.

AFFAIRES COMMERCIALES.

Le Gouvernement de l'Empereur a réussi, pendant l'année qui vient de s'écouler, à obtenir en Europe de nouvelles et précieuses adhésions à la politique libérale qu'ont inaugurée nos traités de commerce avec l'Angleterre et la Belgique, et qui a déjà, bien que de date récente, l'autorité d'une tradition. Les deux grandes négociations qu'annonçait l'expo-é de 1861 ont abouti à des résultats qui, pour n'être pas encore complets et définitifs, n'en ont pas moins une haute importance. Les plénipotentiaires de la France et ceux de la Prusse ont constaté, le 2 août dernier, par un acte solennel, l'heureuse entente et les mutuels engagements de leurs Gouvernements respectifs¹. Nous sommes également parvenus à nous mettre d'accord avec l'Italie sur les bases du nouveau régime conventionnel que la transformation politique de la Péninsule a rendu nécessaire, et la signature du traité qui le consacre ne saurait se faire longtemps attendre.

L'année 1863 ne se passera donc point, il est permis de l'espérer, sans que les vœux des populations reçoivent sur les bords de la Méditerranée, comme de l'un et l'autre côté du Rhin, une entière et légitime satisfaction.

Dans les États du Zollverein, le mouvement en faveur de l'alliance commerciale avec la France se propage et se prononce de plus en plus. C'est en vain qu'il est combattu par des influences qui cherchent à substituer à la question économique des considérations d'une autre nature. La pensée et le but du traité de Berlin sont chaque jour mieux appréciés, et dans le midi même de l'Allemagne, l'industrie, mieux éclairée sur ses intérêts, plus confiante dans ses forces, sollicite aujourd'hui comme un bienfait l'exécution du contrat qu'elle repoussait naguère comme un danger. Quoi qu'il en soit, le refus d'un seul des membres de l'Union douanière suffisant pour empêcher l'exécution de l'acte négocié et conclu au nom de tous, le Gouvernement prussien s'est vu conduit à mettre les cabinets dissidents en demeure d'opter pour la ratification du traité du 2 août ou la dissolution du Zollverein

1. Voir les Traités de la France avec la Prusse. *Archives*, 1862, tome IV, pag. 300 et 423. — 1863, t. I, p. 97.

au 1^{er} janvier 1866, terme assigné à son existence, à défaut de renouvellement de sa charte constitutive. Le Gouvernement français a dû rester étranger à ces débats intérieurs; mais, tout en s'abstenant d'intervenir, il a eu soin que son langage ne laissât subsister aucun doute sur sa ferme intention de maintenir intact l'ensemble des stipulations arrêtées avec la Prusse.

Les difficultés que rencontre la ratification par le Zollverein des arrangements de Berlin ont eu malheureusement pour conséquence de retarder le règlement de nos rapports commerciaux avec certains pays limitrophes de l'Union douanière, tels que les villes hanséatiques et la Suisse. En effet, le Gouvernement de l'Empereur avait cru devoir subordonner à la mise en vigueur du traité franco-prussien l'ouverture de négociations nouvelles; mais aujourd'hui qu'il entrevoit le terme de la situation précaire dans laquelle une opposition mal inspirée place le commerce de la France et de l'Allemagne, il n'a plus de motifs pour se refuser à l'examen des propositions du Conseil fédéral et des Gouvernements hanséatiques. Il vient donc de faire savoir à Berne et à Hambourg qu'il est prêt à ouvrir les conférences.

Le Gouvernement néerlandais nous a, de même, exprimé le vœu de voir établir sur des bases plus larges les relations des deux pays et d'obtenir, moyennant une équitable compensation, la jouissance des avantages acquis à l'Angleterre et à la Belgique. Nous nous sommes empressés de reconnaître avec le cabinet de la Haye ce qu'il y avait d'insuffisant, après notre grande réforme économique, dans les stipulations du Traité du 25 juillet 1840; et si cette convention n'est pas encore remplacée par un acte plus conforme aux idées libérales que la Hollande a eu l'honneur de mettre en lumière et en pratique avant la plupart des États de l'Europe, c'est que son système de droits d'accise a fait naître entre les négociateurs des deux pays des différences d'appréciation qui disparaîtront sans doute lorsque les États Généraux se seront prononcés sur le projet de réforme financière dont ils sont actuellement saisis.

Le régime auquel sont soumis nos rapports de commerce et de navigation avec la Suède et la Norvège ne répond pas aux sentiments traditionnels d'amitié qui unissent la France et les États Scandinaves. Les deux Gouvernements sont également convaincus de la nécessité d'y faire les modifications que comporte l'intimité de leurs relations politiques et que pourra leur suggérer une saine appréciation des intérêts qu'ils ont respectivement à protéger. Nous avons l'espoir que la mission qu'est venu remplir à Paris, il y a quelques mois, un haut fonctionnaire de l'Administration suédoise facilitera la conclusion d'un arrangement vivement désiré de part et d'autre.

Notre système d'alliance commerciale est donc en voie de se com-

pléter au nord et au centre de l'Europe. Il est à la veille de recevoir vers le sud une heureuse extension. Comme nous l'avons dit au commencement de cet Exposé, les négociations ouvertes avec le royaume d'Italie pour la substitution amiable de nouveaux arrangements commerciaux et maritimes à nos anciennes conventions avec les divers États de la Péninsule sont très-avancées et même parvenues à leur terme pour quelques points importants. Dès le 12 juin dernier, les plénipotentiaires de LL. MM. l'Empereur et le Roi Victor-Emmanuel ont signé un traité de navigation qui n'attend, pour être soumis à la sanction souveraine, que la conclusion du traité de commerce auquel il se lie intimement. Ce dernier acte n'a été retardé que par quelques difficultés de détail qui ne touchent point aux questions essentielles, et dont la solution, facilitée par un mutuel esprit de conciliation, doit être considérée comme fort prochaine.

Les deux Gouvernements n'ont point voulu d'ailleurs subordonner au règlement définitif de ces difficultés la protection réclamée par d'autres intérêts. Ainsi une convention pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art a été conclue à Turin le 29 juin dernier¹, moins d'un mois après, le 26 juillet, une convention consulaire était signée à Paris².

Le premier de ces actes, en reproduisant les stipulations principales des traités spéciaux intervenus successivement entre la France et l'ancien royaume de Sardaigne, les a complétées par l'addition des clauses empruntées aux arrangements analogues les plus récents et dont l'utilité a été démontrée par l'expérience.

Quant à la convention du 6 juillet, les dispositions qu'elle renferme, basées sur une parfaite reciprocité, ont consacré en faveur des agents consulaires des deux pays la concession définitive des priviléges dont ils jouissaient déjà en vertu d'un accord tacite qui avait rendu applicable à tout le royaume d'Italie la convention du 14 février 1852 entre la France et la Sardaigne.

Nous rappellerons ici la convention qui a été conclue, le 7 janvier 1862, entre la France et l'Espagne, pour régler, avec une précision devenue nécessaire, les attributions des consuls et la condition civile des sujets des deux États. Le Gouvernement de l'Empereur n'a qu'à se féliciter des résultats de cet arrangement, et il ne perd pas l'espoir de s'entendre, à une époque rapprochée, avec le Gouvernement de Sa Majesté Catholique pour donner une satisfaction plus complète aux intérêts commerciaux des deux pays, dont la solidarité devient de plus en plus étroite par suite du développement des voies internationales de communication.

1. Voir *Archives*, 1863, tome I, page 70.

2. *Ibid.*, page 87.

Le traité de commerce du 13 mars dernier¹ avec la Turquie a soulevé, sur quelques points du territoire ottoman, des difficultés d'interprétation qui, déferées par notre ambassade au jugement de la Porte, ont été résolues dans le sens de nos justes réclamations.

L'accroissement considérable de la population française dans les villes de Constantinople et d'Alexandrie, et la multiplicité d'affaires, ainsi que les conflits d'intérêts privés qui en ont été la conséquence naturelle, ont donné aux attributions judiciaires de nos agents, dans ces deux résidences, une extension qui ne paraît plus pouvoir se concilier avec l'accomplissement des autres devoirs de leur charge. Justement désireux d'assurer l'exercice régulier du droit si important que les traités ou capitulations conclus entre la France et la Porte Ottomane confèrent à nos consuls dans les Échelles du Levant, le Gouvernement de l'Empereur vient de mettre à l'étude un projet d'adjonction de magistrats spéciaux aux tribunaux consulaires de Constantinople et d'Alexandrie.

Les résultats satisfaisants qu'ont produits les mesures analogues adoptées déjà par l'Angleterre, la Grèce et l'Italie ne peuvent que faire augurer favorablement de l'institution projetée.

Suivant avec une vive et naturelle sollicitude les phases successives de la crise américaine, le Gouvernement de l'Empereur ne s'est pas laissé décourager par l'insuccès de ses premières tentatives pour rendre à notre commerce aux États-Unis la sécurité nécessaire à ses opérations. Si nous n'avons pu jusqu'à ce jour obtenir le retrait des aggravations de tarif que des considérations financières ont fait décréter au détriment de l'intérêt commercial, les actives démarches de notre diplomatie paraissent avoir contribué, du moins, à arrêter le cabinet de Washington dans une voie si funeste aux transactions internationales. Nos échanges avec un pays dont les forces vives sont absorbées par une lutte aussi acharnée que stérile demeurent, du reste, strictement limités aux objets de première nécessité. Le département des Affaires étrangères devait donc se préoccuper, avant tout, de protéger contre les éventualités de destruction ou de saisie les marchandises possédées par les sujets français sur le sol américain.

A Haïti, un changement favorable apporté, sur nos instances, à la législation des patentees vient de diminuer le nombre des priviléges dont jouissent, dans cette république, les négociants indigènes au détriment des Européens.

Au Brésil, l'accord qui continue d'exister entre nos consuls et les autorités locales pour l'application de la convention consulaire du

1. Voir *Archives*, 1861, tome III, page 341.

10 décembre 1860¹ nous permet de recueillir la plénitude des avantages que nous attendions de cet arrangement.

Nous avons signé avec la république du Paraguay, le 9 août dernier, un traité de commerce et de navigation dont les ratifications ont dû être récemment échangées à l'Assomption et qui remet en vigueur pour trois années les dispositions de celui de 1853.

Nos rapports avec la Confédération Argentine reposent encore sur la convention provisoire de 1840; mais, désirant leur donner pour base des stipulations plus précises, le département des Affaires étrangères s'est mis en mesure d'entamer, dès que les circonstances s'y prêteraient, la négociation d'un traité complet et définitif. La situation est à peu près la même pour l'Uruguay, et, d'après les dispositions favorables que ces deux États ont manifestées, il y a lieu d'espérer que l'année ne s'achèvera pas sans que nous ayons assuré à nos intérêts commerciaux le complément de garantie qu'ils réclament dans cette partie de l'Amérique du Sud.

Le vote des crédits législatifs nécessaires a permis au département des Affaires étrangères d'organiser en Chine notre service consulaire sur des bases assez larges pour donner satisfaction aux légitimes exigences de notre commerce. La création des nouveaux postes de Hong-Kong, Canton, Tien-Tsin et Hang-Kao encouragera nos nationaux à lutter d'initiative avec le commerce britannique, et secondera l'imulsion que l'ouverture toute récente des lignes françaises de navigation de l'Indo-Chine ne peut manquer d'imprimer à nos échanges avec l'extrême Orient, et, en particulier, à l'exportation des soies chinoises, de plus en plus appréciées par notre industrie.

Nos établissements au Japon restent stationnaires, malgré les efforts des agents de l'Empereur pour assurer le développement normal des relations de nos nationaux avec les indigènes. Toutefois, il est permis d'espérer que les pourparlers qui ont eu lieu récemment à Paris avec les ambassadeurs japonais n'auront pas été infructueux.

Le Gouvernement français n'a pas cherché seulement à agrandir les débouchés qu'offrent à l'excédant de notre production agricole et manufacturière les contrées depuis longtemps exploitées par le commerce européen; il s'est, en outre, attaché à en ouvrir de nouveaux dans des régions jusqu'ici peu accessibles à nos entreprises. Les clauses qu'il a introduites dans les traités conclus avec le souverain de la Cochinchine et celui de Madagascar garantissent, dans ces deux pays, des avantages permanents à nos négociants et à nos navigateurs. Le roi Radama II a voulu que le régime de franchise commerciale inauguré à Madagascar par son initiative reçût la consécration du droit diplo-

1. Voir *Archives*, 1861, tome II, page 165.

matique. Cette île, où nos nationaux jouiront désormais d'une entière sécurité sous la protection d'un agent officiel du Gouvernement de l'Empereur, fournira un vaste champ à leur activité, tandis que l'établissement d'une agence consulaire française dans le royaume de Dahomey favorisera l'essor de nos opérations sur la côte occidentale du continent africain.

DEUXIÈME PARTIE.

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES RELATIFS AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Communiqués au Sénat et au Corps législatif le 15 janvier 1863.

AFFAIRES DE ROME.

Lettre de l'Empereur à M. Thouvenel, Ministre des Affaires étrangères, 20 mai 1862.

Monsieur le Ministre, plus la force des choses nous maintient, relativement à la question romaine, dans une ligne de conduite également éloignée des deux partis extrêmes, plus cette ligne doit être nettement tracée, pour prévenir désormais l'accusation sans cesse renouvelée de pencher tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

Depuis que je suis à la tête du Gouvernement en France, ma politique a toujours été la même vis-à-vis de l'Italie : seconder les aspirations nationales, engager le Pape à en devenir le soutien plutôt que l'adversaire, en un mot, consacrer l'alliance de la religion et de la liberté.

Depuis l'année 1849, où l'expédition de Rome fut décidée, toutes mes lettres, tous mes discours, toutes les dépêches de mes ministres ont invariablement manifesté cette tendance ; et, suivant les circonstances, je l'ai soutenue avec une conviction profonde, soit à la tête d'un pouvoir limité, comme Président de la République, soit à la tête d'une armée victorieuse sur les bords du Mincio.

Mes efforts, je l'avoue, sont venus jusqu'à présent se briser contre des résistances de toutes sortes, en présence de deux partis diamétralement opposés, absous dans leurs haines comme dans leurs convictions, sourds aux conseils inspirés par le seul désir du bien. Est-ce une raison pour ne plus persévéérer, et abandonner une cause grande

aux yeux de tous et qui doit être féconde en bienfaits pour l'humanité?

Il y a urgence à ce que la question romaine reçoive une solution définitive, car ce n'est pas seulement en Italie qu'elle trouble les esprits; partout elle produit le même désordre moral, parce qu'elle touche à ce que l'homme a le plus à cœur, la foi religieuse et la foi politique.

Chaque parti substitue aux véritables principes d'équité et de justice son sentiment exclusif. Ainsi, les uns, oubliant les droits reconnus d'un pouvoir qui dure depuis dix siècles, proclament, sans égard pour une consécration aussi ancienne, la déchéance du Pape; les autres, sans souci de la revendication légitime des droits des peuples, condamnent sans scrupule une partie de l'Italie à une immobilité et une oppression éternelles. Ainsi, les uns disposent d'un pouvoir encore debout comme s'il était abattu, et les autres d'un peuple qui demande à vivre comme s'il était mort.

Quoi qu'il en soit, le devoir des hommes d'État est d'étudier les moyens de réconcilier deux causes que les passions seules présentent comme irréconciliables. Échouerait-on, la tentative ne serait pas sans quelque gloire, et dans tous les cas il y a avantage à déclarer hautement le but vers lequel on tend.

Ce but est d'arriver à une combinaison par laquelle le Pape adopterait ce qu'il y a de grand dans la pensée d'un peuple qui aspire à devenir une nation, et, de l'autre côté, ce peuple reconnaîtrait ce qu'il y a de salutaire dans un pouvoir dont l'influence s'étend sur l'univers entier.

Au premier abord, en considérant les préjugés et les rancunes, également vivaces de chaque côté, on désespère d'un résultat favorable. Mais si, après avoir examiné le fond des choses, on interroge la raison et le bon sens, on aime à se persuader que la vérité, cette lumière divine, finira par pénétrer dans les esprits et montrer dans tout son jour l'intérêt suprême et vital qui engage, qui oblige les partisans des deux causes opposées à s'entendre et à se réconcilier.

Quel est d'abord l'intérêt de l'Italie? C'est d'écartier autant qu'il dépend d'elle les dangers qui la menacent, d'atténuer les inimitiés qu'elle a soulevées, enfin de renverser tout ce qui s'oppose à sa légitime ambition de se reconstituer. Pour vaincre tant d'obstacles, il faut les envisager froidement.

L'Italie, comme État nouveau, a contre elle tous ceux qui tiennent aux traditions du passé; comme État qui a appelé la révolution à son aide, elle inspire la défiance à tous les hommes d'ordre. Ils doutent de sa vigueur à réprimer les tendances anarchiques, et hésitent à

croire qu'une société puisse s'affermir avec les mêmes éléments qui en ont bouleversé tant d'autres. Entin, à ses portes, elle a un ennemi redoutable, dont les armées et le mauvais vouloir facile à comprendre seront longtemps encore un danger imminent.

Ces antagonismes déjà si sérieux le deviennent davantage en s'appuyant sur les intérêts de la foi catholique. La question religieuse agrave de beaucoup la situation et multiplie les adversaires du nouvel ordre de choses établi au delà des Alpes. Il y a peu de temps, le parti absolutiste était le seul qui lui fut contraire. Aujourd'hui la plupart des populations catholiques en Europe lui sont hostiles, et cette hostilité entrave non-seulement les intentions bienveillantes des gouvernements rattachés par leur foi au Saint-Siége, mais elle arrête les dispositions favorables des gouvernements protestants ou schismatiques qui ont à compter avec une fraction considérable de leurs sujets. Ainsi, partout, c'est l'idée religieuse qui refroidit le sentiment public pour l'Italie. Sa réconciliation avec le Pape aplanirait bien des difficultés et lui rallierait des millions d'adversaires.

D'autre part, le Saint-Siége a un intérêt égal, sinon plus fort, à cette réconciliation ; car si le Saint-Siége a des soutiens zélés parmi tous les catholiques fervents, il a contre lui tout ce qui est libéral en Europe. Il passe pour être en politique le représentant des préjugés de l'ancien régime, et aux yeux de l'Italie pour être l'ennemi de son indépendance, le partisan le plus dévoué de la réaction. Aussi est-il entouré des adhérents les plus exaltés des dynasties déchues, et cet entourage n'est point fait pour augmenter en sa faveur les sympathies des peuples qui ont renversé ces dynasties. Cependant, cet état de choses nuit moins encore au Souverain qu'au Chef de la religion. Dans les pays catholiques où les idées nouvelles ont un grand empire, les hommes même les plus sincèrement attachés à leurs croyances sentent leur conscience se troubler et le doute entrer dans leurs esprits, incertains qu'ils sont de pouvoir allier leurs convictions politiques avec des principes religieux qui sembleraient condamner la civilisation moderne. Si cette situation pleine de périls devait se prolonger, les dissensiments politiques risqueraient d'amener des dissidences fâcheuses dans les croyances mêmes.

L'intérêt du Saint-Siége, celui de la religion, exigent donc que le Pape se réconcilie avec l'Italie, car ce sera se réconcilier avec les idées modernes, retenir dans le giron de l'Église 200 millions de catholiques et donner à la religion un lustre nouveau en montrant la foi secondant les progrès de l'humanité.

Mais sur quelle base fonder une œuvre si désirable ?

Le Pape, ramené à une saine appréciation des choses, comprendrait la nécessité d'accepter tout ce qui peut le rattacher à l'Italie ; et l'I-

talie, cédant aux conseils d'une sage politique, ne refuserait pas d'adopter les garanties nécessaires à l'indépendance du Souverain Pontife et au libre exercice de son pouvoir.

On atteindrait ce double but par une combinaison qui, en maintenant le Pape maître chez lui, abaisserait les barrières qui séparent aujourd'hui ses États du reste de l'Italie.

Pour qu'il soit maître chez lui, l'indépendance doit lui être assurée, et son pouvoir accepté librement par ses sujets. Il faut espérer qu'il en serait ainsi, d'un côté, lorsque le Gouvernement italien s'engagerait vis-à-vis de la France à reconnaître les États de l'Église et la délimitation convenue; de l'autre, lorsque le Gouvernement du Saint-Siége, revenant à d'anciennes traditions, consacreraient les priviléges des municipalités et des provinces de manière à ce qu'elles s'administrent pour ainsi dire elles-mêmes; car, alors, le pouvoir du Pape, planant dans une sphère élevée au-dessus des intérêts secondaires de la société, se dégagerait de cette responsabilité toujours pesante et qu'un gouvernement fort peut seul supporter.

Les indications générales qui précèdent ne sont pas un *ultimatum* que j'ajoute la prétention d'imposer aux deux partis en désaccord, mais les bases d'une politique que je crois devoir m'efforcer de faire prévaloir par notre influence légitime et nos conseils désintéressés.

Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

NAPOLÉON.

Dépêche de M. Thouvenel au Marquis de la Valette, Ambassadeur de France à Rome, en date du 31 mai 1862.

Monsieur le Marquis, je crois utile, au moment où vous vous préparez à retourner à votre poste, de consigner dans une dépêche le résumé de nos conversations sur les graves intérêts que l'Empereur a confiés à votre zèle et à votre dévouement, et de vous fournir ainsi le moyen d'établir une fois de plus le caractère invariablement amical et bienveillant de la politique du Gouvernement de Sa Majesté à l'égard du Saint-Siége.

La pensée qui nous a guidés dès le début de la crise que traversent ensemble l'Église et l'Italie n'a pas cessé de nous animer, et si infructueux qu'aient été jusqu'ici nos efforts, nous n'en sommes pas arrivés encore à nous convaincre de l'inutilité de les poursuivre. En n'abandonnant pas l'espoir d'atteindre le but que nous nous proposons, en me refusant à admettre que la destruction de l'état de choses inauguré dans la Péninsule doive être une condition *sine qua non* d'existence pour le pouvoir temporel de la Papauté, ou que la chute de ce pouvoir

soit devenue la conséquence logique et nécessaire de l'établissement du royaume d'Italie, je suis certain d'être l'organe des intentions et des volontés de l'Empereur. Sa Majesté a daigné préciser, dans une lettre qui m'est adressée, les idées que lui ont inspirées de longues et sérieuses réflexions sur la situation respective du Saint-Siége et de l'Italie.

Vous trouverez ci-jointe, Monsieur le Marquis, une copie de cet important document, et les considérations si pleines d'élévation, de lucidité et de force qui y sont développées vous indiqueront, avec une autorité que tout commentaire de ma part amoindrirait, le terrain où vous aurez à vous placer dans vos entretiens avec le cardinal Antonelli et le Saint-Père lui-même.

J'avais évité à dessein, en vous prescrivant la démarche dont vous vous êtes acquitté au commencement du mois de janvier dernier, de formuler le plan de conciliation pour la préparation duquel vous étiez chargé de réclamer avant tout le concours du Saint-Siége. J'espérais, en effet, que notre ouverture ne serait point repoussée par une fin de non-recevoir aussi catégorique, et que le cardinal Antonelli nous aiderait à rechercher les bases d'un arrangement acceptable pour le chef de l'Église et compatible avec les événements accomplis dans la Péninsule. Devant la résistance que nous avons rencontrée, une plus longue réserve risquerait d'être mal comprise. Les tentatives du Gouvernement de l'Empereur pour amener la Cour de Rome à se départir, dans l'ordre temporel, de ses doctrines absolues pourront échouer; mais il importe que nos intentions ne soient ni défigurées ni méconnues, et que personne n'ait le droit de nous accuser de n'avoir point articulé nettement les conditions qui, à nos yeux, garantiraient l'indépendance, la dignité et la souveraineté du Père commun des fidèles, sans remettre de nouveau en question les destinées de l'Italie. Jamais, je le proclame hautement, le Gouvernement de l'Empereur n'a prononcé une parole de nature à laisser espérer au cabinet de Turin que la capitale de la catholicité pût en même temps devenir, du consentement de la France, la capitale du grand royaume qui s'est formé au delà des Alpes. Tous nos actes, toutes nos déclarations, s'accordent, au contraire, pour constater notre ferme et constante volonté de maintenir le Pape en possession de la partie de ses États que la présence de notre drapeau lui a conservée. Je renouvelle ici cette assurance, Monsieur le Marquis; mais je répète aussi, avec une égale franchise, que toute combinaison reposant sur une autre base territoriale que le *statu quo* ne saurait aujourd'hui être soutenue par le Gouvernement de l'Empereur. Le Saint-Père, comme il l'a fait à d'autres époques, pourrait réserver ses droits dans la forme qu'il jugerait convenable; mais un arrangement impliquerait de sa part, dans notre pensée, la rési-

gnation de ne plus exercer son pouvoir que sur les provinces qui lui restent. L'Italie, de son côté, aurait à renoncer à ses prétentions sur Rome; elle devrait s'engager, vis-à-vis de la France, à respecter le territoire pontifical et à se charger de la plus grande partie, sinon de la totalité de la dette romaine.

Si le Saint-Père, dans un esprit de paix, de charité et de concorde, consentait à se prêter à une transaction de ce genre, le Gouvernement de l'Empereur ne verrait que des avantages à tâcher d'y faire participer les Puissances signataires de l'acte général de Vienne et d'unir leur garantie à la sienne. Il prendrait également, soit auprès de ces Puissances, soit plus particulièrement auprès de celles dont le catholicisme est la foi religieuse, l'initiative d'une proposition tendante à offrir au Saint-Père, en compensation des ressources qu'il ne trouverait plus dans le nombre réduit de ses sujets, une sorte de liste civile dont les titres inaliénables seraient remis entre ses mains. Le Gouvernement de l'Empereur s'estimerait heureux, pour sa part, de contribuer, dans la proportion d'une rente de trois millions de francs, à la splendeur du trône pontifical et aux œuvres de religion et de charité dont le centre est à Rome. Ainsi protégé à l'extérieur par la garantie de la France et des Puissances qui se joindraient à elle, le Gouvernement pontifical n'aurait plus qu'à se concilier l'adhésion de ses sujets par de sages réformes; et du jour où l'on s'y mettrait résolument, en s'inspirant des principes qui président partout à l'organisation des sociétés modernes, cette tâche ne serait pas aussi difficile qu'elle le paraît. Le Saint-Père disait dernièrement, avec une haute raison, que le pouvoir temporel, tout nécessaire qu'il fût, n'était pas un dogme. Il ne l'est pas plus dans son essence constitutive que dans son étendue territoriale, et le premier devoir comme l'obligation la plus urgente des gouvernements, quelle que soit leur origine, c'est de marcher avec l'esprit de leur temps et de se bien convaincre que l'assentiment des populations est aujourd'hui, sinon la source, tout au moins le seul fondement solide de l'autorité souveraine.

Voilà, Monsieur le Marquis, l'exposé succinct, mais que je crois complet cependant, des idées que l'Empereur entend apporter au règlement de la question romaine. Ce sont ces idées que vous aurez à développer au cardinal Antonelli et à faire connaître au Saint-Père, lorsque vous aurez l'occasion de l'approcher.

Vos démarches, afin de répondre aux sentiments de bienveillance qui animent Sa Majesté, n'auront naturellement rien de comminatoire. Vous aurez pourtant à laisser pressentir, si l'on vous oppose aussi catégoriquement que par le passé la théorie de l'immobilité, que le Gouvernement de l'Empereur ne saurait y conformer sa conduite, et que, s'il acquérait malheureusement la certitude que ses efforts pour

décider le Saint-Père à accepter une transaction fussent devenus désormais inutiles, il lui faudrait, tout en sauvegardant autant que possible les intérêts qu'il a jusqu'ici couverts de sa sollicitude, aviser à sortir lui-même d'une situation qui, en se prolongeant au delà d'un certain terme, fausserait sa politique et ne servirait qu'à jeter les esprits dans un plus grand désordre.

Vous êtes autorisé à lire cette dépêche au cardinal Antonelli.

Signé : THOUVENEL.

Dépêche du Marquis de la Valette, Ambassadeur de France à Rome, au Ministre des Affaires étrangères, en date du 24 juin 1862.

Monsieur le Ministre, dans sa dépêche du 31 mai, Votre Excellence, s'inspirant des sentiments de profonde bienveillance qui n'ont cessé d'animer le Gouvernement de l'Empereur à l'égard du Saint-Siége, a bien voulu préciser les conditions qui lui semblaient les plus propres à garantir, en face de l'état de choses récemment inauguré dans la Péninsule, l'indépendance, la dignité et la souveraineté du Saint-Siége.

Ces conditions, que je ne crois pas inutiles de rappeler, se résumaient dans les quatre points suivants :

1^o Le maintien du *statu quo* territorial, le Saint-Père se résignant sous toutes réserves à n'exercer son pouvoir que sur les provinces qui lui restent, tandis que l'Italie s'engagerait vis-à-vis de la France à respecter celles que l'Eglise possède encore. Le Souverain Pontife consentant à se prêter à cette transaction, le Gouvernement de l'Empereur devait tâcher d'y faire participer les Puissances signataires de l'acte général de Vienne.

2^o Le transfert, à la charge de l'Italie, de la plus grande partie, sinon de la totalité, de la dette romaine.

3^o La constitution, au profit du Saint-Père, d'une liste civile destinée à compenser les ressources qu'il ne trouverait plus dans le nombre réduit de ses sujets. En prenant l'initiative de cette proposition auprès des Puissances européennes, et plus particulièrement auprès de celles qui appartiennent au culte catholique, la France devrait s'engager pour sa part à contribuer dans la proportion d'une rente de trois millions à l'indemnité offerte au chef de la catholicité.

4^o La concession par le Saint-Père de réformes qui, en lui ralliant ses sujets, consolideraient à l'intérieur un pouvoir déjà protégé au dehors par la garantie de la France et des Puissances européennes.

Conformément à vos ordres, Monsieur le Ministre, je m'étais em-

pressé, dès mon arrivée, d'entretenir le cardinal secrétaire d'État des propositions développées dans la dépêche précitée de Votre Excellence. A notre seconde entrevue, je lui en avais donné lecture *in extenso*, et Son Éminence l'avait hier sous les yeux lorsque, dans une quatrième conférence résumant toutes les précédentes, elle a opposé aux ouvertures dont j'étais l'interprète un refus que tout porte à me faire considérer comme définitif. C'est sous sa dictée, pour ainsi dire, que j'en ai reproduit les termes.

Le cardinal secrétaire d'État m'a exprimé tout d'abord les sentiments de reconnaissance qu'inspirait au Saint-Père cette nouvelle preuve, ajoutée à tant d'autres, de la bienveillance de l'Empereur pour le Saint-Siége. Il lui était malheureusement impossible d'y répondre autrement que par ce témoignage de gratitude.

« Le Saint-Père, m'a dit Son Éminence, ne peut consentir à rien qui, directement ou indirectement, consacre d'une manière quelconque les spoliations dont il a été la victime. Il ne peut aliéner ni directement ni indirectement, aucune parcelle d'un territoire qui constitue la propriété de l'Église et de la catholicité tout entière. Sa conscience s'y refuse, et il tient à la garder pure devant Dieu et devant les hommes.

« Le Saint-Père ne peut donc consentir à ce qu'on lui garantisse une partie de cette propriété : ce serait en fait, sinon en droit, faire l'abandon du reste. Sa conscience, je le répète, ne le lui permet pas.

» Il s'étonne, d'ailleurs, que ces propositions lui soient soumises avant que le Gouvernement de l'Empereur se soit entendu avec le Piémont, seule cause des désordres actuels. Pourquoi imposer des sacrifices à la victime plutôt qu'à celui qui l'a dépouillée ? »

J'ai fait observer à Son Éminence qu'il nous avait paru tout à la fois plus respectueux et plus utile de nous adresser tout d'abord au Saint-Siége. Si le soin de sa dignité nous faisait un devoir de consulter avant tout ses convenances, l'intérêt de la transaction que nous poursuivions ne nous engageait pas moins à nous assurer de son assentiment avant toute autre démarche destinée à l'entourer des garanties du droit conventionnel. Je demandais d'ailleurs à Son Éminence, en présence du regret qu'elle venait de formuler, si, dans le cas où l'Italie eût adhéré la première à nos propositions, le Saint-Père se serait montré plus disposé à les accepter lui-même.

Le cardinal secrétaire d'État m'a répondu négativement. Le Souverain Pontife se trouverait toujours en face de la même question de conscience.

Revenant aux sûretés dont nous nous proposions d'entourer le maintien du *statu quo* territorial, Son Éminence a insisté sur ce point que les Puissances signataires du traité de Vienne ayant garanti, par

cet acte même, la totalité des États de l'Église, il serait étrange, et en quelque sorte contradictoire, que ces mêmes Puissances fussent invitées à n'en garantir qu'une faible partie. J'ai répondu au cardinal, comme j'avais eu déjà occasion de le faire dans une précédente discussion, qu'en principe l'acte général de Vienne n'avait pas plus solennellement garanti les possessions du Saint-Siège que les autres États dont les limites avaient été fixées à cette époque; qu'en fait les répartitions territoriales opérées alors avaient déjà subi plus d'une atteinte.

Je n'avais pas besoin de rappeler à Son Éminence que les mêmes Puissances qui avaient constitué la Hollande en 1815 avaient permis, en 1831, que la Belgique s'en détachât; et pour ne parler que des changements politiques survenus en dernier lieu dans la Péninsule, ces modifications, elle le savait, avaient été déjà plus ou moins implicitement reconnues par plusieurs des Cabinets représentés au congrès de Vienne. Le Saint-Siège avait tout intérêt, dès lors, à voir substituer à cette garantie à laquelle il faisait allusion, garantie générale, inefficace, appartenant plutôt à l'histoire qu'à la politique actuelle, frappée par une sorte de prescription, affaiblie en tout cas par plus d'un fait accompli, une garantie nouvelle, spéciale, ne dépendant plus d'un ensemble de stipulations d'autant plus difficiles à maintenir qu'elles étaient plus complexes, mais ayant au contraire pour but particulier le règlement définitif d'une question capitale tant au point de vue de l'Europe qu'à celui de la catholicité tout entière. Cette garantie, nous avions le légitime espoir d'y associer les Puissances signataires de l'acte général de Vienne; mais l'adhésion du Saint-Père nous était d'abord nécessaire.

Le cardinal secrétaire d'État s'est borné à rappeler les motifs qui ne permettaient pas au Saint-Siège de renoncer, sous quelque forme que ce fût, à une portion quelconque des droits qui étaient bien moins sa propriété que celle du monde catholique. Ces mêmes raisons lui faisaient repousser la clause qui tendait à mettre à la charge du Gouvernement de Turin le paiement de la dette romaine :

« Le Saint-Siège étant le véritable débiteur, m'a dit son Éminence, consentir à laisser attribuer au gouvernement usurpateur les dettes du gouvernement légitime, ce serait, de la part du Saint-Père, reconnaître la spoliation elle-même. Sa conscience s'y refuse absolument. Aidée des dons des fidèles, Sa Sainteté a pu jusqu'ici faire face à des obligations qu'elle considère comme sacrées. Pleine de confiance dans la divine Providence, elle continuera à remplir ses engagements, et n'y renoncera que lorsqu'elle se verra dans l'impossibilité absolue d'y satisfaire.

« Le refus obligé de ces propositions, a continué Son Eminence,

entraîne nécessairement le rejet de la troisième, qui n'aurait sa raison d'être que dans l'acceptation des deux premières. Si reconnaissant que soit le Saint-Père des dispositions si généreuses que lui témoigne l'Empereur, ainsi que de la proposition dont Sa Majesté se déclare prête à prendre l'initiative à son égard, il lui est impossible de les accepter. Il doit les décliner dans l'intérêt de son indépendance, sinon de sa dignité. Accepter une indemnité sous quelque forme que ce soit, ce serait encore reconnaître la spoliation qu'elle a pour but de compenser. On ne peut accepter la compensation quand on n'accepte pas le sacrifice, et ce sacrifice, encore une fois, le Saint-Père n'a pas le droit de le faire.

« Quant à la dernière question, m'a dit en terminant le cardinal secrétaire d'État, je n'ai rien à ajouter aux déclarations que j'ai déjà eu l'occasion de faire au prédécesseur de Votre Excellence. Ces réformes sont prêtes ; elles ne seront promulguées que le jour où les provinces usurpées rentreront sous l'autorité légitime dont elles ont été distraites. »

J'ai rapporté textuellement, Monsieur le Ministre, les paroles dans lesquelles le cardinal secrétaire d'État a résumé sa réponse. Je n'importunerai pas Votre Excellence en reproduisant en détail les arguments que j'ai opposés à chacune des objections qui m'étaient faites. Pour ne relever que les dernières, j'ai fait observer au cardinal Antonelli qu'en lui proposant le transfert de la dette romaine au Piémont, nous ne nous étions pas dissimulé les objections que ce projet soulèverait de la part du Saint-Siège. Sérieusement préoccupés toutefois d'une éventualité que le Gouvernement pontifical était obligé lui-même de prévoir, nous avions à cœur, en le déchargeant d'une dette qui absorberait si vite ses dernières ressources, de le sauver d'embarras que nous n'envisagions pas avec la même résignation.

Le Saint-Siège était engagé vis-à-vis de ses propres populations : pouvait-il leur imposer le poids de la dette tout entière, jusqu'au moment où il ne lui serait plus permis de faire face ni aux obligations du dehors ni aux engagements contractés à l'intérieur ? Le Saint-Père comptait sur le denier de Saint-Pierre ; mais nous ne pouvions avoir la même confiance dans une ressource aussi aléatoire.

En déchargeant au contraire ses sujets de sacrifices impossibles à soutenir, en dispensant les fidèles d'offrandes impossibles à régulariser, en acceptant directement des Puissances catholiques les subsides nécessaires à l'entretien et aux splendeurs du centre de la catholicité, en accordant enfin les réformes qu'exige l'esprit des sociétés modernes, le Saint-Père se retrouvait plus libre, plus fort, en face de ses sujets réconciliés, et pouvait consacrer exclusivement les ressources du pays, sans que l'Église proprement dite en souffrit, au développe-

ment de son bien-être et de sa prospérité matériels. C'était donc au nom de la prudence, de la justice et du progrès, c'était avant tout dans l'intérêt de la dignité et de l'indépendance du Souverain Pontife, que nous recommandions ce qu'il repoussait comme contraire à son indépendance et à sa dignité. C'était si bien le vœu de l'Empereur, que sa sollicitude semblait avoir prévu jusqu'au cas, si peu probable, où notre initiative auprès des autres Puissances européennes resterait sans résultat, puisque la part que la France offrait dès à présent à elle seule représentait la totalité de la liste civile actuelle du Saint-Père.

Quant à la résolution si nettement manifestée par la cour de Rome d'ajourner indéfiniment des réformes qu'elle-même a jugées indispensables, de mettre à un acte de justice et d'humanité pure une condition purement politique, de faire envier et expier tout à la fois aux populations restées sous l'autorité du Saint-Siége la situation plus favorable de celles qui ont pu s'y soustraire, je n'ai pas même besoin d'indiquer les réflexions qu'elle a dû m'inspirer. Je les ai présentées avec d'autant plus de mesure et de réserve que le terrain sur lequel on se plaçait était plus difficile à défendre.

Il me serait impossible, encore une fois, de reproduire dans toutes ses phases une discussion qui a rempli quatre entrevues successives. Pénétré des considérations développées dans les instructions de Votre Excellence, comme des vues si généreuses, si élevées, qui ont dicté à l'Empereur ce nouvel effort dans le sens d'une conciliation désirable à tant de titres, j'ai la conscience d'avoir épousé, dans la limite de mes forces, tous les moyens de justifier les propositions dont j'étais l'interprète. J'ai vainement représenté au cardinal secrétaire d'État que les scrupules de conscience dans lesquels se résumaient les objections du Saint-Siége pouvaient et devaient céder devant les réserves de droit que nous nous étions toujours déclarés prêts à admettre de sa part. Ces réserves, la Cour de Rome les avait formulées à d'autres époques ; en les reproduisant aujourd'hui dans les termes qu'elle jugerait le plus convenables, elle restait fidèle à ses principes autant qu'à ses traditions politiques. Dans les précédents auxquels je faisais allusion, le Saint-Père trouvait non-seulement sa complète justification, mais un exemple à suivre. En maintenant le droit, il obéissait à sa conscience ; en admettant le fait, il donnait satisfaction à la prudence, à la paix et à la charité. Quel immense intérêt n'avait pas le Saint-Siége à sortir d'une situation impossible à prolonger, à entrer dans la seule voie de salut qui lui fût offerte, à se réconcilier avec l'Italie, dont ses destinées ne pouvaient être séparées, comme avec les populations dont le soin lui avait été confié, à voir assurer par un acte solennel, entouré d'une garantie européenne, un territoire que notre seule présence lui avait

conservé jusqu'ici; à accepter, dans de légitimes compensations, les conditions de dignité et d'indépendance indispensables au libre exercice de ses droits spirituels, à rendre moins lourde aux fidèles une contribution mesurée aujourd'hui bien moins à leur piété qu'à des ressources nécessairement de plus en plus limitées; de sauver enfin par des concessions dont l'histoire de l'Église offrait plus d'un exemple, mais jamais dans des circonstances aussi pressantes, Rome de ses souffrances et de son isolement, l'Italie d'une rupture définitive avec la Papauté, l'Europe des graves complications qu'elle redoute, les consciences du trouble qui les agite, la foi du schisme qui la menace, l'Église elle-même d'une des plus rudes épreuves qui l'aient jamais attendue.

Lorsque la France, il y a six mois à peine, a invité le Saint-Père à s'entendre avec elle, en principe et sans en fixer les bases, sur une transaction destinée à assurer son indépendance, ses ouvertures ont été repoussées par une fin de non-recevoir absolue. Sa sollicitude ne s'est point lassée. Le Gouvernement de l'Empereur vient de formuler et de soumettre au Saint-Siége les propositions les plus explicites. Chargé de les transmettre, je constate avec le même regret qu'elles ont eu le même sort.

Signé : LA VALETTE.

Circulaire de M. Drouyn de Lhuys, Ministre des Affaires étrangères, aux Agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, en date du 18 octobre 1862.

Monsieur, en prenant possession du poste auquel l'Empereur a daigné m'appeler de nouveau, je crois utile de vous dire en peu de mots dans quel esprit j'ai accepté la mission qui m'est confiée. Je n'ai pas besoin de revenir avec vous sur les actes et les démarches antérieures du Gouvernement impérial dans la question romaine. Sa Majesté a toutefois manifesté plus particulièrement sa manière de voir par une lettre adressée à mon prédécesseur et que le *Moniteur* du 25 septembre dernier a rendue publique. Ce document résume la pensée de l'Empereur avec une autorité que tout commentaire ne pourrait qu'affaiblir, et je ne saurais mieux faire que de m'y référer aujourd'hui. Dans toutes les phases par lesquelles la question a passé depuis treize ans, la constante préoccupation de Sa Majesté, ainsi qu'elle a Elle-même pris soin de l'établir, a été de rapprocher les grands intérêts qu'Elle trouvait divisés; et plus ces dissensiments ont acquis de gravité, plus l'Empereur a jugé que son Gouvernement devait s'efforcer de les aplanir,

sans toutefois rien sacrifier des principes qui ont été la règle permanente de ses résolutions. La politique définie avec une raison si haute et si impartiale n'a point changé. Elle reste animée des mêmes sentiments que par le passé pour deux causes auxquelles elle a prodigué dans une égale mesure les témoignages de sa sollicitude. La question romaine touche aux intérêts les plus élevés de la religion et de la politique; elle soulève sur tous les points du globe les scrupules les plus dignes de respect, et dans l'examen des difficultés dont elle est entourée, le Gouvernement de l'Empereur regarde comme son premier devoir de se prémunir contre tout ce qui pourrait ressembler de sa part à un entraînement ou le faire dévier de la ligne de conduite qu'il s'est tracée.

Tel est le point de vue auquel je me suis placé en acceptant la direction des affaires étrangères. Je ne crois ni nécessaire ni opportun d'entrer à cet égard dans de plus longs développements. Il me suffira de vous avoir indiqué sommairement l'ordre d'idées dans lequel je me propose de puiser mes propres inspirations pour remplir les intentions de l'Empereur. Invariablement fidèle aux principes qui l'ont guidé jus qu'ici, le Gouvernement de Sa Majesté continuera de consacrer tous ses efforts à l'œuvre de conciliation qu'il a entreprise en Italie, en y travaillant avec tout le sentiment de la difficulté et de la grandeur de la tâche, sans découragement comme sans impatience.

Signé : DROUYN DE LHUY'S.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au comte de Lallemand, chargé d'affaires de France à Rome, en date du 31 octobre 1862.

Monsieur, le devoir de prendre congé du Souverain auprès duquel il était accrédité obligeant M. le Prince de la Tour-d'Auvergne à différer un peu son départ, j'ai pensé qu'il convenait, par égard pour le Gouvernement du Saint-Père, de pourvoir dans le plus bref délai à la gestion de l'ambassade de Sa Majesté, et vous voudrez bien vous rendre à Rome pour en prendre la direction jusqu'à l'arrivée de l'ambassadeur de l'Empereur.

En me remettant le portefeuille des Affaires Étrangères dans un moment où la situation du Saint-Siége éveille les plus sérieuses préoccupations, l'Empereur m'a imposé une tâche dont je sens vivement toutes les difficultés, et que mon zèle pour le service de Sa Majesté ne suffirait pas sans doute à accomplir, s'il ne m'était pas permis de compter sur la confiance du Gouvernement du Saint-Père. Il me tardait donc de faire parvenir à Sa Sainteté l'expression de mon respec-

tueux dévouement pour sa personne et de ma ferme volonté d'apporter dans mes relations avec son Gouvernement la plus entière et la plus loyale franchise. Vous voudrez bien en donner l'assurance à S. Ém. le cardinal secrétaire d'État.

Mon intention n'est pas d'entrer dès à présent dans l'examen détaillé des questions dont la discussion est naturellement réservée à l'ambassadeur de Sa Majesté et que soulèvent l'organisation présente de l'Italie et la position particulière du Saint-Siége. Je crois devoir vous indiquer cependant quelques considérations générales que j'ai développées dans une conversation avec le Nonce apostolique et dont vous pourrez vous inspirer dans vos entretiens avec le cardinal Antonelli. J'ai d'abord donné lecture à Mgr Chigi d'une dépêche que je venais d'adresser à la légation de l'Empereur à Turin, dans le but de préciser le caractère de l'intervention que les événements nous ont amenés à exercer en Italie, et de formuler une fois de plus les conditions auxquelles il nous serait permis de travailler utilement à la réconciliation qu'appellent avec une égale impatience les amis les plus sages de l'Italie et les défenseurs éclairés du Saint-Siége. Profondément convaincu de la nécessité d'une transaction équitable, le Gouvernement de l'Empereur ne s'est laissé décourager, dans ses efforts pour la préparer, ni par les résistances absolues ni par les prétentions immodérées, et il attend toujours du temps et de la réflexion l'apaisement des passions contraires et la manifestation de dispositions plus favorables que celles qu'il a rencontrées jusqu'à ce jour.

Dans cet ordre d'idées, j'ai dû exprimer de nouveau à Mgr Chigi notre sincère regret de l'accueil fait par la Cour de Rome à nos tentatives réitérées d'accommodement, et j'ai insisté sur l'impression fâcheuse que ces refus persistants ne pouvaient manquer d'exercer, au grand détriment du Saint-Siége, sur l'opinion publique. Examinant ensuite les motifs allégués pour décliner nos propositions, je me suis appliqué à combattre les préoccupations qui me paraissent les avoir suggérés au Gouvernement romain. La question des réformes à introduire dans l'administration des Etats de l'Eglise, à raison de la responsabilité particulière que la protection dont nous entourons le Gouvernement du Saint-Père fait peser sur nous, a été d'abord l'objet de mes observations. L'opinion bien connue du Gouvernement de l'Empereur sur la nécessité de procéder à ces réformes est partagée, ainsi que leurs déclarations en font foi, par la plupart des Gouvernements catholiques. Celui du Saint-Père a lui-même manifesté plusieurs fois l'intention d'accorder à ses sujets les réformes reconnues indispensables; et, en dernier lieu, le cardinal secrétaire d'Etat déclarait qu'elles étaient prêtes, et qu'il n'attendait, pour réaliser les intentions paternelles du Saint-Père, que le retour sous sa domination des provinces

qui s'en étaient détachées. J'ai peine, je l'avoue, à comprendre cet ajournement, et je m'explique encore moins la condition à laquelle en est subordonnée la durée. L'âme généreuse du Pontife peut-elle refuser à ses sujets fidèles les bienfaits acquis à ses sujets égarés? Les calculs de la politique ne sont-ils pas d'accord ici avec les inspirations du sentiment pour conseiller de faire cesser au plus tôt un si dangereux contraste? En consolidant par de sages concessions aux besoins du temps sa domination sur les sujets qui lui restent, la Cour de Rome assure le présent par un acte spontané dont elle recueille immédiatement tout l'honneur et le bénéfice, et qui lui permet d'attendre dans de meilleures conditions et peut-être de se ménager les chances que l'avenir peut tenir en réserve.

Le dévouement dont l'Empereur a donné tant de preuves au Saint-Père m'autorise en outre à invoquer ici les convenances et les nécessités de notre politique, directement engagée dans cette question, et je me plaît à espérer que cette considération sera appréciée à Rome. On y comprendra les ménagements qu'imposent au Gouvernement de l'Empereur l'opinion de la France et le compte qu'il doit tenir d'exigences dont il reconnaît lui-même la légitimité. Si la France catholique ne marchande pas ses sacrifices pour une cause chère à ses traditions, elle ne sépare pas la protection du Pape de l'amélioration du sort des populations romaines, et elle pourrait se lasser de voir toujours ajournées les espérances qu'elle-même a fait naître. Notre occupation prolongée des États-Romains est, d'autre part, on ne l'ignore pas, vivement sinon justement attaquée en France au nom de principes et d'intérêts qui sont les nôtres, et le Gouvernement de l'Empereur se croit en droit de demander au Saint-Siége de lui faciliter sa tâche, en désarmant, par l'usage éclairé et libéral de son pouvoir, les adversaires de sa souveraineté.

En ajournant les réformes au moment où seront restituées les provinces qui formaient naguère le domaine de l'Église, la Cour de Rome nous oblige à nous expliquer sur la question territoriale. Je n'ai pas à revenir sur les événements qui ont amené le démembrement des États de l'Église, ni sur le jugement que nous en avons porté. Nous n'avons jamais méconnu la légitimité des réclamations du Saint-Siége ni la valeur de ses protestations, et en lui conseillant de pourvoir au présent, nous n'avons nulle intention de les infirmer dans l'avenir. Mais la reconnaissance même la plus explicite d'un droit n'implique pas nécessairement l'obligation de le faire prévaloir. Chaque Gouvernement reste maître de son action et juge de l'étendue de ses devoirs; aucun n'est tenu au delà de ce que lui commandent ses intérêts propres et sa libre appréciation de ce que permettent, comportent ou exigent les circonstances. Or, il est de mon devoir de le déclarer net-

tement, le Gouvernement de l'Empereur exclut absolument des moyens de faire rentrer sous l'obéissance du Souverain Pontife les provinces qu'il a perdues le recours à la force. Il est superflu d'insister sur les raisons qui lui commandent cette détermination. Elles sont comprises par tous les Cabinets et acceptées, il en a la conviction, par les consciences catholiques les plus froissées par les épreuves du Saint-Père. Devons-nous, cependant, renoncer à l'espoir de voir le Saint-Siége se prêter à toute négociation qui aurait pour objet de lui donner, sous une forme à déterminer et pour les possessions qui lui restent, la garantie spéciale, que les traités qui avaient constitué son état territorial ne lui avaient nullement assurée pour les provinces qui lui ont été enlevées. Si les États du Saint-Siége sont le domaine du monde catholique, les Gouvernements qui représentent la catholicité dans ses intérêts terrestres ne peuvent-ils pas être appelés à résoudre une question dont l'examen semblerait leur être naturellement dévolu? L'inaliénabilité du domaine temporel du Saint-Siége, est-ce donc réellement une question du ressort absolu de la conscience? Les intérêts de cette souveraineté temporelle, soumise à ce titre à toutes les vicissitudes des choses de ce monde, peuvent-ils se gouverner autrement que par la raison humaine, faillible toujours, mais seul guide pourtant des conceptions de la politique? Je l'ai dit d'ailleurs, les combinaisons auxquelles la Cour de Rome pourrait acquiescer n'invalideraient en rien ses réserves et l'autorité de ses protestations. En maintenant le droit, en constatant un jour donné son impuissance, elles laisseraient l'avenir ouvert, et quel pouvoir en ce monde est autant que celui du Saint-Père fondé à s'en remettre à l'avenir du soin de réparer les malheurs du présent? Nous sommes convaincu que tout arrangement qui garantirait efficacement dans son état actuel le domaine de l'Église, et qui assurerait par conséquent l'entièrre indépendance du Souverain Pontife, satisferait pleinement les consciences catholiques; elles ne demandent rien de plus, et ce serait, selon nous, une illusion dangereuse de les supposer plus exigeantes; au contraire, dans leur impatience d'une solution qui les rassure, elles s'alarmeraient et s'irriteraient peut-être d'une résistance dont elles s'expliqueraient mal les motifs. Le Gouvernement de l'Empereur, dans sa sollicitude pour les graves intérêts qui se rattachent à la question romaine, n'a pas cessé de rechercher les éléments de cette solution et de convier le Gouvernement du Saint-Père à l'aider dans cette recherche, et nous sommes prêt à nous entendre avec lui pour y associer tous les Cabinets. Nous ne craignons pas d'affirmer que les consciences catholiques seraient soulagées d'un grand trouble le jour où le Saint-Siége se déciderait à se départir de ses refus absolus et à entrer dans la voie d'une transaction acceptable.

Vous n'aurez pas, Monsieur, à puiser dans les considérations qui précèdent les éléments d'aucune proposition à adresser à la Cour de Rome ; elles sont uniquement destinées tant à inspirer le langage que vous aurez à tenir pendant votre séjour à Rome qu'à vous guider dans vos entretiens avec le cardinal secrétaire d'État, et vous ne manquerez pas de me rendre compte des impressions que vous aurez recueillies.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys, au marquis de Cadore, chargé d'affaires de France à Londres, en date du 25 novembre 1862.

Monsieur, le soin des affaires courantes qui ont réclamé toute mon attention m'a fait différer d'entretenir l'ambassade de l'Empereur à Londres d'une communication dont lord Cowley a été chargé de me donner lecture, il y a quelque temps déjà, au sujet de la question romaine. Je sais que M. l'ambassadeur d'Angleterre a rendu compte à son Gouvernement de mes observations ; je me proposais néanmoins de les reproduire dans ma correspondance, et tel est l'objet de la dépêche que je vous adresse aujourd'hui.

La communication du Cabinet anglais porte la date du 31 octobre. Lord Russell commence par se défendre de vouloir exercer aucune pression sur nos décisions, et ne donne à sa démarche d'autre caractère que celui d'un échange sincère d'opinions. Il admet que le droit des gens autorise certaines exceptions à la règle d'après laquelle chaque peuple est le meilleur juge de la forme de gouvernement qui lui convient. Il émet toutefois l'avis que le moment est venu pour l'intervention française de prendre fin. Tout en rendant hommage aux vues élevées qui ont inspiré à l'Empereur le dessein de réconcilier le Pape avec l'Italie, il ne partage pas l'espérance que Sa Majesté y rattache, et il considère comme une solution à la fois équitable et pratique de laisser dès à présent Rome aux Romains.

Après avoir achevé la lecture de la dépêche du principal secrétaire d'État, lord Cowley a ajouté qu'il était autorisé à m'en laisser copie, si je le désirais ; je n'ai pas cru devoir accepter une offre qui eût témoigné de ma part l'intention d'entrer dans une discussion régulière et suivie.

« Je suis certain, ai-je dit à M. l'ambassadeur d'Angleterre, de connaître assez la pensée de Sa Majesté pour n'avoir pas besoin, en ce moment, de lui demander ses ordres. L'Empereur a tracé la règle de conduite de son Gouvernement dans sa lettre du 20 mai. Je suis moi-même rentré au ministère des affaires étrangères pour suivre une politique conforme aux vues exposées dans ce document. Il me

suffit de m'y reporter, et en comparant les directions qu'il renferme aux idées exprimées par lord Russell, je ne puis que constater la distance qui sépare le Gouvernement de Sa Majesté du Cabinet anglais dans l'affaire de Rome.

« Mais je me demande en même temps, ai-je ajouté, si le Cabinet de Londres a des raisons vraiment pressantes d'opposer sur ce terrain son opinion à la nôtre et de manifester la divergence de nos appréciations ? »

Nous sommes à Rome pour y couvrir de la protection de nos armes la personne et le pouvoir du Saint-Père. Cette résolution, adoptée par le Gouvernement qui a précédé le rétablissement de l'Empire, nous a été commandée par des intérêts sur lesquels il serait superflu d'insister pour en faire ressortir la puissance. En continuant d'occuper Rome aussi bien qu'en y envoyant nos troupes, nous avons obéi à des nécessités que nous n'étions pas maîtres de prévenir et auxquelles nous ne sommes pas libres de nous soustraire.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique n'est dominé par aucune considération semblable dans la question romaine, et il ne peut avoir à la discuter qu'un intérêt en quelque sorte académique.

Il le comprenait ainsi dès le principe, comme l'atteste le langage des Ministres de la Reine avec les envoyés successifs de la République à Londres. Lord Palmerston, alors secrétaire d'État pour les affaires étrangères, reconnaissait sans difficulté la situation exceptionnelle de la France à l'égard du Gouvernement de l'Église et les devoirs particuliers qu'elle nous créait. J'en retrouve la preuve dans ses entretiens avec M. Gustave de Beaumont, dès la fin de novembre 1848, lorsqu'il fut question pour la première fois d'envoyer des troupes françaises à Civita-Veccchia. Lord Palmerston s'exprima dans le même sens avec M. le baron Gros, pendant la mission qu'il remplit à Londres au mois de janvier 1849. Le 23 avril, M. l'amiral Cécille résumait ainsi qu'il suit les impressions du principal secrétaire d'État au sujet de l'expédition de Rome, qui était en voie d'exécution :

« Le Gouvernement de la Reine, loin d'en concevoir de l'ombrage ou de l'inquiétude, y applaudit de toutes les façons : il pense que la présence de nos troupes dans les États-Romains déterminera probablement un mouvement de réaction analogue à celui qui vient d'avoir lieu en Toscane, avancera le terme de l'anarchie qui déshonore Rome et facilitera le rétablissement d'un gouvernement régulier. »

Quelques semaines plus tard, le marquis de Lansdowne, dans un débat à la Chambre des Lords, tout en établissant que le Cabinet anglais n'avait pas conseillé l'expédition de Rome, déclarait qu'il n'avait nullement désapprouvé ce projet lorsqu'il lui avait été notifié.

Appelé moi-même au mois de juillet à représenter la France près

S. M. Britannique, j'ai eu l'occasion de constater que son Gouvernement avait accepté dès le début, comme une nécessité qui nous était imposée, et, suivant les expressions mêmes de lord Palmerston, comme une chose raisonnable, l'intervention française à Rome, et qu'il envisageait avec les dispositions les plus amicales pour la France les obligations comme les difficultés de notre tâche.

J'ai appuyé mes souvenirs à ce sujet, Monsieur, sur des extraits de la correspondance de mon département, que j'avais fait recueillir pour ma propre information. Je me suis d'ailleurs empressé de reconnaître, avec M. l'ambassadeur d'Angleterre, que le langage du Gouvernement anglais avait été accompagné de réserves formulées soit dans des communications diplomatiques, soit dans les discussions du Parlement. Ma pensée ne pouvait être de rechercher dans les entretiens des ministres anglais, en 1848 et 1849, des déclarations en désaccord avec les jugements qu'ils portent actuellement sur la présence des troupes françaises à Rome. « Je ne veux, ai-je dit à lord Cowley, que rappeler le bon vouloir dont le Gouvernement de S. M. Britannique se montrait alors animé envers la France, et je ne puis songer aux témoignages de mutuelle confiance que les deux pays se sont donnés depuis cette époque, aux grandes choses qu'ils ont accomplies ensemble, sans penser en même temps au droit que nous avons de compter aujourd'hui sur des sentiments pour le moins semblables de la part de l'Angleterre dans la question romaine. »

Rien, Monsieur, dans notre attitude ou dans nos actes, n'a pu faire supposer au Cabinet de Londres que nos intentions ne soient pas toujours de mettre fin à l'occupation de Rome, dès que nous croirions pouvoir le faire sans nuire aux intérêts qui nous sont confiés. L'Angleterre ne désire pas plus sincèrement que nous de voir approcher le terme de notre intervention. En effet, quelle satisfaction autre que celle de l'accomplissement d'un devoir vient compenser nos sacrifices ? Quel avantage particulier avons-nous à en recueillir, si ce n'est l'honneur de rester fidèles à la mission qui nous est échue ? Quel intérêt légitime pourrait prendre ombrage d'une politique dont l'unique but est d'aplanir les difficultés qui nous maintiennent à Rome et d'y rendre la présence de nos troupes désormais inutile ?

Je n'ai pas, au reste, caché à M. l'ambassadeur d'Angleterre combien le plan suggéré dans la dépêche de lord Russell est loin d'offrir les garanties dont nous nous croyons obligés d'entourer la situation du Saint-Siège avant de quitter Rome. Nous nous inclinons, nous aussi, devant l'autorité du principe de non-intervention ; les maximes de l'Angleterre sont les nôtres : nous comprenons de la même manière le respect dû à la souveraineté nationale. Le Gouvernement de l'Empereur en tire son origine et sa force, et le Souverain qui a si noble-

ment embrassé la cause de l'indépendance de la Péninsule ne saurait assurément être soupçonné de vouloir méconnaître sur un point quelconque de l'Italie les droits d'un peuple italien. Mais l'état de choses sur lequel nous raisonnons ne ressemble à aucun autre, et les règles ordinaires du droit public n'y sont pas applicables. Si notre position est exceptionnelle sous tous les rapports, certainement celle du Pape à l'égard de ses sujets ne l'est pas moins.

Lorsque toute autorité se maintenait, en quelque sorte, par son propre prestige, les forces matérielles du Gouvernement pontifical suffisaient à assurer la tranquillité et la paix dans les États Romains ; mais le Saint-Siége a subi, dans l'ordre temporel, le sort réservé de nos jours aux autres gouvernements, et n'étant pas comme eux, par sa nature et son organisation, en état de proportionner ses moyens de défense à ses dangers, il a plus souffert quaucun autre de ces épreuves. A ces causes générales de faiblesse sont venus se joindre des désastres récents provoqués par le conflit des intérêts en Italie, et le Gouvernement du Saint-Père est aujourd'hui, plus que jamais, un pouvoir désarmé.

Si les Romains se trouvaient, dans un pareil moment, appelés à décider de l'existence de ce pouvoir, l'expérience ne s'accomplirait pas dans des conditions propres à la rendre sincère, et il est trop facile de prévoir quel en serait le résultat.

Ce dénoûment d'une longue crise pourrait-il être considéré comme une solution ? Ne serait-ce pas plutôt l'origine de difficultés nouvelles, non-seulement pour l'Italie, mais pour tous les Gouvernements ? Depuis quatorze ans, la question romaine est chez nous une préoccupation pour les consciences. Elle n'a agité qu'un seul instant les esprits en Angleterre, et le Cabinet anglais a été à même de juger, par une récente expérience, des embarras qu'elle peut causer dans le monde entier, si elle n'aboutit pas à des arrangements propres à assurer l'indépendance du Gouvernement de l'Église et la paix religieuse.

Est-ce à dire que la situation des Romains, au milieu des grands intérêts au sort desquels leur propre destinée est attachée, ne nous semble pas mériter une attention bienveillante ? Nous sommes loin de le penser, le Cabinet de Londres le sait. Les efforts que le Gouvernement de l'Empereur a faits à plusieurs reprises, et auxquels il n'a point renoncé, pour provoquer toutes les améliorations administratives en rapport avec les besoins du temps, sont la preuve de la constante sollicitude de Sa Majesté pour les sujets aussi bien que pour le Souverain. Oui, sans doute, le vœu des Romains en faveur des réformes rencontre des délais et des ajournements ; mais Rome n'est pas le seul pays où de pareils retards répondent à des démarches analogues. Il existe certainement des contrées où les souffrances des

populations sont plus réelles et plus dignes encore de la sympathie des Puissances chrétiennes. En s'associant, à cet égard, dans toutes les circonstances graves, aux préoccupations des grandes Cours, le Gouvernement anglais n'a-t-il pas toujours pensé cependant que le degré de pression à exercer devait demeurer subordonné aux nécessités supérieures de l'ordre européen et de la paix générale?

« Mon intention n'est pas d'en faire un reproche au Cabinet de Londres, ai-je dit à lord Cowley, en terminant; nous lui demandons seulement de tenir compte de notre position quand nous-mêmes nous invoquons ici des considérations semblables. Pourquoi, d'ailleurs, les deux Puissances ouvriraient-elles une controverse sur la question romaine? Pourquoi rechercheraient-elles un débat sans utilité pratique, qui n'aurait pour effet que de provoquer la manifestation publique d'un dissensitement, alors que tant de grands intérêts se recommandent à leur attention sur tous les points du globe et leur conseillent de maintenir entière l'harmonie de leurs rapports? »

Tel est, Monsieur, le sentiment qui m'a dirigé dans cet entretien, et je me flatte de la confiance qu'il aura pleinement justifié auprès du Gouvernement de S. M. Britannique la franchise de mon langage. Vous auriez à vous en inspirer, de votre côté, dans le cas où lord Russell ferait allusion avec vous à sa dépêche du 31 octobre, sans toutefois prendre vous-même, à cet effet, aucune initiative.

Signé : DROUYN DE LUYS.

Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome, à M. Drouyn de Lhuys, en date du 12 décembre 1862.

Monsieur le Ministre, j'ai fait ce matin ma première visite au cardinal Antonelli : l'accueil de Son Éminence a été plein d'empressement et de cordialité. Il y avait près de dix ans que je n'avais pas vu le cardinal Antonelli : la conversation s'est naturellement engagée sur les événements qui se sont succédé en Italie depuis l'époque où j'ai quitté Rome, et qui ont exercé sur la situation du Saint-Siège une influence si considérable. Les appréciations du cardinal Antonelli ont été, je m'empresse de le dire, marquées au coin de la modération et de la convenance la plus grande ; plusieurs fois, dans le cours de notre entretien, le cardinal, qui m'avait dès le début demandé avec intérêt des nouvelles de la santé de LL. MM. l'Empereur et l'Impératrice, ainsi que du Prince Impérial, s'est plu à rendre hommage aux dispositions bienveillantes que l'Empereur n'avait cessé de témoigner au Saint-Siège, et dont le Saint-Siège aimait à voir une confirmation

nouvelle dans la rentrée de Votre Excellence au Ministère des affaires étrangères.

« Il est bien certain, a ajouté le cardinal, que c'est à la protection de la France que le Saint-Père doit d'être encore à Rome, et Sa Sainteté, croyez-le, conserve, malgré toutes les difficultés de sa position et toutes les tristesses qui accablent son âme, les sentiments de la plus profonde reconnaissance pour Sa Majesté. »

Le langage du cardinal secrétaire d'Etat a été, en un mot, ce que je devais souhaiter qu'il fût. Je n'ai pu d'ailleurs, dans cette première entrevue, qu'effleurer les questions qui préoccupent à si juste titre en ce moment l'opinion. Je me suis cependant particulièrement attaché à ne rien dissimuler aux yeux de Son Éminence de la gravité et des difficultés de la situation, et enfin de l'impérieuse nécessité pour le Saint-Père, comme pour tout autre, quand il s'agit du gouvernement des choses temporelles, de s'inspirer des conseils de la prudence et de la modération. Il m'a semblé que le cardinal comprenait lui-même cette nécessité; en tous cas, il s'est montré personnellement très-désireux de nous témoigner, dans la mesure du possible, sa bonne volonté.

Son Éminence m'ayant proposé, d'après l'ordre du Pape, de ne pas attendre, pour remettre à Sa Sainteté mes lettres de créance, que je fusse en mesure de me rendre, selon l'usage, en grand gala au palais du Vatican, je vais demander à accomplir en audience privée cette formalité.

Signé : Prince de la Tour d'Auvergne.

**Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne,
en date du 13 décembre 1862.**

Prince, après ce que l'Empereur a bien voulu vous dire lui-même et les entretiens que j'ai eus avec vous au sujet des affaires de Rome, je n'ai pour le moment rien d'essentiel à ajouter aux instructions que j'ai remises à M. de Lallemand le 31 octobre dernier, et auxquelles je vous prie de vous référer.

Les intérêts dont nous avons à tenir compte en Italie sont complexes, mais ils ne sont pas absolument incompatibles, comme affection de le croire les partis extrêmes à Rome aussi bien qu'à Turin. Si donc notre tâche est difficile; si elle exige peut-être de longs et patients efforts de la part du Gouvernement de l'Empereur et de ses agents, il nous est permis d'espérer que ces efforts ne demeureront pas infructueux. Il est certain, dans tous les cas, qu'il est de notre intérêt aussi bien que de notre honneur de les tenter jusqu'au bout, et pour ce qui

vous concerne, je m'en remets entièrement à la sûreté de vos appréciations et à la connaissance que vous avez du terrain sur lequel vous allez vous trouver placé. Vous ne négligerez rien, j'en suis d'avance assuré, pour éclairer le Gouvernement de Sa Majesté sur les intentions et les résolutions éventuelles de la Cour de Rome, et pour faire comprendre à cette Cour elle-même ce que nous nous croyons fondés à attendre de sa haute sagesse dans les conjectures actuelles. En vous indiquant le but à atteindre, le Gouvernement de Sa Majesté désire, vous le savez, vous laisser, pour l'opportunité et le choix des moyens, toute la latitude dont il comprend que vous avez besoin.

J'aime à me persuader, Prince, que la Cour de Rome, appréciant les obligations qui sont imposées au Gouvernement de l'Empereur par les principes qui dirigent sa politique, et dont il est responsable vis-à-vis de l'opinion publique en France comme envers lui-même, avisera dans sa sagesse à ce qu'il lui appartient de faire pour rendre plus facile la tâche imposée à notre dévouement pour des intérêts qui sont les siens et qu'elle doit nous aider à défendre.

Signé : DROUYN DE LHUYs.

**Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne à M. Drouyn de Lhuys,
en date du 16 décembre 1862.**

Monsieur le Ministre, j'ai eu l'honneur de remettre hier au Saint-Père, en audience privée, la lettre de l'Empereur qui met fin à la mission de M. le marquis de la Valette et celle qui m'accrédite en qualité d'ambassadeur de Sa Majesté auprès du Saint-Siège.

Le Saint-Père m'a reçu avec la plus grande bienveillance. Après m'avoir demandé des nouvelles de l'Empereur, de l'Impératrice et du Prince impérial, Sa Sainteté m'a exprimé dans les termes les mieux sentis sa profonde gratitude pour la protection que l'Empereur voulait bien accorder à l'Église et au Pape en les défendant à Rome contre les entreprises de leurs ennemis. Le Saint-Père a ajouté qu'il connaissait, aussi bien que qui que ce fût, les difficultés de toutes sortes qui entouraient la noble et généreuse mission de la France, et que c'était un motif pour lui de se montrer doublement reconnaissant envers l'Empereur.

J'ai remercié le Saint-Père des sentiments qu'il voulait bien me témoigner en l'assurant que l'Empereur, à qui je ne manquerais pas d'en transmettre l'expression, y serait tout particulièrement sensible. Encouragé par la tournure, j'oserais presque dire amicale, que prit la conversation, je n'hésitai pas à parler au Saint-Père avec une entière franchise. Je lui exposai combien étaient effectivement gran-

des et sérieuses les difficultés que nous rencontrions dans l'œuvre d'apaisement et de conciliation que nous poursuivions, ce qu'il avait fallu à l'Empereur de dévouement au Saint-Siége et à la personne du Saint-Père pour ne pas se laisser décourager. Je ne lui dissimulai pas entin les griefs plus ou moins fondés, mais généralement admis, de l'opinion publique à l'égard du Gouvernement pontifical, et j'ajoutai que le moment me semblait venu pour le Saint-Siége de faciliter, autant qu'il dépendait de lui de le faire, notre tâche, en se montrant animé de dispositions sages et libérales. Le Saint-Père m'écoutait avec bonté, ne m'interrompant que pour donner en quelque sorte un assentiment presque complet à mes paroles. Il n'avait jamais douté, m'a-t-il dit, et il doutait encore moins que jamais des bienveillantes intentions de l'Empereur. Il était également disposé à reconnaître que, dans la situation donnée, le Saint-Siége pouvait, devait même faire quelque chose qui pût être considéré tout au moins comme une preuve de sa bonne volonté ; mais il n'était pas facile au Saint-Siége, dans la position que les événements lui avaient créée, d'agir comme il le voudrait. Cependant l'ordre avait été déjà donné d'adresser une circulaire aux chefs des provinces pour les inviter, conformément aux promesses contenues dans le *motu proprio* de 1849, à renouveler au moyen de l'élection, à partir du premier mois de 1863, les conseils municipaux. Le Saint-Père m'a fait remarquer, à cette occasion, que cette mesure aurait pour résultat de donner pour base à toute l'organisation gouvernementale le principe électif, puisque c'étaient les conseils communaux qui nommaient les conseillers provinciaux, et que les conseillers provinciaux à leur tour présentaient les listes dans lesquelles devaient être choisis les membres de la consulte d'État pour les finances.

Le Saint-Père n'aurait peut-être pas eu d'objection sérieuse à accorder à ceux-ci, dans d'autres circonstances, en matière de finances, voix délibérative ; mais aujourd'hui que le Saint-Siége était privé des trois quarts de ses revenus, que la majeure partie de ses ressources provenait uniquement de la générosité des fidèles, il n'y avait véritablement plus place pour un pareil contrôle, et la concession paraîtrait puérile.

Abordant un autre ordre d'idées, le Pape a bien voulu me citer quelques faits qui prouveraient qu'une certaine impulsion a été donnée dans ces derniers temps aux travaux publics, et que le Gouvernement pontifical se préoccupe plus sans doute qu'on ne le croit généralement d'augmenter le bien-être matériel des populations restées sous son autorité. Sous le rapport des réformes administratives et judiciaires, le Saint-Père s'est montré également animé de bonnes intentions. Seulement Sa Sainteté est persuadée qu'à cet égard on est

mal renseigné à l'étranger sur le véritable état des choses dans les provinces qui font partie du domaine de l'Église. « On nous croit, » m'a dit le Saint-Père, « plus arriérés que nous ne le sommes. On va même parfois jusqu'à nous conseiller certaines réformes introduites depuis longtemps chez nous, tant on est ignorant de ce qui s'y passe. Aussi ai-je l'intention de prier le cardinal Antonelli d'exposer dans une dépêche adressée au nonce, à Paris, la situation telle qu'elle est réellement, en l'autorisant à communiquer confidentiellement ce mémoire à votre Gouvernement. » J'ai répondu au Saint-Père que je ne voulais en aucune façon m'associer aux accusations passionnées et injustes des ennemis du Saint-Siége, que c'était là un rôle qui ne saurait convenir au représentant d'un Souverain qui professait pour Sa Sainteté le dévouement le plus respectueux, que je n'étais chargé non plus de formuler aucune demande ; mais que puisque le Saint-Père m'avait permis, dès le début de notre entretien, d'exprimer librement mes impressions personnelles, je n'hésitais pas à lui avouer que je demeurais convaincu qu'aussi bien et plus peut-être encore sous le rapport administratif et judiciaire que sous le rapport politique, certaines réformes pouvaient être opérées avec grand profit pour le Gouvernement pontifical lui-même. Cette opinion, ai-je ajouté, paraissait partagée par tous les amis dévoués et éclairés du Saint-Siége, et je pensais dès lors qu'il serait désirable que l'Exposé de la situation que Sa Sainteté avait l'intention d'adresser au nonce de Paris fût suivi de celui des mesures, soit administratives, soit politiques, que le Gouvernement pontifical avait pu prendre dans ces derniers temps ou qu'il était aujourd'hui disposé à adopter. Le Saint-Père n'a pas repoussé cette idée ; il m'a, au contraire, assuré qu'il désirait lui-même que tout ce qu'il était possible de faire fût fait et dans la meilleure forme.

Durant l'audience, qui s'est prolongée au-delà d'une heure, il n'est pas sorti, je dois le dire, de la bouche du Saint-Père une seule parole d'amertume à l'endroit des événements passés. Sa Sainteté n'a fait non plus aucune allusion directe aux pertes territoriales subies par le Saint-Siége ; elle s'est bornée à témoigner, à différentes reprises, sa reconnaissance pour tous ceux en général qui, dans la sphère où ils se trouvaient placés, lui avaient montré quelque sympathie.

Signé : Prince DE LA TOUR D'AUVERGNE.

**Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne à M. Drouyn de Lhuys,
en date du 16 décembre 1862.**

Monsieur le Ministre, j'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Excellence des modifications assez essentielles introduites dans le régime des passe-ports à Rome ; je crois devoir l'informer également que le Gouvernement pontifical vient de prendre une décision qui autorise les sujets romains qui avaient émigré comme compromis dans les événements des dernières années à rentrer dans leur pays, sous la condition d'exposer aux autorités pontificales des frontières les motifs de leur départ et ceux de leur retour ; il y a lieu d'espérer que ces autorités apporteront une certaine indulgence dans l'appréciation des raisons qui leur seront exposées.

J'ai appris que le Saint-Père avait approuvé, le 15 novembre dernier, les plans qui lui ont été soumis pour l'agrandissement de la ville de Civita-Veccchia, dont l'enceinte fortifiée nouvellement reconstruite double l'étendue. L'ouverture du chemin de fer qui relie ce port à Rome et à Naples l'appelle à un développement dont il était opportun de lui donner les moyens de profiter. Le chemin de fer qui se dirige sur Ancône sera ouvert au mois de janvier jusqu'à Orte, située à dix-huit lieues de Rome, et le Gouvernement est en négociations assez avancées, à ce que l'on m'assure, avec plusieurs compagnies pour la concession du chemin de fer de Civita-Veccchia à la frontière du Nord, qui réunira cette ville à Livourne en longeant la côte et en traversant les maremmes de Toscane.

Je ne signale ces faits à Votre Excellence que parce qu'ils prouvent que le Gouvernement pontifical apporte en ce moment une certaine activité dans l'administration du territoire restreint sur lequel elle peut s'exercer. Pendant le long séjour que j'ai déjà fait à Rome, j'ai remarqué que s'il y avait à s'étonner de l'inaction de l'administration romaine, il y avait souvent aussi lieu d'être surpris du silence qui est gardé et qu'elle garde elle-même sur des actes administratifs qui lui vaudraient certainement quelque approbation si, après avoir pris la peine de les faire, on prenait celle de leur donner une certaine publicité.

Signé : Prince de LA TOUR D'AUVERGNE.

**Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne,
en date du 20 décembre 1862.**

(*Extrait.*)

J'ai su, par une voie indirecte, que M. Odo Russell, étant reçu par le Pape, aurait donné à Sa Sainteté, au nom du comte Russell, le conseil de quitter l'Italie, ajoutant qu'en pareil cas le Gouvernement de Sa Majesté Britannique lui offrirait volontiers l'île de Malte pour y résider ; que les vaisseaux anglais seraient à sa disposition et qu'enfin le Pape pourrait compter sur l'emprisonnement de l'Angleterre à lui assurer, dans l'asile qu'il aurait accepté, toutes les conditions d'un établissement digne de lui. Ces propositions auraient été faites dans une forme officielle, adoptée pour la première fois dans les rapports que M. Odo Russell entretient avec le Saint-Siége.

Mgr Chigi étant venu me voir, je lui ai dit, en faisant allusion à ce qui précède, que j'avais appris que nous avions de nouveaux auxiliaires et des concurrents dans la protection que nous donnions au Saint-Siége. M. le Norce m'ayant confirmé l'information qui m'avait été donnée, j'ai ajouté, en évitant de prendre la chose plus au sérieux qu'il ne fallait, que nous espérions bien que si le Pape, ce qu'à Dieu ne plaise, était obligé de quitter l'Italie, Sa Sainteté nous accorderait la préférence sur l'Angleterre et que nous la lui demanderions.

Signé DROUYN DE LHUY'S.

**Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne à M. Drouyn de Lhuys,
en date du 20 décembre 1862.**

Monsieur le Ministre, je ne perds pas de vue le but que se propose en Italie la politique de l'Empereur, et je ne négligerais rien de ce qui peut dépendre de moi, aussi bien pour amener la cour de Rome à comprendre ce que nous nous croyons fondés à attendre de sa haute sagesse dans les conjonctures actuelles, que pour éclairer le Gouvernement de l'Empereur sur les intentions et les résolutions éventuelles du Saint-Siége. Seulement, comme Votre Excellence veut bien le remarquer elle-même, il faut évidemment un certain temps, quelle que soit d'ailleurs l'opinion qu'on puisse s'être faite d'avance sur la manière d'engager et de conduire une négociation aussi délicate que celle qui a pour objet la conciliation d'intérêts opposés comme le sont ceux qui se trouvent aujourd'hui en présence, pour apprécier exactement les dispositions que, le cas échéant, nous pourrions rencontrer à Rome. Je vous remercie donc de m'autoriser à n'aborder cette partie

de ma tâche que lorsque je serai en mesure de le faire en connaissance de cause. Pour ce qui est de la question des réformes intérieures, Votre Excellence aura vu par mes premiers rapports que, tout en évitant d'engager notre responsabilité par un examen détaillé de telle ou telle réforme qu'il pourrait être opportun d'accorder dans les circonstances actuelles, je n'ai pas hésité à conseiller en principe l'adoption de toutes les mesures de nature à faciliter une réconciliation entre les populations et le Gouvernement pontifical, en même temps qu'à prouver la bonne volonté de celui-ci. Ces conseils, ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de le dire à Votre Excellence, ont été écoutés tout au moins avec une grande bienveillance, et par le Saint-Père et par le cardinal Antonelli. Depuis les entretiens auxquels je fais allusion, j'ai revu le cardinal Antonelli et j'ai renouvelé confidentiellement auprès de lui mes instances.

L'*Osservatore Romano* d'hier-soir annonce, dans un article qui a toute l'apparence d'un *communiqué*, que le Saint-Père vient de prendre la résolution de remplacer dans chaque commune, au moyen de l'élection, les conseillers municipaux dont le mandat doit expirer au commencement de l'année prochaine. C'est, en effet, chose décidée, et la circulaire qui en fait part aux gouverneurs des provinces leur sera expédiée demain ou après-demain. Le cardinal Antonelli se propose de faire figurer cette mesure dans l'exposé de la situation administrative, judiciaire et politique des États pontificaux qu'il doit adresser au nonce de Paris et qui partira de Rome, m'assure-t-on, dans les derniers jours de la semaine prochaine. Il sera aussi fait mention dans ce même document des mesures récemment adoptées au sujet des passeports et des émigrés *volontaires* qui désirent rentrer dans leur pays; de la publication plus ou moins prochaine des Codes de commerce et d'instruction criminelle; du Code civil (ce dernier travail n'est pas terminé), ainsi que des améliorations matérielles accomplies ou en voie d'exécution. En un mot, toutes les concessions ou améliorations d'un intérêt quelconque sous le rapport politique ou administratif que le Pape a déjà accordées ou serait disposé à accorder seront indiquées.

Signé : Prince de la Tour d'Auvergne.

**Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne,
en date du 20 décembre 1862.**

Prince, M. l'ambassadeur d'Angleterre m'a communiqué une information, transmise par Odo Russell, et de laquelle il résulterait que cinq ou six cents soldats, espagnols et bavarois pour la plupart, au-

raient quitté le territoire pontifical pour se rendre dans les États napolitains. Ils auraient un uniforme composé d'une jaquette bleue et d'un pantalon rouge, de telle sorte qu'on pourrait les prendre pour des Français.

Je vous prie de ne rien négliger pour vérifier cette information, et, dans le cas où elle vous paraîtrait fondée, d'appeler sur un fait aussi grave la plus sérieuse attention de l'autorité pontificale. Nous ne saurions admettre, comme vous le savez, que le territoire, garanti par la protection de nos armes, serve à abriter des préparatifs destinés à alimenter la guerre civile dans un pays voisin, et s'il est vrai que l'on cherchât à compromettre l'uniforme français dans des entreprises de cette nature, il ne nous serait pas possible de le tolérer. Je me plaît à espérer que vous trouverez le Gouvernement pontifical disposé à prendre, de concert avec l'autorité française à Rome, les mesures qui seraient jugées nécessaires.

Signé : DROUYN DE LHUY'S.

**Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne,
en date du 27 décembre 1862.**

Prince, l'Empereur a été sensible aux témoignages de reconnaissance pour Sa Majesté et de sympathie pour l'Impératrice et le Prince Impérial que le Pape vous a exprimés dans votre première audience. Sa Majesté a également apprécié le langage constamment bienveillant et modéré avec lequel le Pape vous a entretenu de quelques-unes des questions qui sont à Rome l'objet de notre préoccupation.

Vous ne manquerez pas, Prince, d'encourager ces dispositions de la Cour de Rome, et je me persuade que cette tâche vous serait facile le jour où les membres les plus influents du Gouvernement pontifical et du Sacré-Collège se rendraient un compte plus exact des situations respectives et des obligations qui en résultent pour nous.

Le Nonce apostolique ne m'a pas encore fait la communication qui vous a été annoncée et qui doit contenir l'exposé des mesures préparées pour appliquer le principe électif dans la formation des municipalités et introduire dans l'administration pontificale certaines améliorations. Je n'ai pas besoin de vous dire que nous recevrons ce document avec beaucoup d'intérêt, et le sincère désir de tenir compte au Pape et à son Gouvernement de tout ce qui sera fait pour répondre aux vœux et aux besoins légitimes de la population, et nous aider ainsi à protéger d'autant mieux les intérêts au nom desquels nous restons à Rome.

Les dépêches que j'ai déjà reçues de M. le comte de Sartiges sont

1—1863

15

de nature à me faire considérer la situation à Turin comme étant devenue plus calme.

Signé : DROUYN DE LHUYX.

**Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne,
en date du 1^{er} janvier 1863.**

Prince, M. l'ambassadeur d'Angleterre est venu me donner lecture d'une dépêche du principal secrétaire d'État de S. M. Britannique, ayant pour objet de nous dénoncer l'extension qu'aurait prise le brigandage dans les provinces napolitaines voisines de l'État pontifical. Après avoir signalé le fait comme constant, lord Russell n'hésite pas à l'attribuer pour la plus grande part à la tolérance volontaire, sinon à la connivence dont le Gouvernement pontifical assurerait le bénéfice aux bandes qui s'organisent sur son territoire. Et cependant, observe en passant lord Russell, le Saint-Siége, en mainte occasion, et notamment en 1848, lorsque le Pape actuel était provoqué à prendre part à la guerre contre l'Autriche, le Saint-Siége a proclamé qu'il avait en horreur l'effusion du sang, et que la guerre était contraire à ses principes de mansuétude et de charité. Or, qu'y a-t-il de plus cruel que la guerre civile et de plus odieux qu'elle ait pour auxiliaire le brigandage? Voilà pourtant, d'après les informations reçues à Londres, ce que la Cour pontificale ne craint pas d'encourager plus ou moins directement par sa propre conduite, et de plus en permettant que le roi François II continue, par sa présence et par ses menées à Rome, d'exciter le zèle de ses partisans au delà de la frontière. Enfin, la dépêche mentionne le fait qui m'avait déjà été signalé par lord Cowley de l'organisation sur le territoire romain d'une troupe de cinq ou six cents recrues, habillées d'un uniforme pareil à celui des soldats français, et qui aurait été dirigée sur les États napolitains.

Ces prémisses posées, lord Russell fait remarquer que si le Gouvernement italien se trouvait vis-à-vis du Saint-Siége dans des conditions ordinaires, il aurait à demander compte au Pape d'actes aussi contraires au droit des gens, et il lui serait facile d'en obtenir satisfaction. Mais il ne le peut, les Français étant à Rome; et, sans que la dépêche le dise expressément, elle donne cependant à entendre que le drapeau de la France à Rome protège bien un peu le brigandage tout en couvrant le Pape. C'est pourquoi le Gouvernement de S. M. Britannique s'adresse à celui de l'Empereur, persuadé que si la France voulait bien seulement dire un mot, le brigandage cesserait bientôt.

Tel est, Prince, si ma mémoire est fidèle, le résumé exact et la con-

clusion de la communication qui m'a été faite, le 26 du mois dernier, par lord Cowley.

Je lui ai répondu que les informations qui servaient de base à la démarche qu'il était chargé de faire auprès de moi ne me paraissaient pas pouvoir être admises sans contestation, qu'il y avait au moins exagération dans le tableau tracé dans la dépêche de lord Russell. Le brigandage dans les provinces napolitaines n'existe pas seulement dans le voisinage de la frontière romaine, il existe surtout dans l'intérieur, et il sévit jusque dans la Basilicate. Malheureusement le brigandage est dans les mœurs et les traditions des Napolitains; c'est en quelque sorte un mal inhérent au pays, et le Gouvernement anglais ne peut ignorer combien, à toutes les époques, on a eu de la peine à le combattre. En ce qui nous concerne, nous n'avons pas attendu d'y être invités pour prendre toutes les mesures que la présence de nos troupes pouvait nous permettre, et notre correspondance avec l'ambassade de Sa Majesté à Rome, aussi bien que celle de **M.** le Ministre de la guerre avec le commandant en chef de notre corps d'occupation, sont là pour en témoigner. La vigilance de nos troupes à surveiller la frontière et à empêcher le passage des bandes ou des individus qui chercheraient à la franchir ne saurait être plus active; je pourrais dire, en vérité, que nos soldats sont bien moins à Rome pour assurer la sécurité du Pape que pour faire la police de la frontière.

Quant à l'information relative aux cinq ou six cents hommes qui auraient passé des États-Romains sur le territoire napolitain, j'ai dit à lord Cowley qu'il m'était difficile d'y croire, car il n'était guère probable qu'un fait semblable se fût produit sans que l'ambassade et l'autorité militaire à Rome n'en eussent appris et mandé quelque chose; que je m'étais toutefois empressé de vous le signaler, en vous invitant à en vérifier l'exactitude, et que j'attendais votre réponse. J'ai ajouté que, conformément à vos instructions, vous n'aviez pas manqué, dans vos premiers entretiens avec le Cardinal Secrétaire d'État et avec le Pape lui-même, de rappeler le prix que nous attachons à ce que le Gouvernement pontifical s'applique de son côté, comme nous le faisons du nôtre, à empêcher les enrôlements sur son territoire, et que les assurances que vous aviez reçues à cet égard du Pape et de son ministre étaient aussi nettes que nous devions le souhaiter.

Je n'ai pas caché à lord Cowley que vous aviez eu occasion d'aborder le même sujet avec le roi François II, et que ce prince, de qui on ne pouvait naturellement attendre le blâme ou le désaveu de ceux qui soutiennent sa cause, n'a pas hésité à déclarer qu'il était étranger à ce qui se passait dans le royaume de Naples, et qu'il déplorait que beaucoup de misérables se servissent de son nom pour commettre des crimes.

Bien que la résidence du roi François à Rome n'ait pas sur le développement du brigandage l'influence que le Gouvernement anglais semblait lui attribuer, je n'ai pas davantage dissimulé à lord Cowley qu'elle était à nos yeux regrettable, ne fût-ce que parce qu'elle donnait lieu à des commentaires et à des récriminations fâcheuses pour la Cour pontificale. Nous désirions donc que ce prince comprît de lui-même la convenance qu'il y avait pour lui vis-à-vis du Saint-Siége à quitter le séjour de Rome; nous lui avions fait parvenir, et nous le ferions encore, les observations que nous jugeons les plus propres à l'y décider; mais l'Angleterre, qui pratique si largement chez elle les devoirs de l'hospitalité et qui en revendique les droits avec un soin si jaloux, comprendra certainement que le Gouvernement de l'Empereur n'ait pas la pensée de faire usage de l'autorité dont il dispose à Rome pour l'éloignement du roi François, et qu'il veuille l'obtenir de la seule persuasion.

En vous transmettant, Prince, ce résumé de mon entretien avec lord Cowley sur un des sujets qui préoccupent l'attention publique en Italie et ailleurs, il m'a paru que vous pourriez en faire un utile usage pour raffermir encore le Saint-Siége, s'il en était besoin, dans les sages résolutions qu'il a prises en ce qui touche à la tranquillité du midi de l'Italie.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

**Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne à M. Drouyn de Lhuys,
en date du 27 décembre 1862.**

Monsieur le Ministre, Votre Excellence a bien voulu me faire part d'une information transmise par M. Odo Russell à son Gouvernement et de laquelle il résulterait que *cinq ou six cents soldats*, espagnols ou bavarois pour la plupart, auraient quitté le territoire pontifical pour se rendre dans les États napolitains. Ces soldats auraient, toujours d'après le dire de M. Odo Russell, un uniforme composé d'une jaquette bleue et d'un pantalon rouge, de sorte qu'on pourrait les prendre pour des soldats français.

Je m'empresse d'annoncer à Votre Excellence qu'il résulte des recherches auxquelles je viens de me livrer, que le fait signalé par M. Odo Russell est ignoré de tous ceux qui seraient en situation d'en avoir connaissance, ce qui m'autorise à en contester l'exactitude. Comment admettre sérieusement, en effet, Monsieur le Ministre, qu'une expédition aussi importante ait pu s'organiser sur un territoire occupé par dix-huit mille de nos soldats, à l'insu de la police et de la gendarmerie française, et sans que le général qui commande ces

troupes et l'ambassadeur de l'Empereur aient pu concevoir le moindre soupçon ? Et, cette expédition eût-elle même été organisée, comment admettre encore qu'elle soit parvenue à franchir la frontière très-sévèrement surveillée par nos troupes, du côté précisément de Naples ? Tout cela, je n'hésite pas à le dire, est plus qu'inraisemblable. Il convient, d'ailleurs, d'observer que de pareils faits, que la vigilance de nos troupes suffisait, je le répète, à rendre impossibles, ne pourraient pas se produire sans une complicité entière de la part des autorités pontificales ; or, je me suis déjà trouvé dans le cas, depuis mon arrivée à Rome, de m'expliquer très-nettement à cet égard, aussi bien avec le Saint-Père et le cardinal Antonelli qu'avec Mgr de Mérode lui-même. Je m'empresse d'ajouter que dans le moment actuel l'attitude du Gouvernement pontifical est aussi correcte, sous ce rapport, que nous avons le droit de l'exiger.

Signé : Prince DE LA TOUR D'AUVERGNE.

**Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au prince de la Tour d'Auvergne,
en date du 3 janvier 1863.**

Prince, les renseignements que vous avez recueillis concernant l'enrôlement prétendu des réactionnaires qui, au nombre de cinq ou six cents, auraient franchi la frontière romaine pour entrer dans les provinces napolitaines, sont aussi concluants que possible et nous autorisent à considérer comme tout à fait erronée l'information que M. Odo Russell avait transmise à son Gouvernement. M. le général de Montebello en a écrit de son côté à M. le Ministre de la guerre, et il dément en termes énergiques un fait que la surveillance de nos troupes n'eût pas manqué d'empêcher, en supposant que d'autres que nous eussent pu le tolérer.

J'ai eu, du reste, occasion de revenir sur cet incident avec lord Cowley depuis la réception de votre dépêche, et je m'en suis expliqué de manière à ce qu'il pût éclairer à son tour le principal Secrétaire d'État de S. M. Britannique sur le peu de confiance qu'il convient d'attribuer aux informations qui lui sont venues de Rome. Comment pourrait-il se faire que l'auteur de ces informations eût été le seul à savoir ce qu'auraient ignoré le Gouvernement pontifical et le commandant en chef des troupes françaises, dans une circonstance où ils eussent été inévitablement les premiers informés ? Enfin, si l'on veut admettre que cinq ou six cents hommes aient été enrôlés, organisés et équipés, et qu'ils aient traversé les postes français sans être aperçus, comment se fait-il que le nombre total des brigands dans les provinces napolitaines s'élève à peine au même nombre, d'après le

rapport que M. le général de la Marmora a adressé au Gouvernement italien?

J'aime à penser que ces considérations, sur lesquelles j'ai principalement insisté dans mon nouvel entretien avec lord Cowley, et que l'ambassade de Sa Majesté à Londres sera chargée de présenter aussi à lord Russell, auront pour effet de démontrer au Gouvernement anglais tout au moins l'invraisemblance du fait qu'il a cru devoir accueillir, et de le mettre en garde contre les bruits analogues que des personnes moins amies de l'Italie qu'ennemis du Saint-Siége ne craignent pas de propager.

Signé : DROUYN DE LHUY'S.

**Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne à M. Drouyn de Lhuys,
en date du 27 décembre 1862.**

Monsieur le Ministre, je m'empresse de vous transmettre les informations que j'ai recueillies et que j'ai lieu de croire exactes, concernant la proposition récemment faite au Saint-Siége par lord John Russell, de mettre l'île de Malte à la disposition du Pape pour le cas où, ainsi que le lui conseillait l'Angleterre, il consentirait à abandonner Rome à l'Italie.

Dans le courant de l'été, M. Odo Russell, qui se disposait à prendre un congé, sollicita une audience du Pape. M. Russell, admis à l'audience, plaida comme d'habitude, mais dans des termes très-convenables, la cause de l'unité italienne, pour le succès de laquelle, dit-il, son Gouvernement faisait les vœux les plus ardents. Au moment où il prenait congé de Sa Sainteté, lorsqu'il était déjà sur le seuil du cabinet occupé par Elle, le Saint-Père lui adressa, sans y attacher, paraît-il, la moindre importance, ces paroles : « Adieu, cher Monsieur Russell ; qui sait si un jour je ne serai pas forcé d'aller vous demander l'hospitalité ? » A ces mots, M. Russell rentra immédiatement dans le cabinet du Saint-Père, et lui demanda si en effet il craignait d'être obligé de quitter Rome, et si, dans ce cas, il serait réellement disposé à venir en Angleterre. Le Pape rassura bien vite M. Russell, en ajoutant qu'il ignorait les épreuves que la Providence lui réservait, mais que, pour le moment, il n'avait aucune appréhension et ne songeait nullement à s'éloigner de Rome. M. Odo Russell, qui sans doute rendit compte de cette conversation à son Gouvernement, en lui donnant peut-être plus d'importance qu'elle n'en avait réellement, fut bientôt, assure-t-on, appelé à Londres par le télégraphe.

A son retour à Rome, au mois de novembre dernier, M. Odo Russell se rendit chez le cardinal Antonelli et lui remit une note dans laquelle

lord John Russell, après avoir soutenu la cause de l'unité italienne et le droit de l'Italie de posséder Rome, conseillait au Pape d'abandonner la Ville éternelle, et annonçait que, dans le cas où le Saint-Père serait disposé à suivre ce conseil, la flotte anglaise de la Méditerranée se tiendrait à ses ordres pour le transporter soit en France, soit en Espagne, soit à Malte, où un palais serait mis à sa disposition et où il pourrait attendre librement que l'Italie se fût prononcée relativement à sa souveraineté. M. Odo Russell, en remettant au Secrétaire d'État de Sa Sainteté la note de son Gouvernement, l'autorisa à en faire confidentiellement l'usage qu'il croirait convenable. Le cardinal s'empressa de lui répondre qu'il n'avait à en faire aucun usage, attendu que le Saint-Père ne songeait pas le moins du monde à quitter Rome. L'intention de Son Eminence était même, assure-t-on, de garder à ce sujet un silence complet, pour ne pas donner à la démarche de M. Odo Russell une importance qu'elle ne devait pas avoir ; mais on ne tarda pas à apprendre au Vatican que M. Odo Russell en avait parlé lui-même avec l'un des envoyés diplomatiques accrédités auprès du Saint-Siége. Les choses en restèrent là cependant, et le cardinal Antonelli considérait l'incident comme fini, lorsque, d'après ce qui m'a été dit, M. Odo Russell se serait présenté de nouveau chez Son Eminence à l'occasion des fêtes de Noël et l'aurait informé qu'il venait de recevoir une lettre particulière de lord John Russell, dans laquelle ce ministre exprimait son vif regret de voir que le Pape n'était pas disposé pour le moment à accepter ses propositions, en ajoutant qu'il avait des raisons de croire que Sa Sainteté se trouverait très-prochainement dans la nécessité d'en profiter. Le cardinal Antonelli se serait abstenu de faire à cette nouvelle communication aucune réponse.

Signé : Prince DE LA TOUR D'AUVERGNE.

ITALIE.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Fournier, chargé d'affaires de France à Saint-Pétersbourg¹, en date du 5 juin 1862.

Monsieur, profitant de la présence à Paris de M. le baron de Budberg, je lui ai exposé les considérations que nous avions déjà recommandées à l'examen de son Gouvernement et qui nous faisaient attacher beaucoup de prix à voir le cabinet de Saint-Pétersbourg renouer avec l'Italie des relations régulières qui ne pourraient manquer

1. Voir les pièces relatives à la reconnaissance du Royaume d'Italie par la Russie, *Archives*, 1863, tome I, page 150.

de servir utilement les intérêts généraux d'ordre et de conservation en Europe. Les incidents qui se sont produits récemment en Lombardie me fournissaient à l'appui de cette opinion des arguments que je me suis attaché à faire valoir. Le Gouvernement italien, en effet, vient d'être soumis à une épreuve qu'il a traversée à son honneur, et dans laquelle il a déployé une vigueur et une résolution dont il n'est que juste et sage de lui tenir compte. Le Gouvernement autrichien lui-même, contre lequel semblaient dirigées les folles entreprises préparées à Bergame et à Brescia, n'a pas hésité à reconnaître que l'attitude du cabinet de Turin avait été dans cette circonstance délicate pour lui, à l'abri de tout reproche, et qu'il avait rempli tous les devoirs imposés en pareil cas à tout Gouvernement régulier. Je n'ai pas à insister avec vous, Monsieur, sur les idées que j'ai développées dans le cours de mes entretiens avec M. de Budberg sur ce sujet; ce sont celles que vous avez été chargé vous-même d'exposer au prince Gortchakoff.

J'ai ajouté que la perspective de la reconnaissance prochaine du royaume d'Italie par la Russie serait certainement, pour le Gouvernement italien, un encouragement puissant à persévéérer dans la voie où il s'était résolument engagé, et que, dans un moment où, par son attitude et par les mesures législatives qu'il avait présentées au Parlement, il donnait à l'Europe de sérieuses garanties de ses intentions, je serais heureux d'être autorisé à ne pas lui laisser ignorer les dispositions favorables du cabinet de Saint-Pétersbourg, en faisant valoir la force morale qui ne manquerait pas de résultter, pour le nouveau royaume, d'un succès qu'il devrait à la pratique d'une bonne et sage politique.

Recevez, etc.

Signé : THOUVENEL.

**Dépêche de M. Thouvenel à M. Benedetti, ministre de France
à Turin, en date du 11 juin 1862.**

Monsieur, vous connaissez depuis longtemps les démarches que le Gouvernement de l'Empereur a tentées pour engager les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Berlin à sortir de l'attitude de réserve dans laquelle ils se sont tenus à l'égard de l'Italie, et à reprendre avec le Cabinet de Turin des rapports réguliers. Je me félicite de pouvoir vous annoncer que ces négociations confidentielles paraissent devoir aboutir prochainement à un résultat conforme à nos désirs, et, nous le croyons, aussi aux intérêts généraux de l'Europe.

J'ai profité de la présence à Paris de M. le baron de Budberg, Mi-

nistre de Russie à Berlin, pour insister sur les considérations que j'avais souvent développées à M. le comte Kisseleff, et vous trouverez ci-joint une copie de la dépêche que j'ai écrite à ce sujet au chargé d'affaires de l'Empereur à Saint-Pétersbourg. M. le baron de Budberg, de son côté, s'était empressé de faire connaître par le télégraphe à son Gouvernement la substance de notre entretien, et il est venu me communiquer hier la réponse, également ci-annexée, de M. le prince Gortchakoff. Vous verrez, Monsieur, que le Cabinet de Saint-Pétersbourg admet en principe la reconnaissance du nouveau titre de S. M. le Roi Victor-Emmanuel, en la subordonnant à des conditions dont l'accomplissement ne saurait, à mon avis, soulever de sérieuses difficultés.

L'attitude prise par le cabinet de Turin, à la suite de l'incident de Brescia, et les mesures qu'il a récemment proposées aux Chambres, témoignent de sa ferme volonté de demeurer maître de la situation, et de ne pas souffrir que des influences irrégulières se substituent nulle part à l'action gouvernementale. Les déclarations de M. le Président du Conseil, que la majorité parlementaire a sanctionnées de son vote, fournissent déjà à M. le prince Gortchakoff les assurances générales qu'il demandait et M. le baron de Budberg, sur la remarque que je lui en ai faite, a bien voulu en convenir. Il ne me reste donc plus à examiner que les conditions particulières indiquées par M. le Ministre des Affaires étrangères de S. M. l'Empereur Alexandre. On ne demande pas à l'Italie de refuser l'hospitalité aux émigrés polonais, ni de prendre, à leur égard, des mesures de rigueur : la seule prétention de la Russie, et elle est légitime, c'est qu'on n'autorise plus, sur le territoire italien, des démonstrations ou des actes incompatibles avec l'état de paix qui existe et les relations normales qu'il s'agit aujourd'hui de rétablir entre les deux Puissances.

Quant à la promesse de ne tolérer la formation d'aucune force armée destinée à servir d'instrument à la révolution, elle me paraît découler trop naturellement du programme exposé par M. Ratazzi devant la chambre des Députés pour qu'il doive, ce me semble, hésiter à la donner. Je me plaît donc à croire, Monsieur, que le cabinet de Turin, comprenant tous les avantages d'une prompte décision, ne tardera pas à adresser au Ministre de S. M. le Roi d'Italie à Paris une dépêche officielle, et conçue en termes assez explicites pour pouvoir être utilement communiquée à Saint-Pétersbourg par l'intermédiaire de notre ambassade.

Signé : THOUVENEL.

**Dépêche de M. Thouvenel à M. Benedetti, en date
du 26 juin 1862.**

Monsieur, ainsi que vous me l'aviez annoncé dans votre rapport confidentiel du 15, M. le général Durando a consigné, dans une dépêche qui m'a été communiquée par M. Nigra¹, les assurances par lesquelles le cabinet de Turin s'est proposé de satisfaire aux conditions moyennant lesquelles le Gouvernement russe est disposé à reconnaître le royaume d'Italie. Ce document, dont vous n'aurez pas manqué d'avoir connaissance, me paraît donner une complète satisfaction au cabinet de Saint-Pétersbourg. Je me suis empressé d'en transmettre copie au chargé d'affaires de Sa Majesté, et je me plaît à penser que cette communication exercera la plus favorable influence sur les résolutions définitives du Gouvernement russe. M. de Budberg a lieu de croire qu'il sera prochainement en mesure de savoir comment elle aura été accueillie par le prince Gortchakoff; toutefois, le Gouvernement russe désirant, s'il est possible, agir dans cette question d'accord avec le Cabinet de Berlin, il faut prévoir qu'il s'écoulera peut-être quelque temps avant que sa décision puisse être annoncée officiellement.

Signé : THOUVENEL.

**Dépêche de M. Thouvenel au comte de Massignac, chargé
d'affaires de France à Turin, en date du 8 juillet 1862.**

Monsieur, vous savez déjà par la dépêche télégraphique que j'ai eu l'honneur de vous adresser hier soir, que l'Empereur de Russie a résolu de reconnaître le royaume d'Italie. M. le baron de Budberg, chargé de suivre ici les pourparlers qui ont précédé cette résolution, est venu m'annoncer que son souverain était prêt à recevoir un envoyé du roi Victor-Emmanuel et à pourvoir immédiatement après à la nomination de son représentant près Sa Majesté Italienne. Il m'a lu en même temps une dépêche dans laquelle le prince Gortchakoff s'est attaché à indiquer les motifs qui ont déterminé la ligne de conduite suivie par son Gouvernement dans une circonstance si importante.

Il résulte de cette communication que le cabinet de Saint-Pétersbourg a été surtout guidé par cette considération d'un ordre su-

1. Voir *Archives*, 1863, t. I, p. 128.

périeur et d'un intérêt général, qu'il importait d'aider le roi Victor-Emmanuel à affermir son pouvoir dans de telles conditions qu'il lui fut permis de triompher des opinions extrêmes, de maîtriser les éléments révolutionnaires, et d'offrir à l'Europe les garanties d'un Gouvernement régulier, en mesure de remplir ses obligations internationales.

Le Gouvernement russe s'est cru d'autant mieux autorisé à suivre cette inspiration, que le cabinet de Turin a montré, dans les circonstances récentes, qu'il était véritablement résolu à résister à la violence des partis extrêmes en Italie, et qu'il a donné des gages de la loyauté des déclarations et des engagements dont la dépêche de M. le général Durando à M. Nigra contenait l'expression.

Nous ne pouvons, Monsieur, qu'applaudir à ces vues du cabinet de Pétersbourg, puisqu'elles n'ont jamais cessé d'être celles du Gouvernement de l'Empereur. Nous partageons aussi l'espérance exprimée par M. le prince Gortchakoff, que le Gouvernement du roi Victor-Emmanuel persistera et s'affermira de jour en jour davantage dans une politique qui, en fortifiant son autorité au dedans, aura pour effet de consolider ses relations avec les autres États. Nous pensons, en effet, avec le Gouvernement russe, que l'Italie n'aurait qu'à perdre à encourager aucune entreprise révolutionnaire et qu'elle doit s'attacher à se reconstituer dans les conditions de force et de stabilité qui lui sont propres, et à développer les éléments de sa prospérité et de sa grandeur, sans faire appel à des auxiliaires qui ne pourraient que compromettre sa cause et lui aliéner les sympathies que les Gouvernements sont disposés à lui accorder.

Je vous autorise à donner lecture de cette dépêche à M. le général Durando.

Signé : THOUVENEL.

**Dépêche de M. Thouvenel au comte de Massignac,
en date du 26 juillet 1862.**

Monsieur, les dernières informations que j'avais reçues de Palerme m'avaient mis dans la nécessité de vous inviter, ainsi que je l'ai fait, le 24 de ce mois, par le télégraphe, à appeler de nouveau la plus sérieuse attention du Gouvernement italien sur les scandales dont la Sicile est depuis quelque temps le théâtre. Nous n'avons pas un moment songé, je n'ai pas besoin de vous le dire, à rendre le Gouvernement du Roi solidaire d'actes et de discours qu'il a dû déplorer non moins vivement que nous-mêmes. Si nous pouvons, dans une certaine mesure, dédaigner des insultes qui ne sauraient nous atteindre, c'est que nous avons la confiance que le Cabinet de Turin comprendra

que sa dignité, plus encore que la nôtre, est intéressée à ce qu'il soit mis fin à un état de choses dont, dans notre intérêt sincère pour l'Italie, nous sommes portés à nous affliger plus que nous ne nous en sentons blessés. Nous avions vu avec plaisir, dans une discussion récente, M. le Président du Conseil répondant aux provocations de quelques députés revendiquer dignement les droits de l'État et affirmer, aux applaudissements de la majorité, la résolution du Gouvernement de ne pas tolérer dans l'administration de la Sicile d'autre influence que la sienne. L'attitude inconcevable du préfet de Palerme donnait à ces sages déclarations un caractère d'opportunité que les actes les plus récents de ce fonctionnaire n'ont fait que confirmer. Vous m'annoncez que M. le marquis Pallavicini, allant au devant des décisions arrêtées du Cabinet, vient d'envoyer sa démission à Turin; le Gouvernement, dispensé ainsi de sévir, avisera sans doute à réorganiser promptement l'administration de la Sicile de manière à y assurer la sécurité compromise et le respect de son autorité. Il trouverait au besoin, dans sa propre énergie, soutenue, je n'en doute pas, par le bon sens du pays, tous les moyens de triompher des résistances anarchiques qui prétendraient l'arrêter dans une voie où il rencontrera les encouragements de tous les amis de l'Italie, et j'ai la confiance qu'il ne faillira pas à sa tâche. Je me plaît également à espérer que les mesures adoptées en vue de prévenir toute tentative d'en-
vahissement des États pontificaux par des bandes garibaldiennes auront tout l'effet qu'on en attend à Turin. Vous avez été informé des dispositions que nous avons prises, en ce qui nous concerne, pour nous opposer à tout débarquement et pour repousser vigoureusement toute attaque dirigée contre le territoire confié à notre garde, et vous en avez donné connaissance au Gouvernement italien. Pour compléter ces informations je vous envoie copie des instructions remises par M. le Ministre de la Marine à M. le commandant Pothuau. Elles prévoient, comme vous le verrez, le concours d'une active surveillance exercée par la marine italienne sur les côtes du Royaume et spécialement de Piombino à Orbitello et de Terracine au Volturne.

Il serait assurément hors de propos, Monsieur, à l'occasion des folles entreprises que nous voulons prévenir et que nous pouvons avoir à réprimer, de traiter même incidemment la question romaine. Le Gouvernement italien connaît à cet égard les sentiments dont s'inspire notre politique, et les ministres du Roi comprennent certainement aussi bien que nous combien sont insensés et directement contraires au but qu'ils se proposent les calculs de ceux qui croient pouvoir exercer, à l'aide de pareils moyens, une pression quelconque sur les résolutions du Gouvernement de l'Empereur.

Signé : THOUVENEL.

**Dépêche de M. Thouvenel au comte de Massignac,
en date du 11 août 1862.**

Monsieur, la levée de boucliers si audacieusement tentée par Garibaldi peut fournir au Gouvernement italien, s'il comprend bien toute l'étendue de ses obligations vis-à-vis de lui-même et envers les États qui l'ont reconnu, une heureuse occasion de s'affranchir des influences révolutionnaires qui entravent encore son action ; mais c'est à la condition que Garibaldi sorte tout à fait vaincu de la lutte qu'il a lui-même engagée ; s'il en était autrement et si le Gouvernement du roi Victor-Emmanuel ne répondait pas, ainsi qu'il convient à l'autorité souveraine dont il a le dépôt aussi bien que la responsabilité, au défi du parti qui ose se flatter de l'entraîner à sa suite, je ne crains pas d'affirmer que le trône de Sa Majesté Italienne ne tarderait pas à se trouver en péril. La force de ces considérations me paraît tellement évidente, que je ne doute point qu'elles n'aient pour effet d'engager le Gouvernement italien à user contre les ennemis du repos intérieur de l'Italie des moyens les plus énergiques. Le langage que vous avez tenu à M. Rattazzi et à M. le général Durando pour les y encourager est entièrement d'accord avec les intentions du Gouvernement de l'Empereur, et je n'ai pas besoin, Monsieur, de vous recommander de ne laisser passer aucune occasion sans leur faire part des observations et des conseils qui nous sont inspirés par l'intérêt que nous portons à l'Italie, et par le sentiment des dangers qu'elle court en ce moment.

Vous avez appris, par la correspondance de nos divers agents, que des démonstrations, provoquées évidemment par un mot d'ordre émané des chefs du parti révolutionnaire, ont été organisées et même tentées dans plusieurs localités contre notre drapeau consulaire. A Milan, M. le marquis de Villamarina a usé, contre une tentative semblable, de la plus louable fermeté. Je me plaît à penser que M. Rattazzi se sera empressé de prendre des mesures pour empêcher des manifestations aussi contraires aux sentiments que le véritable peuple italien et son Gouvernement professent pour la France et pour l'Empereur.

Signé : THOUVENEL.

**Dépêche du général Durando au chevalier Nigra , après
la répression de la tentative de Garibaldi¹.**

1. Voir *Archives*, 1861, tome I, page 142.

**Dépêche du général Durando au chevalier Nigra, à propos
de l'occupation française à Rome en date du 8 octobre¹.**

**Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au comte de Massignac,
en date du 26 octobre 1862.**

Monsieur, je me suis appliqué, dès mon entrée au ministère des affaires étrangères, à me rendre un compte exact de la situation présente de l'Italie et de l'état des questions que soulève l'organisation nouvelle de la Péninsule. L'occupation par nos troupes des provinces romaines, envisagée au point de vue de nos relations avec le Gouvernement italien, appelait de ma part le plus sérieux examen. Deux documents d'une date récente ont, tout d'abord, fixé mon attention : je veux parler de la circulaire de M. le général Durando du 10 septembre dernier, et d'une dépêche que Son Excellence a adressée le 8 de ce mois à M. le Ministre d'Italie à Paris, document dont mon prédécesseur avait déjà reçu communication confidentielle ; M. le chevalier Nigra m'en a donné lecture et m'en a remis copie, conformément à ses instructions. Vous en trouverez une expédition ci-annexée. En recevant cette pièce des mains de M. le Ministre d'Italie, j'ai dû décliner toute conversation immédiate et officielle sur son contenu, me réservant de l'examiner mûrement avant d'y répondre et de prendre les ordres de l'Empereur. J'ai à vous faire connaître aujourd'hui le résultat de cette étude et à vous indiquer dans quel ordre d'idées j'ai l'intention de me placer pour répondre, conformément aux vues de Sa Majesté, à la communication du Gouvernement italien.

Pour établir nettement la situation du Gouvernement de l'Empereur et les nécessités que lui imposent ses engagements et la part qu'il a prise aux événements survenus depuis quatorze ans dans la Péninsule, je crois nécessaire de rappeler les faits principaux de cette période agitée et de mettre en regard les déclarations par lesquelles l'Empereur lui-même et son Gouvernement ont en toute occasion, caractérisé la politique de la France et loyalement indiqué le but qu'elle se proposait d'atteindre.

Lorsque le Pape Pie IX, après avoir pris l'initiative du mouvement régénérateur de l'Italie, fut chassé de Rome par la révolution, l'émotion du monde catholique provoqua immédiatement l'active intervention des Puissances, et le Cabinet de Turin n'a pas oublié que le roi Charles-Albert, engagé déjà, pour l'affranchissement de l'Italie, dans

1. Voy. *Archives*, 1863, tome I, page 146.

son héroïque entreprise et secondé par un ministère que présidait alors M. Gioberti, prenait vis-à-vis de la France l'initiative d'une proposition d'entente pour assurer le domaine de l'Église et garantir au besoin, par les armes piémontaises, les droits du Saint-Siége contre toute atteinte.

Accourue la première, la France eut l'honneur de restaurer à Rome l'autorité du Saint-Père, et les Puissances étrangères, non moins confiantes dans sa force que dans sa loyauté, s'en remirent à elle du soin de consolider l'œuvre à laquelle plusieurs d'entre elles étaient prêtes à concourir. Le Gouvernement de l'Empereur a la conscience d'avoir dignement rempli le mandat qu'il s'était donné; et, son œuvre accomplie, il était à la veille de rappeler ses troupes, lorsque la guerre, éclatant entre l'Autriche et le Piémont, vint lui créer de nouveaux devoirs. S'inspirant avant tout des intérêts de la France, mais obéissant aussi à ses sympathies pour l'Italie, l'Empereur n'hésita pas à accepter une guerre d'où devait sortir l'indépendance de la Péninsule. La tâche que la France s'était assignée, était de conquérir cette indépendance en respectant, autant que les événements de la guerre le permettraient, les droits existants. Dans la pensée de l'Empereur, l'indépendance de la Péninsule était assurée par les stipulations de Zurich et devait se consolider par l'intime union des États italiens. Aussi lorsque, cédant à des entraînements qui pouvaient remettre en question les résultats acquis à la guerre de 1859, le Cabinet de Turin se décida à prendre la direction du mouvement qui agitait les populations italiennes, et à procéder à l'annexion des duchés, le Gouvernement de l'Empereur dut dégager sa solidarité d'une politique qui cessait d'être la sienne, et, en signalant à son allié les difficultés et les dangers qui l'attendaient dans la voie où il entrait, en décliner pour lui-même la responsabilité. Dans une dépêche adressée le 24 février 1860 au Ministre de l'Empereur à Turin, et communiquée à M. le comte de Cavour, mon prédecesseur s'exprimait ainsi :

« Ai-je besoin de bien longs détails pour expliquer quelle serait notre attitude si le Cabinet de Turin, libre dans son option, préférât courir tous les hasards que j'ai signalés en le conjurant de les éviter? L'hypothèse dans laquelle le Gouvernement de Sa Majesté Sarde n'aurait qu'à compter sur ses seules forces se développe en quelque sorte d'elle-même, et il me serait pénible de m'y appesantir. Je me borne donc à vous dire, par ordre de l'Empereur, que nous ne saurions à aucun prix assumer la responsabilité d'une pareille situation. Quelles que soient ses sympathies pour l'Italie, et notamment pour la Sardaigne, qui a mêlé son sang au nôtre, Sa Majesté n'hésiterait pas à témoigner de sa ferme et irrévocable résolution de prendre les intérêts de la France pour guide unique de sa conduite. »

Le Cabinet de Turin passa outre à ces conseils et accepta pour lui seul la responsabilité de sa détermination. Bientôt après, cependant, l'entreprise de Garibaldi sur la Sicile et sur le royaume de Naples, en entraînant le Cabinet de Turin à intervenir dans l'Italie méridionale, allait l'engager dans un conflit armé avec le Gouvernement du Saint-Père, et nous obliger nous-mêmes à désavouer solennellement des actes attentatoires à la souveraineté que nous couvrions de notre protection. Le 10 septembre 1860, M. le baron de Talleyrand recevait l'ordre d'adresser à M. le comte de Cavour la note suivante :

« Le soussigné... etc., a l'honneur d'annoncer à S. Exc. M. le comte de Cavour qu'il a reçu l'ordre de déclarer, au nom de S. M. l'Empereur, que s'il ne lui est pas donné l'assurance que la note adressée par le Gouvernement Sarde à la Cour de Rome n'aura pas de suite, et que l'armée sarde n'attaquera pas les troupes pontificales, la France se verra dans la nécessité de rompre ses relations diplomatiques avec le cabinet de Turin, et de désavouer ainsi publiquement une politique qu'elle juge dangereuse pour le repos de l'Europe et funeste pour l'avenir de l'Italie. »

Cette note n'ayant point modifié la résolution du Gouvernement italien, M. Thouvenel écrivit le 13 septembre à M. de Talleyrand :

« Monsieur le Baron, j'ai l'honneur de vous annoncer que l'Empereur a décidé que vous quitteriez immédiatement Turin, afin de témoigner ainsi de sa ferme volonté de décliner toute solidarité avec des actes que ses conseils, dictés par l'intérêt de l'Italie, n'ont malheureusement pu prévenir. »

Je passerai rapidement sur les événements qui suivirent l'annexion des provinces napolitaines et la constitution du royaume d'Italie. Ces événements ne pouvaient modifier les appréciations du Gouvernement de l'Empereur. Mais un grand malheur allait frapper l'Italie. La mort de l'homme d'État éminent qui dirigeait le Cabinet de Turin, et dont l'autorité personnelle contribuait puissamment à arrêter dans la Péninsule le débordement des passions anarchiques, pouvait aggraver beaucoup la situation et avoir pour la paix générale les plus funestes conséquences. Je n'ai pas à exposer de nouveau les considérations qui déterminèrent alors le Gouvernement de l'Empereur à reconnaître le roi d'Italie; je veux seulement rappeler les réserves dont cet acte fut accompagné en ce qui concerne spécialement la question romaine. L'Empereur répondant à S. M. le roi Victor-Emmanuel, qui lui avait demandé de le reconnaître sous son nouveau titre, écrivait le 12 juillet 1861 :

« Je dois déclarer franchement à Votre Majesté que, tout en reconnaissant le nouveau royaume d'Italie, je laisserai mes troupes à Rome tant qu'Elle ne sera pas réconciliée avec le Pape, ou que le Saint-Père

sera menacé de voir les États qui lui restent envahis par une force régulière ou irrégulière. »

En notifiant au Chargé des affaires de France à Turin la résolution de l'Empereur, M. Thouvenel disait :

« Le Cabinet de Turin se rendra compte des devoirs que notre position nous crée envers le Saint-Siége, et je croirais superflu d'ajouter qu'en nouant des rapports officiels avec le Gouvernement italien, nous n'entendons nullement affaiblir la valeur des protestations formulées par la Cour de Rome contre l'invasion de plusieurs provinces des États pontificaux. Pas plus que nous, le Gouvernement du roi Victor-Emmanuel ne saurait contester la puissance des considérations de toute nature qui se rattachent à la question romaine et dominent nécessairement nos déterminations, et il comprendra qu'en reconnaissant le roi d'Italie nous devons continuer d'occuper Rome, tant que des garanties suffisantes ne couvriront pas les intérêts qui nous y ont amenés. »

En même temps qu'il prenait soin de dégager sa responsabilité et de bien préciser le caractère de ses résolutions, le Gouvernement de l'Empereur se plaisait à espérer que la reprise de ses relations diplomatiques avec le Cabinet de Turin lui permettrait de travailler enfin avec succès à l'œuvre de conciliation à laquelle, selon lui, est attachée la consécration définitive du nouvel ordre de choses dans la Péninsule. Son intérêt sympathique pour l'Italie, sa sollicitude pour le Saint-Siége, et, par-dessus tout, ses devoirs envers la France lui prescrivaient de poursuivre ses efforts avec une persévérance que ne devaient lasser ni les résistances obstinées, ni les impatiences irréfléchies, et qu'explique assez l'importance des intérêts engagés dans la question romaine. L'Empereur a pris soin d'expliquer lui-même, dans une lettre récemment insérée au *Moniteur*, les principes qui dirigent sa politique et de montrer à l'Italie, comme au Saint-Siége, le but à atteindre et les moyens d'y parvenir. Depuis le moment où l'Empereur indiquait ainsi les difficultés de la tâche et les conditions du succès, son Gouvernement n'a pas cessé de renouveler ses tentatives pour rapprocher les esprits et pour rendre aux consciences troublées comme aux intérêts en souffrance la paix et la sécurité. Les résultats malheureusement n'ont point, jusqu'à présent, répondu à son attente; mais, si nous avons eu à regretter d'un côté la persistance avec laquelle la Cour de Rome s'est refusée à rechercher avec nous les bases d'une transaction acceptable, des faits considérables, que je ne saurais taire, sont venus d'autre part la confirmer dans ses résistances, et en autorisant ses défiances mettre le Gouvernement de l'Empereur en présence de difficultés nouvelles.

Le général Garibaldi, substituant son initiative individuelle à l'ac-

1—1863

16

tion régulière des pouvoirs publics, organisait une expédition dirigée notoirement contre nous et revendiquait à main armée la possession de Rome, placée sous la sauvegarde de notre drapeau. Le Gouvernement du Roi, je me hâte de le reconnaître, avec une résolution et une énergie dont il est juste de faire honneur à sa loyauté, comprima heureusement cette tentative. Sa conception seule et le commencement d'exécution qui l'avait suivie, révélaient cependant en Italie une situation troublée par la fermentation des passions anarchiques. En même temps, dans un grand pays voisin, s'organisaient des manifestations tumultueuses, dont le but avoué était de peser sur les résolutions du Gouvernement de l'Empereur.

S'il me paraît superflu de rappeler que le drapeau de la France ne recule devant aucune menace, je ne crois pas non plus avoir besoin de revendiquer pour la politique de mon pays la plus entière indépendance de toute pression extérieure. Toutefois ces faits, que je n'ai pu passer absolument sous silence, n'auraient point arrêté le Gouvernement de l'Empereur dans ses efforts persévérandrs pour arriver à la conciliation des deux grands intérêts qui sont en Italie l'objet de sa constante préoccupation, si la communication officielle qui nous a été faite de la circulaire de M. le général Durando du 10 du mois dernier, et la publicité qu'a reçue ce document, ne nous avaient pour le moment enlevé l'espérance que nous aurions voulu fonder sur les dispositions du Gouvernement italien d'arriver à la transaction que nous cherchons. En effet, après avoir rappelé la répression de la tentative de Garibaldi, M. le général Durando s'approprie son programme, et, affirmant le droit de l'Italie sur Rome, réclame au nom de son Gouvernement la remise de cette capitale et la dépossession du Saint-Père.

En présence de cette affirmation solennelle et de cette revendication péremptoire, toute discussion me paraît inutile, et toute tentative de transaction illusoire. Je le constate avec un sincère regret, le Gouvernement italien, par les déclarations absolues que je viens de rappeler, s'est placé sur un terrain où les intérêts permanents et traditionnels de la France, non moins que les exigences actuelles de sa politique, nous interdisent de le suivre. Je rends hommage à la forme amicale et modérée de la communication qui m'a été faite en dernier lieu par M. le Ministre d'Italie, mais j'y cherche vainement les éléments d'une négociation à laquelle nous puissions nous prêter. Dans notre pensée, cette négociation ne peut avoir pour objet que de réconcilier deux intérêts qui se recommandent à notre sollicitude à des titres différents, mais pour nous également respectables, et nous ne saurions consentir à sacrifier l'un à l'autre. Le Gouvernement italien sait, d'ailleurs, qu'il nous trouvera toujours disposés à examiner avec déférence et sympathie toutes les combinaisons qu'il pourrait lui conve-

nir de nous suggérer et qui lui paraîtraient de nature à nous rapprocher du but que sa sagesse, nous voulons l'espérer, nous aidera à atteindre.

Vous voudrez bien, Monsieur, donner lecture de cette dépêche à M. le Ministre des Affaires étrangères d'Italie et lui en laisser copie.

Signé : DROUYN DE LHUY'S.

**Dépêche du comte de Sartiges, ministre de France à Turin,
à M. Drouyn de Lhuys, en date du 10 décembre 1862.**

(*Extrait.*)

Monsieur le Ministre, je ne pense pas que, malgré la couleur qui est attribuée aux membres influents du nouveau cabinet, les rapports du Gouvernement italien avec le Gouvernement de l'Empereur, puissent en être, en quoi que ce soit, modifiés. M. Ricasoli, dès le premier jour, a bien voulu me le dire, et son langage a été identique à celui de M. Rattazzi. Les amis du baron Ricasoli restent comme lui reconnaissants à la France des sacrifices qu'elle a faits pour l'Italie; ils sentent qu'ils ne peuvent marcher en avant sans elle, à plus forte raison malgré elle; que, sans une solution honorable pour tous les partis, l'Empereur ne peut pas retenir ses troupes de Rome. Pour moi, je me borne pour le moment à répéter ce que Votre Excellence a écrit en toutes lettres dans sa réponse au général Durando, qu'elle accueillera avec empressement toute proposition qui permettrait d'en arriver à une solution honorable et équitable de la question romaine; que l'on nous trouvera disposés à croire aux dispositions amicales du nouveau Cabinet, en attendant ses actes.

Signé : SARTIGES.

**Dépêche du comte de Sartiges à M. Drouyn de Lhuys
en date du 25 décembre 1862.**

Monsieur le Ministre, assaillis par le parti extrême pour avoir adopté une politique expectante dans la question romaine, les nouveaux Ministres ont laissé expliquer, par quelques journaux, l'attitude qu'ils compteraient garder et que résume en ces termes *l'Opinione* du 21 : « Entre la France qui nie Rome aux Italiens et l'Italie qui la veut irrévocablement, il n'y a pas d'entente possible. »

Bien que cette déclaration, en supposant qu'elle fût pour le compte du Ministère, ne l'engageât en rien vis-à-vis du Gouvernement de l'Empereur, comme, jusqu'à un certain point elle l'engageait vis-à-vis

du pays, j'ai cru devoir incidemment consulter M. Pasolini sur la portée qu'on pouvait lui attribuer. Le Ministre des Affaires étrangères commença par déclarer qu'il n'y avait dans le pays aucun journal qui eût le droit de parler au nom du Gouvernement ou de se dire inspiré par lui; il ne fit pas difficulté de reconnaître qu'après la déclaration faite que la question romaine devrait pour l'heure être écartée, il en était infiniment trop parlé à la Chambre et dans la presse; mais en même temps il admit que ses collègues et lui partageaient l'opinion du pays, celle que Rome était la capitale naturelle de l'Italie. Il ajoutait que c'était là un héritage de M. de Cavour que devait accepter tout ministère italien; que le général Durando l'avait réaffirmé; que, quand il proposait au Gouvernement de l'Empereur de négocier, c'était sur la base de Rome aux Italiens, et que la seule différence entre le programme du cabinet actuel et celui de l'ancien était l'abstention de nouvelles ouvertures à faire au Gouvernement de l'Empereur, qui croyait ne pas pouvoir accepter de négocier sur cette même base. « Mais, dis-je à M. Pasolini, c'est un véritable *non possumus* que vous prononcez là; pendant que nous vous invitons à vous entendre avec la Cour de Rome sur le terrain de la conciliation, ne trouvez-vous pas impolitique de vous lier les mains à l'avance sans savoir si les événements ne feront pas surgir les combinaisons dont il vous serait utile de profiter pour ouvrir de nouvelles négociations? »

M. Pasolini se récria contre l'interprétation, beaucoup trop absolue selon lui, que je donnais à ses paroles, et il m'expliqua que les Ministres actuels continueraient à suivre avec le plus vif intérêt la marche des choses et que, le jour où ils croiraient possible de reprendre cette négociation avec le Gouvernement de l'Empereur, ils s'empresseraient de le faire. M. Pasolini me reproduisit enfin les diverses considérations que connaît Votre Excellence, et entre autres celle qui consisterait à laisser aux Romains, par la retraite de nos troupes, la liberté de voter pour le Souverain qui leur conviendrait, ainsi qu'il a été fait en France, en Grèce, etc. J'avais écouté M. Pasolini sans beaucoup l'interrompre; je ne pus m'empêcher cependant de lui faire observer à l'égard de ce dernier argument que, si le code nouveau des droits des peuples comportait la mise aux voix d'un trône devenu vacant, il n'admettait pas toutefois la possibilité du vote d'un trône légalement occupé, et que l'Europe aurait lieu de s'étonner qu'un pays monarchique comme l'Italie proposât avec calme l'expropriation d'un souverain pour cause d'utilité publique.

Le Ministre des Affaires étrangères a écouté avec attention les remarques que, dans des dispositions amicales, j'ai été amené à lui faire sur les dangers pour le Gouvernement italien d'une politique qui, par des déclarations trop absolues, gènerait son action future vis-

à-vis le Gouvernement de l'Empereur. M. Pasolini s'est élevé contre la supposition que le cabinet actuel pût jamais se montrer ingrat envers la France, et il a insisté, en son nom comme au nom de ses collègues, sur leur parfaite détermination de marcher d'accord avec le Gouvernement de l'Empereur et de s'appuyer sur lui. Les paroles de M. Farini, qui est venu me voir après cet entretien, étaient de nature à confirmer plutôt les assurances amicales données par M. Pasolini. Un fait reste acquis, c'est le temps d'arrêt qui officiellement s'est produit dans la question romaine par l'arrivée du nouveau cabinet.

Signé : SARTIGES.

**Dépêche de M. Drouyn de Lhuys au comte de Sartiges,
en date du 16 décembre 1862.**

Monsieur le Comte, sans attacher plus d'importance qu'il ne convenait à la note insérée dans le journal *l'Opinione*, et qui tendrait à faire croire que le nouveau Ministère italien aurait pris à notre égard, au sujet des affaires de Rome, une attitude moins conciliante qu'il ne serait à désirer, vous avez bien fait de nous en expliquer avec M. Pasolini. Les dispositions qu'il nous a manifestées à cette occasion sont satisfaisantes, et nous devons croire qu'elles sont partagées au même degré par tous les membres du nouveau cabinet. Je dois vous dire, d'ailleurs, que M. Nigra m'a tenu un langage parfaitement d'accord avec ce qui vous a été dit par M. le Ministre des Affaires étrangères.

Au surplus, Monsieur le Comte, l'essentiel est, pour le moment, qu'à Turin aussi bien qu'à Rome, on ne prenne aucune résolution, ou que l'on ne fasse aucune déclaration qui seraient de nature à enchaîner l'avenir et à écarter les chances de la conciliation à laquelle nous serons toujours prêts à employer nos efforts. En résumé, je constate avec plaisir, par l'ensemble de votre correspondance, que la situation à Turin est devenue plus calme, et je me plaît à espérer que l'attitude à la fois amicale et ferme qui vous est prescrite, et que vous saurez conserver, ne contribuera pas peu à faire comprendre au Gouvernement italien la nécessité de donner aux populations et aux partis l'exemple de la modération.

Signé : DROUYN DE LHUY'S.

SERBIE.

**Dépêche de M. Tastu, consul général de France à Belgrade,
à M. Thouvenel, en date du 16 juin 1862.**

Monsieur le Ministre, comme ma correspondance le faisait prévoir à Votre Excellence, une succession de légères rixes et de blessures a amené un grave conflit entre les Turcs et les Serbes. A six heures du soir, un jeune Serbe, puisant de l'eau à une fontaine, a été tué par un sergent turc. Le drogman de la police serbe et un gendarme sont arrivés à son secours et ont été accueillis par une décharge du piquet de garde à la police turque. Le drogman a été tué ; alors a commencé un véritable engagement ; la foule s'est précipitée sur les postes ottomans qui occupent les portes de la ville, en a enlevé deux, et s'est mise à tirer avec les Turcs enfermés dans les autres corps de garde, dans leurs maisons et dans les cafés. Les Serbes à découvert perdaient plus de monde que leurs adversaires.

Cependant M. Garachanine, qui était revenu de la promenade à ce bruit de la fusillade, s'était jeté seul entre les combattants, et avait réussi un moment à les calmer. Il avait même engagé les réguliers Turcs à se retirer dans la citadelle et leur avait donné un officier et deux gendarmes pour les escorter. Il paraît que les Nizams se virent à peine hors d'atteinte, qu'ils firent feu sur leur escorte et tuèrent l'officier. Depuis ce moment, la confusion devint inexprimable ; le ministre échappa par miracle aux balles, pour se voir accusé presque de trahison par ses compatriotes. Cependant il n'en continua pas moins son active intervention. Établi à l'hôtel que j'habite et qui est situé en face des deux polices, d'où les feux de tirailleurs étaient échangés, il donna successivement les ordres qui pouvaient au moins imprimer quelque unité à la surveillance. Nous fûmes rejoints dès les premiers coups par MM. Longworth et Vlangaly, et successivement par le Président du Sénat, le Ministre de l'intérieur, le Ministre de la guerre, de sorte que mon salon resta jusqu'à ce matin le quartier-général du Gouvernement.

La nuit se passa en pourparlers avec le Gouverneur, en engagements partiels, et M. Longworth retourna trois fois à la citadelle, au milieu d'une nuit d'orage et de balles perdues, négocier avec le Gouverneur les propositions que la situation suggérait avec M. Garachanine. Le résultat définitif, consigné dans l'acte dont j'ai l'honneur de joindre ici une copie¹, fut que les Turcs retireraient des portes et de

1. *Convention entre M. Garachanine et le gouverneur de Belgrade.*

Entre M. Garachanine et S. Exc. le pacha gouverneur de Belgrade et en présence des

la police leurs soldats, et que M. Garachanine répondrait de la sûreté des personnes, ainsi que des demeures que les Turcs abandonneraient ; mais il exigeait que cet engagement fût pris à la citadelle même par le Ministre, en présence du Corps consulaire. Nous nous sommes donc rendus tous ensemble près du Gouverneur, et nous avons ensuite été assez heureux pour ramener, au milieu d'une haie armée, mais silencieuse et digne, tous les postes les uns après les autres à la citadelle. Quelques fanatiques isolés ont continué pendant ce temps à tirer et à provoquer des coups de fusil. Mais, il faut le dire bien haut, sans l'énergique conduite de M. Garachanine, les longs et périlleux voyages de M. Longworth et peut être l'appui moral que nous avons pu donner au premier Ministre en l'accompagnant partout, rien ne se serait fait, car les Turcs laissés sans ordre et séparés de leurs autorités, recevaient à coups de fusil tous les parlementaires ; et le kaimakan, que le pacha avait mis à notre disposition, quoique très-bon et très doux, semblait étranger à tout ce qui se passait. Je puis dire à Votre Excellence que, hors le temps de la lutte, les blessures ont été rares, et que les quelques excès inséparables de l'état de trouble peuvent être attribués en presque totalité à des étrangers.

Signé : TASTU.

Dépêche de M. Tastu à M. Thouvenel, en date du 21 juin 1862.

Monsieur le Ministre, je ne saurais peindre à Votre Excellence la stupéfaction et l'indignation de la ville, quand le bombardement a commencé inopinément après une journée passée à exécuter religieusement la convention conclue sous les auspices du corps consulaire

membres du corps consulaire actuellement dans cette ville, M. Garachanine ayant déclaré qu'il ne pouvait répondre de la tranquillité de la ville, sans la mesure ci-après indiquée, il a été convenu que la question des deux portes est réservée des deux parts pour être traitée ailleurs, et que, sous cette réserve, les soldats turcs qui les occupent encore seront retirés, ainsi que la police turque, afin de rétablir la sécurité publique si malheureusement troublée.

Cette mesure est prise aux conditions suivantes :

1^o M. Garachanine se rend responsable de la sûreté des troupes jusqu'à leur rentrée dans la forteresse ;

2^o Les maisons et les propriétés des Turcs, résidant dans la ville, seront garanties et respectées, et ceux des habitants qui resteraient dans leurs demeures, auront toute protection.

3^o M. Garachanine s'engage à donner télégraphiquement les ordres nécessaires pour prévenir toute violence contre les autres forteresses du pays ainsi que contre leurs habitants musulmans.

4^o Les familles turques en se retirant ne seront pas molestées ni insultées.

16 juin 1862.

Signé : GARACHANINE, ACHIR, VLANGALY, TASTU, LONGWORTH, MEROMI, VASSITCH.

entier, c'est-à-dire à escorter avec tous les égards possibles les musulmans militaires et civils jusqu'à la forteresse, tandis que de la citadelle et même de certaines maisons turques on ne cessait de tirer sur la ville.

Les boutiques s'étaient rouvertes par ordre de l'autorité serbe ; à peu près tout ce qui porte régulièrement un fusil se mettait en marche pour escorter (en tournant le dos à la citadelle), le corps de deux officiers serbes tués dans la nuit précédente. Un parlementaire turc attendait à la police, avec le consul de Prusse et moi, l'arrivée de nos autres collègues, pour aller à la citadelle sur l'invitation du pacha. La veille, M. Longworth, à ma prière, avait été deux fois voir le pacha et en avait rapporté les engagements les plus rassurants. En plein jour, lorsque la lumière permettait de discerner clairement ce qui se passait, et que l'on ne pouvait avoir d'excuse dans le trouble de la nuit ou des événements, le pacha a ordonné un acte dont l'agression la plus menaçante et la plus folle n'aurait pas même justifié l'utilité.

Signé : TASTU.

**Dépêche de M. Thouvenel à M. Tastu, en date
du 1^{er} juillet 1862.**

Monsieur, je vous remercie du soin que vous avez mis, malgré les vives préoccupations et les démarches auxquelles vous avez dû prendre part, à me renseigner sur les événements de Belgrade. J'ai remarqué l'attitude que vous avez gardée dans ces difficiles circonstances, et je suis heureux d'avoir à vous en témoigner ma satisfaction.

Ainsi que je vous l'ai annoncé par dépêche télégraphique, le 27 du mois dernier, les Puissances garantes sont tombées d'accord, sur la proposition qui leur en a été faite par le Gouvernement de l'Empereur, de demander à la Porte la réunion à Constantinople d'une conférence où leurs représentants et celui du Sultan examineront en commun les résultats de l'enquête ouverte à Belgrade.

Signé : THOUVENEL.

Note du marquis de Moustier, ambassadeur de France, à Ali-Pacha, au sujet de la réunion d'une conférence à Constantinople, en date du 8 juillet 1862.

Monsieur le Ministre, la Sublime-Porte ne peut douter du regret avec lequel mon Gouvernement a reçu la nouvelle des événements dont la ville de Belgrade a été dernièrement le théâtre, et qui ont

compromis l'existence des bonnes relations entre le Gouvernement de S. M. le Sultan et la Principauté de Serbie. Le Cabinet des Tuileries espère que l'envoi d'un commissaire ottoman, dans le but de faire une enquête sur les incidents qui se sont produits, permettra, en révélant les causes, d'en prévenir le retour. Quelle que soit l'issue des négociations ouvertes en ce moment entre la Sublime-Porte et le Gouvernement du prince Michel, le concours des Puissances garantes n'en sera pas moins nécessaire pour le règlement définitif de cette question et le rétablissement durable des bons rapports entre la Serbie et la puissance suzeraine.

Ce but, dont il appelle de tous ses vœux la réalisation, semble à mon Gouvernement ne pouvoir être mieux atteint que par la réunion à Constantinople des représentants des Puissances garantes et d'un représentant de la Sublime-Porte. En faisant part à Votre Altesse de cette manière de voir, j'ose espérer qu'Elle ne méconnaîtra pas le danger que, dans les circonstances actuelles, il pourrait y avoir à retarder l'époque de cette réunion, et qu'Elle voudra bien la fixer le plus tôt possible, c'est-à-dire aussitôt que le représentant qu'Elle jugera à propos de désigner sera muni de toutes les pièces de l'enquête faite en ce moment par le Gouvernement turc et sera en mesure de les soumettre à la conférence.

Signé : Marquis de Moustier.

Circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques de l'Empereur à Londres, Saint-Pétersbourg, Vienne, Berlin et Turin, en date du 21 juillet 1862.

Monsieur, après avoir hésité quelque temps, la Porte semble décidée à convoquer la conférence pour les affaires de Serbie. M. le marquis de Moustier m'écrivait, en effet, par le télégraphe, à la date du 18, qu'il s'attendait à recevoir le lendemain la réponse à la communication que ses collègues et lui avaient adressée à ce sujet à Ali-Pacha.

Il reste, maintenant, à désirer que la conférence ne tarde pas davantage à se réunir. La connaissance que l'on a à Belgrade des intentions des Puissances, et l'attitude de leurs consuls, a pu jusqu'ici calmer les esprits, mais de nouveaux délais pourraient laisser surgir de nouveaux incidents, qui compliqueraient encore la négociation qu'il s'agit d'ouvrir.

Le moment est donc venu d'examiner la nature des conseils que les Puissances sont appelées à donner à Constantinople, et je crois utile de faire connaître au cabinet de.... la manière de voir du Gouvernement de l'Empereur.

Il est plusieurs points sur lesquels il sera facile de s'entendre avec la Porte. Elle admettra volontiers les plaintes des Serbes au sujet de la position des Musulmans qui ont continué, malgré des engagements pris en 1830 et renouvelés en différentes occasions, d'habiter en dehors des forteresses autres que Belgrade. Antérieurement aux derniers incidents, il avait déjà été convenu qu'une commission mixte serait instituée pour procéder, d'accord avec les autorités serbes, au règlement de cette affaire, ainsi que des questions de propriété qui s'y rattachent. Mais la Porte avait repoussé les demandes de la Serbie en ce qui concerne Belgrade, bien que le hatti-schérif de 1830 n'eût pas fait d'exception pour cette place. Il en est résulté un conflit armé, et les exigences des serbes se sont accrues. Ils ne se contentent plus aujourd'hui de ce que leur gouvernement réclamait l'an dernier, c'est-à-dire de la suppression des postes turcs maintenus dans la ville, et de la soumission des Musulmans établis dans les faubourgs à la juridiction locale; la présence des troupes ottomanes dans la citadelle est devenue pour les habitants de Belgrade un sujet d'alarmes, et le vœu de la Serbie ne tend pas à moins qu'à l'évacuation des divers points fortifiés que la Turquie occupe dans les Principautés.

Le droit de garnison de la Porte, Monsieur, ne saurait être mis en doute, ni contesté à aucun titre. Si la stipulation qui le consacre dans le traité de Paris pouvait être modifiée, le consentement de la puissance suzeraine serait indispensable, et la seule pression que nous puissions exercer sur ces résolutions est celle des avertissements et des bons avis.

Mais, ce point établi, je n'hésite pas à croire que la Porte agirait sagement en prenant en sérieuse considération les demandes de la Serbie.

Des conflits tels que celui qui est survenu, en suscitant l'agitation parmi les Serbes éveillent les espérances partout autour d'eux. En raison de leur position géographique, leur mécontentement ne saurait être indifférent pour la tranquillité des provinces de la Turquie d'Europe. Or, le cabinet de.... sait, comme nous, que les habitants de Belgrade parlent hautement d'abandonner la ville, dans le cas où, une garnison turque étant maintenue dans la citadelle, ils continueraient à être exposés à des dangers de la nature de ceux que le dernier bombardement leur a fait courir. Quelles ne seraient pas les conséquences d'une résolution semblable !

Lord Russell, dans un entretien que nous avons eu ensemble durant mon séjour à Londres, s'est montré disposé à admettre la nécessité pour la Porte d'abandonner toutes les positions turques dans la ville de Belgrade et en dehors de la forteresse, de même que la plupart sinon la totalité, des forteresses délabrées de l'intérieur. Il m'a

paru incliner également à croire que la juridiction serbe devait être substituée partout à la juridiction turque en dehors de ces forteresses, à Belgrade comme ailleurs. En se refusant à entrer dans cet ordre d'idées, la Porte créerait une situation dont le Gouvernement serbe ne serait pas maître.

Ce sont les liens politiques qu'il importe avant tout de maintenir intacts et, sous ce rapport, la Turquie, en évacuant les forteresses serbes, se trouverait, dans une situation analogue à celle où elle est placée vis-à-vis de la Moldo-Valachie et de l'Egypte. Le Gouvernement ottoman ne possède dans ces provinces aucun droit de garnison, et sa suzeraineté ne souffre en rien de l'absence de points fortifiés qui ne seraient vraisemblablement, comme en Serbie, que des occasions de conflit.

L'expérience personnelle que j'ai des dispositions des Serbes me donne à penser qu'ils seraient peu portés à abuser de ces concessions. Leur mécontentement seul peut les entraîner à favoriser les troubles qui se produiraient dans les autres provinces de la Turquie. Si leurs vœux étaient satisfaits, ils auraient, au contraire, moins de penchant que jamais à seconder ceux des populations voisines. Je ne vois donc pas de meilleur moyen pour la Porte d'enlever à ces agitations la seule chance qu'elles aient de lui créer des dangers réels que de déférer aux demandes de la Servie.

Ces considérations me sont inspirées par notre sincère désir de voir ces rapports des Serbes avec la Porte établis sur un pied de confiante soumission. C'est également en ce sens que sont conçues les instructions de M. le marquis de Moustier, et je serais heureux que M. le Représentant de.... à Constantinople prêtât son concours à des idées qui me paraissent renfermer les bases d'une entente durable entre la Puissance suzeraine et la Principauté.

Signé : THOUVENEL.

Note adressée Par Aali-Pacha aux représentants des Puissances garantes à Constantinople, en date 10 juillet 1862.

(Extrait.)

Le soussigné, Ministre des Affaires étrangères de S. M. le Sultan, a eu l'honneur de recevoir la note que S. Exc. l'Ambassadeur de S. M. l'Empereur des Français lui a adressée, en date du 8 juillet, dans le but de signaler à la Sublime-Porte l'opportunité de réunir MM. les Représentants des Puissances signataires du Traité de Paris de 1856, pour rechercher d'un commun accord les moyens propres à empêcher le renouvellement des événements si regrettables dont la ville de Belgrade vient d'être le théâtre.

Le soussigné, après avoir pris les ordres de son auguste Maître, s'empresse d'annoncer que la Sublime-Porte n'hésite pas à accepter la proposition sus-mentionnée avec cette confiance illimitée qu'elle aime à mettre dans la justice de ses augustes alliés et dans leur désir de faire respecter les droits légitimes et les obligations consacrées par les traités. S. A. le Grand-Vizir et le soussigné ont, en conséquence, l'autorisation de Sa Majesté Impériale de se réunir avec M. l'Ambassadeur de S. M. l'Empereur des Français et ses collègues des autres Puissances garantes, afin d'arrêter avec eux, après avoir mûrément considéré le résultat de l'enquête qui vient d'être faite, les bases d'une résolution conforme aux principes d'équité et de droit.

**Dépêche du marquis de Moustier à M. Thouvenel, en date
du 6 août 1862.**

(*Extrait.*)

Monsieur le Ministre, à l'ouverture de la séance, l'Ambassadeur d'Angleterre nous a donné lecture d'un projet d'arrangement en douze points ; j'en envoie ci-joint une copie à Votre Excellence (*).

Signé : MOUSTIER.

1. *Protocole proposé par l'ambassadeur d'Angleterre.*

1. Pour faciliter aux Puissances garantes l'œuvre de la pacification, il est du devoir des deux parties de faire cesser toutes mesures tendant à maintenir et à propager l'agitation.

Le Gouvernement serbe, par conséquent, fera disparaître à Belgrade les barricades, retirera les postes avancés, débarrassera la ville de la troupe irrégulière, appellera les familles de ses employés et fera rouvrir les boutiques. Il discontinuera les armements, tant à Belgrade que dans toute l'étendue du pays.

La Sublime-Porte, de son côté, s'engagera vis à vis les Représentants des Puissances garantes à ne pas augmenter, en ce temps, sa garnison à Belgrade et à ne pas rapprocher ses troupes de la frontière serbe. Tout contact des avant-postes sur la frontière sera soigneusement évité, et les troupes et populations, de part et d'autre, observeront une attitude pacifique.

II. La position matérielle à Belgrade sera régularisée d'après ces deux principes : sécurité pour la citadelle et séparation des Musulmans d'avec les Serbes. La sécurité pour la citadelle sera assurée par l'établissement d'un rayon de défense; son étendue, aussi circonscrite que possible, sera fixée par les autorités militaires compétentes, et garantie, s'il le faut, par des ouvrages. Toute bâtisse en dedans de ce rayon sera rasée et aucune ne pourra y être construite.

La séparation des Musulmans d'avec les Serbes s'opérera par la retraite des premiers du reste du faubourg compris entre le rayon susindiqué et le fossé qui sépare le faubourg de la ville proprement dite serbe; le fossé sera comblé; les quatre portes de la Save, de Varosch, de Stamboul et de Widdin seront démolies; l'administration exclusive de la partie du faubourg en dehors du rayon restera aux Serbes.

III. Le Gouvernement ottoman indemnisera ses propres sujets ainsi que les Serbes pour toutes les propriétés dont la démolition aura lieu par suite de l'établissement du

**Dépêche du marquis de Moustier à M. Thouvenel, en date
du 12 août 1682.**

Monsieur le Ministre, il m'a semblé, d'après les rapports de M. Tastu, que le Gouvernement serbe ne se rendait pas un compte exact

rayon susdit. Le Gouvernement serbe indemniserá les Musulmans pour leurs propriétés abandonnées par suite de l'évacuation du faubourg.

IV. Une commission vérifierá les frais de pillage pendant les derniers événements. Une indemnité équitable sera accordée par le Gouvernement serbe aux sujets inoffensifs de la Porte qui ont été pillés ou qui ont eu leurs maisons pillées, et, lorsqu'on trouverá les coupables, ils seront punis d'après la loi.

V. Comme les Musulmans quittent un endroit où ils ont habité jusqu'à présent légitimement, le site de leurs édifices religieux ainsi que leurs tombeaux seront respectés.

VI. La Porte prendra l'engagement officiel vis-à-vis des Puissances garantes de ne recourir à la mesure du bombardement de la ville que dans le seul cas où la citadelle serait réellement attaquée, et alors un signal à déterminer donnera l'avertissement nécessaire aux Consuls des Puissances garantes douze heures d'avance.

VII. Comme la Serbie, par sa position géographique, ne pourrait être menacée militairement que par une seule des Puissances étrangères, et qu'elle aurait en ce cas, cause commune avec la Porte, ou par la Porte elle-même, ce qui ne saurait advenir en suite d'une entente préalable entre la Porte et les Puissances garantes, tout armement de sa part au delà du strict nécessaire pour le maintien de la tranquillité intérieure est un sacrifice inutile pour le pays et une provocation. Par conséquent la Serbie s'engagerá à n'appeler aux armes au-delà de 12 000 Serbes sans le consentement préalable de la Porte. Ce principe se trouve déjà indiqué dans l'Ustav de 1838, garanti par les Puissances.

VIII. La légion bulgare et tout le corps militaire destiné à enrôler des étrangers pour le service de la Serbie seront dissous; le Gouvernement serbe ne donnera point asile à des individus désignés par la Porte comme hostiles à elle.

IX. Quant aux forts occupés, en vertu des Traités, par les Turcs en Serbie, Feth-Islam faisant partie du système de défense de Widdin, Semendria, comme point militaire sur le Danube, et Chablatz comme place stratégique sur la Save, seront maintenus. Une commission militaire déciderá de l'utilité de Sokol et Oujitza, et si ces deux forts ne sont pas jugés essentiels à la défense générale, les fortifications de ces deux points seront rasées, sans pouvoir être rétablies par les Serbes. Les garnisons de ces deux forts seront, en ce cas, retirées du pays.

X. La Porte s'engage de prendre toutes les plaintes des Serbes en mûre et prompte considération, et d'y répondre dans le laps d'un mois.

XI. Tout malentendu, entre la Porte et la Serbie, devra être éclairci par une commission mixte, présidée par un haut fonctionnaire de la Porte, et, en cas de difficulté d'arrangement, la Porte en referera aux Puissances garantes.

XII. Le commissaire ottoman, envoyé à Belgrade pour effectuer l'évacuation de la Serbie par les Musulmans, s'il y en a encore séjournant hors des forts, et pour régler, de concert avec le Gouvernement serbe, la vente des propriétés musulmanes sises en dehors desdits forts, ainsi que toute autre question pendante qui en découle, terminera sa tâche dans le laps de trois mois.

Les représentants des Puissances garantes, en proposant à la Sublime-Porte l'acceptation du présent arrangement, déclarent n'avoir en vue que de garantir, par des modifications sages puisées dans l'intérêt de la Porte et dans celui de la paix européenne, le maintien des articles 28 et 29 du Traité de Paris. Ils sont persuadés de même que la Serbie y verra le redressement de ses plaintes, et le désir de lever tout obstacle au retour de la bonne entente entre le Gouvernement serbe et la Puissance suzeraine, qui assure l'autonomie et l'existence de la Serbie.

de la manière dont les questions avaient été posées dans la conférence, et des efforts qui y avaient été faits pour défendre ses intérêts. Désirant constater ces efforts, et empêcher que certaines concessions matérielles ne fussent interprétées comme un abandon de notre point de vue et de nos principes, j'ai cru utile de résumer les idées que j'ai soutenues dès les premières séances, dans un travail que j'envoie à Votre Excellence (¹), et dont je compte donner lecture dans la réunion.

1. Exposé lu par l'ambassadeur de France, le 10 août 1862.

Le rétablissement de rapports réciproques, confiants et bienveillants, entre la Principauté de Serbie et la Puissance suzeraine étant d'un intérêt majeur aussi bien pour la Turquie que pour la paix européenne, il importe de rechercher tous les moyens d'arriver à ce but et d'écartier avec soin toutes les causes d'irritation et de défiance. Il est désirable que la Sublime-Porte n'épargne aucun sacrifice raisonnable pour prouver aux Serbes qu'elle verrait avec satisfaction et non avec crainte et jalousie, le développement de leur prospérité et de leur autonomie, comme de leur côté les Serbes doivent donner à la Sublime-Porte toute assurance qu'ils ne cherchent pas, dans le développement naturel et légitime de cette autonomie, le moyen de rompre les liens qui les attachent à l'empire ottoman, mais, au contraire, de resserrer ces liens par une solidarité mutuelle d'intérêt et de défense réciproques.

L'existence d'une citadelle gardée par des troupes exclusivement turques dans la capitale de la Serbie a donné naissance chez les Serbes à la crainte qui tend à se développer de plus en plus, qu'au lieu d'être appliquée exclusivement et suivant l'esprit des Traités, à la défense du pays contre les agressions étrangères, cette citadelle fût considérée, surtout par la Porte, comme un moyen de pression sur le Gouvernement princier, et d'intimidation à l'égard de la population. Le fait que, parmi les Puissances contre lesquelles cette place forte est plus spécialement dirigée il en est qui semblent prendre au contraire un intérêt tout particulier à son maintien, n'a pas peu contribué à entretenir la pensée que les conditions prévues dans les arrangements internationaux se trouvaient entièrement déplacées. Un bombardement malheureux, déploré par la Sublime Porte et blâmé par toutes les Puissances étrangères, a contribué à donner à ces appréhensions une raison d'être qui rend aujourd'hui plus difficile de les dissiper et plus nécessaire l'emploi de mesures efficaces pour arriver à ce but.

Parmi ces moyens, celui qui aurait l'effet le plus certain serait l'abandon par la Turquie de la citadelle de Belgrade, et il existe des raisons très-fortes qui eussent pu engager la Sublime-Porte, dans son propre intérêt, à prendre l'initiative de cette mesure, quelque répugnance qu'elle dût éprouver à se dessaisir matériellement de cette position militaire.

Mais, si l'impossibilité de vaincre ces répugnances et si l'opinion de quelques États qui attachent à cette forteresse, au point de vue de l'équilibre européen, une valeur que les autres Puissances n'y aperçoivent pas au même degré, devaient faire renoncer à ce moyen, il est de la plus absolue nécessité d'en trouver un autre d'une réelle efficacité.

Celui qui s'offre le plus naturellement à l'esprit consisterait à donner aux Serbes toutes les garanties possibles, que, destinée uniquement à la défense du pays, la citadelle ne sera pas pour les habitants de cette ville et pour le gouvernement qui y réside, une cause perpétuelle d'appréhensions et de difficultés. Il faut, en effet, que la population soit désormais bien convaincue que la Porte ne fera jamais usage de ses canons du côté de la ville que dans le cas de la plus nécessaire et légitime défense, et que, même dans ce cas, restant fidèle aux sentiments d'humanité dont elle est animée, et dont aujourd'hui nul ne saurait s'écartier sans blesser la conscience et le droit publics, elle ne portera jamais intentionnellement la dévastation au sein d'une cité populeuse, que tous ses intérêts lui commandent de ménager.

Les garanties en question devraient être à la fois morales et matérielles. Les premières seraient obtenues par une déclaration explicite des intentions de la Porte, dont

nion qui aura lieu demain ou après. Cet exposé a été hautement approuvé par les envoyés de Russie et d'Italie et même par celui de Prusse, à la condition toutefois, de la part de ce dernier, d'apporter à mes conclusions quelques tempéraments, notamment dans la ques-

les puissances garantes prendraient acte, et qui serait conforme à l'esprit de l'article 29 du Traité de Paris. Les secondes devraient consister :

1^o Dans la destruction de ceux des bastions avancés, qui, reconnus inutiles aux besoins réels de la défense, ne pourraient être considérés que comme une menace contre la ville ;

2^o Dans la réduction équitable de l'armement dirigé du côté intérieur ;

3^o Dans l'assurance, donnée par la Porte, qu'elle n'entretiendra pas dans la citadelle une garnison hors de proportion avec le but défensif auquel elle est destinée.

D'un autre côté, s'il était reconnu que la défense de la forteresse présente quelque point véritablement défectueux, il serait juste de ne pas refuser à la Sublime-Porte, dans la mesure du possible, les moyens de l'améliorer et d'assurer sa sécurité. Ces moyens ne doivent pas néanmoins être cherchés dans une extension des ouvrages mêmes de la place, que la Porte n'a pas jugé convenable d'augmenter à une époque où elle eût pu le faire sans inconvenient ; et que, même dans les circonstances actuelles, il serait sage de diminuer. Il va sans dire que cette observation ne tend en rien à amoindrir le droit de la Sublime-Porte de restaurer les fortifications actuelles, dont l'état de délabrement contraste singulièrement avec l'importance qu'on semble y attacher aujourd'hui. Il est même possible d'admettre que l'on pourrait profiter du déplacement probable d'une partie de la population musulmane pour régulariser le périmètre des glacis, ce qui serait, pour la citadelle, une incontestable amélioration, dans laquelle les Serbes, il faut l'espérer, ne pourraient voir une cause nouvelle de défiance.

Il est toutefois, à ce dernier point de vue, de la plus haute importance de ménager dans ce travail les légitimes susceptibilités d'une population dont le dévouement, si la Sublime-Porte sait se le concilier, vaudra mieux pour elle que des canons et des murailles. S'il était absolument nécessaire de sacrifier pour cet objet quelques maisons serbes, cela serait regrettable, et il faudrait que le nombre en fût aussi restreint que possible. Dans tous les cas, on ne devrait toucher, même partiellement, ni à la cathédrale, ni à l'évêché, ni au séminaire, ni à aucun établissement religieux considérable, ni enfin aux rues marchandes où la vie, la richesse et le mouvement de la ville se trouvent concentrés.

La position de la citadelle, dominant la capitale et le siège du Gouvernement, n'est pas toutefois la seule cause des difficultés actuelles. Elles ont surtout pris leur origine dans les conflits sans cesse renaissants entre la population locale et les Musulmans agglomérés autour des murailles. L'élément serbe n'étant au fond animé d'aucun sentiment d'hostilité systématique envers l'élément musulman, ces conflits sont beaucoup moins dus à l'incompatibilité des races qu'à la juridiction que les autorités militaires exerçaient non-seulement sur les individus d'origine turque, mais encore sur toutes leurs propriétés mélangées à celles des Serbes. Cet état de choses menait des contestations fâcheuses entre le Gouvernement princier et les gouverneurs de la citadelle, et entretenait au sein des différents groupes d'habitants un état de défiance et d'hostilité auquel leurs sentiments naturels ne les portaient pas. Il est de l'intérêt de tous de substituer à cet état de choses une organisation plus conforme aux nécessités actuellement reconnues. Il convient, en conséquence, de supprimer toutes les réparations matérielles qui servent encore à marquer les distinctions que tout commande d'effacer, c'est-à-dire les murailles, les portes, les fossés qui isolent la ville primitive de ses faubourgs. Il convient surtout de donner au Gouvernement princier un droit absolu de juridiction sur toutes les personnes sans distinction qui habitent hors de l'enceinte de la forteresse, et de lui permettre ainsi d'assurer d'une manière définitive et sous sa responsabilité l'ordre public. Cela ne suffirait pas toutefois. Moins il est possible, en effet, de procurer aux Serbes le grand apaisement moral qui fut résulté de l'abandon de la citadelle de Belgrade, plus il est essentiel, dans des choses d'une moindre importance de leur donner des témoignages de la confiance de la Sublime-Porte. Il serait

tion des cinq forts, question qu'il ne croit pas pouvoir trancher dans notre sens.

Signé : Moustier.

**Dépêche du marquis de Moustier à M. Thouvenel, en date
du 9 septembre 1862.**

Monsieur le Ministre, nous avons eu jeudi dernier, chez Ali-Pacha, une dernière réunion dans laquelle, comme je vous l'ai mandé par le télégraphe, nous avons arrêté un projet en douze articles, que le Grand-Vizir et le Ministre des Affaires étrangères ont accepté, sauf l'approbation du conseil des Ministres et du Sultan. Dimanche, mes collègues se sont réunis chez moi. Nous avons relu attentivement ce projet, et après y avoir fait quelques légères modifications de style, nous l'avons signé tous les six. Sir H. Buwler l'a porté lui-même ce matin à la Porte, dont l'acceptation définitive ne paraît faire pour lui aucun doute. J'en joins ici une copie.

Signé : Moustier.

**PROTOCOLE SUR L'AFFAIRE DE SERBIE, SIGNÉ A CONSTANTINOPLE
LE 8 SEPTEMBRE 1862.**

Les événements dont la Principauté de Serbie a été dernièrement le théâtre ayant engagé la Sublime-Porte à réunir en conférence les Représentants des Puissances signataires du traité de Paris, ceux-ci, désireux d'écartier avant tout les sources nouvelles d'irritation, ont

donc extrêmement regrettable que celle-ci persistât à vouloir conserver les petits forts qu'elle possède en Serbie, et que les Serbes regardent, à tort ou à raison, comme un témoignage de la différence que la Sublime-Porte, dont ils ont toujours été les sujets fidèles, met entre eux et les Principautés voisines sur lesquelles elle a le même droit de suzeraineté, et qui se voient traitées avec une beaucoup plus grande faveur. Ces forts sont d'ailleurs d'une valeur trop secondaire, en raison de leur peu d'étendue, des faibles garnisons qu'ils peuvent contenir, de leur situation et de l'état de délabrement où ils se trouvent, pour qu'elle doive les envisager comme des moyens de défense sérieux et comme pouvant résister à une attaque du dehors. Comme moyen même de contenir les populations, leur insuffisance est noyote. Ils sont donc seulement des objets de défiance et d'irritation, des causes incessantes de conflits, que le Gouvernement de S. M. le Sultan ne peut hésiter à supprimer.

Si la Porte entrat franchement dans les voies qui viennent d'être indiquées, personne ne pourrait voir dans les mesures qui seraient la conséquence de ses sages résolutions rien qui pût ressembler à des concessions arrachées par la force ou la nécessité. Tout le monde lui saurait gré d'avoir écouté les inspirations d'une politique aussi élevée que généreuse, dont il serait impossible aux Serbes de méconnaître la grandeur, et qui, en calmant leurs passions aujourd'hui surexcitées, les laisserait seulement en face de leur intérêt bien compris, qui est de rester unis à la puissance suzeraine, de la défendre et de s'appuyer sur elle.

cru devoir s'abstenir de soumettre une investigation minutieuse les causes immédiates de ces incidents regrettables. Ils se sont donc bornés à constater que le rétablissement de rapports confiants et bienveillants entre la Puissance suzeraine et la Principauté était d'un intérêt majeur, aussi bien pour la Turquie que pour la paix européenne, et qu'il importait de rechercher avec soin tous les moyens propres à atteindre ce but. Ils ont reconnu avec satisfaction que, disposée à apporter à l'état de choses qui a subsisté jusqu'ici en Serbie des modifications propres à supprimer les motifs de dissentiment et de conflit, la Sublime-Porte avait à cœur d'user de tous les moyens en son pouvoir pour convaincre les Serbes qu'elle prend l'intérêt le plus sincère au développement naturel de leur prospérité et de leur autonomie. Il est donc du devoir des Serbes de donner de leur côté à la Sublime-Porte, par des témoignages irrécusables, la confiance que dans le développement légitime de cette autonomie ils ne cherchent pas les moyens de relâcher les liens qui les unissent à l'Empire ottoman, mais qu'ils s'efforceront toujours, au contraire, de resserrer ces liens et de fortifier la solidarité mutuelle que créent la communauté des intérêts et les besoins de la défense mutuelle.

Pour réaliser ces intentions aussi sages que généreuses, la Sublime-Porte a pris sans hésiter, vis-à-vis des Représentants des Puissances garantes, les engagements suivants qu'elle s'empressera de faire connaître par un firman publié dans les formes usitées, aussitôt que les Serbes auront rasé entièrement les ouvrages nouvellement élevés dans le faubourg ou entre le faubourg et les murs de la forteresse. Les Serbes devront également raser les ouvrages militaires qu'ils auraient pu indûment élever, depuis les derniers événements, dans d'autres parties de la Principauté.

L'intention de la Sublime-Porte est d'enlever de son côté les ouvrages qui ont été élevés depuis la même époque par les autorités turques dans un but défensif qui n'aura plus de raison d'être, le Gouvernement ottoman n'ayant pas de plus vif désir que de voir disparaître, dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel, toutes les traces de déplorables malentendus.

Art. 1. Pour supprimer la possibilité de conflits résultant du mélange, dans le même lieu, des populations musulmane et serbe, le Gouvernement ottoman transférera en toute propriété au Gouvernement serbe, à la charge par lui d'en indemniser les propriétaires, tous les terrains et maisons appartenant aujourd'hui à des Musulmans dans le faubourg de Belgrade. La Porte abandonnera au même titre audit Gouvernement les murailles, fossés, ouvrages formant l'ancienne enceinte qui sépare la ville moderne de l'ancienne ville, qu'on appelle faubourg, ainsi que les quatre portes de la Save, de Warosch, de

Stamboul et de Widden. Ces fossés, murailles, portes et ouvrages devront être rasés et nivelés.

Les Serbes ne pourront, sur ce terrain, élever aucun ouvrage militaire. Ces modifications à l'ancien état de choses auront pour conséquence que la juridiction exclusive des autorités serbes s'étendra à l'avenir sur la totalité de la ville comme du faubourg de Belgrade.

Tous les édifices religieux et les tombeaux que la population musulmane laisserait debout en se retirant des lieux qu'elle a occupés jusqu'ici en vertu de droits séculaires, seront scrupuleusement respectés.

Art. 2. Décidée à maintenir dans toute leur intégrité ses droits sur la citadelle de Belgrade, tels que les traités les ont consacrés, la Sublime-Porte, sans vouloir en rien en aggraver pour les Serbes les conditions, est fondée néanmoins à rechercher les moyens de mettre cette place forte sur un pied de défense suffisant, et croit nécessaire de donner à l'esplanade actuelle plus de régularité et, sur certains points où cette extension ne peut inquiéter la ville, plus d'étendue.

Cette extension sera donc prise sur le quartier occupé presque exclusivement par les Musulmans, et compris entre la citadelle, le Danube et une ligne passant par le Teché de Cheikh Haçan et la mosquée d'Ali-Pacha. Si la Porte croyait qu'il fût absolument indispensable de pousser la démolition du quartier musulman un peu plus loin que la ligne précitée, la Commission militaire mixte, dont il est question dans l'article 5, aurait à en apprécier les motifs et à prendre une décision à cet égard. S'il se trouve dans cet espace quelques maisons non musulmanes, le Gouvernement ottoman en indemniserait les propriétaires. Il va sans dire qu'il se charge d'indemniser tous les expropriés qui se trouvent sous sa juridiction directe. Quant au quartier exclusivement serbe, le Gouvernement ottoman, dont la pensée ne peut être de toucher aux édifices religieux, tels que la cathédrale, le séminaire et l'évêché, ni aux rues marchandes, s'entendra à l'amiable avec le Gouvernement princier pour l'achat des quelques maisons que des juges compétents déclareraient absolument nécessaires pour compléter l'esplanade dans cette direction, et prendra soin de faciliter le consentement des propriétaires par l'offre de généreuses compensations.

Aucune construction, de quelque nature qu'elle soit, ne devra subsister ou être élevée à l'avenir sur le terrain de cette esplanade, qui demeurera la propriété exclusive du Gouvernement turc. Personne ne devra y résider, même temporairement.

Art. 3. Le Gouvernement serbe prendra soin de faire restituer en nature ou en valeur tous les objets mobiliers que les Musulmans

ont laissés dans leurs maisons ou boutiques lorsqu'ils se sont retirés dans la citadelle. Si, lors des désordres qui ont eu lieu dans ce moment, quelque habitant serbe avait, par le fait des Musulmans, subi des pertes du même genre, il serait indemnisé par le Gouvernement ottoman.

Les deux Gouvernements s'entendront dans une négociation confidentielle et amicale sur le mode de cette restitution et de l'indemnité en question.

Art. 4. La Porte, fermement résolue à maintenir tous ses droits sans jamais les dépasser, proteste qu'on ne saurait concevoir avec la moindre espèce de fondement l'appréhension que la citadelle de Belgrade, destinée à la défense du pays, puisse être considérée comme un moyen de porter atteinte aux immunités reconnues à la Serbie par les Sultans et garanties par les Traités. Ses sentiments paternels à l'égard de la Principauté excluent de sa part toute pensée de vouloir exercer une pression sur le Gouvernement princier ou une intimidation sur la population. Comme témoignage de ses intentions, la Sublime-Porte n'a pas hésité à communiquer à la conférence les instructions qu'elle a préparées, et qui formeront désormais la règle invariable de conduite des gouverneurs de Belgrade.

Les Représentants, en prenant acte de l'engagement qui résulte de cette communication, sont heureux de constater que ces instructions laissent aux Puissances toute certitude que la Sublime-Porte n'a aucune intention de donner à l'armement des remparts du côté de la ville un caractère menaçant pour cette dernière, ni de faire usage de ses canons du même côté, si ce n'est dans le cas de la plus nécessaire et légitime défense, et que, même dans ce cas, restant fidèle aux sentiments d'humanité dont elle ne peut cesser d'être animée, la Sublime-Porte ne souffrira jamais que la dévastation soit intentionnellement portée au sein d'une cité riche et populeuse dont tous les intérêts sont si étroitement unis aux siens.

La Sublime-Porte, d'ailleurs, ne doute pas que les Serbes ne veillent scrupuleusement à ce que la citadelle ne puisse être placée, par des actes d'hostilité, dans la douloureuse nécessité de repousser la force par la force. La Sublime-Porte ne fait aucune difficulté d'ajouter que, résolue à examiner l'état actuel des remparts de la citadelle afin de les placer dans des conditions défensives satisfaisantes, elle fera également porter cet examen sur la question de savoir si les ouvrages les plus avancés du côté méridional pourraient être modifiés avantageusement sans nuire à la sécurité de la forteresse et aux bonnes conditions de la défense que, dans aucun cas, elle ne saurait laisser amoindrir.

Art. 5. Le nouveau périmètre de l'esplanade sera tracé par une

Commission militaire mixte, composée d'un officier désigné par chacune des Puissances garantes et d'un officier désigné par le Gouvernement ottoman. Cette Commission s'entourera de toutes les informations locales qui pourraient l'aider à résoudre cette question ; elle fera son rapport à la Sublime-Porte, qui accueillera avec bienveillance toutes les observations que le Gouvernement serbe croirait devoir lui soumettre à ce sujet. La conférence verrait avec plaisir que la Sublime-Porte s'éclairât de l'avis de cette Commission pour l'examen dont il est question dans la dernière partie de l'article précédent.

Une Commission civile mixte, composée de membres nommés par le Gouvernement ottoman et le Gouvernement serbe, réglera toutes les questions d'expropriation et d'indemnités qui sont prévues dans le présent arrangement, sauf celles qui ne doivent être débattues qu'entre le Gouvernement turc et les propriétaires qui ressortissent de sa juridiction directe. Cette Commission devra avoir terminé sa tâche dans le délai de quatre mois.

Art. 6. La Sublime-Porte ne voulant entretenir dans la Principauté de Serbie que le nombre de points fortifiés qui lui paraissent réellement nécessaires à la sécurité de l'Empire ottoman, s'est livrée à un examen attentif de cette question, et se fait un plaisir de déclarer à la conférence que son intention est de démolir dès à présent, parmi les forteresses qui lui appartiennent, celles de Sokol et d'Oujitza qui ne devront jamais être relevées sans le consentement mutuel de la Sublime-Porte et du Gouvernement serbe. Elle regarde le maintien des forteresses de Feth-Islam, de Chabatz et de Semendria comme indispensable au système général de défense de la Turquie.

Art. 7. Ne désirant user des droits qui lui appartiennent dans la Principauté de Serbie que dans les limites qu'exige sa propre sécurité, la Sublime-Porte n'enretiendra dans les points fortifiés qu'elle y occupe, soit à Belgrade, soit à Feth-Islam, Semendria et Chabatz que des garnisons proportionnées à l'étendue de ces places et aux besoins réels de leur défense.

Art. 8. La Sublime-Porte s'engage à prendre des mesures immédiates, d'accord avec le Gouvernement serbe, pour que tous les habitants musulmans qui résident autour des cinq points fortifiés qu'elle occupe en vertu des traités, et qui sont désignés dans les articles précédents, puissent vendre leurs propriétés et se retirer du sol serbe le plus promptement possible.

Le commissaire ottoman, envoyé à Belgrade à l'effet de régler cette question, et d'autres qui étaient antérieurement pendantes, devra avoir terminé sa tâche dans le délai fixé par la Commission civile mixte désignée dans l'article 5. Il est bien entendu qu'il n'y a rien dans ce qui précède qui doive empêcher les Musulmans de voyager pour leurs

affaires dans l'intérieur de la Principauté à la charge de se conformer aux lois du pays.

Art. 9. Il est dans les intentions de la Sublime-Porte de veiller à ce que le gouverneur de la citadelle de Belgrade se renferme strictement dans l'exercice de ses fonctions militaires, et ne cherche à exercer, directement ou indirectement, aucune ingérence, si légère qu'elle soit, dans les affaires de la cité ou de la Principauté. Elle tiendra également la main à ce qu'il observe et fasse observer vis-à-vis du Prince et de son Gouvernement tous les égards auxquels ils ont droit. De leur côté, le Prince et son Gouvernement agiront dans le même esprit vis-à-vis du gouverneur de la citadelle, ne se permettront aucun empiétement sur ses attributions, et veilleront à ce que tous les fonctionnaires ottomans soient traités en toutes circonstances conformément à leur rang.

Les mêmes procédés seront observés entre les commandants des trois forts que la Sublime-Porte conserve en dehors de la citadelle de Belgrade et les autorités serbes voisines.

Art. 10. Tout corps particulièrement recruté d'étrangers à la Serbie devra être dissous, et le Gouvernement serbe s'abstiendra soigneusement de motiver, par une extension abusive du droit d'asile, la défiance de la Sublime-Porte.

Art. 11. Quant aux questions qui ne sont pas prévues au présent arrangement et qui sont de nature à influer sur les bons rapports de la Turquie et de la Serbie, la Conférence ne doute pas que le Gouvernement serbe ne s'empresse de les traiter avec la Puissance suzeraine, dans le désir de donner à celle-ci toutes les satisfactions possibles et légitimes. Il est désirable, en particulier, que le prince Michel s'efforce d'aller au-devant des appréhensions que la nouvelle organisation militaire de la Serbie a fait naître à Constantinople. — La Sublime-Porte a déjà déclaré qu'elle n'entretiendra dans ses fortresses que le nombre d'hommes nécessaire pour en assurer la défense; elle considère comme naturel que le Gouvernement serbe n'entretienne pas un nombre d'hommes supérieur à ce qui est nécessaire pour le maintien de la tranquillité et de l'ordre intérieur du pays. Les limites dans lesquelles la Porte exercera son droit de garnison sont faciles à apprécier et même à déclarer. Il sera aisé au Prince de Serbie de donner des déclarations également satisfaisantes sur le nombre d'hommes dont se composerait son effectif normal, et d'arriver, par un échange de communications confidentielles et amicales entre les deux parties, à un arrangement qui, faisant disparaître de part et d'autre tous les doutes et ne portant atteinte à aucun des droits de la Principauté, puisse rassurer la Sublime-Porte sur le chiffre et l'emploi de l'effectif, qui doivent être conformes à l'esprit des hatti-chérifs.

Art. 12. Les Serbes trouveront toujours la Sublime-Porte disposée à accueillir les réclamations qu'ils pourraient avoir à formuler par la suite dans un esprit bienveillant et équitable, et elle y répondra dans le plus court délai possible.

Les Puissances garantes, en donnant à la Sublime-Porte les conseils qui ont servi de base au présent arrangement, et en prenant acte de ses bonnes intentions, déclarent n'avoir eu en vue que de garantir le maintien des articles 28 et 29 du traité de Paris, au moyen de sages modifications fondées sur l'intérêt de la Turquie et de la Serbie, et dictées par le désir de consolider la paix européenne. — Elles sont convaincues qu'appréciant les efforts qui ont été faits pour donner, dans la mesure du juste et du possible, satisfaction à leurs plaintes et à leurs désirs, et ramenés à un sentiment vrai de leur situation, les Serbes comprendront que leur intérêt est de rester unis à la Puissance suzeraine, de s'appuyer sur elle et de contribuer à la défense générale de l'Empire, avec la fidélité dont ils ont toujours donné tant de preuves et qui seule peut assurer l'autonomie et l'existence de la Serbie.

Instructions de la Porte au gouverneur de Belgrade.

ANNEXE AU PROTOCOLE DU 8 SEPTEMBRE 1862.

La Sublime-Porte a été toujours animée de la plus haute bienveillance à l'égard de la population serbe; comme conséquence naturelle de cette bienveillance, notre auguste Souverain désire sincèrement le développement progressif de sa prospérité, et, mue par ce principe invariable, Sa Majesté Impériale ne saura tolérer qu'on puisse y porter atteinte. C'est donc pour vous en faire pénétrer, et afin de prévenir tout conflit d'autorité, que j'ai l'ordre souverain de vous indiquer les points suivants qui doivent vous servir de règle de conduite dans l'exercice de vos fonctions :

1^o. Vous savez que l'administration intérieure de la Principauté de Serbie est exclusivement confiée au Prince et à ses fonctionnaires, vous n'aurez par conséquent à vous immiscer daucune façon dans les affaires qui concernent cette administration.

2^o. Vous ferez tout votre possible pour vivre en bonne harmonie avec l'Administration serbe, et vous aurez à rendre personnellement et à faire rendre par vos subordonnés, tant au Prince qu'à tous ses fonctionnaires, tous les égards auxquels ils ont droit. De même, et naturellement, les Serbes ne s'immisceront en aucune manière de ce qui regarde la forteresse, et ils vous témoigneront et feront témoigner le respect dû à un haut fonctionnaire de la Sublime-Porte ainsi qu'aux officiers de la garnison.

3°. Vous ne donnerez aucun air de menace, et qui peut, sans nécessité, inquiéter ou alarmer la population serbe à la disposition de votre artillerie sur les remparts tournée vers la ville.

4°. Vous ne ferez usage de l'artillerie que dans le cas d'attaque sérieuse tentée contre la forteresse que vous êtes chargé de défendre.

5°. Dans le cas de défense nécessaire, et dans ce cas seulement, vous vous servirez de votre artillerie, ayant soin de ne diriger le feu que sur les parties de la ville d'où provient l'attaque, et, vous inspirant toujours des intentions généreuses de Sa Majesté Impériale, d'épargner autant que possible une ville à la conservation de laquelle Elle attache le plus grand prix.

6°. Vous devez comprendre que l'article précédent n'a pour objet que de fixer la ligne de conduite que vous devez suivre dans des éventualités que vous devez avant tout faire votre possible pour éviter.

Si, après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, vous vous trouvez dans la fâcheuse nécessité de faire usage de vos canons pour repousser une attaque contre la forteresse, vous tâcherez d'en prévenir à l'avance les consuls résidants à Belgrade, et s'il est possible, les habitants paisibles de Belgrade.

Circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques de l'Empereur à Londres, Berlin, Vienne et Saint-Pétersbourg, en date du 18 septembre 1862.

Monsieur, après une dixième et dernière réunion, les membres de la Conférence de Constantinople ont signé l'arrangement relatif à la Serbie, et j'ai l'honneur de vous l'envoyer ci-annexé.

J'aime à penser que les stipulations définitivement arrêtées feront prévaloir dans l'avenir les idées dont la Conférence avait à s'inspirer pour la pacification de la Serbie. Ainsi que vous le verrez, il n'y aura plus désormais dans la Principauté de population musulmane, ni, par conséquent, d'autre juridiction que la juridiction serbe. Si la Porte garde quatre points fortifiés placés sur la frontière, ces quatre positions seront approvisionnées par le Danube et par la Save, et rien ne pourra motiver, à cet égard, de conflits entre l'autorité serbe et l'autorité turque.

Le Gouvernement ottoman a compris qu'il convenait à ses propres intérêts d'assurer une nouvelle force aux garanties stipulées en vue de maintenir la tranquillité dans la capitale de la Serbie. A cet effet, le Gouvernement du Sultan a préparé et soumis à la Conférence des

instructions qui formeront dorénavant la règle invariable de conduite des gouverneurs de Belgrade, et les Représentants des Puissances ont pris acte de cette communication *comme d'un engagement*. Le bombardement, considéré comme moyen d'intimidation ou de punition, y est formellement réprobé. D'autre part, la Porte s'engage, non-seulement à n'entretenir dans les forts que des garnisons proportionnées à leur étendue, et aux besoins de la défense, mais, en outre, à ne pas donner à l'armement de la citadelle de Belgrade, du côté de la ville, un caractère menaçant. Le Gouvernement ottoman a même promis d'examiner si, en restaurant les murailles de la forteresse, il ne pourrait pas reculer les ouvrages avancés qui sont tournés vers la ville, et il s'éclairera sur ce point de l'avis de la Commission mixte européenne, dans laquelle nous avons seulement à regretter l'absence d'un officier de la Principauté. Vous remarquerez en même temps, Monsieur, qu'en aucun cas il ne pourra être touché à une seule maison du quartier serbe sans le consentement du Prince et des propriétaires. Après les prétentions qui s'étaient élevées au sujet de l'extension du glacis de la forteresse, je n'ai pas besoin d'insister sur l'importance de ce résultat.

Une des questions les plus épineuses a été celle de la limitation de l'armée serbe. La Porte a déclaré, dans l'article 11, qu'elle trouve naturel que cette armée soit strictement fixée à ce qui est nécessaire pour assurer la tranquillité et l'ordre intérieur du pays. Mais l'Ambassadeur de Sa Majesté et M. le Prince Lobanoff ont fait observer qu'ils ne pouvaient considérer cette opinion que comme personnelle à la Porte et n'engageant en rien l'interprétation que les Puissances pourraient, le cas échéant, avoir à faire des hatti-chérifs, et c'est purement et simplement à l'esprit de ces actes que la Conférence a cru devoir se référer.

Du reste, la limitation de l'armée serbe sera l'objet d'une négociation particulière entre la Porte et le Prince, et elle sera traitée à l'amiable, concurremment avec la limitation des garnisons ottomanes.

Je tiens à constater en terminant que, dans le cours de ces laborieux débats, l'Ambassadeur de Sa Majesté a fait preuve d'un sentiment de conciliation auquel tous ses collègues se sont plu à rendre la plus entière justice. Tout en sauvagardant, dans une juste mesure, l'amour-propre de la Turquie, la solution intervenue est conçue de manière à consacrer les droits de la Serbie et à lui assurer la position qui lui appartiennent.

Le Gouvernement du prince Michel l'examinera, nous n'en doutons pas, avec sagesse et impartialité, et il se convaincra que la situation de la Principauté s'en trouve sensiblement améliorée. Quant au Gouvernement de l'Empereur, en tenant compte des circonstances et des

résultats obtenus, il ne peut qu'applaudir à l'esprit dans lequel a été rédigé un arrangement qui réussira, nous l'espérons, à prévenir le retour des événements qui ont nécessité l'intervention collective des Puissances.

Signé : THOUVENEL.

**Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Moustier.
en date du 19 septembre 1862.**

Monsieur le Marquis, la lecture attentive de l'arrangement relatif à la Serbie que vous avez signé avec vos collègues et avec les ministres du Sultan m'a confirmé dans l'impression que je vous exprimais dans ma dernière dépêche. En tenant compte des circonstances et en examinant les résultats obtenus, on ne saurait méconnaître les avantages réels acquis à la Principauté, et qui constituent pour elle un progrès véritable. Nous avons donc appris avec plaisir la signature de cet arrangement, et je ne puis que vous féliciter de nouveau de la part que vous avez prise à la conduite et à la conclusion de cette affaire. Le Gouvernement du prince Michel, en regrettant peut-être qu'une satisfaction plus complète n'ait pas pu être donnée à ses vœux sur tous les points, reconnaîtra cependant, je l'espère, le bénéfice qui résulte pour la Serbie de ces conditions qui vont régler désormais ses rapports avec la Turquie, et qui laissent l'avenir ouvert aux améliorations que le temps peut amener. En annonçant à M. Tastu la conclusion de l'arrangement, je l'invite à s'inspirer de ces considérations et des observations présentées dans vos dépêches, que je lui fais sommairement connaître, pour recommander autour de lui la sagesse et la prudence, et pour bien faire comprendre au Gouvernement serbe l'intérêt qu'il a à s'assurer, en s'acquittant de sa situation nouvelle, tout le profit qu'il en peut tirer pour son développement intérieur.

Signé : THOUVENEL.

GRÈCE.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys¹ aux agents diplomatiques de l'Empereur à l'étranger, en date du 4 décembre 1862.

Monsieur, les événements de la Grèce ont, depuis quelques jours,

1. Voy. les pièces relatives à la Grèce. *Archives*, 1862, tome IV, page 375.

vivement occupé l'attention publique en Europe. Ils appelaient plus particulièrement celle des trois Puissances garantes de l'indépendance hellénique, et ils ont été, de leur part, l'objet de communications suivies, dont le résultat, nous l'espérons, sera d'amener entre elles une parfaite communauté de vues. Je me propose de retracer ici un résumé sommaire des idées qui ont été échangées, afin de vous mettre en mesure d'éclairer le cabinet auprès duquel vous êtes accrédité sur les considérations qui nous ont dirigés. J'aborde cette tâche avec d'autant plus de confiance que le Gouvernement de l'Empereur a la conviction d'avoir tenu la conduite la plus conforme à ses engagements comme à ses principes.

Nous n'avons point en Grèce d'intérêts distincts de ceux des deux autres cours. Sans attendre que nous y fussions provoqués par aucune ouverture, notre premier soin a été de prescrire au Ministre de l'Empereur à Athènes de concerter avec les représentants de l'Angleterre et de la Russie toutes les démarches dont l'urgence serait reconnue.

Aussi bien, les anciennes rivalités, que l'on avait vues quelquefois si vives sur ce terrain, avaient cessé depuis plusieurs années ; rien n'était venu récemment troubler cet heureux accord, et nous aimions à y puiser l'espoir que les dangers qu'il convenait de prévoir dans la crise présente seraient facilement conjurés.

Ces dangers étaient de deux sortes : ou ils pouvaient venir des aspirations mêmes de la Grèce cédant à des idées d'agression contre la Turquie, ou ils pouvaient résulter de l'élection du nouveau souverain, si elle était de nature à troubler l'équilibre des influences sur lequel repose l'ordre actuel des choses en Orient.

Il importait d'abord de faire appel à la sagesse des Grecs et de les détourner de tout ce qui devait éveiller les susceptibilités de la Porte ou lui causer des inquiétudes. Les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg étaient à cet égard, dans des sentiments analogues. Animés nous-mêmes envers la Grèce de la sollicitude qui, depuis quarante ans, a inspiré tant de résolutions généreuses à la France, nous avons instamment recommandé au Gouvernement provisoire d'user de tout son pouvoir pour calmer le sentiment national. Nous ne lui avons point caché que notre intérêt ne lui était assuré que dans la mesure de ses efforts en faveur du maintien de l'ordre et de la paix ; nos conseils n'ont eu d'autre objet que de l'affermir dans le sentiment d'un respect scrupuleux pour les actes qui ont déterminé ses rapports avec la Turquie et placé l'indépendance hellénique sous la garantie du droit public européen.

Le Gouvernement de l'Empereur a envisagé du même point de vue les questions qui se rattachent au choix du souverain de la Grèce.

Nous eussions désiré qu'il fût possible d'exécuter les arrangements de 1832¹ dans leur teneur complète, en maintenant la couronne dans la dynastie à laquelle elle a été alors conférée. L'état des esprits en Grèce ne nous permettait pas, toutefois, d'espérer un retour d'opinion en faveur du roi Othon, dont nous ne pouvions que déplorer le malheur, et nous n'avons pas tardé à acquérir la conviction que tout effort tenté pour reporter les suffrages des Grecs sur un prince de sa dynastie échouerait infructueusement. Cet avis était partagé par le cabinet anglais comme par le Gouvernement russe. Tout en se montrant d'abord disposées à recommander la candidature d'un prince bavarois, les trois Cours n'avaient pas pensé que l'on pût l'imposer à la Grèce. Elle allait donc, selon toutes les vraisemblances, demander un souverain à une autre maison régnante.

Les Puissances protectrices se trouvaient ainsi replacées dans la position où elles étaient avant d'avoir appelé le roi Othon au trône hellénique. Oléissant à une préoccupation dictée par un juste sentiment des intérêts généraux, elles s'étaient interdit dès 1827², par des stipulations expresses, toute recherche d'avantages particuliers, politiques ou commerciaux, et, faisant au choix du souverain de la Grèce, l'application de ce principe, elles avaient signé, le 3 février 1830³, un protocole qui excluait toute candidature d'un prince de leurs dynasties. Elles n'avaient désigné d'abord le prince Léopold de Saxe-Cobourg, aujourd'hui roi des Belges, qu'en établissant qu'il avait cessé d'appartenir à la famille royale d'Angleterre.

En un sens, nous le reconnaissions, les circonstances ne sont plus absolument identiques. Alors les trois Cours étaient chargées, par une délégation formelle, de disposer elles-mêmes de la couronne. Aujourd'hui les Grecs font directement usage de leur souveraineté, et la France, l'Angleterre et la Russie ont pu prononcer des exclusions qui les obligent encore réciproquement, sans être fondées peut-être, à les imposer en ce moment à la Grèce. Mais, sans prétendre que la clause restrictive du protocole du 3 février 1830 soit rigoureusement applicable dans les termes à l'état présent des choses, je ne crois pas me tromper en disant que cette stipulation subsiste tout entière dans son esprit et que, sous ce rapport, elle est permanente, comme les intérêts qui l'ont dictée. Elle a eu pour objet d'empêcher que la Grèce ne se trouvât un jour livrée à l'influence exclusive de l'une des trois Cours, parce que celle qui deviendrait prépondérante sur ce point ne tarderait pas à l'être dans tout l'Orient, dont le sort serait de ce moment entre ses mains.

1. Voy. *Archives*, 1862, t. IV, p. 400 et suiv.

2. Voy. *Idem*, p. 377.

3. Voy. *Idem*, p. 384 et suiv.

C'est en nous inspirant de ces considérations que nous avons dû apprécier l'élection du nouveau Souverain et les diverses candidatures dont il a été question.

Il nous a été aisément de nous convaincre que les Grecs obéissaient avant tout à la pensée de demander un roi à une puissance assez forte pour leur apporter un appui et seconder leurs aspirations.

Le Gouvernement de l'Empereur attachait, pour sa part, le plus grand prix à rester dégagé de toute vue intéressée. S'il eût été moins libre de préoccupations personnelles, s'il eût moins tenu compte des intérêts généraux et des traités qui les protégeaient, il pouvait offrir aux suffrages de la Grèce un nom qui n'eût pas été sans prestige. Il a préféré donner un nouveau gage de sa sollicitude pour le repos de l'Europe, et, conformant scrupuleusement sa conduite à ses engagements, il s'est refusé à toute idée d'une candidature française.

Nous n'avons eu d'abord à nous exprimer qu'en termes généraux sur celles du prince Alfred et du duc de Leuchtenberg. Nous ne pouvions entrer dans un examen plus approfondi tant que nous avions des raisons de penser que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique n'était pas disposé à accorder le prince Alfred au vœu des Grecs. Tout ce que nous avons pu dire, dès l'origine, c'est que la pensée d'une royauté anglaise à Athènes, se rattachant, dans les combinaisons des Grecs, à l'abandon présumé des îles Ioniennes par l'Angleterre, réveillerait chez eux des aspirations qui pouvaient faire naître les complications les plus graves et que surexciterait inévitablement encore la confiance qu'ils placeraient dans l'appui de l'Angleterre.

Par son origine, le duc de Leuchtenberg avait des titres à la sympathie particulière du Gouvernement de l'Empereur. Il y aurait peut-être eu lieu d'examiner si, n'étant pas réellement admis au rang des Princes de la famille impériale de Russie¹, ni apte à succéder à la couronne, il était atteint par l'exclusion stipulée dans le protocole de 1830, et s'il ne se trouvait pas dans une position analogue, sous plus

1. Ukase du 18 décembre 1852 de S. M. l'Empereur de Russie, présenté au Sénat dirigeant.

Considérant que nos bien aimés petits-enfants, LL. AA. II. les Princes Nicolas, Eugène, Serge et George Maximiliovitch, et les Princesses Marie et Eugénie Maximilianowna, issus de notre fille bien aimée S. A. I. la Princesse Marie-Nicolaiewna, et de S. A. I. feu le duc Maximilien de Leuchtenberg, sont nés en Russie, qu'ils ont reçu le baptême dans l'Eglise Orthodoxe Catholique d'Orient et qu'ils se trouvent par le fait naturalisés dans notre bien aimée Patrie, nous avons jugé convenable de leur accorder en souvenir de leur origine remontant au fondateur à jamais mémorable de notre dynastie, le rang de Princes et de Princesses Romanowski. Le titre d'Altesses Impériales qui leur est conféré passera à leurs descendants mâles jusqu'à la quatrième génération inclusivement. Le Sénat dirigeant est chargé de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

Le Ministre de notre Maison Impériale est chargé de transmettre au Sénat dirigeant les armes que nous avons données à LL. AA. II. les Princes et Princesses Romanowski.

(Note de la direction.)

d'un rapport, à celle où était, à l'égard de la maison d'Angleterre, le prince Léopold de Saxe-Cobourg, à l'époque où il fut choisi par les trois Puissances comme souverain de la Grèce. Nous avons mieux aimé reconnaître sans hésiter que son avénement pourrait aussi causer quelque agitation en Orient, en constatant toutefois que ces inconvénients seraient peut-être moindres avec un prince qui, appartenant à l'Église d'Orient et donnant satisfaction au sentiment religieux des Grecs, serait moins obligé de flatter l'ambition nationale et d'offrir à la Grèce des espérances immédiates d'agrandissement.

En définitive, le Gouvernement de l'Empereur, en s'exprimant ainsi, émettait simplement une opinion, sans s'écartier en rien de sa ligne de conduite; il n'avait point de candidat et il était prêt à se concerter avec l'Angleterre et la Russie pour venir en aide à la Grèce en éclairant et en dirigeant au besoin officieusement son choix, au milieu des difficultés qu'elle rencontrait à concilier ses vœux avec les intérêts de l'Europe et les dispositions des traités.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique nous proposait une démarche collective ayant pour but de déclarer à Athènes que les trois Cours protectrices envisageaient comme étant toujours en vigueur les engagements résultant du protocole de Londres, et qu'elles ne reconnaîtraient pas l'élection d'un prince appartenant à l'une des trois familles de France, d'Angleterre et de Russie. La pensée de proclamer pour chacune d'elles la force obligatoire des exclusions formulées en 1830 n'avait rien que de conforme à nos propres intentions, et nous l'avions énoncée spontanément à Athènes au lendemain de la révolution. Aussi avions-nous répondu au cabinet de Londres que nous étions tout disposés à faire savoir au Gouvernement provisoire de la Grèce que nous nous considérions comme liés par nos obligations antérieures. Les principes de notre droit public ne nous autorisaient pas, il est vrai, à établir dans un document officiel que nous refuserions indéfiniment de reconnaître un souverain qui aurait été élu par le suffrage libre et spontané de la Grèce, en désaccord avec les engagements que les Puissances ont entre elles. Mais, sous cette réserve, nous n'avions aucune répugnance à nous associer aux vues du Gouvernement anglais et à nous entendre avec lui, ainsi qu'avec le cabinet russe, pour écarter toute candidature qui ne serait pas dans les conditions prévues par les actes de la conférence de Londres.

La même proposition ayant été portée à Saint-Pétersbourg, la Russie, après avoir décliné une démarche collective, s'était offerte également à avertir les Grecs, si le Gouvernement anglais faisait de son côté la même notification, qu'elle admettait comme étant toujours valables les stipulations de 1830; mais cette réponse n'avait pas satisfait aux préoccupations du cabinet de Londres. Il semblait voir, dans

l'hésitation de la Russie à s'expliquer sur la question de savoir si le duc de Leuchtenberg était compris pour elle dans les exclusions, une circonstance qui pouvait le délier lui-même de ses engagements et lui rendre l'entièvre indépendance de ses résolutions.

La candidature du prince Alfred, que ne repoussaient plus aussi formellement les organes semi-officiels du ministère anglais, prenait dès ce moment un caractère nouveau. Interprétant le silence prolongé du Gouvernement britannique, les Grecs paraissaient croire à un assentiment implicite, et l'opinion en Europe ne se demandait déjà plus si le prince Alfred serait élu, mais si l'Angleterre accepterait pour lui la couronne hellénique.

Un sentiment de prévoyance obligeait le Gouvernement de l'Empereur à se placer en présence de cette éventualité et à en examiner les conséquences possibles. La cordialité de nos rapports nous permettait de nous en expliquer en toute franchise avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. Nous ne lui avons donc pas caché nos appréciations.

« L'établissement d'une royauté anglaise à Athènes, avons nous dit, apporterait des modifications profondes dans la position des Puissances en Orient. Contraire à l'esprit des actes qui, en fondant le royaume de Grèce, ont voulu le soustraire à toute action prépondérante de l'une des trois Cours, un fait aussi considérable menacerait le sage équilibre que d'autres traités plus récents ont eu pour objet de fortifier encore. Dût-il n'en résulter aucun changement immédiat dans la politique anglaise à l'égard de l'Empire Ottoman, le cabinet de Londres aurait désormais entre les mains les moyens de faire sentir à son gré son influence sur tous les points de la Turquie; et comme, en unissant le sort d'un prince de la famille royale d'Angleterre aux destinées de la Grèce, sa pensée ne pourrait être de comprimer le sentiment national des Hellènes, il se trouverait tôt ou tard entraîné, par la force des choses, à seconder des tendances en désaccord avec la conservation de l'Empire Ottoman. La question d'Orient pourrait donc se rouvrir dans des conditions toutes nouvelles. Les intérêts des autres puissances auraient à en souffrir dès à présent et seraient gravement compromis dans l'avenir. Le Gouvernement de l'Empereur, en ce qui le concerne, ne pourrait moins faire que de prendre acte d'un semblable événement, en se réservant d'aviser, s'il y avait lieu, au rétablissement de l'équilibre altéré. »

Tel est en substance le langage que nous avons tenu dans la prévision qu'autorisaient les manifestations de l'opinion publique en Grèce et la réserve que le cabinet anglais gardait sur ses intentions depuis les dernières communications du Gouvernement russe. Le cabinet de Londres nous a répondu en renouvelant l'assurance de son

désir de rester dans les prescriptions des traités, et en ajoutant qu'il refuserait d'accepter la candidature du prince Alfred, si la Cour de Russie prenait de son côté le même engagement à l'égard du duc de Leuchtenberg. Désirant contribuer, autant qu'il dépendait de nous, à prévenir les embarras et les dangers que nous avions signalés, nous n'avons pas hésité à conseiller au Gouvernement russe de donner les explications qui lui étaient demandées. Il n'avait aucune objection à se déclarer lié par le protocole du 3 février ; en se prononçant en termes plus formels sur la position du duc de Leuchtenberg, il pouvait lever les difficultés qui subsistaient encore, et l'ambassadeur de l'Empereur à Saint-Pétersbourg a été chargé de s'exprimer très-nettement dans le sens d'une exclusion explicite. Bien que des informations venues de Grèce parussent un moment moins défavorables à la candidature du duc de Leuchtenberg, le Ministre de l'Empereur à Athènes a été invité, par ordre exprès de Sa Majesté, à s'abstenir d'y donner aucun encouragement. La Cour de Russie, qui déjà venait de prescrire à son représentant en Grèce de faire la déclaration suggérée par le Gouvernement anglais, au sujet des engagements de 1830, a bien voulu, en nous informant de cette démarche, ajouter que, sans discuter l'état civil du duc de Leuchtenberg, elle renonçait pour lui à toute candidature. Rien ne saurait s'opposer aujourd'hui à l'entente des trois Cours. Nous espérons donc que les cabinets ne tarderont pas à être en mesure de recommander un candidat aux suffrages de la Grèce, et de mettre fin à une agitation qui, après avoir été stérile, pourrait devenir dangereuse.

Vous êtes autorisé à donner lecture de cette dépêche à M. le Ministre des affaires étrangères de....., et j'aime à me persuader qu'il appréciera la sollicitude que le Gouvernement de Sa Majesté a montrée pour les grands intérêts dont il avait à tenir compte, et avant tout pour la conservation de l'équilibre qui en est la plus sûre garantie.

Signé : DROUYN DE LHUY'S.

**Circulaire de M. Drouyn de Lhuys aux agents diplomatiques
de l'Empereur à l'étranger, en date du 24 décembre 1862.**

Monsieur, la dépêche que je vous ai adressée le 4 de ce mois, au sujet des affaires de Grèce, vous a fait connaître les incidents à la suite desquels les trois Puissances se sont mis d'accord pour maintenir les stipulations du protocole signé par elles en 1830 et qui excluent du trône de Grèce les membres de leurs maisons régnantes. En conséquence de cet accord, les envoyés de France, d'Angleterre et de Russie à Athènes ont notifié au Gouvernement provisoire de Grèce

une déclaration collective portant que ni le prince Alfred d'Angleterre, ni le duc de Leuchtenberg ne pourront accepter la couronne de Grèce si elle leur était offerte par la nation hellénique.

La seule cause vraiment sérieuse de complications ayant été ainsi écartée, les Puissances ont dû naturellement se préoccuper de la désignation d'un prince qui, en dehors des trois familles régnantes, pourrait être recommandé aux suffrages de la Grèce. Pour ce qui nous concerne, nous n'entendons apporter dans cette recherche d'autre intérêt que celui de la Grèce elle-même, et nous sommes prêts à accueillir la candidature de tout prince qui, par son âge et ses aptitudes personnelles, offrira les garanties désirables.

C'est en me plaçant à ce point de vue que j'ai envisagé dans mes entretiens avec l'ambassadeur d'Angleterre et le chargé d'affaires de Russie diverses combinaisons qui, après avoir donné lieu à des ouvertures demeurées sans résultat, ont dû être successivement abandonnées.

Le Gouvernement de S. M. Britannique avait, en dernier lieu, suggéré le nom du roi don Ferdinand de Portugal, père du roi régnant. Ce prince est dans la force de l'âge, il a l'expérience du Gouvernement; il réunissait donc les qualités essentielles pour occuper le trône de Grèce, et nous nous sommes empressés de faire savoir à Londres et à Saint-Pétersbourg que ce choix avait notre approbation. Toutefois, les démarches faites auprès du roi don Ferdinand n'ont pu le décider à donner son assentiment aux offres qui lui étaient adressées, et nos dernières informations de Lisbonne doivent nous faire considérer son refus comme définitif. Je ne suis pas encore en mesure de pressentir le résultat des nouveaux pourparlers que cet incident va provoquer.

Ainsi que vous l'avez déjà appris par le bruit public, le Gouvernement de S. M. Britannique a résolu de renoncer au protectorat des îles Ioniennes au profit de la Grèce. Deux conditions seront mises par l'Angleterre à cette cession : d'abord l'assentiment des Puissances qui ont pris part, en 1815, aux actes diplomatiques qui règlent le sort des Sept-Îles; ensuite la conservation en Grèce du régime monarchique et le respect des circonscriptions territoriales, conformément aux assurances spontanément données par le Gouvernement provisoire. Nous n'hésiterons pas, pour ce qui nous regarde, à adhérer à une résolution qui, quelles que puissent être les considérations qui l'ont dictée, a l'avantage incontestable de satisfaire aux intérêts de la Grèce et de répondre aux vœux tant de fois manifestés par la population ionienne.

Signé : DROUYN DE LHUY'S.

ÉTATS-UNIS.

**Dépêche de M. Mercier, ministre de France à Washington,
à M. Thouvenel, en date du 11 février 1862.**

Monsieur le Ministre, depuis quelque temps j'avais pu remarquer que l'on se préoccupait des dispositions du Gouvernement de l'Empereur. Sur la foi des correspondances privées, quelques hommes politiques étaient même persuadés qu'au premier jour il reconnaîtrait la Confédération du Sud. Toutes les fois que je suis interrogé à ce sujet, je me borne à dire que la France souffre trop cruellement de la crise actuelle pour ne pas désirer en hâter le terme, mais qu'elle n'est pas seule à souffrir, et qu'elle ne le cédera à aucune puissance en méénagements pour un peuple ami dont l'avenir l'intéresse sous tant de rapports et à un si haut degré.

Signé : MERCIER.

P. S. Je viens de recevoir une réponse de M. Seward à la note que je lui avais adressée au sujet de nos communications avec le Sud. Le Secrétaire d'État m'a, en outre, donné verbalement l'assurance que le cabinet de Washington se préoccupait très-sérieusement des intérêts des neutres, et que plusieurs projets les concernant étaient en discussion.

**Note de M. Mercier à M. William H. Seward,
en date du 10 janvier 1862.**

Monsieur, S. Exc. M. Thouvenel m'écrivait dernièrement pour m'entretenir des préoccupations que causent au Gouvernement de l'Empereur les maux de toute nature que fait peser sur notre commerce et sur notre industrie l'état actuel des choses aux États-Unis, et il me signalait, entre autres, ceux qui résultent, pour nos négociants, de l'interruption de toute communication postale avec les États soumis au blocus par les forces fédérales. A ce sujet, il me citait, par exemple, ce fait que d'importantes maisons françaises, placées dans les meilleures conditions de solvabilité, se trouveraient subitement exposées à ne pouvoir faire honneur à leurs affaires, faute de recevoir les remises considérables qui leur sont dues par leurs correspondants établis dans les États du Sud, et dont l'ensemble, pour la seule ville de la Nouvelle-Orléans, ne s'élève pas à moins de 6 à 8 millions de dollars.

Je ne saurais douter, Monsieur, surtout après l'empressement plein

1—1863

18

d'obligeance que vous avez mis à faciliter aux Français qui en éprouvaient le besoin, les moyens de sortir de la Nouvelle-Orléans, que vous ne soyez disposé à apporter à une situation aussi pénible tous les soulagements que comportent les circonstances. J'appellerai avec confiance votre bienveillante attention sur une combinaison qui pourrait atteindre ce but dans une certaine mesure, en attendant que les affaires puissent reprendre leur cours régulier, et qui me paraît n'avoir rien de contraire au but que poursuit le cabinet de Washington. Cette combinaison consisterait à autoriser les consuls de l'Empereur à recevoir et à délivrer, sous leur responsabilité, les correspondances destinées à nos nationaux, lorsque, après en avoir pris lecture, ils se seraient assurés qu'elles étaient purement commerciales, et qu'elles ne se rapportaient à aucune opération qui pourrait entraîner la violation du blocus. Cette correspondance serait expédiée soit par la légation, soit par le consulat-général de New-York, sous cachet officiel, à nos consuls à la Nouvelle-Orléans, à Charleston et à Richmond, et, par ceux-ci, au consul général à New-York, et transmise par des bâtiments de guerre avec la correspondance officielle *ordinaire*.

Il me semble, Monsieur, que ces conditions, qui, ainsi que toutes celles qu'il vous plairait d'y ajouter, seraient remplies avec le soin le plus scrupuleux, suffiraient pour donner au Gouvernement fédéral toutes les garanties qu'il peut désirer, et qu'elles permettraient, en même temps qu'elles ne nuiraient en rien à l'efficacité du blocus, d'atténuer les embarras qu'il inflige à nos nationaux.

Signé : MERCIER.

Réponse de M. Seward à M. Mercier, en date du 10 janvier 1862.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de la note par laquelle vous m'entretenez, d'après les instructions de M. Thouvenel, des maux qui pèsent sur le commerce et l'industrie française en raison de la situation actuelle, et particulièrement des inconvénients qui résultent, pour les négociants français, de l'interruption des communications postales avec les États soumis au blocus par le Gouvernement des États-Unis.

Cette communication est si importante que je crois nécessaire de la soumettre au Président et de prendre ses instructions aussi bien que l'opinion de mes collègues du cabinet.

Je vous prie, cependant, d'être bien convaincu qu'il ne sera apporté que les délais indispensables pour la solution des questions dont vous m'avez saisi.

Signé : WILLIAM H. SEWARD.

Réponse de M. Seward à M. Mercier, en date du 10 février 1862.

Monsieur, votre note du mois de janvier dernier m'est parvenue en son temps. Elle appelle mon attention sur les embarras dont souffrent le commerce et l'industrie française à raison des troubles politiques qui existent dans la portion du Sud des États-Unis, et elle propose, comme remède partiel, que la correspondance d'un caractère purement commercial puisse être transmise par les consuls de l'Empereur, à la condition qu'elle soit, dans tous les cas, ouverte et reconnue par ces agents être purement commerciale et ne tendre en rien à la violation du blocus en vigueur.

L'examen de cette proposition a subi quelque retard, non que le Gouvernement n'inclinait pas à faire cette concession à la France, mais parce que, accordée aux sujets français, cette faveur devrait l'être aussi, en bonne équité, aux citoyens ou sujets d'autres États étrangers, et peut-être aussi aux citoyens eux-mêmes des États-Unis.

Je suis invité par le Président à vous dire que les opérations militaires replacent rapidement sous l'autorité des États-Unis les villes commerciales où existe l'insurrection, et que le Gouvernement étudie, simultanément à ces opérations, comment des facilités de la nature de celles dont il s'agit pourraient être accordées. J'espère être bientôt en mesure de revenir sur ce sujet, et, en attendant, je serai toujours disposé à vous entendre sur cette question avec plaisir, toutes les fois que vous jugerez à propos de m'en entretenir.

Signé : WILLIAM H. SEWARD.

**Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, en date
du 27 février 1862.**

Monsieur, vous avez, avec toute raison, démenti le bruit accrédité autour de vous par des correspondances privées que nous nous préparions à reconnaître la Confédération du Sud. Nos sentiments sur le conflit américain sont toujours ceux que je vous ai fait connaître, et le langage tenu il y a quelques jours sur cette question par M. Billaut, au sein du Sénat, ne peut laisser le moindre doute à cet égard. Il a constaté, une fois de plus, que l'attitude que désirait conserver le Gouvernement de l'Empereur était celle d'une neutralité bienveillante.

Si résolus que nous soyons, toutefois, à ne nous prêter à aucune ouverture dont le cabinet de Washington ait à s'alarmer, nous ne

saurions cependant cesser de nous préoccuper de la situation plus pénible chaque jour qui résulte de la crise actuelle. Nous en appelons donc, ainsi que vous l'avez déjà dit et que vous ne sauriez trop le répéter, nous en appelons le terme prochain de tous nos vœux, autant à raison de nos sympathies pour l'Union, dont les forces s'épuisent dans une lutte aussi opiniâtre, que dans l'intérêt général. Les ménagements que des puissances amies ont à cœur de conserver dans leur conduite vis-à-vis du cabinet de Washington, ne sauraient certainement l'empêcher de se rendre compte de la difficulté croissante qu'elles éprouveront, si l'état des choses se prolonge, à garder la même attitude. Pour les États-Unis, aussi bien que pour elles, une prompte solution des complications présentes est le seul moyen d'écartier des maux plus grands et plus irrémédiabes que ceux dont on souffre déjà. C'est, à tous les points de vue, au Gouvernement fédéral qu'il doit convenir de chercher, le premier, comment il serait possible de sortir d'une position qui affecte tous les intérêts. Nous aimons à espérer que le cabinet de Washington sentira de plus en plus l'importance qu'il y a pour lui à prendre à cet égard l'initiative que les circonstances rendraient si opportune.

Bien que M. Seward vous ait déclaré qu'il serait prêt à entendre un peu plus tard la proposition que je vous avais chargé de lui adresser à l'effet d'obtenir pour nos consuls la faculté de délivrer à leurs nationaux les correspondances d'une nature toute privée apportées par nos bâtiments de guerre, je regrette extrêmement que votre démarche soit pour le moment demeurée sans résultat. Le soulagement qu'une semblable mesure eût procuré à notre commerce aurait certainement diminué beaucoup la vivacité des plaintes dont vous jugerez par la copie ci-jointe d'une lettre émanée de la chambre syndicale de commerce et d'exportation.

Signé THOUVENEL.

**Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, en date
du 6 mars 1862.**

Monsieur, les nouvelles des États-Unis nous apprennent que les forces fédérales viennent de remporter un grand succès dans le Tennessee. Bien que nous ne puissions en apprécier encore la véritable importance, il ressort pour nous des dernières affaires dans lesquelles les troupes fédérales ont été engagées, que la situation générale s'est modifiée à leur profit, qu'elles ont gagné du terrain et reconquis un ascendant que l'issue des premiers conflits avait paru compromettre. On ne saurait en conclure, sans doute, que la résistance du Sud doive

par cela seul immédiatement cesser et qu'elle ne puisse contre-balancer encore l'énergie des moyens employés par le cabinet de Washington pour en triompher. Mais, aujourd'hui, en présence surtout des récents succès obtenus dans le Kentucky et dans le Tennessee, les avantages remportés par le Gouvernement fédéral sont assez marqués pour que son amour-propre se trouve complètement dégagé dans la question qui s'agit entre les deux parties de l'Union. La lutte ne semble plus se poursuivre dans les mêmes conditions, et à quelque parti que s'arrête désormais le cabinet de Washington, les dangers et les nécessités de sa position ne paraîtront plus peser du même poids sur sa conduite et lui enlever la liberté des résolutions qu'il adoptera. Le moment n'est-il pas venu pour lui, dès lors, d'examiner avec le calme et la modération qui conviennent à sa situation présente, si la voie exclusive de la coercition est bien la meilleure pour remédier au mal déjà fait et à celui qu'il n'est que trop facile de prévoir, au cas où la lutte continuerait ? On comprend que l'administration de M. le président Lincoln ait jusqu'à présent cru devoir réagir vigoureusement contre une situation qui semblait défier ses efforts. Actuellement, elle a prouvé qu'elle était en état de les proportionner aux embarras qu'elle rencontrerait ; elle n'a donc plus à craindre, si elle écoute des inspirations différentes, qu'on se méprenne sur les mobiles qui la feront agir. Dès cet instant tous ceux qui font des vœux sincères pour qu'un conflit déplorable atteigne promptement son terme, n'ont plus à redouter que des conseils de modération puissent éveiller les susceptibilités du cabinet américain. Or, prendre l'initiative à ce sujet, ménager une transaction dont tout indique la nécessité à un moment donné, c'est ce que le cabinet de Washington est seul en position de faire. En agissant ainsi, il conjurera, nous en avons la ferme conviction, des maux de toute espèce qu'il est encore possible de prévenir ; au dehors, il évitera des complications que, pour notre part, nous n'avons rien négligé pour écarter, mais qui sortiraient fatallement de la crise actuelle, si sa prolongation rendait plus lourds qu'ils ne le sont devenus les sacrifices dont le commerce et l'industrie ont à souffrir en Europe. Je désire donc, Monsieur, que vous reveniez sur ce sujet avec M. Seward, en vous autorisant des circonstances qui ont avantageusement modifié la position du Gouvernement fédéral.

Signé THOUVENEL.

**Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, en date
du 31 mars 1862.**

Monsieur le Ministre, après avoir pris connaissance des instructions que Votre Excellence a bien voulu me faire parvenir, en vue du changement qui vient de s'opérer dans la situation du gouvernement fédéral depuis les derniers avantages remportés par ses armes, je me suis demandé comment je pourrais les exécuter pour en obtenir le meilleur résultat. Toute réflexion faite, il m'a paru que je devrais me borner à appeler sérieusement l'attention du cabinet de Washington sur la gravité de nos embarras et sur les devoirs qu'ils nous imposaient.

C'est avec ces considérations présentes à l'esprit que je me suis rendu chez le Secrétaire d'État. Son premier mot fut de me demander si j'avais reçu des nouvelles de France. Je lui dis que Votre Excellence m'avait adressé une communication importante, mais que le moment ne me semblait pas encore venu de l'en entretenir. Il me laissa alors entendre que je pouvais le faire, et je lui communiquai la dépêche de Votre Excellence. Dès qu'il l'eut parcourue, il prit sur son bureau deux papiers qu'il me présenta en me disant : « Tenez, voici ma réponse. »

Le premier de ces papiers était une lettre que M. Dayton lui écrivait pour lui rendre compte d'une conversation qu'il avait eue avec l'Empereur, et dans laquelle Sa Majesté, tout en parlant des États-Unis avec sa bienveillance habituelle, avait insisté sur l'aggravation que la prolongation de la guerre apporterait aux maux dont notre industrie et nos classes ouvrières avaient déjà tant souffert.

L'autre était la réponse qu'il faisait à cette lettre. J'ai été étonné que M. Seward revint sur cette idée que le seul espoir qui pût encore soutenir les rebelles étant l'intervention de l'Europe, le meilleur moyen de les désarmer serait de le leur enlever en cessant de leur reconnaître les droits de belligérants. Je lui ai répété ce que je lui avais dit à ce sujet dans une autre occasion, qu'il me paraissait douteux que ce parti dût produire l'effet qu'il en attendait, et que, d'ailleurs, je ne voyais pas que nous fussions libres de l'adopter.

En terminant cette conversation, il fut de nouveau convenu qu'elle serait reprise aussitôt que le sort de la Nouvelle-Orléans serait connu.

Le cabinet de Washington est aujourd'hui instruit de nos préoccupations et préparé aux résolutions qu'elles pourraient nous suggérer. Pour le moment, je crois que c'est tout ce que nous avions à faire. Je le répéterai encore, je crois à ses bonnes dispositions à l'égard des neutres et, en particulier, de la France; mais je suis obligé de conve-

nir que les circonstances mettent à son initiative des entraves que de nouveaux événements pourront seuls faire disparaître.

Je causais, ces jours-ci, avec quelques personnages politiques influents, et je leur demandais s'il n'était pas vrai que les proportions qu'a prises si rapidement le mouvement sécessioniste ne pouvaient s'expliquer que par des causes profondes de division entre le Nord et le Sud ; s'il n'était pas vrai également que ces causes n'ont pu qu'avoir été très-envenimées par la guerre civile. Le Nord, après la victoire, se trouverait donc dans la nécessité ou de se rattacher le Sud par la force, ou d'admettre en principe la séparation. « Nous ne prétendons pas nous rattacher le Sud malgré lui, me fut-il répondu, mais nous espérons qu'après l'avoir soustrait à l'influence de ses chefs actuels et lui avoir infligé une sévère leçon, il reviendra de lui-même à la raison. Nous sommes résolus à tenter cette épreuve jusqu'au bout, et si, après cela, la majorité de la population persiste à vouloir se séparer, nous la laisserons faire. »

Si je ne me trompe pas, c'est bien là l'expression de l'opinion dominante aujourd'hui dans le Nord. La masse du public commence à se lasser de la guerre, quoiqu'elle se doute à peine du fardeau qu'elle doit finir par faire peser sur elle ; mais son instinct de conservation la rattache encore fortement à l'Union, et elle espère y revenir par un mélange de victoires et de concessions.

Le Sud se laissera-t-il donc ramener par les avances que l'on viendrait à lui faire ? Il est bien permis d'en douter ; mais les dispositions conciliantes qui tendent à prendre le dessus me paraissent un bon signe parce qu'elles témoignent un besoin réel d'arriver à une conclusion.

Signé MERCIER.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, en date du 3 avril 1862.

Monsieur, les dépêches de notre consul à la Nouvelle-Orléans m'ont fait connaître les craintes qu'inspire la double attaque à laquelle on s'attendait de la part des navires réunis aux bouches du Mississippi et de celle des chaloupes canonnières rassemblées à Cairo dans le haut du fleuve. Je donne une complète approbation à toutes les mesures que notre consul avait déjà songé à adopter, à l'effet de protéger, autant qu'il dépendait de lui, les personnes et les biens de nos nationaux. Je ne doute pas que, de votre côté, et considérant vous-même une attaque de la Nouvelle-Orléans comme très-probable vers la fin du mois de mars ou dans les premiers jours du présent mois, vous ne vous soyez préoccupé des moyens de seconder en cette circonstance le zèle de M. Mejan. L'éventualité indiquée par votre correspondance

comme par la sienne avait dû entrer aussi, certainement, dans les prévisions de M. le commandant en chef de nos forces navales aux États-Unis. Je dois donc croire également qu'il aura avisé, en temps opportun, à combiner les mouvements de sa division de la manière la plus propre à concourir efficacement à la sécurité de nos nationaux. J'espère enfin que le Gouvernement fédéral, et vous ne manqueriez pas, s'il était nécessaire, de faire auprès de lui les démarches propres à l'y décider, n'entravera pas les mesures que vous auriez concertées avec M. l'amiral Reynaud pour diminuer les périls que courraient nos résidents de la Nouvelle-Orléans ou les préjudices auxquels ils seraient exposés. Il y a, au reste, une telle urgence à cet égard que vos déterminations et vos démarches en ce sens auront très-probablement devancé mes instructions.

Alors même que les événements n'auraient pas marché aussi rapidement que le donnent à supposer vos dernières informations, l'état actuel des choses n'en doit pas moins continuer à éveiller toute notre sollicitude. Vous verrez, par les copies ci-jointes de pétitions adressées au Gouvernement de l'Empereur, avec quelle insistance notre commerce demande qu'on remédie aux graves inconvenients qu'entraîne pour lui l'interruption de toutes relations postales avec les États du Sud, où nos nationaux ont tant d'intérêts de fortune et de famille. Ce n'est pas la première fois que j'ai à vous signaler les réclamations adressées à ce sujet au Gouvernement de l'Empereur et l'opportunité d'une combinaison qui permettrait au moins la réception et l'envoi des correspondances purement commerciales. M. le Secrétaire d'État de l'Union avait paru un moment en saisir lui-même l'importance : les choses sont cependant toujours restées ce qu'elles étaient. Je voudrais donc que vous l'entretinssiez de nouveau des moyens qui nous sont suggérés pour rétablir temporairement les communications commerciales dont la suspension est une cause de ruine pour tant d'intérêts respectables. Les pétitionnaires comprennent parfaitement que le transport des correspondances dont il s'agit ne pourrait pas, d'ailleurs, s'effectuer dans les conditions ordinaires, et ils sont tout prêts à se soumettre aux précautions qui rassureraient le Gouvernement fédéral contre l'abus qu'on pourrait faire de la licence accordée. Il n'est pas besoin que j'entre dans de nouveaux développements pour que vous vous rendiez compte du prix que nous attacherions à voir adopter quelques expédients répondant aux vœux des pétitionnaires. Je me contenterai d'ajouter à ce que je vous ai déjà écrit à ce propos, que d'après des renseignements particuliers dignes de foi, la reprise de communications régulières avec la Nouvelle-Orléans pourrait verser, chaque semaine, sur la place de Paris, de 5 à 600,000 francs en remises, que les marchands de la Nouvelle-Orléans et des points en-

vironnents cherchent à effectuer malgré le mauvais état des affaires. L'absence de toute spéculation, le peu de confiance dans les placements, la crainte de voir les billets des États séparés dépréciés, sont, me dit-on, autant de raisons qui pousseraient tous les débiteurs à s'acquitter de leurs dettes: malheureusement l'idée que les traites ou les lettres d'avis de traites ne parviendront pas, empêche le débiteur de se dessaisir de son argent, et c'est le créancier français qui en souffre. Je sais que nos maisons de commerce de la Nouvelle-Orléans vous ont adressé, il y a quelques mois, une demande collective pour que les lettres à elles ou par elles écrites et retenues à Washington depuis le mois de juin dernier, fussent expédiées à leurs destinations respectives. Ne serait-il pas possible en effet que l'office de Washington fît suivre, d'abord en Europe, comme par le passé, les lettres qui lui seraient en effet parvenues du Sud, et confiât, d'autre part, à nos navires de guerre, par exemple, admis à entrer dans les ports du Sud, les correspondances commerciales à cette destination? Je ne saurais rien préciser à cet égard, mais je tiens à recommander à votre examen toutes les suggestions de cette nature.

Signé THOUVENEL.

Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, en date du 13 avril 1862.

Monsieur le Ministre, dans le dernier entretien que j'avais eu avec lui, M. Seward, sous l'impression des nouvelles satisfaisantes qu'il avait reçues de l'Ouest, me développait tous les motifs qu'il croyait avoir de compter sur le prochain rétablissement de l'Union. Tout en causant, il m'échappa, comme par hasard, de lui dire que je regrettais beaucoup de ne pas pouvoir aller m'assurer par moi-même de l'état des choses à Richmond. M. Seward me répliqua aussitôt que je pouvais très-bien m'y rendre, que je n'avais qu'à faire venir un de nos bâtiments pour me transporter à Norfolk et qu'il était tout disposé à me donner une passe pour cette visite.

N'ayant pas eu l'intention de provoquer cette réponse et ne l'ayant pas prévue, je lui dis que j'allais y réfléchir et que je lui rapporterais bientôt ma réponse. Tout bien considéré, il me parut que, du moment où j'entreprendais ce voyage avec l'acquiescement si explicite du secrétaire d'État, presque, semblait-il même, suivant son désir, il me serait facile d'empêcher, avec un peu de prudence, qu'il en résultât aucune espèce d'inconvénient; et que, d'un autre côté, outre l'avantage de me fournir l'occasion de recueillir des renseignements précieux, il pourrait avoir celui de préparer la voie au recours à des bons offices, comme moyen de faciliter l'arrangement pacifique dont

nous éprouvons si vivement le besoin. Je me décidai donc à l'accomplir, mais je jugeai indispensable de ne pas laisser mon collègue d'Angleterre dans l'ignorance de mon départ, et je m'empressai de le lui annoncer, en lui déclarant qu'en instruisant M. Seward de ma résolution, j'aurais soin de lui dire que je ne l'avais définitivement prise qu'après m'en être entendu avec mon collègue.

Je me rendis donc chez M. Seward, et je lui dis que l'Empereur étant toujours disposé à prêter ses bons offices au Gouvernement fédéral, je croyais être fidèle à son sentiment en me décidant, le secrétaire d'État n'y voyant pas d'inconvénient, à partir pour Richmond. Il était naturel, d'ailleurs, que j'eusse le désir, dans les circonstances actuelles, de me mettre en communication avec nos consuls pour juger par moi-même de la situation, en usant du droit reconnu aux ministres étrangers résidant aux États-Unis de visiter tous les points du territoire de l'Union.

Quant au langage que j'aurais à tenir, il était facile de le deviner. La guerre portant un dommage considérable à nos intérêts, je venais pour m'assurer des chances qu'il pouvait y avoir d'en atteindre bientôt le terme ; si, à ce sujet, on me faisait des ouvertures relatives à la reconnaissance de la Confédération du Sud, je répondrais que l'on devait comprendre que, dans ma position, je ne pouvais parler que du rétablissement de l'Union ; que nos intérêts généraux nous avaient toujours fait envisager la séparation avec regret, et que nos intérêts du moment devaient nous faire souhaiter, avant tout, la fin de la guerre qui interrompait notre commerce ; que, dans la disposition où semblait être la population du Nord, la reconnaissance ne déciderait pas le Gouvernement fédéral à lever le blocus ; que, pour nous, la paix était donc le seul vœu que nous eussions à former, et que nous devions être conséquemment disposés à faire tout ce qui dépendrait de nous pour qu'elle se fasse le plus tôt possible, à la convenance des deux parties. Il fut entendu, d'ailleurs, que je ne rapporterais à M. Seward que ce que l'on m'autorisera à lui répéter.

M. Seward m'a dit que je pourrais ajouter, lorsque j'en trouverais l'occasion opportune, que, dans sa conviction, le Nord n'était animé d'aucun sentiment de vengeance, et que, pour lui, il se retrouverait avec plaisir au Sénat en présence de tous ceux que le Sud voudrait y envoyer.

Après cet entretien, j'écrivis un mot par le télégraphe au commandant du *Gassendi*, qui se trouve au fort Monroë, pour le prier de venir me prendre le plus tôt possible avec son bâiment, soit à Alexandrie, soit à Annapolis, et je priai M. Seward de vouloir bien se charger de faire expédier cette dépêche.

J'ose espérer, Monsieur le Ministre, que Votre Excellence n'aura pas à regretter le parti que j'ai pris.

Signé : MERCIER.

**Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, en date
du 26 avril 1862.**

Monsieur le Ministre, j'ai eu l'honneur d'annoncer à Votre Excellence, par ma dépêche en date du 13 avril, mon départ pour Richmond : je viens aujourd'hui lui rendre compte des résultats de cette excursion.

Je suis parti de Washington à bord du *Gassendi* et je me suis rendu directement à la forteresse Monroe, où je ne me suis arrêté que le temps nécessaire pour rendre visite au général Wool et au commodore Goldsborough, qui commandent sur ce point les forces fédérales de terre et de mer. De la forteresse Monroe, le *Gassendi* m'a transporté à Norfolk, où il est arrivé à la nuit tombante, de manière à prévenir toute espèce de démonstration embarrassante. Le même soir, je vis le général Huger, commandant cette division militaire, et, sur ma demande, il eut l'obligeance de faire parvenir à Richmond la dépêche télégraphique suivante : « M. Mercier, ministre de France, est ici ; il désire visiter Richmond *in a private capacity*, si cela vous est agréable. »

La réponse ayant été favorable, je me rendis à Richmond.

Ma première visite y fut pour M. Benjamin, secrétaire d'État, que j'avais connu lorsqu'il représentait la Louisiane au sénat des États-Unis. Je lui dis que le but de mon voyage n'était autre que de m'assurer par moi-même du véritable état des choses, et que je venais le prier de m'aider à l'atteindre. Il me répondit qu'il le ferait avec le plus grand plaisir, et qu'il serait charmé que je pusse pénétrer la vérité, qui, d'après tout ce qui lui revenait du Nord, lui paraissait y être peu connue.

Je résume, Monsieur le Ministre, ce que j'ai recueilli de la bouche de M. Benjamin et dans les diverses conversations que j'ai eues ici : « Nous avons, m'a-t-on dit, trop compté sur l'Europe et sur la puissance des intérêts commerciaux ; mais, quoi qu'il en soit, vous allez vous convaincre que nous sommes déterminés à conquérir notre indépendance, coûte que coûte. A cet égard, le sentiment des populations est unanime. Elles ont déjà beaucoup souffert, mais elles souffriront bien plus encore, s'il le faut, pour arriver à leur but : nous ne nous dissimulons pas que les fédéraux ont pour eux des ressources infiniment supérieures et la possession de la mer ; qu'ils pourront, à la

longue, finir par se rendre maîtres de tous nos ports; mais en prenant nos villes, ils n'y trouveront que des femmes, des vieillards et des enfants; toute la population capable de porter les armes se retirera dans l'intérieur des terres, hors de la portée des canonnières, et devant une pareille résistance il faudra bien que le Nord se décide à céder. Nous nous rappelons que, dans la guerre de l'indépendance, les Anglais ont, un moment, possédé presque toutes les villes du littoral, et cependant ils ont succombé. Il en sera de même cette fois. Maintenant, la situation est exactement ce qu'elle était alors. Comme les Anglais, le Nord combat aujourd'hui pour conserver sa puissance et sa richesse, et nous, nous combattons comme les Américains pour conquérir notre indépendance. Nos populations sont aujourd'hui animées de sentiments sur la nature desquels on ne peut se tromper. Voyez les femmes; elles sont les premières à pousser leurs maris, leurs fils, leurs frères, à prendre les armes. Par leurs habitudes, nos populations sont mieux préparées à la vie militaire que celles du Nord, et, à nombre égal, nos troupes ont eu toujours l'avantage. Nos dispositions sont prises pour tenir Richmond aussi longtemps que possible, et si nous devons finir par abandonner la Virginie, ce sera certainement pour nous un grave échec, mais nous n'en serons point abattus. En outre, nous pouvons à la rigueur nous défendre, mais le Nord ne peut pas nous attaquer sans argent. Nous n'hésiterons pas, d'un autre côté, un seul instant à brûler nos cotons et nos tabacs, plutôt que de les laisser tomber dans les mains de l'ennemi. »

J'ai vu ici tout ce qu'il y a de personnages les plus importants, tous m'ont tenu le même langage et m'ont exprimé les mêmes sentiments. Cependant, parmi ces personnes, plusieurs sont connues pour la modération de leur caractère et pour la résistance qu'elles ont opposée, au début, au mouvement de la sécession. Maintenant les dispositions qui m'ont été si unanimement manifestées sont-elles de nature à résister à toutes les épreuves? C'est ce que je ne saurais préjuger; mais je vois beaucoup de raisons pour ne pas mettre en doute leur parfaite sincérité en ce moment. Comment pourrait-on s'expliquer autrement la soumission complète avec laquelle les populations acceptent toutes les misères auxquelles les circonstances les condamnent, et au milieu de ces misères, des mesures rigoureuses, comme celle que vient de prendre l'administration, qui, pour prévenir de nouveaux désordres causés par l'ivrognerie, vient d'interdire dans la ville de Richmond, comme dans toute l'armée, la fabrication et le débit de toute espèce de boisson fermentée?

Je terminerai, Monsieur le Ministre, en disant à Votre Excellence combien j'ai eu à me louer des procédés à notre égard dont ce voyage

a été, de part et d'autre, l'occasion. Au Sud, j'ai rencontré, en même temps que beaucoup de prévenances et d'hospitalité, une parfaite discréction, un véritable soin à tenir compte de ce que ma position avait de délicat. Ainsi, n'ayant pas cru devoir demander à voir le Président Davis, il ne m'a été fait, à ce sujet, aucune insinuation, non plus que le moindre effort pour donner à ma présence une autre signification que celle qu'elle avait réellement.

Aussitôt que le *Gassendi* a été de retour à Washington, j'ai reçu l'avis de la part du secrétaire de la marine que toutes les ressources du *Navy-Yard* étaient mises à sa disposition, et il a été même invité, avec insistance, à renouveler son approvisionnement de charbon dans les magasins du Gouvernement. Le lendemain, le Président Lincoln a honoré son bord de sa visite et M. Seward a donné une soirée en l'honneur de ses officiers.

Signé MERCIER.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, en date du 15 mai 1862.

Monsieur, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt le compte rendu de votre visite à Richmond. Les impressions que vous avez rapportées de ce voyage ne sauraient que nous confirmer dans l'opinion à laquelle nous conduisait déjà un examen impartial de la situation. Il est évident que, en l'état des choses, des événements prochains peuvent avoir une influence décisive sur l'issue de la lutte, mais sans qu'il soit permis de prévoir le sens dans lequel cette influence s'exercera. Ce n'est donc pas en présence d'une incertitude semblable qu'il y aurait opportunité à se départir de l'attitude de stricte neutralité dont les circonstances nous ont fait une loi jusqu'ici. Il convient plus que jamais d'attendre, pour modifier, s'il y a lieu, notre ligne de conduite, que l'on puisse juger si le conflit touche réellement à sa fin, ainsi que l'affirme le cabinet de Washington, ou si, au contraire, comme on le dit à Richmond, l'événement doit prouver que le Sud est déterminé à maintenir la séparation au prix des derniers sacrifices.

Signé THOUVENEL.

Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, en date du 6 mai 1862.

Monsieur le Ministre, dès que la prise de la Nouvelle-Orléans a paru se confirmer, je me suis rendu chez M. Seward pour lui rappeler la promesse qu'il m'avait faite, que le blocus des bouches du Mississippi

serait levé aussitôt que cet événement serait accompli. Il m'a dit qu'il venait, à l'instant même, de faire avertir M. Adams à Londres que le cabinet allait s'occuper sans retard de cette question, et il a ajouté que, dès à présent, les communications postales pouvaient être considérées comme rétablies.

Dans la conversation que j'ai eue avec M. Seward, j'ai cru comprendre qu'il se proposait de mettre à la levée du blocus la condition que les Puissances maritimes cesseraienr de reconnaître aux confédérés les droits de belligérants.

Quant aux résultats que nous pourrions attendre, dans un terme prochain, de la simple levée du blocus, nous nous trouvons placés entre deux affirmations contraires. Le cabinet de Washington, se fondant sur des considérations que Votre Excellence aura pu apprécier, assure que le coton sera livré à notre commerce, tandis que dans le Sud on le nie de la façon la plus catégorique.

Ce qui est positif, c'est que le coton a été brûlé à la Nouvelle-Orléans et sur les différents points tombés au pouvoir des fédéraux.

Votre Excellence me prescrivait d'appeler l'attention du secrétaire d'État sur les inconvénients qui résultaient pour notre commerce des procédés des bâtiments de guerre américains dans le golfe du Mexique. M. Seward m'a donné l'assurance que des ordres avaient été expédiés au commandant des forces américaines dans ces parages, et que le retour de pareils abus n'était plus à craindre.

Signé MERCIER.

P. S. Je vous transmets deux circulaires (1-2) que M. Seward vient

1. *Note de M. William H. Seward, en date du 5 mai 1862.*

Monsieur, j'ai l'honneur de vous faire savoir, pour l'information de votre Gouvernement, que le Président a désigné un collecteur pour la Nouvelle-Orléans et que l'on avise aux moyens de modifier le blocus de façon à permettre d'effectuer des expéditions restreintes de ou à destination de ce port, aussi bien que de ou à destination de un ou de plusieurs des autres ports actuellement fermés par le blocus, à des époques et sous des conditions qu'une proclamation fera connaître.

Signé : William H. SEWARD.

2. *Note de M. William H. Seward, en date du 2 mai 1862.*

Monsieur, j'ai l'honneur de vous annoncer, pour votre information, que les malles peuvent dès à présent entrer à la Nouvelle-Orléans ou en sortir, aussi bien que dans les autres villes qui étaient jusqu'ici au pouvoir des forces insurrectionnelles et qui ont été recouvrées et occupées de nouveau par les forces de terre et de mer des États-Unis.

Il est à propos d'ajouter qu'une surveillance sera exercée sur ces malles, par l'autorité militaire, dans la mesure que le Gouvernement jugera nécessaire pour la sûreté publique.

Signé : William H. SEWARD.

d'adresser au corps diplomatique, concernant les communications commerciales et postales avec la Nouvelle-Orléans.

Signé MERCIER.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, en date du 21 mai 1862.

Monsieur, M. Dayton m'a communiqué les dernières instructions qui lui ont été adressées de Washington. Elles ont pour objet d'établir l'impossibilité où serait le Sud de prolonger longtemps encore la lutte actuelle et concluent à l'opportunité de ne plus lui reconnaître, dès lors, la qualité de belligérant. M. le Ministre des États-Unis n'ayant pas donné à cette communication un caractère officiel, j'ai pu m'expliquer librement avec lui et sans la réserve que m'eût commandée un entretien dans lequel il aurait eu à prendre acte de mes paroles. J'ai donc dit à M. Dayton que les nouveaux progrès des troupes fédérales confirmaient l'opinion que leurs nouveaux succès nous avaient déjà inspirée, à savoir que le Gouvernement fédéral avait pour lui des ressources militaires et matérielles ainsi qu'un crédit auquel les États du Sud n'avaient rien d'égal à opposer, et qu'il ne considérer que les sacrifices de toute espèce que le Nord avait déjà pu si facilement s'imposer depuis le commencement du conflit, on devait certainement penser que, pour en amener la fin, il était en mesure de faire encore de plus vigoureux efforts. Mais j'ai ajouté que si la question d'occupation des États sécessionnistes semblait, à un moment donné, devoir se résoudre dans le sens des vœux et des espérances du cabinet de Washington, la question du rétablissement du pouvoir central dans les territoires rendus à l'Union par les succès des armes fédérales ne paraissait pas d'une solution si facile. Si les différentes parties de l'Union se trouvaient plus immédiatement et plus étroitement placées sous l'action d'une autorité administrative commune à tout la République, il suffirait sans doute du triomphe militaire du Gouvernement fédéral pour que cette autorité reprît son empire sur tous les points où elle aurait momentanément été méconnue, et c'est ainsi que les choses se passent dans nos pays d'Europe, où le pouvoir le plus fortement centralisé n'épargne pas cependant aux Gouvernements les difficultés résultant d'une domination contestée. Il est impossible, au contraire, de ne pas entrevoir que le jour où, aux États-Unis, la guerre aura cessé par la conquête de tous les États qui prétendaient à former une union distincte, le régime qui suivra cette conquête ne pourra plus être celui qui existait avant le conflit, celui sous lequel le reste de l'Union aura continué de vivre. Il faut s'attendre à voir surgir alors pour le Gouvernement fédéral

des embarras complexes dont rien n'indique encore de quelle manière on pourra sortir. C'est dire par conséquent que le trouble si profondément apporté par les événements de la dernière année dans la situation intérieure des États-Unis, et dont le contre-coup s'est fait si vivement sentir au dehors, ne cessera pas subitement et complètement par une soumission à laquelle la force seule aura contraint les États du Sud, et que cette soumission laissera encore malheureusement après elle, il y a lieu de le croire, plus d'une question à débattre. J'ai fait d'ailleurs observer à M. Dayton que nous ne pouvions réellement attribuer au retrait de la reconnaissance du caractère de belligérant au Sud l'effet qu'en attendait le cabinet de Washington. Ce n'est pas, quoi qu'il en pense, la détermination prise à cet égard par la France et par la Grande-Bretagne qui a pu décider le Sud à se maintenir aussi opiniâtrement en lutte avec le Gouvernement fédéral. S'il est vrai que les États sécédés aient, au début, manifesté l'espoir d'amener les gouvernements de l'Europe à prendre bientôt parti pour eux, l'attitude de ces derniers ne leur a donné aucune raison de continuer à le croire, et il est demeuré bien évident pour tout le monde que les déclarations de neutralité faites par la France et par l'Angleterre l'ont été uniquement en vue des dangers qu'un conflit maritime entre les deux parties de l'Union pouvait entraîner pour le commerce des tiers. Il n'y a plus en ce moment, en dehors des eaux des Etats-Unis, de navires du Sud dont les mouvements ou les attaques aient lieu de préoccuper le cabinet de Washington ; il n'y a donc plus aucun intérêt véritable pour lui à demander que les Gouvernements étrangers déclarent ne plus vouloir reconnaître au Sud les droits d'un belligérant. Ce ne serait pas cette concession, sans importance pratique aujourd'hui, faite au Gouvernement fédéral qui découragerait les résistances des États du Sud. Si le retrait de notre déclaration de neutralité n'a donc bien évidemment pas pour le cabinet de Washington l'importance qu'il est porté à y attacher, il aurait pour le Gouvernement de l'Empereur cet effet fâcheux de sembler une mesure peu généreuse, étant prise au moment où l'un des belligérants se trouverait sur le point de succomber. Un sentiment de délicatesse, qui n'a pas besoin d'être justifié, devrait nous arrêter en cette circonstance, si, d'ailleurs, nous pouvions revenir, sans nous être au préalable mis d'accord avec le cabinet de Londres, sur une détermination consultée et prise en commun. J'ai terminé la conversation avec M. Dayton en lui disant que, dans tous les cas, le Gouvernement fédéral servirait certainement ses intérêts comme ceux de tout le monde, s'il s'efforçait et s'il trouvait les moyens de procurer du coton au commerce étranger. A s'en tenir à ses propres raisonnements, il enlèverait ainsi au Sud un des arguments à l'aide desquels il suppose

que celui-ci pourrait faire impression sur les Gouvernements européens.

Signé : THOUVENEL.

Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, en date du 12 mai 1862.

Monsieur le Ministre, les ports repris par les fédéraux vont être rouverts au commerce, et l'on n'attend que le retour du président, qui est allé visiter la flotte et l'armée de Virginie, pour publier cette mesure. Aura-t-elle pour effet, comme le cabinet de Washington s'en montre persuadé, de procurer du coton aux marchés européens ? Votre Excellence sait toutes les inquiétudes dont je ne puis me défendre à cet égard, et ce qui se serait passé dernièrement à la Nouvelle-Orléans et sur les rives du Mississippi, où des masses de coton auraient été brûlées, ne serait pas de nature à les dissiper. On comprend que les planteurs se soient laissé effrayer par tous les projets de confiscation et d'émancipation qui ont été soumis au congrès et qui sont encore en discussion, et que, tant qu'ils pourront croire que leur coton doit être vendu au profit de leurs adversaires, ils aiment mieux le détruire. On paraît décidé à Washington à ne pas mettre ces projets à exécution ; mais il faudrait avant tout que les planteurs pussent en être convaincus, et il est à craindre que cela ne soit impossible, assez à temps, du moins, pour prévenir des pertes irréparables. Voici, d'ailleurs, un fait qui me paraît peu rassurant : en essayant de me renseigner sur tous les détails qui concernent cette question, j'ai appris que les établissements qui fabriquent à Saint-Louis les toiles spéciales destinées à l'emballage du coton, non-seulement restaient fermés, mais que l'on ne songeait même pas encore à faire les approvisionnements de chanvre qui seraient nécessaires, malgré le très-bas prix où est tombée cette denrée.

Le cabinet de Washington est assurément désireux de dégager sa responsabilité vis-à-vis du commerce européen ; mais je suppose que les fédéraux, comme cela devient si probable, soient bientôt maîtres de toutes les principales positions militaires, politiques et commerciales des confédérés, qu'arrivera-t-il cependant si ceux-ci ne montrent aucune disposition à un accommodement et sont, au contraire, aussi déterminés qu'on me le disait à Richmond à prolonger la lutte en ayant recours aux moyens les plus désespérés ?

Signé : MERCIER.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, en date du 12 juin 1862.

Monsieur, le dénouement qui, dans les prévisions du cabinet de Washington, ne pouvait tarder à modifier complètement la situation, semble toujours aussi éloigné. Les affaires récentes, dans lesquelles l'avantage est resté au Sud, ne changent évidemment pas, en somme, la position critique que lui a faite l'ensemble des dernières opérations poursuivies par les troupes fédérales. Il est impossible, cependant, de méconnaître que le découragement ne succède nulle part à la défaite, dans les États séparés, et que la réapparition du sentiment unioniste ne donne non plus, sur aucun des points dont il a repris possession, raison aux espérances que manifestait à cet égard le gouvernement fédéral. Le délai que lui-même avait presque assigné aux résistances du Sud s'est en réalité écoulé sans qu'elles aient sensiblement faibli ; il faut donc, suivant toute probabilité, s'attendre à ce que la saison dans laquelle nous entrons, plus favorable à la défense qu'à l'attaque, recule encore le terme de la lutte. En présence de la prolongation indéfinie de cette grande crise et des maux qu'elle entraîne, vous comprendrez les préoccupations croissantes de l'opinion publique.

Nous ne voulons pas prendre une autre attitude que celle que nous avons gardée jusqu'ici ; mais, en renouvelant l'assurance autour de vous, vous pouvez dire aussi que nous souhaitons ardemment que les esprits s'ouvrent, aux États-Unis, à des idées de conciliation, dont, à notre avis, l'opportunité se fait sentir de plus en plus. Si persuadés que nous soyons qu'en entrant dans cette voie on épargnerait à temps aux États-Unis de nouveaux et cruels sacrifices, en écartant du même coup les complications extérieures qu'un excès de souffrances finirait par engendrer inévitablement, nous ne sortirions pas d'ailleurs de la réserve que nous avons observée, en prenant l'initiative d'un conseil direct. Seulement vous êtes autorisé à déclarer que si, les sentiments que j'indique venant à se révéler et à gagner du terrain, on jugeait que nos bons offices pussent être utilement interposés, nous les prêtrions avec le plus sincère empressement et avec la conscience de servir tous les intérêts.

Signé : TOUVENEL.

Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, en date du 3 juin 1862.

Monsieur le Ministre, Votre Excellence a dû recevoir directement la correspondance de M. le Cte Méjan, lui rendant compte des faits qui

viennt de se passer à la Nouvelle-Orléans et de la situation inquiétante où se trouve réduite cette malheureuse ville.

Les communications précédentes de M. Méjan, destinées au département et à la légation, m'ayant été transmises par la voie de Richmond, qui, pour le moment, se trouve interceptée, ne me sont pas parvenues. Comme elles pourraient contenir quelques pièces intéressantes, telles que les proclamations du général Butler, le procès-verbal de la saisie de papiers et de valeurs importantes opérée dans les bureaux du consulat des Pays-Bas, la protestation du corps consulaire contre cet acte, je joins aussi ces pièces à cette dépêche.

Que le général Butler, pour faire respecter son autorité par une population animée des sentiments les plus hostiles, ait cru devoir pousser la sévérité jusqu'à la rigueur, cela peut se concevoir ; mais rien ne saurait excuser ses violentes spoliations envers les consulats étrangers. De tels procédés ne pouvaient avoir d'autre effet que d'exaspérer les esprits jusqu'au désespoir et d'enraciner plus profondément dans les cœurs les sentiments qui ont brisé l'Union et s'opposent en ce moment à son rétablissement.

Grâce à la fermeté de notre consul, le général Butler n'avait pas poussé assez loin ses projets à l'égard du consulat de France, pour qu'ils pussent donner lieu à une réclamation formelle de ma part auprès du cabinet de Washington. Cependant j'ai dû en entretenir confidentiellement M. Seward et invoquer son intervention pour prévenir le retour de tentatives qui non-seulement seraient de nature à compromettre de la manière la plus grave les rapports internationaux, mais qui, en présence d'une nombreuse population étrangère déjà excitée par la fermentation qui régnait autour d'elle, pourraient provoquer de terribles conflits.

M. le Secrétaire d'État a accueilli dans un excellent esprit les observations que j'ai cru devoir lui adresser à ce sujet. En terminant notre conversation, il ajouta qu'il la résumerait dans un memorandum que je pourrais adresser à Votre Excellence. Plus tard, dans la journée, il me remit, en effet, le memorandum ci-joint¹, que j'ai communiqué à tous mes collègues.

Signé MERCIER.

1.

MEMORANDUM.

Secrétariat d'État, Washington, 31 mai 1862.

M. Mercier a entretenu officieusement M. Seward d'une certaine irritation causée parmi les consuls de la Nouvelle-Orléans par des irrégularités et des rigueurs qu'ils auraient éprouvées de la part du major général Butler, lorsqu'il a pris militairement possession de cette ville. M. Mercier a dit n'être pas venu pour porter actuellement

Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, en date du 19 juin 1862.

Monsieur, j'ai vu avec plaisir l'accueil fait par M. Seward à vos démarches concernant l'attitude prise, à la Nouvelle-Orléans, par le général Butler. Le memorandum que vous a remis M. le secrétaire d'État de l'Union, et que M. Dayton a été aussi chargé de me communiquer, ne nous laisse pas de doute sur la nature des instructions qu'aura emportées le commissaire spécial envoyé à la Nouvelle-Orléans. Nous espérons que l'attitude et les procédés de M. Reverdy Johnson permettront d'oublier ceux du général Butler, et qu'aucune atteinte aux priviléges de notre agent ou à la sécurité de nos nationaux ne provoquera les conflits fâcheux qui ont été sur le point de surgir. Je veux croire aussi qu'il ne sera donné aucune suite, le cas échéant, aux ordres émanés du général Butler, à l'effet de ne laisser remonter au delà des forts que les bâtiments de guerre ou bâtiments de transport de l'Union. L'assistance que M. le commandant du *Milan* a pu si opportunément prêter à M. Méjan n'a que trop constaté de quelle utilité était, dans les circonstances actuelles, pour la protection de notre consulat et de nos nationaux, la présence d'un de nos navires de guerre devant la ville même de la Nouvelle-Orléans.

Signé THOUVENEL.

plainte au nom du consul de France, des explications déjà données par le général Butler lui épargnant peut-être la nécessité de le faire.

M. Seward a répliqué qu'il avait vu dans les journaux des récits de ce qui s'était passé à la Nouvelle-Orléans, mais qu'il n'avait encore rien reçu d'officiel soit du représentant d'aucun Gouvernement étranger, soit du département de la guerre; il a ajouté qu'il n'hésiterait pas à intervenir immédiatement dans cette affaire.

La veille, après une courte conversation avec lord Lyons, où pour la première fois son attention avait été appelée sur ce sujet, M. Seward avait obtenu du secrétaire de la guerre l'envoi d'ordres au major Butler, lui enjoignant de s'abstenir, à l'égard de tout consul ou sujet d'une puissance étrangère, de tout acte de sévérité et de toute mesure de rigueur dont la stricte application pût être contestée en droit; ces ordres étaient déjà transmis.

Aujourd'hui on a décidé de remettre le gouvernement civil de la Nouvelle-Orléans à un gouverneur militaire provisoire, qui se rendrait le plus rapidement possible à la Nouvelle-Orléans pour y relever le général Butler de l'administration civile.

M. Seward dit qu'il a déjà désigné un délégué du Secrétariat d'État, distingué par son intelligence et son caractère, pour se rendre aussi promptement que possible à la Nouvelle-Orléans, y procéder à une enquête et à l'instruction des faits qui, sous l'administration du général Butler, ont donné lieu à des plaintes de violation des droits, priviléges et immunités consulaires; remédier à toute violation de cette nature qu'il s'assurerait avoir positivement eu lieu, en fournissant réparation entière, et en tout autre cas en référer pleinement au secrétaire d'État pour sa décision.

Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, en date du 9 juin 1862.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire pour m'informer de l'accueil qu'elle avait fait à une démarche de M. Dayton, ayant pour objet d'engager le Gouvernement de l'Empereur à ne plus reconnaître au Sud le caractère de belligérant.

On désirerait obtenir de la France et de l'Angleterre une modification d'attitude qui pût faire perdre au Sud tout espoir de reconnaissance. Il a été adressé à ce sujet, aux Ministres des États-Unis à Paris et à Londres, de nouvelles instructions faisant valoir tous les arguments que la marche des événements a pu fournir plus récemment. Le Secrétaire d'État a eu l'obligeance de me donner lecture de ce document, destiné à être mis sous les yeux de Votre Excellence, et il m'a paru qu'il laissait subsister toutes les objections que soulevaient ses précédentes communications.

Signé MERCIER.

Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, en date du 27 juin 1862.

Monsieur le Ministre, je parlais à Votre Excellence, dans mon dernier rapport, d'un nouvel entretien que je devais avoir avec le Secrétaire d'État sur la question du coton. Dans cet entretien, M. Seward m'a annoncé qu'il allait envoyer à la Nouvelle-Orléans un agent de confiance avec instruction de le tenir au courant de toutes les circonstances qui se rattacheraien à l'exportation du coton et qui pourraient donner lieu à des mesures spéciales de la part du Gouvernement. En même temps, le général Butler sera autorisé à amnistier tous les planteurs qui voudront prendre le serment d'allégeance, de sorte que ceux-ci pourront, au moyen de cette formalité, se délivrer de toute inquiétude au sujet de leurs propriétés.

Cette double décision est certainement une preuve de bon vouloir, mais je crains bien, Monsieur le Ministre, qu'elle ne soit rien de plus. L'agent de M. Seward ne pourra, en effet, que confirmer les renseignements si positifs recueillis par M. Méjan avec autant de soin que d'impartialité, et il faudrait que les dispositions que l'on attribue aux planteurs, et dont ils ont du reste donné assez de preuves, se modifiaissent singulièrement pour qu'ils consentissent à prêter le serment qu'on leur demande. Le seul espoir qui semble raisonnable dans l'état des choses, c'est qu'ils veuillent bien vendre leur coton à des étrangers, avec la certitude que les droits de ceux-ci seront respectés : mais

j'ai le regret de n'avoir pu obtenir du Gouvernement fédéral aucune démarche qui fût de nature à les rassurer complètement à cet égard.

Signé MERCIER.

**Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, en date
du 17 juillet 1862.**

Monsieur, il serait extrêmement regrettable que le Gouvernement fédéral envisageât aujourd'hui autrement qu'il n'avait semblé le faire d'abord les actes du général Butler, et que l'envoi de M. Reverdy Johnson à la Nouvelle-Orléans n'eût pas les conséquences que nous en attendions. Je ne puis supposer que le cabinet de Washington se refuse à reconnaître combien sont justes et naturelles les observations que vous lui avez déjà adressées au sujet de la situation que l'administration du général Butler tendait à faire à nos nationaux comme aux autres résidents étrangers. Il ne s'agit pas, en réalité, de les traiter en privilégiés, mais seulement de tenir équitablement compte de la différence des positions. Nous n'entendons pas certainement examiner si le Gouvernement fédéral a tort ou raison de soumettre les populations qu'il ramène sous son autorité à des impositions de guerre ou à des amendes dans le but de les punir de leur attitude antérieure; ce que nous nous bornons à demander, c'est que ces mesures de représailles n'atteignent pas nos nationaux, qui ne se sont armés que pour le maintien de l'ordre public, et qui sont en réalité demeurés assez étrangers aux événements politiques qui se produisaient autour d'eux pour qu'on leur en ait même témoigné un certain ressentiment. C'est donc à bon droit que vous avez réclamé et que vous devez continuer à le faire, au besoin, contre des mesures semblables à celle, par exemple, qui voulait obliger certains détaillants français, ayant déjà payé à l'État de la Louisiane la patente fixée par la loi du pays, à en acquitter une seconde fois le montant.

J'attends vos informations subséquentes pour mieux apprécier l'influence que les dernières opérations militaires auront pu exercer sur la situation générale, et en particulier sur la question du coton.

Signé THOUVENEL.

**Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, en date
du 1^{er} juillet 1862.**

Monsieur le Ministre, j'ai reçu les dépêches que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, et je me suis empressé de porter à

la connaissance du cabinet de Washington les vues et les sentiments que la prolongation de la crise américaine, dans les conditions où elle se présente, inspirait au Gouvernement de l'Empereur. Arrivant en ce moment, cette communication ne pouvait que lui être agréable et le disposer à la confiance qui, dans l'occasion, pourrait l'engager à recourir à nos bons offices; mais, comme Votre Excellence l'avait certainement prévu, c'est le seul effet immédiat que nous pouvions en attendre.

Signé MERCIER.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier.

Paris, le 23 juillet 1862.

Monsieur, nous suivons avec un intérêt plus pénible chaque jour le développement d'une situation dont la durée dément les espérances exprimées tant de fois à Washington. Il faudrait, en effet, que nous eussions oublié les événements qui, à un moment solennel de l'histoire des États-Unis, ont intimement lié ce pays à la France, et les sympathies traditionnelles qui en ont été la suite, pour n'être pas bien sincèrement affectés d'une lutte dont le seul résultat, jusqu'ici, a été la destruction d'incalculables richesses et une effroyable et toujours croissante effusion de sang. On n'en est plus, aujourd'hui, à prédire les désastres que la guerre civile devait amener aux États-Unis. Le mal qu'elle a déjà fait a dépassé les prévisions, et il serait impossible de dire si la prolongation du conflit ne nous réserve pas le spectacle d'un acharnement plus grand encore, d'une atteinte plus profonde aux forces vitales de ce grand pays, dont la prospérité faisait, il y a si peu de temps, l'étonnement du monde entier. Tant de sang répandu, tant de ruines accumulées depuis plus d'une année, n'ont abouti qu'à multiplier les souffrances des populations américaines et à aggraver les dommages qui devaient être, pour l'Europe, la conséquence de ces événements. Il ne s'agit plus, à cet égard, de conjectures dont on pouvait se refuser à admettre l'exactitude : les faits parlent et ne témoignent que trop éloquemment de l'étendue des intérêts qu'a frappés du même coup, sur les deux continents, la crise américaine. En ce qui nous concerne, toutes nos appréhensions se sont vérifiées, et des sollicitations, que justifient de trop réelles souffrances, ne cessent de réclamer du Gouvernement de l'Empereur un remède à ce triste état de choses. Vous avez vu, cependant, Monsieur, que, fidèles à nos premières déclarations, nous nous sommes défendus de toute impression qui aurait pu nous amener à modifier notre ligne de conduite vis-à-vis des États-Unis. Nous avons persisté à nous main-

tenir dans la plus stricte neutralité, en écartant toutes les considérations qui auraient tendu à nous la faire abandonner.

Cette attitude d'abstention ne doit pas, néanmoins, faire perdre de vue au Gouvernement fédéral le fond de la situation, au moment surtout où vient d'être adoptée une mesure aussi grave que la transformation du rigoureux tarif qui était déjà en vigueur en un tarif plus prohibitif encore et qui équivaut presque à la fermeture du marché des États-Unis. Il est impossible de se dissimuler qu'aucun Gouvernement ne saurait demeurer sourd indéfiniment aux plaintes qui s'élèvent autour de lui, quand elles sont l'écho du sentiment général du pays.

Signé THOUVENEL.

Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel.

Washington, le 15 juillet 1862.

Monsieur le Ministre, en comparant les dispositions actuelles avec celles qui se manifestaient l'année dernière à la même époque à la suite de l'affaire de Bull Run, il me semble qu'il n'y a rien de trop téméraire à supposer que le moment de la paix n'est peut-être plus aussi éloigné. Après Bull Run, la population s'était laissé entraîner par un mouvement aussi unanime qu'énergique, et toutes les ressources du pays étaient livrées avec une confiance sans limite à la discrétion du Gouvernement. Aujourd'hui, on ne parle pas encore d'abandonner la partie, mais les succès militaires qui seraient indispensables pour rétablir cette confiance qui a fait jusqu'ici la force du Gouvernement, semblent de plus en plus difficiles à obtenir. De nouveaux efforts vont être tentés sans doute, mais dans des conditions telles qu'il faut qu'ils réussissent de suite, sans quoi ils agravaient considérablement la situation. Je sais qu'entre le moment où le besoin de la paix serait généralement senti, et celui où les bases de cette paix pourraient être fixées, il y aurait à traverser de bien grandes difficultés : ne serait-ce pas l'instant où une médiation européenne pourrait être d'un grand secours et envisagée ainsi par l'opinion ?

Signé MERCIER.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier.

Paris, le 24 juillet 1862.

Monsieur, les dépêches de M. Méjan m'ont fait connaître plus en détail la situation difficile dans laquelle les exigences du général

Butler plaçaient les agents étrangers et leurs nationaux à la Nouvelle-Orléans. Je n'ai rien à ajouter à ce que je vous écrivais par les derniers courriers. Je me bornerai à vous recommander de nouveau d'appuyer aussi vivement que possible, auprès du Gouvernement fédéral, les réclamations de notre consul.

Signé THOUVENEL.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier.

Paris, le 18 septembre 1862.

Monsieur, les derniers engagements qui ont eu lieu entre les troupes fédérales et les forces du Sud n'ont fait que rendre plus sensible à nos yeux l'urgence d'une solution qui arrêtât l'effusion du sang, et mit enfin un terme à l'une des luttes les plus désastreuses qui se soient rencontrées dans l'histoire d'un grand peuple. Cette solution, quelle qu'elle soit, n'est possible, nous le savons, que si l'opinion publique aux États-Unis se montre prête à encourager et à soutenir tous ceux qui s'efforceront de la préparer et qui s'emploieront ouvertement à en rechercher les conditions. Mais n'est-il pas permis de croire que le doute s'est déjà fait dans beaucoup d'esprits sur l'efficacité des moyens actuellement mis en usage pour amener la fin de la crise : n'est-on pas autorisé à conclure de certains symptômes que la continuation de la lutte ne répond plus à un besoin bien général dans le pays, et que, dès lors, chaque jour va rendre plus difficiles et plus pénibles les nouveaux sacrifices qu'il lui imposera ? S'il en est ainsi, comme nous le supposons, nous avons l'espoir que la conviction qui commence à gagner les esprits, en s'affirmant plus hautement et plus courageusement, hâtera le moment où une intervention amie et officieuse pourra peut-être, sans exciter d'ombrage, s'offrir avec opportunité pour aider au rétablissement de la paix en Amérique. C'est donc à recueillir tous les indices qui peuvent éclairer, à cet égard, le Gouvernement de l'Empereur, que je vous engage, Monsieur, à consacrer tous vos soins et toute votre attention.

Signé THOUVENEL.

Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel.

Washington, le 15 septembre 1862.

Monsieur le Ministre, le Secrétaire d'État, qui s'occupe toujours consciencieusement de la question du coton, vient de me faire parvenir la

note ci-jointe¹, sur laquelle il semblerait que nos commerçants pourraient fonder quelques espérances. Mais, en même temps, paraissait une ordonnance du Secrétaire du Trésor, tendant à empêcher que l'intercourse commerciale avec le Sud ne lui fournisse des ressources, et qui me semble destinée à rendre absolument nul le commerce de l'Europe avec le Sud. J'attends avec impatience les explications que M. Seward pourra me fournir à ce sujet; mais, quelles qu'elles soient, je crains bien qu'en définitive il n'y ait que la paix qui puisse nous rendre du coton.

Signé : MERCIER.

Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel.

New-York, le 7 octobre 1862.

Monsieur le Ministre, les correspondances de notre agent à la Nouvelle-Orléans auront appris à Votre Excellence quelle y est aujourd'hui la situation. Voici encore un nouveau décret de M. Butler² qui

1. Secrétariat d'Etat, Washington, le 11 septembre 1862.

Monsieur, par une lettre adressée au secrétariat d'Etat, en date du 29 août, le général Shepley, gouverneur militaire de la Louisiane, représente qu'il fait tout ce qui est en son pouvoir pour augmenter l'exportation du coton par la Nouvelle-Orléans. Il ajoute qu'il n'y a maintenant aucune sorte d'empêchement, de la part des autorités militaires ou civiles des États-Unis, à ce que le coton arrive à ce port ou en soit expédié. Les obstacles qui s'y opposent sont uniquement du fait des rebelles, et le général Shepley aura recours à tous les moyens convenables et légitimes pour en triompher.

2. *Proclamation adressée par le général Butler aux habitants de la Nouvelle-Orléans, le 24 septembre 1862.*

Tous les individus des deux sexes dans les limites de ce département, de l'âge de dix-huit ans et au-dessus, qui ont été citoyens des États-Unis et n'ont pas renouvelé leur serment d'allégeance aux États-Unis avant cette date, ou qui conservent ou prétendent à quelque allégeance ou sympathie envers les soi-disant États Confédérés, sont requis de s'adresser, avant le 1^{er} octobre prochain, au grand prévôt le plus proche, et de lui donner une liste détaillée de toutes leurs propriétés et droits de propriétés foncières, personnelles et mixtes, faite et signée respectivement par eux, avec tout autant de détails en ce qui touche les taxes. Ils noteront aussi le lieu de leur résidence, en déclarant leur rue et le numéro de leur demeure, ou donnant toute autre indication ainsi que leur profession. Leur déclaration sera portée sur un registre qu'ils signeront, et ils recevront un certificat du marshal d'enregistrement comme quoi ils revendiquent d'être ennemis des États-Unis.

Toute personne de celles désignées dans cet ordre qui négligera de se faire ainsi enrégistrer sera sujette à l'amende ou à l'emprisonnement avec travaux forcés, ou aux deux peines à la fois; de plus toutes ses propriétés seront confisquées par ordre, en punition d'une pareille négligence.

Le 1^{er} octobre prochain, tout propriétaire de maison donnera au grand prévôt le plus voisin la liste de tous les locataires de sa maison, de l'âge de dix-huit ans et au-dessus. Cette liste devra contenir les détails suivants : le nom, le sexe, l'âge et la profession

suffirait pour la caractériser. La population étrangère se trouve naturellement en proie aux inquiétudes les plus vives, en présence des dispositions que les actes de l'administration de Washington et ceux des autorités fédérales sur les lieux, développent de plus en plus parmi la population de couleur; dans cet état de choses, j'ai pensé que l'amiral Reynaud, en se portant de sa personne à la Nouvelle-Orléans, avec l'autorité de son grade et avec la fermeté et le tact qui lui sont habituels, pourrait se rendre beaucoup plus utile qu'en restant dans le nord des États-Unis, où nos nationaux ne courrent aucun danger, et il m'a suffi de lui en suggérer l'idée pour qu'il l'accueillît avec empressement. Il va donc partir dans deux ou trois jours.

Signé : MERCIER.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier.

Paris, le 6 novembre 1862.

Monsieur, je crois devoir vous envoyer confidentiellement copie de la communication que je viens d'adresser à Londres et à Saint-Pétersbourg. Vous vous convaincrez, en la lisant, qu'aucun intérêt exclusif ne nous a inspiré notre proposition, et que si nous ne doutons pas du service que rendrait aux États-Unis une trêve de quelque durée, loin de prétendre au mérite de l'avoir seuls préparée, nous avons à cœur d'associer à nos efforts amicaux les deux grandes Puissances que nous croyons animées, à l'égard des États-Unis, de sentiments aussi bienveillants que les nôtres.

Signé : DROUYN DE LHUY'S.

de chaque locataire; s'il est étranger immatriculé, s'il a prêté serment d'allégeance aux États-Unis, s'il en est l'ennemi enregistré, s'il a négligé de se faire enrégistrer, soit comme étranger, soit comme citoyen loyal, soit comme ennemi. Tous les propriétaires de maison qui négligeront de faire ce rapport, ou qui en feront de faux, seront punis ou d'amende, ou d'emprisonnement avec travaux forcés, ou des deux peines.

Tout policeman, dans sa circonscription, sera responsable du manquement de tout propriétaire qui ne fera pas sa déclaration dans les trois jours, à partir du 1^{er} octobre; le grand prévôt déduira 5 francs par chaque jour de retard sur la paye du policeman qui ne fera pas son rapport, et le renverra du service. Une somme semblable sera payée au policeman qui dénoncera un propriétaire en contravention.

Toute personne qui renouvelera de bonne foi son allégeance aux États-Unis, avant le 1^{er} octobre prochain, et demeurera sincèrement loyale, sera recommandée au Président pour recevoir le pardon de ses offenses antérieures.

**Circulaire de M. Drouyn Lhuys aux Ambassadeurs de France
à Londres et à Saint-Pétersbourg.**

Paris, le 30 octobre 1862.

Monsieur, l'Europe suit avec un douloureux intérêt la lutte engagée depuis plus d'une année sur le continent américain. Les hostilités ont provoqué des sacrifices et des efforts propres à inspirer assurément la plus haute idée de la persévérance et de l'énergie des deux populations ; mais ce spectacle, qui fait tant d'honneur à leur courage, elles ne l'ont donné qu'au prix de calamités sans nombre et d'une prodigieuse effusion de sang. A ces effets d'une guerre civile qui a pris, dès le principe, de si vastes proportions, vient encore s'ajouter l'apprehension d'une guerre servile qui mettrait le comble à tant d'irréparables malheurs.

Les souffrances d'une nation envers laquelle nous avons toujours professé une amitié sincère auraient suffi pour exciter vivement la sollicitude de l'Empereur, lors même que nous n'eussions pas été atteints par le contre-coup de ces événements.

Sous l'influence des rapports étroits que l'extension des échanges a multipliés entre les diverses régions du globe, l'Europe a ressenti elle-même les conséquences d'une crise qui tarissait l'une des sources les plus fécondes de la richesse publique et qui devenait pour les grands centres du travail la cause des plus pénibles épreuves.

Ainsi que vous le savez, Monsieur, lorsque le conflit a éclaté, nous avons regardé comme un devoir d'observer la plus stricte neutralité, de concert avec les autres grandes puissances maritimes, et le Cabinet de Washington a maintes fois reconnu la loyauté avec laquelle nous avons suivi cette ligne de conduite. Les sentiments qui nous l'ont tracée sont demeurés invariables ; mais loin d'imposer aux Puissances une attitude qui ressemblerait à de l'indifférence, le caractère bienveillant de cette neutralité doit plutôt les porter à se rendre utiles aux deux parties, en les aidant à sortir d'une position qui, pour le moment, du moins, paraît sans issue.

Il s'est établi entre les belligérants, dès le début de cette guerre, une pondération de forces qui, depuis lors, s'est presque constamment maintenue, et après tant de sang versé, ils se trouvent aujourd'hui, sous ce rapport, dans une situation qui n'a pas sensiblement changé. Rien n'autorise à prévoir prochainement des opérations militaires plus décisives. D'après les dernières informations parvenues en Europe, les deux armées seraient, au contraire, dans des conditions qui ne permettraient ni à l'une ni à l'autre d'espérer dans un court délai des avantages assez marqués pour faire pencher définitivement la balance et accélérer la conclusion de la paix.

Cet ensemble de circonstances signale l'opportunité d'un armistice auquel, d'ailleurs, dans l'état des choses, aucun intérêt stratégique ne semble faire obstacle. Les dispositions favorables à la paix qui commencent à se manifester, dans le Nord comme dans le Sud, pourraient, d'autre part, seconder les démarches qui seraient tentées pour recommander l'idée d'une trêve.

L'Empereur a donc pensé qu'il y aurait lieu d'offrir aux belligérants le concours des bons offices des Puissances maritimes, et Sa Majesté m'a chargé d'en faire la proposition au Gouvernement de Sa Majesté Britannique ainsi qu'à la Cour de Russie. Les trois Cabinets s'emploieraient, tant à Washington qu'auprès des États Confédérés, afin d'amener une suspension d'armes de six mois, pendant laquelle tout acte de guerre, direct ou indirect, devrait provisoirement cesser sur mer comme sur terre et qui pourrait au besoin être prolongée ultérieurement.

Ces ouvertures, je n'ai pas besoin de le dire, Monsieur, n'impliqueraient de notre part aucun jugement sur l'origine ou l'issue du différend ni aucune pression sur les négociations qui s'engageraient, il faut l'espérer, à la faveur de l'armistice. Notre rôle consisterait uniquement à aplanir les obstacles et à n'intervenir que dans la mesure déterminée par les deux parties intéressées. Nous ne nous croirions point appelés, en un mot, à préjuger, mais à préparer la solution des difficultés qui se sont opposées jusqu'ici à un rapprochement entre les belligérants.

L'accord des trois Cours, au surplus, ne répondrait-il pas assez de leurs intentions ? N'imprimerait-il pas à leur démarche un caractère évident d'impartialité ? Agissant de concert, elles réuniraient les conditions les plus propres à inspirer la confiance; le Gouvernement de l'Empereur, par les traditions constantes de la politique française à l'égard des États-Unis; l'Angleterre, par la communauté des races ; la Russie, par les témoignages d'amitié dont elle n'a cessé de donner des preuves au cabinet de Washington.

Si l'événement ne devait pas justifier l'espoir des trois Puissances, et si l'ardeur de la lutte l'emportait sur la sagesse de leurs conseils, cette tentative n'en serait pas moins honorable pour elles. Elles auraient rempli un devoir d'humanité plus spécialement indiqué dans une guerre où la passion rend difficile aux deux adversaires tout essai direct de négociations. C'est la mission que le droit public assigne aux neutres, en même temps qu'il leur prescrit une rigoureuse impartialité, et jamais ils n'auraient fait un plus noble usage de leur influence qu'en l'exerçant pour s'efforcer de mettre un terme à une lutte qui cause tant de souffrances et compromet de si grands intérêts dans le monde entier.

Enfin, dussent-elles demeurer sans résultat immédiat, ces ouvertures ne resteraient peut-être pas entièrement inutiles, car elles pourraient encourager le mouvement des esprits vers les idées de conciliation, et contribuer ainsi à hâter le moment où le retour de la paix deviendrait possible.

Je vous invite, Monsieur, à présenter, au nom de Sa Majesté, ces considérations à lord Russell (à M. le prince Goïtchakoff), en le priant de vous informer des intentions du Gouvernement de Sa Majesté Britannique (de la Cour de Russie).

Vous voudrez bien également lui dire que j'écris dans les mêmes termes à l'Ambassadeur de l'Empereur, à Saint-Pétersbourg (à Londres).

Signé : DROUYN DE LHUY'S.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier.

Paris, le 13 novembre 1862.

Monsieur, la proposition que nous avons faite à Londres et à Saint-Pétersbourg, et dont je vous ai envoyé⁶ le texte par le dernier courrier, n'a pas rencontré auprès de ces deux Cours l'acquiescement immédiat que nous avions quelques raisons d'espérer. Bien que je n'aie encore à ce sujet que des informations très-sommaires, je n'hésite pas à considérer, dès ce moment, comme ne pouvant plus se réaliser, la demande commune à laquelle nous devions supposer la Grande-Bretagne et la Russie prêtes à s'associer. Convaincus comme nous l'étions qu'une entente entre les trois Puissances, dans le sens où nous la provoquions, répondait aux véritables intérêts du peuple américain autant qu'aux nôtres, que cette entente était même, dans les circonstances actuelles, un devoir d'humanité, nous avons dû, vous le comprendrez, voir avec regret l'initiative que nous avions prise, après mûre réflexion, demeurer sans résultat. J'avais tenu à ne pas laisser M. Dayton dans l'ignorance de nos démarches. Je l'en avais donc entretenu confidentiellement, en lui lisant même la dépêche envoyée à Londres et à Saint-Pétersbourg. Je ne pouvais être surpris que M. le Ministre des États-Unis opposât des objections au projet que je lui faisais connaître et qu'il exprimât, en son nom personnel, quelque doute sur l'accueil que trouverait auprès du cabinet de Washington l'offre de bons offices concertés entre la France, la Russie et la Grande-Bretagne. Mais quelle qu'eût dû être, en effet, la réponse du Gouvernement fédéral à ces ouvertures, nous n'avons plus aujourd'hui à la solliciter ou à la discuter, puisque les dispositions évidentes des deux dernières Cours sont de se maintenir dans un rôle d'abstention absolue. Comme elles,

nous rentrerons dans l'attitude passive que nous nous étions fait un devoir d'observer jusqu'ici et dont nous n'aurions pas songé certainement à nous écarter, si nous étions restés indifférents aux maux qu'entraîne pour le présent et aux fatales conséquences que peut avoir pour l'avenir des États-Unis la continuation indéfinie d'une guerre acharnée.

Les rumeurs dont la presse s'est, à cette occasion, faite l'écho nous ayant paru d'ailleurs de nature à égarer l'opinion publique ou tout au moins à la laisser dans l'incertitude sur le caractère véritable de notre démarche, nous avons jugé utile de couper court à toute conjecture hasardée, en mettant sous les yeux de tous les termes mêmes de notre proposition. Persuadés de l'approbation que le sentiment général du pays accorderait aux motifs dont nous nous sommes inspirés, nous avons pensé qu'en donnant une franche publicité à nos intentions, nous établirions en outre, à l'encontre de toute supposition contraire, l'esprit si complètement amical et conciliant qui eût marqué l'offre de nos bons offices et le respect dont elle eût témoigné, quelque pressante qu'elle fût, pour l'indépendance des États-Unis. A cet égard, Monsieur, nous nous plaisons à croire qu'on ne saurait se méprendre autour de vous sur les mobiles de notre conduite et sur nos sentiments, et nous désirons que le cabinet de Washington voie dans ce qui vient de se passer la preuve qu'il nous trouvera toujours disposés à lui prêter, s'il venait plus tard à la souhaiter, l'assistance que nous eussions été heureux de lui voir accepter dès à présent dans un but de paix ou de conciliation.

Signé : DROUYN DE LHUYs.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier.

Paris, le 18 novembre 1862.

Monsieur, les réponses des cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg à la communication que M. le comte de Flahault et M. le duc de Montebello avaient été chargés de leur faire au sujet du conflit américain, m'ont été communiquées par les représentants des deux Cours à Paris. J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie des dépêches écrites, à cette occasion, à M. le comte Cowley et à M. d'Oubril, par lord Russell et par M. le prince Gortchakoff. L'un et l'autre, tout en s'associant aux sentiments dont notre communication contenait l'expression, déclinent une entente dont l'opportunité ne leur paraît pas encore aussi bien démontrée qu'à nous-mêmes. Il serait superflu de discuter maintenant leur opinion : il suffit qu'elle nous ait été exprimée pour que nous n'insistions pas davantage sur notre sugges-

tion; mais ce serait à tort qu'on induirait de notre abstention que nous avons, quant à nous, changé d'avis sur les résultats qu'on pouvait attendre de l'accord que nous provoquions. Non-seulement les sentiments qui nous avaient dicté notre démarche étaient trop honorables pour que nous éprouvions le moindre regret de l'avoir faite parce qu'elle est restée infructueuse, mais nous persistons à croire fermement que l'offre de nos bons offices collectifs eût été préparé, dès à présent, aux États-Unis un moyen parfaitement acceptable de hâter le dénouement de la crise actuelle. C'est vous dire, Monsieur, que nous ne renonçons pas à la pensée de voir cette conviction entrer dans d'autres esprits, et que tout appel fait à nos sympathies et à notre sincère intention de faciliter, autant qu'il dépendra de nous, l'œuvre de paix que nous jugeons si désirable, nous trouvera prêts à y déférer. Une entente entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie, eût permis sans doute de formuler un plan, de combiner des propositions à soumettre en commun aux parties belligérantes : aujourd'hui, nous ne pourrions songer à prendre seuls et spontanément aucune initiative de ce genre. Mais il est bon que l'on sache, aux États-Unis, que nos dispositions n'ont pas varié et que ce ne serait pas vainement qu'on s'adresserait à nous, si nos bons offices semblaient pouvoir être utilement invoqués. Expliquez-vous-en donc franchement et de manière à bien faire comprendre à tout le monde, autour de vous, que le Gouvernement de l'Empereur sera toujours heureux de pouvoir contribuer à la pacification d'un peuple ami, à tout moment et dans quelques conditions que ce soit, ou isolément, ou, comme il le proposait, avec le concours de la Grande-Bretagne et de la Russie, ou avec celui de toutes autres Puissances qu'on voudrait appeler à coopérer à cette œuvre d'humanité et de bonne politique.

Signé : DROUYN DE LHUY'S.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier.

Paris, le 27 novembre 1862.

Monsieur, le Ministre des États-Unis a cru devoir, à la suite de la publication, dans le *Moniteur*, de ma dépêche à Londres et à Saint-Pétersbourg, du 30 octobre, résumer, sous la forme la plus courtoise d'ailleurs, dans une lettre qu'il m'a adressée, tout ce qu'il m'avait exposé déjà verbalement sur la situation de son Gouvernement. J'ai répondu à cette communication, de nature, suivant M. Dayton, à ne pas laisser de doutes sur la supériorité de ressources et d'avantages que le Nord conserverait sur le Sud, par la lettre dont je crois utile de vous envoyer ci-joint copie. Elle confirme, comme vous le verrez,

le langage que, conformément à mes instructions, vous aurez déjà tenu à Washington.

Signé : DROUYN DE LHUY'S.

Note de M. Drouyn de Lhuys à M. Dayton, Ministre des États-Unis à Paris.

Palais de Compiègne, le 23 novembre 1862.

Monsieur, j'ai pris connaissance avec un vif intérêt des renseignements que vous avez bien voulu me communiquer sur la situation respective des deux parties belligérantes aux États-Unis. Vous m'exprimez le vœu que ces informations puissent modifier mon opinion relativement à l'équilibre des forces entre les États du Nord et ceux du Sud, et elles sont certainement de nature à me faire apprécier toutes les ressources de votre Gouvernement. Mais il n'en est pas moins vrai que, malgré l'inégalité du nombre et des moyens financiers, malgré des avantages locaux et des conquêtes partielles, les conditions de sol et de climat semblent opposer d'invincibles obstacles aux progrès de la lutte et que l'énergie, égale des deux côtés, tend à lui imprimer un caractère d'indomptable acharnement. Je me plaît à rendre hommage avec vous au courage qu'ont montré, jusqu'ici, les Américains de part et d'autre; mais ce courage même, tout en excitant l'admiration du monde, n'est propre qu'à rendre plus incertain le sort des combats, et à reculer ainsi le terme des désastres de cette sanglante guerre.

Vous savez, Monsieur, quels sentiments ce triste spectacle a fait naître en nous. Vous connaissez la démarche qu'une profonde sympathie pour l'Amérique a inspirée au Gouvernement de l'Empereur, dans l'espérance de frayer les voies à la réconciliation. Cette démarche, vous le savez aussi, ne devait et ne pouvait avoir lieu, dans la pensée de l'Empereur, qu'avec le consentement et le concours des deux parties belligérantes. Aujourd'hui, l'accueil fait à notre proposition par les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg empêche que nous ne songions à y donner suite. Mais je puis, Monsieur, vous assurer que nos dispositions amicales n'ont pas changé. Si quelque jour les Américains, lassés de tourner leur vaillance contre eux-mêmes, voulraient recourir à nous pour rechercher de concert les moyens de terminer ce conflit, ils nous retrouveraient toujours prêts, soit en nous associant à d'autres Puissances, soit isolément, à les aider de notre concours, et à témoigner par nos bons offices des sentiments qui n'ont cessé d'animer la France à leur égard.

Signé DROUYN DE LHUY'S.

Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys.

Washington, le 10 novembre 1862.

Monsieur le Ministre, les élections qui viennent d'avoir lieu peuvent être considérées comme le témoignage incontestable d'un grand changement dans les dispositions des esprits au sujet de la guerre. Au moment de ces élections, la question, qui s'est trouvée posée en réalité devant le pays, a été celle de savoir si la guerre devait être poursuivie à outrance, avec l'intégrité du territoire pour but exclusif, dût-elle aboutir à l'insurrection servile, à la dévastation complète du Sud et à la ruine des libertés publiques, ou si elle devait être contenue dans les limites que lui imposaient les principes et les droits reconnus par la constitution, dût-elle ne pas atteindre complètement son but. Le mouvement d'opinion qui vient de se produire, bien qu'il soit l'expression d'un mélange d'aspirations assez diverses, me semble être, en définitive, et surtout par ses conséquences pratiques, tout à fait en opposition avec la politique de la guerre à outrance. C'est du moment où j'ai vu naître ces dispositions que j'ai cru opportun, pour le Gouvernement de l'Empereur, de préparer quelque démarche conciliatrice qui pût venir en aide au rétablissement de la paix.

Signé MERCIER.

Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys.

Washington, le 18 novembre 1862.

Monsieur le Ministre, le point essentiel à atteindre, si l'on concluait à l'opportunité d'une médiation, serait d'empêcher que les hostilités puissent être reprises au printemps. Si à cette époque, en effet, il s'ouvrirait une nouvelle campagne, il pourrait être très-difficile d'en arrêter le cours, et les conséquences en seraient infailliblement désastreuse à tous égards. Une considération qui doit avoir quelque poids, c'est que les travaux pour la culture du coton commencent au mois de mars, et que si, d'ici là, la paix n'était pas devenue au moins probable, cette culture serait abandonnée sans qu'il fût possible de dire si elle serait jamais reprise.

Signé MERCIER.

Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de Lhuys.

Washington, le 21 novembre 1862.

Monsieur le Ministre, Votre Excellence sait que le secrétaire d'Etat

s'est toujours montré très-désireux de procurer du coton au marché Européen, et que, malheureusement, toutes ses bonnes intentions à cet égard ont échoué jusqu'ici devant les exigences de la guerre et la détermination des confédérés de brûler leur coton plutôt que de le voir exposé à tomber dans les mains des fédéraux.

En ce moment, le cabinet de Washington prépare une nouvelle tentative, qui serait en même temps, à ce qu'il espère, un puissant moyen de coercition. Elle consisterait à saisir le coton, le riz, le tabac et les sucre sur les plantations partout où les forces fédérales pourraient pénétrer, à faire transporter ces denrées sur les principaux marchés du Nord où elles seraient vendues, et la valeur en serait restituée aux propriétaires qui consentiraient à prêter le serment de fidélité à l'Union.

Ce projet étant en opposition avec des engagements antérieurs, d'après lesquels les neutres ne devaient pas être entravés dans l'exportation du coton qu'ils pourraient se procurer dans les ports occupés par les fédéraux, M. Seward a voulu préalablement en donner avis aux deux légations de France et d'Angleterre, en les invitant à lui présenter leurs observations. Après nous être consultés, lord Lyons et moi, nous dimes au secrétaire d'Etat que nous ne pouvions pas prononcer un seul mot qui engageât le moins du monde la responsabilité de nos Gouvernements relativement à une pareille mesure de guerre; mais nous lui demandâmes ce qui adviendrait, le cas échéant, des denrées qui, à un titre quelconque, appartiendraient à des neutres. Il nous répondit que ces propriétés seraient respectées; seulement que leurs propriétaires auraient la faculté de les faire exporter, en même temps et par les mêmes voies que les propriétés américaines saisies par les forces fédérales.

Je lui demandai alors s'il ne craignait pas que le projet en question dût avoir pour résultat de provoquer l'incendie de toutes les denrées qu'il s'agissait de saisir. Il répondit qu'il n'avait aucune inquiétude à cet égard.

Signé MERCIER.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier.

Paris, le 11 décembre 1862.

Monsieur, les mesures auxquelles le Cabinet de Washington songerait à recourir pour procurer du coton au marché Européen ne m'ont pas paru plus qu'à vous heureusement conçues pour amener ce résultat. On peut facilement se rendre compte des rigueurs nouvelles qui seraient pour le Sud la conséquence du projet dont M. Seward

vous a entretenu; mais les planteurs ont prouvé jusqu'ici que les sacrifices les plus pénibles ne leur coûtaient pas pour défendre leur cause, et il est permis de douter, dès lors, que le succès de l'expédition combinée sur le Mississippi et en Louisiane suffise pour les décider à livrer leurs récoltes aux conditions qui leur seraient imposées. Quant aux étrangers, quant à nos nationaux, l'expérience ne nous a que trop prouvé combien il serait chimérique de supposer qu'on aurait égard, en pareil cas, à leur neutralité. Ce qui se passe à la Nouvelle-Orléans indique assez, en effet, de quelle manière certains chefs des forces fédérales se croient en droit d'en user vis-à-vis d'eux, en dépit des intentions toutes différentes, nous n'en doutons pas, du Cabinet de Washington. Sans vouloir discuter davantage, au point de vue du Gouvernement fédéral lui-même, la valeur et l'efficacité des moyens de coercition projetés, je dois donc vous dire, en ce qui nous concerne, que nous ne saurions trouver dans le projet, non plus que dans les explications qui vous ont été données à ce sujet, les garanties par lesquelles nous aurions besoin d'être rassurés contre les préjudices nouveaux qui seraient très-probablement pour nos nationaux la conséquence de sa mise à exécution. Je sais déjà que telle est aussi l'impression du Gouvernement anglais. Les objections qui s'étaient tout d'abord présentées à votre esprit sont donc conformes à notre manière de voir, et il importe, par conséquent, que vous vous en expliquiez très-franchement avec M. Seward.

Je n'ai pas besoin de vous dire que nous apprendrons avec une vive satisfaction que le général Butler a définitivement résigné les pouvoirs dictatoriaux dont il semblait qu'il fût investi à la Nouvelle-Orléans. Son départ ne constituera certainement pas pour nous une solution de toutes les réclamations que son administration se trouve avoir provoquées, mais nous espérons que les procédés de son successeur empêcheront désormais au moins que le nombre s'en accroisse.

Signé DROUYN DE LHUY'S.

MEXIQUE¹.

Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault, ambassadeur de France à Londres.

Paris, le 14 octobre 1861.

Monsieur le Comte, M. l'ambassadeur d'Angleterre est venu m'entretenir des affaires du Mexique et des moyens de combiner l'action de

1. Voy. Documents relatifs au Mexique. *Archives*, 1862, tome III, p. 180 à 464; t. IV, p. 7 à 151.

nos deux Gouvernements pour atteindre le but commun que nous nous proposons. Le Gouvernement de la Reine, m'a dit lord Cowley, est prêt à signer avec la France et avec l'Espagne une convention à l'effet d'obtenir la réparation des torts commis envers les sujets des trois pays et d'assurer l'exécution des engagements contractés par le Mexique vis-à-vis des Gouvernements respectifs, pourvu qu'il soit déclaré dans cette convention que les forces des trois Puissances ne seront employées à aucun objet ultérieur quelconque, et surtout qu'elles n'interviendront pas dans le gouvernement intérieur du Mexique. Le cabinet de Londres propose d'inviter les États-Unis à adhérer à cette convention, sans toutefois attendre leur réponse pour commencer les opérations actives.

J'ai répondu à M. l'ambassadeur d'Angleterre que j'étais complètement d'accord avec son Gouvernement sur un point, que je reconnaissais, comme lord Russell, que la légitimité de notre action coercitive à l'égard du Mexique ne résultait évidemment que de nos griefs contre le Gouvernement de ce pays, et que ces griefs, ainsi que les moyens de les redresser et d'en prévenir le retour, pouvaient seuls, en effet, faire l'objet d'une convention ostensible. J'admettais également, sans aucune difficulté, que les Parties contractantes pourraient s'engager à ne retirer de leur démonstration aucun avantage politique ou commercial à l'exclusion les unes des autres et même de toute autre Puissance, mais qu'il me semblait inutile d'aller au delà et de s'interdire à l'avance l'exercice éventuel d'une participation légitime dans des événements dont nos opérations pourraient être l'origine. Pas plus que le Gouvernement de la Reine, celui de l'Empereur ne veut assumer la responsabilité d'une intervention directe dans les affaires intérieures du Mexique, mais il pense qu'il est de la prudence des deux cabinets de ne pas décourager les efforts qui pourraient être tentés par le pays lui-même pour sortir de l'état d'anarchie où il est plongé, en lui faisant connaître qu'il n'a à attendre en aucune circonstance aucun appui et aucun concours. L'intérêt commun de la France et de l'Angleterre est évidemment de voir s'établir au Mexique un état de choses qui assure la sécurité des intérêts déjà existants et qui favorise le développement de nos échanges avec l'un des pays du monde les plus richement doués. Les événements dont les États-Unis sont en ce moment le théâtre donnent à ces considérations une importance nouvelle et plus urgente. Il est permis de supposer, en effet, que, si l'issue de la crise américaine consacrait la séparation définitive du Nord et du Sud, les deux nouvelles Confédérations chercheraient l'une et l'autre des compensations que le territoire du Mexique, livré à une dissolution sociale, offrirait à leurs compétitions. Un semblable événement ne saurait être indifférent à l'Angleterre, et le prin-

cipal obstacle qui pourrait, selon nous, en prévenir l'accomplissement serait la constitution au Mexique d'un gouvernement réparateur assez fort pour arrêter sa dissolution intérieure. Que les éléments d'un semblable gouvernement existent au Mexique, c'est ce que nous ne saurions certainement assurer. Mais l'intérêt qui s'attache pour nous à la régénération de ce pays ne permet, ce nous semble, de négliger aucun des symptômes qui pourraient faire espérer le succès d'une pareille tentative. A l'égard de la forme de ce gouvernement, pourvu qu'il donnât au pays et à nous-mêmes des garanties suffisantes, nous n'avions et je ne supposais à l'Angleterre, aucune préférence ni aucun parti pris. Mais si les Mexicains eux-mêmes, las de leurs épreuves, décidés à réagir contre un passé désastreux, puisaient dans le sentiment des dangers qui les menacent une vitalité nouvelle; si, revenant par exemple aux instincts de leur race, ils trouvaient bon de chercher dans un établissement monarchique le repos et la prospérité qu'ils n'ont pas rencontrés dans les institutions républicaines, je ne pensais pas que nous dussions nous interdire absolument de les aider, s'il y avait lieu, dans l'œuvre de leur régénération tout en reconnaissant que nous devions les laisser entièrement libres de choisir la voie qui leur paraîtrait la meilleure pour les y conduire.

Poursuivant le développement de ces idées dans la forme d'une conversation intime et confiante, j'ai ajouté que, dans le cas où la prévision que j'indiquais viendrait à se réaliser, le Gouvernement de l'Empereur, dégagé de toute préoccupation intéressée, écartait d'avance toute candidature d'un prince quelconque de la Famille Impériale, et que, désireux de ménager toutes les susceptibilités, il verrait avec plaisir le choix des Mexicains et l'assentiment des Puissances se porter sur un prince de la maison d'Autriche.

Pour revenir au point de départ de cet entretien, et pour le résumer, j'ai dit enfin que la convention projetée devait, selon moi, indiquer le but de l'entente des parties contractantes et les moyens combinés pour l'atteindre, dire, en un mot, tout ce que nous ferions; mais qu'il me paraissait conforme à la fois à la prudence et à l'usage de s'abstenir de dire ce que nous ne ferions pas dans l'hypothèse d'événements incertains et auxquels il serait temps d'aviser quand ils se produiraient.

Telle est, Monsieur le Comte, la substance de la conversation que j'ai eue avec M. l'ambassadeur d'Angleterre, et dont il rendra compte à son Gouvernement. Je me plaît à espérer que le cabinet de Londres voudra bien examiner avec attention des considérations qui m'ont été inspirées par la communauté de nos intérêts au Mexique, et que la franchise de nos relations me faisait un devoir de lui faire connaître.

Signé : THOUVENEL.

**Dépêche de M. Thouvenel à M. Barrot, ambassadeur
de France à Madrid.**

Paris, le 15 octobre 1861.

Monsieur, depuis la dernière expédition que je vous ai adressée, j'ai eu avec M. l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique sur les affaires du Mexique un entretien que vous trouverez résumé dans la dépêche ci-jointe adressée au comte de Flahault. (*Voir la dépêche précédente.*) Comme vous le remarquerez, le Gouvernement anglais demande qu'il soit stipulé, dans la convention qu'il est prêt à conclure avec la France et l'Espagne, que les trois Puissances n'interviendront pas dans le gouvernement intérieur du Mexique. Dans la pensée du Gouvernement de l'Empereur, une pareille déclaration serait conçue en termes trop absous et il serait au moins inutile de la faire figurer dans la convention. Vous trouverez dans ma dépêche à M. de Flahault les observations que j'ai cru devoir présenter à lord Cowley sur ce point, et par lesquelles je me suis attaché à établir que, si nous n'avions pas à assumer la responsabilité d'une action directe dans les affaires intérieures du Mexique, la prudence nous conseillait de ne pas décourager par avance les efforts que ce pays tenterait de lui-même, avec l'appui moral que la présence de nos forces sur ses rivages pourrait lui prêter, pour se donner un gouvernement stable et régulier; qu'enfin, tout en les laissant complètement libres dans le choix de leur gouvernement, les trois Puissances ne sauraient, au nom même de leur intérêt, s'interdire absolument d'aider les Mexicains dans l'œuvre de leur régénération. C'est en me plaçant à ce point de vue, que j'ai été amené à parler à lord Cowley de l'éventualité du rétablissement de la forme monarchique au Mexique, ainsi que vous le verrez également dans ma dépêche à M. de Flahault.

M. l'ambassadeur de Sa Majesté Catholique étant venu avant-hier m'entretenir sur le même sujet, je me suis expliqué avec lui ainsi que je l'avais fait avec lord Cowley. Je lui ai dit, particulièrement en ce qui touche le retour éventuel du Mexique à la monarchie, que ce pays aurait, avant tout, à exprimer ses sentiments aussi bien à l'égard de la forme monarchique qu'à l'égard du choix d'une dynastie. J'ai fait ensuite remarquer à M. Mon que le Gouvernement de l'Emperur, envisageant cette éventualité avec un complet désintéressement, écartait d'avance toute candidature d'un prince de la Famille Impériale, et qu'il ne doutait pas que les deux autres Puissances ne fussent dans de pareilles dispositions; enfin, qu'en ce qui concernait le choix de la dynastie, dans l'éventualité indiquée, nous n'avions aucun candidat à proposer, mais que, le cas échéant, un archiduc d'Autriche aurait

notre assentiment. Un tel choix, en effet, indépendamment des autres motifs qui pourraient être invoqués pour y adhérer, aurait l'avantage d'écartier de l'action collective des trois Puissances toute cause de froissement ou de rivalité nationale, en même temps qu'il laisserait toute son autorité à l'appui moral qu'elles seraient appelées à donner à la nation mexicaine. En un mot, les trois Puissances tiendraient ici une conduite analogne à celle que la France, l'Angleterre et la Russie observeront à l'égard de la Grèce, lorsqu'elles s'engageront à n'accepter pour aucun de leurs princes le nouveau trône élevé par leurs communs efforts. Ce précédent peut à mon avis être, sauf les différences naturelles des situations, opportunément invoqué ici, et vous pourrez le rappeler dans vos entretiens avec les Ministres de Sa Majesté Catholique.

D'après ce que vous a dit M. Calderon Collantès sur l'action que devraient à son avis exercer les trois Puissances en ce qui touche l'organisation intérieure du Mexique, il me semble que nous sommes bien près d'être complètement d'accord sur ce point. J'apprendrais avec plaisir que le cabinet de Madrid partageât également la manière de voir du Gouvernement de l'Empereur en ce qui concerne l'éventualité du retour du Mexique à la monarchie. Dans tous les cas, nous avons à cœur d'agir dans cette affaire vis-à-vis du Gouvernement de Sa Majesté Catholique avec la confiance la plus entière, et nous avons pensé que les relations amicales qui unissent les deux Cours nous faisaient un devoir de nous ouvrir à lui sans réserve sur la ligne de conduite qui nous paraît la plus désirable dans l'intérêt du Mexique comme dans celui des trois Puissances.

Quant à la participation des États-Unis, il ne saurait y avoir aucune difficulté entre l'Espagne, l'Angleterre et nous. Lord Cowley m'a dit que son Gouvernement était d'avis que l'on pourrait commencer les opérations sans attendre la réponse du cabinet américain, et je vois, par votre correspondance que c'est également l'opinion de M. Calderon Collantès.

Signé : THOUVENEL.

Dépêche de M. Barrot à M. Thouvenel.

Madrid, le 21 octobre 1861.

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la dépêche qu'elle a bien voulu m'adresser le 15 octobre.

J'ai eu ces jours derniers plusieurs conférences avec M. le maréchal O'Donnell et M. Calderon Collantès sur la question mexicaine. Le ministre d'Angleterre à Madrid avait déjà communiqué au Gouverne-

ment de la Reine Isabelle le projet de convention présenté par l'Angleterre dans le but de régler l'action commune des trois Puissances dans les affaires de la République mexicaine. Le Gouvernement espagnol est complètement d'accord avec celui de l'Empereur sur les objections que soulève ce projet et le regarde comme paralysant d'avance les mesures mêmes qu'il propose d'adopter.

Il est évident, en effet, que les limites posées par le projet anglais à l'action éventuelle des trois Puissances sont de nature à en détruire tout l'effet. M. Calderon Collantès a parfaitement compris, comme Votre Excellence, qu'il serait illogique et impolitique de décourager d'avance, par une déclaration prématurée et au moins inutile, les hommes d'ordre qui sont en majorité au Mexique et auxquels la présence des forces des trois Puissances pourra seule donner cet ascendant moral qui leur a manqué jusqu'ici et sans lequel il leur sera toujours impossible de dominer les mauvaises passions de la minorité.

M. Calderon Collantès résume son opinion en disant qu'il vaudrait mieux s'abstenir que d'aller au Mexique dans les conditions posées par le projet du traité anglais.

Signé : BARROT.

Dépêche de M. Barrot à M. Thouvenel.

Madrid, le 6 novembre 1861.

Monsieur le Ministre, ainsi que j'ai eu l'honneur de le faire connaître ce matin à Votre Excellence par le télégraphe, j'ai fait part à M. le maréchal O'Donnell et à M. Calderon Collantès du désir exprimé par Votre Excellence, que des instructions soient données aux commandants en chef des forces espagnoles et françaises au Mexique, afin que ces commandants puissent, si les circonstances leur paraissent favorables, marcher sur Mexico.

M. le duc de Tétuan s'est rangé, sans hésiter, à l'opinion du Gouvernement de l'Empereur. Il a déclaré et m'a autorisé à le dire à Votre Excellence, que des instructions très-élastiques, discrétionnelles pour ainsi dire, seraient données au commandant des forces espagnoles, et qu'il lui remettrait, en outre, une lettre particulière, signée de lui, l'autorisant à agir, le cas échéant, dans le sens des mesures éventuelles indiquées par la dépêche de Votre Excellence.

A la suite d'une conversation que j'ai eue, sur le même sujet, avec M. Calderon Collantès, le Premier Secrétaire d'Etat m'a autorisé à vous faire savoir que son opinion était, en tous points, conforme à celle que venait de m'exprimer M. le maréchal O'Donnell, et à con-

firmer, en son nom , l'engagement pris avec moi par M. le Président du Conseil.

Signé : BARROT.

ULTIMATUM DES PLÉNIOPOTENTIAIRES DE FRANCE AU MEXIQUE.

Les soussignés, représentants de France, ont l'honneur, ainsi qu'il est dit dans la note collective adressée, en date de ce jour, au Gouvernement mexicain par les Plénipotentiaires de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne, de formuler, comme suit, l'ultimatum dont ils ont ordre d'exiger, au nom du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur, l'acceptation pure et simple par le Mexique.

Art. 1^{er}. Le Mexique s'engage à payer à la France une somme de douze millions de piastres à laquelle est évalué l'ensemble des réclamations françaises, en raison des faits accomplis jusqu'au 31 juillet dernier, sauf les exceptions stipulées dans les articles 2 et 4 ci-dessous. En ce qui touche les faits accousmés depuis le 31 juillet dernier, et pour lesquels il est fait une réserve expresse, le chiffre des réclamations auxquelles ils pourront donner lieu contre le Mexique sera fixé ultérieurement par les Plénipotentiaires de la France.

Art. 2. Les sommes restant dues sur la convention de 1853, qui ne sont pas comprises dans l'article 1^{er} ci-dessus, devront être payées aux ayants droit dans la forme et en tenant compte des échéances stipulées dans ladite convention de 1853.

Art. 3. Le Mexique sera tenu à l'exécution pleine, loyale et immédiate du contrat conclu au mois de février 1859, entre le Gouvernement mexicain et la maison Jecker.

Art. 4. Le Mexique s'oblige au paiement immédiat de onze mille piastres forinrant le reliquat de l'indemnité qui a été stipulée en faveur de la veuve et des enfants de M. Ricke, vice-consul de France à Tepic, assassiné en octobre 1859.

Le Gouvernement mexicain devra, en outre, ainsi qu'il en a déjà contracté l'obligation, destituer de ses grades et emplois et punir d'une façon exemplaire le colonel Rojas, un des assassins de M. Ricke, avec la condition expresse que Rojas ne pourra plus être investi d'aucun emploi, commandement , ni fonctions publiques quelconques.

Art. 5. Le Gouvernement mexicain s'engage également à rechercher et à punir les auteurs des nombreux assassinats commis contre des Français, notamment les meurtriers du sieur Davesne.

Art. 6. Les auteurs des attentats commis le 14 août dernier contre le Ministre de l'Empereur et des outrages auxquels le représentant de la France a été en butte dans les premiers jours du mois de novem-

bre 1861 seront soumis à un châtiment exemplaire, et le Gouvernement mexicain sera tenu d'accorder à la France et à son représentant les réparations et satisfactions dues en raison de ces déplorables excès.

Art. 7. Pour assurer l'exécution des articles 5 et 6 ci-dessus et le châtiment de tous attentats qui ont été ou qui seraient commis contre la personne de Français résidant dans la République, le Ministre de France aura toujours le droit d'assister en tout état de cause, et par tel délégué qu'il désignera à cet effet, à toutes instructions ouvertes par la justice criminelle du pays.

Il sera investi du même droit relativement à toutes poursuites criminelles intentées contre ses nationaux.

Art. 8. Les indemnités stipulées dans le présent ultimatum porteront de droit, à dater du 17 juillet dernier et jusqu'à parfait payement, un intérêt annuel de six pour cent.

Art. 9. En garantie de l'accomplissement des conditions financières et autres posées par le présent ultimatum, la France aura le droit d'occuper les ports de Vera-Cruz et de Tampico et tels autres ports de la République qu'elle croira à propos, et d'y établir des commissaires désignés par le Gouvernement Impérial, lesquels auront pour mission d'assurer la remise entre les mains des Puissances qui y auront droit, des fonds qui doivent être prélevés à leur profit, en exécution des conventions étrangères sur le produit des douanes maritimes du Mexique, et la remise entre les mains des agents français des sommes dues à la France.

Les commissaires dont il s'agit seront, en outre, investis du pouvoir de réduire soit de moitié, soit dans une moindre proportion, suivant qu'ils le jugeront convenable, les droits actuellement perçus dans les ports de la République.

Il est expressément entendu que les marchandises ayant déjà acquitté les droits d'importation ne pourront en aucun cas, ni sous aucun prétexte que ce soit, être soumises par le Gouvernement suprême ni par les autorités des États à aucun droits additionnels de douane intérieure ou autres, excédant la proportion de quinze pour cent des droits payés à l'importation.

Art. 10. Toutes les mesures qui seront jugées nécessaires pour régler la répartition entre les parties intéressées des sommes prélevées sur le produit des douanes, ainsi que le mode et les époques de paiement des indemnités stipulées ci-dessus, comme pour garantir l'exécution des conditions du présent ultimatum, seront arrêtées de concert entre les Plénipotentiaires de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne.

Vera-Cruz, le....

**Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny,
Ministre de France au Mexique.**

Paris, le 28 février 1862.

Monsieur, les dispositions qu'a manifestées, au sujet de nos dernières réclamations, sir Ch. Wyke, et qui ont été partagées par M. le général Prim, ont mis obstacle à ce que vous pussiez donner suite à l'ultimatum par lequel vous vous étiez proposé de trancher la question en ce qui nous touche. Je reviendrai tout à l'heure sur cet ultimatum lui-même, je ne veux, pour le moment, considérer que la marche que vous adoptiez. Or, en précisant, dès le principe, l'ensemble des conditions auxquelles, en ce qui nous concerne, le Gouvernement mexicain devait être requis de donner son assentiment, vous procédiez de la manière la plus logique et la plus conforme à nos intentions. Il est à regretter que vos collègues n'aient pas cru pouvoir adopter simultanément une résolution analogue. Le désaccord qui s'est produit entre vous a été amené, à ce qu'il m'a paru, par une interprétation forcée de la convention de Londres. C'est à tort que sir Ch. Wyke et M. le général Prim ont voulu, si je ne me trompe, voir dans ces clauses le droit, pour chacun des représentants des trois Puissances, d'exercer un contrôle obligatoire sur les demandes présentées par ses collègues au nom de leurs Gouvernements respectifs. Il n'a jamais été entendu, en effet, qu'on dût se soumettre à une appréciation réciproque de ses griefs, et que les réparations exigées par la dignité ou par les intérêts lésés de l'une des Puissances fussent être limitées à celles dont les deux autres seraient autorisées à se contenter. Il était naturel, sans doute, qu'ayant à formuler un ultimatum en commun, les divers commissaires s'édiressent d'abord mutuellement sur les griefs pour lesquels ils avaient à réclamer satisfaction; mais cette communication préalable, faite à titre de simple information et en vue de mieux constater l'accord des différents représentants, n'entraînait nullement, je le répète, pour l'un d'eux, le droit de discuter ces griefs. La convention du 31 octobre a dévolu aux commissaires le pouvoir de statuer à propos des réclamations, mais comme elle le dit elle-même, *sur les questions que pourraient soulever l'emploi et la distribution des sommes d'argent qui seront recouvrées du Mexique, en ayant égard aux droits respectifs des parties contractantes.* C'est, dans le principe, à chaque Puissance à apprécier seule ce qu'elle est légitimement fondée à réclamer. Autrement, si on avait dû se livrer d'abord à un examen réciproque des demandes formulées de part et d'autre, comme le pensaient vos collègues, on eût été exposé, ainsi que cela a été reconnu, à voir s'écouler plusieurs mois

avant d'en avoir fini avec cette tâche. En voulant, en outre, procéder de la sorte, on ne pouvait, et c'est ce qui est arrivé, aboutir qu'à un ultimatum autorisant toutes les discussions par son défaut de précision, et partant peu sérieux. Ce que je comprends, c'est que, dans le règlement ultérieur et effectif, il paraisse peut-être nécessaire ou équitable d'établir un rang de liquidation entre les créances, de faire passer le payement de quelques-unes avant celui des autres, de tenir compte alors de leur caractère ou de leur importance ; mais, ce qu'il faut toujours au début, c'est une affirmation nette et catégorique de ce que chaque Puissance entend obtenir. Je ne prétends pas cependant qu'il y ait obligation absolue pour les trois Gouvernements de considérer toute exigence mise en avant par l'un d'eux comme entraînant de droit l'appui des deux autres. Si, en ce qui nous concerne, nos conditions dépassaient la mesure de celles dont les représentants de la Grande-Bretagne et de l'Espagne seraient bien décidés à se contenter, nous aurions à aviser à l'attitude qui conviendrait le mieux à nos intérêts, en examinant s'ils n'auraient pas trop à souffrir de concessions faites au maintien d'une action commune des trois Cours, ou si nous devrions, en restant scrupuleusement fidèles à l'esprit de la convention de Londres, c'est-à-dire en ne recherchant au Mexique ni avantage particulier, ni acquisition territoriale, poursuivre séparément les satisfactions dues à la France.

J'aborde maintenant les observations que m'a suggérées la lecture de l'ultimatum que vous aviez préparé. Je ne veux pas en faire le texte d'instructions formelles. Je me borne à les livrer à vos propres réflexions pour que vous y ayez égard en tant que de droit et suivant les circonstances. Le chiffre auquel le département s'était efforcé d'évaluer nos réclamations n'atteignait pas celui fixé par votre article 1^{er}; mais en l'absence d'éléments suffisants d'appréciation, il vous était laissé à ce sujet une très-grande latitude. Bien que je ne vous invite pas expressément à réduire un chiffre que sir Ch. Wike et le général Prim semblent avoir trouvé exorbitant, vous pourriez pourtant vous montrer moins rigoureux sur ce point, s'il était une cause trop évidente de dissidence entre les représentants des trois Cours. Les sommes que devraient mettre encore à la charge du gouvernement mexicain, en plus des 12,000,000 de piastres d'indemnité principale, les clauses des articles 2 et 4 semblent de nature à faire regarder celles-ci comme d'autant plus rigoureuses; j'inclinerais à penser aussi que si nous nous tenions à un chiffre d'indemnité considérable, il ne serait plus nécessaire de faire des réparations d'une autre nature, bien que très-justifiées d'ailleurs en principe que vous demandiez, soit à propos de la mort de notre agent à Tepic, soit à raison des tentatives coupables dirigées contre votre personne au mois

d'août dernier, des clauses expresses et additionnelles. Je me demande également si les précautions que vous croyez devoir prendre par les articles 5, 6 et 7, en vue d'assurer la poursuite judiciaire et le châtiment des divers attentats dont nos nationaux ont été victimes, atteindraient, en réalité, le but auquel elles tendent et si nous n'aurions pas plus d'avantages dès lors à considérer l'indemnité stipulée comme une satisfaction d'ensemble de tous nos griefs.

En ce qui concerne spécialement l'article 3 relativement à l'affaire Jecker, il y a évidemment une distinction à faire entre ce qui, sur ce point, touche directement à nos intérêts et ce qui y est étranger. Lorsque le général Miramon rendit le décret qui a amené son contrat avec la maison Jecker, les informations de la légation ayant constaté que le commerce étranger tirait un grand soulagement de la mesure financière facilitée par cette maison au Gouvernement mexicain, il était naturel que nous vissions une grande utilité à empêcher, autant que possible, qu'on ne revînt sur cette mesure et sur les opérations qui la facilitaient. C'est dans ce sentiment que les instructions du département vous ont invité, comme vous en aviez déjà pris l'initiative, à soutenir les réclamations que provoquait, sur cette question, la conduite du Gouvernement de Juarez. Il résulterait aujourd'hui cependant de l'opposition que vous avez rencontrée chez sir Ch. Wyke à ce que vous demandiez à propos de cette affaire, que ce ne serait plus, dit-on, le commerce étranger qui tirerait profit du contrat passé avec la maison Jecker, que celle-ci bénéficierait presque exclusivement de l'accomplissement de ce contrat. Je ne saurais me rendre exactement compte de ce qui en est; mais j'appelle votre attention sur l'importance de bien séparer ce qui, dans cette affaire, peut réellement compromettre les intérêts que nous avons le devoir de protéger, de ce qui en affecterait d'autres d'un caractère tout différent. Le Gouvernement actuel ne saurait prétendre priver nos nationaux des avantages que leur assurerait une mesure régulière prise par l'administration du général Miramon par cette unique raison que cette mesure émanait d'un ennemi; mais nous serions mal fondés, de notre côté, à vouloir imposer au Gouvernement actuel des obligations qui ne découleraient pas essentiellement de sa responsabilité gouvernementale.

Signé THOUVENEL.

Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault.

Paris, le 7 mars 1862.

Monsieur le Comte, lord Cowley est venu me faire part des observations qu'avait suggérées à lord Russell l'ultimatum que M. Dubois

de Saligny avait préparé en notre nom, et auquel les dispositions manifestées par sir Ch. Wyke ont empêché qu'il ait été donné suite. Je vous envoie ci-jointe copie de cet ultimatum, et je crois devoir vous faire connaître ce que j'ai répondu à M. l'Ambassadeur d'Angleterre pour que vous puissiez vous en expliquer dans le même sens.

J'ai d'abord rappelé à lord Cowley que je lui avais déclaré, dès le principe, que le Gouvernement de l'Empereur ne pouvait préciser à l'avance le chiffre de l'indemnité exigée par ses griefs, attendu qu'il manquait d'éléments d'appreciation suffisants. Notre légation au Mexique ayant entre les mains tous les dossiers des nombreuses réclamations formées par nos nationaux jusque dans ces derniers temps, il n'y avait qu'elle qui fût en position de fixer la somme qui constituerait une réparation équitable et réelle de tant de violences et de préjudices dont nous étions contraints de demander compte au Mexique. J'avais donc annoncé à lord Cowley que nous laissions à notre représentant à résoudre cette question. Lorsque j'ai eu connaissance tout d'abord des termes dans lesquels était formulé l'ultimatum, n'en ayant reçu que le texte pur et simple, sans aucun éclaircissement à l'appui, je n'ai pas caché, il est vrai, à nos plénipotentiaires que la rigueur en dépassait un peu nos prévisions. Mais depuis, les explications que j'attendais de M. Dubois de Saligny me sont parvenues, et j'ai dû reconnaître qu'il ne s'était arrêté à son projet d'ultimatum qu'après mûres réflexions et constatation sérieuse du nombre des réclamations qui se recommandaient à notre sollicitude.

Notre représentant, tout en s'inspirant uniquement en cette circonstance des instructions qu'il avait reçues de moi, s'est cependant étudié à n'en pas exagérer l'application, et s'est, d'autre part, ouvert en toute franchise, avec ses collègues de sa manière de procéder. L'objection formulée par sir Ch. Wyke contre notre ultimatum, objection consistant à dire qu'il n'aurait dû comprendre que les réclamations déjà admises par le Mexique en vertu de traités ou de conventions, a dû surprendre M. Dubois de Saligny autant qu'elle nous surprend nous-mêmes. S'il devait en être ainsi, nous n'aurions en effet nullement atteint le but d'une expédition provoquée par les derniers actes du Gouvernement mexicain. Ce qui a bien évidemment amené les trois Puissances alliées à unir leurs forces contre lui, a été l'impossibilité d'admettre que toutes les règles du droit et de la justice fussent impunément violées à l'égard de leurs nationaux, et la ferme intention d'obtenir à la fois des réparations convenables pour le mal passé et des garanties ultérieures contre le retour des mêmes abus. Était-il, dès lors, dans la vérité des choses de prétendre que la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne, en envoyant leurs escadres et leurs soldats au Mexique pour assurer, comme le dit la convention, au

moyen d'une action combinée en commun, la protection efficace des personnes et des propriétés de leurs nationaux respectifs, n'avaient entendu exiger du Gouvernement mexicain que l'accomplissement de conventions qui, ayant seulement trait à d'anciens griefs, laissaient sans satisfaction nos derniers et plus graves sujets de plainte ?

M. Dubois de Saligny ne l'a pas cru et nous ne le croyons pas non plus. Notre résolution et celle des cabinets de Londres et de Madrid, nous en demeurons bien convaincus, étaient, au moment où fut signé le traité du 31 octobre, d'imposer au Mexique la réparation pleine et sans faux-fuyant possible de tous les torts qu'il s'était donnés vis-à-vis des trois Puissances jusqu'au jour où elles mettaient le pied sur son territoire. Il ne nous appartient pas, d'ailleurs, de critiquer l'abandon que la Grande-Bretagne ou l'Espagne seraient prêtes à faire, en cette circonstance, d'une partie de leurs réclamations. Chacune des Puissances alliées est juge à cet égard de la conduite qu'il lui convient de tenir, et c'est parce que nous l'avons toujours pensé, que nous n'avons jamais admis un instant que les demandes formulées par l'un des représentants de ces Puissances dussent avoir, au préalable, l'assentiment des deux autres. L'opinion exprimée à ce sujet par sir Ch. Wyke a donc été, bien que le général Prim s'y soit rallié, justement combattue par M. Dubois de Saligny. Elle résulte d'une interprétation forcée de la convention de Londres, car on ne saurait conclure d'avance de ses clauses que chacun des représentants des trois Puissances ait le droit d'exercer un contrôle obligatoire sur les demandes présentées par ses collègues au nom de leurs Gouvernements respectifs. Il n'a nullement été entendu qu'on dût se soumettre à une appréciation réciproque de ses réclamations et que les réparations exigées par la dignité ou les intérêts lé-és de l'un des Gouvernements dussent être limitées à celles dont les deux autres seraient autorisés à se contenter. Il était naturel sans doute qu'ayant à formuler simultanément les conditions d'un ultimatum, les divers commissaires s'éditionnassent d'abord mutuellement sur les griefs pour lesquels ils avaient à obtenir satisfaction ; mais cette communication préalable, faite à titre de simple information et en vue de mieux constater l'accord des différents représentants, n'entraînait aucunement, je le répète, pour l'un d'eux le droit de discuter l'origine et l'étendue des griefs eux-mêmes. La convention du 31 octobre a dévolu aux commissaires le pouvoir de statuer à propos des réclamations, mais, comme elle le dit en propre termes, sur les questions que pourraient soulever l'emploi et la distribution des sommes d'argent qui seront recouvrées du Mexique, en ayant égard aux droits respectifs des Parties contractantes. C'est, dans le principe, à chaque Puissance à apprécier seule ce qu'elle est fondée à réclamer. Autrement, si on avait dû se livrer d'abord à un examen réciproque

des demandes formulées de part et d'autre, on eût été exposé à voir s'écouler plusieurs mois avant d'en avoir fini avec cette tâche. Ce que je comprendrais, c'est que dans le règlement ultérieur et effectif, il pût être nécessaire ou équitable d'établir un rang de liquidation entre les créances, en tenant compte soit de leur caractère, soit de leur importance; mais ce qu'il faut toujours au début, c'est une affirmation nette et catégorique de ce que chaque Puissance entend obtenir; sinon, leur ultimatum ouvre la porte à toutes les discussions, et, partant, ne saurait être sérieux. Je ne prétends pas cependant, qu'il y ait obligation absolue pour les trois Gouvernements de considérer toute exigence mise en avant par l'un d'eux comme entraînant de droit l'appui des deux autres. Si, en ce qui nous regarde, nos conditions dépassaient la mesure de celles dont les représentants de la Grande-Bretagne et de l'Espagne seraient bien décidés à se contenter, nous aurions à aviser à l'attitude qui conviendrait le mieux à nos intérêts et à examiner s'ils n'auraient pas trop à souffrir de concessions faites au maintien d'une action commune ou si nous devrions poursuivre séparément les satisfactions dues à la France en restant scrupuleusement fidèles à l'esprit de la convention de Londres, c'est-à-dire, en ne recherchant au Mexique ni avantage particulier, ni acquisition territoriale. Une des clauses de notre ultimatum qui paraîttrait, au surplus, avoir rencontré le plus d'opposition de la part de sir Ch. Wyke est celle relative au contrat passé par le Gouvernement mexicain avec la maison Jecker. Notre légation, en soulevant la réclamation qui s'est produite de ce chef, s'est préoccupée avant tout des intérêts généraux du commerce étranger et des avantages qu'il lui paraissait retirer de ce contrat engageant incontestablement la responsabilité du Gouvernement mexicain quel qu'il fût, et du préjudice énorme qu'entraînait dès lors pour les résidents et négociants étrangers son inexécution.

En écrivant à M. Dubois de Saligny dans le sens des développements qui précédent, je l'ai, d'ailleurs, laissé libre d'user encore de la latitude qui lui a été accordée par mes premières instructions, pour modifier ses exigences. Bien que je ne l'aie pas invité expressément à réduire le chiffre de notre indemnité, il pourra donc se montrer moins rigoureux sur ce point, s'il était une cause trop évidente de dissidence entre les représentants des trois Cours.

Quant aux autres conditions figurant dans notre ultimatum, je l'ai autorisé à y apporter les atténuations dont de nouvelles réflexions lui démontreraient l'opportunité. En ce qui concerne notamment l'affaire Jecker, il aura encore à examiner s'il n'y a pas une distinction à établir entre les intérêts qui s'y rattachent et s'ils ont tous également droit à notre protection.

Ce qui me paraît essentiel avant tout, c'est que le Gouvernement

mexicain ne puisse pas se trouver plus tard en position de discuter les obligations qui lui auront été imposées. Or il n'en serait pas ainsi si nos exigences ne se formulaient pas d'une manière bien précise, si, le chiffre des indemnités mises à sa charge n'étant pas fixé dès aujourd'hui, il lui était laissé la faculté d'élever des contestations sur ce qu'il nous devrait, une fois que nos forces auraient évacué son territoire. L'expérience que nous avons faite à diverses reprises de cet expédition d'une liquidation admise en principe, mais à débattre et arrêter ultérieurement, nous a trop prouvé combien de semblables arrangements étaient illusoires avec le Mexique, pour que nous veuillons nous exposer à retomber dans la situation qui a suivi les règlements de ce genre auxquels, il y a si peu de temps, l'amiral Penaud et, tout récemment, M. Dubois de Saligny avaient cru pouvoir consentir par un sentiment de confiance bien peu justifié dans la bonne foi du Gouvernement mexicain. Si je n'admet pas, en conséquence, qu'à moins de nous résigner à avoir fait en pure perte les sacrifices si lourds qu'entraîne pour nous l'expédition actuelle, nous laissions à ce Gouvernement une porte ouverte pour se soustraire aux obligations qu'il aura pu accepter, je ne me refuse pas, d'autre part, puisque le chiffre de notre indemnité semble exorbitant au Gouvernement anglais, et, puisque ce n'est pas sur des données absolues que nous prétendons nous-mêmes l'établir en ce moment, je ne me refuse pas, dis-je, à ce qu'une commission spéciale détermine, plus tard, exactement ce que doit être, en définitive, le montant de notre indemnité pour satisfaire strictement à nos réclamations. M. Dubois de Saligny en suggère lui-même l'idée, et je serais tout disposé à l'adopter. Nous ferions alors ce que nous avons fait dans des cas semblables, pour l'indemnité de Djeddah par exemple, nous n'hésiterions pas à libérer le Gouvernement mexicain de la portion du chiffre de l'indemnité primitivement fixée qui dépasserait ce que nous serions légitimement en droit de demander, examen fait de tous nos préjudices. Il est bon de remarquer, en outre, que l'importance des indemnités demandées ne saurait être considérée comme propre à rendre le recouvrement impossible, dès qu'on accorderait au Gouvernement mexicain un délai suffisant pour s'en acquitter.

Il est une dernière objection que notre ultimatum a motivé de la part de lord Cowley, et qu'il est facile d'écartier. L'article 9 lui a paru dire que l'occupation des ports de la Vera-Cruz, de Tampico ou autres, devait avoir lieu au profit exclusif de la France, et qu'elle seule y établirait des commissaires pour le but indiqué. Tel n'est pas, bien entendu, le sens de cette disposition; les mesures que cet article mentionne comme devant être adoptées pour garantir l'accomplissement des obligations imposées au Mexique doivent, sans le moindre doute,

être communes aux trois Puissances. Si leurs ultimatums ne renfermaient pas à cet égard une clause identique, il est bien certain que ce ne serait plus agir dans l'esprit de la Convention de Londres.

Signé : THOUVENEL.

Dépêche du comte de Flahault à M. Thouvenel.

Londres, le 11 mars 1862.

Monsieur le Ministre, j'ai vu hier le Principal Secrétaire d'État et mon entretien avec lui a été presque exclusivement consacré à la situation qu'a créée le grave dissensitement survenu entre les commissaires des Puissances alliées au Mexique. Il importe trop au succès de notre expédition que l'entente se rétablisse au plus tôt, pour que je ne me sois pas tout d'abord efforcé de vider la question du différend entre M. Dubois de Saligny et sir Ch. Wyke à propos de l'ultimatum rédigé par le premier. J'ai donc fait connaître immédiatement au Principal Secrétaire d'État l'approbation que le Gouvernement de l'Empereur donnait à la conduite de son commissaire. M'inspirant de la dépêche de Votre Excellence du 7 mars, dont j'ai cru pouvoir lire plusieurs passages, j'ai amené lord Russell à reconnaître que le commissaire de Sa Majesté Britannique avait méconnu l'esprit de la convention signée à Londres, lorsqu'il avait refusé son assentiment au projet d'ultimatum de la France. Comme nous, lord Russell n'admet point, en effet, que les demandes formulées par un des représentants des Puissances alliées doivent avoir au préalable l'assentiment des deux autres; s'il pense toutefois qu'en vertu de la solidarité qui lie leurs Gouvernements dans une action commune, et de la garantie réciproque qu'ils se prêtent, chacun des commissaires a le droit de faire des observations et de dire son opinion sur l'ultimatum de ses collègues. Le Principal Secrétaire d'État s'associe, pour sa part, à celle qu'a exprimée sir Ch. Wyke à propos des clauses de l'ultimatum présenté par M. Dubois de Saligny. Notre demande de douze millions de piastres lui semble exagérée : la clause qui exige l'exécution du contrat fait avec la maison Jecker lui paraît motiver aussi les plus sérieuses objections; il m'a dit qu'à ses yeux ce n'était pas un de ces engagements qui méritaient une protection telle qu'il fallût en poser l'exécution comme une des conditions d'un ultimatum.

Je ne connaissais point suffisamment le contrat dont il s'agit, Monsieur le Ministre, pour pouvoir entrer, sur ce point, dans une discussion approfondie; je me suis borné à répondre que Votre Excellence avait laissé M. Dubois de Saligny libre de modifier ses exigences et que ce dernier aurait consenti à laisser l'affaire Jecker parmi les

questions réservées, si sir Ch. Wyke avait voulu donner son assentiment aux autres conditions contenues dans l'ultimatum français et notamment à la première. Quant à l'exagération prétendue de la somme dont nous avions fixé le chiffre, j'ai maintenu le droit qu'avait eu le Plénipotentiaire français de comprendre dans sa demande, non-seulement les créances qui avaient fait précédemment l'objet de conventions avec le Gouvernement mexicain; mais encore celles qui n'avaient pas encore été reconnues par ce dernier et qui n'étaient pas liquidées, et, à ce propos, j'ai laissé entendre que si l'on continuait à prétendre que nous devions renfermer les réclamations que nous nous croyons en droit d'exiger du Mexique dans la mesure de celles dont les représentants de la Grande-Bretagne et de l'Espagne étaient décidés à se contenter, ce serait peut-être nous conduire à examiner si nos intérêts n'auraient pas trop à souffrir de concessions faites au maintien d'une action commune, et s'il ne serait pas préférable pour nous de poursuivre séparément les satisfactions qui nous sont dues. J'ai ajouté qu'il paraissait essentiel avant tout au Gouvernement de l'Empereur que le Gouvernement mexicain ne pût pas se trouver plus tard en position de discuter les obligations qui lui auraient été imposées, et que c'était surtout dans ce but qu'il jugeait nécessaire de formuler ses exigences en fixant dès aujourd'hui le chiffre des indemnités mises à la charge du Mexique. « Ce chiffre peut être maintenu ou modifié par notre commissaire, ai-je dit; mais une fois accepté par le Gouvernement mexicain, nous ne nous refuserons pas à ce qu'une commission spéciale détermine plus tard exactement ce que doit être, en définitive, le montant de notre indemnité, pour satisfaire strictement à nos réclamations. » Et j'ai alors indiqué quelles facilités de temps nous étions disposés à accorder au Gouvernement mexicain pour s'acquitter. Lord Russell a accepté cette idée d'une commission et m'a annoncé qu'il allait inviter sir Charles Wyke à se désister de son opposition.

Signé : FLAHAULT.

Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault.

Paris, le 12 mars 1862.

Monsieur le Comte, je reçois la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 11 mars. Je me félicite de voir que le cabinet de Londres n'admet pas plus que nous le point de départ de l'opposition que sir Ch. Wyke avait manifestée contre l'ultimatum préparé par M. Dubois de Saligny, et d'apprendre que lord Russell va inviter M. le Ministre d'Angleterre à se désister de cette opposition. L'opinion

exprimée par le Principal Secrétaire d'État au sujet de nos réclamations m'engage toutefois à vous envoyer, pour que vous puissiez la mettre sous ses yeux, une appréciation de leur chiffre dont on ne saurait suspecter la partialité. Cette appréciation se trouve dans l'article ci-joint, tiré d'un journal de Mexico, le *Mexican extraordinary*¹, qui est l'organe accrédité des intérêts anglais dans ce pays. Cette feuille, qui est loin d'avoir jamais témoigné des sympathies bien vives pour nos intérêts, n'hésite pas, dans un examen approfondi de la dette étrangère, à porter à 15 millions de piastres le montant de nos justes réclamations. Ainsi que je le supposais déjà d'ailleurs, celui des réclamations anglaises est plus élevé encore, puisque l'article ci-annexé, en admettant une réduction de 20 pour 100, fixe alors le nôtre à 12 millions de piastres, et celui des réclamations anglaises à 16 800 000 piastres. Nous ne nous proposons en aucune façon d'examiner quelles sont l'origine et la légitimité de ces créances; mais nous devons penser que lord Russell n'était pas lui-même parfaitement édifié jusqu'ici sur le chiffre que l'on demandait à faire figurer pour le compte des intérêts anglais à côté du nôtre.

Signé : THOUVENEL.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny.

Paris, le 14 mars 1862.

Monsieur, je regrette toujours, comme je vous l'écrivais par le dernier courrier, que la présentation des ultimatums n'ait pas nettement indiqué, dès le premier moment, les satisfactions que les trois Puissances entendaient, avant toute autre chose, obtenir du Mexique, et dont la commune nécessité avait motivé l'expédition combinée entre elles.

Les explications dans lesquelles je suis entré à cet égard avec lord Cowley, et que j'ai invitée M. le comte de Flahault à répéter à lord

1. Le chiffre de la dette du Mexique envers la France peut être, suivant le rédacteur de cet article, évalué à 15 millions de piastres :

« Nous avons, dit-il, étudié la question avec un grand soin, ayant à notre disposition, pour faire ce travail, tous les renseignements possibles, et nous déclarons, qu'après l'examen le plus minutieux et la plus rigoureuse recherche des preuves exigées en pareille circonstance, la somme totale des réclamations des Puissances étrangères ne sera pas réduite de plus de 20 0/0 du chiffre précédemment énoncé; ce qui fixe les droits à faire valoir par chaque Puissance contre le Mexique comme suit .

Réclamations anglaises.....	16 800 000 piastres.
— <i>françaises</i>	12 000 000
— <i>espagnoles</i>	8 000 000
— <i>diverses</i>	4 000 000
Total.....	40 800 000

Russell, ont été conformes à tout ce que je vous disais dans ma dernière dépêche, et les informations que votre correspondance m'a fournies depuis m'ont permis de constater avec plus d'autorité le caractère parfaitement réfléchi et justifié de notre ultimatum. J'ai tenu plus particulièrement encore à bien établir que ni le texte ni l'esprit de la convention de Londres n'imposaient aux représentants des trois Puissances l'obligation de se soumettre, comme l'entendait sir Ch. Wyke, à une appréciation réciproque des réclamations qu'ils devaient formuler au nom de leurs Gouvernements respectifs. Ainsi que vous le verrez par une dépêche de M. le comte de Flahault, lord Russell a tout à fait admis avec nous que les demandes formulées par un des représentants des Puissances alliées n'étaient point astreintes à l'obligation d'être, au préalable, approuvées par les deux autres; il a seulement ajouté que cela n'excluait point pour ceux-ci la faculté d'exprimer un avis sur l'ultimatum de leur collègue. C'est ce que j'avais déclaré le premier, et tout en maintenant notre droit de ne consulter, à ce sujet, que nos intérêts propres, les deux autres Puissances fussent-elles prêtes à faire, en ce qui les concernait, l'abandon d'une partie de leurs réclamations, je n'ai pas voulu laisser ignorer au Gouvernement anglais que nous ne nous refusions pas à examiner, en vue du maintien de l'entente commune, s'il était possible de nous relâcher de certaines de nos exigences. Je l'ai donc mis au courant des atténuations que je vous laissais libre d'apporter à votre ultimatum. J'ajouterai, à ce propos, à ce que je vous disais sur la possibilité d'une réduction du chiffre de douze millions de piastres pour notre indemnité, que les circonstances vous indiqueront mieux que je ne saurais le faire à une aussi grande distance, si une trop grande rigueur de notre part n'aurait pas, en dernière analyse, plus d'inconvénients que quelques concessions qui contribueraient à maintenir un concert intime entre les représentants des trois Cours, et qui faciliteraient un arrangement final. L'institution d'une commission française, qui serait chargée de déterminer exactement ce que doit être le montant de notre indemnité pour satisfaire strictement à nos réclamations, a paru, au surplus, au Principal Secrétaire d'État de la Reine une idée heureuse, et il serait, je crois, disposé à l'adopter aussi pour ce qui concerne les réclamations anglaises. Je vous invite, par conséquent, à étudier encore cette combinaison. Je ne vois, en effet, nulle raison, comme j'ai autorisé M. le comte de Flahault à le dire, pour que nous hésitions plus tard à libérer le Gouvernement mexicain de la portion du chiffre de l'indemnité primitivement fixée qui dépasserait ce que nous serions légitimement fondés à demander examen fait de tous nos préjudices. Je n'ai pas manqué cependant de faire remarquer au Gouvernement anglais que l'importance des

indemnités demandées ne saurait être considérée comme propre à en rendre le recouvrement impossible, dès qu'on accorderait au Gouvernement mexicain un délai suffisant.

En ce qui touche l'affaire Jecker, je ne saurais trop insister sur la distinction que je vous recommandais de ne pas manquer de faire entre ce qui, dans cette affaire, réclamerait bien légitimement notre protection, et les intérêts étrangers que nous n'avons pas, au contraire, mission de sauvegarder.

Signé : THOUVENEL.

PRÉLIMINAIRES DE SOLEDAD¹.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny.

Paris, le 31 mars 1862.

Monsieur, j'ai reçu les dépêches que M. l'amiral Jurien de la Gravière m'a adressées jusqu'au 20 février; les vôtres, dont il m'annonçait l'expédition à la même date, ne me sont point encore parvenues. Je regrette d'être privé par ce retard des informations que vous me transmettiez de votre côté à ce moment. Quoi qu'il en soit, mes dernières dépêches vous auront fait assez pressentir, sans doute, l'impression qu'ont dû produire sur le Gouvernement de l'Empereur les regrettables préliminaires signés à la Soledad, pour que je puisse me dispenser d'en examiner une à une toutes les clauses. Il suffit de constater ici, une fois de plus, que les négociations entamées avec le Gouvernement mexicain ne répondent pas aux vues des Puissances alliées. La copie ci-jointe des plus récentes dépêches de M. le comte de Flahault et de M. Barrot² vous permettront de voir que les cabinets

1. Voy. *Archives* (année 1862), t. IV, p. 386.

2. *Dépêche du comte de Flahault à M. Thouvenel.*

Londres, 28 mars 1862.

Monsieur le Ministre, j'ai communiqué hier au Principal secrétaire d'Etat de la Reine le contenu de la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser en m'envoyant le rapport de M. l'amiral Jurien de la Gravière.

Je suis heureux de pouvoir dire à Votre Excellence que lord Russell partage l'avis qu'elle exprimait sur la manière dont les affaires ont été conduites; car une différence d'opinion entre les Gouvernements sur la marche suivie par leurs commissaires ne pourrait qu'aggraver considérablement les inconvénients de la situation. Lord Russell n'hésite pas à blâmer le langage qui a été tenu au Gouvernement mexicain comme en complète opposition avec les faits qui ont rendu la convention de Londres nécessaire; il pense que les commissaires auraient dû, après avoir pris possession des ports, se borner à faire connaître au Gouvernement mexicain les griefs de leurs Cours

de Londres et de Madrid n'ont pas jugé autrement que le Gouvernement de l'Empereur l'attitude acceptée vis-à-vis du Mexique par les représentants des trois Cours. Ce que nous demandons au Mexique ,

et en demander le redressement , en fixant un délai , au terme duquel on aurait recours à l'emploi de mesures coercitives , si les satisfactions formulées n'étaient pas obtenues.

Le Principal Secrétaire d'État de la Reine n'approuve pas plus que nous la clause qui permet au pavillon mexicain de flotter à côté de ceux des trois Puissances , et l'engagement pris par les commissaires d'évacuer les points occupés par nos forces , si les négociations venaient à échouer. En résumé , Monsieur le Ministre , lord Russell partage , en tout point , la manière dont Votre Excellence apprécie la conduite adoptée par nos commissaires et la situation qu'elle a créée.

Dépêche de M. Barrot à M. Thouvenel.

Madrid , 26 février 1862.

Monsieur le Ministre , M. Calderon Collantès partage l'opinion exposée par Votre Excellence sur l'erreur dans laquelle sont tombés les plénipotentiaires des trois puissances , en ouvrant avec le gouvernement de Juarez des négociations dont le résultat possible est la perte d'un temps précieux , et la facilité offerte au Gouvernement mexicain d'organiser des moyens de défense. En premier lieu , m'a dit le Premier Secrétaire d'État , les plénipotentiaires ont agi contrairement à l'esprit et à la teneur de la convention ; il avait été décidé , en effet , que chacune des Puissances formulerait les réclamations qu'elle avait à présenter contre le Gouvernement mexicain , et que les deux autres n'auraient qu'à s'abstenir de toute appréciation , tant sur le chiffre que sur la nature de ces réclamations. Or le contraire est arrivé : les réclamations du plénipotentiaire français ont été repoussées par le plénipotentiaire anglais , comme étant de nature à ne pouvoir être admises par le Gouvernement mexicain. De là , la résolution adoptée d'un commun accord de ne pas envoyer à Mexico le détail des réclamations , mais seulement de faire connaître au Gouvernement mexicain ce qu'il ne sait que trop , que les Puissances ont des réclamations à lui faire. Je ne puis comprendre , a ajouté M Calderon Collantès , quelle a pu être la pensée qui a inspiré cette résolution aux plénipotentiaires ni quel but ils se sont proposé en l'adoptant ; seulement c'est un pas inutile , car il est évident que Juarez dira aux émissaires envoyés auprès de lui , qu'avant de leur répondre , son Gouvernement doit savoir quelles sont les réclamations qu'on a à faire valoir contre lui , et il faudra bien , dès lors , en arriver à les formuler , ce qu'il eût été beaucoup plus simple de faire tout d'abord. Le Gouvernement espagnol a donc blâmé le général Prim de s'être écarter des instructions qu'il avait reçues avant son départ , et d'avoir participé à un acte qui est une violation d'une des clauses principales de la convention. Toutefois , ce blâme a été mitigé par la raison que le général Prim a agi de concert avec ses collègues , avec lesquels il lui a été recommandé de marcher toujours d'accord.

M. le Premier Secrétaire d'État juge comme nous la demande faite au Gouvernement mexicain d'un terrain salubre où les troupes alliées puissent attendre la fin des négociations. Trois grandes Puissances ne se sont pas réunies et n'ont pas envoyé des forces considérables sur les côtes du Mexique , uniquement pour ouvrir avec un Gouvernement , qui a déjà donné tant de preuves de sa mauvaise foi , des négociations illusoires. Le but du déploiement de ces forces était de contraindre le Gouvernement mexicain , par une action prompte et énergique , à donner immédiatement une complète satisfaction des griefs dont il s'est rendu coupable envers les étrangers résidant sur son territoire , et d'en prévenir la répétition dans l'avenir. Or , pour arriver à ce résultat , les plénipotentiaires étaient autorisés à prendre toutes les dispositions qui leur paraîtraient convenables , et il n'y avait pas à demander à un Gouvernement , qu'on devait traiter et qu'on traitait en ennemi , la permission très-inutile de s'établir sur tel ou tel point de son territoire.

Une fois les négociations ouvertes avec Juarez , celui-ci n'est-il pas en droit de dis-

c'est, avant tout, je le répéterai encore, le redressement de nos griefs et un gouvernement qui nous donne des garanties pour l'avenir. Quant à la forme et au personnel de ce gouvernement, nous ne prétendons

cuter les demandes qui lui sont adressées? Je suppose, a dit M. le Premier Secrétaire d'Etat, qu'il les accepte et qu'il se dise prêt à donner aux Puissances toutes les sécurités qu'il leur plaira de demander pour l'avenir : les trois Puissances se contenteront-elles de ces promesses si souvent faites déjà et si souvent violées? N'est-il pas évident, d'ailleurs, que, Juarez fût-il de bonne foi, il lui serait matériellement impossible de tenir les engagements qu'il aurait pris? On sait, en effet, qu'il a voulu faire un emprunt au Gouvernement des États-Unis de six millions de dollars pour satisfaire aux réclamations des Puissances, et que, comme garantie de cet emprunt, il livrait au Gouvernement de l'Union la province de la Sonora et d'autres parties du territoire mexicain; or, ces six millions de dollars représentent à peine un douzième du total des réclamations auxquelles il aura à satisfaire. Les trois Puissances accepteront-elles cette situation et se sépareront-elles satisfaites d'avoir obtenu ce qui probablement ne leur aurait pas été refusé sur une note énergique du représentant de l'une d'elles? Une entreprise comme celle qui a amené les forces réunies de la France, de l'Espagne et de l'Angleterre au Mexique, ne se renouvelle pas deux fois. Il faut agir de manière à obtenir tous les résultats qu'on a eus en vue. On a commis une faute grave, il faut redoubler d'activité et d'énergie et essayer de regagner le temps déjà écoulé. C'est dans ce sens que le Gouvernement espagnol a déjà écrit au comte de Reus.

Dans la même conversation, abandonnant la partie positive du plan résultant de la convention, M. Calderon Collantes a abordé les éventualités de l'avenir. Il m'a parlé de la nécessité où se trouvent les Puissances de substituer au Gouvernement de Juarez un Gouvernement stable qui puisse donner au Mexique cette prospérité dont la nature a prodigué tous les éléments à cette terre privilégiée, et y assurer la propriété et l'existence des étrangers. Sera-ce en continuant à traiter avec le Gouvernement de Juarez? Lui soumettra-on aussi la question d'un changement de gouvernement? De deux choses l'une (je continue ici à être l'interprète des paroles de M. le premier Secrétaire d'Etat): ou Juarez dira: Mon Gouvernement est établi et solide, c'est le seul Gouvernement qui soit possible, aujourd'hui, au Mexique, le seul qui puisse donner aux Puissances les garanties qu'elles demandent. On l'a autorisé à tenir ce langage et nous ne serions pas conséquents avec nous-mêmes si, après avoir solennellement ouvert des négociations avec son Gouvernement, nous lui disions: Votre gouvernement est mauvais, retirez-vous, le Mexique en choisira un autre, et nous l'y aiderons. Ou bien Juarez, ce qui est peu probable, acceptera cette situation, il consentira à déposer ostensiblement le pouvoir et à consulter le pays. Mais cette apparente abnégation ne lui donnera-t-elle pas une force morale qu'il n'a pas aujourd'hui? Evidemment, on ne lui aurait enlevé momentanément le pouvoir que pour le voir retomber entre ses mains dans des conditions infinitement plus favorables qu'aujourd'hui. On dira à celà que Juarez cessant d'être Président de la République, le parti de l'ordre, c'est-à-dire la grande majorité de la population mexicaine se mettra en mouvement pour choisir, soit une autre forme de Gouvernement, soit un autre homme. Ne le croyez pas. Cela fût arrivé si, en abordant aux côtes du Mexique, les Puissances avaient nettement déclaré qu'elles ne voulaient pas traiter avec Juarez et qu'elles faisaient un appel à la nation mexicaine pour qu'elle choisit immédiatement un Gouvernement avec lequel la dignité des Puissances alliées leur permit de négocier; mais, du moment que nous avons reconnu ouvertement le Gouvernement de Juarez en négociant avec lui, nous avons par cela seul découragé la partie saine de la population: nous avons refoulé ses aspirations vers un meilleur ordre de choses, et il est à craindre qu'il ne soit très-difficile aujourd'hui de raviver des espérances qui ne se basaient que sur la certitude de la coopération morale et matérielle, au besoin, des trois Puissances.

La situation est donc devenue plus difficile qu'elle ne l'était au moment où les troupes alliées ont paru sur les côtes du Mexique. Il ne faut pas toutefois désespérer du résultat, Il faut au contraire profiter de l'expérience qu'on a acquise. La France, l'Espagne et l'Angleterre ne peuvent, coûte que coûte, abandonner une entreprise pour laquelle

pas l'imposer. Ce qu'il doit ou peut être dépend absolument des circonstances locales et de l'appréciation qu'en porteront au Mexique les hommes sages et amis de leur pays.

Signé : THOUVENEL.

elles ont uni leurs forces, elles doivent faire au Mexique ce qu'elles se sont proposé d'y faire. L'Espagne, en ce qui la concerne, y est très-décidée.

Signé : BARROT.

Dépêche de M. Barrot à M. Thouvenel.

Madrid, 23 mars 1862.

Monsieur le Ministre, j'informe Votre Excellence, par une dépêche télégraphique, du résultat des conférences que j'ai eues hier avec M. le Premier Secrétaire d'État, et ce matin, avec M. le maréchal O'Donnell.

Le Gouvernement de la Reine a éprouvé une impression pénible en prenant connaissance de l'arrangement conclu à la Soledad entre le général Prim et le général Doblado. Le maréchal a bien voulu me donner une grande marque de confiance, en me lisant, d'un bout à l'autre, la dépêche que le Gouvernement de la Reine a adressée, hier au soir, à M. le comte de Reuss, à ce sujet. Dans cette dépêche, dont la forme polie ne dissimule pas un blâme très-catégorique, le Gouvernement de la Reine exprime au commandant en chef des forces espagnoles au Mexique la désapprobation qu'il donne à plusieurs des clauses de l'arrangement en question.

Ainsi, il blâme les plénipotentiaires d'avoir donné au Gouvernement de Juarez une force morale qui lui manquait, en déclarant, par l'article 1^{er} de l'arrangement, que ce Gouvernement leur paraissant présenter des conditions de force et de stabilité, ils étaient prêts à traiter avec lui. On pouvait, a dit M. le maréchal O'Donnell, si les circonstances l'exigeaient, entamer les négociations avec le Gouvernement de Juarez, mais il n'était nullement nécessaire de lui donner en quelque sorte un certificat de vitalité : en le faisant, on avait compromis la position des Puissances alliées vis-à-vis des autres partis opposés à celui de Juarez.

Le Gouvernement de la Reine n'a pas été, non plus, satisfait de la clause relative à la retraite des troupes alliées, dans le cas où les négociations qui allaient s'ouvrir n'aboutiraient pas à une solution amiable. Toutefois, il admet jusqu'à un certain point, les explications données à cet égard par M. le comte de Reuss.

Le maréchal O'Donnell a blâmé également l'abandon, le cas dont je viens de parler échéant, des hôpitaux qui auraient été établis par les alliés dans les campements qu'ils vont occuper, malgré l'engagement pris par le Gouvernement mexicain de les respecter et la certitude que ce Gouvernement devra avoir que toute infraction à cet engagement serait énergiquement punie par les forces des Puissances alliées.

Le blâme le plus net et le plus catégorique a été infligé par le Gouvernement de la Reine à la clause qui impose à la France, à l'Espagne et à l'Angleterre de faire flotter le drapeau mexicain à côté des leurs à la Vera-Cruz et à Saint-Jean-d'Ulloa.

En résumé, Monsieur le Ministre, je le répète, le Gouvernement de la Reine Isabelle blâme, comme celui de Sa Majesté, l'arrangement de la Soledad, et le maréchal a tout particulièrement formulé son opinion à cet égard en me disant que, s'il eût été à la place du comte de Reus, il ne l'aurait pas signé.

Le Gouvernement espagnol attribue, d'ailleurs, les fautes qui ont été commises dans ces derniers temps au malentendu qui, dès le principe, a surgi entre les plénipotentiaires de la France et de l'Angleterre. Le général Prim a dû s'interposer entre eux, et ne pouvant réussir à les concilier, il a été entraîné à donner sa sanction au retard apporté à l'envoi d'un ultimatum au Gouvernement de Juarez. De là les négociations désapprouvées par le Gouvernement espagnol, qui ont été entamées avec le Gouvernement actuel du Mexique, négociations qui ont amené fatalément la conclusion de l'arrangement de la Soledad que le Gouvernement de la Reine blâme également. Il de-

**Dépêche de M. Calderon Collantès, premier secrétaire d'État,
au général Prim¹.**

Dépêche de M. Thouvenel à M. Barrot.

Paris, le 1^{er} avril 1862.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception du rapport en date du 23 mars par lequel vous me rendez compte du nouvel entretien que vous avez eu avec M. Calderon Collantès et avec le maréchal O'Donnell au sujet des affaires du Mexique.

Si le moindre doute avait pu subsister encore dans notre esprit, quant à la conformité de vues qui existe entre le Gouvernement de l'Empereur et celui de Sa Majesté Catholique, il serait complètement dissipé par les déclarations et les assurances aussi nettes que formelles que vous avez reçues du Premier Secrétaire d'État et du Président du conseil.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, de son côté, s'est

meure donc acquis, pour ce dernier, que les plénipotentiaires des Puissances alliées se sont écartées des instructions qu'ils avaient reçues de leurs Gouvernements respectifs et qu'ils ont agi contrairement à l'esprit de la convention du 31 octobre. Mais aujourd'hui que le mal est fait, dit le maréchal O'Donnell, il faut aviser à le réparer.

M. Calderon Collantès m'a remis, comme l'expression de son opinion sur la situation actuelle de nos affaires au Mexique, le memorandum dont j'envoie ci-joint copie à Votre Excellence.

Signé : BARROT.

Madrid, 23 mars 1862.

Le Gouvernement de la Reine pense que les complications et les difficultés qui se sont produites au Mexique proviennent de ce que les réclamations des trois Puissances n'ont pas été formulées dès le premier moment, ce dont n'a pas été cause le plénipotentiaire espagnol; qu'on aurait pu omettre la clause première des préliminaires, qui donne au Gouvernement de Juarez une force morale qu'il n'avait pas auparavant; que la clause quatrième s'explique par des raisons de point d'honneur militaire, et que les Mexicains, reconnaissant de la générosité extrême avec laquelle ils étaient traités, eussent dû eux-mêmes renoncer à son bénéfice.

Parmi les conditions posées par les conférences d'Orizaba, la dernière d'entre elles est celle qui semble la moins justifiée. Cependant le Gouvernement de la Reine, en adressant au général Prim, comte de Reuss, les observations opportunes à ce sujet, ainsi qu'à l'égard de l'esprit de conciliation qui a dirigé tous les plénipotentiaires, lui prescrit formellement, d'avoir à agir avec la plus grande promptitude et énergie, et d'abandonner tout système de temporisation, si le résultat des conférences n'avait pas été complètement satisfaisant.

Le prochain courrier fera connaître ce résultat, et jusqu'alors toute résolution serait prématuée ou hasardée.

1. Archives, 1862, tome III, page 392.

également rallié à notre manière d'apprécier la ligne de conduite suivie par nos plénipotentiaires et les articles préliminaires signés à la Soledad. Nous sommes dès lors autorisés à penser que les plénipotentiaires respectifs, tout à fait éclairés sur les vues et les intentions identiques des trois cabinets, s'efforceront d'établir désormais entre eux une entente conforme aux intentions de leurs Gouvernements et de donner ainsi à leurs démarches l'unité d'action qui sera pour eux l'élément le plus assuré de force et de succès.

A la distance où nous sommes des événements, nous ne pouvions prétendre transmettre à nos agents des directions assez promptes et assez précises pour modifier les conséquences des premiers actes auxquels ils ont pris part. Nous devons espérer toutefois qu'ils auront compris d'eux-mêmes que, s'ils n'obtiennent pas du Gouvernement mexicain des engagements et des garanties propres à donner une entière satisfaction à tous nos griefs, ils doivent prendre immédiatement les mesures militaires commandées par les circonstances.

Signé : THOUVENEL.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny.

Paris, le 12 avril 1862.

Monsieur, je vous écrivais par le dernier courrier que les cabinets de Madrid et de Londres n'avaient pas jugé autrement que le Gouvernement de l'Empereur l'attitude acceptée vis-à-vis du Mexique par les représentants des trois Cours. M. le maréchal O'Donnell s'est attaché, dans une nouvelle conversation qu'il a eue avec l'ambassadeur de Sa Majesté à Madrid, à exposer les circonstances qui devaient, suivant lui, avoir influé sur la conduite de M. le général Prim ; mais il a exprimé la confiance qu'une parfaite entente ne pouvait manquer de s'établir entre M. le marquis de Castillejos et M. le général de Lorencez, et il a réitéré l'assurance que M. le commandant en chef des forces espagnoles avait ordre de repousser désormais toute mesure dilatoire et de marcher sans hésitation vers le but que les Puissances alliées se sont proposé. Le cabinet de Madrid m'a, il est vrai, postérieurement à cette dépêche, fait exprimer le désir que des plénipotentiaires des trois Cours se réunissent pour se concerter d'avance au sujet des diverses questions qui pourraient surgir des négociations ouvertes à Orizaba. J'ai répliqué que je ne pensais pas qu'il y eût une utilité pratique à réunir une conférence qui ne pourrait délibérer que de loin sur des éventualités plus ou moins hypothétiques ; que je croyais donc qu'il valait mieux attendre le développement de la situation, sans chercher à devancer les événements. Ou les négociations se seront

rompues, en effet, et il ne resterait plus qu'à poursuivre énergiquement l'expédition, ou elles aboutiront à un traité, et pour l'apprécier, il faudrait nécessairement en connaître le texte. J'ai, du reste, toute raison de croire que le Gouvernement espagnol a déjà compris la valeur de ces observations, et qu'il est disposé à ne pas insister sur sa proposition.

Le langage tenu à M. le comte de Flahault par lord Russell m'autorisait à vous dire précédemment, comme je l'ai fait, que le Gouvernement anglais partageait à ce moment notre opinion sur la marche suivie dans les dernières négociations avec le Gouvernement mexicain. Mais il résulte de la communication que lord Cowley vient de me donner d'une dépêche du Principal Secrétaire d'État Britannique, que si le cabinet de Londres a d'abord, en effet, jugé assez sévèrement la convention de la Soledad, les explications fournies depuis par sir Ch. Wyke ont modifié cette première impression. Lord Russell n'approuve toujours pas tous les détails de cet arrangement, et notamment l'apparition du drapeau mexicain à Vera-Cruz; mais il se montre satisfait que les griefs pour lesquels il y a lieu d'obtenir réparation soient devenus l'objet de négociations, et il exprime l'espoir qu'étant entrés dans cette voie, on arrivera à un résultat de nature à désintéresser les Puissances signataires de la convention de Londres. Je me suis borné à dire à lord Cowley, pour répondre à la communication que j'en recevais, que nous ne pouvions apprécier les choses du même point de vue, et que du moment où les troupes anglaises ne se trouvaient point engagées avec les nôtres dans l'intérieur du Mexique, le Gouvernement de l'Empereur demeurait le seul juge des exigences que comportait, dans les circonstances actuelles, le soin de sa dignité militaire.

Signé : THOUVENEL.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Barrot.

Paris, le 15 avril 1862.

Monsieur, après les appréciations si peu équivoques que vous aviez exprimées les ministres de Sa Majesté Catholique sur la convention préliminaire de la Soledad et la ligne de conduite tenue par les plénipotentiaires respectifs et particulièrement par M. le général Prim, nous devions penser que le cabinet de Madrid partageait entièrement notre manière de voir à cet égard; notre surprise n'a donc pas été moins grande que la vôtre en trouvant, dans les explications données aux Cortès par M. Calderon Collantès, au sujet des affaires du Mexique, une approbation sans réserve de la marche suivie par M. le général Prim et des préliminaires de Soledad.

Quoi qu'il en soit, Monsieur, le Gouvernement de l'Empereur s'abs-tiendra d'insister sur le côté regrettable de cet incident; il aime mieux espérer qu'il sera sans influence sur la conduite ultérieure de l'affaire, et que l'invitation adressée en dernier lieu au commandant en chef des forces espagnoles, d'agir avec vigueur conformément à ses instructions, aura pour effet d'imprimer désormais, aux efforts des plénipotentiaires et des commandants en chef respectifs, l'unité de direction et d'action commandée par la communauté des intérêts qui nous ont appelés au Mexique.

Signé : THOUVENEL.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny.

Paris, le 31 mai 1862.

Monsieur, nous connaissons aujourd'hui dans tous ses détails la rupture qui a définitivement eu lieu entre les plénipotentiaires des trois Puissances.

Je n'ai pas besoin de vous dire que le Gouvernement de l'Empereur regrette vivement qu'elle se soit produite; mais je crois pouvoir espérer qu'en dehors de la divergence de vues qu'elle constate malheureusement sur les affaires du Mexique, elle n'entraînera pas de complications politiques plus générales.

Les Gouvernements respectifs ont aujourd'hui approuvé la conduite de leurs représentants : il convient donc de laisser les choses suivre leur cours. Le cabinet de Londres, comme je vous l'ai déjà dit, conserve toute confiance en nos intentions, et celui de Madrid déclare faire des vœux pour notre succès. J'ai, en ce qui nous concerne, à approuver surtout les termes de la proclamation que, de concert avec M. l'amiral Jurien de la Gravière, vous avez adressée, le 16 avril, au peuple mexicain. C'est sur le terrain où vous vous y êtes placé qu'il importe de se maintenir. Notre sentiment sur la situation intérieure du Mexique, notre désir de voir le pays se reconstituer dans des conditions nouvelles d'ordre et de stabilité, ne sauraient se modifier ou s'affaiblir. Mais, s'il doit sortir transformé de la crise actuelle, ce n'est pas du camp français que doit partir l'initiative de sa régénération; c'est du pays lui seul, reprenant, grâce à notre présence, confiance en lui-même et en l'appui moral qu'il aurait certainement à attendre de tous les Gouvernements, le jour où, en se réorganisant plus honnêtement et plus régulièrement, il leur offrirait à tous les garanties que l'expédition combinée avait pour objet de lui demander. Vous vous attacherez, je n'en doute pas, à observer strictement cette ligne de conduite, qui vous est déjà tracée par mes instructions antérieures,

et que je ne rappelle ici que parce que l'opportunité en ressort davantage de cette circonstance que nous poursuivons seuls désormais le but vers lequel nous avions espéré d'abord marcher de concert avec l'Angleterre et l'Espagne.

Signé : THOUVENEL.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Barrot.

Paris, 10 juin 1862.

Monsieur, en couvrant, par l'approbation officielle qu'il a donnée à sa conduite, la responsabilité de M. le comte de Reuss, le cabinet de Madrid nous oblige à entrer avec lui dans de nouvelles explications et à dégager de toute équivoque la pensée qui dirige notre politique dans les affaires du Mexique. Je ne saurais d'ailleurs laisser sans réponse la dépêche de M. le Premier Secrétaire d'État de Sa Majesté Catholique, en date du 21 du mois dernier, dont M. le chargé d'affaires d'Espagne m'a remis copie. Dans cette dépêche, M. Calderon Collantès développe les motifs qui ont inspiré les résolutions du général Prim, et il les trouve pleinement justifiées par une lettre particulière de l'amiral Jurien de la Gravière au comte de Reuss, dans laquelle ce dernier a cru voir une offense à la dignité de son pays. Je regrette l'importance qu'a donnée à ce document qui, dans sa forme confidentielle et intime, n'appelait peut-être pas une discussion officielle, une interprétation que son auteur se serait certainement empressé de désavouer s'il avait pu la prévoir. Alors même que, dans l'abandon d'une correspondance privée, quelques expressions auraient inexactement rendu la pensée de M. l'amiral Jurien, ses sympathies bien connues pour nos alliés, ses relations personnelles avec le comte de Reuss devaient, ce me semble, écarter de lui tout soupçon d'une intention blessante. M. le général Prim paraît du reste en avoir d'abord jugé ainsi, et sa réponse, pleine de cordialité et d'affectionnée confraternité militaire, ne permet guère de supposer qu'il se soit senti, en recevant la lettre de son collègue, atteint un seul instant dans sa dignité, moins encore dans celle de son pays. Quant au Gouvernement de l'Empereur, je n'ai pas assurément à le défendre, le cabinet de Madrid connaissant trop bien les sentiments qui l'animent à l'égard de l'Espagne, et dont vous avez été si souvent l'interprète, pour qu'il soit besoin d'en renouveler l'assurance. Je me refuserais même à admettre qu'aucun doute eût pu naître à cet égard dans l'esprit des ministres de la Reine, s'il m'était possible de découvrir dans les faits antérieurs à la correspondance qui nous occupe la cause déterminante des résolutions actuelles du Gouvernement espagnol. Ayant quelquefois dif-

féré d'appréciation sur des points secondaires, les deux Gouvernements s'étaient toujours trouvés d'accord sur les questions essentielles soulevées par leur coopération, sur la marche à suivre comme sur le but à atteindre. Aussi devions-nous supposer que le Cabinet de Madrid ne serait pas moins surpris que nous-mêmes d'apprendre que son plénipotentiaire, sur une divergence de conduite avec ses collègues de France, abandonnait l'entreprise et prenait sous sa responsabilité une détermination que les ministres de Sa Majesté Catholique vous ont affirmé n'être jamais entrée dans leurs prévisions.

Je ne me lasserai pas, Monsieur, de rappeler l'origine et l'objet de la convention de Londres. La France et l'Angleterre n'étaient pas encore décidées à recourir aux mesures coercitives contre un gouvernement qui méconnaissait tous ses devoirs, que l'Espagne, devançant notre accord, s'était déjà préparée à réclamer les armes à la main l'exécution toujours refusée du traité signé par M. Mon et par le général Almonte, et la réparation qui lui était due pour l'offense faite à son représentant, M. Pacheco. La conformité des intérêts et des situations amena vite l'entente qui s'établit à Londres entre les trois Cours ; ayant à poursuivre le redressement de griefs semblables, elles voulaient obtenir en commun leurs satisfactions et leurs garanties ; résolues à se saisir tout d'abord et au besoin par la force d'un gage matériel qui leur répondit de la réparation des dommages subis par leurs nationaux, elles envisageaient comme un résultat éventuel, mais très-désirable de leurs opérations, l'établissement au Mexique d'un régime politique régulier et stable, qui leur offrirait pour l'avenir des sûretés morales qu'elles avaient vainement demandées à tous les pouvoirs qui se sont succédé dans cette République. Les trois puissances n'hésitaient pas alors à reconnaître que le Gouvernement de Juarez ne leur offrait ni dans le présent, ni dans l'avenir, aucune de ces garanties qu'elles cherchaient. Aussi furent-elles unanimes à désapprouver les premières démarches de leurs représentants au Mexique, qui leur paraurent empreintes d'irrésolutions et de ménagements que la situation ne comportait pas. Le cabinet de Madrid ne fut pas le moins empêtré à regretter une attitude qui, en relevant l'autorité du gouvernement de Mexico, ne pouvait qu'encourager sa résistance et contrastait surtout avec l'ardeur dont l'Espagne avait fait preuve en précédant ses alliés au Mexique, et qui semblait indiquer de sa part la volonté de se faire justice plutôt que de négocier. Tous les incidents qui se sont produits depuis ont donné lieu à des explications trop complètes entre nous et le cabinet de Madrid, pour que j'aie à y revenir, si ce n'est pour constater une fois de plus la conformité des jugements que nous en portions. De l'échange confiant de nos idées, des assurances que vous avez reçues, j'ai dû conclure à l'identité de nos vues et des direc-

tions transmises à nos agents. C'est ainsi que nous avous pu nous croire fondés à supposer que si nos plénipotentiaires, éclairés par les faits qui se déroulaient sous leurs yeux et déliés des regrettables engagements de la Soledad par les nouveaux excès du Gouvernement mexicain, imprimaient à leur action une allure plus décisive, le Gouvernement espagnol penserait comme nous que, loin de consacrer l'abandon de la politique de la convention de Londres, cette nouvelle attitude indiquerait la volonté d'y revenir pour la faire enfin prévaloir. Nous nous serions, au besoin, confirmés dans cette pensée et dans notre opinion sur la liberté que nous rendaient les actes du Gouvernement mexicain, en lisant la réponse de M. le général Prim à la lettre de l'amiral Jurien de la Gravière ; M. le comte de Reuss écrivait, en effet, le 21 mars : « Pouvons-nous permettre que, pendant que nous sommes tranquilles dans nos cantonnements, le Gouvernement continue les vexations contre nos nationaux dans toute la République, en leur exigeant le payement de la contribution de 2 1/2 pour 100 sur leurs capitaux, comme ça se fait, prétendant M. Doblado qu'il en a le droit ? Pouvons-nous permettre que M. Doblado nous menace de rétablir le décret empêchant le mouvement commercial entre la douane de Vera-Cruz et l'intérieur du pays, dans le cas où cette douane ne lui serait pas rendue ? Pouvons-nous permettre qu'on exige un emprunt forcé de 500,000 piastres à six maisons du Mexique, dont trois sont espagnoles, taxées à 100,000 piastres chaque ? Voilà la raison de nous tenir, à sir Ch. Wyke et à moi, dans une attitude plus énergique que celle que nous avions quand nous nous sommes séparés. Ci-jointe la dernière lettre de M. Doblado, et, dans votre noble fierté, jugez si une telle sécheresse de langage peut nous convenir. Vous trouverez donc dans la lettre de M. Doblado et dans mes explications la véritable cause de notre humeur belliqueuse, et n'en cherchez pas d'autre, car elle n'existe pas. »

Nos plénipotentiaires partageaient les impressions du général Prim et de sir Ch. Wyke : affranchis de leurs engagements par le fait du Gouvernement mexicain, ils étaient impatients de sortir d'une situation qui ne leur convenait pas plus qu'à M. le comte de Reuss. Mais j'ai peine à comprendre le reproche qu'adresse ici M. Calderon Collantes à l'amiral Jurien de la Gravière, d'avoir voulu subordonner les intérêts directs et personnels qui avaient amené les alliés au Mexique à l'établissement préalable d'une monarchie dans ce pays. Les vues du Gouvernement de l'Empereur, à cet égard, ont été trop souvent expliquées au cabinet de Madrid pour qu'on ait pu s'y méprendre ; et, quant à nos plénipotentiaires, il suffit de lire la proclamation qu'ils ont adressée au peuple mexicain, alors que, par suite de la retraite de nos alliés, ils n'avaient plus à tenir compte que de la pensée de leur

Gouvernement, pour se convaincre qu'ils y ont strictement conformé leurs paroles et leurs actes, en désavouant toute intention d'imposer par la force une forme de gouvernement que repousserait le vœu du pays.

M. le Premier Secrétaire d'État insiste beaucoup sur quelques phrases dans lesquelles M. Jurien de la Gravière laisserait percer un regret du caractère trop exclusivement espagnol que l'expédition aurait eu, selon lui, à l'origine, en faisant pressentir qu'à l'avenir l'augmentation de notre effectif assurerait, si les circonstances en imposaient la nécessité, l'indépendance de notre politique. Il est évident que, tant que l'accord demeurait complet entre les alliés, l'expédition devait avoir un caractère collectif, et notre plénipotentiaire ne faisait que constater un fait en rappelant, dans une communication confidentielle adressée à son collègue, que l'arrivée des troupes espagnoles avant les autres, leur supériorité numérique, l'illustration même de leur chef, avaient, dans cette phase des opérations combinées, assigné un rôle prépondérant à l'Espagne. L'amiral Jurien ne songeait nullement à s'en plaindre ; en appréciant l'influence qu'avait exercée jusqu'alors, dans l'œuvre commune, l'action particulière de chacune des forces combinées, il ne dépassait pas, ce me semble, les bornes d'une discussion loyale, et l'opinion qu'il exprimait sur ce point n'avait pas lieu de surprendre M. le comte de Reuss, quand un journal imprimé sous ses yeux ne perdait aucune occasion de le représenter comme l'âme et la personnification complète de l'expédition : n'écrivait-il pas lui-même, le 27 février, au Premier Secrétaire d'État de Sa Majesté Catholique, que, dans son opinion, « l'élément espagnol » devait prédominer, tant à cause de la situation particulière de « l'Espagne à l'égard du Mexique que de l'initiative prise par son Gouvernement dans cette importante entreprise. » L'amiral Jurien, en définitive, se bornait à indiquer que, dans certaines éventualités, l'action indépendante deviendrait le droit de chacun, et que si le moment arrivait où il faudrait renoncer à obtenir, par des efforts collectifs, les résultats que l'on s'était promis, il resterait libre de poursuivre sa tâche comme il la comprenait et de pourvoir isolément à la dignité et aux intérêts de son pays. C'est dans cette prévision, malheureusement réalisée, que notre plénipotentiaire a pu dire que l'expédition deviendrait française.

Quant aux faits particuliers qui ont motivé la rupture, je veux parler de la protection accordée au général Almonte, je trouverais au besoin la justification de la conduite de nos agents dans les appréciations si pleines de sagesse et de prévoyance que l'expulsion du général Miramon inspirait au Premier Secrétaire d'État de Sa Majesté Catholique. Après avoir recommandé au comte de Reuss d'user de toute son in-

fluence pour empêcher le renouvellement d'un acte de cette nature, M. Calderon Collantès lui écrivait le 7 mars : « Il serait à craindre que la bonne intelligence entre les plénipotentiaires et les chefs des forces des trois Puissances aliées ne fût troublée, si l'une d'elles se regardait comme en droit de dieter contre aucun Mexicain des mesures semblables à celle qui a été appliquée à l'ex-président Miramon. Cela équivaudrait à exercer une espèce de souveraineté qui, se posant en contradiction avec celle des autres, donnerait lieu à des débats dangereux et même peut-être à des violences difficiles à justifier. Le représentant de Sa Majesté Catholique a l'importante mission de protéger tout le monde indistinctement et d'empêcher tout acte quelconque qui pourrait paraître passionné ou violent. »

M. Calderon Collantès rappelle enfin, dans sa dépêche du 21 mai, la proposition qu'il a faite, lorsque les premières divergences ont éclaté, d'ouvrir une conférence pour arrêter entre les trois Gouvernements une nouvelle entente embrassant à la fois les faits accomplis et les éventualités qui pouvaient survenir. Le Gouvernement de l'Empereur a apprécié le sentiment qui avait dicté cette proposition, et il aurait été heureux de l'accueillir s'il avait pu en espérer les bons effets que le cabinet de Madrid s'en promettait. Mais nous avons dû faire observer qu'à la distance où nous étions des événements, cette nouvelle entente n'exercerait aucune influence sur leur marche, et il suffit, en effet, de comparer les dates, pour se convaincre que les instructions identiques les plus formelles des trois Gouvernements n'auraient pas pu prévenir la rupture consommée à Orizaba par leurs plénipotentiaires, ni remédier à des résolutions instantanément accomplies.

Je me hâte, Mon-seigneur, de sortir d'une discussion désormais sans objet et dans laquelle je ne suis rentré qu'à regret. Chaque Gouvernement prononce souverainement sur toutes les questions où sont engagés sa dignité et ses intérêts. Nous n'avons pas à nous enquérir des motifs qui peuvent déterminer le cabinet de Madrid à adopter aujourd'hui vis-à-vis du Gouvernement de Mexico une politique de conciliation et de ménagements à laquelle nous ne saurions nous associer. Nous devons seulement constater, en ce qui nous concerne, qu'au moment où nos plénipotentiaires se sont séparés de leurs collègues, le 9 avril, à Orizaba, aucune offense n'était vengée, aucun dommage n'était réparé; le but de la convention de Londres n'était donc pas atteint, et il ne pouvait nous convenir d'accepter les résultats jusque-là négatifs ou illusoires de l'expédition que nous avions envoyée au Mexique. Nous regrettons d'avoir à accomplir seuls une tâche dont nous aurions été heureux et fiers de partager les dangers avec la glorieuse armée espagnole. Nous nous efforcerons d'y suffire; nous poursuivrons les réparations qui nous sont dues, nous exigerons pour l'avenir des ga-

ranties sérieuses et durables. Si, en accomplissant cette tâche, qui est avant tout celle que nous nous sommes imposée, nous pouvons venir en aide aux efforts qui seraient tentés par le pays lui-même pour sortir de l'anarchie qui le dévore et pour se reconstituer sur des bases nouvelles et solides, nous ne refuserons pas notre appui moral à des manifestations qui nous paraîtraient mériter nos sympathies. En agissant ainsi, nous avons la confiance de servir la cause de la civilisation et nos propres intérêts que nous ne séparons pas, dans ces régions lointaines, de ceux des alliés qui ont signé avec nous la convention de Londres.

Vous êtes autorisé, Monsieur, à donner lecture de cette dépêche à M. le Premier Secrétaire d'État de Sa Majesté Catholique, et à lui en laisser copie.

Signé : THOUVENEL.

Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny.

Paris, le 8 juillet 1862.

Monsieur, l'Empereur a résolu l'envoi de renforts considérables au Mexique, et Sa Majesté a confié le commandement en chef de ses troupes à M. le général Forey. Les renforts ne tarderont pas à rejoindre le corps expéditionnaire ; mais M. le général Forey les devancera au Mexique, son départ devant avoir lieu dans quelques jours. Sa Majesté a décidé que cet officier général réunirait dans ses mains tous les pouvoirs qui avaient été précédemment conférés à M. l'amiral Jurien de la Gravière, et qu'il serait simultanément investi, par conséquent, de ceux de plénipotentiaire et de commandant en chef de notre expédition.

Signé : THOUVENEL.

Lettre de l'Empereur au Général Forey.

Fontainebleau, 3 juillet 1862.

Mon cher général, au moment où vous allez partir pour le Mexique, chargé des pouvoirs politiques et militaires, je crois utile de bien vous faire connaître ma pensée.

Voici la ligne de conduite que vous aurez à suivre : 1^o faire, à votre arrivée, une proclamation dont les idées principales vous seront indiquées ; 2^o accueillir avec la plus grande bienveillance tous les Mexicains qui s'offriront à vous ; 3^o n'épouser la querelle d'aucun parti, déclarer que tout est provisoire tant que la nation mexicaine ne se sera

pas prononcée; montrer une grande déférence pour la religion, mais rassurer en même temps les détenteurs de biens nationaux; 4^e nourrir, solder et armer, suivant vos moyens, les troupes mexicaines auxiliaires; leur faire jouer le rôle principal dans les combats; 5^e maintenir parmi vos troupes, comme parmi les auxiliaires, la plus sévère discipline; réprimer vigoureusement tout acte, tout propos blessant pour les Mexicains, car il ne faut pas oublier la fierté de leur caractère, et il importe au succès de l'entreprise de se concilier avant tout l'esprit des populations.

Quand nous serons parvenus à Mexico, il est à désirer que les personnes notables de toute nuance, qui auront embrassé notre cause, s'entendent avec vous pour organiser un Gouvernement provisoire. Ce Gouvernement soumettra au peuple mexicain la question du régime politique qui devra être définitivement établi. Une assemblée sera ensuite élue d'après les lois mexicaines.

Vous aiderez le nouveau pouvoir à introduire dans l'administration, et surtout dans les finances, cette régularité dont la France offre le meilleur modèle. A cet effet on lui enverra des hommes capables de seconder sa nouvelle organisation.

Le but à atteindre n'est pas d'imposer aux Mexicains une forme de Gouvernement qui leur serait antipathique, mais de les aider dans leurs efforts pour établir, selon leur volonté, un Gouvernement qui ait des chances de stabilité et puisse assurer à la France le redressement des griefs dont elle a à se plaindre.

Il va sans dire que, s'ils préfèrent une monarchie, il est de l'intérêt de la France de les appuyer dans cette voie.

Il ne manquera pas de gens qui vous demanderont pourquoi nous allons dépenser des hommes et de l'argent pour fonder un Gouvernement régulier au Mexique.

Dans l'état actuel de la civilisation du monde, la prospérité de l'Amérique n'est pas indifférente à l'Europe; car c'est elle qui alimente nos fabriques et fait vivre notre commerce. Nous avons intérêt à ce que la république des États-Unis soit puissante et prospère, mais nous n'en avons aucun à ce qu'elle s'empare de tout le golfe du Mexique, domine de là les Antilles ainsi que l'Amérique du Sud, et soit la seule dispensatrice des produits du nouveau monde. Nous voyons aujourd'hui, par une triste expérience, combien est précaire le sort d'une industrie qui est réduite à chercher sa matière première sur un marché unique, dont elle subit toutes les vicissitudes.

Si, au contraire, le Mexique conserve son indépendance et maintient l'intégrité de son territoire, si un Gouvernement stable s'y constitue avec l'assistance de la France, nous aurons rendu à la race latine, de l'autre côté de l'Océan, sa force et son prestige; nous aurons garanti

leur sécurité à nos colonies des Antilles et à celles de l'Espagne; nous aurons établi notre influence bienfaisante au centre de l'Amérique; et cette influence, en créant des débouchés immenses à notre commerce, nous procurera les matières indispensables à notre industrie.

Le Mexique, ainsi régénéré, nous sera toujours favorable, non-seulement par reconnaissance, mais aussi parce que ses intérêts seront d'accord avec les nôtres, et qu'il trouvera un point d'appui dans ses bons rapports avec les puissances européennes.

Aujourd'hui donc, notre honneur militaire engagé, l'exigence de notre politique, l'intérêt de notre industrie et de notre commerce, tout nous fait un devoir de marcher sur Mexico, d'y planter hardiment notre drapeau, d'y établir, soit une monarchie, si elle n'est pas incompatible avec le sentiment national du pays, soit tout au moins un Gouvernement qui promette quelque stabilité.

NAPOLÉON.

Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel.

Orizaba, 23 juin 1862.

Monsieur le Ministre, je viens de recevoir la copie d'une protestation signée par les Français de Mexico¹ contre les attaques passionnées et les accusations calomnieuses dont la politique de l'Empereur a été l'objet de la part de quelques personnes qui se donnent comme les interprètes de la colonie française. Cette protestation est déjà signée par plus de trois cents Français, parmi lesquels figure tout ce que notre colonie dans la capitale compte de plus recommandable. On m'annonce deux ou trois cents autres adhésions qu'il n'avait pas encore été pos-

1. Les soussignés, obéissant aux nécessités de leur situation à Mexico, et comprenant qu'il ne leur appartient pas de prendre une part active dans les questions et les événements qui s'agissent en ce moment, se sont abstenus de protester publiquement contre les injures, les calomnies et les outrages insensés dirigés contre l'armée française, contre le Gouvernement de la France et ses représentants.

Mais, ce que les soussignés considèrent comme un devoir impérieux, c'est de protester hautement contre l'étrange prétention de certaines personnes de se présenter comme les organes légitimes des sentiments et des idées de la population française; c'est de protester énergiquement contre certaines publications, signées ou non signées, provoquées par des influences aujourd'hui bien connues, et destinées, y est-il dit, à éclairer le Gouvernement de la mère patrie sur les véritables intérêts de la colonie française au Mexique.

Les soussignés déclarent donc qu'ils repoussent toute espèce de solidarité avec les idées exprimées dans ces écrits, et, inspirés par le sentiment de la dignité nationale, autant que par la raison et par la justice, ils attendent, pleins de confiance et d'espoir, l'accomplissement de la noble mission confiée à l'honneur et à la loyauté de la France.

Mexico, mai 1862.

(Suivent 314 signatures.)

sible de recueillir faute de temps. Je m'empresse d'adresser cette pièce à Votre Excellence.

Signé : Dubois de Saligny.

Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel.

Orizaba, 17 juillet 1862.

Monsieur le Ministre, je vous informe à l'instant que M. Dastugnes, un des membres les plus estimés de la colonie française à Mexico, a été récemment enlevé, aux portes même de la capitale, par le nommé Cuellar, longtemps voleur de grand chemin, aujourd'hui colonel dans les troupes de Juarez, lequel aurait menacé notre compatriote de le fusiller s'il ne payait une rançon d'abord fixée à 2000 piastres, puis à 5000. Voici ce que l'on m'écrivit à ce sujet.

« Je suis chargé de porter à votre connaissance un nouvel et odieux attentat commis contre la personne de l'un de nos compatriotes. M. P. Dastugnes, ce Français qui déjà a été pillé plusieurs fois, tant par les bandes libérales que par les bandes réactionnaires, et dont les réclamations figurent dans les archives de la légation impériale, a été enlevé, il y a huit jours, à quelques lieues de Mexico, et emmené prisonnier par Cuellar.

« On a d'abord exigé 2000 piastres pour prix de sa mise en liberté, somme qu'il lui est tout à fait impossible de payer; quelques jours après, on a élevé la rançon à 5000 piastres, avec menace de le fusiller si la somme fixée n'était pas remise dans un très-court délai. Sa famille ignore si ces menaces ont été suivies d'exécution, quoiqu'il y ait lieu de le craindre, car ces mêmes bandes ont pendu, il y a peu de temps, plusieurs personnes qui n'ont pu payer ces misérables.

« Il a paru convenable de vous informer de ce nouvel attentat commis presque aux portes de Mexico; quoique dans l'état présent des choses votre protection nous soit impuissante, il est bon que vous sachiez que ce malheureux Gouvernement est impuissant à remplir le premier devoir imposé à tout Gouvernement digne de ce nom, celui de protéger les personnes et les propriétés. Et pourtant il se proclame le représentant du progrès, le défenseur des garanties, de la liberté, de la démocratie!

« En vérité, on se sent monter la rougeur au front à l'idée de s'être laissé prendre à ces mots vides de sens, surtout quand on est sincèrement dévoué au culte des idées libérales. Aujourd'hui l'expérience est décisive. Quel est l'homme d'un peu d'honnêteté et d'intelligence qui ne comprend qu'il n'y a de salut possible pour le Mexique que par l'intervention, par une intervention vigoureusement menée, qui

organise ce pays tombé en dissolution et le tire de la misérable situation au fond de laquelle il se débat? Nous savons que vous avez ainsi compris la question, et quels efforts vous avez faits et vous faites pour amener un résultat qui assure en même temps et l'avenir du pays et celui de vos nationaux, ne vous laissant pas émouvoir par les injures et les outrages sans nom dont vous êtes l'objet, et qui sont pour vous un titre d'honneur en même temps qu'ils avilissent le stupide Gouvernement qui les tolère, s'il ne les excite lui-même. Du reste, je crois pouvoir affirmer que ces outrages ont soulevé de dégoût l'immense majorité de la population française, et qu'elle attend le moment de pouvoir manifester les sentiments de reconnaissance dont elle est animée envers vous. Déjà vous avez pu connaître ses sentiments en lisant la protestation dont probablement vous aurez reçu la copie, et qui, aujourd'hui, est revêtue de plus de 500 signatures. C'est une réponse préemptoire aux menées de quelques Français, du reste en bien petit nombre, qui sacrifieraient volontiers à leurs intérêts personnels les intérêts et l'avenir de toute la population française au Mexique. Cette population a foi en vous, Monsieur le Ministre, et compte fermement que le Gouvernement français accomplira dans toute son étendue la mission de justice et d'humanité qu'il a commencée..»

Cette lettre rend superflues toutes réflexions de ma part.

Signé : Dubois de Saligny.

Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel.

Orizaba, 20 août 1862.

Monsieur le Ministre, malgré les dénégations et les menaces mises en usage par le Gouvernement pour effrayer les Français de la capitale, il s'est ajouté de nouvelles signatures à la protestation de nos nationaux jointe à ma dépêche du 23 juin, une deuxième liste qui vient de me parvenir et que j'ai l'honneur de vous adresser porte à 450 le nombre des adhésions reçues jusqu'au 22 juillet.

Signé : Dubois de Saligny.

Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel.

Orizaba, le 2 octobre 1862.

Monsieur le Ministre, j'écrivais, il y a quelque temps, à Votre Excellence que le Gouvernement de Juarez, sérieusement ému de la pro-

testation signée spontanément par les Français de la capitale, avait mis sa police en campagne pour empêcher la circulation de la liste et l'adjonction de nouvelles signatures. Une personne, arrivée récemment de Mexico, me signale une autre manœuvre de l'administration. Depuis quelque temps, les agents de l'autorité se présentent chez nos nationaux pour les sommer de déclarer catégoriquement et par écrit s'ils sont *pour* ou *contre* l'intervention, en ne leur laissant pas ignorer que, de cette déclaration de leur part, dépend la question de savoir s'ils seront ou non expulsés du territoire de la République. Cette question de l'expulsion des Français est, du reste, à l'ordre du jour parmi les journaux de Juarez, ainsi que dans les *clubs* et *juntes patriotiques* organisés par la police qui se prononcent presque unanimement pour l'affirmative.

Signé : Dubois de Saligny.

Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel.

Orizaba, le 6 octobre 1862.

Je disais précédemment à Votre Excellence que les journaux du Gouvernement et les *juntes patriotiques* de Mexico demandaient à grands cris que tous les Français qui ne se déclareraient pas publiquement contre l'intervention française fussent expulsés et que leurs biens fussent confisqués. Une feuille, établie par Juarez pour travailler les mauvaises passions des masses, *la Cuchara*, va plus loin : elle veut que nos nationaux soient contraints, sous peine d'expulsion, non-seulement de mettre leur fortune à la disposition de Juarez, mais de prendre les armes pour combattre, sous le commandement d'officiers mexicains, le drapeau de leur patrie. Dans la crainte que certaines personnes ne soient tentées de crier à l'exagération, je joins ici l'article du journal qui propose cette mesure comme chose toute simple.

Signé : Dubois de Saligny.

Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel.

Orizaba, le 8 octobre 1862.

Le *Monitor Republicano* du 3 octobre parle d'arrestations qui auraient eu lieu dans la capitale parmi les Mexicains et les Français. En tête des premiers on cite les trois généraux Santyago, Miguel Blanco et Guittian, ainsi que plusieurs autres personnes appartenant à l'élite de la société. Quant aux Français, le nombre de ceux jetés en prison par Juarez serait, dit-on, assez considérable, et en comprendrait qui ont

été ses partisans. Bien des gens ici semblent craindre que l'on ne se porte aux dernières violences contre nos malheureux compatriotes.

Signé : Dubois de Saligny.

Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel.

Orizaba, le 11 octobre 1862.

Monsieur le Ministre, je m'empresse de vous transmettre des informations de Mexico dignes de foi. Dans la soirée du 16 septembre, fête de l'indépendance, seize maisons habitées par des Français ont été assaillies à coups de pierres par des bandes poussant des cris de mort; des vitres, des portes, des devantures de magasin ont été brisées et deux Français blessés. Aucune mesure n'avait été prise pour empêcher les désordres, auxquels on devait s'attendre pourtant, puisque déjà, dans la nuit du 15, des cris de mort s'étaient fait entendre.

On ne saurait, en aucune façon, voir dans ces désordres une manifestation de l'opinion publique. Deux bandes de deux à trois cents individus au plus, composées d'enfants, de meneurs, et de cette plèbe qu'il est toujours si facile de ramasser dans une grande ville, ne prouveront jamais l'enthousiasme spontané et irrésistible d'une population de deux cent mille âmes. Il a fallu les excitations quotidiennes des journaux et des clubs, les discours incendiaires prononcés le 15 au soir dans les théâtres, et le 16 à l'Alaméda, et enfin l'agitation de la fête pour arriver à ce triste résultat. Il a fallu surtout l'incurie ou la mauvaise volonté de l'Administration, qui, avec une garnison de deux à trois mille hommes et une forte police, n'a pas su ou n'a pas voulu maintenir l'ordre, lorsque cent hommes bien employés eussent suffi à cette tâche.

Ce que le Gouvernement mexicain, quoique ne reculant devant aucunes mesures, si tyranniques, si odieuses qu'elles soient, ne peut se procurer, c'est l'argent nécessaire à l'entretien des troupes et à l'achat des matériaux indispensables pour l'exécution des travaux de défense. Les habitants, réduits à la plus effroyable misère, étant dans l'impossibilité absolue de payer les emprunts forcés dont on les écrasait chaque jour, on en est venu à saisir et à mettre en vente leurs propriétés. Mais il ne se présentait pas d'acquéreurs. Alors on s'est décidé à émettre pour 15 millions de piastres de papier-monnaie ayant cours forcé. On se demande ce que vont faire les représentants de l'Angleterre et des États-Unis en présence de cette mesure qui atteint si sérieusement les Anglais et les Américains.

On agitait toujours la question de savoir si tous nos nationaux seraient expulsés en masse du territoire de la République. Mais on

avait décidé l'expulsion de ceux qui ont été arrêtés au commencement de ce mois. Ils devaient être conduits à Acapulco, sur le Pacifique. Il est à craindre que, pour plusieurs d'entre eux au moins, l'expulsion, dans de telles conditions, ne soit l'équivalent d'un arrêt de mort.

Signé : Dubois de Saligny.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Barrot.

Paris, le 22 décembre 1862.

Monsieur, j'ai reçu les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, et j'ai placé sous les yeux de l'Empereur celles où vous me rendez compte de la discussion qui a eu lieu au Sénat espagnol au sujet des affaires du Mexique.

Le discours prononcé par M. le Ministre d'État de Sa Majesté Catholique dans cette discussion contient, à l'égard des événements survenus au Mexique depuis la signature de la convention de Londres, des assertions et des jugements qu'il nous conviendra peut-être de ne pas laisser sans réplique. Je peux me borner à dire aujourd'hui que les explications fournies par S. Exc. M. Billault au Corps législatif, et développées depuis dans la correspondance de mon prédécesseur, conservent aux yeux du Gouvernement de l'Empereur toute leur valeur, et me permettent d'attendre, avant de répondre au discours de M. Calderon Collantès, que la suite des débats engagés dans les Cortès m'en ait indiqué la nécessité.

Il est un point cependant qui me paraît appeler de ma part un éclaircissement immédiat; je veux parler de l'échange d'idées qui a eu lieu entre M. le marquis de la Havane et moi au sujet de la rentrée éventuelle de l'Espagne dans une action commune avec la France, et des notes échangées entre nous et dans lesquelles ces idées ont été consignées. Les paroles prononcées par M. le Ministre d'État sur cet incident diplomatique ont été diversement reproduites, et il en résulte tout au moins, quant à l'opinion qu'il a exprimée sur les dispositions des deux Cabinets et sur la portée des engagements pris, une obscurité qu'il est de notre intérêt commun de faire cesser. Les affaires du Mexique ont été l'occasion de trop de confusion et de malentendus entre nous et le Gouvernement de la Reine, pour que je ne m'efforce pas de préciser avec la plus grande netteté les termes des pourparlers dont il s'agit et de la valeur des assurances qui en ont été la suite. M. Calderon Collantès n'ayant pas d'ailleurs jugé à propos de présenter aux Cortès les pièces écrites de cette négociation, je crois devoir les joindre à cette dépêche, bien qu'elles vous soient déjà connues, en les accompagnant des explications qu'elles comportent.

Dès mon entrée au ministère, M. le marquis de la Havane, s'inspirant du sentiment cordial dont il s'est montré constamment animé pendant tout le cours de sa mission, est venu m'entretenir du désir de son Gouvernement de rétablir avec nous, en vue des affaires du Mexique, l'accord malheureusement rompu, et de rechercher les conditions de la coopération future des deux Puissances. Dans son opinion, la convention de Londres n'était point annulée par les dissensments survenus entre ses signataires, elle était simplement suspendue; le but n'était pas atteint : à l'exclusion stipulée de tout avantage particulier, chacune des trois Puissances avait toujours à poursuivre les satisfactions exigées pour ses offenses, les indemnités dues pour les dommages subis par ses nationaux, et des garanties pour l'avenir. La France accomplirait certainement à sa gloire l'œuvre de guerre que désormais elle supportait seule, mais le concours de l'Espagne lui deviendrait nécessaire, très-utile du moins, pour pacifier ce pays et conclure une paix solide dont les intérêts d'aucune des Puissances signataires de la convention de Londres n'auraient à souffrir. Si, pour obtenir ces résultats, l'occupation de la capitale ou de quelques autres points du Mexique était jugée indispensable, le Gouvernement de la Reine était prêt à s'entendre avec celui de l'Empereur pour déterminer le chiffre des troupes à fournir et pour en combiner l'emploi.

Ces considérations, développées par M. l'ambassadeur d'Espagne, furent résumées dans une note qu'il me remit dans le courant du mois d'octobre, et que vous trouverez ci-annexée sous le n° 1¹.

Je pouvais me dispenser d'entrer avec M. de la Havane dans aucune

1. Note verbale remise au Ministre des affaires étrangères par S. Exc. M. le marquis de la Havane, ambassadeur d'Espagne à Paris.

Octobre 1862.

Le Gouvernement de Sa Majesté Catholique a déclaré à plusieurs reprises qu'il ne considérait pas la convention de Londres du 31 octobre 1861 comme annulée, mais seulement comme en suspens, et qu'à son avis elle pouvait être remise en vigueur par l'accord des Puissances qui l'avaient signée.

Le but de la convention était d'obtenir les satisfactions dues aux offenses faites aux Gouvernements contractants, des indemnités pour les préjudices éprouvés par leurs sujets, et, autant que possible, la garantie que de pareils faits ne se renouvelleraient pas à l'avenir.

Aucun de ces résultats n'a encore été obtenu; le désaccord survenu entre les plénipotentiaires et parmi les chefs de l'expédition en arrêta la marche, juste au moment où elle paraissait devoir atteindre le but que les Puissances s'étaient proposé.

Depuis lors le Gouvernement français poursuit seul sa tâche. Il triomphera sans le moindre doute des résistances armées qu'il pourra rencontrer; toutefois il est à craindre que des obstacles d'une autre nature l'empêchent de faire entrer la République mexicaine dans une situation solide et stable qui, en assurant l'ordre dans l'intérieur, présenterait à l'extérieur la garantie de l'exécution des engagements pris par son gouvernement; car celui-ci, nonobstant toute la liberté laissée au pays pour se constituer pourrait être considéré comme imposé par la France.

L'action commune stipulée par la convention de Londres aurait évité ce grave inconvenient, vu que les trois Puissances signataires s'étaient engagées, d'une part, à s'abs-

discussion sur les événements antérieurs, auxquels j'étais personnellement resté étranger, et j'ai été heureux d'éviter avec lui, en cette circonstance, toute récrimination sur le passé. J'avais trouvé, lui ai-je dit, la France seule en guerre avec le Mexique. La question de savoir si la convention qui avait réglé la coopération des trois Puissances était encore en vigueur, alors que deux d'entre elles avaient abandonné l'entreprise commencée en commun, me paraissait du ressort de la discussion purement théorique et sans application pratique aux circonstances. Nous étions pénétrés du concours moral et matériel que l'Espagne apporterait dans une œuvre commune ; mais les faits accomplis nous avaient imposé une situation que nous avions acceptée et que dominaient, pour le moment, les intérêts de notre dignité et de notre honneur militaires. Nous ne contestions, du reste, ni à l'Espagne ni à l'Angleterre le droit de poursuivre leurs réclamations ; nous pensions, en nous en félicitant, que l'expédition dont nous nous trouverions seuls chargés tournerait à leur avantage, et nous serions heureux, le moment venu, de nous entendre avec nos alliés pour en consolider les résultats. J'ai consigné ces explications dans une note verbale¹ que j'ai remise à M. le marquis de la Havane, le 29 octobre, en réponse à celle qu'il m'avait adressée.

tenir de toute intervention dans les affaires intérieures du Mexique pouvant porter atteinte au droit de la nation mexicaine à choisir la forme de gouvernement qui lui conviendrait, et, de l'autre, à ne pas rechercher pour elles-mêmes des acquisitions territoriales, ni des avantages spéciaux.

Prenant pour point de départ l'existence du traité de Londres, les Puissances contractantes auraient à fixer les réclamations qu'elles ont à faire valoir devant le Gouvernement mexicain, et les garanties que celui-ci aurait à donner pour assurer l'exécution de ses engagements et pour éviter la reproduction des offenses antérieures. Il est évident d'ailleurs que, si les Gouvernements alliés doivent rester libres de décider des réclamations qu'ils jugeront devoir soutenir, il serait néanmoins convenable de ne pas mettre le Mexique dans l'impossibilité de s'acquitter des engagements qu'il aurait contractés. Ce ne serait du reste que s'en tenir à l'esprit de la convention de Londres, qui n'a pas été signée pour étouffer la nationalité mexicaine, mais bien au contraire pour l'aider à se relever de l'état d'anarchie où le pays se trouve plongé depuis si longtemps.

Cela suffit pour expliquer la pensée du Gouvernement de Sa Majesté Catholique ; cependant il n'est pas inutile d'ajouter que si, pour obtenir les résultats indiqués, l'occupation temporaire de la capitale de la République ou d'autres points du territoire était jugée nécessaire, le Gouvernement de la Reine se trouverait prêt à entrer dans un second accord spécial ayant pour but de fixer les forces que chaque Puissance aurait à y envoyer et les postes qu'elle devrait occuper.

Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement de Sa Majesté Catholique est disposé à prendre part à de nouvelles conférences destinées à poursuivre le but que les trois Puissances s'étaient proposé par la convention du 31 octobre dernier.

Le Gouvernement de l'Empereur, s'il partage cette manière de voir, pourrait en faire l'ouverture au cabinet de Sa Majesté Britannique.

1. Note verbale remise au marquis de la Havane par M. Drouyn de Lhuys.

29 octobre 1862.

Le Ministre des Affaires étrangères a examiné, avec la plus sérieuse attention, la note

Désirant toujours effacer la trace qu'avaient pu laisser dans nos relations avec l'Espagne les dissensiments qui nous avaient séparés au Mexique, M. le marquis de la Havanne persistait cependant avec la plus honorable sollicitude à rechercher les moyens de renouer une entente dont sa haute intelligence des intérêts des deux pays lui faisait apprécier la valeur. Il ne cessa pas d'avoir avec moi sur ce sujet des entretiens remplis d'une confiance mutuelle.

M. l'Ambassadeur d'Espagne pensait qu'il serait désirable que des plénipotentiaires fussent nommés par l'Espagne et par l'Angleterre avant que les opérations de notre armée fussent accomplies; en outre, il jugeait utile d'arrêter dès à présent le mode de procéder pour constituer au Mexique un gouvernement national, et il suggérait un système indiqué déjà en 1860 par son Gouvernement. M. le marquis de la

verbale que M. l'Ambassadeur d'Espagne lui a fait l'honneur de lui remettre, au sujet des affaires du Mexique.

Après avoir rappelé les objets essentiels que les trois Puissances s'étaient proposés de réaliser, en signant à Londres la convention du 31 octobre 1861, la note exprime le regret que la marche de l'expédition envoyée au Mexique, se soit trouvée arrêtée par suite du désaccord survenu entre les plénipotentiaires et les commandants respectifs, au moment où le but allait être atteint.

Le Ministre de Sa Majesté Impériale ne peut que s'associer à ce regret, mais, sans vouloir rentrer ici dans une discussion rétrospective qui a déjà été suffisamment élucidée par la correspondance de son prédécesseur, il se bornera à exprimer à son tour la conviction que le Gouvernement de l'Empereur a fidèlement interprété la convention du 31 octobre, et que, s'il a cru devoir continuer à agir isolément là où il n'avait pas de plus vif désir que celui d'opérer de concert avec ses alliés, c'est qu'il n'a pas dépendu de lui de concilier les divergences qui se sont produites, et qu'il a jugé que l'honneur de son drapeau et le soin de ses intérêts lui imposaient l'obligation de continuer seul la tâche commencée.

Il résulte de la note de S. Exc. le marquis de la Havane que le Gouvernement de Sa Majesté Catholique serait disposée à s'entendre, aujourd'hui avec ceux de France et d'Angleterre, en vue de déterminer, dans des conférences spéciales, les mesures qu'il serait opportun d'adopter de concert et le chiffre des troupes que chacune des Puissances aurait à fournir dans le cas où l'occupation temporaire de Mexico ou d'autres points du Mexique, serait jugée nécessaire pour amener les résultats indiqués par la convention de 1861.

Le Gouvernement de l'Empereur apprécie, ainsi qu'il le doit, ces suggestions, et le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté se plaît à reconnaître les intentions qui les ont dictées. Pénétré de l'importance du concours moral et matériel de ses alliés, il ne saurait toutefois ne pas tenir compte de la situation que les faits lui ont imposée. Bien loin d'ailleurs de vouloir, même de la manière la plus indirecte, contester à l'Espagne et à l'Angleterre le droit de poursuivre leurs légitimes réclamations au Mexique, il a au contraire la confiance que l'expédition dont, par la force des circonstances, il se trouve seul aujourd'hui à supporter le fardeau, tournera à l'avantage de ces deux Puissances en même temps qu'au sien propre. Il appelle de ses vœux les plus sincères le moment où, les efforts de ses armes ayant obtenu le succès qu'il eût été heureux de poursuivre en commun avec ses alliés, il sera permis de reprendre avec le Mexique de sérieuses négociations, d'assurer, avec la complète satisfaction des réclamations pendantes, la sécurité qui a jusqu'à présent manqué aux biens et aux personnes des étrangers résidant dans ce pays, et d'accomplir enfin, dans une nouvelle entente avec l'Espagne et l'Angleterre, l'entreprise commencée en commun et à la réussite de laquelle leur cordiale coopération peut si puissamment contribuer.

Havane voulut bien me communiquer un projet de note verbale qu'il avait préparé sur ces bases. J'ai dû décliner ces nouvelles propositions, et si j'en fais mention, bien qu'elles n'aient eu aucune suite, c'est que l'un des comptes rendus de la partie du discours de M. Calderon Collantes, qui a trait à ces négociations, tendrait à faire supposer que nous aurions pris en effet des engagements analogues à ceux que nous proposait M. le marquis de la Havane, tandis que c'est précisément pour ne pas prendre un pareil engagement que j'ai prié M. l'Ambassadeur d'Espagne de considérer comme non avenue la note qu'il avait bien voulu préalablement me soumettre. J'ai dû lui rappeler, en effet, les droits qui résultaient pour nous de notre état de guerre; nous ne pouvions admettre, dans l'exercice que nous faisions de ces droits, aucun contrôle ou aucune restriction. Nous faisions la guerre, la paix devait en sortir; quand et comment, je ne pouvais le dire. A la distance où nous étions des événements, je ne pouvais pas les devancer par des calculs hypothétiques. Je pouvais encore moins me lier par des engagements que les faits accomplis au Mexique auraient peut-être infirmés avant qu'ils y fussent connus. Il ne s'agissait pas d'ailleurs pour nous de fonder et de constituer un gouvernement, et la proposition même de M. le marquis de la Havane me paraissait d'ailleurs tenir trop peu de compte du rôle appartenant aux Mexicains dans une pareille œuvre. Nous n'avions pas à revenir sur ce que nous avons répété tant de fois, de notre désir de voir ce pays profiter de la crise qu'il traversait pour en faire sortir sa régénération, et de notre bonne volonté à l'aider dans les efforts qu'il voudrait tenter pour y parvenir; mais l'œuvre de son salut est avant tout la sienne, ce n'est pas la nôtre. Si nos troupes entrent victorieusement à Mexico, nous ignorons l'influence que cet événement exercera sur le pays; nous n'entendons exclure à l'avance aucune combinaison ni restreindre l'usage que la nation mexicaine pourra faire de ses droits souverains; si le Gouvernement, quel qu'il soit, qu'elle voudra constituer, présente des garanties, nos intérêts les plus évidents nous conseilleront de travailler à le consolider. Quoiqu'il arrive, le Mexique ne sera jamais pour nous ni une conquête ni une colonie, nos intérêts n'y seront pas par conséquent opposés à ceux de l'Espagne ni de l'Angleterre; nous ne pourrions donc qu'accueillir avec empressement leur concours, dont nous apprécions hautement la puissante efficacité, pour consolider un état de choses qui nous assurerait à tous les garanties que réclament au même titre les intérêts de toutes les Puissances.

J'ajoutai enfin qu'avant de reprendre avec nos alliés de la convention de Londres une négociation destinée à régler une nouvelle entente, il était nécessaire de s'assurer des dispositions du cabinet anglais, et que rien jusqu'à présent ne m'autorisait à les préjuger.

M. l'Ambassadeur d'Espagne voulut bien tenir compte de ces considérations, et il m'adressa, le 29 novembre, la note ici annexée¹, dans laquelle il m'exprimait le désir de voir le Gouvernement de l'Empereur indiquer l'époque et les moyens qui lui paraîtraient les plus propres pour arriver à cet accord. Je m'empressai de répondre le 1^{er} décembre à M. le marquis de la Havane² « qu'aussitôt que la phase « des opérations militaires serait terminée, le Gouvernement impérial serait disposé à inviter les deux Puissances cosignataires de la « convention de Londres à envoyer au Mexique des plénipotentiaires

1. Note verbale remise à M. Drouyn de Lhuys par le marquis de la Havane.

29 novembre 1862.

Dans la note verbale concernant les affaires du Mexique, adressée à l'Ambassadeur de Sa Majesté Catholique, en date du 29 octobre dernier, par M. le Ministre des Affaires étrangères, Son Excellence déclarait que si, par la force des faits accomplis, la France s'est trouvée dans la nécessité de poursuivre seule l'expédition commencée en commun, elle n'en appela pas moins de ses vœux les plus ardents le moment où les efforts de ses armes permettraient d'accomplir, dans une nouvelle entente, l'entreprise au succès de laquelle la cordiale coopération des Puissances signataires du traité de Londres peut si puissamment contribuer.

En s'exprimant ainsi, M. le Ministre des Affaires étrangères fait comprendre que, dans son opinion, il serait difficile d'arriver à un nouvel accord avant que les troupes françaises ne fussent entrées dans la capitale de la République.

Sans vouloir contester la valeur de cette opinion, l'Ambassadeur de Sa Majesté Catholique pense qu'il serait à désirer de voir le Gouvernement de l'Empereur indiquer dès à présent l'époque et les moyens qui lui paraîtraient les plus propres pour arriver à cet accord.

Ce n'est pas uniquement dans l'intérêt des réclamations espagnoles au Mexique que l'Ambassadeur d'Espagne propose au Gouvernement de l'Empereur de faire cette déclaration; il pense que ses avantages se feraient plus spécialement sentir par la confiance qu'elle serait destinée à inspirer aux populations de la République, qui reconnaîtraient, par ce fait, que le Gouvernement de l'Empereur n'a pas cessé de considérer en vigueur la déclaration contenue dans l'article 2 de la convention de Londres, d'après laquelle les Puissances signataires devaient s'abstenir d'exercer leur influence sur les droits des Mexicains de choisir et de constituer librement la forme de leur Gouvernement.

2. Note verbale remise au marquis de la Havane par M. Drouyn de Lhuys.

1^{er} décembre 1862.

S. E. M. l'Ambassadeur d'Espagne, dans une note du 29 novembre dernier, après avoir rappelé les dispositions conciliantes manifestées par le Ministre des Affaires étrangères de France, au sujet du rétablissement éventuel d'une entente sur les affaires du Mexique, dès que les circonstances le permettront, exprime le désir que le Gouvernement de l'Empereur indique dès à présent l'époque et les moyens qui lui paraîtraient les plus propres pour arriver à cet accord. Ce n'est pas uniquement dans l'intérêt des réclamations espagnoles que M. le marquis de la Havane propose de faire cette déclaration; suivant Son Excellence, les avantages s'en feraient plus spécialement sentir par la confiance qu'elle inspirerait aux populations mexicaines, qui reconnaîtraient, par ce fait, que le Gouvernement de l'Empereur n'a pas cessé de considérer comme étant toujours en vigueur le principe posé dans l'article 2 de la convention de Londres.

Malgré le changement qui s'est produit dans l'attitude et dans la conduite de ses alliés, l'Empereur n'a point modifié ses intentions premières. Aussi le Ministre des Affaires étrangères n'hésite pas à répondre à S. E. M. l'Ambassadeur de Sa Majesté

« nommés *ad hoc*, qui n'aient pas été engagés dans les transactions antérieures, pour aviser de concert aux moyens de consolider au Mexique un état de choses qui puisse assurer la prospérité du pays et offrir des garanties de sécurité aux intérêts des nations étrangères. » J'ajoutai que le Gouvernement de l'Empereur considérerait les déclarations contenues dans la présente note comme définitives, dès que les Gouvernements d'Espagne et d'Angleterre y auraient adhéré.

Tel est, Monsieur, le dernier acte de cette négociation, dont il m'a paru utile de rappeler les divers incidents avant d'en exposer la conclusion et pour en mieux faire saisir le caractère et la valeur. C'est un devoir pour moi de dire, en terminant, que M. l'Ambassadeur d'Espagne y a apporté un esprit dégagé de toutes préventions, une franchise et une loyauté auxquelles je me plaît ici à rendre hommage.

Signé DROUYN DE LHUY'S.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Barrot.

Paris, le 23 décembre 1862.

Monsieur, j'ai reçu les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser; vos messages télégraphiques des 19 et 21 de ce mois me sont également parvenus, et j'ai pu ainsi apprécier complètement les suites et la conclusion de l'incident qu'avait fait naître le langage tenu par M. Calderon Collantès, dans la séance du 13, devant le sénat. Ce langage tendait à altérer le sens des explications qui avaient eu lieu entre ce ministre et vous à propos de divers incidents de l'affaire du Mexique et notamment à l'égard des appréciations dont la convention de la Soledad avait été l'objet, et à mettre en doute la parfaite exactitude des informations que vous aviez transmises au Gouvernement de l'Empereur.

La dépêche télégraphique que j'ai eu l'honneur de vous adresser

Catholique, qu'aussitôt que la phase des opérations militaires sera terminée, le Gouvernement Impérial sera disposé à inviter les deux Puissances cosignataires de la susdite convention à envoyer au Mexique des plénipotentiaires nommés *ad hoc* et qui n'aient pas été engagés dans les transactions antérieures, pour aviser de concert aux moyens de consolider au Mexique un état de choses qui puisse assurer la prospérité du pays et offrir des garanties de sécurité aux intérêts des nations étrangères.

Quant à l'accord sur les réclamations que les trois Puissances devront faire valoir à Mexico, il est entendu que celles de l'Espagne et de l'Angleterre ne sauraient faire obstacle aux demandes que la France aura à présenter par suite de la guerre qu'elle s'est vue obligée à soutenir.

Le Gouvernement de l'Empereur considérera les déclarations contenues dans la présente note comme définitives, dès que les Gouvernements d'Espagne et d'Angleterre y auront adhéré.

le 18 vous aura montré, Monsieur, tout le prix que le Gouvernement de l'Empereur attachait à ce que les assertions du Premier Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Catholique, émises en opposition avec celles que vous aviez consignées dans votre correspondance avec mon prédécesseur, fissent de votre part l'objet d'une demande de réparation immédiate. Je n'ai donc pu apprendre qu'avec satisfaction que vous aviez devancé à cet égard les instructions que je vous ai transmises par ordre de Sa Majesté.

L'Empereur, à qui j'ai rendu compte de vos démarches, a bien voulu les approuver, et, comme je me suis empressé de vous l'annoncer par le télégraphe, Sa Majesté vous autorise à considérer comme une satisfaction suffisante les paroles que M. Calderon Collantès a prononcées devant le sénat, dans la séance du 18. Ces explications, en effet, sous une forme plus ou moins enveloppée, contiennent une évidente rétractation des allégations qui avaient provoqué nos légitimes susceptibilités, et la notoriété, que n'a pas manqué de recevoir la demande de réparation que vous avez adressée au Premier Secrétaire d'Etat, ne peut que contribuer à rendre encore plus complète la satisfaction qui nous a été donnée : vous devez donc considérer cet incident comme terminé.

Signé DROUYN DE LHUYS.

F. AMYOT.

— — —
PARIS. — IMPRIMERIE DE CH. LAHURE ET C°
Rue de Fleurus, 9





M. DROUYN DE LHUY'S

MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FRANCE

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1863

III

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

Déclaration échangée le 3/13 octobre 1860 entre M. Balabine, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de Russie près S. M. I. et R. Apostol. et M. le comte de Rechberg, Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche, concernant la réciprocité à établir entre les deux Empires pour la répression des crimes commis sur le territoire de l'un des deux États contre la sûreté de l'autre.

Les Art. 66 et 58 du Code pénal autrichien portent :

Art. 66. Quiconque commet un des actes dont il est question dans l'Art. 58, contre un des États fédéraux allemands ou contre le chef de l'un de ces États, se rend également coupable du crime d'avoir troublé l'ordre public, à moins qu'on ne constate un crime plus sévè-

rement puni, et il lui est infligé un emprisonnement dur d'un an à cinq ans, et dans le cas de circonstances aggravantes de cinq à dix ans.

Se rend coupable du même crime et est puni de la même peine qui conqué commet un de ces actes contre un autre État étranger ou contre son chef, dans le cas où les lois de cet État ou bien des Traité spéciaux garantissent la réciprocité, et si cette réciprocité est légalement publiée dans l'Empire d'Autriche.

Art. 58. Le crime de haute trahison est commis par quiconque se rend coupable :

1^o D'actes par lesquels la personne de l'Empereur doit être atteinte ou menacée physiquement dans sa santé ou dans sa liberté, ou par lesquels l'Empereur doit être entravé dans l'exercice de ses droits de gouvernement.

2^o D'actes qui tendent à un changement violent dans la forme du gouvernement.

3^o D'actes qui tendent à la séparation d'une partie de l'Empire d'avec l'ensemble unitaire de l'État, ou de l'agglomération des pays de l'Empire d'Autriche, ou qui peuvent occasionner ou augmenter un danger du dehors pour l'État, ou provoquer soit une révolte, soit une guerre civile à l'intérieur. Ces actes seront coupables, qu'ils aient été commis publiquement ou secrètement, par des personnes isolées, ou par suite de relations concertées, par des conspirations, des exhortations, des incitations, des embauchements, des paroles, des écrits, des imprimés ou des dessins ; par des conseils ou par des actes personnels, avec ou sans prise d'armes ; par la communication de secrets ou de projets aboutissant à ce but ; par l'émeute, l'embauchage, l'espionnage ; par des secours ou par toute autre action tendant à ce but, quand même les tentatives seraient restées sans effet.

Si les actes ci-dessus mentionnés sont dirigés contre l'existence, l'intégrité, la sécurité ou la Constitution de la Confédération Allemande, ils doivent également être jugés et punis comme crimes de haute trahison.

Considérant que l'application des Articles ci-dessus aux crimes commis contre un État ou un Souverain étranger est soumise à la condition de réciprocité ;

Et que cette condition se trouve remplie par l'Article additionnel suivant inséré dans le Code pénal russe :

Si l'un des crimes prévus par les Art. 275, 276, 277, 283, 284 et 287 (éd. 1857) du Code pénal était commis, soit contre un État étranger qui, par un Traité particulier ou par des lois promulguées à cet effet, aura garanti à la Russie la réciprocité sous ce rapport, soit contre le pouvoir suprême dudit État, les coupables, s'ils n'ont commis aucun autre crime emportant une peine plus grave, seront con-

damnés à la privation de tous les droits et priviléges particuliers, soit à leur condition, et à la déportation simple dans les gouvernements de Tomsk ou de Tobolsk, — ou bien, pour les individus non exemptés des châtiments corporels, à la peine des verges dans le degré établi par l'Art. 35 du Code pénal pour la 4^e ou la 5^e catégorie de cette espèce de peines, et à l'envoi dans les compagnies disciplinaires, qui relèvent de l'autorité civile, pour un terme de deux à quatre ans, ou d'un à deux ans. Si le crime a été commis avec des circonstances aggravantes, les coupables seront condamnés à la privation de tous les droits de leur condition et à la déportation dans les localités moins éloignées de la Sibérie, pour y être colonisés, et pour les individus non exemptés des châtiments corporels, à la peine du fouet par la main du bourreau, dans le degré établi par l'Art. 22 du Code pour la 2^e catégorie des peines de cette espèce.

Le soussigné Ministre des Affaires Étrangères de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, autorisé à cet effet par son Gouvernement, a signé la présente Déclaration, destinée à être échangée contre une Déclaration analogue par laquelle le Gouvernement Impérial et Royal Apostolique s'engage à publier par une Ordinance émanée du Ministère des Affaires Étrangères, de concert avec celui de la justice, et qui sera insérée dans le Bulletin des lois de l'Empire autrichien : que l'Empire de Russie est du nombre des États qui ont expressément garanti la réciprocité prévue par le second alinéa de l'Art. 66 du Code pénal autrichien du 27 mai 1852, et que par conséquent les délits énumérés dans ledit Article, s'ils sont commis contre l'Empire de Russie ou son Souverain, seront punis selon les dispositions de l'Art. 66 et de l'Art. 58 auquel il se réfère.

Fait à Saint-Pétersbourg, le 9 décembre 1859 ¹.

Signé : *Gortschakoff*.

**Traité de Commerce et de Navigation entre la France et le Pérou,
signé à Lima le 9 mars 1861 ².**

Au nom de Dieu, auteur et législateur de l'univers,

Sa Majesté l'Empereur des Français et Son Excellence le Président de la République du Pérou, animés du désir de resserrer les liens d'amitié, de régulariser, maintenir et étendre les relations commerciales et maritimes qui existent heureusement dès aujourd'hui entre les deux nations, ont résolu de conclure un Traité d'Amitié, de Com-

1. La déclaration autrichienne a été faite le 13 octobre 1860.

2. Ratifié le 28 décembre 1861, déclaré exécutoire en France le 26 février 1862, inséré au *Moniteur* le 13 mars 1862.

merce et de Navigation qui les établit d'une manière solide sur les principes de la justice et de la réciprocité; à cet effet, ont conféré leurs Pleins Pouvoirs, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, à *M. Prosper-Edmond de Lesseps*, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand et des Chevaliers de Jérusalem, officier de l'ordre de Léopold de Belgique, son consul général et chargé d'affaires auprès du Gouvernement de la République du Pérou;

Et le Président de la République du Pérou, au Ministre des Relations Extérieures, M. le docteur *Don José Fabio Melgar*;

Lesquels, après avoir échangé ces Pleins Pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura entre l'Empire français, d'une part, et la République du Pérou, d'autre part, dans toute l'étendue de leurs possessions et territoires, comme entre les sujets ou citoyens de l'un ou de l'autre État, sans exception de personnes ni de lieux, paix perpétuelle et amitié parfaite et sincère.

Art. 2. Les Français au Pérou, et les Péruviens en France pourront, réciproquement et en toute liberté, entrer avec leurs navires et cargaisons, comme les nationaux eux-mêmes, dans tous les lieux, ports et rivières qui sont actuellement ou qui seront plus tard ouverts au commerce étranger en général.

Les sujets ou citoyens des deux États pourront, comme les nationaux, sur les territoires respectifs, voyager, séjourner ou s'établir, commercer tant en gros qu'en détail et exercer toute profession, tout art ou industrie non contraire aux usages, aux bonnes mœurs, à la morale, à la sécurité et à la salubrité publique, se conformant aux lois municipales et aux ordonnances de police, et observant les conditions et les formalités requises pour l'exercice de certaines professions scientifiques par des règlements spéciaux; ils pourront également louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent, recevoir des consignations, tant de l'intérieur que de l'étranger, en s'assujettissant aux obligations et en payant les droits et patentes imposés par les lois du Pays.

Dans tous leurs achats, ventes, transactions et contrats, ils seront parfaitement libres d'établir toutes les conditions permises par la loi, et de fixer le prix des effets, marchandises ou autres objets naturels ou manufacturés, tant ceux importés de l'étranger que ceux produits par le Pays de leur résidence, soit qu'ils les vendent à l'intérieur, soit qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer exactement aux lois et règlements du Pays.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, soit dans l'achat ou la vente de leurs biens, effets ou marchandises et autres transactions ou contrats, soit dans le chargement, le déchargement ou l'expédition de leurs navires, sauf toujours à se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le Pays. Ils auront également le droit de remplir les mêmes fonctions, lorsqu'elles leur seront confiées par leurs compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux, et, en aucun cas, ils ne seront assujettis à des charges, taxes ou impôts autres que ceux auxquels seront soumis les nationaux ou les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. 3. Les sujets et citoyens des deux Hautes Parties contractantes jouiront, dans l'un et l'autre Etat, de la plus complète et constante protection pour leurs personnes et leurs propriétés ; ils auront, en conséquence, libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits en toute instance et à tous les degrés de juridiction établis par les lois ; ils seront libres d'employer les avocats, avoués, agents ou interprètes qu'ils jugeront à propos ; enfin ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et priviléges que ceux qui sont ou seront accordés aux nationaux, et seront soumis aux conditions imposées à ces derniers.

Ils seront, en outre, exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre et de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toute contribution de guerre, de tous emprunts forcés, réquisitions ou services militaires de quelque nature que ce soit ; ils ne pourront, en aucun cas, être assujettis, pour leurs propriétés, soit mobilières, soit immobilières, à d'autres charges, taxes ou impôts, que ceux auxquels seront soumis les nationaux eux-mêmes, ou les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, sans exception : bien entendu que celui qui réclamera l'application de la dernière partie de cet article sera libre de choisir celui des deux traitements qui lui paraîtra le plus favorable.

Ils ne pourront être arrêtés ni expulsés du Pays, ni même transportés d'un point à un autre du territoire, sans motifs graves, sans que les formes légales soient observées à leur égard, et avant que les causes qui motiveront une pareille mesure et les documents qui en feront foi aient été, en temps opportun, communiqués aux agents diplomatiques ou consulaires de leur nation respective. Dans tous les cas, il sera accordé aux inculpés le temps nécessaire, selon les circonstances, pour présenter leurs moyens de justification et de défense, et pour prendre avec lesdits agents diplomatiques ou consulaires les

mesures nécessaires à la conservation de leurs biens et de ceux des tiers qui existeraient entre leurs mains. Les stipulations du présent article ne pourront mettre obstacle à l'exécution des jugements prononcés par les tribunaux respectifs, conformément aux lois du Pays.

Art. 4. Les Français au Pérou et les Péruviens en France jouiront d'une entière et parfaite liberté de conscience et ne pourront être inquiétés pour leurs croyances religieuses, à la condition de respecter les lois et usages respectivement établis dans les deux Pays, en ce qui concerne la pratique extérieure de leurs cultes. Ils auront le droit d'enterrer leurs morts dans les cimetières de leurs communions religieuses consacrés dans le Pays, ou dans ceux qu'ils désigneraient ou établiraient avec l'assentiment de l'autorité compétente, ou, à défaut de cimetières, dans d'autres lieux convenables et décents, qui devront être protégés contre toute profanation.

Art. 5. Les sujets et citoyens de l'un et de l'autre État ne pourront être respectivement soumis à aucun embargo, ni être retenus avec leurs navires, équipages, marchandises et effets pour une expédition militaire, ni pour quelque usage public que ce soit, sans une indemnité convenue et fixée par les parties intéressées, préalablement acquittée, et suffisante pour cet usage, et pour les torts, pertes, retards dommages occasionnés par le service auquel ils auraient été obligés ou qui pourraient en provenir. Lorsqu'il s'agira d'un service ou d'un usage privé qui ne se rattachera en rien à l'intérêt de l'État, ni à la salubrité publique, la propriété desdits sujets ou citoyens ne pourra être retenue ni employée sans leur consentement formel, alors même qu'il y aurait offre ou paiement d'une indemnité préalable.

Art. 6. Les sujets ou citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit, sur les territoires respectifs, d'acquérir et de posséder des biens meubles et immeubles, comme aussi d'en disposer par actat, vente, donation, échange, mariage, ou de toute autre manière ; et leurs héritiers testamentaires ou ab intestat, de même que leurs légataires, pourront entrer sans obstacle en possession de l'héritage et en disposer selon leur volonté, sans payer des droits de succession autres ni plus élevés que ceux auxquels seront soumis, dans des cas semblables, les nationaux du Pays où les biens seront situés. A défaut des héritiers ou de leurs représentants, les biens en déshérence seront traités de la même manière que le seraient, en pareil cas, des biens appartenant aux nationaux.

Art. 7. Si, malheureusement, par quelque circonstance qu'il ne serait possible ni de prévoir ni d'empêcher, la paix venait à être rompue entre les deux États, il est convenu, dans le but de diminuer les maux de la guerre, que les sujets ou citoyens de l'un d'eux résidant

dans les villes, ports et territoires de l'autre, exerçant le commerce ou toute autre profession, pourront y demeurer et continuer leurs affaires, tant qu'ils se conduiront pacifiquement et ne se rendront coupables d'aucune offense contre les lois. Dans le cas où, leur conduite venant à inspirer contre eux de justes soupçons, ils perdraient ainsi ce privilége, et où les Gouvernements respectifs jugeraient nécessaire de les faire sortir du Pays, il leur sera accordé un délai de douze mois à compter de la publication de l'ordre ou du jour où il leur sera signifié, afin qu'ils puissent régler leurs intérêts et se retirer avec leurs familles, effets et propriétés. Dans ce but, on leur donnera le sauf-conduit nécessaire. Il demeure néanmoins entendu que les personnes qui se seront ainsi rendues suspectes, pourront être transférées, par les Gouvernements respectifs, sur les points de leurs propres territoires qu'ils jugeront à propos de désigner.

En aucun cas de guerre ou de collision entre les deux nations, les propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils soient, des sujets ou citoyens respectifs, ne seront assujettis à aucune saisie ou séquestre, ni à d'autres impositions que celles exigées des nationaux. De même, pendant l'interruption de la paix, les deniers dus par des particuliers, non plus que les titres de crédit public, ni les actions des banques ou autres, ne pourront être saisis, séquestrés ou confisqués au préjudice des sujets ou citoyens respectifs et au bénéfice des Pays où ils se trouveront.

Art. 8. En aucun cas, les droits d'importation imposés en France sur les produits, quels qu'ils soient, du sol ou de l'industrie du Pérou, et réciproquement, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produite de la nation la plus favorisée ; le même principe sera observé pour l'exportation.

Aucune prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation de quelque article que ce soit n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux Pays, aucunes formalités ne pourront être exigées pour justifier de l'origine et de la provenance des marchandises respectivement importées dans l'un des deux Etats, qu'autant que les mêmes prohibitions, restrictions ou formalités seront également étendues à toutes les autres nations.

En résumé, le commerce français au Pérou et le commerce péruvien en France, seront traités, dans tous les cas et sous tous les rapports, comme celui de la nation la plus favorisée.

Art. 9. Tous les produits du sol ou de l'industrie de l'un des deux Pays dont l'importation n'est point expressément prohibée payeront, dans les ports de l'autre, les mêmes droits d'importation, qu'ils soient chargés sur navires français ou péruviens. De même, les produits exportés supporteront les mêmes droits et jouiront des mêmes fran-

chises, allocations et restitutions de droits qui sont ou pourront être réservées aux exportations faites sur bâtiments nationaux. Il est entendu, toutefois, que le mot *allocation* n'est, dans aucun cas, applicable aux primes que le Gouvernement de l'Empereur accorde à l'exportation des morues de pêche française.

Art. 10. Les navires français arrivant dans les ports du Pérou ou en sortant, et les navires péruviens à leur entrée ou à leur sortie des ports de France, ne seront assujettis à d'autres ni a de plus forts droits de port, de phare, de pilotage, de quarantaine ou autres affectant le corps du bâtiment, que ceux auxquels sont ou seront soumis les navires nationaux. Les faveurs ou franchises qui font l'objet du présent Article ne s'étendent pas à la quotité que payent ou devront payer les navires, en raison de l'usage qu'ils font ou feront des mâles construits, soit par des entreprises particulières, soit par l'État; en conséquence, les bâtiments des deux Parties contractantes devront être assujettis aux conditions ou tarifs qui sont ou seront fixés par les entrepreneurs ou par le Gouvernement aux navires étrangers; ils jouiront seulement, sous ce rapport, des concessions accordées à la nation la plus favorisée.

Art. 11. Les droits de navigation, de tonnage et autres qui se prélevent en raison de la capacité du navire seront perçus, pour les navires français, dans les ports de la République du Pérou, d'après les énonciations contenues au manifeste ou autres papiers du bord : la même règle sera observée pour les navires péruviens dans les ports de l'Empire français.

Art. 12. Les bâtiments français entrant dans un port du Pérou et, réciproquement, les bâtiments péruviens entrant dans un port de France, dans le but d'y décharger seulement une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à bord une partie du chargement qui serait destinée à d'autres ports du même État ou d'un autre pays, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, d'autres ou de plus forts droits que ceux que payent ou payeront les bâtiments nationaux dans des circonstances semblables; le même principe s'applique au commerce d'échelle destiné à compléter les chargements de retour.

Art. 13. Lorsque, par suite de relâche forcée ou d'avarie constatée, les navires de commerce de l'une des deux Hautes Parties contractantes entreront dans les ports de l'autre ou toucheront sur ses côtes, ils ne seront assujettis à aucun droit de navigation, sous quelque dénomination que ces droits soient respectivement établis, sauf les droits de pilotage et autres représentant le salaire de services rendus par des industries privées, pourvu que ces navires n'effectuent aucune

opération de commerce, soit en chargeant, soit en déchargeant des marchandises. Dans le cas spécial d'avaries, il leur sera permis de déposer à terre, avec les précautions établies par les lois de douane des pays respectifs, les marchandises composant leurs cargaisons, pour éviter qu'elles ne dépérissent, et il ne sera exigé d'eux d'autres droits que ceux relatifs au loyer des magasins ou dépôts publics qui leur seraient nécessaires pour déposer provisoirement ces marchandises pendant le temps employé à réparer les avaries du bâtiment.

Art. 14. Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que les dispositions du présent traité ne seront pas considérées comme applicables à la navigation et au commerce de cabotage, c'est-à-dire qui ont lieu entre deux ports situés également sur le territoire de l'une d'elles; en conséquence, la réglementation de ce commerce demeure réservée aux lois particulières des deux Etats.

Si, toutefois, l'une des deux Hautes Parties contractantes, dérogant à ses droits de navigation relatives au cabotage, accordait à une tierce puissance le bénéfice de cette navigation, l'autre partie pourra réclamer le même bénéfice, gratuitement si la concession a été gratuite, ou moyennant une compensation équivalente si la concession a été conditionnelle.

Art. 15. Aux fins du présent Traité, seront respectivement considérés comme navires français ou péruviens : ceux qui navigueront sous le pavillon de l'un ou de l'autre État; seront la propriété de sujets ou de citoyens de l'un ou de l'autre pays, dont les capitaines seront également sujets ou citoyens dudit Pays; qui auront été immatriculés conformément aux lois de l'État dont ils portent le pavillon, et qui seront porteurs d'une patente régulièrement délivrée par l'autorité compétente. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent d'ailleurs le droit, si les intérêts de leur navigation venaient à souffrir de la teneur de cet Article, d'y apporter d'un commun accord, les modifications qui leur paraîtraient convenables, aux termes de leur législation respective,

Art. 16. Les navires, marchandises et effets appartenant aux sujets ou citoyens de l'une des deux Hautes Parties contractantes qui auraient été pris par des pirates, dans les limites de sa juridiction, ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades ou baies de la domination de l'autre, seront remis à leurs propriétaires, moyennant paiement préalable, s'il y a lieu, des frais de reprise qui seront déterminés par les tribunaux compétents, et lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant ces mêmes tribunaux : il est bien entendu que la revendication devra en être faite dans le délai d'un an, par la partie intéressée, par ses fondés de pouvoir ou par les agents des Gouvernements respectifs.

Art. 17. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres et mouillages, et, en général, pour toutes les formalités d'ordre et de police auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans l'un des deux États, aucun privilége, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre État; la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments français et les bâtiments péruviens soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 18. Les bâtiments de guerre français et les bâtiments de guerre péruviens pourront respectivement entrer, séjourner et se radouber dans les ports de la France et du Pérou, dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes honneurs et priviléges.

Art. 19. Les deux Hautes Parties contractantes adoptent dans leurs relations mutuelles les quatre principes de droit maritime proclamés dans la Déclaration du 16 avril 1856¹ par les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie, réunis au Congrès de Paris, et reconnus également par le gouvernement du Pérou, aux termes de la résolution législative du 3 octobre 1857, savoir :

1^o La course est et demeure abolie;

2^o Le pavillon neutre couvre la propriété ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre;

3^o La propriété neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas sujette à confiscation sous pavillon ennemi;

4^o Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante, capable d'interdire réellement tout accès à la côte de l'ennemi.

Art. 20. Comme conséquence des principes qui précèdent les deux Hautes Parties contractantes conviennent des points suivants :

1^o Les navires de celui des deux États qui demeurera neutre pourront naviguer librement d'un port ou d'un territoire ennemi à un autre neutre, d'un port ou d'un territoire neutre à un autre ennemi, et d'un port ou d'un territoire ennemi à un autre également ennemi, à l'exception, bien entendu, des endroits ou des ports en état de blocus, et, dans tous les cas, la marchandise chargée à bord de ces navires, quel qu'en soit le propriétaire, sera libre à l'exception de la contrebande de guerre; sera également libre tout individu embarqué à bord du bâtiment neutre, lors même qu'il serait sujet ou citoyen de l'État ennemi, pourvu qu'il ne soit pas actuellement au service de l'ennemi ou en destination pour y entrer.

1. Voir cette déclaration, *Archives*, 1862, tome I, page 146.

2^e Les propriétés et les sujets ou citoyens de celle des deux Parties contractantes qui demeurera neutre, tandis que l'autre sera engagée dans une guerre, seront à l'abri de toute confiscation et arrestation, même à bord d'un navire ennemi, à moins qu'il ne s'agisse de contrebande de guerre ou de personnes actuellement au service de l'ennemi ou à destination pour y entrer.

Art. 21. Sont réputés contrebande de guerre les articles suivants : armes blanches ou à feu, projectiles, poudre, articles d'équipement militaire, et en général, toutes espèces d'armes ou d'instrument de fer, acier, cuivre, plomb, ou de toute autre matière expressément fabriquée pour faire la guerre sur terre ou sur mer.

Art. 22. Aucun bâtiment de commerce appartenant à des sujets ou citoyens de l'un des deux États, qui aura été expédié pour un port bloqué par les forces de l'autre, ne pourra être saisi, capturé et condamné, si, préalablement, il ne lui a pas été fait une notification de l'existence du blocus, par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre de blocus.

Et pour que l'on ne puisse pas alléguer une prétendue ignorance des faits, et que le navire qui aura été dûment averti soit dans le cas d'être capturé s'il vient à se présenter une seconde fois devant le même port, pendant la durée du blocus, le commandant du navire de guerre qui le rencontrera le premier devra inscrire sur les papiers de ce bâtiment, le jour, le lieu, et la hauteur où il l'aura visité et lui aura fait la notification dont il s'agit dans les formes voulues pour cette notification.

Art. 23. Dans le cas où une des deux Hautes Parties contractantes seraient en guerre avec une tierce Puissance et où ses bâtiments de guerre auraient à exercer en mer le droit de visite, il est convenu que, s'ils rencontrent un navire de commerce appartenant à l'autre Partie demeurée neutre, ils enverront à son bord, dans un canot, un officier chargé de le reconnaître et de procéder à l'examen des papiers relatifs à sa nationalité et à son chargement. Les commandants seront responsables dans leurs personnes et leurs biens de toute vexation, insulte ou acte de violence qui se commettrait dans cette occasion. La visite n'aura lieu qu'à bord des navires naviguant sans convoi; quant à ceux qui seront convoyés, il suffira que le commandant du convoi déclare verbalement, et sur sa parole d'honneur, que les bâtiments confiés à sa garde et protection appartiennent réellement à l'Etat dont il arbore le pavillon, et, si ces navires sont en destination d'un port ennemi qu'ils ne portent point de contrebande de guerre.

Art. 24. Les articles de contrebande de guerre ci-dessus énumérés qui seront trouvés à bord d'un navire ayant pour destination un port ennemi seront sujets à saisie et confiscation, mais le reste du charge-

ment et le navire lui-même demeureront libres pour que les propriétaires en puissent disposer selon leur convenance.

Aucun bâtiment appartenant à l'une des deux Hautes Parties contractantes ne sera capturé en pleine mer pour porter de la contrebande de guerre, toutes les fois que le maître, capitaine ou subré-cargue dudit bâtiment offrira de la livrer au navire capteur, à moins que cette contrebande ne soit en telle quantité et d'un tel volume qu'elle ne puisse être transbordée sans grave inconvenient; mais, dans ce cas et dans tous les autres où il y aurait lieu à juste saisi, le bâtiment saisi sera envoyé au port le plus rapproché, mais commode et sûr, pour y être jugé conformément aux lois.

Art. 25. Dans tous cas de prises, les tribunaux établis pour juger de leur validité seront les seuls compétents; et toutes les fois que ces tribunaux auront rendu au profit de l'une des deux Hautes Parties contractantes un jugement contre des navires, effets ou propriétés réclamés par des sujets ou citoyens de l'autre Partie, le jugement ou arrêt fera mention des motifs sur lesquels il sera fondé. Il sera, en outre, délivré au commandant, propriétaire ou agent desdits navires et effets, lorsqu'ils le demanderont, une expédition authentique du jugement ou arrêt, où même de tout le dossier du procès, à la charge par eux de payer les droits légaux.

Art. 26. Les deux Hautes Parties contractantes se reconnaissent mutuellement le droit d'établir et d'entretenir les agents consulaires dans les villes, ports et autres lieux de leurs territoires respectifs qui seront ouverts au commerce étranger et où sera autorisée la résidence des fonctionnaires de cette classe.

Art. 27. Le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et celui de la République, en vue des exigences et de l'étendue du commerce qu'ils ont à protéger, pourront nommer leurs Agents Consulaires conformément à la classification suivante:

Consuls généraux;

Consuls;

Elèves consuls;

Vice-consuls;

Agents consulaires.

Art. 28. Afin d'établir une règle qui détermine d'une manière certaine les attributions des Consuls généraux, Consuls, Elèves consuls, Vice-consuls et Agents consulaires, et pour prévenir tous les doutes que pourraient soulever des questions difficiles relativement aux immunités et prérogatives consulaires, les deux Parties contractantes conviennent d'adopter le principe général suivant:

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires ont, comme une attribution exclusivement et essentiellement réservée

à leur charge, celle de veiller à la protection et au développement du commerce de leurs compatriotes dans les lieux de leur résidence ; mais l'intervention dans les affaires qui se rapportent à d'autres intérêts que ceux purement commerciaux qui ont leur origine dans des rapports de quelque nature que ce soit avec les naturels du Pays ou avec le Gouvernement, ne leur appartient que d'une manière subsidiaire, et à défaut d'un agent diplomatique de leur nation. La seconde partie de la stipulation qui fait l'objet du paragraphe qui précède ne s'étendra pas aux simples Agents consulaires.

Art. 29. La nomination des Consuls généraux et Consuls qui devront résider au Pérou appartient exclusivement au Gouvernement de Sa Majesté Impériale ; de même la nomination des Agents de même rang qui devront résider en France, appartient exclusivement au Gouvernement péruvien. Les Vice-Consuls et simples Agents consulaires pourront être nommés par leurs Gouvernements respectifs, par les Agents diplomatiques, ainsi que par les Consuls, quand ceux-ci auront reçu de leur Gouvernement l'autorisation de les nommer.

Art. 30. Aucun Consul, de quelque rang que ce soit, ne pourra exercer ses fonctions, avant que la patente ou provision qui l'aura nommé ait été revêtue de l'exequatur du Gouvernement du Pays où il devra résider, et avant que cet exequatur ait été notifié à l'autorité supérieure politique du lieu, s'il est Consul, Vice-Consul ou simple Agent consulaire.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de refuser leur exequatur aux patentés, lettres de provision ou de nomination consulaire, comme aussi de retirer celui qui aurait été déjà accordé ; mais elles conviennent en même temps, pour que ce droit puisse s'exercer sans troubler leur bonne intelligence, de se communiquer les raisons qui auraient motivé le refus ou le retrait de l'exequatur.

Art. 31. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à reconnaître aux Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires de l'autre, comme une attribution propre à l'exercice de leurs charges respectives, et dans la mesure et sous les modifications exprimées dans les Articles spéciaux du présent Traité, le droit de connaître des affaires suivantes :

- 1^o Avaries ;
- 2^o Différends élevés entre le capitaine et les officiers ou équipage des navires de leur nation ;
- 3^o Police intérieure des bâtiments mouillés dans les ports de leurs résidences ;
- 4^o Déserteurs ;
- 5^o Sauvetages ;
- 6^o Décès et successions *ab intestat* ;

7° Arbitrage sur des affaires de commerce;

8° Législation, certificats et déclarations.

Art. 32. Toutes les fois qu'entre les propriétaires, armateurs ou assureurs il n'aura pas été fait de conventions spéciales pour le règlement des avaries qu'auraient éprouvées les navires ou les marchandises, en se rendant dans les ports de l'un des deux États, ce règlement appartiendra aux Consuls respectifs ; ceux-ci en connaîtront exclusivement, si ces avaries intéressent uniquement des individus de leur nation. Si d'autres habitants du Pays où résident les Consuls s'y trouvent intéressés, les Consuls désigneront, dans tous les cas, les experts qui devront connaître du règlement d'avaries ; ce règlement se fera à l'amiable, sous la direction des Consuls si les intéressés y consentent, et, dans le cas contraire, par l'intervention de l'autorité locale compétente.

Art. 33. La connaissance des différends survenus entre le capitaine et les officiers ou équipage d'un bâtiment français ou péruvien appartiendra aux Consuls du Pays dont ce bâtiment portera le pavillon. L'intervention des autorités locales n'aura lieu que dans le cas où quelque sujet ou citoyen de l'État pour lequel le navire sera destiné serait partie intéressée dans ces différends.

Art. 34. En tout ce qui concerne le chargement et le déchargement des navires, la police des ports, le transport et la sûreté des marchandises et effets appartenant aux nationaux, on appliquera les lois et règlements territoriaux.

Mais la police intérieure des bâtiments de commerce et le règlement des différends survenus entre le capitaine et les gens de l'équipage au sujet de leurs engagements et du paiement de leurs gages seront de la compétence exclusive des Consuls respectifs. Toutefois, les autorités locales connaîtront des désordres survenus à bord d'un navire français mouillé dans un port du Pérou, ou à bord d'un navire péruvien mouillé dans un port de France, si leur intervention est réclamée, si quelque individu du Pays ne faisant pas partie de l'équipage ou quelque passager appartenant à une autre nation a pris part à ces désordres, ou si, enfin, ils sont de nature à troubler ou à menacer la tranquillité du port.

Art. 35. Les Consuls de France au Pérou, de même que les Consuls du Pérou en France pourront exiger des autorités locales l'arrestation et la détention des déserteurs des bâtiments marchands et des bâtiments de guerre, en justifiant toutefois de l'identité des individus ou de leur inscription sur le rôle d'équipage des navires. Si la détention a lieu sur un ponton ou dans une prison publique, elle sera aux frais de l'agent qui l'aura provoquée jusqu'au moment où les déserteurs seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartenaient ou sur

tout autre navire de leur nation, s'ils sont sujets ou citoyens du même Pays.

La remise des déserteurs pourra être refusée par les autorités locales dans deux cas seulement : 1^o s'il s'est écoulé un délai de trois mois à compter du jour de l'emprisonnement, sans que le Consul ait pris aucune mesure à leur égard; dans ce cas et pour ce seul fait, le déserteur sera mis en liberté sans qu'il puisse être arrêté de nouveau pour la même cause; 2^o si le déserteur s'est rendu coupable de quelque délit commis sur le territoire de la résidence du Consul. Dans ce cas, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que le tribunal compétent ait statuée sur le dernier délit et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Art. 36. Les Consuls de France au Pérou, et réciproquement les Consuls du Pérou en France, dirigeront toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation, naufragés ou échoués sur les côtes du pays de leur résidence. L'intervention des autorités locales aura lieu seulement en l'absence des Consuls ou Agents consulaires auxquels serait conférée cette attribution; elles prendront les mesures nécessaires conformément aux règlements et ordonnances de marine et de commerce, pour la protection des naufragés et la conservation des objets sauvés, et même dans le cas où il existerait des Agents consulaires, lesdites autorités auront le droit d'intervenir pour maintenir l'ordre et assurer l'exécution des lois spéciales de l'État, relatives au sauvetage des marchandises ainsi qu'aux intérêts des sauveteurs.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne payeront de droits d'importation qu'autant qu'elles seraient destinées à la consommation intérieure.

Art. 37. Les Consuls auront droit d'intervenir, en cas de décès *ab intestato* de sujets ou citoyens de leurs nations respectives, en tout ce qui est relatif aux inventaires à dresser, à la sécurité, conservation, administration et liquidation de la succession, et d'en faire la remise aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires dûment autorisés, en se conformant aux lois du Pays, en tant qu'elles ne s'opposent pas à la concession de ce droit. Comme conséquence de cette stipulation, les Consuls respectifs pourront, au décès de leurs nationaux, quand ils n'auront pas fait de testament ni désigné d'exécuteur testamentaire, après avis donné au juge d'arrondissement et avec son intervention :

1^o Apposer les scellés, soit d'office, soit à la requête des parties intéressées, sur les effets mobiliers, y compris les valeurs métalliques et les bijoux, et sur les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération un des juges territoriaux compétents, qui pourra y assister, et même, s'il le juge convenable, croiser de ses scellés ceux

qui auraient été apposés par le Consul, et dès lors ces doubles scellés ne seront levés que de concert. Toutefois, il est bien entendu que le juge ne pourra se refuser à obtempérer à la demande du consul en pareil cas ;

2° Dresser aussi, en présence dudit juge compétent, si celui-ci croit devoir se présenter, l'inventaire de la succession et l'inviter à le signer ;

3° Faire procéder, en temps opportun et suivant l'usage du Pays, à la vente des effets mobiliers susceptibles de détérioration ;

4° Administrer et liquider personnellement ou nommer sous leur responsabilité un agent pour administrer et liquider la succession, sans que l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations, à moins qu'un ou plusieurs sujets ou citoyens du Pays dans lequel sera ouverte ladite succession ou les sujets ou citoyens d'une tierce puissance n'aient à faire valoir des droits dans cette même succession ; car, dans ce cas, et s'il survient pendant toute la durée des douze mois qui suivront le jour du décès, des difficultés entre les intéressés, elles seront jugées par les tribunaux compétents du Pays, les Consuls agissant alors comme représentants de la succession. Il reste bien entendu, toutefois, que si ces intéressés, d'un commun accord, déclarent volontairement et formellement s'en rapporter à la décision du Consul, pour le règlement de leurs droits sur ladite succession, les tribunaux territoriaux n'auront pas à intervenir ;

5° Conserver en dépôt dans la caisse de leurs chancelleries respectives le produit net de la succession, lequel, après douze mois révolus à dater du jour du décès, et après l'acquittement des dettes contractées dans le Pays par le défunt, et dont le paiement aura été réclamé avant l'expiration des douze mois précités, sera délivré soit aux héritiers légitimes ou légataires, soit à leurs mandataires dûment autorisés. A défaut d'héritier ou de légataire, le produit de la succession sera transmis, après ledit terme de douze mois, par les Consuls français, à la caisse des dépôts et consignations à Paris, et, par les Consuls péruviens, à la trésorerie de Lima.

Pour l'accomplissement des paragraphes précédents, les Consuls respectifs sont tenus de faire annoncer mensuellement, dans une des gazettes publiées dans leur arrondissement consulaire et ce, pendant une année, la mort du défunt et l'ouverture de la succession.

Il est, d'un autre côté, bien entendu que si, après les douze mois écoulés à partir du décès et postérieurement à la délivrance des fonds et valeurs de la succession aux ayants droit ou à leur transmission par les Consuls des États respectifs, soit à la caisse des dépôts et consignations à Paris, soit à la trésorerie de Lima, il se présente des créanciers retardataires, ceux-ci auront toujours le droit de reven-

diquer le montant de leurs créances dûment constatées, sans qu'il puisse leur être opposé d'autre prescription que celle établie en matière civile par les lois du Pays auquel appartenait le défunt, et aux tribunaux duquel seront toujours déferées leurs réclamations.

Dans le cas où le défunt sera décédé à une distance telle de la résidence du Consul, que celui-ci ne puisse pas s'y transporter immédiatement ou y envoyer, sous sa responsabilité une personne de sa confiance, le juge compétent de la localité, après avoir prévenu sans retard le Consul de ce décès, procédera à l'apposition et à la levée des scellés, à la confection de l'inventaire et au retrait des effets mobiliers, valeurs métalliques et bijoux, à la vente desdits effets et à la transmission du montant intégral, sauf les frais judiciaires de ladite succession, au Consul, lequel en demeurera dépositaire, ainsi qu'il est convenu au cinquième paragraphe du présent article. Le Consul pourra, dans l'intérêt des héritiers, exciter le zèle du juge, afin que ces diverses opérations s'accomplissent avec la plus grande célérité possible.

Art. 38. Les Consuls respectifs pourront régler amiablement et extrajudiciairement les différends survenus entre leurs nationaux relativement à des affaires commerciales, toutes les fois que les Parties désireront se soumettre volontairement à un arbitrage de leur Consul, dans lequel cas la décision arbitrale du Consul, appuyée du consentement préalable donné par écrit par lesdites Parties, obtiendra devant l'autorité territoriale la valeur d'un document obligatoire ayant force de jugement exécutoire à l'égard desdites Parties intéressées.

Art. 39. Auront également une valeur légale et pourront faire foi en justice dans le pays de la résidence des Consuls, les attestations, traductions, certificats et légalisations qu'ils délivreraient revêtus du sceau du consulat, pourvu que ces actes se rapportent à des faits ou à des conventions passés entre des sujets ou citoyens de leur nation, ou qu'ils concernent des personnes établies ou des choses situées sur le territoire de leur pays. La stipulation contenue dans cet article s'appliquera, en outre, aux affaires qui intéresseront les citoyens ou sujets d'une troisième Puissance, lesquels se trouveraient accidentellement sous la protection d'un Consul français ou péruvien.

Art. 40. Les deux Hautes Parties contractantes stipulent que les Consuls généraux, Consuls et Vice-consuls, à défaut d'Agent diplomatique de leur nation, pourront réciproquement s'adresser aux autorités supérieures de leur résidence ou au Gouvernement de l'État pour réclamer contre les infractions commises contre les TraitéS ou Conventions existant entre les deux Pays, et pour appuyer les réclamations de leurs compatriotes qui auraient été injuriés ou lésés par quelque fonctionnaire ou quelque autorité du Pays.

Art. 41. En cas de mort ou d'absence d'un Consul général ou Consul, et en toute autre circonstance qui l'empêcherait d'exercer ses fonctions, l'officier le plus élevé en grade de la résidence consulaire prendra la gestion *ad interim* du Consulat, après avoir été reconnu préalablement par le Gouvernement de l'État.

Art. 42. Les deux Hautes Parties contractantes conviennent qu'il sera reconnu comme immunité inhérente aux personnes des Agents qu'elles accréditeront réciproquement pour exercer les fonctions consulaires une indépendance complète des autorités locales dans tout ce qui sera relatif à l'exercice de leurs fonctions.

Art. 43. Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls, de même que les Élèves-consuls et Chanceliers, ne pourront être sommés de comparaître comme témoins devant les tribunaux du Pays de leur résidence. Quand la justice locale aura besoin de prendre auprès d'eux quelque information juridique, elle devra la leur demander par écrit, ou se transporter au Consulat pour la recueillir de vive voix.

Art. 44. Les Consuls pourront arborer le Pavillon aux couleurs de leur Pays les jours de solennités publiques ou de fêtes civiles ou religieuses ; ils pourront également placer au-dessus de la porte extérieure de la maison qu'ils occuperont, comme signe distinctif de leurs fonctions, un tableau aux armes de leur nation.

La prérogative stipulée au présent Article est un signe purement distinctif et ne pourra jamais être interprétée comme constituant un droit d'asile et comme entraînant l'idée d'exterritorialité.

Art. 45. Afin de garantir l'accomplissement de la stipulation de l'Article 42, les Archives, les Chancelleries consulaires et leurs papiers sont déclarés inviolables, de telle manière que, dans aucun cas et sous quelque prétexte que ce soit, il ne sera permis aux autorités locales de les saisir ni de les visiter.

Art. 46. Les Consuls, ainsi que les Élèves-consuls et Chanceliers, jouiront, dans les deux Pays, des priviléges généralement attribués à leurs charges, tels que l'exemption de tout service public, celle des logements militaires et celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, à moins toutefois qu'ils ne soient sujets ou citoyens du Pays, ou qu'ils ne deviennent, soit propriétaires, soit possesseurs temporaires de biens immeubles, ou enfin qu'ils ne fassent le commerce ; pour lequel cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers.

Ces agents jouiront, en outre, de l'immunité personnelle et des autres priviléges et exemptions qui sont ou seront accordés aux agents de même rang de la nation la plus favorisée dans le lieu de leur résidence.

Art. 47. Indépendamment des stipulations qui précèdent, les deux Hautes Parties contractantes conviennent que les Agents diplomatiques, Consuls généraux, Consuls, Élèves-consuls, Vice-consuls, Agents consulaires et Chanceliers, les sujets ou citoyens de toute classe, les navires de guerre et de commerce et les marchandises de l'un des deux États jouiront de plein droit dans l'autre des franchises, priviléges et immunités quelconques consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce gratuitement, si la concession est gratuite, ou moyennant une compensation équivalente, si la concession est conditionnelle.

Art. 48. La République du Pérou jouira dans toutes les possessions et colonies de la France en Amérique, y compris la Guyane, ainsi que dans les établissements de l'Océanie, des mêmes droits et priviléges, et de la même liberté de commerce et de navigation dont jouit actuellement ou dont jouira la nation la plus favorisée, et, réciproquement, les habitants desdites possessions, colonies et établissements de la France jouiront dans toute leur extension des mêmes droits et priviléges et de la même liberté de commerce et de navigation qui sont accordés par ce Traité, ou qui le seraient par des Traités postérieurs, dans le Pérou, aux Français européens, à leur commerce et à leur navigation.

Art. 49. Les deux Hautes Parties contractantes déclarent solennellement et stipulent :

1^o Que, si un ou plusieurs sujets ou citoyens de l'un ou de l'autre des deux États vient à enfreindre quelqu'un des articles contenus dans le présent Traité, lesdits sujets ou citoyens seront personnellement responsables, sans que pour cela la bonne harmonie et la réciprocité soient interrompues entre les deux nations, qui s'obligent à ne pas protéger l'infracteur;

2^o Que si, malheureusement, une ou plusieurs des stipulations contenues dans le présent Traité venaient, en quelque manière que ce soit, à être violées ou enfreintes au préjudice d'une des deux Hautes Parties contractantes, celle-ci devra adresser à l'autre Partie un exposé des faits, ainsi qu'une demande en réparation appuyée des documents et des preuves nécessaires pour établir la légitimité de la plainte ; mais elle ne pourra autoriser des représailles ni déclarer la guerre qu'autant que réparation demandée aura été refusée ou arbitrairement différée ;

Art. 50. Le présent Traité sera en vigueur pendant dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications ; mais si, une année avant l'expiration de ce délai, ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes n'annonce par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser l'effet, ledit Traité restera encore obligatoire jusqu'à

l'expiration de l'année qui suivra la déclaration officielle en question faite par l'une des Parties.

Il est néanmoins convenu que, même dans le cas où cette déclaration aurait lieu dans les termes indiqués, elle n'aura pour effet d'annuller et d'abroger que celles des stipulations de ce Traité qui se rapportent au commerce et à la navigation ; quant à celles qui ont trait aux relations de paix et d'amitié entre les deux nations et à l'adoption des quatre principes de droit maritime proclamés par le Congrès de Paris, les deux Hautes Parties contractantes entendent que le présent Traité reste perpétuellement en vigueur.

Art. 51. Le présent Traité sera ratifié par les Gouvernements des deux États contractants, et les ratifications en seront échangées à Lima, dans un délai de dix-huit mois ou avant, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Lima, le neuvième jour du mois de mars de l'an mil huit cent soixante et un.

(L. S.) *Signé* : E. DE LESSEPS.

(L. S.) *Signé* : JOSE FABIO MELGAR.

**Traité de Commerce entre la Russie et la Turquie, signé
à Constantinople le 22 janvier = 3 février 1862¹.**

Article 1^{er}. Tous les Droits, Priviléges et Immunités qui ont été conférés aux sujets et bâtiments russes en Turquie, par les Traités et Stipulations antérieurs, sont confirmés, à l'exception des clauses desdits Traités que le présent Traité a pour objet de modifier.

La Sublime-Porte promet en outre et assure aux sujets, bâtiments, commerce et navigation de la Russie, tous les droits, priviléges et immunités qu'elle accorde à présent ou pourra accorder à l'avenir aux sujets, bâtiments, commerce ou navigation de toute autre Puissance étrangère, ou dont elle pourra tolérer la jouissance.

Art. 2. Tout négociant et sujet russe est libre d'acheter, en personne ou par l'intermédiaire de ses ayants cause, dans toutes les parties de l'Empire et des Possessions Ottomanes (soit pour les exporter, soit pour en faire le commerce à l'intérieur), tous les articles, sans exception quelconque, provenant du sol ou de l'industrie de l'Empire Ottoman et de sesdites Possessions, sans que lesdites marchandises, sauf les droits de douanes, dont il sera fait mention dans les Articles

1. Ratifié le 17 février = 2 mars 1862.

suivants, soient passibles d'aucune charge ou droit de *teskéré, mourié*, ou tout autre, sous quelque dénomination que ce soit ; la Sublime-Porte s'engage encore formellement à ne plus admettre les monopoles sur les produits d'agriculture ou tout autre article quelconque, pas plus que les permis des autorités des provinces pour autoriser l'achat ou la vente d'un article ou son transport d'un lieu à un autre. Toute contrainte de la part des pachas, moutessarifs, caïmakams ou moudirs, envers les sujets de S. M. l'Empereur de Russie, pour leur faire accepter des permis semblables, sera considérée comme une infraction aux traités, et la Sublime-Porte s'engage à punir le fonctionnaire, de quelque grade qu'il soit, qui se serait rendu coupable de cette infraction, et à rendre pleine justice aux sujets russes pour tout préjudice ou perte qu'ils auraient dûment prouvé avoir subi par cette cause.

Art. 3. Les marchands russes ou leurs ayants causes qui achèteront un objet quelconque, produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, dans le but de le revendre pour la consommation dans l'intérieur de l'Empire Ottoman, payeront, lors de l'achat et de la vente de cet objet, et pour toute espèce d'opération commerciale y relative, les mêmes droits que ceux qui sont payés dans les circonstances analogues par les plus favorisés parmi les sujets Ottomans ou étrangers, engagés dans le commerce intérieur en Turquie.

Art. 4. Tout produit du sol ou de l'industrie de l'Empire Ottoman et de ses Possessions, acheté par des sujets russes ou leurs ayants cause, pour être exporté soit par terre, soit par mer, sur des navires russes, ottomans ou étrangers, ne sera possible que d'un seul droit de 8 pour 100, calculé d'après le tarif et payable au moment de l'exportation de la marchandise.

Tout article qui aura acquitté une fois ce droit ne sera plus assujetti de nouveau à ce même droit ni à tout autre, dans aucune partie de l'Empire Ottoman, quand même il aurait changé de main.

Il est convenu que le droit précité de 8 pour 100 sera abaissé chaque année de 1 pour 100, jusqu'à ce qu'il soit réduit définitivement, au bout de sept années, à une taxe fixe de 1 pour 100 *ad valorem*, destinée à couvrir les frais d'administration et de surveillance.

Art. 5. Tout article, produit du sol ou de l'industrie de la Russie, importé en Turquie par des sujets russes ou étrangers, sous quelque pavillon que ce soit, ainsi que tout article, produit du sol ou de l'industrie des pays étrangers, appartenant à un sujet russe et importé par lui ou par ses ayants cause, payeront, au moment de leur entrée dans les États de S. M. le Sultan, un droit fixe de 8 pour 100 *ad valorem* ou d'après un tarif équivalent, fixé d'un commun accord. Le taux sera calculé sur la valeur des articles à l'échelle, et payable au

moment de leur débarquement s'ils arrivent par mer, ou à la première douane s'ils arrivent par terre.

Si ces articles , après avoir payé le droit d'importation de 8 pour 100, sont vendus, soit au lieu de leur arrivée, soit dans l'intérieur du pays, ni l'acheteur, ni le vendeur ne pourront être ensuite soumis à aucun autre droit concernant les mêmes objets.

Si ces articles ne sont pas destinés à être vendus pour la consommation en Turquie, mais qu'ils doivent être exportés dans le délai de six mois, ils seront considérés comme articles de transit par terre et traités comme il est dit ci-dessous à l'Art. 11. Dans ce cas, l'administration des Douanes sera tenue de restituer, au moment de leur réexportation, au négociant russe ou à son ayant cause, qui fournira la preuve que le droit de 8 pour 100 a été acquitté, la différence entre ce droit d'importation et celui de transit spécifié dans l'Article précité.

Art. 6. Toutes les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de l'Empire Ottoman, importées en Russie par des bâtiments ottomans, seront traitées comme les produits similaires des pays les plus favorisés.

Art. 7. Les articles d'importation russe destinés aux Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie ou à celle de Serbie, et traversant les autres parties de la Turquie, n'acquitteront les droits de douane qu'à leur arrivée dans ces Principautés ; et réciproquement, les marchandises russes ou étrangères traversant lesdites Principautés pour arriver dans les autres parties de la Turquie, acquitteront les droits de douane au premier bureau des douanes administrées directement par la Sublime-Porte.

Les produits du sol et de l'industrie de ces Principautés, aussi bien que ceux du reste de l'Empire Ottoman, destinés pour l'étranger et passant par les Principautés, payeront les droits de douane, les premiers à l'administration douanière de ces Principautés, et les seconds au fisc ottoman, de sorte que les droits d'importation et d'exportation ne pourront en tout cas être payés qu'une seule fois.

Ar. 8. Les navires russes, de quelque lieu qu'ils viennent, qui entreront, chargés ou sur lest, dans les ports des États et possessions de S. M. I. le Sultan, ne payeront, soit à leur arrivée, soit à leur sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de port, de pilotage, d'ancrage, de phare, de quarantaine ou autres semblables, quelle qu'en soit la nature ou la dénomination, prélevés au nom ou au profit du Gouvernement Ottoman, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles les navires de la Nation la plus favorisée.

De même, les sujets et négociants de la Sublime-Porte et ses na-

vires de commerce qui fréquentent les États russes et qui y exercent le commerce, ainsi que les produits des États Ottomans, seront traités dans les États russes à l'égal des sujets, des négociants, des navires et des produits des puissances étrangères les plus favorisées, sans qu'il en résulte toutefois aucune dérogation aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans l'Empire de Russie et dont les dispositions sont également applicables aux étrangers de la nation la plus favorisée.

Art. 9. Tout bâtiment considéré comme russe par la loi russe, et tout bâtiment considéré comme turc par la loi ottomane, sera, pour ce qui concerne ce Traité, considéré respectivement comme bâtiment russe ou bâtiment turc.

Art. 10. Les produits du sol et de l'industrie de la Russie, chargés sur des bâtiments russes ou étrangers, ainsi que les produits du sol et de l'industrie d'un pays étranger, chargés sur des navires russes, ne payeront aucun droit quelconque à leur passage par les détroits des Dardanelles et du Bosphore, soit qu'ils traversent ces détroits sur les mêmes navires qui les auront apportés, soit qu'ils aient été transbordés sur d'autres bâtiments russes, turcs ou étrangers, ou que, vendus pour l'exportation, ils soient débarqués pour un temps limité pour être mis à bord d'autres bâtiments et continuer leur voyage.

Dans ce dernier cas, les marchandises devront être déposées à Constantinople dans les magasins de la douane, ou, s'il ne s'y trouvait pas de place, dans un autre local convenable, au su et sous le cachet de la douane, de manière à être rendues dans le même état au propriétaire par l'entremise de l'autorité douanière au moment où elles devront être réexportées.

Art. 11. La Sublime-Porte désirant accorder toutes les facilités possibles au transit par terre, il a été décidé que le droit de 3 pour 100 prélevé jusqu'à ce jour sur les marchandises importées en Turquie pour être réexpédiées dans d'autres pays, sera réduit à 2 pour 100, et, au bout de huit ans, à compter du jour où les ratifications du présent traité auront été échangées, à une taxe fixe et définitive de 1 pour 100.

La Sublime-Porte déclare en même temps se réservier le droit d'établir, par un règlement spécial, les mesures à adopter pour prévenir la fraude.

Art. 12. Les sujets russes ou leurs ayants cause se livrant dans l'Empire Ottoman au commerce des articles, produits du sol ou de l'industrie de pays étrangers, acquitteront les mêmes taxes et jouiront des mêmes droits, priviléges immunités que les sujets étrangers trafiquant des marchandises provenant de leur propre pays.

Art. 15. Par exception aux stipulations de l'art. 5, le tabac sous toutes ses formes, et le sel, cessent d'être compris au nombre des

Marchandises que les sujets russes ont la faculté d'importer en Turquie. En conséquence, les sujets russes ou leurs ayants cause qui achèteront ou vendront du sel et du tabac pour la consommation de la Turquie seront soumis aux mêmes règlements et acquitteront les mêmes droits que les sujets Ottomans les plus favorisés parmi ceux qui se livrent au commerce de ces deux articles. Comme compensation de cette restriction, aucune taxe quelconque ne sera perçue à l'avenir sur les mêmes produits exportés de la Turquie par des sujets russes.

Les quantités de tabac et de sel qui seront exportées par les sujets russes ou leurs ayants causes devront être déclarées à l'administration des Douanes, qui conservera, comme par le passé, son droit de surveillance sur l'exportation de ses produits, sans que pour cela elle puisse prétendre à aucune rétribution, soit à titre d'enregistrement, soit à tout autre titre.

Art. 14. Il est entendu entre les deux Hautes Parties contractantes que la Sublime-Porte se réserve la faculté et le droit de frapper d'une prohibition générale l'importation de la poudre, des canons, armes de guerre ou munitions militaires dans les États de l'Empire Ottoman.

Cette prohibition ne pourra être en vigueur qu'autant qu'elle sera officiellement notifiée, et ne pourra s'étendre qu'aux articles spécifiés dans le décret qui les interdit.

Celui des articles précités qui ne sera pas ainsi prohibé sera assujetti, à son introduction dans l'Empire Ottoman, aux règlements locaux, sauf les cas où la Légation de S. M. l'Empereur de toutes les Russies demanderait une permission exceptionnelle, laquelle sera alors accordée, à moins que des raisons sérieuses ne s'y opposent. La poudre, en particulier, si son introduction est permise, sera assujettie aux obligations suivantes :

1° Elle ne sera point vendue par les sujets russes au delà de la quantité prescrite par les règlements locaux ;

2° Quand une cargaison ou une quantité considérable de poudre arrivera dans un port ottoman à bord d'un bâtiment russe, ce bâtiment sera tenu de mouiller sur un point particulier désigné par les autorités locales, et de débarquer sa poudre, sous l'inspection de ces mêmes autorités, dans des entrepôts ou autres endroits qui seront également désignés par elles et auxquels les parties intéressées auront accès en se conformant aux règlements voulus.

Ne sont pas compris dans les restrictions du présent Article les canons et munitions de guerre, que le Gouvernement Impérial de Russie pourrait se trouver dans le cas de faire passer en transit par les Dardanelles et le Bosphore, pour les ports de Russie, non plus que les fusils de chasse réservés à l'usage privé.

Art. 15. Les firmans exigés des bâtiments russes à leur passage par les Dardanelles et le Bosphore leur seront délivrés aussi promptement que possible, afin de ne point occasionner des retards.

Art. 16. Les capitaines des bâtiments de commerce russes ayant à bord des marchandises en destination pour la Turquie, seront tenus, immédiatement après leur arrivée au port de leur destination, de déposer à la douane une copie légalisée de leurs manifestes.

Art. 17. Les marchandises introduites en contrebande seront passibles de la pénalité infligée par les lois de l'Empire où la contrebande est commise.

Mais les sujets des deux Hautes Parties contractantes ne subiront dans le pays de l'autre une pénalité autre ni plus forte que celle qui sera infligée pour le même cas aux marchands indigènes ou aux sujets des Puissances les plus favorisées. En tout cas, aussitôt que les marchandises présumées être en contrebande seront saisies, les autorités douanières doivent en avertir les autorités consulaires ; et avant que la fraude ne soit dûment et légalement prouvée, la loi ne pourra pas être appliquée.

Art. 18. Il demeure entendu que le Gouvernement de S. M. l'Empereur de Russie ne prétend, par aucun des Articles du présent Traité, stipuler au delà du sens naturel et précis des termes employés, ni entraver en aucune manière le Gouvernement de S. M. I. le Sultan dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure, en tant, toutefois, que ces droits ne portent pas une atteinte manifeste aux stipulations des anciens Traité et aux priviléges accordés par le présent Traité aux sujets russes et à leur propriétés.

Art. 19. Le présent Traité aura force et valeur pendant quatorze ans, à dater du jour de l'échange des Ratifications. Un an avant l'expiration de ce terme, chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de notifier à l'autre si elle a l'intention de réviser ce Traité ; dans le cas où cette notification n'aurait pas eu lieu, il demeure entendu que ce Traité continue à être en vigueur encore pendant sept ans.

Le présent Traité sera exécutoire dans toutes les provinces de l'Empire Ottoman, c'est-à-dire dans tous les États de S. M. I. le Sultan situés en Europe et en Asie, en Égypte et dans les autres parties de l'Afrique appartenant à la Sublime-Porte, en Serbie et dans les Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie.

Art. 20. Des Commissaires nommés *ad hoc*, ayant discuté un nouveau Tarif des droits de Douane à percevoir dans les États de S. M. I. le Sultan, conformément aux stipulations du présent Traité, pour les produits du sol et de l'industrie de la Russie, ainsi que pour ceux du sol et de l'industrie de la Turquie, ce Tarif, après avoir été confirmé

par les deux Hautes Parties contractantes, sera mis en vigueur en même temps que le présent Traité, c'est-à-dire, à dater du 1^{er}/13 mars 1862, et restera valable pendant sept années.

Si l'une des Parties contractantes désire que ce Tarif cesse d'avoir force de loi à l'expiration de ce terme de sept années, elle doit notifier son intention à l'autre au moins une année avant le terme, et elle aura la faculté de renouveler cette demande à chaque période successive de sept années.

Art. 21. Le présent Traité sera ratifié et les Ratifications en seront échangées à Constantinople dans l'espace de deux mois, ou plus tôt si faire se peut; il sera mis à exécution à partir du 1^{er} (13) mars 1862.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, le 22 janvier (3 février) 1862.

(L.-S.) Signé : A. LOBANOV. (L.-S.) Signé : AALI.

Les soussignés ayant procédé aujourd'hui à la signature des instruments du Traité de Commerce et de Navigation qui vient d'être heureusement conclu entre la Russie et la Turquie, sont, en outre, convenus de la disposition ci-après :

Tout principe exceptionnel qui pourrait être admis en faveur du commerce de terre entre la Bosnie, l'Herzégovine et les provinces limitrophes autrichiennes, sera également accordé au commerce particulier des contrées limitrophes asiatiques de la Russie et de la Turquie. L'application de ce principe sera, le cas échéant, déterminée par une entente ultérieure entre la Sublime-Porte et la Légation impériale de Russie à Constantinople.

En foi de quoi le présent Protocole a été dressé en double exemplaire, afin que la stipulation ci-dessus ait la même force et valeur que si elle avait été insérée mot à mot dans le Traité de ce jour.

Constantinople, le 22 janvier (3 février) 1862.

(L.-S.) Signé : A. LOBANOV. (L.-S.) Signé : AALI.

Traité d'Amitié, d'Établissement et de Commerce conclu entre la confédération Suisse et les Pays-Bas, le 22 novembre 1862.

Le Conseil fédéral Suisse d'une part, et S. M. le Roi des Pays-Bas d'autre part, voulant étendre et consolider les relations d'amitié et de commerce qui existent entre leurs États, citoyens et sujets respectifs, sont convenus dans ce but d'entrer en négociation, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral suisse, *M. Frédéric Frey-Herosée*, colonel fédéral, membre du Conseil fédéral suisse, chef du département du commerce et des péages, etc.

S. M. le Roi des Pays-Bas, *M. Henry Fazy*, chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, commandeur de l'Ordre de la Couronne de Chêne, son Consul général près la Confédération suisse;

Lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :

Art. 1^{er}. Les sujets et citoyens respectifs des deux Hautes Parties contractantes seront assimilés parfaitement et sous tous les rapports, lors de leur établissement ou séjour plus ou moins long dans les États et colonies de l'autre Partie, aux ressortissants de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne le permis de séjour, l'exercice des professions licites, les impôts, les taxes, en un mot toutes les conditions relatives au séjour et à l'établissement.

Art. 2. Les produits et articles fabriqués de toute espèce, provenant du royaume des Pays-Bas et de ses colonies, importés directement ou indirectement, et toutes les marchandises sans distinction d'origine, importées des Pays-Bas en Suisse, y seront admis moyennant paiement des droits de douane et d'impôts égaux et non supérieurs, et sous les mêmes conditions auxquelles sont assujettis les produits et articles fabriqués de la nation la plus favorisée en Suisse, en matière de commerce et de douane.

Réciproquement, les produits et articles fabriqués, de toute espèce, provenant de la Suisse, importés directement ou indirectement, et toutes les marchandises sans distinction d'origines, importées de la Suisse dans les Pays-Bas et dans ses colonies y seront admis moyennant paiement de droits de douane et d'impôts égaux et non supérieurs et sous les mêmes conditions auxquelles sont assujettis les produits et articles fabriqués de la nation étrangère la plus favorisée dans les Pays-Bas et dans ses colonies, en matière de commerce et de douane.

Il est fait exception à cette règle seulement en ce qui concerne les faveurs spéciales accordées ou à accorder par la suite dans les colonies Néerlandaises des Indes orientales aux nations asiatiques de l'archipel oriental, pour l'importation des produits de leur sol et de leur industrie ou pour leurs exportations.

Art. 3. Tout avantage que plus tard l'une des Hautes Parties contractantes accorderait à un autre État, en matière d'établissement, d'exercice d'industrie, de commerce ou de douane, sera concédé de la même manière et à la même époque à l'autre partie.

Art. 4. La présente Convention sera en vigueur pendant dix ans, à dater du jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Berne, le vingt-deuxième jour de novembre de l'an 1862.

L. S.) *Signé* : F. FREY HEROSÉE. (L.S.) *Signé* : HENRY FOESY.

Convention entre la France et la Suisse, au sujet de la Vallée des Dappes, conclue à Berne le 8 décembre 1862¹.

Le Conseil fédéral Suisse et Sa Majesté l'Empereur des Français, animés du désir de mettre un terme aux discussions existantes depuis 1815, entre la Suisse et la France, au sujet de la possession de la Vallée des Dappes, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français : Monsieur le Marquis Turgot, Grand'Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Sénateur de l'Empire, son Ambassadeur près la Confédération Suisse, et le Conseil fédéral Suisse : Monsieur Jacques Stämpfli, Président de la Confédération, lesquels sont convenus des articles suivants :

Art. 1. La Confédération Suisse abandonne et la France reprend la possession et pleine souveraineté de la partie de la Vallée des Dappes, comprenant : 1^e Le mont des Tuffes et ses versants, jusques et y compris la route des Rousses à la Faucille ; 2^e une bande de terrain au levant de cette route, d'une largeur moyenne d'environ 500 pieds suisses, soit 150 mètres, suivant la direction indiquée d'une manière générale par le plan annexé au présent Traité.

La France cède à la Confédération Suisse, pour faire partie de l'État de Vaud, un territoire d'une contenance équivalente s'étendant du point de bifurcation des routes de Saint-Cergues et de la Faucille le long des pentes du Noirmont jusqu'à la limite du district de la Vallée de Joux, suivant la direction indiquée d'une manière générale par le plan annexé. La route de Saint-Cergues à partir du lieu dit *la Cure* fait partie de cette session.

Art. 2. Il ne sera élevé aucun ouvrage militaire sur les portions de territoire indiquées dans l'Article précédent.

Art. 3. Les habitants originaires de la partie de la Vallée de Dappes qui revient à la France, en vertu du présent Traité, demeureront Français, à moins qu'ils ne déclarent, dans le délai d'une année, opter pour la nationalité Suisse, auquel cas ils pourront conserver leur domicile et leur établissement sur le territoire de l'Empire.

1. Les ratifications ont été échangées à Berne le 20 février.

Les habitants originaires de la partie cédée par la France à la Confédération Suisse, demeureront Suisses à moins qu'ils ne déclarent, dans le même délai, vouloir rester Français, auquel cas ils pourront conserver leur domicile et leur établissement sur le territoire Suisse.

Art. 4. Le chemin actuellement existant et appelé par *les Landes* sera amélioré et rectifié de façon à devenir carrossable, et à établir une communication directe entre la route de Saint-Cergues et son point de jonction avec celle de la Fauville, près de la Cure, et la route du Bois-d'Amont, près des Bertets.

Ces travaux seront terminés dans le délai de deux ans, à compter de l'échange des ratifications, et chacune des deux Parties contractantes supportera les frais d'établissement et d'entretien de la partie de cette nouvelle route, située sur son territoire.

Art. 5. Les communications du district Vaudois de la vallée de Joux avec Saint-Cergues, par la route du Bois-d'Amont, seront libres de tout droit de transit, de péage et de douane.

La correspondance postale échangée entre les mêmes points et les courses postales que l'Administration des Postes suisse jugera convenable d'établir sur la même route, n'auront à supporter aucune taxe ni à payer aucun droit pour le parcours sur territoire français.

Art. 6. En attendant que l'arrangement prévu par l'Art. 8 du Traité du 18 juillet 1828¹, pour régler l'exploitation des forêts limitrophes, ait été conclu, les propriétaires des bois situés sur les territoires respectivement cédés, jouiront de la libre faculté de les exploiter et d'en enlever les produits.

La même faculté s'appliquera aux foins et autres produits des territoires respectivement cédés.

Art. 7. Le présent Traité ne portera aucune atteinte aux droits acquis, au moment de l'échange des ratifications, et résultant de contrats authentiques ou de décisions judiciaires ayant un caractère définitif, passés ou rendus au profit de tiers soit en Suisse soit en France.

Art. 8. Les Parties contractantes nommeront des Commissaires aux fins de déterminer exactement, sur les lieux, la nouvelle ligne frontière résultant du présent Traité, en tenant compte autant que possible des circonstances locales et de la division des propriétés, de poser les bornes et de dresser de leurs opérations un procès-verbal régulier.

Ce procès-verbal sera considéré comme faisant partie de celui

1. Traité entre la France et la Confédération suisse, concernant les rapports de voisinage, de justice et de police, signé à Zurich le 18 juillet 1828.

Art. 8. Il sera conclu un arrangement particulier entre Sa Majesté Très-Chrétienne et les cantons limitrophes de la France, pour régler l'exploitation des forêts voisines des frontières et en prévenir la dégradation.

dressé par les Commissaires français et suisses, chargés de délimiter la frontière entre le canton de Vaud et la France, et signé le 16 septembre 1825.

La nouvelle frontière fera l'objet d'un relevé topographique opéré en commun par les officiers d'état-major ou ingénieurs des deux Pays.

Art. 9. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé les Articles ci-dessus, sous réserve de la ratification mentionnée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Berne, le huit décembre mil huit cent soixante-deux.

Le Plénipotentiaire de Suisse,

(L. S.) Signé : STÆMPFLI.

Le Plénipotentiaire de France,

(L. S.) Signé : TURGOT.

PROTOCOLE.

En signant le Traité conclu entre le Conseil fédéral suisse et Sa Majesté l'Empereur des Français, relatif à la question de la Vallée des Dappes, daté de ce jour, le Plénipotentiaire du Conseil fédéral a réservé pour son pays la faculté de porter le dit Traité à la connaissance des Puissances signataires de l'acte du Congrès de Vienne, afin d'obtenir, pour autant qu'il y est dérogé à l'Art. 75 dudit acte¹, qu'il soit reconnu comme faisant partie intégrante du droit international Européen en ce qui concerne la Suisse, et le Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur a adhéré à cette réserve.

Ce dont il est donné acte par le présent Protocole, signé à Berne, le huit décembre mil huit cent soixante deux.

Le Plénipotentiaire de Suisse,

(L. S.) Signé : STÆMPFLI.

Le Plénipotentiaire de France,

(L. S.) Signé : TURGOT.

Contrat de mariage du Prince de Galles² et de la Princesse Alexandra de Danemark³.

Au nom de la Sainte-Trinité ,

Qu'il soit porté, par les présentes, à la connaissance de tous, que S. M. le Roi de Danemark, d'une part, et S. M. la Reine du Royaume-

1. Art. 75. Le Valais, le territoire de Genève, la principauté de Neufchâtel, sont réunis à la Suisse et formeront trois nouveaux cantons. La vallée des Dappes, ayant fait partie du canton de Vaud, lui est rendue.

2. Né le 9 novembre 1841.

3. Née le 1^{er} décembre 1844.

Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, de l'autre, unis déjà par des liens d'amitié, ont jugé à propos de former une alliance entre leurs maisons royales au moyen d'un mariage convenu d'un commun accord entre S. A. R. la Princesse Alexandra-Caroline-Maria-Charlotte-Louisa-Julia, fille aînée de S. A. R. le Prince Christian de Danemark, et S. A. R. Albert-Édouard, Prince de Galles, duc de Saxe, Prince de Saxe-Cobourg et Gotha, etc., etc., fils aîné de S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et de S. A. R. le Prince consort, Prince Albert de Saxe-Cobourg de Gotha.

Les deux royaux fiancés, ainsi que S. A. R. le Prince Christian de Danemark et S. A. R. la Princesse Louise Wilhelmina-Frederica-Caroline-Augusta-Julia, épouse de Son Altesse Royale, ayant déclaré leur consentement à cette alliance, dans le but d'arriver à cette heureuse fin et de conclure et confirmer les articles dudit mariage, S. M. le Roi de Danemark, d'une part, et Sa Majesté Britannique, de l'autre, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires :

S. M. le Roi de Danemark;

S. Exc. *Carl Christian Hall*, conseiller privé de Sa Majesté, Président du conseil et Ministre des Affaires Étrangères, grand'croix de l'Ordre du Dannebrog, etc., etc. ;

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni d'Angleterre et d'Irlande ;

Augustus Berkeley Paget, Ecuyer, son Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de S. M. le Roi de Danemark ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus et ont conclu les articles suivants :

Art. 1^{er}. Il est décidé et convenu que le mariage entre S. A. R. la Princesse Alexandra-Caroline-Maria-Charlotte-Louisa-Julia, fille aînée de S. A. R. le Prince Christian de Danemark, et S. A. R. Albert-Édouard, Prince de Galles, duc de Saxe, Prince de Saxe-Cobourg et Gotha, etc., sera célébré en personne, dans la partie du Royaume-Uni appelée Grande-Bretagne, conformément aux lois d'Angleterre et aux rites et cérémonies de l'Église d'Angleterre, aussitôt que cela pourra convenablement avoir lieu.

Art. 2. Sa Majesté Britannique s'engage à ce que S. A. R. Albert-Édouard, Prince de Galles, etc., garantira à S. A. R. la Princesse Alexandra-Caroline-Maria-Charlotte-Louisa-Julia, au moyen, soit des revenus personnels de Son Altesse Royale, soit de ceux qui lui seraient donnés par le Parlement, la somme annuelle de dix mille livres sterling qui seront payées chaque semestre à Son Altesse Royale pour son usage propre et particulier, et sans anticipation, pendant toute la durée du mariage de Son Altesse Royale.

Art. 3. Sa Majesté Britannique s'engage à demander au Parlement

de la mettre en mesure d'assurer à S. A. R. la Princesse Alexandra-Caroline-Maria-Charlotte-Louisa-Julia, dans le cas où Son Altesse Royale aurait le malheur de devenir veuve de S. A. R. le Prince de Galles, une somme annuelle de trente mille livres sterling, à titre de douaire, ladite somme devant, en pareil cas, être payée par trimestre à Son Altesse Royale ou à ses mandataires.

Art. 4. Le présent Traité sera ratifié par S. M. le Roi de Danemark, et par S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et les ratifications en seront échangées à Copenhague aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé les présentes et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Copenhague, le 15 janvier 1863.

(L. S.) Signé : C. HALL.

(L.S.) Signé : A.-B. PAGET.

Note annexée à la Convention ci-dessus :

Le soussigné, Président du conseil, Ministre des Affaires Étrangères de S. M. le Roi de Danemark, a l'honneur d'informer M. Paget, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, que le Roi son Auguste Souverain, en lui conférant ses Pleins pouvoirs pour conclure et signer le Traité relatif au mariage prochain entre S. A. R. la Princesse Alexandra-Caroline-Maria-Charlotte-Louisa-Julia de Danemark et S. A. R. le Prince de Galles, a daigné l'autoriser à annoncer à M. Paget que Sa Majesté s'engage à faire les démarches nécessaires afin que la somme de cent mille ryksdaler rigsmont soit allouée, à titre de trousseau de mariage, à ladite Princesse.

Le sousigné invite M. Paget à donner connaissance de ce qui précède à son Auguste Cour, et profite de l'occasion, etc.

Copenhague, le 13 janvier 1863.

Signé : C. HALL.

(Les ratifications ont été échangées à Copenhague le 3 février.)

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUTRICHE.

Discours prononcé par l'Empereur François-Joseph, le 16 décembre 1862, à la séance de clôture de la session du conseil de l'Empire.

Honorables membres de mon *Reichsrath*,

Je vous ai exprimé ma confiance, lorsque j'ai rassemblé autour de moi les princes de ma maison et les très-honorables membres de mon *Reichsrath*, pour leur confier l'exécution d'une œuvre qui doit assurer à jamais, avec l'aide de Dieu, la prospérité de l'Autriche.

Accompagnés des vœux de nos fidèles peuples, vous avez entrepris résolument la tâche que je vous ai imposée en mettant en vigueur les dispositions contenues dans mon diplôme du 20 octobre 1860¹, et dans la loi fondamentale du 26 février de l'année dernière².

Anjourd'hui, en procédant à la clôture de la première session du *Reichsrath*, je suis heureux de déclarer que les espérances que j'ai conçues à cette époque n'ont pas été trompées, et que j'ai confiance en la réussite de l'œuvre entreprise en commun.

Les bénédictions de la paix n'ont cessé d'être notre partage, et nous avons lieu d'espérer que ces précieux biens ne nous feront pas défaut par la suite.

La confiance dans les forces de l'Autriche s'est puissamment accrue.

1. Voy. *Archives*, 1861, t. I, p. 42.

2. Voy. *Idem*, t. II, p. 49.

En continuant à progresser dans la voie nouvelle du développement pacifique des institutions à l'intérieur, l'Autriche s'est assuré l'estime des nations et a ravivé les sympathies des Etats amis de l'Empire.

Elle était grande et difficile, la tâche qui incombaît à mon *Reichsrath*. Vous vous êtes mis en devoir de l'accomplir avec une résolution sérieuse et une intelligence exacte de la situation.

Vous avez clairement compris ce qu'il vous était donné d'atteindre dans les limites de votre activité, et, une fois le but tracé, vous avez mis en œuvre toutes vos forces, de concert avec mon Gouvernement.

Toute une série de lois importantes a été élaborée par voie constitutionnelle.

La liberté de vos délibérations et la manifestation sans entraves des convictions individuelles, ainsi que celle de l'opinion publique, en tant qu'elle est exprimée par l'organe de la presse, ont été placées sous la protection des lois, et de solides garanties ont été données à la liberté personnelle.

En complétant le Code général et le Code militaire; en déterminant la compétence des tribunaux et des autorités administratives, vous avez satisfait aux besoins d'une époque nouvelle.

La loi sur les faillites est destinée à faire disparaître des inconvénients existants, jusqu'à ce qu'un nouveau règlement sur les faillites ait été promulgué.

L'adoption d'un nouveau Code de commerce, recommandable par lui-même et qui a obtenu force de loi dans les États allemands limitrophes, ne manquera pas de sauvegarder les intérêts communs.

La loi sur la suppression partielle des fiefs dénote un progrès dans la voie du développement libre de la propriété, voie dans laquelle nous sommes entrés depuis plus de dix ans, grâce aux mesures relatives à l'exonération de la propriété foncière.

Ce sera une des tâches les plus importantes des Diètes convoquées, que de coopérer au règlement de l'organisation des communes, sur la base des principes que vous avez établis.

L'amélioration de la situation financière a été l'objet de votre sollicitude toute spéciale.

Lorsque, guidé par des considérations dont mon Gouvernement vous a fait part dans le temps, j'ai chargé mon ministère de vous soumettre les budgets pour 1862 et 1863, avec les projets de loi financiers qui s'y rapportaient, vous avez examiné avec zèle consciencieux ces budgets, qui ont été définitivement fixés avec votre sanction.

C'est avec satisfaction que je vous ai vus appuyer vigoureusement et avec succès, les efforts de mon Gouvernement pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses, en amoindrissant le plus possible ces dernières.

En ce qui concerne la couverture des dépenses, vous avez su apprécier la situation comme il convenait, en partant du principe qu'il importait de couvrir une grande partie du déficit au moyen des ressources propres de l'Empire.

La mise en pratique de ce principe est inséparable de la nécessité d'augmenter les charges communes, en élevant les impôts.

Tout en déplorant vivement cette nécessité, j'ai pu me convaincre, par des expériences multiples, que mes peuples sont prêts à faire, avec un dévouement à toute épreuve, des sacrifices destinés exclusivement à assurer la puissance et la prospérité de l'Autriche. J'espère pouvoir prochainement alléger ces charges, à l'aide d'une répartition équitable, partout où elles se font le plus vivement sentir.

Le même but sera atteint, quoique d'une façon médiate, au moyen de plusieurs autres lois qui sont issues de vos délibérations.

Par la suppression de la corvée dans les mines, l'exploitation de ces dernières est exonérée d'une charge qui a mis jusqu'ici des entraves à leur prospérité.

L'imposition des impôts d'après la production, a permis d'établir sur une juste base la répartition des impôts pour une branche importante de la production.

Dans une autre branche de l'imposition sur la production, le mode de perception, qui avait donné lieu à des plaintes, a été convenablement modifié.

La suppression des droits de transit et des droits d'exportation commence déjà à exercer une heureuse influence sur les transactions.

La suppression des droits de transit améliorera aussi la position maritime de la Dalmatie.

La loi qui règle le contrôle de la dette publique, assure aux représentants de l'empire une influence convenable au sujet de ce contrôle et des affaires qui s'y rapportent.

La loi sur la Banque a établi les bases d'une entente entre l'administration financière et les représentants de la Banque nationale. Cette entente réglera les rapports de cet établissement avec l'État et contribuera à consolider la Banque.

Le zèle constant avec lequel vous avez élaboré ces lois, honorables membres de mon *Reichsrath*, le fait accompli de la diminution des dépenses et de l'amélioration des résultats financiers de l'année dernière, ne pouvaient manquer de faire partout une impression favorable.

Vous rentrerez dans vos foyers, où vous aurez à déployer une nouvelle activité.

Vous y patronnerez les principes sur lesquels reposent les lois constitutionnelles que je vous ai données et que je maintiendrai par la suite, comme j'ai fait jusqu'à ce jour.

Vous ne cesserez de contribuer à resserrer les liens qui relient entre eux, depuis des siècles, pour leur propre salut, les peuples de l'Autriche.

Par là vous m'aideriez à accomplir ma ferme résolution de sauvegarder l'unité de l'Empire, et de mener à bonne fin l'œuvre constitutionnelle commencée.

Mon Gouvernement ne se lassera pas de faire les plus grands efforts pour atteindre ce but, en progressant dans la voie constitutionnelle qu'il s'est tracée.

En vous congédiant, honorables membres de mon *Reichsrath*, je vous donne l'assurance de mes remerciements et de mes bonnes grâces impériales. Je me réjouirai de vous voir de nouveau rassemblés autour de moi, dans le courant de l'année prochaine, pour continuer vos travaux patriotiques dans le *Reichsrath*.

Que le ciel, qui a donné récemment à moi et à ma maison une preuve de sa grâce que mes peuples ont accueillie avec une joie touchante, nous comble de ses bénédictions, afin que l'Autriche fleurisse et prospère, forte par la concorde et riche en honneurs de toute espèce.

BRÉSIL.

Discours prononcé par l'Empereur, le 7 septembre 1862, à la clôture de la session des chambres¹.

Très-augustes et très-dignes représentants de la nation,

L'Empire continue à être tranquille, et c'est avec beaucoup de satisfaction que je vous fais savoir que l'épidémie qui a régné dans quelques provinces du nord diminue d'intensité.

Les relations d'amitié et de bonne entente entre l'Empire et les autres puissances continuent, comme je vous l'avais annoncé à l'ouverture de la session, à être bonnes.

Le décret sanctionné le 12 août dernier, et promulgué par le gouvernement oriental de l'Uruguay pouvant, par sa clause quatrième, nuire à l'exécution de l'Art. 10 du Traité des subsides du 12 octobre 1851², a exigé que le gouvernement du Brésil protestât pour sauvegarder ses droits.

1. Voir le discours d'ouverture. *Archives*, 1862, t. III, p. 18.

2. Article 10 du traité entre le Brésil et l'Uruguay.

Dans le susdit état de guerre, les deux parties contractantes adoptent les principes suivants :

1° Que la bannière neutre couvre le navire et les personnes, à l'exception des officiers et soldats au service effectif de l'ennemi;

2° Que la bannière neutre couvre la charge à l'exception des articles de contrebande

Je vous remercie de l'appui que vous avez accordé au Gouvernement et de votre sollicitude pour le mettre en position de faire face aux nécessités du service public.

J'espère que dans la prochaine session vous vous occuperez des mesures que j'ai réclamées de votre zèle.

Augustes et dignes représentants de la nation, j'ai la confiance qu'en retournant dans les provinces de votre résidence vous concourrez efficacement à la fidèle observation de la Constitution et des lois dont dépend essentiellement l'agrandissement de notre patrie.

La session est close.

CONFÉDÉRATION SUISSE.

Déclaration adressée par le Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale, au sujet des paroles de M. Durando, ministre des Affaires Étrangères, relativement au Tessin, le 24 juillet 1862.

Le Conseil national nous a invités à vous faire encore, pendant la session actuelle, un rapport sur les expressions dont s'est servi le ministre italien de l'extérieur, M. Durando, concernant les relations de l'Italie avec la Suisse et l'éventualité d'une annexion du Tessin au royaume d'Italie, ainsi que sur la question de savoir si nous avons l'intention de faire des démarches et lesquelles à ce sujet.

Cette invitation paraît avoir été provoquée par des comptes rendus de journaux tessinois et italiens d'un discours du ministre Durando,

de guerre. Il reste néanmoins entendu et convenu que les stipulations précédentes déclarant que la bannière couvre la marchandise, seront seulement applicables aux puissances qui reconnaissent le même principe; mais si l'une des parties contractantes est en guerre avec une tierce puissance, l'autre restant neutre, la bannière du neutre couvrira la propriété des ennemis dont les gouvernements auront reconnu le principe sus énoncé et non celle des autres;

3° Que la bannière ennemie ne couvre pas la marchandise du neutre, sauf si elle a été mise à bord du navire ennemi, avant la déclaration de guerre, ou avant qu'on ait pu en avoir connaissance. Il est entendu aussi que, si la bannière du neutre ne protège pas la propriété de l'ennemi, resteront libres les articles et les marchandises du neutre qui seront embarqués à bord ennemi;

4° Que les citoyens du pays neutre peuvent naviguer librement avec leurs vaisseaux, allant d'un port quelconque à un autre port appartenant à l'ennemi, sans qu'il soit permis de troubler leur navigation;

5° Que tout bâtiment de l'une des parties contractantes, qui sera rencontré se dirigeant sur un port bloqué par l'autre, ne pourra être retenu ou confisqué, si ce n'est après la notification spéciale du blocus dûment consignée par le chef des opérations ou quelque officier sous ses ordres sur le passe-port du navire.

6° Qu'aucune des parties contractantes ne permettra de conserver et vendre dans ses ports les prises maritimes faites par un autre Etat, avec lequel ce dernier sera en guerre.

dans la séance des Chambres du 20 courant, à la teneur desquels M. le ministre se serait expliqué relativement à la Suisse comme suit :

« En ce qui concerne la Suisse, il serait impolitique de la part de l'Italie de susciter des difficultés aux bonnes relations existantes avec la Confédération. Si certains événements rendaient nécessaire qu'une partie de son territoire fût réunie à la mère patrie, je ferais valoir toute mon influence pour procurer par la cession d'autres nouvelles provinces une compensation pour les parties de pays cédées.

« L'Italie, Messieurs, fera tout pour assurer l'indépendance de la Suisse. »

Le Conseil fédéral a l'honneur de vous communiquer ce qu'il a appris jusqu'à présent de son envoyé, M. Tourte, concernant les paroles ministrielles qui ont été tenues le 20 de ce mois au Parlement de Turin, relativement à la Suisse, et qui indique en même temps ce qui y a donné lieu.

Dans une lettre du 30 juin, M. Tourte mentionnait un discours du général Bixio à la Chambre italienne, d'après lequel celui-ci a donné à entendre sans détour que le Tessin doit revenir à l'Italie, et que l'Empereur des Français prendra la Suisse jusqu'au Tyrol. M. Tourte ajoutait : « Il est vrai que cet orateur est assez excentrique. »

Quoique n'attachant pas une trop grande importance aux discours d'un seul membre du Parlement, nous chargeâmes cependant, par lettre du 11 de ce mois, M. Tourte de réclamer auprès du ministre italien contre ces expressions du général Bixio.

Déjà, avant d'avoir reçu ce mandat, M. Tourte avait prié le ministre de saisir la première occasion de donner à la Suisse des assurances tranquillisantes à ce sujet, comme l'avait aussi fait à sa demande une précédente fois, au Parlement, M. de Cavour, dans un cas semblable. Dans une audience suivante, le président du conseil des ministres, M. Rattazi, dit à M. Tourte qu'il utiliserait les interpellations sur la politique générale qui auraient lieu dimanche 20 de ce mois au Parlement pour obtenir les déclarations demandées. Le 21 de ce mois, avant midi, nous reçûmes de M. Tourte le télégramme suivant :

« Hier soir, à la Chambre, le ministère a repoussé toute solidarité avec des paroles ou des intentions agressives contre la Suisse; il a déclaré que si notre pays était menacé, le devoir et l'intérêt de l'Italie était de se lever pour nous aider à nous défendre. »

Dans une lettre arrivée aujourd'hui de M. Tourte, datée du 21 de ce mois, il confirme ce télégramme par les mots suivants :

« Comme je vous l'ai annoncé ce matin par le télégraphe, hier au soir M. le ministre des affaires étrangères a manifesté dans la Chambre, au nom du ministère, les intentions les plus amicales pour la Suisse. Je vous ferai connaître son discours, dès qu'il aura paru dans la *Gazette officielle*. »

En suite des interpellations qui ont eu lieu dans les deux Conseils, nous avons adressé à M. Tourte, par télégraphe, la demande de nous communiquer immédiatement par la même voie, aussi exactement que possible, la teneur du discours du ministre. Voici le texte du télégramme de M. Tourte :

Au Président de la Confédération, à Berne.

(Extrait de la *Gazette officielle*.)

« M. le ministre Durando explique que la situation envers la Suisse est un peu délicate à cause d'une allusion faite récemment dans le Parlement; il ne nommera personne pour éviter les personnalités.

« M. BIXIO : Je maintiens mon opinion.

« M. CRISPI : Moi, je la combats.

« Le ministre maintient que tout pas, toute tentative, tout encouragement menaçant directement ou indirectement la Confédération suisse, serait une profonde erreur de politique italienne.

« Dans l'avenir, l'Italie doit chercher des alliances sûres chez les États intermédiaires et indépendants des peuples hostiles à l'Italie, il doit donc condamner l'opinion émise ici. Il ne fera jamais rien pour encourager ces aspirations. Même si les Suisses demandaient leur annexion, il considérerait cette annexion comme la fin d'une Confédération hautement nécessaire à l'indépendance de l'Italie. Si, en suite d'événements qu'on ne peut prévoir aujourd'hui, mais qui cependant sont possibles dans le bouleversement des événements, il arrivait qu'il fût convenable, nécessaire de rejoindre à la nationalité naturelle une partie de ce territoire, et s'il avait alors quelque influence sur les affaires, il chercherait que la Suisse fût compensée ailleurs de manière à ne pas être rendue moins puissante, moins efficace pour sa défense et celle de l'Italie. Il donnerait une grande importance à une alliance défensive avec la Suisse, seulement impossible à cause de la neutralité imposée en 1815. Mais si la Suisse était menacée, quand même l'Italie n'aurait pas signé les traités de 1815, celle-ci saurait prendre les mesures qu'exigeraient alors ses intérêts les plus chers.

« Signé : TOURTE. »

Il faut reconnaître que les déclarations du ministre sont en général favorables à la Suisse. Nous devons seulement regretter le passage où sont prévues des éventualités qui pourraient nécessiter une nouvelle réunion des parties du territoire à leur nationalité naturelle, parties pour lesquelles on chercherait à procurer à la Suisse d'autres compensations. Une telle politique méconnait les fondements sur lesquels repose l'existence nationale et politique de la Suisse; elle blesse les sentiments intimes de droit et d'honneur de la nation suisse. La Suisse

ne doit et ne peut pas même assumer l'apparence qu'elle préterait les mains à une telle politique. C'est pourquoi nous élevons des protestations solennelles contre ces expressions du ministre italien devant vous, devant le peuple suisse et devant l'Europe entière.

Nous ne ferons pas de cette affaire l'objet d'une réclamation diplomatique.

Le Président de la Confédération,

STÆMPFLI.

ÉTATS CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE.

Dépêche de M. Rost, délégué des États-Confédérés en Europe, au Président Jefferson Davis, sur sa réception par M. Calderon Collantès.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous informer que je suis arrivé à Madrid accompagné de M. Fearn au moment où la nouvelle de nos revers parvenait dans cette ville. Après avoir attendu quelque temps dans l'espoir de me renseigner sur leur nature et leur étendue par les journaux du Sud, j'ai demandé et obtenu une entrevue de M. Calderon Collantes, le secrétaire d'État espagnol pour les affaires étrangères.

Je lui ai dit tout d'abord que mon Gouvernement était désireux d'établir des relations amicales avec l'Espagne, et qu'il m'avait expédié au mois d'août de l'année dernière des instructions me chargeant de me rendre auprès de cette cour, ce que l'arrestation de MM. Mason et Slidell m'avait empêché de faire plus tôt. J'ai fait connaître mes instructions, en exprimant l'espoir que l'objet de ma mission pourrait être atteint sans trop de délai.

Après m'avoir complimenté de mon heureuse arrivée et m'avoir donné l'assurance que je serais satisfait de la société de Madrid, comme l'avaient été tous les envoyés américains précédents, M. C. Collantes m'a demandé si j'avais quelques détails authentiques sur nos derniers revers, et il s'est montré fort surpris de ce que 15 000 confédérés se fussent rendus sans grande résistance, regrettant l'effet que ce désastre ne pouvait manquer de produire sur le moral de nos troupes. Je lui ai dit que je n'avais pas de renseignements authentiques, mais que probablement le chiffre des prisonniers avait été fortement exagéré, et que, d'après ce que j'avais lu dans les journaux américains, le chiffre réel devait être inférieur à 6000; que l'ennemi avait une grande supériorité numérique, et que le général Buckner n'avait pu mieux résister qu'il ne l'avait fait. Je déployai une carte des États-

Unis et j'indiquai la distance qui séparait Somerset, le fort Henry et le fort Donnelson de la Nouvelle-Orléans et du Texas en descendant le Mississippi. Je dis que dans toute cette étendue de territoire il n'y avait pas de routes pour transporter le matériel d'une armée, tandis que nous possédions 3000 lieues de chemins de fer servant à notre défense et pouvant être détruits à mesure que l'ennemi avancerait ; j'ajoutai que les troupes du Nord ne pourraient endurer la chaleur du climat et les maladies. Enfin je terminai en disant que, même en ne tenant pas compte de ces obstacles naturels, je n'avais pas besoin de dire à un ministre espagnol qu'un peuple brave et uni combattant pour son indépendance ne pouvait pas être subjugué ; que les armées de Napoléon avaient remporté beaucoup d'importantes victoires en Espagne et avaient occupé la capitale et les forteresses de ce pays pendant plusieurs années ; mais qu'après la destruction des armées espagnoles, le peuple entier s'était levé et avait expulsé les légions impériales, et que de même nous finirions par l'emporter.

Le ministre s'est montré flatté de cette allusion, et a dit qu'il ne doutait pas de notre succès final, pourvu que la population pût supporter les privations que la lutte, si elle se prolongeait, ne pouvait manquer de lui imposer. Il a ajouté que, quant au droit, il ne doutait pas qu'il ne fût du côté du Sud, de même qu'il était du côté de l'Espagne à l'époque de l'invasion française, et du côté de la Reine dans sa lutte avec don Carlos ; mais que les Gouvernements étrangers avaient à s'occuper d'une question de fait et non d'une question de droit ; que nous ne pouvions demander à être reconnus que comme un gouvernement de fait, et que par conséquent il nous fallait montrer, comme l'Espagne et le parti de la Reine, que non-seulement nous avions le droit de constituer un Gouvernement, mais encore que nous avions la force de le maintenir contre la puissance de nos adversaires ; que jusqu'à présent nous n'avions pas encore fourni cette preuve, et que par conséquent il fallait qu'un certain temps s'écoulât avant que le Gouvernement de la Reine pût reconnaître le nôtre.

Continuant notre conversation, le ministre me demanda quel avait été le résultat de l'entrevue de MM. Mason et Slidell avec M. Thouvenel. J'ai dit que cette entrevue n'avait produit aucun résultat ; que l'Empereur Napoléon considérait la rupture de l'Union et la destruction de sa marine naissante comme un grand malheur pour la France, et inclinait dernièrement à espérer que l'Union pourrait être rétablie ; qu'il ne voulait en aucun cas encourir l'inimitié du Nord en étant le premier à nous reconnaître ; que, d'autre part, l'administration actuelle de l'Angleterre était en grande partie composée d'abolitionnistes et avait besoin de l'appui de la faction abolitioniste pour se maintenir au pouvoir, se berçant en même temps du vain espoir que

si la guerre civile se prolongeait, et si la culture du coton venait à cesser en tout ou en partie, le monopole de cette production passerait à l'Inde, ce qui compenserait les souffrances actuelles de la population manufacturière de l'Angleterre. Mais l'Espagne, ajoutai-je, est dans une situation différente ; il est de son intérêt que l'Amérique du Nord soit aux mains de deux grandes puissances qui se feraien^t équilibre ; sa politique n'est pas entachée de fanatisme puritain, et il n'est certainement pas de son intérêt que le monopole du coton passe à l'Angleterre. L'Espagne est notre alliée naturelle, et il est de son intérêt que nous devenions une puissance indépendante. Une fois la reconnaissance du Sud accomplie, la similitude des institutions, des idées et des mœurs formera entre les deux États l'alliance la plus amicale et la plus cordiale.

M. Calderon Collantes a dit qu'il l'espérait, mais qu'il ne devait pas me cacher que M. Seward faisait tous ses efforts pour le convaincre que le Nord avait toujours été bien disposé et le Sud toujours hostile envers l'Espagne ; que le Nord achetait le sucre des colonies espagnoles et n'avait jamais organisé des entreprises contre Cuba ; que c'était le Sud qui avait favorisé ces entreprises, et que si les États confédérés devenaient jamais un gouvernement puissant, ils tenteraient aussitôt la conquête de Cuba.

J'ai répondu que les assertions de M. Seward étaient inexactes, qu'autrefois le Nord comme le Sud avait voulu s'emparer de Cuba ; que le Nord aurait toujours besoin de cette île dans l'intérêt de son commerce ; que le Sud avait voulu posséder cette île pour en faire trois nouveaux États et obtenir ainsi six membres dans le Sénat fédéral afin d'égaliser pour quelque temps la puissance des États libres et des États à esclaves. Si l'Union se rétablissait, les mêmes motifs pourraient être de nouveau invoqués ; mais ils ne peuvent pas l'être et ne le seront pas si la Confédération du Sud est reconnue et fermement établie. Dans ce cas, le Sud se croirait intéressé à l'existence de l'Espagne comme puissance esclavagiste. Ces deux puissances avec le Brésil auraient alors le monopole d'un système de travail qui seul peut être employé dans l'Amérique tropicale et dans les régions avoisinantes, ainsi que des riches produits de ce travail. Il est impossible de se faire une idée de la carrière de prospérité et de puissance qui nous serait ainsi ouverte. J'ajoutai que l'époque où notre reconnaissance pourrait s'effectuer était naturellement laissée à l'appréciation du Gouvernement de Sa Majesté, mais que je demandais si le Gouvernement espagnol, quand cette époque serait venue, ferait dépendre la reconnaissance du Sud de l'action d'autres puissances. A l'époque de l'insurrection des colonies espagnoles, les États-Unis ont reconnu leur indépendance longtemps avant les autres puissances, et il n'est pas

douteux que l'influence morale et matérielle exercée par cette reconnaissance ait beaucoup contribué à consolider l'indépendance de ces colonies. Je demandai donc si je pouvais donner à mon Gouvernement l'assurance que le Gouvernement de Sa Majesté suivrait cet exemple lorsque le moment lui paraîtrait opportun et sans s'occuper de ce que feraient les autres puissances.

Le ministre ne voulut pas me répondre positivement. Il se borna à dire : « L'Espagne, vous le savez, met du temps, peut-être plus de temps que d'autres nations à prendre une décision sur les affaires importantes; mais une fois la décision prise, elle la met à exécution sans reculer devant les conséquences. » Il me laissa sous l'impression que son Gouvernement ne se: ait pas le premier à nous reconnaître.

Je lui fis alors observer que la menace de M. Seward, de considérer notre reconnaissance comme un *casus belli*, était démentie par M. Lincoln, qui a déclaré qu'il ne pouvait mener deux guerres de front, et que si le Gouvernement espagnol était accessible à ces craintes, il n'aurait pas annexé Saint-Domingue et ne se serait pas mis à la tête de l'expédition du Mexique; que ces mesures avaient fait naître dans le Nord une profonde hostilité contre l'Espagne; que la reconnaissance de notre Gouvernement ne susciterait à l'Espagne aucune guerre, tandis qu'en s'abstenant de nous reconnaître, elle ne recueillait aucune reconnaissance.

Il me répondit que son Gouvernement n'éprouvait aucune crainte de cette nature et était prêt à toutes les éventualités, ayant agi conformément à la loi des nations. Après qu'il m'eût expliqué les circonstances qui ont amené l'anexion de Saint-Domingue, ainsi que le but de l'expédition du Mexique, je lui remis une liste imprimée, qui m'avait été envoyée par M. Helm, des bâtiments entrés et sortis des ports de Cuba en violant le blocus, et j'ajoutai que le blocus n'était certainement pas effectif, tant à cause du nombre de vaisseaux qui le violaient que parce que le blocus était maintenu par des croiseurs et non par des bâtiments stationnant d'une manière permanente à l'entrée des rivières et des ports du Sud. Il répondit que les avis pourraient différer sur l'efficacité du blocus, mais que c'était une question où une nation ne pouvait agir seule, et que comme l'Angleterre et la France considéraient le blocus comme effectif, l'Espagne ne pouvait pas agir autrement.

Avant de prendre congé de lui, je remis à M. Collantes une copie de la communication faite au comte Russel et de sa réponse qui ont paru dans les documents parlementaires, et aussi une copie de mes instructions. M. Collantes exprima l'espoir que nous nous verrions fréquemment, et il parut désirer obtenir des renseignements certains par la voie du Sud. Il se montra surpris de ce que notre Gouverne-

ment n'avait pas pourvu aux moyens de transmettre ces renseignements, et il me demanda de lui communiquer ceux qui auraient quelque importance.

Voilà la substance de ce qui s'est passé dans cette longue et cordiale entrevue. J'en infère que ce Gouvernement ne se séparera pas sur cette question de ceux d'Angleterre et de France. Par suite des énormes préparatifs faits par le Nord pour nous subjuger, on ne peut, je crois, rien espérer jusqu'à ce que le Gouvernement du Nord soit disposé à nous traiter en puissance indépendante. Puisque le Président dit dans son Message que dans ce cas la guerre peut durer plusieurs années, il lui reste à voir s'il est conforme à notre dignité d'entretenir à l'étranger des envoyés qui ne sont ni reçus ni écoutés.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, etc.

Signé P. J. ROST.

Madrid, le 21 mars 1862.

NOTE. La pièce ci-dessus a été publiée par les journaux américains comme étant la copie d'une dépêche adressée par M. Rost au gouvernement des États Confédérés et interceptée par le Gouvernement fédéral.

Message du Président Jefferson Davis, adressé au Sénat et à la Chambre des Représentants, le 15 août 1862.

Nous nous réunissons de nouveau pour aviser aux mesures nécessaires au bien-être public, pendant que notre patrie est engagée dans une guerre désolante. Les souffrances de certaines parties de la population éveillent toute la sollicitude du Gouvernement. Cette sympathie a été rehaussée par le dévouement patriotique avec lequel ces souffrances ont été supportées.

La bravoure et la bonne conduite de nos troupes, ayant toujours droit à la gratitude du pays, ont été plus amplement manifestées dans de rudes batailles, où se sont signalés des courages individuels presque sans pareils dans l'histoire ancienne et moderne. Notre armée n'a bronché dans aucune des diverses épreuves auxquelles elle a été soumise, et la grande masse du peuple a continué de montrer un zèle et une unanimité qui, non-seulement encouragent le soldat endurci dans les camps, mais encore donnent l'assurance aux amis de la liberté constitutionnelle, de notre triomphe définitif dans la lutte engagée contre l'usurpation despotique.

La grande armée qui menaçait la capitale de la Confédération a été chassée des lignes d'investissement, et l'ennemi, qui a plusieurs fois échoué dans ses efforts pour la prendre, cherche maintenant à recru-

ter de nouvelles armes, sur une échelle inouïe jusqu'ici, pour arriver à subjuger le Sud, qu'il a si souvent proclamé être à la veille d'être soumis. La perfidie qui a méconnu les droits garantis par un pacte, la folie qui a foulé aux pieds les obligations consacrées par toutes les considérations de l'honneur, se sont accrues encore au souffle de la malveillance engendrée par la défaite. Ces passions ont modifié la nature des hostilités.

Nos ennemis méconnaissent chaque jour davantage les usages de la guerre civilisée et les inspirations de l'humanité. La rapine et la destruction immorale de la propriété particulière, la guerre faite à des non combattants, le massacre des prisonniers, les menaces sanguinaires de venger la mort d'une soldatesque agressive sur des citoyens désarmés, l'ordre de bannissement contre de paisibles fermiers occupés à cultiver la terre : voilà quelques-uns des moyens employés par nos envahisseurs pour arriver à soumettre au joug ét: anger un peuple libre. Des bills de confiscation assez atroces pour assurer, en cas d'exécution , la ruine complète de toute la population des États , sont adoptés par leur Congrès et ratifiés par leur pouvoir exécutif.

Les obligations financières du Gouvernement confédéré sont contrefaites par des citoyens des États-Unis, et publiquement mises en vente dans leurs villes d'une manière assez noire pour que leur Gouvernement n'en ignore ; sa complicité dans le crime est, en outre, démontrée par le fait que les soldats envahisseurs sont munis de grandes quantités de ces billets contrefaits comme moyen de spolier la population des campagnes à l'aide de la fraude. Deux au moins des généraux des États-Unis s'occupent, sans être entravés par leur Gouvernement, de fomenter l'insurrection des esclaves contre leurs maîtres, citoyens de la Confédération.

Il s'en est trouvé un autre d'instinct assez brutal pour exciter les violences de sa soldatesque contre les femmes d'une ville prise. Et, toutefois, ce rebut des hommes civilisés n'a pas provoqué , de la part des autorités des États-Unis , une seule marque de désapprobation de ses actes , et il n'y a pas lieu de supposer que la conduite de Benjamin F. Butler n'ait pas obtenu de son Gouvernement la sanction et les applaudissements qui lui ont été décernés par des meetings publics et une partie dc la presse des États-Unis.

Interpellé sur la question de savoir si la conduite atroce de quelques-uns de ces commandants militaires a obtenu la sanction du Gouvernement , le commandant en chef des Etats-Unis a répondu d'une manière évasive , sous le prétexte que la question était insultante et qu'il n'y a plus, pour supprimer ces énormités, que la justice rétributive qu'il peut être donné d'exécuter.

Des représailles de même nature sont impraticables, car ainsi que je

l'ai fait remarquer dans un précédent message, sous l'empire d'aucune espèce de provocation, nos nobles défenseurs ne se laisseraient entraîner à se venger sur des hommes désarmés, des femmes ou des enfants ; mais un châtiment énergique et exemplaire doit atteindre les meurtriers et les félons qui, déversant la honte sur la profession des armes, cherchent à faire de la guerre l'occasion de la perpétration des crimes les plus monstrueux.

Regrettions profondément la nature de la lutte à laquelle on nous force ; nous l'acceptons comme une alternative que les récentes manifestations donnent peu d'espoir de pouvoir éviter.

L'exaspération produite par l'insuccès a excité les plus détestables passions de nos ennemis. Une grande partie de la population, le clergé même, s'étudie à pousser une populace effervescente à la férocité extrême, et il ne nous reste plus qu'à soutenir nos droits, à maintenir notre existence, en usant contre nos ennemis de toute l'énergie, de toutes les ressources dont nous pouvons disposer.

Pour votre gouverne, je vous transmets copie des papiers qui consignent l'action du Gouvernement jusqu'à ce jour pour réprimer les violences dont notre population a été l'objet. D'autres mesures, en voie de rédaction, vous seront bientôt soumises. En appelant votre attention sur la législation requise par les nécessités de notre condition, je dois vous dire que celles qui ont trait à la marche de la guerre exigent une attention presque sans partage.

Les actes adoptés dans notre dernière session ayant pour objet d'assurer la défense publique par l'enrôlement général, et de rendre uniformes les règlements qui dirigent le service de l'armée, ont provoqué des critiques inattendues. Cela est à regretter. L'efficacité de la loi s'est trouvée ainsi affaiblie, bien que dans aucun des États l'opinion populaire n'ait retiré sa sanction, soit à la nécessité, soit à la convenance de votre législation.

C'est seulement à l'aide d'une action aussi harmonique que zélée, qu'un Gouvernement aussi nouveau que le nôtre, né pour ainsi dire à la veille d'une grande guerre, et dépourvu du matériel nécessaire pour suivre les hostilités sur une si vaste échelle, peut remplir ses devoirs. C'est sur vous, qui êtes initiés aux actes et aux intentions du Gouvernement, et qui êtes imbus des sentiments du peuple, que l'on doit compter pour assurer ce grand objet. C'est vous qui pouvez le mieux trouver le moyen d'établir cette entière coopération de l'État et des Gouvernements confédérés, si essentielle au bien-être de tous deux, en tout temps et actuellement indispensable à leur existence.

Si quelques lois vous paraissent être de nature à arranger des différences d'opinion, il me sera agréable, comme il sera de mon devoir, de coopérer à toute mesure qui pourra être adoptée de manière à

concilier une juste sollicitude pour la défense publique, avec une déférence convenable pour les plus scrupuleuses susceptibilités des autorités de l'État. Le rapport du secrétaire d'État du Trésor exposera en détail les opérations de ce département, on verra avec satisfaction que le crédit du Gouvernement demeure non altéré, et qu'il est justifié par la faiblesse comparative de la dette, nonobstant la grandeur de nos opérations militaires.

La législature de la dernière session a pourvu à l'achat de subsides avec les bons du Gouvernement; mais la préférence accordée par la population aux billets du Trésor a été si marquée, que l'on recommande à la législature d'autoriser une augmentation qui paraît être exigée par le service public. On n'a pas à redouter de graves inconvénients par suite de cette augmentation d'émission, attendu que la loi qui rend ces billets convertibles en bons à 8 pour 100, constitue une sauvegarde efficace et permanente contre toute dépréciation sérieuse dans la circulation.

Votre attention est appelée sur les moyens proposés par le secrétaire d'État des finances pour la préparation de ces billets et pour les mettre à couvert de toute contrefaçon.

C'est une justice à rendre à notre population que de dire que, chez nous, on ne contrefait pas les billets, que tous les billets faux sont importés des États du Nord.

Le rapport du secrétaire de la guerre renferme de nombreuses suggestions dans l'intérêt du service militaire. J'appelle surtout votre attention sur les recommandations qui ont pour objet d'assurer l'exécution convenable de la loi du recrutement et la consolidation des compagnies, bataillons et régiments, alors qu'ils se trouvent assez réduits pour préjudicier à l'uniformité d'organisation nécessaire dans l'armée, tandis qu'un fardeau illégitime est imposé au Trésor.

La nécessité de quelques lois pour contrôler le transport des troupes sur les chemins de fer et pour l'amélioration des vices actuels de ce service, appelle toute l'attention du Gouvernement. J'ai la confiance que vous pourrez trouver des mesures satisfaisantes pour atteindre cet objet. La législation au sujet des officiers généraux entraînant quelques difficultés de service, le secrétaire d'État de la guerre indique, pour y remédier, des moyens qui paraissent très-bons.

A ce sujet, je suis d'avis que la prudence ordonne quelques dispositions pour l'augmentation de l'armée, en cas d'événements imprévus quant à présent. La très-grande augmentation de forces récemment appelées en campagne par le Président des États-Unis, pourra rendre nécessaire, ultérieurement, d'étendre les dispositions de la loi de recrutement, de manière à comprendre les individus de trente-

cinq à quarante-cinq ans. La vigueur et le bon état de nos troupes, leur condition, le talent et l'habileté qui distinguent leurs généraux, donnent lieu de croire qu'aucun autre enrôlement ne sera nécessaire ; mais une sage prévoyance veut que si la nécessité venait à se manifester brusquement, pendant les vacances du Congrès, d'appeler sous les drapeaux de nouvelles forces pour notre défense, nous soyons à la tête des moyens de réunir les forces en campagne, sans attendre que la législature soit de nouveau réunie.

Dans l'élection et la nomination des officiers pour l'armée provisoire, il était à prévoir qu'il se commettait des méprises, et que des officiers incapables pour tous les grades seraient introduits dans le service, faute d'expérience et de guide sûr pour le choix ; les nominations et les élections ont été souvent malheureuses.

Le bien du service, les intérêts de notre pays exigent que l'on use de moyens pour retirer des commissions à des officiers qui ne sont pas à la hauteur des devoirs de la position, et j'ai confiance que vous trouverez des moyens pour purger l'armée de tels officiers par un traitement plus prompt et moins pénible à leur sensibilité que le jugement d'une Cour martiale.

Dans une période récente, vous avez réalisé l'objet si longtemps désiré d'un arrangement pour l'échange des prisonniers qui s'exécute maintenant sur les points convenus, et qui, il faut l'espérer, rétablira promptement nos braves et infortunés compatriotes dans les rangs de l'armée, d'où la fortune de la guerre les a pour quelque temps éloignés. Les détails de cet arrangement vous seront communiqués dans un rapport spécial, quand l'exécution en sera plus avancée.

D'autres renseignements sur le département de la guerre vous seront fournis par le Secrétaire dans son Rapport et dans les documents qui l'accompagneront.

Le Rapport du Secrétaire de la marine embrasse l'énonciation des opérations et de la situation présente de cette branche du service public, tant à flot qu'en construction, la construction et l'équipement de vaisseaux de guerre tant à l'intérieur qu'au dehors, la fabrication de canons et de munitions, la fondation d'ateliers et le développement de nos ressources en fer et en charbon de terre. Quelques dispositions législatives paraissent nécessaires pour assurer le recrutement de l'équipage de nos bâtiments.

Les difficultés ressenties sur ce point sont nettement exposées dans le Rapport du Secrétaire, et je sollicite votre attention pour y chercher un remède.

Le Rapport du directeur général des postes expose les embarras qu'a fait naître dans le service postal l'occupation par l'ennemi du

Mississippi et d'une partie du territoire des différents États. Les mesures prises par l'administration pour faire disparaître ces embarras, autant que faire se peut, sont détaillées dans ce Rapport. Il y a lieu de se féliciter de ce que, pendant les six mois terminés le 31 mars dernier, les dépenses du département ont fort notablement diminué, tandis que son revenu s'est augmenté, en comparaison de la période correspondante finissant au 30 juin 1860, alors que l'autorité postale de ces États était exercée par la délégation des États-Unis. Un temps suffisant ne s'est pas encore écoulé pour déterminer si les mesures adoptées jusqu'ici par le Congrès parviendraient à mettre les dépenses du département dans la limite de ses revenus au 1^{er} mars prochain comme l'exige la Constitution.

Je suis heureux de vous informer que, malgré les câlineries et les menaces employées à profusion par le Gouvernement des États-Unis, les nations indiennes renfermées dans la Confédération sont restées fermes dans leur dévouement, et ont fidèlement observé leurs Traités avec le Gouvernement. Le fait que, par suite des vacances de quelques fonctions d'agents et d'inspecteurs, il y a eu un retard dans le paiement des annuités qui leur sont dues, n'a pas non plus ébranlé leur fidélité.

Je conseillerai d'adopter quelques mesures pour autoriser les paiements à faire par d'autres agents, en l'absence de ceux qui sont spécialement chargés par la loi de remplir cette fonction.

Nous n'avons jamais cessé d'être reconnaissants de la faveur avec laquelle Dieu a protégé notre Confédération naissante. Il convient que nous lui en rendions grâce respectueusement, et que nous demandions humblement à la bonté divine cette sagesse qui est nécessaire pour l'accomplissement de la haute mission qui nous est confiée.

Richemond, le 15 août 1862.

Signé : JEFFERSON DAVIS.

Message du Président Jefferson-Davis au Sénat et à la Chambre des Représentants le 12 janvier 1863.

A la date de votre dernier ajournement, les préparatifs militaires de l'ennemi avaient pris des proportions si menaçantes que quelques esprits paraissaient craindre que le temps ne nous manquât pour nous mettre en mesure d'éviter des revers sérieux. Cependant nos défenses furent achevées quelques jours après votre départ de Richmond. Les armées des États-Unis s'avancèrent simultanément sur nos frontières, sur les rivages de l'ouest et sur les côtes de l'Atlantique : leurs

masses gigantesques firent naître dans le Nord l'espoir de pouvoir écraser sous le nombre toute résistance de notre part. Cet espoir dévait être encore une fois cruellement déçu.

Dans la Virginie, la quatrième invasion de ces armées, que nos ennemis considéraient déjà comme victorieuses, a été glorieusement repoussée. Nos nobles défenseurs, conduits par leurs habiles généraux, viennent d'infliger aux armées de Burnside un désastre tout pareil à ceux qu'ils ont fait, à tour de rôle, subir à Mac Dowell, Mac Clellan et Pope.

Dans l'Ouest, la fortune de la guerre a été plus variable; des batailles sanglantes ont été livrées; le carnage effroyable des deux côtés, Mais là, l'espoir de nos ennemis a été entièrement frustré, car ils n'ont pu obtenir aucun résultat décisif. A Wicksburg, une expédition formidable vient encore d'être repoussée, et pendant que nos pertes ont été minimes, celles de nos assaillants ont été relativement bien plus considérables.

Sur les côtes de l'Atlantique, l'ennemi n'a pu s'établir au delà de la protection du canon de ses flottes. Nous avons repris Galveston, capturé toute la garnison fédérale et pris un navire de guerre en l'abordant avec des bateaux à vapeur marchands. Toutes nos positions, fortifiées et renforcées depuis lors, nous donnent la certitude de pouvoir résister avec succès contre les efforts de nos ennemis, quelle que soit à l'avenir l'étendue de leurs préparatifs d'attaque.

Nous ne pouvons que nous féliciter de l'histoire de nos deux années d'existence nationale, et nous devons adresser de ferventes actions de grâces au Père Tout-Puissant qui a béni notre cause. Nous pouvons affirmer, sans céder à une vanité mal placée, que les États confédérés ont enrichi l'histoire d'un nouvel exemple, plein d'instruction pour l'humanité, de l'impossibilité de subjuger un peuple déterminé à demeurer libre : ils ont démontré que la supériorité du nombre et des ressources ne peut rien contre un courage, une persévérance et une abnégation comme ceux qu'ils ont su déployer dans la défense de leurs droits et de leurs libertés. Les espérances que nous entretenions au début de la lutte sont maintenant passées à l'état de conviction ; et cette conviction, que non-seulement les nations neutres partagent avec nous, pénètre chaque jour plus avant dans l'esprit même de nos ennemis. Marquons résolument la présente année par la même persévérence dans la voie que nous avons suivie jusqu'ici, dévouons vigoureusement toutes nos ressources à notre défense; que nos héroïques soldats que nos habiles et vaillants capitaines continuent à se distinguer, et nous aurons tout lieu d'espérer que cette année verra finir la lutte.

A son origine, la guerre avait pour but de nous contraindre à rentrer

dans l'Union ; impuissante à produire ce résultat, elle a, depuis, subi une seconde transformation en voulant nous conquérir pour nous placer dans la condition de simples provinces. Frustrés dans ce nouveau dessein, nos ennemis ont évidemment adopté un troisième projet qui ne peut être dicté que par la vengeance, la soif du sang et du pillage.

Mais, quelque implacables qu'ils soient, ils n'ont ni l'entraînement ni les ressources nécessaires pour continuer les hostilités une quatrième année, à moins d'être assurés de quelques succès ; ils ne pourront faire la guerre dans le seul but de plaire à des mercenaires et de satisfaire des passions haineuses, qui exigent une si grande effusion de sang et la ruine du peuple des États-Unis.

Nous saluerons avec joie le retour de la paix ; nous avons fait tous nos efforts pour éviter cette guerre, issue de la convoitise humaine ; nous n'avons jamais fait un mystère de notre préférence pour la paix ; mais, quelque grand que fût notre désir de l'obtenir, la détermination du peuple à faire triompher d'une façon absolue son droit au *self-government* et son indépendance n'a fait qu'augmenter chaque jour jusqu'à ce qu'elle soit devenue immuable, malgré les sacrifices et les souffrances qui en ont été les conséquences.

C'est ici le moment opportun de faire allusion aux relations qui ont eu lieu entre les États confédérés et les puissances neutres de l'Europe depuis qu'ils se sont retirés de l'Union.

Parmi les membres de notre Confédération figurent quatre États qui ont été reconnus nominativement comme des souverains indépendants par le traité de paix conclu, en 1783, entre eux et l'une des grandes puissances maritimes de l'Europe occidentale. Avant cette époque, ils avaient même été les alliés de l'autre de ces puissances. En 1778, ils formèrent une union avec neuf autres États. Peu satisfaits de cette union, trois de ces États, la Virginie, la Caroline du Sud et la Géorgie, se retirèrent de cette Confédération en 1789, conjointement avec huit des États qui font aujourd'hui partie des États-Unis, et ces onze États sécessionnistes établirent une seconde Union : bien que les articles de cette dernière Confédération continssent une stipulation expresse déclarant l'*Union perpétuelle*, leur droit de sécession ne fut jamais contesté par les États dont ils se séparèrent, ni mis en question par aucune tierce puissance. Quand, plus tard, la Caroline du Nord entra dans cette Confédération, et quand, plus tard encore, les sept autres États, actuellement membres des États confédérés, devinrent aussi membres de cette Union, ils furent tous reçus à titre de souverainetés indépendantes et sur un pied de parfaite égalité. Alors il n'était jamais entré dans l'esprit d'aucun homme que des souverains pussent être forcés de rester membres d'une Confédération dans laquelle ils étaient libre-

ment entrés, si, à une époque ultérieure, ils jugeaient que leur sécurité et leur honneur exigeaient une séparation.

L'expérience du passé avait prouvé toute la futilité d'une pareille renonciation à des droits imprescriptibles de leur nature, et conséquemment la stipulation de perpétuité contenue dans les articles de la Confédération de 1778 fut écartée dans la Constitution de 1789.

Lorsque, en 1861, onze États crurent encore avoir des raisons suffisantes pour rompre cette dernière union et établir une troisième Confédération sous une constitution amendée, ils exercèrent ce même droit, inhérent à leur qualité d'États souverains, droit qui ne nécessitait aucune justification vis-à-vis des Puissances étrangères et que la loi internationale ne permettait pas à ces dernières de mettre en question. Les usages diplomatiques qui gouvernent les nations entre elles nous faisaient cependant un devoir de communiquer officiellement aux puissances étrangères le fait du changement organique qui venait de s'opérer chez nous, et il était convenable de leur donner l'assurance de notre désir de continuer nos relations amicales avec le monde entier.

Ces considérations portèrent vos prédécesseurs (le Gouvernement provisoire) à envoyer immédiatement en Europe des Commissaires chargés de visiter les capitales des différentes Puissances, à l'effet de préparer l'ouverture de relations diplomatiques officielles. Cependant avant l'arrivée de ces Commissaires en Europe, les États-Unis avaient commencé les hostilités, et avec une duplicité qui vous a été dévoilée dans un Message précédent, ils avaient, au mépris de leur promesse formelle, fait secrètement partir une expédition destinée à augmenter la garnison du fort Sumter. Ils avaient également adressé aux différentes Cours d'Europe des dépêches qui élevaient la prétention d'exercer une souveraineté sur cette Confédération. Ils alléguaien que, nous, États indépendants, nous étions en rébellion contre les autres États de l'Union, et menaçaient l'Europe de manifester leur mécontentement autrement que par des paroles, si elle traitait les États confédérés comme des États possédant une existence indépendante. Nous apprîmes bientôt que ces prétentions ne parurent point aussi absurdes à l'étranger que parmi nous. Il est vrai que, à cette époque, l'Europe n'avait pas encore appris à connaître la juste valeur des déclarations officielles du Cabinet de Washington. Le pouvoir de nous représenter à l'étranger, que nous avions donné au Gouvernement fédéral, avait induit l'Europe dans une grave erreur, celle de supposer que notre souveraineté distincte et indépendante s'était fondue dans une souveraineté commune. Cette erreur, que nos Commissaires ne purent dissiper, malgré leurs appels à la raison et à l'histoire, détermina les Gouvernements européens à déclarer qu'ils ne pouvaient se rendre

juges de la valeur des appréciations contraires faites par les deux parties sur les anciens rapports des États avec le Gouvernement fédéral. L'Angleterre et la France signifièrent leur détermination de se borner à reconnaître le fait évident de l'existence de la guerre et à maintenir une stricte neutralité pendant toute sa durée. D'autres Puissances adoptèrent la même politique, et il devint dès lors apparent, que, par une entente expresse ou tacite, l'Europe s'était décidée à laisser le soin de prendre l'initiative dans le conflit américain à ces deux Puissances qui, soit en raison de leur proximité, soit en raison de l'intimité qui existait entre elles et les États en guerre, soit encore en raison de l'étendue de leurs relations commerciales avec eux, étaient les plus intéressées dans la question américaine.

Il est évident que la politique de l'Europe, bien que basée sur un refus apparent de décider la question, ou de prendre fait et cause pour aucune des deux Parties belligérantes, impliquait en fait une décision contre nos droits et en faveur des prétentions mal fondées des États-Unis. C'était un refus de nous accorder cette confiance qui est due à un gouvernement indépendant. Si nous étions des États indépendants, le refus d'entretenir avec nous les mêmes relations internationales qu'avec nos ennemis nous était injuste et nuisible dans ses effets, quel que puisse avoir été d'ailleurs le motif qui l'a dicté. Ce refus n'était pas d'accord avec les obligations morales, qui naissent du Code international dont la sanction suprême réside dans la conscience des souverains; et, certes, l'opinion publique de l'humanité ne pouvait approuver ces Hautes Puissances de se refuser à remplir un devoir qui leur incombaient spécialement, dans le but d'éviter les conséquences qui pourraient en résulter pour elles. Le résultat immédiat et forcé de ce refus d'encourir la responsabilité d'une décision qui devait nécessairement être contraire aux prétentions extravagantes des États-Unis a été de prolonger les hostilités. Cette abstention de l'Europe a encouragé nos ennemis à poursuivre la guerre sans d'autres résultats que de multiplier le carnage et la dévastation sur ce continent, et de faire naître en Europe une souffrance et une misère sans pareilles dans l'histoire. Si ces Puissances avaient promptement reconnu nos droits à être traités comme toutes les Nations indépendantes, il n'est pas douteux que l'effet moral d'une pareille détermination aurait contribué puissamment à chasser de l'esprit des États-Unis cette illusion qui seule les a fait persister dans le fol espoir d'arriver à nous subjuguer.

L'hésitation continue des mêmes Puissances à remplir envers nous cet acte de simple justice est la cause de la continuation des calamités qui affligen actuellement l'humanité. C'est cette hésitation qui interrompt les occupations pacifiques tant dans le vieux que dans le nou-

veau monde. Il est encore d'autres circonstances dans lesquelles la neutralité de l'Europe a été loin de nous rendre justice, car elle a donné à nos agresseurs des avantages peu mérités et les moyens de persévéurer dans une guerre impie.

Au début des hostilités, les habitants de cette Confédération étaient presque tous exclusivement agriculteurs ; ceux des États-Unis étaient, au contraire, en majeure partie des négociants et des artisans. Nous n'avions pas de marine marchande, la leur couvrait les mers ; nous ne possédiions pas de marine militaire, ils avaient une flotte puissante. Cet avantage qu'ils avaient de pouvoir endommager nos côtes et nos ports était cependant en quelque sorte contre-balancé par la possibilité d'attaquer leur commerce avec des navires privés, armés en guerre.

L'Europe savait que les États-Unis avaient péremptoirement refusé, il y a à peine quelques années, d'accéder à sa proposition d'abolir la course, sous le prétexte que cette mesure donnerait aux nations qui possédaient des marines puissantes un avantage trop marqué sur celles qui n'avaient que des flottes insignifiantes. Malgré cela, à peine la guerre entre cette Confédération et les États-Unis fut-elle certaine, que les Puissances maritimes de l'Europe s'empressèrent de proclamer la fermeture de leurs ports aux prises faites par les belligerants.

Cette prohibition, bien que très-impartiale en apparence, n'affectait réellement que les États confédérés ; car, seuls ils pouvaient frapper le commerce ennemi sur les mers. Nominale à l'endroit des États-Unis cette prohibition opérait contre nous avec une intense sévérité, car elle nous enlevait le seul moyen de lutter, avec quelque chance d'égalité, sur l'Océan contre l'écrasante supériorité maritime de nos ennemis. Rien ne saurait mieux démontrer la puissance de l'arme qui nous a été ainsi arrachée par la neutralité combinée de l'Europe, dans l'intérêt des États-Unis (quoiqu'ils avouent l'intention de détruire son commerce à l'aide de leurs corsaires au cas d'une guerre) que la terreur inspirée à leur commerce par un seul croiseur confédéré. Un bateau à vapeur national, commandé par des officiers et monté par un équipage, auxquels la fermeture des ports enlève l'opportunité de faire condamner les navires qu'ils capturent, a suffi pour faire doubler le prix des assurances et réduire à l'inaction un grand nombre de navires ennemis. Il est dès lors difficile d'exagérer les désastres que des centaines de corsaires auraient pu infliger au commerce de nos ennemis, si la neutralité européenne n'était venue les priver de la facilité de disposer de leurs prises.

Mais c'est relativement au prétendu blocus de nos côtes que la politique de l'Europe nous a été plus préjudiciable encore, tout en conférant des avantages signalés aux États-Unis. L'importance de ce sujet

demande quelques développements. Avant l'année 1856, les principes qui réglaient cette matière ne se trouvaient inscrits que dans les ouvrages de publicistes éminents, dans les arrêts de cours d'amirauté, dans les traités internationaux, enfin dans les usages et coutumes des nations. L'incertitude et le doute environnaient donc la législation maritime en temps de guerre; ces principes émanant de tant d'auteurs indépendants, se trouvant souvent en désaccord, étaient pour l'humanité une source de maux accablants. Était-il permis d'établir un blocus par mer, alors que le port bloqué n'était point investi par terre? Un blocus était-il valable si la flotte n'était pas suffisante pour entourer la sortie et l'accès du port bloqué d'un danger imminent? ou bien encore, fallait-il pour constituer la légalité d'un blocus, que le port fût hermétiquement fermé par la flotte ennemie? Ces questions, et beaucoup d'autres encore, étaient demeurées incertaines. Animés par le désir très-honorables de remplacer par des règles définies avec précision toutes les différences d'opinion entre les neutres et les belligérants, différences qui pouvaient entraîner des difficultés sérieuses, la guerre même, je cite le langage officiel, les cinq grandes Puissances de l'Europe, ainsi que la Sardaigne et la Turquie, adoptèrent, en 1856, cette déclaration solennelle des principes :

1^o La course est et demeure abolie;

2^o Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre;

3^o La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi;

4^o Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du littoral ennemi.

Non-seulement cette déclaration solennelle annonça au monde les principes que les Puissances signataires s'engageaient à respecter dans les guerres à venir, mais elle contenait une clause à laquelle les Puissances donnaient un effet immédiat. Cette clause portait que les États qui n'avaient point siégé au Congrès de Paris seraient invités à donner leur adhésion à cette déclaration de principes. Tous les États indépendants de l'Europe acquiescèrent à ces nouvelles doctrines. Du moins, il n'est pas à ma connaissance qu'une seule Puissance ait refusé, excepté les États-Unis, qui, tout en déclarant que les trois derniers principes posés étaient parfaitement en harmonie avec leur interprétation de la loi internationale, refusèrent cependant d'accéder à la proposition d'abolir la course. L'histoire ne fournit aucun exemple de tant de solennité et d'unanimité dans l'adoption de ces nouvelles lois internationales appelées à garantir si saintement la foi des nations.

Par conséquent, lorsque cette confédération fut établie, et que les

puissances neutres, tout en différant d'agir sur sa demande d'admission dans la famille des nations, lui reconnurent la qualité d'un pouvoir belligérant, l'Angleterre et la France demandèrent officieusement, comme garantie de leurs droits neutres, notre adhésion aux déclarations de principes faites par le Congrès de Paris. Cette requête, qui sollicitait notre sentiment de justice, fut favorablement accueillie par le gouvernement provisoire, ainsi que l'établissent ses résolutions du 13 août 1861, qui adoptaient pour base de sa conduite pendant la guerre tous les principes posés au Congrès de Paris, à l'exception, toutefois, de celui qui avait trait à la course. Comme le droit d'employer des corsaires ne pouvait, en aucune façon, dans le cas présent, avoir aucun inconvénient pour les nations neutres, comme c'était un droit que les États-Unis avaient refusé d'abandonner, et qu'ils demeuraient libres de l'exercer contre nous, comme c'était un droit que nous exerceions déjà, et qu'on ne pouvait raisonnablement pas s'attendre à nous voir délaisser pendant la guerre, pour favoriser un adversaire possédant une grande supériorité maritime, ce droit fut réservé par nous, avec l'espoir que les nations neutres seraient forcées de reconnaître que la raison et la justice nous obligaient à réserver ce droit dans son entier. Cet espoir ne fut point déçu, car les documents officiels contenus dans les registres connus sous le nom de Livre bleu, publiés par le gouvernement anglais, expriment sa satisfaction entière de la manière délicate dont nos diplomates se sont acquittés de leur mission.

Ces déclarations solennelles de principe — cette entente implicite entre notre confédération et les deux puissances que j'ai nommées — sont cependant demeurées sans effet devant les menaces des États-Unis et devant les outrages commis par ces derniers sur les droits des neutres avec une arrogance qui ne fit que s'accroître chaque jour depuis le commencement de la guerre. L'Europe neutre demeura impassible quand les États-Unis, avec une force navale suffisant à peine à bloquer les côtes d'un seul État, proclamèrent un blocus sur papier de plusieurs milles de côtes, s'étendant du cap Chesapeake à ceux de la Floride et de Key-West, et en cerclant tout le golfe du Mexique jusqu'à l'embouchure du Rio-Grande.

Les blocus connus dans l'histoire sous le nom de décrets de Berlin et de Milan, et les ordres des conseils anglais pendant les années 1806 et 1807 sont tout au plus insignifiants, quand on les compare aux monstrueuses prétentions des États-Unis. Cependant ces décrets et ces ordres étaient justifiables en quelque sorte, car les Puissances ne proclamaient ces blocus que comme des mesures de représailles ; pourtant, ces blocus, qui ont été depuis condamnés par les propres publicistes de ces nations comme étant autant de violation des lois

internationales, provoquèrent les récriminations amères des puissances neutres, parmi lesquelles les États-Unis figurent au premier rang. Bien que ces blocus aient été la cause déterminante de la guerre qui eut lieu entre l'Angleterre et les États-Unis en 1812; bien que ces blocus aient été les principaux arguments en faveur des déclarations du Congrès de Paris, en 1856; bien que le but de ces déclarations soit évidemment de supprimer les abus des puissances maritimes, ces abus se sont trouvés impunément renouvelés par les États-Unis en 1861 et 1862, dans des circonstances et avec un caractère aggravant qui n'ont point de précédent dans l'histoire.

Les registres de notre département d'État contiennent la preuve des nombreuses réclamations formellement adressées par nous aux puissances neutres contre la reconnaissance de ce blocus. Il a été établi par des preuves irréfutables, fournies en partie par les agents officiels des nations neutres, que les quelques ports de cette confédération devant lesquels étaient stationnées des forces navales, ont été si inefficacement investis, que des centaines de navires y sont entrés depuis la déclaration du blocus, que nos ennemis ont eux-mêmes virtuellement admis l'inefficacité de leur blocus par les plaintes qu'ils n'ont cessé d'adresser aux neutres, au sujet des ventes d'objets de contrebande de guerre qui nous ont été faites, — ventes qui n'auraient pu nuire à leurs intérêts, si leur prétendu blocus était réellement suffisant pour défendre l'accès de nos côtes ; — ils ont été plus loin encore : n'ont-ils pas, en effet, cherché à excuser l'odieuse barbarie dont ils se sont rendus coupables en comblant un de nos ports avec des navires chargés de pierres, en alléguant l'impossibilité de rendre effectif leur blocus sur papier ? Notre commerce avec les nations étrangères a été interrompu, non pas par l'investissement effectif de nos ports ou par la saisie de navires pris en cherchant à y pénétrer, mais par la capture de navires neutres opérée par nos ennemis sur les hautes mers, quand ils les supposaient chargés à destination d'un point déterminé de notre immense côte, et cela sans s'inquiéter de savoir s'il existait à ce même point un seul navire pour en défendre l'accès. Des navires de guerre ont quitté les ports devant lesquels ils stationnaient pour aller en expédition lointaine, et y sont retournés sans donner aucun avis de la levée ou de la réinstallation du blocus.

En un mot, les États-Unis ont systématiquement et obstinément violé toutes les prescriptions des lois maritimes, tous les droits des neutres de commercer avec un belligérant ainsi qu'ils étaient établis et respectés par les principes universels. L'Europe neutre a reçu nos réclamations, mais elle s'est soumise en silence à toutes les pertes qu'il a plu aux États-Unis d'occasionner à son commerce.

Le cabinet anglais a été plus loin : il ne s'est pas contenté d'acquiescer implicitement et passivement à toutes ces violations des lois internationales ; mais, dans une dépêche du ministre des affaires étrangères, ce même cabinet anglais s'est arrogé le droit de changer les principes énoncés par le Congrès de Paris, — principes auxquels la foi de l'Angleterre avait été donnée. — Ce changement est trop important, il affecte trop les intérêts de cette confédération pour le passer ici sous silence ; du reste, après avoir vainement tenté d'obtenir des explications satisfaisantes du gouvernement, j'ai fait faire un protêt solennel contre cette prétention. Dans une dépêche du ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Britannique à son ministre, portant la date du 11 février 1862, se trouve le passage suivant :

« Le gouvernement de Sa Majesté croit cependant, en admettant que le blocus a été notifié légalement, que des navires stationnés et demeurant à l'entrée d'un port sont en nombre suffisant pour en empêcher l'accès ou pour créer un danger évident pour ceux qui veulent y pénétrer ou en sortir, et que ces navires ne permettent pas volontairement l'accès ou la sortie de ce port, que le fait qu'un certain nombre de navires sont heureusement parvenus à échapper à la surveillance de la flotte stationnée (ainsi que le fait est démontré dans ce cas particulier) ne peut suffire en lui-même pour empêcher un blocus d'effectif, d'après la loi internationale. »

Les mots que j'ai soulignés ont été arbitrairement ajoutés par le gouvernement anglais au texte primitif que les nations civilisées avaient adopté d'un commun accord et après mûre délibération, et que nous avons nous-mêmes implicitement accepté. Cette addition a évidemment pour but de rouvrir, au préjudice de cette Confédération, une des questions tant disputées des lois relatives au blocus que le Congrès de Paris avait précisément voulu régler. L'importance de ce changement est facile à démontrer, si nous prenons un de nos ports pour exemple. La présence d'une station navale au port de Wilmington en rend l'accès évidemment dangereux ; ce danger suffirait pour rendre ce blocus effectif. Mais « l'accès de ce port n'est point réellement fermé » par la flotte ennemie, car des steamers y entrent et en sortent continuellement. Ce fait le rend nul et illégal. La justice de nos plaintes sur ce point est si manifeste, qu'elle ne laisse subsister aucun doute que le gouvernement anglais ne consente, après y avoir réfléchi, à nous donner des assurances de nature à détruire les pénibles impressions qui résulteraient de son langage dans le cas où il resterait sans explication.

Ces remarques vous feront comprendre que, depuis près de deux années de guerre, pendant lesquelles toute l'énergie de notre pays a été employée à maintenir son existence nationale, les nations neutres

de l'Europe ont adopté une politique dont l'impartialité nominale a été, au contraire, dans la pratique, des plus favorables pour nos ennemis et extrêmement préjudiciable pour nous.

Le refus de l'Europe d'à l'mettre dans ses ports les prises faites par les deux belligérants fut éminemment pernicieux pour cette confédération. Il fut rigidement proclamé et maintenu. L'exercice du droit des neutres de commercer avec un belligérant dont les ports ne sont pas bloqués par des flottes réellement suffisantes pour leur en interdire l'accès eût été excessivement nuisible aux États-Unis, mais il fut complaisamment abandonné. Le devoir qui incombe aux États neutres de recevoir cordialement et de reconnaître respectueusement toute confédération que des États indépendants jugent à propos de former était trop clair pour être nié ; l'ajournement de ce devoir était aussi avantageux pour les États-Unis que préjudiciable pour nous : il a été ajourné.

Dans cette revue de nos relations avec les nations neutres de l'Europe, j'ai voulu faire comprendre distinctement que notre gouvernement ne se plaint pas de ce qu'elles soient restées neutres. Nous n'espérions ni ne désirions rien de plus. Nous nous plaignons seulement de ce que cette neutralité a été plutôt nominale que réelle, et que les droits reconnus des neutres ont été alternativement réclamés et abandonnés avec une facilité dont les conséquences pèsent sur nous avec une grande sévérité, pendant qu'elles confèrent à nos ennemis un avantage signalé.

Si je me suis abstenu jusqu'ici d'appeler votre attention sur le caractère de nos relations avec les puissances étrangères, c'est que j'avais pour agir ainsi plusieurs raisons. La première de toutes était la crainte qu'un exposé de nos plaintes contre une politique aussi préjudiciable à nos intérêts ne fût interprété comme une sollicitation de secours. Bien qu'inférieurs à nos ennemis en nombre et en ressources immédiates, nous avions conscience de notre puissance de résistance ; l'Europe n'y croyait point, et nos démarches auraient couru le risque d'être incomprises.

Pleine d'une fière confiance en elle-même, la Confédération avait une entière connaissance du caractère de la guerre qui lui était imposée ; se fiant entièrement aux qualités supérieures de sa population, au courage supérieur de ses soldats, à l'habileté supérieure de ses généraux, et, par-dessus tout, en la justice de sa cause, la Confédération ne sentit point la nécessité d'implorer aucune aide terrestre pour maintenir ses droits, et elle commença la guerre, qu'elle a continuée, avec cette calme confiance qui est l'apanage de ceux qui peuvent invoquer les bénédictions divines sur leur cause avec une *pure conscience* du droit.

Cette confiance a été si intime que nous ne nous sommes jamais

abandonnés au désespoir dans nos défaites, de même que pour le présent nous ne nous exaltions nullement à la perspective plus brillante d'une terminaison heureuse de notre lutte. Par conséquent, c'est parce qu'on ne se méprendra plus sur les justes raisons que nous avons de nous plaindre que je les place, sans hésiter, sous vos yeux. L'époque me paraît propice de vous renseigner à cet égard, et, bien qu'aucun résultat immédiat ne doive en découler, il est bon que la vérité soit dévoilée et inscrite dans l'histoire. Il est bon que ceux qui nous suivront comprennent la marche exacte ainsi que le vrai caractère du conflit formidable dans lequel le sang de notre peuple a coulé comme de l'eau, et dans lequel nous avons soutenu, sans appui, les chocs d'armées qui auraient pu suffire à renverser plus d'une des puissances dont l'hésitation à nous accorder nos droits comme nation indépendante, impliquerait le doute quant à notre capacité de maintenir notre existence nationale. Il se peut aussi que, dans les temps à venir, des discussions peu bienveillantes, imprévues aujourd'hui, s'élèvent malheureusement entre cette Confédération et quelque puissance européenne, et alors le souvenir de notre patience au milieu des griefs que j'ai énumérés pourra être rappelé et exercer une heureuse influence pour prévenir des troubles sérieux dans des relations pacifiques. Il ne serait pas convenable de clore mes observations au sujet de nos relations extérieures sans faire allusion au fait que la correspondance entre les cabinets de France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, récemment publiée, indique un pas satisfaisant dans l'appréciation par ces gouvernements des vrais intérêts de l'humanité, tels qu'ils se trouvent impliqués dans la guerre sur ce continent.

C'est au Monarque éclairé de la nation française que le sentiment public de l'Europe est redévable de la première manifestation officielle de sympathie pour les souffrances endurées par notre peuple avec tant d'héroïsme, de son horreur pour le terrible carnage qui a marqué le progrès de la guerre, et de son désir d'arriver à une paix prochaine. L'affirmation claire et directe contenue dans la note française, relativement à notre capacité (que nous avons prouvée) de maintenir notre indépendance, n'a pas été mise en discussion dans la réponse d'aucun des cabinets auxquels cette note a été adressée. En effet, il est difficile d'émettre de justes raisons pour temporiser plus longtemps, sur ce sujet, après avoir lu l'exposé suivant des faits contenus dans la lettre du ministre de Sa Majesté impériale :

« Il s'est établi entre les belligérants, dès le début de cette guerre, une pondération de forces qui, depuis lors, s'est presque constamment maintenue, et, après tant de sang versé, ils se trouvent aujourd'hui, sous ce rapport, dans une situation qui n'a pas sensiblement changé. Rien n'autorise à prévoir prochainement des opérations militaires

plus décisives. D'après les dernières informations parvenues en Europe, les deux armées seraient, au contraire, dans des positions qui ne permettraient ni à l'une ni à l'autre d'espérer, dans un court délai, des avantages assez marqués pour faire pencher définitivement la balance, et accélérer la conclusion de la paix. »

Comme notre gouvernement n'a jamais manifesté l'intention de conquérir les États-Unis, mais simplement affirmé son aptitude de se défendre contre les agressions de cette dernière puissance, nous pouvons sainement en conclure que la revendication par cette Confédération d'une place légitime dans la famille des nations ne peut longtemps lui être refusée après qu'elle a été reconnue si formellement capable de lutter, à armes égales, avec ses ennemis et de se soutenir contre leurs tentatives de conquêtes à main armée.

C'est pour moi une tâche pénible d'avoir à vous informer à nouveau d'exemples réitérés d'atrocités de toutes sortes commises par les forces des États-Unis sur différents points de cette Confédération. Elles marqueront d'une indélébile infamie non-seulement les auteurs directs, mais leurs supérieurs, qui, ayant le pouvoir de prévenir ces outrages contre l'humanité (nombreux et bien constatés comme ils l'ont été), n'ont encore, dans aucun cas, à ma connaissance, infligé de punition aux coupables. Depuis la dernière communication que je vous ai faite, un général, Mac Neil, a assassiné de sang-froid sept prisonniers de guerre, et la demande faite pour sa punition est restée sans satisfaction. Le gouvernement des États-Unis avait promis une enquête et des explications relativement aux accusations dirigées contre le général Benjamin F. Butler ; mais son silence, en présence des efforts réitérés de ma part pour obtenir quelque réponse à ce sujet, doit nous faire penser que non-seulement il a admis cette culpabilité, mais encore qu'il l'a sanctionnée par son acquiescement. En conséquence, j'ai flétrì ce criminel en le déclarant hors la loi, et ordonné son exécution en expiation de ses crimes s'il tombait entre nos mains.

Récemment, j'ai su par des nouvelles qui paraissent authentiques, qu'un autre général du nom de Milroy avait publié des ordres dans la Virginie occidentale à l'effet de se faire payer des sommes d'argent par les habitants, accompagnant ces ordres des plus sauvages menaces de faire fusiller tout récalcitrant, d'incendier sa maison, et menaçant d'atrocités semblables celui de nos concitoyens qui ne trahirait pas son pays pour lui donner prompte connaissance de chaque mouvement de nos troupes. Ce sujet a également été mis sous les yeux des autorités militaires des États-Unis, mais j'ai peu d'espoir qu'ils manifestent la moindre désapprobation. L'humanité frémît aux atrocités épouvantables qui se multiplient chaque jour sous la sanction de ceux

qui sont aujourd'hui investis du pouvoir dans les États-Unis, et qui font rapidement de ce nom, jadis honorable, une expression de réprobation parmi les hommes civilisés. Mais l'indignation naturelle qu'inspire cette conduite ne doit pas cependant nous rendre injuste et nous faire croire que la masse entière du peuple qui subit le despotisme sans bornes du gouvernement de Washington, donne son acquiescement à cette manière de conduire la guerre. Il doit nécessairement y avoir parmi nos ennemis un grand nombre de personnes, peut-être une majorité, dont l'humanité recule devant toute participation à de telles atrocités, mais qui ne peuvent toutefois être considérées comme complètement innocentes tant qu'elles permettent l'existence d'un tel état de choses sans le moindre effort de leur part pour y porter remède.

Nous avons reçu les journaux du Nord contenant une proclamation, datée du 1^{er} de ce mois, signée par le Président des États-Unis, dans laquelle il proclame et déclare libres tous les esclaves dans dix des États de la Confédération, à l'exception de ceux qui se trouvent dans certains districts actuellement occupés en partie par les forces armées de l'ennemi.

Nous pouvons bien laisser aux instincts de cette humanité commune qu'un bienfaisant créateur a semée dans le cœur de nos semblables de tous les pays, de porter un jugement sur une mesure par laquelle plusieurs millions d'êtres humains de race inférieure, — travailleurs paisibles et contents dans leur sphère, — sont condamnés à l'extermination, en même temps qu'encouragés à commettre un massacre général sur la personne de leurs maîtres par la recommandation insidieuse « de s'abstenir de toute violence, sauf dans le cas de propre défense. » Le dégoût que nous inspirent ceux qui ont eu recours à la plus exécrable mesure que les annales de la perversité humaine aient enregistrée, est tempéré par le profond mépris, par la rage impuissante qu'elle laisse apercevoir. Quant à l'action de ce gouvernement vis-à-vis de tels criminels qui essayeraient de la mettre à exécution, je me borne à vous informer que, à moins que, dans votre sagesse, vous n'en décidiez autrement, je ferai remettre aux autorités des divers États tous les officiers des États-Unis qui, à l'avenir, seront pris par nos forces dans l'un ou dans l'autre des États compris dans ladite proclamation, afin qu'ils soient traités d'après la loi de ces États en ce qui touche la punition à infliger aux criminels pour délit d'excitation à l'insurrection servile. Je continuerai à traiter les simples soldats comme des instruments aveugles dans la perpétration de ces crimes, et donnerai des instructions à l'effet de les licencier et de les renvoyer sur parole dans leurs foyers.

Dans son sens politique, cette mesure a une grande signification, et

sous ce point de vue je vous invite à y apporter toute votre attention. Elle nous fournit à tous la preuve la plus complète et la plus irrécusable du caractère réel des desseins du parti qui a élevé au pouvoir le titulaire actuel du fauteuil présidentiel à Washington, et qui a cherché à masquer ses projets par toute sorte de moyens astucieux et par l'usage perfide et réitéré des plus audacieuses promesses faites en mainte occasion. A ce sujet, je cite, comme exemple, la déclaration suivante faite par le président Lincoln prêtant son serment solennel comme premier magistrat des États-Unis, le 4 mars 1861.

« Une crainte paraît exister parmi le peuple du Sud qu'à l'avènement d'une administration *républicaine*, leur propriété, leur paix et leur sécurité personnelle seront mises en danger. Il n'y a jamais eu de cause raisonnable pour faire naître pareille crainte. »

En effet, la plus complète évidence du contraire a toujours ouvertement existé devant leurs yeux. On la retrouve dans presque tous les discours prononcés en public par celui qui vous parle en ce moment. Je ne fais que citer l'un de ces discours en déclarant ici que je n'ai aucun projet, soit direct soit indirect, de m'immiscer dans l'institution de l'esclavage dans les États où il existe. Je crois n'avoir aucun droit légal de le faire, et n'ai aucun penchant pour ce rôle-là. Ceux auxquels je dois ma nomination et mon élection ont agi connaissant parfaitement que j'avais fait cette déclaration et plusieurs autres semblables et que je ne les ai jamais rétractées. Plus que ceci, ils insérèrent dans le programme qui fut soumis à mon acceptation, devant faire loi pour eux comme pour moi, la décision nette et énergique que je vais vous lire :

« *Résolu.* — Que le maintien inviolable des droits des États, et principalement le droit de chaque État d'ordonner et de contrôler ses propres institutions domestiques exclusivement d'après son propre jugement, est essentiel à la balance du pouvoir sur lequel reposent la perfection et la durée de notre édifice politique, et nous dénonçons l'invasion arbitraire, par la force armée, du sol de tout État ou territoire, quel qu'en soit le prétexte, comme le plus grave des crimes. »

Cette déclaration d'un manque de pouvoir ou d'inclination de s'immiscer dans notre système social n'était point limitée à l'état de paix. Avant comme après le commencement effectif des hostilités, le Président des États-Unis a répété dans des communications officielles aux cabinets de la France et de la Grande-Bretagne, qu'il était absolument sans pouvoirs constitutionnels pour consommer l'acte qu'il vient de commettre, et que, dans aucune éventualité possible, — soit que de la sécession de ces États résultât l'établissement d'une confédération à part, ou le rétablissement de l'Union, il n'y avait aucune autorité en vertu de laquelle il pouvait, par la force des armes,

faire rentrer dans l'Union un État désaffectionné ou introduire un changement quelconque dans ses institutions. Pour la vérification de cette assertion, je renvoie particulièrement aux dépêches adressées par le ministre secrétaire d'État des États-Unis sous la direction du Président, aux ministres des États-Unis à Londres et à Paris, en date des 10 et 22 avril 1861.

C'est pourquoi le peuple de cette confédération ne peut manquer de considérer cette proclamation comme la justification la plus complète de sa propre sagacité, en prévoyant l'usage auquel le parti dominant dans les États-Unis appliquerait son pouvoir dès le début. Il ne peut non plus cesser de se rappeler avec une religieuse gratitude que c'est à sa propre vigilance, en résistant aux premiers progrès insidieux d'un despotisme prochain, qu'il doit d'avoir échappé aux conséquences aujourd'hui apparentes aux yeux des plus sceptiques.

Cette proclamation aura, comme autre effet salutaire, de calmer les craintes de ceux qui ont constamment manifesté l'opinion que cette guerre se terminerait par quelque reconstruction de l'ancienne Union, ou quelque renouvellement d'intimes relations politiques avec les États-Unis.

Je n'ai jamais partagé ces craintes, et je n'ai jamais vu sur quelles bases elles pourraient reposer. Mais la proclamation est le meilleur argument contre la possibilité d'un pareil résultat. Car elle a établi une situation qui doit aboutir à une de ces trois choses : « L'extermination des esclaves, l'exil en masse de la population blanche, ou la séparation absolue et définitive des États sécessionnistes d'avec l'Union. »

Cette proclamation constitue également un aveu du gouvernement des États-Unis, quant à son impuissance de subjuger le Sud par la force des armes, et doit être acceptée comme telle par les nations neutres ; elles n'auront plus de motifs pour méconnaître nos droits à la reconnaissance. C'est aussi un avis indirect donné au peuple du Nord pour le préparer à se soumettre à une séparation, devenu aujourd'hui inévitable, car ce peuple est trop fin pour ne pas comprendre qu'une reconstruction de l'Union est devenue pour jamais impossible à la suite de l'adoption d'une mesure qui de sa nature même, n'admet ni rétractation ni coexistence avec l'Union.

Au nombre des objets qui devront plus particulièrement fixer votre attention durant la présente session, vous jugerez sans nul doute l'adoption d'un grand système de finances comme étant de la plus haute importance. L'accroissement de la dette publique, la grande augmentation en volume de la circulation monétaire avec son accompagnement nécessaire de prix élevés pour tous les articles de consommation, le besoin d'un revenu au moyen d'une taxe suffisante pour

soutenir le crédit public, concourent tous à nous rappeler qu'une législation énergique et sage peut seule prévenir des embarras sérieux dans nos affaires financières. Je suis convaincu que le peuple de cette Confédération acceptera sans réserve une taxe sur une échelle proportionnée au maintien du crédit public et au soutien de son gouvernement. Lorsque chaque famille envoie le plus précieux de ses membres pour partager le danger des camps et rencontrer la mort sur le champ de bataille, quelle raison y aurait-il pour douter de sa disposition à sacrifier une dîme de son revenu et plus, s'il était nécessaire, pour fournir au gouvernement les moyens de pourvoir aux besoins de ses défenseurs ? Si nos ennemis se soumettent à une contribution indirecte sur toutes les denrées qu'ils produisent, ainsi qu'à la présence journalière du perceleur, sans autre motif que l'espoir de réussir dans leurs desseins pervers contre nous, la supposition d'un mauvais vouloir de la part de notre peuple à se soumettre à un impôt nécessaire au succès de sa défense serait une mise en suspicion de son patriotisme, que personne ne songe à contester.

Les lois votées pendant notre dernière session, en vue de hâter la consolidation des billets du Trésor en circulation, ont produit un résultat salutaire, ainsi que le montrent les documents annexés au rapport du ministre secrétaire des finances ; mais elles n'ont été ni suffisamment promptes ni assez étendues pour faire face à toutes les nécessités. L'adoption de quelque décret étendant les limites de cette législation en fixant un terme qui ne dépasserait pas le 1^{er} juillet prochain, délai accordé pour consolider les billets émis avant le 1^{er} décembre 1862, aura pour effet, d'après l'opinion du secrétaire, de retirer de la circulation la somme presque entière émise à cette dernière date. Si à cela on ajoute un revenu provenant d'une taxe adéquate, et un emploi de bons garantis proportionnellement à 7 pour 100, ainsi que cela a déjà été généreusement proposé par quelques-uns d'entre les États dans des projets de loi adoptés spontanément, il est certain que nous verrons nos finances se rétablir dans de saines et satisfaisantes conditions, notre circulation monétaire s'alléger de la surabondance, aujourd'hui la cause de tant de maux, et notre crédit reposer sur une base qui nous dégagera de toute préoccupation ultérieure relativement à nos ressources pour la continuation de la guerre.

Il est vrai qu'à la fin de la guerre notre dette sera grande ; mais nous la devrons à notre propre peuple, et ni les intérêts ni le capital ne seront exportés dans des contrées lointaines, appauvrissant notre pays à leur profit.

Au retour de la paix, la richesse incalculable qui s'élèvera de notre sol rendra le fardeau de l'impôt beaucoup moins onéreux qu'on ne le suppose maintenant, surtout si nous prenons en considération que

nous serons alors débarrassés de la grande et constante saignée faite sur notre production au profit de l'ancienne Union par le fait d'une législation sectionnelle et de tarifs protecteurs. Je recommande à votre sérieuse attention le rapport tout entier du ministre des finances sur cet important sujet, avec la confiance que notre législation ne sera pas retardée au delà du temps nécessaire à votre sagesse pour trouver les moyens propres à assurer la réalisation du but proposé.

Les opérations du ministère de la guerre ont été en général satisfaisantes. Dans le rapport ci-joint du secrétaire se trouvera la nomenclature de beaucoup de succès mémorables. Ils sont attribués en toute justice, dans une grande proportion, à la réorganisation et au renforcement de nos armées sous les auspices des actes législatifs sur la conscription. La sagesse et l'efficacité des actes ont été justifiées par les résultats, et c'est à ce même esprit d'unité, de patience dans les souffrances, et d'abnégation du peuple qui, jusqu'ici, a donné son appui à leur mise en vigueur, qu'il faut nous adresser pour nous assurer de leur exécution au milieu des nécessités permanentes de notre situation. Les recommandations du secrétaire à cet effet sont modérées par des suggestions pour leur amélioration, et le sujet mérite la considération du Congrès.

Aucun moyen ne devra être négligé pour assurer l'organisation de notre système militaire, et, à cet égard, l'opinion du secrétaire réclame votre attention immédiate. Il est consolant de dire que, malgré tous les efforts et les sacrifices déjà faits, le force et les ressources de la Confédération augmentent sans cesse pour poursuivre la lutte. En déplorant notre dépendance vis-à-vis de l'étranger en ce qui touche nos approvisionnements, nous devons, par tous les moyens possibles, chercher à nous soustraire à cette obligation, par le développement de nos propres ressources. Mais les conditions particulières du pays y apportant quelques entraves, le gouvernement doit sentir le besoin d'accorder les encouragements nécessaires et des facilités extraordinaires.

Les embarras résultant de la capacité limitée des chemins de fer pour effectuer les transports, et l'impossibilité de pourvoir autrement à la répartition des approvisionnements nécessaires aux armées, rendent urgent de placer ces chemins sous quelque surintendance générale dépendant du pouvoir militaire. Lorsque des pouvoirs semblables sont appelés à prévaloir, il faut qu'ils soient entourés de clauses judicieuses contre la perversion ou l'abus, et qu'ils soient placés, ainsi que le recommande le secrétaire, sous le légitime règlement de la loi.

Je recommande particulièrement, sous ce rapport, une révision de la loi d'exemption votée durant la dernière session. De sérieuses plaintes, quant à l'inégalité de son application, me sont parvenues de citoyens éminents et patriotes, dont les opinions méritent une grande atten-

tion, et j'aime à croire que l'on trouvera quelque moyen pour laisser dans ses foyers une police locale suffisante, sans faire de distinctions, toujours regrettables, entre différentes places de nos concitoyens.

Nos relations avec les tribus indiennes continuent généralement à être amicales. Une portion des Cherokées a pris une attitude hostile au gouvernement confédéré, mais il est agréable d'être à même de constater que la masse intelligente et aisée de cette nation est resté fidèle et loyale à ses traités. A cette exception près, il n'y a eu aucun exemple important de désafection chez aucune des nations et tribus amies. Un mécontentement s'était produit récemment parmi un certain nombre d'entre elles, résultant d'un malentendu, quant aux intentions de ce gouvernement à leur égard. Ce malentendu a été écarté, en sorte qu'aucune difficulté ultérieure n'est à prévoir.

Le rapport ci-joint du ministre secrétaire de la marine montre les progrès réalisés dans cette branche du service public depuis votre ajournement, ainsi que sa condition présente. Les détails qu'il contient sont, dans mon opinion, de nature à rendre sa publication incompatible avec les intérêts publics. C'est pourquoi je me borne à attirer votre attention sur les informations qu'il renferme.

Le rapport du directeur général des postes fait voir que, durant la première année postale sous notre gouvernement, finissant le 30 juin dernier, nos revenus ont été supérieurs à ceux perçus par le gouvernement précédent dans sa dernière année postale, tandis que les dépenses ont grandement diminué. Cependant il y a encore un déficit considérable dans les revenus de ce département, comparés avec ses dépenses, et bien que les concessions déjà faites par le trésor suffiront à équilibrer tous ses engagements à la fin de l'année fiscale, finissant le 30 juin prochain, je recommande quelque acte législatif, s'il y a possibilité d'en concevoir de constitutionnel, pour venir en aide aux revenus de ce département durant l'année fiscale prochaine, afin d'éviter une trop grande diminution dans les communications postales. Votre attention est également invitée à se reporter sur plusieurs autres perfectionnements dans le service que le rapport recommande et pour lesquels une intervention législative est nécessaire.

Je recommande au Congrès de pourvoir à un moyen propre à indemniser nos concitoyens dont la propriété a été détruite par ordre du Gouvernement, en vertu d'une mesure adoptée comme moyen de défense nationale. Il est vrai qu'une indemnité pleine et entière ne peut être accordée dès à présent; mais une mesure quelconque de soulagement est due à ces citoyens patriotes qui ont supporté des pertes privées pour le bien public, dont la propriété, en effet, a été prise pour en faire un usage public, bien qu'elle n'y ait pas été affectée directement. Notre Gouvernement, né de l'esprit de la liberté, de l'égalité

et de l'indépendance des États, n'aurait pas survécu à cette inclination égoïste et jalouse où chacun n'aurait consulté que ses propres intérêts et sa propre sécurité.

Le sort de cette Confédération, sous les bénédictions de la divine Providence, dépend de l'harmonie, de l'énergie et de l'unité de vues des États. C'est principalement à vous, ses représentants, qu'appartient la tâche, autant qu'elle est possible, de réformer les abus, de corriger les erreurs, de cultiver la fraternité et d'entretenir chez le peuple une confiance méritée dans le Gouvernement de son choix. C'est à cette confiance, à cette unité et à cette abnégation patriotique qui, jusqu'ici, est allée jusqu'au sacrifice de soi-même, qu'il faut attribuer le succès qui a marqué cette lutte inégale et placé notre pays dans une condition aujourd'hui telle que les plus ardents citoyens n'auraient pas osé la prédire au commencement de notre conflit. Nos forces sont plus considérables, mieux ordonnées, et plus complètement armées et équipées qu'à toute autre période de la guerre ; l'énergie de la nation tout entière, vouée à l'unique objet de succès dans cette guerre, a accompli des merveilles, et beaucoup de nos épreuves ont été, par une bienfaisante Providence, converties en bénédictions. La grandeur des périls que nous avons affrontés a développé nos vraies qualités et démontré le caractère héroïque de notre peuple, obtenant ainsi pour la Confédération, dès son berceau, une juste appréciation des autres nations de la terre. Les préjudices résultant de l'interruption du commerce étranger ont été compensés par le développement de nos ressources intérieures. Les canons qui couronnent nos forteresses ont été fondus avec le produit des mines ouvertes et d'usines construites durant la guerre. Les cavernes de nos montagnes nous fournissent la majeure partie du nitre pour la fabrication de la poudre, et promettent une augmentation de produits. Nous obtenons dans une grande mesure, de nos propres fonderies et laboratoires, de nos propres arsenaux et ateliers, le matériel de guerre, l'artillerie et les approvisionnements d'artillerie employés avec une si grande profusion dans les engagements nombreux et désespérés qui se succèdent si rapidement les uns aux autres. Les tissus de coton et de laine, les souliers et les harnais, les trains et équipages sont manufacturés chaque jour en quantité croissante par les fabriques naissantes. Nos champs, que le coton ne blanchit plus, faute d'exportation, sont employés à la production des céréales, à l'élève du bétail, et à la culture de provisions autrefois obtenues avec les produits provenant de la vente du coton. Dans la demeure de nos femmes nobles et dévouées, — sans le sacrifice sublime desquelles nos succès eussent été impossibles, — le bruit du métier à tisser et au rouet à filer peut être entendu sur toute l'étendue du pays.

Avec des coeurs remplis de gratitude, unissons-nous donc pour rendre grâce à Dieu et implorer la continuation de sa protection pour notre cause, et la restauration de la paix, avec ses nombreux bienfaits pour notre chère patrie.

Signé : JEFFERSON DAVIS.

Richmond, le 12 janvier 1863.

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE.

Message du Président Lincoln à la suite du vote du Congrès en faveur de l'émancipation des esclaves dans le district de Colombie.

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des Représentants,

L'acte qui porte le titre de : *Un acte pour l'affranchissement de personnes retenues pour des services ou pour le travail dans le district de Columbia*, a été aujourd'hui approuvé.

Je n'ai jamais douté de l'autorité constitutionnelle du Congrès pour abolir l'esclavage dans le district, et j'ai toujours désiré de voir la capitale de la nation délivrée par une voie satisfaisante de l'institution. Par suite, il n'y a jamais eu dans mon esprit le moindre doute à ce sujet, excepté quant à la question d'opportunité, qui dépendait des circonstances. Si, dans la matière et dans l'acte même, on aurait eu à suivre un mode ou une marche meilleure à mon avis, c'est ce que je ne veux pas examiner. Je suis persuadé que les deux principes de l'indemnité et de la colonisation seront à la fois reconnus et pratiquement appliqués.

Quant à l'indemnité, il a été pourvu à ce que certaines réclamations puissent être présentées dans les quatre-vingt-dix jours qui suivront la promulgation de l'acte, mais pas au delà, et il y a une exception pour les mineurs, les femmes sous puissance de mari, les aliénés ou les absents. Je présume que, s'il n'en est pas question, c'est par pure omission, et je recommande que l'on y supplée par un amendement ou un supplément.

16 avril 1862.

Signé : ABRAHAM LINCOLN.

Proclamation du Président Lincoln relative à la levée du blocus dans plusieurs ports.

Attendu que par ma proclamation du 19 avril 1861 il a été déclaré que, par des motifs y énoncés, les ports de certains États, de Beaufort,

dans la Caroline du Nord, de Port-Royal dans la Caroline du Sud et de la Nouvelle-Orléans ont été bloqués; mais comme le blocus des mêmes ports peut être aujourd'hui levé avec sécurité et avec avantage par le commerce; qu'il soit en conséquence connu que moi, Abraham Lincoln, président des États-Unis, investi de l'autorité qui m'est donné par la cinquième section de l'acte du Congrès, approuvé le 5 juillet dernier, déclare que le blocus desdits ports de Beaufort, de Port-Royal et de la Nouvelle-Orléans cessera à partir du 1^{er} juin prochain; que le commerce avec ces ports (sauf les choses, les personnes, ou les informations qui constituerait de la contrebande de guerre), pourra avoir lieu à partir de cette époque selon les lois des États-Unis, dans les limites et selon les règles prescrites par le secrétaire de la Trésorerie, à la date de ce jour et annexées à la présente proclamation.

En foi de quoi j'ai signé le présent acte et fait apposer le sceau des États-Unis.

Fait en la ville de Washington, le 12 mai de l'année de Notre-Seigneur 1862, et de l'indépendance des États la 86^e.

Signé : ABRAHAM LINCOLN.

Par le Président :

Signé : WILLIAM H. SEWARD.

Règlements relatifs au commerce avec les ports mentionnés
par la proclamation.

1^o Aux bâtiments sortant de ports étrangers et se rendant aux ports ouverts par la proclamation du Président, savoir : Beaufort (Caroline du Nord), Hilton Head (Caroline du Sud), la Nouvelle-Orléans (Louisiane), il sera accordé des licences par les Consuls des États-Unis, la preuve satisfaisante ayant été fournie que le bâtiment ne transporte ni personnes, ni marchandises, ni informations constituant de la contrebande de guerre, soit dans ces ports, soit hors de ces ports; ces licences seront exhibées au collecteur du port dans lesquels ces bâtiments se rendront immédiatement après l'arrivée, et, si cela était exigé, à l'officier chargé du blocus. En quittant le port, le bâtiment devra avoir un permis du collecteur de la douane, conformément à la loi, et établissant que les conditions de la licence n'ont pas été violées. Toutes violations de ces conditions entraînerait la saisie et la condamnation du bâtiment et de la cargaison, et l'exclusion du droit de se rendre dorénavant aux États-Unis pendant toute la durée de la guerre, dans quelque but que ce soit.

2^o Aux bâtiments des États-Unis se rendant à ces ports le long de la côte, les licences ne seront délivrées que par le département de la Trésorerie.

3º A tous les autres égards le blocus reste en pleine vigueur tel qu'il a été jusqu'à présent établi et maintenu ; et il n'est levé que dans les ports mentionnés par la proclamation.

Signé : S. P. CHASE,
Secrétaire de la trésorerie.

Proclamation du Président Lincoln annulant celle du général Hunter déclarant libres les esclaves de la Géorgie, de la Floride et de la Caroline du Sud.

Washington, le 19 mai.

Attendu que les journaux publics ont publié une proclamation attribuée au major général Hunter, dont voici le sens et les mots :

Quartier général du département du Sud, Hilton Read, S. C., 9 mai.

ORDRE GÉNÉRAL N° 11.

Les trois États de la Géorgie, de la Floride et de la Caroline du Sud, formant le département militaire du Sud, ont volontairement déclaré qu'ils ne voulaient plus rester sous la protection des États-Unis d'Amérique. Ils ont de plus pris les armes contre eux. C'était donc une nécessité militaire que de les déclarer soumis aux conséquences de la loi martiale. C'est ce qui a été fait le 25 du mois d'avril dernier.

Mais comme l'esclavage et la loi martiale ne peuvent exister l'un à côté de l'autre dans un pays libre, les personnes qui, dans ces trois États, la Géorgie, la Floride et la Caroline du Sud, ont été jusqu'ici possédées comme esclaves, sont par les présentes libres pour toujours.

*Signé : DAVID HUNTER, major général commandant.
E. W. SMITH.*

Et attendu que cette proclamation produit quelque surexcitation et un malentendu;

En conséquence, moi, Abraham Lincoln, président des États-Unis, proclame et déclare que le Gouvernement des États-Unis n'a ni connaissance ni croyance d'une intention de la part du général Hunter de publier une semblable proclamation; qu'il n'a encore reçu aucune information officielle sur l'authenticité de ce document; et ensuite que ni le général Hunter, ni un autre commandant ou individu, n'a été autorisé par le Gouvernement des États-Unis à lancer une proclamation déclarant libres les esclaves d'un État; et que la proclamation supposée dont il est question, qu'elle soit authentique ou fausse, est complètement nulle et non avenue, en tant qu'elle regarde une semblable déclaration.

Je fais connaître, en outre, que, s'il entre dans ma compétence comme commandant en chef de l'armée et de la marine de déclarer libres les esclaves d'un ou de plusieurs États, et que si, dans quelque temps ou occasion que ce soit, il puisse devenir une nécessité indispensable pour le maintien du Gouvernement d'exercer une semblable autorité, ce sont là des questions que, sous ma responsabilité, je me réserve à moi-même, et que je ne saurais me sentir justifié de laisser à la décision de commandants en campagne. Ce sont des questions totalement différentes de celles des règles de police dans les armées et les camps.

Le 6 mars dernier, dans un Message spécial, j'ai recommandé au Congrès l'adoption d'une résolution des deux chambres dont voici la teneur :

« Résolu que les États-Unis devront coopérer avec tel État qui pourrait adopter l'abolition graduelle de l'esclavage, en donnant à un tel État, dans son jugement, une compensation pour les inconvénients publics ou particuliers résultant d'un semblable changement de système. »

La résolution, dans la teneur ci-dessus, a été adoptée à des fortes majorités par les deux branches du Congrès, et demeure maintenant une proposition authentique, définitive et solennelle de la nation aux États et aux peuples plus immédiatement intéressés dans cette question.

Au peuple de ces États, j'adresse aujourd'hui un appel sérieux. Je n'argumente pas. Je vous supplie de raisonner vous-mêmes. Vous ne pourriez pas, si vous le vouliez, demeurer aveugles aux signes des temps. Je vous demande un examen calme et approfondi de cette question, la plaçant, s'il est possible, bien au-dessus de la politique personnelle et de parti.

Cette proposition était une cause commune pour un objet commun et ne rejette de reproches sur personne. Elle n'est pas pharisaïque. Le changement médité remplira les desseins de la Providence sans rien détruire.

Ne voulez-vous pas l'accepter? Dans tous les temps passés, il n'aura pas été fait autant de bien par un seul effort que ce que, par la Providence de Dieu, il est aujourd'hui dans votre glorieux privilége d'accomplir. Puisse l'avenir n'avoir pas à déplorer que vous l'ayez négligé.

En vertu de quoi , etc.

Signé : ABRAHAM LINCOLN.

Message du Président adressé au Congrès le 14 juillet.

Concitoiens du Sénat et de la Chambre des Représentants,

Voici le projet de loi ayant pour but d'indemniser tout État qui voudra abolir l'esclavage; je vous recommande respectueusement et sérieusement d'adopter ce projet de loi.

Signé : ABRAHAM LINCOLN.

Projet de loi.

Il est ordonné par le Sénat et la Chambre des Représentants des États-Unis, assemblés en congrès, que dans tous les cas où le Président des États-Unis aura acquis la conviction qu'un État a légalement aboli l'esclavage, soit immédiatement, soit graduellement, le Président, avec l'assistance du secrétaire de la Trésorerie, devra remettre à cet État des obligations portant 6 pour 100 d'intérêt, pour un chiffre représentant la valeur totale à ... dollars par tête de tous les esclaves dont l'existence dans cet État aura été constatée par le recensement de 1860. Si l'abolition est immédiate, toute la somme sera remise en une fois; si elle est graduelle, la somme sera payée par annuités égales. L'intérêt sur chaque obligation courra du jour où elle aura été remise.

Il est en outre ordonné que si un État, ayant reçu ces obligations, voulait plus tard, par une loi particulière, rétablir ou tolérer l'esclavage contrairement à la loi en vertu de laquelle ces obligations auront été remises, ces obligations seront instantanément annulées en quelques mains qu'elles se trouvent, et l'État rendra aux États-Unis les intérêts qui auront été payés.

Ordonnance du département de la guerre, relativement à l'emploi des nègres comme travailleurs et à la condition des étrangers aux États-Unis.

Washington, le 22 juillet 1862.

I. Il est ordonné que les commandants militaires dans les États de Virginie, Caroline du Sud, Géorgie, Floride, Alabama, Mississippi, Louisiane, Texas et Arkansas, , se saisiront régulièrement et useront de toute propriété immobilière ou mobilière qui pourra être nécessaire ou à la convenance de leurs divers commandements pour approvisionnements ou autres objets militaires; ces propriétés pourront être détruites par des motifs stratégiques, mais aucune ne sera détruite sans nécessité ni par malveillance.

II. Les commandants de terre et de mer emploieront comme travailleurs, dedans et dehors lesdits États, tel nombre de personnes d'origine africaine qui pourront être avantageusement appliquées à des objets militaires ou maritimes, en leur donnant des salaires raisonnables pour leur travail.

III. En ce qui concerne les biens et les personnes d'origine africaine, il sera tenu des comptes suffisamment exacts et détaillés, relatant et constatant les propriétaires; ces comptes serviront de base d'après laquelle une indemnité pourra être accordée en cas convenable, et les divers départements de ce gouvernement contribueront, chacun en ce qui le concerne, à l'exécution de ces ordres.

Par ordre du Président,

EDWIN M. STANTON.

Condition des étrangers. — Des représentations ayant été adressées au Président par les diverses puissances étrangères en amitié avec les États-Unis sur ce que les sujets de ces puissances ont, pendant la présente insurrection, été contraints ou requis par les autorités militaires de prêter serment de fidélité générale ou qualifiée à ces gouvernements, savoir faisons qu'il est du devoir de tous étrangers résidant aux États-Unis, de se soumettre et d'exécuter les lois et de respecter l'autorité du Gouvernement.

A raison de tout acte ou de toute conduite non conforme à cette obligation et subversive de cette autorité, ils pourront être légalement assujettis à des restrictions militaires au besoin; mais on ne peut pas exiger d'eux un serment de fidélité à ce gouvernement, parce que cela est contraire à leur devoir vis-à-vis de leurs souverains.

En conséquence, toutes obligations ainsi contractées sont annulées. Les commandants militaires s'abstiendront d'imposer à l'avenir de pareilles obligations, et, en leur lieu et place, ils adopteront toutes autres restrictions de la nature indiquée qu'ils jugeront nécessaires, convenables et utiles pour la sûreté publique. Il est ordonné en outre que si quelque ordre venait à être rendu affectant la liberté personnelle d'un étranger, il en sera adressé un rapport, ainsi que de ses causes, au département de la guerre pour que le département de l'État ait à statuer.

**Proclamation du Président Lincoln relative à l'émancipation
des esclaves des rebelles.**

Washington, le 22 septembre 1862.

Moi, Abraham Lincoln, Président des Etats-Unis d'Amérique et commandant en chef de l'armée et de la marine desdits États, je pro-

clame et déclare par la présente qu'à l'avenir comme jusqu'à présent la guerre sera poursuivie dans le but de rétablir pratiquement les relations constitutionnelles entre les États-Unis et les populations desdits États dans lesquels ces relations sont ou peuvent être suspendues ou troublées; que je me propose, à la prochaine réunion du Congrès, de recommander de nouveau l'adoption d'une mesure pratique offrant une compensation pécuniaire à la libre acceptation ou au rejet libre de tous les États à esclaves, ainsi appelés, dont les populations pourront alors n'être pas en rébellion contre les États-Unis: lesquels États pourront avoir volontairement adopté ou pourront ensuite adopter volontairement l'abolition immédiate ou graduelle de l'esclavage dans leurs limites respectives. Je déclare que les efforts tendant à coloniser les individus d'origine africaine, avec leur consentement, sur le continent ou ailleurs, avec l'adhésion préalablement obtenue des gouvernements qui y sont établis, seront continués; que le premier jour de janvier, en l'an de Notre-Seigneur 1863, tous les individus possédés comme esclaves, en quelque État que ce soit ou en quelque partie que ce soit d'un État dont la population sera alors en rébellion contre les États-Unis, seront désormais et pour toujours libres, et le gouvernement exécutif des États-Unis, y compris l'autorité militaire et maritime desdits États reconnaîtra et maintiendra la liberté desdits individus, et ne fera aucun acte tendant à entraver cesdits individus ou aucun d'eux dans les efforts qu'ils pourront faire pour conserver leur liberté absolue.

Que le 1^{er} janvier susdit, le pouvoir exécutif désignera les États et parties des États, s'il en est, où les populations, respectivement, seront en état de rébellion contre les États-Unis: et le fait qu'un État quelconque ou le peuple dudit État sera ce jour-là loyalement représenté au Congrès des États-Unis par des membres choisis à cet effet aux élections où une majorité des votants remplissant les conditions de l'électorat dans ledit État y aura participé, ce fait sera, en l'absence de tout témoignage expressément contraire, considéré comme une preuve concluante que cet État et sa population n'ont pas été en rébellion contre les États-Unis. Qu'en vertu de la présente proclamation, il soit fait attention à un acte du Congrès, intitulé *Acte pour faire un article additionnel de guerre, approuvé le 13 mars 1862* duquel acte voici la teneur :

Qu'il soit ordonné par le Sénat et la Chambre des Représentants des États-Unis d'Amérique assemblés en Congrès qu'à l'avenir l'article suivant sera promulgué comme article additionnel de guerre pour le gouvernement de l'armée des États-Unis, et qu'à ce titre on s'y conformera et on l'observera.

Article. Il est interdit à tous les officiers ou personnes au service de

terre et de mer des États-Unis d'employer aucune des troupes placées sous leur commandement respectif pour rendre les fugitifs qui peuvent s'être soustraits aux personnes qui prétendent avoir droit de propriété sur leurs services ou leur travail, et tout officier qui sera déclaré coupable par une Cour martiale d'avoir violé cet article, sera destitué.

Section 2. Et qu'il soit en outre ordonné que cet acte aura, selon la teneur de ce passage, son plein et entier effet.

Qu'il soit fait également attention aux 9^e et 10^e sections d'un acte intitulé : *Acte pour réprimer l'insurrection, pour punir la trahison et la rébellion, pour saisir et confisquer les biens des rebelles et pour toutes autres fins.*

Approuvé le 17 juillet 1862.

Voici la teneur desdites sections :

Section 9. Et qu'il soit de plus ordonné que tous les esclaves de personnes qui à l'avenir prendront part à la rébellion contre le gouvernement des États-Unis et qui la favoriseront en aucune manière, lesquels esclaves se soustrayant à ces personnes et se réfugiant dans les lignes de l'armée; tous les esclaves enlevés à cesdites personnes venant se placer sous l'autorité du gouvernement des États-Unis, et tous les esclaves desdites personnes trouvés sur un point quelconque occupé par les forces rebelles, et ensuite occupé par les forces des États-Unis, seront considérés comme prises de guerre ; ils seront pour jamais affranchis de leur servitude et ne seront plus réputés esclaves.

Section 10. Qu'il soit en outre ordonné que nul esclave s'échappant d'aucun des États et se réfugiant dans un autre État ou Territoire ou dans le district de la Colombie, ne sera livré, et qu'il ne sera mis aucun obstacle à sa liberté, si ce n'est pour crime ou quelque violation des lois, et à moins que celui qui réclamera le fugitif ne prouve qu'il est son légitime propriétaire, et que dans la révolte actuelle il n'a point porté les armes contre les États-Unis, et qu'il n'a non plus en aucune façon favorisé la rébellion.

Qu'il soit ordonné que nulle personne au service de terre ou de mer des États-Unis ne devra, sous quelque prétexte que ce soit, prendre sur elle de décider de la validité du droit d'un individu quelconque au service ou au travail de tout autre, ni livrer qui que ce soit au réclamant, sous peine d'être destituée.

Et j'enjoins par la présente et ordonne à toutes les personnes au service militaire et naval des États-Unis d'obéir à l'acte et aux sections ci-dessus relatés, de les observer et de les faire observer dans la sphère de leurs attributions respectives.

Et le pouvoir exécutif recommandera en temps convenable que tous les citoyens des États-Unis qui leur seront restés fidèles pendant tout

le cours de cette rébellion soient, au rétablissement des relations constitutionnelles entre les États-Unis et leurs États et peuples respectifs, si ces relations ont été répandues ou troublées, dédommagés de toutes pertes par actes des États-Unis, y compris les pertes d'esclaves.

En foi de quoi j'ai apposé ma signature et fait mettre le sceau des États-Unis.

ABRAHAM LINCOLN.

Fait en la cité de Wahington, ce 22^e jour de septembre, en l'an de Notre-Seigneur 1862 et de l'indépendance des États-Unis la 87^e.

Par le Président :

WILLIAM H. SEWARD, *secrétaire.*

**Circulaire de M. Seward en transmettant la Proclamation
du Président Lincoln du 22 septembre 1862.**

Monsieur,

Vous recevrez par la poste qui vous portera cette dépêche des preuves qui vous convaincront que le mouvement agressif des insurgés contre les États restés fidèles à l'Union est arrêté, et que les forces rétablies et ranimées de l'Union sont de nouveau prêtes à entreprendre une campagne sur une vaste échelle. Si vous consultez les journaux, vous vous convaincrez facilement que les ressources financières de l'insurrection déclinent rapidement, et que ses moyens de lever des troupes ont été épuisés.

D'un autre côté, vous verrez que la situation financière du pays est bonne, et que l'on répondra promptement au nouvel appel de troupes sans que les forces matérielles du peuple soient sérieusement atteintes.

J'ai déjà fait entrevoir à nos représentants à l'étranger l'approche d'un changement dans l'organisation sociale des États insurgés. Ce changement continue à se révéler de plus en plus clairement chaque jour.

Dans l'opinion du Président, le moment est venu de soumettre le grand fait plus distinctement à l'examen du peuple dans les États insurgés, et de leur faire comprendre que si ces Etats persistent à imposer au pays le choix entre la dissolution de ce gouvernement, à la fois nécessaire et bienfaisant, et l'abandon de l'esclavage, c'est l'Union, et non pas l'esclavage, qui doit être maintenue et sauvée. A cet effet, le Président vient de publier une proclamation dans laquelle il annonce que l'esclavage ne sera plus reconnu dans aucun des États qui

se trouveront en état de rébellion le 1^{er} janvier prochain. En même temps que tous les hommes bons et sages de tous les pays reconnaîtront que cette mesure est juste et convenable comme acte militaire destiné à délivrer le pays d'une guerre civile et funeste, ils reconnaîtront la modération et la magnanimité avec lesquelles le Gouvernement procède dans une affaire aussi solennelle et importante.

Je suis, Messieurs, votre très-humble serviteur.

Signé : WILLIAM H. SEWARD.

Washington, 22 septembre 1862.

**Proclamation du Président Lincoln, qui suspend
l'*habeas corpus*.**

Attendu qu'il est devenu nécessaire d'appeler au service, non-seulement les volontaires, mais encore une partie des milices des États par le tirage au sort, afin de mettre fin à l'insurrection existant dans les États-Unis ; et que les personnes déloyales ne sont pas suffisamment empêchées par les dispositions ordinaires de la loi, de mettre des obstacles à l'exécution de cette mesure, et de donner aide et confort par différents moyens à l'insurrection ;

Par ces motifs, il est ordonné :

Premièrement : que durant l'insurrection existante, et comme mesure nécessaire pour y mettre un terme, tous les rebelles et insurgés, leurs aides et complices, dans les limites des États-Unis, et toutes personnes qui décourageront les enrôlements, résisteront à la conscription militaire, ou se rendront coupables de manœuvres déloyales donnant aide et confort aux rebelles contre l'autorité des États-Unis, seront passibles de la loi martiale, et mis en jugement devant les cours martiales ou commissions militaires.

Deuxièmement : que le *writ d'habeas corpus* est suspendu à l'égard de toutes personnes arrêtées, ou qui sont maintenant ou seront désormais, durant la rébellion, emprisonnées dans un fort, camp, arsenal, prison militaire, ou toute autre place de détention, par une autorité quelconque, ou par sentence d'une cour martiale, ou d'une commission militaire.

En foi de quoi j'ai ci-dessous apposé ma signature et fait apposer le sceau des États-Unis.

Fait dans la ville de Washington, ce vingt-quatrième jour de septembre, en l'an de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-deux, et de l'indépendance des États-Unis, le quatre-vingt-septième.

Signé : ABRAHAM LINCOLN.

Message du Président Lincoln.

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des représentants !

Depuis votre dernière réunion annuelle, il s'est encore écoulé une année de santé et d'abondantes récoltes, et puisqu'il n'a pas plu au Tout-Puissant de nous accorder les bienfaits du retour à la paix, nous ne pouvons que marcher en avant, nous guidant d'après les meilleures lumières qu'il nous donne, et avec la confiance qu'il conduira tout à bien au moment et par les voies que lui inspire sa sagesse.

Relations étrangères.

La correspondance échangée relativement aux affaires étrangères, durant l'année, vous est communiquée ci-joint, conformément à une requête virtuelle faite à ce sujet par la Chambre des représentants vers la fin de la session dernière. Si l'état de nos rapports avec les autres nations est moins satisfaisant qu'il n'avait l'habitude de l'être en d'autres temps, il l'est certainement plus que n'avait lieu de l'attendre une nation aussi malheureusement déchirée que la nôtre.

Au mois de juin dernier, on avait eu quelque raison de s'attendre à voir les puissances maritimes, — qui, du début de nos difficultés intérieures, ont reconnu aux insurgés les droits de belligérants avec si peu de sagesse et de nécessité, selon nous, — abandonner cette attitude qui n'a fait qu'être un peu moins nuisible pour elles que pour notre propre pays. Mais les revers momentanés qu'ont ensuite éprouvés les armes nationales et qui ont été exagérés par nos citoyens déloyaux à l'étranger, ont retardé jusqu'à présent cet acte de simple justice.

La guerre civile, qui a si radicalement modifié pour le moment les occupations et les habitudes du peuple américain, a nécessairement bouleversé les conditions sociales et affecté profondément la prospérité des nations avec lesquelles nous faisons un commerce qui s'est constamment accru pendant une période d'un demi-siècle. Elle a en même temps excité des ambitions politiques et des appréhensions qui ont produit une vive agitation dans tout le monde civilisé. Au milieu de cette agitation extraordinaire, nous nous sommes abstenus de prendre part dans aucune querelle, soit dans les États étrangers, soit entre des partis ou des factions au sein de ces États.

Nous n'avons tenté nulle propagande, reconnu aucune révolution ; mais nous avons laissé à chaque nation la direction et le soin exclusif de ses propres affaires. Naturellement, les nations étrangères ont envisagé notre lutte moins au point de vue de cette lutte elle-même

qu'au point de vue de ses effets probables souvent exagérés, et des conséquences qu'elle peut entraîner pour ces nations mêmes. Néanmoins, toute plainte de la part de ce gouvernement serait inopportun, alors même qu'elle serait fondée.

Le traité conclu avec la Grande-Bretagne pour la suppression de la traite des noirs, a été mis en vigueur avec perspective d'un plein succès. C'est un plaisir particulier de reconnaître que l'exécution de ce traité, de la part du gouvernement de Sa Majesté Britannique a été marquée par un respect scrupuleux pour l'autorité des États-Unis et pour les droits de ses citoyens moraux et loyaux.

La convention avec le Hanovre pour l'abolition des droits de Stade, a été pleinement exécutée en vertu de l'acte passé par le Congrès à cet effet.

Un blocus embrassant trois mille milles des côtes maritimes ne pouvait être établi et rigoureusement maintenu, dans un temps de grande activité commerciale tel que celui-ci, sans commettre parfois des erreurs, sans porter parfois un dommage involontaire aux nations étrangères et à leurs sujets. Une guerre civile survenant dans un pays où les étrangers résident et trafiquent sous la protection des traités, est nécessairement féconde en plaintes contre la violation des droits des neutres. Tous les conflits tendent à exciter des malentendus et peut-être à soulever des réclamations réciproques entre nations qui ont un intérêt commun à cultiver la paix et l'amitié.

Dans les cas manifestes de ce genre, j'ai autant que possible écouté et satisfait les réclamations présentées par les puissances étrangères. Il y a toutefois un nombre considérable et chaque jour croissant de cas douteux, au sujet desquels le gouvernement ne peut tomber d'accord avec les gouvernements dont les réclamants invoquent la protection. Il y a en outre nombre de cas dans lesquels les États-Unis ou leurs citoyens ont eu à souffrir de la part des autorités navales ou militaires de nations étrangères, et auxquels les gouvernements de ces nations ne sont pas prêts à faire immédiatement droit.

J'ai proposé à plusieurs des États étrangers ainsi intéressés des conventions mixtes pour examiner et régler les réclamations. Cette proposition a été spécialement faite à la Grande-Bretagne, à la France, à l'Espagne et à la Prusse. Dans tous les cas, elle a été accueillie avec bienveillance, mais sans être encore formellement adoptée.

Je crois devoir recommander le vote d'un crédit en faveur des propriétaires de la banque norvégienne « Admiral P. Tordenskiola » lequel navire fut empêché, au mois de mai 1861, par le commandant des forces de blocus devant Charleston, de quitter ce port avec un chargement, bien qu'un privilége semblable eût été auparavant accordé à

un bâtiment anglais. J'ai ordonné au secrétaire d'État de communiquer le dossier de cette affaire au comité qu'elle regarde.

Des demandes m'ont été adressées, par nombre d'Américains libres de descendance africaine, pour favoriser leur émigration, conformément aux dispositions d'un acte récent du Congrès. D'autres personnes, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, ont proposé des mesures à ce même effet, les unes par des motifs intéressés, les autres par des considérations patriotiques, d'autres encore par sentiment philanthropique. D'un autre côté, plusieurs des républiques espagnoles ont protesté contre l'envoi de pareilles colonies sur leurs territoires respectifs.

En vue de ces circonstances, j'ai refusé de diriger aucune colonie de ce genre vers aucun Etat, sans obtenir au préalable l'assentiment du gouvernement local et l'assurance de sa part d'accueillir et de protéger les émigrants dans tous leurs droits d'hommes libres. J'ai en même temps offert aux divers États placés sous les tropiques ou y ayant des colonies, d'entrer en négociations avec eux, sauf l'avis et le consentement du Sénat, pour favoriser l'émigration volontaire des personnes de la classe en question vers leurs territoires respectifs, à des conditions équitables, justes et humaines.

Liberia et Haïti sont jusqu'ici les seuls pays où les colons de descendance africaine partant d'ici pourraient se rendre avec la certitude d'y être reçus et adoptés comme citoyens. Je regrette de dire que les personnes qui songent à la colonisation semblent moins disposées à émigrer vers ces contrées que vers d'autres, ni aussi disposées à le faire que le demanderait, je crois, leur intérêt. Je crois, toutefois, que leur manière de voir à ce sujet s'améliore et qu'avant peu une émigration croissante et considérable se dirigera des États-Unis vers ces deux pays.

Le nouveau Traité de commerce entre les États-Unis et le Sultan de Turquie a été mis à exécution.

Un Traité commercial et consulaire a été négocié, sauf l'assentiment du Sénat, avec Liberia, et une négociation semblable est actuellement pendante avec la République d'Haïti. Un progrès considérable pour le commerce national est attendu comme résultat de ces mesures.

Nos relations avec la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne, le Portugal, la Russie, la Prusse, le Danemark, la Suède, l'Autriche, la Hollande, l'Italie, Rome et les autres États d'Europe demeurent inaltérées (*undisturbed*). Nous continuons aussi à entretenir des rapports très-favorables avec la Turquie, le Maroc, la Chine et le Japon.

Durant l'année dernière, non-seulement il n'y a pas eu de changement dans nos relations antérieures avec les États indépendants de

notre propre continent, mais je crois que ces voisins, dont la sécurité et les progrès sont étroitement liés aux nôtres, nourrissent à notre égard des sentiments plus amicaux que ceux qui existaient jusqu'ici. Cela s'applique spécialement au Mexique, à Costa-Rica, au Nicaragua, à Honduras, au Pérou et au Chili.

La Commission nommée en vertu de la convention avec la République de la Nouvelle-Grenade a clos ses séances sans avoir examiné et résolu toutes les réclamations qui lui ont été soumises. Une proposition est pendante pour rétablir cette Commission, afin qu'elle puisse faire plus complètement justice.

La Commission mixte des États-Unis et de la République de Costa-Rica a terminé ses travaux et présenté son rapport.

J'ai favorisé le plan de relier les États-Unis à l'Europe par un télégraphe transatlantique ainsi que le projet de prolonger le télégraphe au delà de San-Francisco pour le rattacher par une ligne à travers le Pacifique à celle qui s'étend actuellement à travers l'Empire russe.

Les territoires des États-Unis sont demeurés, à quelques exceptions peu importantes près, en dehors des troubles de la guerre civile, et présentent des symptômes de prospérité qui justifient l'espérance de voir quelques-uns d'entre eux être bientôt en position de s'organiser en États et de se faire admettre constitutionnellement dans l'Union. Les immenses ressources minérales de quelques-uns de ces territoires devraient être développées aussi rapidement que possible. Tous les pas faits vers ce but tendront à améliorer les revenus du Gouvernement et à alléger les charges du peuple. Il y a lieu de considérer sérieusement si quelques mesures extraordinaires ne pourraient pas être adoptées pour atteindre cette fin. Le moyen qui s'offre comme le plus probablement efficace serait une exploration scientifique des régions minérales, afin d'en publier (tant à l'intérieur qu'à l'étranger) les résultats, qui ne sauraient manquer d'être pleins de promesses.

Question de l'esclavage.

Le 22 septembre dernier, l'Exécutif a publié une proclamation dont copie est communiquée ci-joint.

Conformément à la pensée exprimée dans le second paragraphe de ce document, j'appelle respectueusement votre attention sur ce qu'on pourrait appeler « l'émancipation compensée. »

On peut dire qu'une nation se compose de son territoire, de sa population et de ses lois. Le territoire est la seule de ces trois parties qui ait une durée certaine. Une génération passe, une autre génération arrive, mais la terre reste toujours. Il est de la plus haute importance de considérer et d'estimer convenablement cette partie perpétuelle de la nation.

La portion de la surface terrestre que possède et habite la population des États-Unis est parfaitement adaptée pour devenir le séjour d'une seule famille nationale ; elle n'est pas adaptée pour en recevoir deux ou davantage. Sa vaste étendue , la variété de ses climats et de ses productions sont avantageuses pour un seul peuple dans le siècle actuel, quoi qu'il en eût pu être dans les siècles antérieurs. La vapeur et le télégraphe concourent à faire qu'il y ait là une combinaison avantageuse pour un peuple uni.

Dans mon discours d'inauguration, j'ai indiqué l'entièré inefficacité de la désunion, comme remède aux différends entre le peuple des deux sections. Je l'ai fait en termes que je ne saurais améliorer, et que, par conséquent, je demande la permission de répéter :

Une section de notre pays croit que l'esclavage est un bien et doit s'étendre ; l'autre section croit que l'esclavage est un tort et ne doit pas s'étendre ; telle est en substance toute la querelle. La clause de la Constitution relative aux esclavages fugitifs et la loi pour la suppression de la traite sont l'une et l'autre aussi bien appliquées peut-être que peut l'être aucune loi, dans une communauté où le sens moral du peuple ne prête qu'un appui imparfait à la loi proprement dite.

La grande masse du peuple s'en tient dans les deux cas à la pure obligation légale, et quelques-uns l'enfreignent. Cela, je crois, ne saurait être entièrement remédié, et le mal serait, dans les deux cas, plus grand après la séparation des deux sections qu'auparavant. La traite étrangère, aujourd'hui impunément supprimée, serait en définitive reprise sans restriction dans une des deux sections, tandis que les esclaves aujourd'hui rendus en partie seulement ne seraient plus rendus du tout par l'autre. Physiquement parlant, nous ne pouvons nous séparer ; nous ne pouvons éloigner l'une de l'autre nos sections respectives, ni élever entre elles un mur infranchissable.

Un mari et sa femme peuvent divorcer et s'éloigner hors de la vue et de la portée l'un de l'autre ; mais les différentes parties de notre pays ne peuvent le faire. Il leur faut rester face à face et continuer des relations amicales ou hostiles. Est-il possible de rendre ces relations plus avantageuses et plus satisfaisantes après la séparation qu'avant ? Des étrangers peuvent-ils faire des traités plus aisément que des amis peuvent faire des lois ? Des traités peuvent-ils être observés plus fidèlement entre étrangers que des lois entre amis ? Je suppose que vous vous fassiez la guerre ; vous ne pouvez combattre à perpétuité, et quand après bien des pertes de chaque côté et sans aucun bénéfice pour l'un ni pour l'autre , vous cesserez de vous battre, les mêmes questions sur les conditions qui doivent régler vos rapports se dresseront devant vous.

Il n'existe pas de ligne, soit droite soit tortueuse , qui puisse fournir une frontière nationale pour se séparer. Tracez de l'est à l'ouest la ligne qui divise le pays libre et le pays à esclaves, et nous trouverons que plus d'un tiers de son parcours se compose de rivières faciles à traverser et ayant ou devant avoir une population nombreuse sur leurs deux rives, tandis que le reste se compose simplement de délimitations d'arpentage que l'on peut passer et repasser, sans même soupçonner leur existence.

Nulle partie de cette ligne ne saurait devenir plus difficile à franchir, parce qu'elle aura été inscrite sur un papier ou sur un parchemin comme frontière nationale. Le fait de la séparation, s'il arrive , entraîne de la part de la section qui se sépare tout droit à réclamer l'obligation de la clause des esclaves fugitifs, aussi bien que toute autre obligation constitutionnelle, vis-à-vis de la section dont elle se sépare. Et je ne crois pas qu'aucune stipulation de traité en puisse prendre la place.

Mais il y a une autre difficulté. La grande région intérieure bornée à l'est par les Alleghanies , au nord par les possessions anglaises, à l'ouest par les montagnes Rocheuses, au sud par la ligne sur laquelle se rencontrent la culture du coton et celle du maïs, et qui embrasse une partie de la Virginie, une partie du Tennessee, tout le Kentucky, l'Ohio, l'Indiana, le Michigan, le Wisconsin, l'Illinois, le Missouri, le Kansas, l'Iowa, le Minnesota, les territoires de Dakota, de Nebraska, et en partie celui du Colorado, cette région renferme plus de 10 millions d'âmes et en renfermera 50 millions dans cinquante ans, si quelque folie ou quelque méprise politique ne s'y oppose.

Elle comprend plus d'un tiers du pays possédé par les États-Unis (certainement plus d'un million de milles carrés), et lorsqu'elle sera proportionnellement à moitié aussi peuplée que l'est aujourd'hui le Massachusetts, elle contiendra 75 millions d'âmes. Un coup d'œil jeté sur la carte montre que, géographiquement parlant, là se trouve le corps principal de la République. Les autres portions n'en sont pour ainsi dire que les frontières marginales, la magnifique région qui s'abaisse des montagnes Rocheuses vers le Pacifique étant la plus profonde comme aussi la plus riche en ressources non développées pour la production des vivres , des grains , des fourrages et de tout ce qui en découle. Cette grande région intérieure est naturellement une des plus importantes du monde.

Calculez sur les statistiques la faible proportion qui en a été jusqu'ici mise en culture , rapprochez-en l'immense et croissante quantité des produits qu'elle donne , et vous serez émerveillés de la magnifique perspective qui se déroule. Et pourtant cette région n'a point de côtes maritimes, ne touche nulle part à l'Océan.

Comme partie d'une seule nation, sa population trouve aujourd'hui et peut trouver à jamais sa voie vers l'Europe par New-York, vers l'Amérique du Sud et l'Afrique par la Nouvelle-Orléans, vers l'Asie par San-Francisco. Mais divisez notre pays commun en deux nations comme tend à le faire la présente rébellion, et chaque homme de cette grande région intérieure se voit par là fermer une ou plusieurs des voies dont je viens de parler, non peut-être par une barrière physique, mais par d'onéreuses et embarrassantes réglementations commerciales.

Ceci est vrai, à quelque point que l'on fixe la ligne de division ou de frontières. Mettez-la entre le pays actuellement libre et le pays à esclaves, mettez-la au sud du Kentucky ou au nord de l'Ohio, et toujours cette vérité subsiste : que personne au sud de cette ligne ne peut faire le commerce avec les ports ou les points situés au sud, excepté à des conditions posées par un gouvernement qui leur sera étranger. Ces débouchés à l'est, ou à l'ouest et au sud sont indispensables au bien-être du peuple qui habite aujourd'hui et habitera plus tard cette région intérieure.

Laquelle des trois issues peut être la meilleure est une question hors de saison. Toutes ensemble sont meilleures qu'aucune d'elles séparément, et toutes appartiennent de droit à ce peuple et à ses successeurs à tout jamais. Fidèle à ce qu'il se doit à lui-même, il ne demandera pas où peut être tracée une ligne de séparation ; il jurera plutôt que pareille ligne n'existera jamais. Les régions marginales ne sont pas moins intéressées au maintien de ces communications avec elles et à travers elles, avec le vaste monde extérieur. Elles doivent à leur tour, toutes et chacunes d'elles, avoir accès à cette Égypte de l'ouest sans solder un droit de péage au passage d'une frontière.

Notre conflit national n'est point venu de la partie permanente de notre nation, de la terre que nous habitons, de notre patrimoine national. Il n'y a point possibilité de diviser ce patrimoine, son partage multiplierait les maux parmi nous au lieu de les atténuer. Toutes ses adaptations, toutes ses aptitudes demandent l'union et repoussent la séparation. Par le fait, il amènerait avant peu une réunion forcée, quelques sacrifices de sang et d'argent qu'eût pu coûter la séparation. Notre conflit tient à nous-mêmes, à la génération d'hommes qui passe, et ne saurait sans convulsion être étouffé à jamais par une seule génération.

Partant de ces vues, je recommande l'adoption de la résolution et des articles qui suivent, comme amendements de la Constitution des Etats-Unis :

Résolu, par le Sénat et la Chambre des représentants des États-Unis d'Amérique réunis en congrès, avec concours des deux tiers de

l'une et l'autre chambre, que les articles suivants seront proposés aux législatures ou conventions des divers États, comme amendements à la Constitution des États-Unis, pour tous ou chacun de ces articles — lorsqu'ils auront été ratifiés par les trois quarts desdites législatures ou conventions, — être valides comme partie intégrante de ladite Constitution, à savoir :

Article. — Chacun des États où l'esclavage existe actuellement, qui abolira cette institution à un moment quelconque avant le 1^{er} janvier de l'an 1900 de Notre Seigneur, recevra des États-Unis compensation dans la forme suivante :

Le Président des États-Unis remettra à chacun de ces États des titres de dette des Etats-Unis portant intérêt, au taux de — — par chaque esclave qui y existait lors du huitième recensement des États-Unis. Lesdits titres seront déclarés auxdits États-Unis soit à des époques échelonnées, soit en une seule fois, au moment où l'abolition sera accomplie, suivant que cette abolition aura été graduelle ou instantanée dans chaque État. L'intérêt commencera à courir du moment de la remise desdits titres. Tout État qui, après avoir ainsi reçu des titres, introduira ou tolérera l'esclavage dans son territoire, devra rembourser aux États-Unis la valeur de ces titres et l'intérêt qui en aura été perçu.

Article. — Tout esclave qui aura pratiquement joui de sa liberté à aucun moment, avant la fin de la rébellion, demeurera libre ; mais tous les maîtres de ces esclaves qui n'auront pas été déjoyaux en seront indemnisés au même taux fixé pour les États qui adopteront l'abolition de l'esclavage, de telle sorte toutefois qu'un même esclave ne puisse être porté deux fois en compte.

Article. — Le Congrès pourra allouer des crédits et prendre d'autres dispositions pour coloniser les personnes de couleur libre avec leur consentement, sur des points quelconques situés hors des États-Unis.

Je réclame votre indulgence pour discuter un peu longuement les articles proposés. Sans l'esclavage, la rébellion ne pouvait jamais exister ; sans l'esclavage, elle ne pourrait durer. Parmi les amis de l'Union, il y a une grande divergence de sentiments et de politique en ce qui regarde l'esclavage et la race africaine parmi nous.

Quelques-uns voudraient abolir la servitude soudainement et sans compensation : d'autres voudraient l'abolir graduellement et avec compensation ; ceux-ci voudraient éloigner de nous les affranchis et ceux-là les retenir parmi nous, et il y a encore d'autres distinctions de moindre importance. C'est à cause de ces différences que nous gaspillons tant de force en luttes entre nous-mêmes ; par des concessions mutuelles nous rétablirions l'harmonie et nous agirions de concert.

Ce serait un compromis entre les amis et non avec les ennemis de l'Union. Ces articles sont faits pour donner un corps à un plan de mutuelles concessions. Si le plan est adopté, il faut admettre que l'émancipation s'ensuivra, au moins dans plusieurs des États.

Pour le premier article les points principaux sont 1^o l'émancipation 2^o la longueur du délai pour la consommer (trente-sept ans); 3^o la compensation.

L'émancipation ne satisfera pas les avocats de la servitude perpétuelle mais la longueur du délai adoucirait grandement leur mécontentement. Il épargne aux deux races les maux d'un dérangement, puisque la plupart de ceux dont les idées habituelles et enracinées seraient troublées par la mesure, auront passé avant qu'elle ne soit consommée. Ils ne verront jamais son accomplissement. D'autres salueront la perspective de l'émancipation, mais critiqueront la longueur du délai. Ils trouveront qu'il accorde trop peu aux esclaves maintenant existants.

Mais en réalité il leur donne beaucoup. Il leur épargne le vagabondage et la misère générale qui ne manqueraient pas d'accompagner l'émancipation immédiate dans des localités où leur nombre est très-grand; il leur donne l'encourageante assurance que leur postérité sera libre à jamais.

Ce plan laisse à chaque État le choix d'agir en vertu de ses dispositions pour abolir l'esclavage, maintenant ou à la fin du siècle, ou à quelque époque intermédiaire, ou par degrés de manière à embrasser tout ou partie de cette période, et n'oblige pas deux États à procéder de la même façon. Il pourvoit aussi à la compensation et en général au mode de l'effectuer. Cette disposition, à ce qu'il semble, doit encore adoucir le mécontentement de ceux qui sont en faveur de la servitude perpétuelle et particulièrement de ceux qui ont à recevoir une compensation. Sans doute quelques-uns de ceux qui ont à payer, et non à recevoir, feront des objections, et cependant il est certain que la mesure est à la fois juste et économique.

La libération des esclaves est la destruction d'une propriété — propriété acquise par succession ou par achat — exactement comme toute autre propriété. Parce qu'on l'a dit souvent, il n'en est pas moins vrai que le peuple du Sud n'est plus responsable pour l'introduction première de cette propriété que ne l'est le peuple du Nord, et quand on songe avec combien peu d'hésitation nous nous servons — et tous nous nous en servons — du coton et du sucre, et nous partageons les profits des affaires dont ils sont la source, on ne peut pas dire en toute sûreté que le Sud a été plus responsable que le Nord de la durée de l'esclavage. En ce cas, si pour un objet commun il faut sacrifier cette propriété, n'est-il pas juste que cela soit fait à frais communs?

Et si avec moins d'argent ou avec de l'argent plus facilement payé, nous pouvons conserver les bénéfices de l'Union par ce moyen mieux que nous ne le pouvons par la guerre seulement, n'est-il pas aussi économique de le faire? Examinons donc ce point de vue. Assurons-nous de la somme que nous avons dépensée pour la guerre depuis que l'émancipation avec compensation a été proposée en mars dernier, et voyons si, dans le cas où cette mesure aurait été promptement acceptée, ne fût-ce que par quelques-uns des États à esclaves, la même somme n'aurait pas fait plus pour terminer la guerre qu'elle n'a fait employée autrement. S'il en est ainsi, la mesure aurait épargné de l'argent, et à ce point de vue elle serait prudente et économique.

Certes, il n'est pas si aisé de payer quelque chose que de ne rien payer du tout. Mais il est plus aisé de payer une grosse somme que d'en payer une plus forte encore, et il est plus facile de payer une somme, quand nous le pouvons, qu'il ne l'est de la payer avant que nous ne le puissions. La guerre exige une fois pour toutes de grosses sommes; naturellement, le montant de la somme nécessaire pour l'émancipation avec compensation serait grand, mais il ne demanderait ni déboursés immédiats, ni répondants, pour rapidement que marchât l'émancipation. Elle ne pourrait être et ne serait probablement pas terminée avant la fin des trente-sept ans. A cette époque, nous aurons probablement 100 millions d'habitants pour partager le fardeau, au lieu de 31 millions qu'il y a maintenant; et ce n'est pas tout. On peut s'attendre à voir notre population continuer à s'accroître longtemps après cette période, aussi rapidement qu'auparavant, parce que nos territoires ne seront pas encore pleinement peuplés.

Je ne parle pas à la légère. D'après cela la proportion d'accroissement que nous avons maintenue, et en nous basant sur une moyenne depuis notre premier recensement national en 1790 jusqu'à celui de 1860, nous devrions avoir en 1900 une population de 103 millions 208 415. Pourquoi ne marcherions-nous pas dans la même proportion bien au delà de cette période? La place est vaste, et notre patrimoine national, si étendu, est une ample ressource. Si notre territoire était aussi limité que celui des îles britanniques, il est très-sûr que notre population ne pourrait atteindre à l'expansion que j'ai dite, et, au lieu de recevoir les émigrants étrangers, nous serions forcés d'envoyer une partie de nos natifs au dehors, mais telle n'est pas notre condition.

Nous possédons 2 983 000 milles carrés. L'Europe en a 3 800 000, avec une population de 73 personnes par mille Carré en moyenne. Pourquoi notre patrie n'arriverait-elle pas à une moyenne semblable? Est-elle moins fertile? A-t-elle plus de surface occupée par des montagnes, des rivières, des lacs, des déserts ou autre chose? Est-elle

inférieure à l'Europe par quelque avantage naturel? Si nous devons être un jour un pays aussi populeux que l'Europe, dans combien de temps cela arrivera-t-il? Nous pouvons juger du moment où cela peut arriver par le passé et par le présent, mais cela dépend beaucoup du maintien de l'Union. Plusieurs de nos États sont au-dessus de la population européenne de 73 et tiers par mille carré.

Le Massachusetts a 157, le Rhode-Island 133, New-York et le New-Jersey 80, et deux autres grands Etats, le Pennsylvanie et l'Ohio, ne sont pas beaucoup au-dessous, le premier ayant 64 et le dernier 59. Les États au-dessus de la moyenne européenne, excepté New-York, se sont accrus dans une proportion aussi rapide, depuis qu'ils ont dépassé cette limite, que jamais auparavant, tandis que pas un d'eux n'est égal à d'autres parties de notre pays, en capacité nationale, pour soutenir une population dense.

Prenant la nation dans son ensemble, nous trouvons que sa population et la proportion de son accroissement pour les dernières périodes décennales ont été comme suit :

1730.....	3 919 827	pour 100.
1800.....	9 305 937	33.02
1810.....	7 239 814	36.45
1820.....	9 658 131	33.13
1830.....	12 806 020	33.40
1840.....	17 069 453	32.67
1850.....	23 191 876	35.37
1860.....	31 443 790	35.57

de proportion dans
l'accroissement.

Ce calcul montre une augmentation moyenne décennale de 34.60 pour 100 dans la population, pour les soixante-dix années, depuis notre premier jusqu'à notre dernier recensement. On voit que la proportion d'accroissement, à aucune de ces périodes, n'est de 2 pour 100 au-dessus ou de 2 pour 100 au-dessous de la moyenne, démontrant ainsi combien est inflexible la loi de progression dans notre cas, et combien on peut compter sur elle.

Admettant qu'elle continue, elle donne les résultats suivants :

1870, 42 323 372; 1880, 96 966 216; 1890, 76 677 872; 1900, 103 208 415; 1910, 148 918 526; 1920, 186 984 335; 1930, 251 680 914. Ces chiffres attestent que notre pays peut être aussi populeux que l'Europe l'est aujourd'hui, à quelque époque entre 1920 et 1930, c'est-à-dire environ vers 1925, notre territoire, au taux de 73 individus et tiers par mille carré, est de capacité à en contenir 212 186 000, et nous y arriverons, si nous ne nous en enlevons pas la chance à nous-mêmes par la folie et les maux de la désunion, ou par une guerre longue et épuisante, née uniquement du grand élément de discorde nationale parmi nous.

Puisque l'on ne peut prévoir exactement combien un grand exem-

ple de sécession et en enfantant de moindres à l'infini, retarderait la population, la civilisation et la prospérité du pays, personne ne peut douter que son extension ne serait très-grande et très-pernicieuse. L'émancipation proposée abrégerait cette guerre, perpétuerait la paix, assurerait cette augmentation de population, et en proportion la richesse du pays. Avec ces ressources, nous pourrions payer tout ce que coûterait l'émancipation, en même temps que nos autres dettes, plus aisément que nous payerions nos autres dettes sans elles.

Si nous avions laissé notre vieille dette nationale courir au taux de 6 pour 100 par an, simple intérêt, depuis la fin de notre lutte de la révolution jusqu'à aujourd'hui, sans payer quoi que ce soit, principal ou intérêt, chacun de nous devrait moins sur cette dette que chaque citoyen ne devait alors sur elle, et il en sera ainsi parce que l'accroissement de nos citoyens pendant toute cette période a été de plus de 6 pour 100, et a couru plus vite que l'intérêt de la dette. Ainsi, le temps seul soulage une nation débitrice, aussi longtemps que sa population s'augmente, plus vite que l'intérêt non payé ne s'accumule sur sa dette. Ce fait ne serait pas une excuse pour retarder le paiement de ce qui est dû justement; mais il démontre la grande importance du temps dans ces conjectures, et le grand avantage d'une politique par laquelle nous n'aurions pas à payer, jusqu'à ce que nous comptions une centaine de millions de citoyens, ce que nous aurions à payer, maintenant que nous n'en comptions que 31 millions.

En un mot, il prouve qu'un dollar sera beaucoup plus difficile à payer pour la guerre que ne le sera un dollar pour l'émancipation d'après le plan proposé. Et alors le dernier ne coûtera ni sang, ni vie précieuse : il épargnera l'un et l'autre.

Quant au second article, je pense qu'il serait impraticable de faire revenir à la servitude la classe de personnes dont il y est question. Sans doute quelques-uns appartiennent en propriété à des maîtres loyaux ; de là une disposition dans cet article pour qu'ils en reçoivent la compensation.

Le troisième article a trait à l'avenir du peuple affranchi. Il n'oblige pas, mais autorise simplement le Congrès à aider la colonisation de ceux qui ne pourront y consentir. Cela ne doit pas être regardé comme prêtant à l'objection d'un côté ou d'un autre, d'autant mieux que cela n'aboutit à rien, à moins qu'il n'y ait le consentement mutuel du peuple à déposer et les électeurs américains représentés par leurs députés au Congrès. Je ne puis faire connaître mieux que je ne l'ai déjà fait que je suis fortement en faveur de la colonisation, et cependant je veux dire qu'il n'y a pas d'objection proférée contre le séjour des personnes de couleur dans le pays, qui ne soit presque entièrement imaginaire, sinon même parfois de mauvaise foi.

On insiste sur ce que la déportation ferait renchérir le prix du travail blanc, et très-sûrement ne le réduirait pas. Le montant du travail accoutumé devrait toujours être atteint. Le peuple affranchi ne ferait sûrement pas plus que son ancienne proportion, et très-vraisemblablement il ferait moins pendant un temps, laissant une part d'augmentation aux travailleurs blancs, qui apporteraient leur travail parce qu'il serait en plus grande demande, et conséquemment en augmenteraient le prix. Avec la déportation, même dans une proportion limitée, le surenchérissement du prix du travail blanc est mathématiquement certain.

Le travail est comme toute autre valeur sur le marché; augmentez-en la demande et vous en augmentez le prix. Réduisez la somme du travail noir en colonisant les travailleurs nègres hors du pays, et par cela même vous augmenterez la demande du travail blanc et sa valeur. Mais, décide-t-on, le peuple affranchi fourmillera et couvrira tout le pays? N'est-il pas déjà dans le pays? Son affranchissement le rendra-t-il plus nombreux? En supposant qu'il fût également distribué parmi les blancs de tout le pays, il n'y aurait qu'un homme de couleur sur sept blancs. Cet affranchi unique peut-il, par quelque moyen, troubler beaucoup les sept blancs?

Est-il vrai dès lors que la population de couleur peut déplacer plus de travail blanc en devenant libre qu'en restant esclave? Si elle demeure à son ancienne place, elle ne chasse point d'ouvriers blancs. Si elle quitte son ancienne place, elle la livre à l'ouvrier blanc. Logiquement, il n'y en a ni plus ni moins. L'émancipation, même sans sa présence, entraînerait dommage et déplacement pour le travail blanc et pour le travailleur blanc. S'il y a jamais eu un temps opportun pour l'argumentation en elle-même, ce n'est assurément pas le moment actuel. Dans des temps comme celui-ci, les hommes ne doivent rien articuler dont ils ne soient prêts à accepter la responsabilité pour l'éternité.

Il y a aujourd'hui nombre de communautés ayant plus d'une personne de couleur libre sur sept blancs, et cela sans paraître en ressentir aucun mal. Le district de Colombie, les États de Maryland et de Delaware se trouvent dans cette condition. Le district a plus d'un homme de couleur libre sur six blancs, et pourtant je ne crois pas que dans ses fréquentes pétitions au Congrès il ait jamais représenté la présence des gens de couleur comme un de ses sujets de plainte.

Mais pourquoi l'émancipation du Sud renverrait-elle les affranchis du Nord? Les gens de toutes couleurs se sauvent rarement, à moins qu'ils n'aient quelque chose à faire. Jusqu'ici les gens de couleur se sont, dans une certaine proportion, enfuis vers le Nord, pour éviter

la servitude et la misère. Mais si l'on adopte l'émancipation graduelle et la déportation, ils n'auront ni l'une ni l'autre à fuir. Leurs anciens maîtres leur donneront des gages, au moins jusqu'à ce qu'ils puissent se procurer de nouveaux travailleurs, et les affranchis à leur tour donneront volontiers leur travail pour des gages, jusqu'à ce qu'on ait pu leur trouver une nouvelle patrie dans des climats à leur convenance et avec des hommes de leur race et de leur sang.

Cette proposition peut être considérée comme certaine, en raison des intérêts matériels qui se trouvent en jeu. Dans tous les cas, le Nord ne peut-il décider par lui-même s'il recevra ou non les affranchis ? Puis, comme la pratique prouve toujours plus que la théorie, y a-t-il eu aucune irruption de gens de couleur dans le Nord, par suite de l'abolition de l'esclavage dans le district de Colombie au printemps dernier ? Ce que j'ai dit de la proportion des gens de couleur libres relativement aux blancs dans le district, est pris sur le recensement de 1860, et n'embrasse ni les personnes désignées sous le nom de « contrebandes », ni celles libérées par l'acte du Congrès qui y a aboli l'esclavage.

Si le plan contenu dans les articles ci-dessus est recommandé, ce n'est pas que le rétablissement de l'autorité nationale ne doive être effectuée sans son adoption.

La recommandation de ce plan ne suspendra ni la guerre, ni les conséquences de la proclamation du 22 septembre 1862. Mais son adoption en temps opportun, amènerait, je n'en doute pas, le rétablissement de l'Union et arrêterait tout par conséquent.

Nonobstant ce plan, je renouvelle avec instance au Congrès la recommandation de pourvoir, au moyen d'une loi, à l'indemnité en faveur de tout État qui pourra adopter l'émancipation avant la réalisation dudit plan. Ce ne sera là qu'une partie anticipée du plan, et les mêmes arguments s'appliquent aux deux cas.

Le plan est recommandé, non pas à l'exclusion, mais bien en outre de tous autres, pour restaurer et maintenir l'autorité nationale dans l'Union. La question est présentée ici presque exclusivement sous son aspect économique. Le plan, j'en suis sûr, amènerait la paix plus vite que ne pourra le faire la force seule, en même temps qu'il coûtera moins, eu égard au chiffre, au mode et aux époques de paiement, et le total serait plus facilement payé que ne le seront les frais additionnels de la guerre, si nous devons compter uniquement sur la force. Il est vraisemblable, très-vraisemblable, qu'il ne coûtera pas du tout de sang.

Le plan est proposé comme une loi constitutionnelle permanente. Il ne peut devenir tel sans le concours d'abord des deux tiers du Congrès, ensuite des trois quarts des États. Les trois quarts requis des États

comprendront nécessairement sept États à esclaves. Leur concours, si on l'obtient, donnera l'assurance qu'ils adopteront respectivement l'émancipation à un moment peu éloigné, d'après les nouvelles conditions constitutionnelles. Cette assurance terminerait aujourd'hui la lutte et sauverait l'Union à jamais.

Je n'oublie pas la gravité qui doit caractériser un document adressé au Congrès de la nation par le magistrat suprême de la nation. Je n'oublie pas davantage que quelques-uns de vous sont mes aînés, ni que beaucoup d'entre vous ont plus d'expérience que moi dans la direction des affaires publiques. Néanmoins, j'espère qu'en vue de la grande responsabilité qui pèse sur moi, vous ne verrez aucun manque de respect envers vous dans l'excès d'insistance que je puis paraître déployer.

Or, met-on en doute que le plan que je propose, si on l'adopte, abrégera la guerre et diminuera ainsi les sacrifices de sang et d'argent ? Met-on en doute qu'il ne restaure l'autorité et la prospérité nationales, pour les perpétuer indéfiniment ? Met-on en doute que nous ici, Congrès et Exécutif, puissions en assurer l'adoption ? Le bon peuple ne répondra-t-il pas à un appel collectif et chaleureux de notre part ? Pouvons-nous, le peut-il par aucun autre moyen, assurer plus certainement et plus vite le but vital ? Nous ne pouvons réussir que par l'accord. Il ne s'agit pas de dire : Quelqu'un de nous peut-il trouver mieux ? Mais bien : Pouvons-nous tous ensemble faire mieux ?

Objectez tout ce que vous voudrez, la question est toujours celle-ci : Pouvons-nous faire mieux ? Les dogmes du paisible passé ne sont plus à la hauteur de l'orageux présent. L'occasion offre un amoncellement de difficultés et il faut nous éléver à la hauteur de l'occasion. De même que notre position est nouvelle, il nous faut de nouvelles pensées et des actes nouveaux ; il faut nous affranchir nous-mêmes, et alors nous sauverons le pays.

Concitoyens, nous ne pouvons échapper à l'histoire.

Nous, acteurs de ce présent Congrès, nous laisserons notre souvenir malgré nous. Nulle valeur, nulle insignifiance personnelle ne permettra à l'un ou l'autre d'échapper. La brûlante épreuve que nous traversons nous éclairera des clartés de l'honneur ou du déshonneur jusqu'à la dernière génération.

Nous disons que nous sommes pour l'Union. Le monde n'oubliera pas que, tandis que nous disons cela, nous savons comment sauver l'Union. Le monde sait, nous savons comment la sauver. C'est nous qui, ici même, en avons le pouvoir et en supportons la responsabilité.

En donnant la liberté à l'esclave, nous donnons la liberté à l'homme libre et nous nous montrons honorables à la fois dans ce que nous donnons et dans ce que nous conservons.

Nous sauverons noblement ou nous perdrions misérablement la dernière et la plus belle espérance de la terre.

D'autres moyens peuvent réussir, celui-ci ne saurait faillir.

La ligne à suivre est claire, paisible, généreuse, juste. Si nous la suivons, le monde applaudira à jamais, et Dieu à jamais nous bénira.

Washington, 1^{er} décembre 1862.

ABRAHAM LINCOLN.

Proclamation du Président Lincoln, décrétant l'affranchissement des esclaves dans les États révoltés.

Attendu que le vingt-deuxième jour de septembre, en l'année de Notre-Seigneur 1862, il a été lancé par le Président des États-Unis une proclamation contenant, entre autres choses, ce qui suit :

Que le 1^{er} janvier de l'an de Notre-Seigneur 1863, toutes personnes retenues comme esclaves dans un État quelconque, ou dans une portion déterminée de cet État, dont la population sera en révolte contre les États-Unis, seront libres à partir de ce moment et pour toujours;

Que le gouvernement exécutif des États-Unis, y compris les autorités militaires de terre et de mer, reconnaîtront et maintiendront la liberté des personnes ci-dessus, et ne prendront à l'égard d'aucune d'entre elles, individuellement ou en général, nulles dispositions afin de réprimer leurs efforts pour se rendre libres;

Qu'une proclamation du Pouvoir exécutif désignera audit 1^{er} janvier, les États ou portions d'État dont la population sera à cette époque en révolte contre les États-Unis; le fait qu'un État ou la population d'un État sera ce jour là représentée de bonne foi au Congrès des États-Unis, par des membres choisis dans les élections auxquelles la majorité aura pris part, sera considéré en l'absence de témoignages équivalents, comme une preuve concluante que cet État et sa population ne sont pas en révolte contre les États-Unis.

Maintenant, donc, moi, Abraham Lincoln, président des États-Unis, en vertu du pouvoir dont je suis revêtu comme commandant en chef de l'armée et de la marine des États-Unis en temps de rébellion effective et armée contre l'autorité et le Gouvernement des États-Unis, et comme mesure de guerre convenable et nécessaire pour supprimer ladite rébellion, conformément à mon intention d'en agir ainsi publiquement, proclamée pendant la période de cent jours pleins, écoulés depuis mon premier ordre ci-dessus rappelé;

Je viens, aujourd'hui 1^{er} de janvier, en l'an de Notre-Seigneur 1863, désigner les États et parties d'États dont la population est respectivement en révolte actuelle contre les États-Unis, à savoir :

L'Arkansas ; le Texas ; la Louisiane (excepté les paroisses de St-Ber-

nard, Plaquemines, Jefferson, St-Jean, St-Charles, St-Jacques, de l'Ascension, de l'Assomption, Terre-Bonne, Lafourche, Ste-Marie, St-Martin et d'Orléans, y compris la ville de la Nouvelle-Orléans) : Le Mississippi; l'Alabama; la Floride; la Géorgie; la Caroline du Sud et la Virginie (excepté les 48 comtés connus sous le nom de Virginie occidentale, et aussi les comtés de Berkeley, Accomac, Northampton, Élisabeth, City, York, Princess Ann et Norfolk y compris les villes de Norfolk et de Portsmouth);

Lesquelles portions exceptées demeurent, quant à présent, précisément comme si cette proclamation n'était pas publiée.

Et en vertu des pouvoirs et en vue des faits relatés plus haut, jordonne et déclare que *toutes personnes possédées comme esclaves dans les-dits États, et parties d'États, SONT ET SERONT DORÉNAVANT LIBRES*, et que le Gouvernement exécutif des États-Unis, y compris ses autorités navales et militaires, reconnaîtront et maintiendront la liberté desdites personnes.

Et j'enjoins par les présentes aux personnes ainsi déclarées libres, de s'abstenir de toute violence, excepté pour la nécessité de leur défense personnelle, et je leur recommande dans tous les cas où cela leur sera permis, de travailler fidèlement pour des gages raisonnables.

Et, en outre, je déclare et fais savoir que celles desdites personnes qui présenteront les conditions convenables seront reçues dans le service des États-Unis, pour tenir garnison dans les forts, postes, stations ou autres lieux, ainsi que pour former l'équipage des navires de toute espèce dans ledit service.

Et j'appelle sur cet acte, que je crois sincèrement être un acte de justice autorisé par la Constitution, le jugement calme de l'humanité et la gracieuse faveur du Dieu tout-puissant.

En témoignage de quoi j'ai apposé au présent ma signature, et y ai fait apposer le sceau des États-Unis.

Fait en la ville de Washington, ce 1^{er} de jour de janvier en l'an de N. S. 1863, et de l'indépendance des États-Unis le 87^e.

Signé : ABRAHAM LINCOLN.

FRANCE.

Dépêche de M. Drouyn de Lhuys à M. Mercier, à Washington, relativement au mode à suivre pour la pacification des États-Unis.

Monsieur, si, en formant le dessein de concourir, par l'offre de nos bons offices, à rapprocher le terme des hostilités qui désolent le

continent américain, nous n'eussions été guidés, avant tout, par l'amitié qui anime le gouvernement de l'Empereur à l'égard des États-Unis, le peu de succès de nos ouvertures pouvait refroidir l'intérêt avec lequel nous suivions les pérégrinations de cette lutte. Mais le sentiment auquel nous avons obéi est trop sincère pour que l'indifférence trouve place dans notre esprit, et que nous cessions d'être douloureusement affectés quand la guerre continue de sévir.

Nous ne saurions envisager sans un profond regret cette guerre plus que civile, comparable aux déchirements les plus terribles des anciennes républiques, et dont les désastres se multiplient en proportion des ressources et du courage que déploie chacune des parties belligérantes.

Le gouvernement de Sa Majesté a donc mûrement examiné les objections qui nous ont été faites quand nous avons suggéré l'idée d'une médiation amicale, et nous nous sommes demandé si elles sont véritablement de nature à écarter comme prématurée toute tentative de rapprochement.

On nous a opposé, d'une part, la répugnance des États-Unis à admettre l'intervention d'influences étrangères dans le différend ; de l'autre, l'espoir, que le Gouvernement fédéral n'a pas abandonné, d'obtenir une solution par les armes.

Assurément, monsieur, le recours aux bons offices d'une ou de plusieurs puissances neutres n'a rien d'incompatible en soi avec la fierté si légitime chez un grand peuple, et les guerres purement internationales ne sont pas les seules à fournir des exemples du rôle utile des médiateurs. Nous nous flattions, d'ailleurs, qu'en offrant de nous mettre à la disposition des Parties belligérantes pour faciliter entre elles des négociations, dont nous nous abstentions de préjuger les bases, nous avons témoigné au patriotisme des États-Unis tous les égards qui lui sont dus, aujourd'hui plus encore peut-être que jamais, après tant de preuves nouvelles de force morale et d'énergie.

Nous n'en sommes pas moins prêts, dans les vœux que nous formons en faveur de la paix, à tenir compte de toutes les susceptibilités du sentiment national, et nous ne contestons nullement au Gouvernement fédéral le droit de décliner le concours des grandes Puissances maritimes de l'Europe. Mais ce concours est-il le seul moyen qui s'offre au cabinet de Washington pour hâter le terme de la guerre ? et, s'il croit devoir repousser toute intervention étrangère, ne pourrait-il accepter honorablement la pensée de pourparlers directs avec l'autorité qui représente les États du Sud ?

Le Gouvernement fédéral ne désespère pas, nous le savons, de donner une impulsion plus active aux hostilités : les sacrifices n'ont pas épousé ses ressources, encore moins sa persévérance et sa fermeté.

La durée de la lutte, en un mot, n'a point ébranlé sa confiance dans le succès définitif de ses efforts. Mais l'ouverture des pourparlers entre les parties belligérantes n'implique pas nécessairement la cessation immédiate des hostilités.

Les négociations pour la paix ne sont pas toujours la suite d'une suspension d'armes; elles précèdent, au contraire, le plus souvent l'établissement des trêves. Combien de fois n'a-t-on pas vu les plénipotentiaires se réunir, échanger des communications, convenir de toutes les dispositions essentielles des traités, résoudre enfin la question même de la paix ou de la guerre, pendant que les chefs d'armée continuaient la lutte et cherchaient, jusqu'au dernier moment, à modifier par la voie des armes les conditions de la paix?

Pour ne rappeler qu'un souvenir puisé dans l'histoire des États-Unis, les négociations qui ont consacré leur indépendance avaient commencé longtemps avant que les hostilités eussent cessé dans le nouveau monde, et l'armistice ne fut établi que par l'acte du 30 novembre 1782, qui, sous le nom d'*articles provisionnels*, renfermait d'avance les clauses principales du traité définitif de 1783.

Rien n'empêcherait donc que le Gouvernement des États-Unis, sans renoncer aux avantages qu'il croit pouvoir attendre de la continuation de la guerre, entrât en pourparlers avec les confédérés du Sud, dans le cas où ils s'y montreraient eux-mêmes disposés. Des représentants ou des commissaires des deux Parties s'assembleraient sur tel point qu'elles jugeraient convenable de désigner, et qui pourrait être, à cet effet, déclaré neutre.

Les griefs réciproques seraient examinés dans cette réunion. Aux accusations que le Nord et le Sud se renvoient mutuellement aujourd'hui se substituerait une discussion contradictoire des intérêts qui les divisent. Ils rechercheraient, par une délibération régulière et approfondie, si ces intérêts sont définitivement inconciliables, si la séparation est une extrémité qui ne puisse plus être évitée, ou si les souvenirs d'une existence commune, si les liens de toute nature qui ont fait du Nord et du Sud un seul et même État fédératif et l'ont porté à un si haut degré de prospérité, ne sont pas plus puissants que les causes qui ont mis les armes à la main aux deux populations.

Une négociation dont l'objet serait ainsi déterminé ne comporterait aucune des objections élevées contre une intervention diplomatique de l'Europe, et, sans faire naître les mêmes espérances que la conclusion immédiate d'un armistice, elle pourrait exercer une influence heureuse sur la marche des événements. Pourquoi donc une combinaison qui ménage toutes les convenances des États-Unis, n'obtiendrait-elle pas l'approbation du Gouvernement fédéral? Persuadés, pour notre part, qu'elle est conforme à ses véritables intérêts, nous

n'hésiterons pas à la recommander à son attention, et, n'ayant cherché dans le projet d'une médiation des puissances maritimes aucune vaine ostentation d'influence, nous applaudirions avec un complet dégagement de toute susceptibilité d'amour-propre à l'ouverture d'une négociation qui appellerait les deux populations à débattre, sans le concours de l'Europe, la solution de leur différend. Je vous invite, monsieur, à en donner l'assurance au cabinet de Washington, en recommandant à sa sagesse des conseils dictés par le plus sincère intérêt pour la prospérité des États-Unis. Vous êtes, en outre, autorisé, si M. Seward vous en exprime le désir, à lui laisser une copie de cette dépêche.

Signé DROUYN DE LHUY'S.

Paris, le 9 janvier 1863.

GRANDE-BRETAGNE.

Discours des Commissaires de la Reine lors de la clôture de la session du Parlement, le 7 août 1862¹.

Milords et Messieurs,

Nous avons reçu l'ordre de Sa Majesté de vous relever de votre présence dans le Parlement, et de vous transmettre en même temps la reconnaissance de la Reine pour le zèle et l'assiduité que vous avez montrés dans l'accomplissement de vos devoirs pendant la session qui vient d'être close.

Sa Majesté nous ordonne de vous informer que ses relations avec les puissances étrangères sont amicales et satisfaisantes, et que Sa Majesté a confiance qu'il n'existe aucun danger que la paix de l'Europe soit troublée.

La guerre civile qui désole depuis quelque temps les Etats-Unis de l'Amérique du Nord a été accompagnée de malheurs qui ne se sont pas bornés au seul continent américain; mais Sa Majesté, ayant résolu dès le commencement de ne prendre aucune part à cette lutte, ne voit aucune raison de se départir de la neutralité à laquelle elle a constamment adhéré.

Dans quelques provinces des frontières de l'empire turc, des troubles se sont produits, et Sa Majesté a ordonné à son ambassadeur à Constantinople d'assister à une conférence qui aura lieu dans cette capitale, et à laquelle participeront les représentants des puissances qui

1. Voir le discours d'ouverture. *Archives*, 1862, t. II, p. 277.

ont été parties au Traité de 1856. Sa Majesté a confiance que les questions qu'on traitera dans cette conférence seront résolues dans le sens des engagements qui ont été pris par les alliés dans ce Traité, et en harmonie avec les justes droits du sultan et le bien-être des habitants chrétiens de son empire.

Les forces de la reine en Chine, conjointement avec celles de l'Empereur des Français, ont été employées, dans ces derniers temps, avec celles de l'Empereur de la Chine, à protéger quelques-unes de ces places importantes pour le commerce britannique des malheurs et dévastations de la guerre civile qui ravage quelques parties de ce vaste empire.

Sa Majesté nous ordonne de vous dire qu'elle a conclu un traité de commerce avec le roi des Belges¹. Par ce traité, le commerce des sujets de Sa Majesté en Belgique sera mis sur le pied des nations les plus favorisées.

Milords et Messieurs,

Sa Majesté nous ordonne de vous exprimer l'admiration avec laquelle elle a été témoin du zèle toujours aussi grand et de l'esprit patriotique qui continue à animer les forces volontaires. Sa Majesté a observé avec satisfaction les relations amicales qui ont existé entre ses sujets et les nombreux étrangers qui sont venus cette année visiter le Royaume-Uni; et Sa Majesté a la confiance que cet échange de mutuelles courtoisies consolidera les fondements de l'entente et de l'amitié internationales.

Sa Majesté a donné son assentiment au traité conclu avec le président des États-Unis d'Amérique, pour la suppression de la traite; Sa Majesté compte que la coopération de la marine américaine avec la nôtre pourra faire beaucoup pour faire disparaître le crime désolant contre lequel est dirigé le Traité. Sa Majesté espère ardemment que les mesures qui ont été prises pour rendre plus efficace l'aide donnée par le Parlement à l'extension de l'éducation parmi les classes pauvres, tendront à provoquer un résultat d'une grande importance nationale.

Sa Majesté a donné son assentiment aux mesures d'utilité publique que vous lui avez soumises pendant la session. La détresse qui désole les districts manufacturiers a inspiré à Sa Majesté un vif intérêt et une profonde sympathie, mêlée d'admiration pour le courage exemplaire et la force d'âme avec lesquels cette crise a été supportée. Sa Majesté a la confiance que l'acte qui autorise les tuteurs des pauvres à remédier au mal par des mesures extraordinaires, allégera la misère.

1. Voir ce Traité plus haut, p. 75.

Le bill dont le but est de rendre plus facile le transfert de la taxe ajoutera à la valeur de la propriété immobilière, rendra les titres plus certains et plus sûrs, et diminuera la dépense pour les ventes et pour les achats. Le bill pour la meilleure ordonnance des taxes des paroisses tendra à une distribution plus égale de la contribution locale, tandis que le bill pour la meilleure administration des grandes routes améliorera les moyens de communication dans beaucoup de parties du pays.

Le bill qui établit l'uniformité des poids et des mesures en Irlande appliquera un remède aux inconvénients qui se sont fait sentir, et dont on s'est plaint comme portant préjudice aux transactions commerciales dans cette partie du Royaume-Uni, et le bill qui amende la loi relative aux pauvres donnera aux sujets de Sa Majesté en Irlande de meilleurs moyens d'obtenir des secours et des soins médicaux. Le bill qui règle la navigation marchande sera, Sa Majesté en a la confiance, avantageux au commerce maritime de ce pays.

En retournant dans vos comtés, vous aurez encore d'importants devoirs à remplir, et Sa Majesté adresse de ferventes prières pour que la bénédiction du Tout-Puissant vienne en aide à vos efforts, et les dirige vers l'objet de la sollicitude constante de Sa Majesté : le bien-être et le bonheur de son peuple.

**Discours lu par les Commissaires de la Reine à l'ouverture
de la session des deux Chambres, le 5 février 1863.**

Milords et Messieurs,

La Reine nous ordonne de vous informer que, depuis votre dernière réunion, elle a donné son consentement au mariage de S. A. R. le prince de Galles avec S. A. R. la princesse Alexandra, fille du prince Christian de Danemark, et que Sa Majesté a conclu, en conséquence, un traité avec le roi de Danemark. Ce traité vous sera présenté.

Les preuves constantes que Sa Majesté a reçues de votre attachement à sa personne et à sa famille lui donnent la persuasion que vous participerez à sa joie, à l'occasion d'un événement si intéressant pour elle, et qui, avec la bénédiction divine, contribuera, elle l'espère du moins, au bonheur de sa famille et au bien-être du peuple. La Reine ne doute pas que vous la mettriez à même de pourvoir aux frais d'établissement que vous pourrez juger convenir au rang et à la dignité de l'héritier présomptif de la couronne de ces Royaumes.

Une révolution ayant eu lieu en Grèce, révolution par suite de la-

quelle le trône de ce royaume est devenu vacant, la nation grecque a exprimé le plus vif désir que le fils de Sa Majesté, le prince Alfred, acceptât la couronne de la Grèce. Cette manifestation, non provoquée et toute spontanée, de bon vouloir vis-à-vis de Sa Majesté et de sa famille, qui prouve que les bienfaits dus au principe et à la pratique de la Constitution anglaise sont appréciés comme ils doivent l'être, ne pouvait pas manquer d'être très-agréable, et elle a profondément ému Sa Majesté; mais les engagements diplomatiques de sa Couronne, ainsi que d'autres puissantes considérations, n'ont pas permis à Sa Majesté d'acquiescer à ce vœu général de la nation grecque. Sa Majesté espère toutefois que les mêmes mobiles qui ont engagé la nation grecque à porter tout d'abord ses pensées sur S. A. R. le prince Alfred pourront l'amener à choisir un Souverain sous la souveraineté duquel le royaume de Grèce pourra jouir des bienfaits de la prospérité intérieure et avoir des relations pacifiques avec les autres États; et si, les choses étant ainsi, la République des Sept-Iles venait à proclamer un désir bien arrêté d'être réunie au royaume de Grèce, la Reine serait disposée à adopter les mesures qui pourraient être nécessaires pour une révision du traité de novembre 1815, en vertu duquel cette république a été reconstituée et placée sous la protection de la couronne d'Angleterre.

Les relations de Sa Majesté avec les Puissances étrangères continuent d'être amicales et satisfaisantes.

La Reine s'est abstenue de prendre aucun parti dans le but d'amener une cessation de conflit entre les parties belligérantes dans les États de l'Amérique du Nord, parce qu'il n'a pas encor semblé à Sa Majesté qu'aucune ouverture de ce genre pût être accompagnée d'une chance de succès.

Sa Majesté a vu avec le plus profond regret l'état de guerre désolant qui sévit encore dans ces régions, comme elle voit avec une douleur profonde la rigoureuse détresse et les souffrances qui ont été infligées à une classe nombreuse de ses sujets, mais qui ont été supportées par eux avec une noble longanimité et une résignation exemplaire. Sa Majesté trouve quelque consolation dans l'espoir que ces souffrances et cette détresse diminuent plutôt qu'elles n'augmentent, et que quelque reprise du travail commence à avoir lieu dans les districts manufacturiers.

Il a été très-agréable pour Sa Majesté de voir l'abondante générosité avec laquelle toutes les classes de ses sujets, dans toutes les parties de son royaume, ont contribué à secourir dans leurs besoins leurs compatriotes malheureux; et la libéralité avec laquelle ses sujets des colonies ont donné leur assistance dans cette occasion a prouvé que, bien que leurs foyers soient éloignés, leurs cœurs sont toujours animés

d'une chaleureuse et constante affection pour la patrie de leurs pères.

Les comités de secours ont dirigé avec une attention constante et laborieuse la distribution des fonds qui leur ont été confiés.

Sa Majesté nous ordonne de vous informer qu'elle a conclu avec le roi des Belges un traité de commerce et de navigation et une convention au sujet des Compagnies par actions en participation. Ce Traité et cette Convention vous seront soumis.

La Reine a également donné l'ordre de vous soumettre les papiers relatifs aux affaires d'Italie, de Grèce et de Danemark. Des papiers vous seront également communiqués au sujet des événements dont le Japon a été récemment le théâtre.

Messieurs de la Chambre des Communes.

La Reine a ordonné que le budget de l'année prochaine vous fût présenté. Ce budget a été préparé dans des idées convenables d'économie, et il pourvoira aux réductions de dépenses qui ont paru pouvoir être compatibles avec les besoins du service public.

Milords et Messieurs,

Nous avons reçu l'ordre de la Reine de vous déclarer que nonobstant la continuation de la guerre civile dans l'Amérique du Nord, le commerce général du pays pendant la dernière année n'a pas sensiblement diminué.

Le Traité de commerce que Sa Majesté a conclu avec l'Empereur des Français a déjà produit des résultats très-avantageux pour les deux nations qu'il concerne, et la situation générale du revenu, malgré de nombreuses circonstances défavorables, n'a pas été mauvaise.

Sa Majesté pense que ces résultats peuvent servir à prouver que les ressources de production du pays n'ont pas diminué. La Reine a été heureuse de constater l'esprit d'ordre qui heureusement règne dans ses États et qui constitue un élément si essentiel du bien-être et de la prospérité des nations.

Diverses mesures d'utilité et d'amélioration publique seront soumises à votre examen, et Sa Majesté forme le vœu bien ardent que, dans toutes vos délibérations, la bénédiction du Dieu tout-puissant dirige vos pensées de manière à assurer le bien-être et la prospérité de son peuple.

HESSE-CASSEL.

Discours prononcé le 30 octobre par M. de Stiernberg, au nom du Prince-Électeur, à l'ouverture de la session de la Chambre de Hesse-Cassel.

Messieurs,

Chargé par S. A. R. l'Électeur d'ouvrir l'Assemblée des États, je vous souhaite la bienvenue au nom de notre Souverain.

La Diète fédérale ayant, dans sa séance du 24 mai de la présente année, résolu d'inviter le Gouvernement électoral à remettre en vigueur, tout en respectant les droits, garantis par décisions fédérales, des princes médiatisés et des chevaliers de l'Empire, la Constitution du 5 janvier 1831, qui avait été abrogée en 1852, avec réserve des modifications à intervenir par voie constitutionnelle, pour mettre cette Constitution d'accord avec les lois fédérales, le Gouvernement, par l'ordonnance souveraine du 21 juin, a pleinement fait droit à cette invitation, basée par la Diète sur le désir de voir disparaître les scrupules qui empêchaient S. A. R. l'Électeur de satisfaire les vœux de la seconde chambre en rétablissant l'ancien droit constitutionnel, et a même été jusqu'à admettre la loi électorale du 5 avril 1849, contraire également et aux lois fédérales et à la Constitution du pays, et imposée uniquement par la pression des événements extérieurs¹.

Un accomplissement si entier des vœux de la haute Assemblée fédérale doit nécessairement avoir pour conséquence une représentation nationale formée de telle sorte qu'elle réponde aussitôt que possible aux décisions fédérales et à la constitution du pays.

Vous approuverez que le Gouvernement ait tendu à ce but plus que par une simple ordonnance sur la loi électorale. Le Gouvernement, plein de confiance dans le patriotisme et la loyauté des États, espère que ses efforts pour amener une prompte entente avec la représentation nationale, trouveront cet appui que l'intérêt du pays réclame, et laissera à votre approbation le soin de faire entrer en vigueur aussitôt que possible les propositions qu'il formule sur la base des besoins les plus urgents.

Vous reconnaîtrez par ces propositions la sérieuse intention du Gouvernement de répondre au vœu du pays exprimé dans les dernières diètes, en tant que ce vœu demandait, non pas le maintien des

1. Voir les Pièces relatives à cette question, *Archives*, 1862, tome III, page 79.

essais politiques tentés en 1848 et 1849, mais le rétablissement de l'ancien droit constitutionnel.

On se réserve des décisions ultérieures.

**Réponse du chef du cabinet de Hesse-Cassel, M. Dehn Rothfelser,
à la lettre du 24 novembre¹ de M. de Bismarck.**

Cassel, le 1^{er} décembre 1862.

Je viens d'être mis à même de faire à la lettre de Votre Excellence, en date du 24 novembre, la réponse suivante :

Votre Excellence suppose l'existence d'un conflit entre le Gouvernement électoral et la Diète actuelle ; elle rappelle que la promesse contenue dans l'ordonnance du 21 juin a fait espérer avec certitude la solution du différend ; enfin, elle fait prévoir, en les rattachant à ce qui précède, certaines mesures qu'elle dit être commandées par l'intérêt de la Prusse.

Je ne crois pas dire trop en exprimant la conviction que la manière dont l'état des choses est apprécié dans la lettre de Votre Excellence, repose sur des informations inexactes.

La résolution fédérale du 24 mars offre incontestablement une lacune ; elle ne résout pas la question de savoir si la Diète prochaine sera simplement une assemblée *ad hoc*, c'est-à-dire appelée à discuter la nouvelle loi électorale, ou si elle est apte à s'occuper d'autres travaux législatifs. La proclamation du 21 juin a laissé également cette question ouverte et en a réservé la solution à la pratique.

Le Gouvernement électoral ne se dissimule pas que des motifs légitimes militent en faveur de chacune de ces opinions, bien que le § 7 de l'ordonnance susmentionnée puisse être interprété dans le sens d'une compétence restreinte.

D'ailleurs, le discours du trône désigne, il est vrai, la discussion de la nouvelle loi électorale comme la mission principale de la Diète actuelle, mais réserve expressément des résolutions ultérieures de la part du Souverain ; d'autres projets de loi sont donc annoncés et l'on espère qu'après l'aplanissement des difficultés que cette question avait soulevées au sein du ministère, arrivera une entente avec la Diète qui se réunira prochainement.

Quoique ceci pût servir de réponse au passage de la lettre de Votre Excellence qui s'y rapporte, je ne crois pas moins nécessaire, en vue de l'avenir, de protester par les présentes, au nom du Gouvernement électoral et du pays, et dans l'intérêt de tous les souverains de la Con-

1. Voir cette lettre plus bas, p. 462.

fédération, contre l'intervention personnelle dont Votre Excellence fait entrevoir l'éventualité dans les affaires intérieures d'un État indépendant et souverain.

Agréez, etc.

Le Conseiller d'État, chargé provisoirement du département de la Maison électorale et des affaires étrangères.

DEHN ROTHFELSER.

ITALIE.

Discours prononcé par M. Farini, le 11 décembre 1862, à la Chambre des Députés.

Messieurs, puisque nous tenons de la confiance du Roi l'importante charge de l'administration de l'État, il est de notre devoir de déclarer avant tout que nous chercherons dans l'appui du Parlement cette autorité qui est indispensable pour établir la bonne organisation à l'intérieur et représenter à l'extérieur l'honneur et les intérêts de l'Italie.

La nation comprend que le temps est venu d'assurer les conquêtes et les bienfaits de l'unité et de donner une impulsion efficace à l'organisation intérieure.

Nous nous proposons de répondre à cette attente des populations en étudiant scrupuleusement leurs besoins et leurs intérêts, en accomplissant les réformes administratives indiquées par l'expérience, sur la base d'une large décentralisation, et en donnant enfin une intelligente direction aux développements des libertés constitutionnelles dans toutes les parties de l'organisation de l'État.

Mais ce développement de liberté a l'ordre public pour première et nécessaire condition. Si l'ordre public n'était pas fermement maintenu, l'Italie sentirait diminuer sa confiance en son propre triomphe, et trouverait, comme un obstacle sur sa voie, les insurmontables oppositions des gouvernements et des peuples de l'Europe.

Les Italiens ont montré combien, fermes et assurés dans les principes de l'unité et du droit national, ils oublient peu la foi de leur profond dévouement à la monarchie et à la loi.

Au spectacle de sens civil qu'a donné l'Italie s'unit le sentiment de la reconnaissance nationale envers l'armée, symbole et gage de nos destinées; de l'armée qui, après avoir héroïquement combattu les batailles de l'indépendance, donna, dans une épreuve dououreuse, en rétablissant l'autorité des lois violées, le plus noble exemple d'abnégation et de discipline.

En arrivant au pouvoir, Messieurs, est-il besoin de le déclarer, nous apportons la foi qui vit dans l'âme de tout Italien, les principes de droit public qui ont constitué la nation, et les vœux que le Parlement a solennellement exprimés. Inébranlables dans notre conviction que l'unité italienne s'accomplira, nous croyons répondre à un sentiment général de dignité en nous abstenant des promesses que ne suivraient pas de prompts effets, et nous trouvons dans cette même croyance le droit de déclarer à l'Italie qu'elle doit attendre cet accomplissement de la marche des événements et des occasions préparées et attendues sans illusions comme sans méfiance.

L'œuvre de notre résurrection a commencé et a progressé, grâce à l'adhésion spontanée des esprits, grâce au concours de toutes les volontés, et elle s'est présentée à l'Europe comme un gage de tranquillité et de progrès donné aux nations civilisées. Nous continuerons à suivre cette voie, en tenant compte des conditions générales de l'Europe, et en nous montrant jaloux de conserver à l'Italie, avec ses alliances, sa pleine indépendance.

Grande entreprise que la Providence a visiblement confiée à notre génération en faisant naître les occasions propices, en lui accordant les vertus nécessaires, en lui donnant par dessus tout ce roi vaillant et loyal, en la sagesse duquel se retrempe la foi de la nation, et dont le nom, enseigne de la nouvelle concorde italienne, réunit les destinées indissolubles de l'Italie et de la dynastie.

Circulaire de M. Pasolini, ministre des Affaires étrangères.

Turin, le 20 décembre 1862.

Monsieur le Ministre,

En annonçant au Parlement la formation du nouveau Cabinet, M. Farini a prononcé un discours dont vous trouverez ci-joint une copie. Cette exposition générale des vues du ministère dont j'ai l'honneur d'être membre me dispense d'entrer dans de longs développements sur la direction que l'administration actuelle se propose de donner à la politique extérieure.

J'aurai soin de vous faire connaître la pensée du Gouvernement sur chacune des questions spéciales qui appelleront successivement mon attention. En attendant, je compte, Monsieur le Ministre, sur votre habile et active coopération pour expliquer au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité quelles sont les véritables intentions de l'Italie. En consacrant tous nos efforts, d'un côté à la réorganisation intérieure du royaume, de l'autre à rendre de plus en plus intimes les rapports qui nous unissent aux autres États, nous montre-

rons que la constitution de l'unité italienne a été un véritable progrès accompli vers la consolidation de l'équilibre européen. Les Italiens n'oublieront pas que ce grand résultat a été obtenu avec le concours et affermi par l'adhésion des puissances les plus éclairées. C'est par la justice de sa cause, par la fermeté et la modération de sa conduite que l'Italie a obtenu cette sympathique coopération. Nous ferons en sorte de nous l'assurer à l'avenir, en développant énergiquement les forces du pays et en nous attirant par notre loyauté la confiance et le respect des puissances, sans renoncer à aucun des principes qui doivent présider à l'accomplissement de nos destinées nationales. Née de l'alliance de la monarchie et de la liberté, l'unité italienne restera fidèle à ses origines ; elle gardera toujours ce caractère libéral et conservateur qui lui a valu de si vives sympathies par le passé, et qui lui procurera à l'avenir sa part légitime d'influence.

Agréez, etc.

Signé : PASOLINI.

PAYS-BAS.

Discours prononcé par le Roi, le 15 septembre 1862, à l'ouverture de la session.

Messieurs,

C'est un véritable plaisir pour moi de me trouver de nouveau au milieu des représentants de mon peuple, et d'être en état de leur faire des communications satisfaisantes.

Mes relations avec les autres puissances continuent à être sur le pied d'une entente amicale.

Les armées de terre et de mer s'acquittent dignement de leur tâche.

Cet éloge revient surtout aux forces de terre et de mer aux Indes néerlandaises. Malgré les rudes épreuves contre lesquelles elles ont eu presque toujours à lutter, elles ont de nouveau maintenu leur gloire en rétablissant notre autorité dans le royaume de Banjermassin.

Nous devons une sollicitude particulière à nos Indes ; je compte sur votre coopération active, tant pour réformer différentes lois et institutions touchant les colonies que pour le développement des moyens de communication ; et surtout pour régler d'une manière convenable le contrôle des finances coloniales.

Les mesures que la suppression de l'esclavage aux Indes occidentales rend nécessaires sont ou seront prises. Il vous sera présenté un projet de règlement pour l'administration des Indes occidentales.

Les lumières que le Conseil d'État, récemment institué, apportera à mon Gouvernement dans des travaux de cette importance seront d'une grande utilité.

L'enseignement primaire est en plein progrès; la marche suivie pour la formation des instituteurs y a sans doute contribué grandement.

Lorsque la loi sur l'enseignement moyen sera votée, vous aurez à vous occuper de l'enseignement universitaire et de l'enseignement destiné à ceux qui se vouent à la carrière administrative aux Indes.

L'agriculture et la pêche maritime ont donné de bons résultats. La récolte promet de dépasser celle d'une année moyenne.

A l'exposition générale de l'industrie et des arts à Londres, la Néerlande occupe une place digne d'elle. On y a remarqué avec satisfaction les progrès accomplis par plusieurs branches de notre industrie.

Parmi les travaux publics qui devront augmenter la prospérité nationale, la construction des chemins de fer de l'Etat et l'amélioration des voies maritimes ne cessent d'occuper ma plus vive sollicitude. Quelques lignes de ces chemins de fer seront probablement livrées à l'exploitation dans le cours de l'année prochaine. Il vous sera présenté un projet de loi réglant cette exploitation.

On est occupé à préparer les lois qui devront précéder la mise à exécution de la nouvelle organisation judiciaire.

La situation des finances de l'Etat continue à être favorable. Malgré les dépenses occasionnées par la construction des chemins de fer et l'émancipation des esclaves, elle permettra d'amortir encore une partie de la dette publique et de commencer les travaux d'amélioration des grandes voies maritimes.

Il vous sera communiqué un plan de révision graduelle de notre système d'impôts. Dans ce plan, l'intérêt des communes n'a pas été perdu de vue. Quelques projets de loi y relatifs sont déjà prêts; d'autres le seront bientôt.

Messieurs, vous êtes appelés à des délibérations d'une haute importance. Puisse, sous la bénédiction du Tout-Puissant, votre bonne entente conduire à des résultats salutaires.

Je déclare ouverte la session ordinaire des États-Généraux.

Discours prononcé par le prince Henri des Pays-Bas, lieutenant-représentant du Roi dans le grand-duché de Luxembourg, à l'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée des États de 1862, le 28 octobre.

Messieurs,

En ouvrant votre session ordinaire, je me retrouve avec satisfaction au milieu des représentants des fidèles populations luxembourgeoises.

Le Grand-Duché continue à marcher dans la voie du progrès, tant sous le rapport de ses progrès moraux que matériels.

Les relations que nous sommes dans le cas d'avoir avec les puissances étrangères sont amicales.

Des projets d'amélioration et de réforme politiques préoccupent l'Allemagne. Tout en s'associant à ces tendances, mon Gouvernement veille cependant au maintien des traités, seule garantie de l'indépendance et de la nationalité luxembourgeoises.

A cause du degré d'instruction auquel sont arrivées les questions qui s'y rattachent, j'ai l'espoir que, dans un temps rapproché, l'état provisoire de l'administration des affaires ecclésiastiques pourra cesser.

Nos finances sont prospères. Un état détaillé vous les fera connaître.

Nos travaux publics avancent. Des crédits importants y seront de nouveau affectés au budget pour l'exercice prochain.

L'œuvre capitale de nos chemins de fer se poursuit avec activité. Le réseau achevé, aboutissant à la ville de Diekirch, est sur le point d'être inauguré; les lignes vers notre frontière du Nord ont reçu leur complément indispensable par la convention récemment conclue au sujet de leur prolongement sur le territoire du royaume de Belgique, dans la direction des villes de Spa et de Liège.

Le Gouvernement belge rencontrera toujours de notre part la franchise et la loyauté dans l'exécution des engagements contractés.

Je me plaît ici à remercier ceux qui nous sont venus en aide dans les négociations internationales que ces projets de construction ont nécessitées.

Des négociations sont aussi entamées, en ce moment, avec le Gouvernement de Prusse, pour la construction d'un chemin de fer destiné à relier plus directement nos lignes, par Remich et Mertzig, au railway prussien.

Différents projets seront soumis à vos délibérations dans la présente session.

Vous serez saisis de projets portant la révision de votre règlement d'ordre intérieur, de l'organisation du Conseil d'Etat, des dispositions

législatives sur les droits et les devoirs des fonctionnaires, de l'organisation judiciaire et du notariat.

Il est dans l'intérêt du service public que le sort des fonctionnaires et des employés de l'État soit convenablement assuré; aussi serez-vous saisis de projets de lois sur les pensions civiles et militaires; un projet de loi spéciale vous sera présenté, en outre, sur les pensions des instituteurs.

Enfin il vous sera soumis un projet de loi modifiant, en quelques points, notre législation civile et pénale.

J'ai la conviction que vous poursuivrez vos travaux avec le zèle et le dévouement qui vous animent pour le bonheur de votre patrie.

Puisse la divine Providence éclairer vos délibérations!

Au nom de Sa Majesté le Roi Grand-duc, je déclare ouverte votre session ordinaire de 1862.

PORTUGAL.

Discours de clôture de la session des Cortès par le Roi, le 1^{er} juillet 1862.

Au moment de clore la session législative actuelle, j'éprouve une véritable satisfaction de venir au sein de la représentation nationale pour donner à ses membres un témoignage du prix que j'attache à leurs fonctions élevées et au régime constitutionnel sous lequel ils les exercent.

D'importantes mesures ont été adoptées et contribueront puissamment à l'amélioration de plusieurs branches de l'administration publique. Si le défaut de temps n'a pas permis de discuter dans les deux Chambres tous les projets de loi présentés par mon Gouvernement, j'ai la confiance toutefois qu'ils seront examinés avec tout le soin voulu lors de la prochaine législature.

Je me plais à voir, Messieurs, à la clôture de vos travaux, l'ordre public, un instant troublé sur quelques points du royaume, complètement rétabli sans qu'il ait été nécessaire de recourir à des mesures extraordinaires, résultat heureux auquel ont contribué hautement la discipline de l'armée, le zèle des autorités, ainsi que le bon sens éclairé de la nation, dont vous êtes les dignes représentants.

Je me plais, dans cette circonstance, à vous témoigner ma reconnaissance du généreux empressement avec lequel vous avez voté les crédits destinés à couvrir les dépenses de mon prochain mariage et la dotation de ma future épouse; je vous suis également reconnaissant

des preuves de votre respectueuse gratitude pour la mémoire du Prince, mon honorable aïeul, qui a consolidé parmi nous les bases du Gouvernement représentatif, auquel le pays est déjà redevable d'une infinité de bienfaits. Votre zèle, qui est une preuve d'adhésion à ma personne et à nos institutions, à laquelle je saurai répondre, sera un motif pour moi de me dévouer, autant que j'en aurai le pouvoir, à la prospérité matérielle, morale et intellectuelle de la nation généreuse dont les destinées m'ont été confiées par la Providence.

La session est close.

**Discours prononcé par le Roi, le 4 septembre 1862,
à l'ouverture des Cortès.**

Dignes Pairs du Royaume et Messieurs les Députés de la Nation portugaise.

C'est toujours pour moi un jour de véritable plaisir que celui où je vous vois réunis autour du trône constitutionnel, resserrant entre la Couronne et la nation les liens d'affection et de mutuelle confiance qui les unissent.

Aujourd'hui, ma satisfaction est d'autant plus grande que je considère comme heureux pour moi et comme de favorable augure pour le pays le motif pour lequel je vous ai convoqués extraordinairement, conformément aux dispositions du code politique, base des libertés publiques. En vous annonçant solennellement que j'avais choisi pour épouse la sérénissime princesse Marie-Pie de Savoie, fille de S. M. le roi d'Italie, j'étais certain que, dans votre approbation du contrat de mariage, je trouverais une confirmation nouvelle des flâteuses espérances que mon futur mariage promet de réaliser, associant à ma félicité personnelle la splendeur du trône et les vœux de la nation.

Les témoignages de dévouement avec lesquels, dans la dernière session ordinaire, vous avez accueilli la nouvelle de mon prochain mariage, et les démonstrations affectueuses par lesquelles le pays m'a donné de nouvelles et précieuses preuves de sa loyauté et de son attachement constant, m'imposent le devoir de vous remercier, ainsi que le peuple portugais, de l'intérêt que vous portez à mon bonheur personnel et à la prospérité de ma dynastie.

Dignes Pairs du Royaume et Messieurs les Députés de la Nation portugaise, mon Gouvernement vous présentera le contrat de mariage récemment signé à Turin, et votre vote, je l'espère, exprimera assurément, en conformité avec les sentiments qui, depuis des siècles, renforcent le généreux caractère de la Nation, la sympathie spontanée

avec laquelle elle accueille une alliance qui date de la fondation de la Monarchie portugaise.

La session est ouverte.

Discours prononcé par le marquis de Loulé, Président du Conseil des Ministres, au nom du Roi, le 4 novembre 1863, à l'ouverture de la session des Cortès.

Dignes Pairs du royaume et Messieurs les Députés de la Nation portugaise.

En exécution du décret dont il vous a été donné connaissance, le Ministère, par ordre de Sa Majesté, s'acquitte du devoir d'ouvrir aujourd'hui la présente session législative, aux termes de la loi du 16 juillet 1857.

Aux applaudissements extrêmes de la nation s'est réalisé l'heureux mariage du Roi avec la très-haute dame la Reine dona Maria Pia de Savoie, princesse d'Italie, et Sa Majesté a vu avec une profonde satisfaction et apprécié au plus haut point les témoignages non équivoques de la sympathie avec laquelle la population de la capitale et du Royaume a salué cette heureuse alliance.

Sa Majesté continue de recevoir des souverains ses alliés les témoignages cordiaux de bonne intelligence et d'amitié. Les relations du Portugal avec les puissances respectives se montrent sans altération, et les liens affectueux qui unissent le Portugal à la partie glorieuse de notre auguste Reine se sont resserrés.

Dans l'intervalle de quatre mois qui se sont écoulés depuis la clôture de la dernière session, les tumultes populaires qui, à la fin de cette session, agitaient divers points du royaume, ont heureusement cessé. L'exécrable attentat dirigé contre les mines de Bracal par l'ignorance et par des préjugés absurdes, qui avaient armé des populations crédules et les avaient poussées à cet attentat contre la propriété, a été promptement réprimé, et force est restée à la loi. Enfin la révolte militaire, qu'un déplorable égarement avait soulevée dans le district de Braga, a été dissipée en peu de jours, et la suspension temporaire des garanties dans ce district, à laquelle, entre autres dispositions exigées par les circonstances, le Gouvernement avait cru devoir recourir, n'a pas duré même tout le temps prévu.

Il a été effectué sur la place de Londres un emprunt qui assure le paiement des travaux entrepris pour l'amélioration des communications. Notre pays, à raison des conditions de l'emprunt et du résultat de la souscription, a reçu un témoignage bien précieux pour son cré-

dit ; on poursuit avec persévérence le système de désamortissement, et l'on a continué activement les travaux de construction des routes et des chemins de fer dans une section importante ; celle de Santarem à Abrantès va être livrée à la circulation le 7 de ce mois ; une autre, sur la ligne du Nord, sera également bientôt ouverte au public.

Il vous sera présenté opportunément le relevé des recettes et dépenses de l'État ; et les Ministres de Sa Majesté soumettront à votre examen éclairé, entre autres dispositions importantes, les projets de crédit hypothécaire, de réforme administrative et d'instruction publique, d'organisation de la police dans tout le Royaume, ceux relatifs aux céréales et aux vins, ceux concernant la consolidation du crédit, l'amélioration de la perception des impôts et le perfectionnement du système des contributions, et enfin ceux relatifs à l'armée, à la marine et aux colonies.

Le Gouvernement rendra compte aux Cortès de l'usage qu'il aura fait des autorisations qui lui auront été contées et des pouvoirs que, dans des circonstances extraordinaires, il a jugé indispensable d'exercer.

Sa Majesté attend de votre zèle et de votre dévouement éprouvé, avec le secours de la divine Providence, l'énergique et patriotique sollicitude que les besoins publics exigent de tous, le vœu le plus ardent de son cœur royal étant le développement, la prospérité et la gloire d'une nation si digne d'être heureuse.

La session est ouverte.

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Message de clôture du prince Couza, à l'Assemblée moldo-valaque du 7 juillet 1862.

Messieurs les Députés, nous partageons vos sentiments de sincère affliction au sujet de la perte de l'homme d'État¹ que nous avions appelé à la tête du Gouvernement institué par nous le 24 janvier ; nos regrets sont d'autant plus vifs que la lacune qu'il a laissée parmi nous n'est point encore comblée.

Prenant en considération la longue durée de la session et les travaux d'agriculture qui vous rappellent chez vous, nous jugeons à propos de clore la session. Nous ne saurions cacher à cette occasion nos regrets de ce que, parmi les plus importants projets de loi qui vous

1. Catardji.

ont été soumis, plusieurs n'ont pas même été mis en délibération, tels que ceux concernant les préfectures générales et les Assemblées provinciales, des projets de loi qui avaient été élaborés par notre Gouvernement et approuvés par un comité législatif composé de membres de cette Assemblée. Un de ces projets de loi avait pour but de fournir au Gouvernement les moyens d'une meilleure administration et de procurer une entière satisfaction aux intérêts publics et privés.

L'autre projet, qui se lie étroitement à celui qui se rapporte aux préfectures, était destiné à rendre possible l'exécution de la loi rurale résolue par vous. Pénétré de la tâche grave et difficile qui lui incombe, mon Gouvernement vous invite, messieurs les Députés, à donner (quand vous serez de retour dans vos districts) l'assurance à vos commettants qu'il prendra toutes les mesures commandées par la situation actuelle du pays et par leurs intérêts légitimes.

Discours prononcé par le Prince Couza, à l'ouverture de la session extraordinaire des Chambres le 4/16 novembre 1862.

Messieurs les Députés,

Des circonstances indépendantes de notre volonté se sont opposées jusqu'à ce jour à la confection de budgets réguliers pour les années 1861 et 1862.

Il est à votre connaissance que les budgets votés en 1860 servent, aujourd'hui encore, de base au Gouvernement pour les recettes et les dépenses. Toutefois, prolonger davantage l'exercice de ces budgets, ce serait perpétuer une situation anomale et tout à fait contraire aux intérêts de l'État.

J'ai donc jugé indispensable, Messieurs les Députés, de vous convoquer en session extraordinaire, afin de vous donner tout le temps nécessaire pour voter, avant la fin de l'année courante, le budget de l'année 1863, et de pouvoir inaugurer ainsi, en matière de finances, une marche plus régulière que celle des exercices précédents.

Vous aurez l'occasion d'aviser aux mesures qui vous sont proposées en vue de la consolidation du crédit de l'État et de pourvoir aux diminutions causées dans les revenus publics par la suppression de la taxe sur l'exportation, laquelle a amené une diminution de 8 millions et plus dans les recettes du trésor pour l'année 1862, et prive aussi le budget de 1863, de cette ressource considérable.

Messieurs les Députés, vos travaux concernant la régularisation des dépenses ne seraient cependant pas complets, si mon gouverne-

ment ne vous mettait à même d'examiner et de contrôler les comptes des dernières années.

Mon Gouvernement sera donc prêt à vous donner tout son concours et les éclaircissements que vous demanderez pour étudier les comptes qui attendent encore votre examen, depuis l'année 1855 pour la Valachie et depuis 1859 pour la Moldavie.

Mon Gouvernement aura pareillement soin de soumettre à vos délibérations les comptes de 1860 pour la Moldavie, de même que ceux pour la Valachie, afin de compléter la situation qui vous a été communiquée dans le courant de l'année 1861.

Messieurs les Députés, le pays se trouve actuellement régi par deux législations. Mon Gouvernement aura à vous présenter des projets de lois d'unification qui consolideront les lois d'ordre administratif judiciaire.

Que Dieu vous ait en sa sainte et digne garde. Une session extraordinaire de l'Assemblée élective est ouverte.

« ALEXANDRE-JEAN. »

PRUSSE.

Discours prononcé par M. de Bismarck-Schönhausen, President du Conseil des Ministres, en présence des deux Chambres, le 14 octobre 1862, à la clôture de la session.

Nobles et honorés messieurs des deux Chambres,

Dès le début de vos délibérations, le Gouvernement de S. M. le Roi vous a exposé les motifs qui l'engageaient à ne réclamer votre opérosité que pour le règlement des questions les plus urgentes. Les propositions qui vous ont été soumises se sont donc principalement bornées aux lois financières pour l'administration courante, à une série de Traité d'Etat et à plusieurs projets de loi dont la prompte approbation paraissait désirable dans l'intérêt du bien-être matériel du pays.

Au nombre des Traité présentés à votre approbation, le Traité de commerce et de navigation conclu avec la France est d'une importance capitale. Le bon accueil unanime que vous avez fait à ce traité, ainsi qu'à la loi sur les frais d'entrée et de sortie, constitue pour le gouvernement une garantie que les principes économiques sur lesquels le traité repose, formeront à l'avenir la base de la politique commerciale de la Prusse. Cette politique, établie sur la nécessité du développement du libre échange, en même temps qu'elle convient le mieux aux intérêts

et aux traditions du pays, vient d'être reconnue par une partie de nos alliés du *Zollverein* comme répondant aux besoins de l'Union douanière.

Nos traités avec le Japon, la Chine, la Sublime-Porte et le Chili, contribueront à la sûreté et au développement de notre commerce à l'étranger, tandis que l'abolition de l'impôt de Stade et la cessation du péage de la navigation de la Moselle favoriseront nos transactions et avec l'étranger et dans l'intérieur du pays.

La loi qui abolit certains droits de poste a donné à l'échange des lettres des facilités désirables.

La loi concernant les frais des mines garantit à l'industrie indigène des mines un important appui, et il faut s'attendre à voir cette industrie prendre de nouvelles forces et chercher à faire une plus large concurrence à l'industrie étrangère des mines et hauts fourneaux. .

Par la concession des moyens nécessaires à la construction des chemins de fer de Custrin à Berlin et de Kohlfurt et Görlitz à Waldenbourg, ainsi que pour la garantie d'intérêts pour l'établissement d'une voie ferrée de Halle à Heiligenstadt et Cassel, on a rendu possibles, sur la ligne des chemins de fer, des jonctions importantes qui contribueront au commerce général et appelleront au bien-être plusieurs parties du pays qui avaient besoin de nouvelles sources industrielles.

Vous avez approuvé les conventions militaires conclues avec les duchés de Saxe-Cobourg-Gotha, de Saxe-Altenbourg et la principauté de Waldeck, déclarant vous associer en cela aux efforts du Gouvernement à l'effet de suppléer, au moins en partie, au manque d'une constitution militaire fédérale.

L'accord des deux Chambres n'ayant, par contre, pu être obtenu dans le projet de loi sur les passe-ports, il reste à regretter que la réforme que l'on avait en vue soit ainsi soumise à un délai. Toutefois, le Gouvernement de S. M. introduira, par les voies administratives, toutes les facilités possibles répondant aux conditions actuelles du va-et-vient des voyages.

Le Gouvernement de S. M. le Roi doit regretter que les délibérations sur le budget de l'année 1862 n'aient pas conduit à une fixation légale de ce budget. Il croit avoir montré, dès le début même de la session, qu'il était prêt à accueillir toutes les motions de la représentation nationale dont l'exécution lui paraissait possible sans que d'importants intérêts d'État en fussent lésés. A cet effet, le budget pour l'année courante a été présenté par chapitres très spécialisés et on a présenté en même temps le budget de 1863, afin que la fixation de ce dernier pût avoir lieu avant la fin même de la présente année. Par l'abandon de l'impôt additionnel, les charges du pays ont été ramenées à leur limite première et ce déficit dans les recettes de l'État a

surtout été équiparé par d'importantes réductions dans les dépenses militaires.

Le Gouvernement, par contre, n'a pu sanctionner les résolutions de la Chambre des députés en vertu desquelles les frais, déjà dépensés en grande partie, de la réorganisation militaire et autres dépenses absolument indispensables pour l'année courante devraient être radiés. Le Gouvernement ne pourrait, sans violer gravement ses devoirs, se conformer à la résolution de la Chambre et défaire, en cessant de tenir compte des sacrifices considérables faits dans ce but et en affaiblissant la puissance de la Prusse, une réorganisation de la constitution de l'armée opérée sur la base d'approbations précédentes de la représentation nationale.

La Chambre des Seigneurs ayant repoussé, à cause de son insuffisance, le budget de 1862 tel que la Chambre des Députés venait de l'arrêter, le Gouvernement de S. M. le Roi se voit dans la nécessité d'administrer les finances de l'Etat en dehors des bases prévues par la constitution. Il sait pleinement quelle responsabilité résulte pour lui de ce déplorable état de choses; mais il n'ignore pas non plus les devoirs qu'il a à remplir envers le pays, devoirs qui l'autorisent à faire, jusqu'à la fixation du budget par une loi, les dépenses nécessaires au maintien de l'organisation actuelle et au développement de la prospérité du pays; il a en même temps la confiance que ces dépenses obtiendront après coup et en temps voulu l'approbation de la diète.

Le Gouvernement de S. M. le Roi est convaincu qu'un développement avantageux de notre système constitutionnel ne peut avoir lieu qu'autant que chacun des pouvoirs légalement établis fera coïncider avec l'exercice de ses priviléges cette modération que commandent le respect des droits contraires et la nécessité constitutionnelle du libre accord de la couronne avec chacune des deux Chambres. Le Gouvernement de S. M. ne doute pas que, guidé par l'expérience, le développement de notre vie constitutionnelle ne procède par ces voies, et que même les difficultés actuelles ne finissent par s'aplanir sur la base d'égards communs pour la puissance et la dignité de la couronne et le bien de la patrie.

Par Ordre souverain de S. M. le Roi, je déclare close la Session des deux Chambres de la Diète.

Note adressée le 15 octobre 1862, par M. de Bismarek à M. d'U-sedom, envoyé de Prusse près la Diète, touchant les affaires de la Hesse électorale.

Quatre mois après la publication de l'ordonnance de l'Électeur de Hesse du 21 juin passé, ordonnance qui rétablissait la constitution du 5 janvier 1831 et ouvrait la voie tendant à l'aplanissement du conflit constitutionnel, nous apprenons que l'on a convoqué à Cassel pour le 27 c. la diète dont les élections avaient été décrétées le 24 juin. Voici donc venu le moment décisif où il s'agit de fonder dans la Hesse un état de paix réel et durable, le Gouvernement accomplissant d'un autre côté à jamais et sans réserve les concessions qu'il a faites dans l'ordonnance du 21 juin, et les États adoptant d'un autre côté une attitude modérée et conciliante, le moment, partant, de ne plus alimenter ce germe ancien de discorde qui était devenu un danger pour l'Allemagne. Nous avons la ferme espérance que les propositions gouvernementales soumises à la diète répondront pleinement à cette tâche et nous nous attendons également avec confiance à ce que la diète, dans sa composition actuelle fondée en droit et réellement en harmonie avec les besoins du pays, ne refusera pas son assentiment nécessaire aux propositions du Gouvernement tendant à mettre fin au conflit. Quant à notre façon d'envisager les faits qui nous touchent de près dans le pays de notre voisin, nous l'avons souvent exprimée à Votre Exc. dans le cours des délibérations de la diète qui ont amené la résolution du 24 mai, et lors des mesures extraordinaires devenues nécessaires à cette époque. Cette manière de voir repose sur les faits qui ont eu lieu et nous ne pouvons que solidement nous y rattacher, mais notre plus vif désir est que la question constitutionnelle de l'Électorat ne soit plus à l'avenir qu'une question tout intérieure et que nous et l'Allemagne ayions la satisfaction de ne plus connaître le conflit constitutionnel hessois que comme appartenant désormais au passé. Je prie Votre Exc. de s'en expliquer dans ce sens, notamment vis-à-vis de M. l'Envoyé hessois près la Diète.

Signé : BISMARCK.

Note adressée par M. de Bismarck au Ministre des Affaires Étrangères de Cassel.

Berlin, le 24 novembre 1862.

Comme même après la lettre adressée par mon prédécesseur, le 26 septembre, à Votre Excellence, S. A. R. l'Électeur de Hesse n'a pas

jugé à propos de faire des démarches en vue du rétablissement des rapports diplomatiques avec la Prusse, je choisis la voie d'une communication directe par écrit pour porter ce qui suit à la connaissance de Votre Excellence. Dans la dépêche qui vous est connue au représentant de la Prusse auprès de la Diète, le 15 octobre, le gouvernement du Roi exprima le vœu et l'espérance que la réunion des états de la Hesse-Électorale, qui venaient d'être convoqués alors, conduisît, par l'accomplissement de toutes les promesses faites dans l'ordonnance rendue par l'Électeur le 21 juin dernier, et l'attitude modérée des états eux-mêmes, à la solution du conflit constitutionnel. Le Gouvernement du Roi en donna connaissance à ses confédérés allemands, et le cabinet impérial d'Autriche expédia immédiatement à Cassel une dépêche conçue dans un sens tout à fait analogue, tandis que les autres États allemands nous faisaient savoir que sur ce point ils étaient complètement d'accord avec nous. Malheureusement, les faits démontrent que notre conseil, bien intentionné, n'a pas trouvé un accueil semblable en haut lieu à Cassel.

L'assemblée des états, actuellement réunie, a montré toutes les dispositions nécessaires pour terminer cette longue querelle et rétablir une paix durable, mais le Gouvernement électoral n'a pas répondu à ses avances. Les difficultés existantes ont été augmentées par des hésitations et des retards, et il y a toujours danger que le conflit, dont la parole donnée par l'ordonnance électorale du 21 juin dernier faisait positivement espérer la solution, se prolonge indéfiniment. Le Gouvernement du Roi ne peut cependant, dans son propre intérêt, laisser subsister à côté de ses provinces, au milieu de l'Allemagne, un foyer de trouble et d'agitation incessamment renouvelés.

Voilà pourquoi je répète, par la présente lettre, l'invitation pressante que l'on fasse enfin ce qui est nécessaire pour rétablir dans la Hesse-Électorale une situation légale assurée et reconnue par tout le monde, telle que l'exige la résolution fédérale du 29 mai dernier, et que l'on s'entende en ce sens avec les états dans un esprit de véritable conciliation. Si, contre mon espérance, cette invitation n'avait pas d'effet, le Gouvernement du Roi chercherait d'abord le remède par l'intermédiaire de la Confédération germanique. Mais en tant que par cette voie le remède ne pourrait être obtenu aussi rapidement et aussi complètement que le Gouvernement du Roi doit le désirer, c'est l'intention de S. M. le Roi, qui n'a pas changé, depuis le commencement du printemps, de sauvegarder par des moyens propres à la Prusse son intérêt particulier, qui ne diffère pas de l'intérêt de la Hesse-Électorale et de l'Allemagne, et de persister dans cette intention jusqu'à ce que, de concert avec les agnats de S. A. R. l'Électeur, on ait obtenu des

garanties durables contre le retour d'un état de choses aussi fâcheux que celui d'aujourd'hui.

Recevez, etc.

Signé : BISMARCK.

Réponse de M. de Bismarck à la note du 1^{er} décembre¹ de M. Dehn-Rothfelser, chef du cabinet de Hesse Cassel.

Berlin, le 4 décembre 1862.

En réponse à votre lettre du 1^{er} de ce mois, relative aux affaires de la Hesse-Électorale, je me borne à m'en référer simplement à ma lettre du 24 dernier, dont je confirme la teneur, et j'y ajoute volontiers l'expression du vœu que l'espérance du Gouvernement électoral d'arriver à une entente avec la Chambre qui se réunit aujourd'hui, puisse se réaliser.

Agréez, etc.

Signé : BISMARCK.

Discours de la Couronne, prononcé le 14 janvier 1863 par M. de Bismarck, Président du Conseil.

Illustre, nobles et honorés Seigneurs des deux Chambres.

S. M. le roi a daigné me charger de la mission d'ouvrir, en son nom, les Chambres de la monarchie.

Le Gouvernement de Sa Majesté vous exprime le vif désir de voir s'établir dans la présente session une entente durable sur les questions dont la solution est restée en suspens l'année dernière. Ce but pourra être atteint si la représentation nationale se renferme dans les limites des attributions qu'elle tient de la constitution ; si les pouvoirs législatifs, tout en respectant mutuellement leurs droits constitutionnels, se rencontrent dans la tâche commune de développer la puissance et la prospérité de la patrie.

La fixation du budget de l'État est satisfaisante, et les recettes de l'année dernière ont couvert les dépenses ordinaires et extraordinaires de cet exercice, de telle sorte que le déficit prévu pour 1862 ne se produira point.

En l'absence d'un budget légalement arrêté pour 1862, le Gouvernement a pris la tâche d'introduire la plus grande économie possible dans l'administration, tout en faisant face aux dépenses indispensables sans lesquelles les services publics seraient restés en souffrance. Dès que les comptes de cet exercice seront clos, le Gouvernement soumettra à votre approbation un projet de loi sur les recettes et dépenses de l'année qui vient de finir.

1. Voir ci-dessus, page 448.

Le budget de 1863, qui vous sera présenté de nouveau, accuse une diminution considérable du déficit qu'il présentait lorsqu'il vous a été soumis l'année dernière. Il est permis d'espérer que ce déficit lui-même sera comblé, comme l'année précédente, par la plus-value des recettes.

Le budget de 1864 vous sera aussi prochainement soumis.

La loi sur la peréquation de l'impôt foncier a reçu un commencement d'exécution. Les évaluations cadastrales sont achevées dans la moitié de la monarchie.

Le Gouvernement de Sa Majesté, voulant remplir la promesse qu'il vous a faite, vous présentera un projet de loi portant modification de la loi du 3 septembre 1814 sur le service militaire. Il se plaît à espérer que la réorganisation de l'armée, dont il a cru devoir ordonner le maintien dans l'intérêt de notre puissance en Europe, deviendra chose définitive par le vote des dépenses qu'elle exige.

Le cinquantième anniversaire de l'appel adressé par feu le roi Frédéric-Guillaume III à son peuple pour la défense de la patrie nous invite à nous rappeler ceux des survivants de cette glorieuse époque qui se trouvent dans l'indigence. Des projets de lois vous seront soumis dans le but de leur venir en aide.

Le développement de la marine militaire est l'un des besoins urgents du pays; le Gouvernement vous demandera les crédits nécessaires.

La récolte a été bonne, et le pays se trouverait dans un état de bien-être matériel parfaitement satisfaisant, si certaines branches de l'industrie n'avaient à se ressentir du contre-coup de la crise américaine.

L'industrie et le commerce se voient obligés à renoncer, pour le moment, aux avantages que leur faisaient entrevoir les traités de commerce conclus avec la France; mais le Gouvernement de Sa Majesté a la résolution ferme et inébranlable de ne pas les priver de ces avantages au delà de l'époque où les engagements, qui s'opposent encore à la mise à exécution de ces traités, viendront à expirer.

(Le Discours de la Couronne traite ici quelques questions d'un intérêt local concernant les chemins de fer, les travaux d'endiguement et de dessèchement, ainsi que les réformes judiciaires législatives et administratives dont s'occupe le gouvernement.)

Les relations du Gouvernement de Sa Majesté avec les puissances étrangères sont en général satisfaisantes.

Les efforts persévérandts du Gouvernement royal sont parvenus à faire prévaloir auprès du Gouvernement électoral de Hesse et des autres Cabinets allemands sa manière de voir dans la question hessoise, et à ouvrir ainsi à l'Électorat la perspective d'un développement régulier de sa vie constitutionnelle, perspective que les plus récentes nouvelles de Cassel ne pourront troubler que passagèrement.

Comme suite des Notes identiques adressées au mois de février dernier par un certain nombre de Gouvernements allemands au Cabinet royal, ces mêmes Gouvernements ont soumis à l'Assemblée fédérale des propositions qui, moins par leur teneur que par l'interprétation qu'elles donnent aux Traité s fédéraux, ont acquis une importance grave au point de vue de la situation de la Prusse vis-à-vis de la Diète. Le Gouvernement royal est persuadé, lui aussi, que le pacte fédéral de 1815 ne répond plus aux besoins du temps présent. Cependant il se fait un devoir d'en observer consciencieusement les stipulations, et il est décidé à regarder comme une condition essentielle du maintien des Traité s fédéraux la plus stricte réciprocité dans l'accomplissement de ce devoir.

Dans la part qu'il prendra à vos délibérations, le Gouvernement de Sa Majesté sera guidé par le désir sincère d'établir entre lui et les deux Chambres cet accord qui est indispensable à la prospérité morale et matérielle de la nation.

Notre dévouement pour le bien du pays et pour l'honneur de la Couronne promet à notre commune activité les plus heureux résultats.

Au nom du Roi, je déclare ouverte la session des Chambres.

Adresse de la Chambre des Députés du 29 janvier 1863.

Très-auguste, très-puissant Roi,
Très-gracieux Roi et Maitre,

Votre Majesté Royale a convoqué de nouveau les deux Chambres de la Diète. La Chambre des Députés a répondu à cet appel, pénétrée qu'elle est de la volonté sérieuse de témoigner derechef de son inviolable fidélité à la Couronne, de sa sollicitude la plus consciencieuse pour le maintien de la Constitution. Elle ne se dissimule pas qu'elle inaugure ses travaux sous de sombres auspices. Mais c'est précisément pour cela qu'elle a plus conscience de son obligation d'exposer à Votre Majesté la situation du pays, avec autant de franchise que de vénération.

La dernière session a été close avant que le budget pour l'année 1862 eût été fixé comme le prescrit la Constitution. Le budget pour 1863, au sujet duquel il eût fallu s'entendre avant l'expiration de l'année dernière, a été retiré. L'invitation faite au Gouvernement de Votre Majesté de présenter ce budget de nouveau et à temps, est restée sans résultat.

Depuis, les Ministres nommés par Votre Majesté ont continué à gérer l'administration contrairement à la Constitution, sans budget

légal; ils ont même, en dépit d'une déclaration précise de la Chambre des Députés, effectué des dépenses qui avaient été définitivement et expressément déclinées par des résolutions de la Chambre.

Il y a donc eu atteinte portée au premier droit de la représentation nationale, celui de voter les dépenses, droit qui est la base de la vie constitutionnelle en général, que confèrent, en conséquence, tous les régimes constitutionnels existants, et qui, jusqu'ici, avait été exercé sans être jamais méconnu par le Gouvernement. Le pays a vu avec effroi tous les bénéfices de notre développement politique progressif remis en question. Il s'est rangé du côté de ses représentants.

Une infime minorité seulement, depuis longtemps étrangère à la nation, a porté jusqu'aux degrés du trône, avec l'appui des Ministres de Votre Majesté, les plus grossières calomnies contre l'un des pouvoirs législatifs, et a bien osé embrouiller les notions sur l'étendue et l'importance de droits constitutionnels clairement définis.

Il s'est produit simultanément des abus multiples de pouvoir gouvernemental, comme dans les lugubres années qui ont précédé la régence de Votre Majesté. Des fonctionnaires fidèles à la Constitution, surtout quand ils étaient en même temps députés, ont été l'objet de mesures oppressives. La presse a été persécutée partout où elle a pris ouvertement fait et cause pour le droit. On a tenté d'empêcher, au moyen d'ordres illégaux, provenant de chefs militaires et contraires aux règlements de service, l'exercice, par des membres de la *Landwehr* non appelés sous les drapeaux, de droits politiques incontestables.

Très-auguste, très-puissant Roi,
Très-gracieux Roi et Maître,

Votre Majesté Royale a daigné déclarer récemment que personne n'avait le droit de douter de votre volonté souveraine de maintenir et de protéger la Constitution jurée. De fait, personne n'ose concevoir un pareil soupçon. Mais que Votre Majesté nous permette de le dire ouvertement, *la Constitution est violée dès à présent par les Ministres!* L'article 99 n'est plus une vérité. Le pays est affligé d'un mal grave : d'un Gouvernement sans budget! Et la nouvelle session a commencé sans que des démarches conciliantes de la part du Gouvernement permettent d'espérer qu'il sera possible de rétablir l'administration normale des finances et de replacer l'organisation de l'armée sur des bases légales.

Les pays étrangers voient avec étonnement se prolonger un conflit qui porte de jour en jour une atteinte plus grave à la considération dont est entouré le nom prussien, et qui menace d'enlever la meilleure part de son autorité à la voix du Gouvernement dans le conseil des peuples. Ils savent bien que son devoir et sa conscience obligent la

représentation nationale prussienne à sauvegarder, sans empiétement mais aussi sans restrictions dans un sens quelconque, les droits que la Constitution lui défère, et que la perspective de complications à l'extérieur n'est pas le moyen de faire cesser nos dissensitiments à l'intérieur. Ils savent que la Prusse ne recouvrera son influence en Allemagne, et partant sa force, que si elle rétablit d'abord l'ordre constitutionnel dans le pays, pour exhorter ensuite le peuple allemand et ses représentations à coopérer à l'unification politique de la grande patrie.

Dans ces circonstances pénibles, le peuple prussien, qui a fait ses preuves dans mainte occasion dangereuse et qu'aucun autre ne surpasse en fidélité et en persévérance, ne renonce pourtant pas à l'espoir que la sagesse de Votre Majesté saura distinguer entre la voix honnête de ses représentants légaux et le conseil des hommes qui, dans la lutte des partis, cherchent à couvrir et à appuyer de l'auguste nom de Votre Majesté leurs tendances impuissantes par elles-mêmes.

Sire, notre position comme représentants du pays nous impose l'impérieux devoir de déclarer solennellement que la paix intérieure et la force du pays vis-à-vis de l'étranger, ne peuvent être rendues à la Prusse que par le retour à une vie constitutionnelle. Nous restons avec la plus profonde vénération,

De Votre Majesté Royale, la très-humble et très-obéissante

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Par lettre du 30 janvier adressée par M. de Bismarck-Schoenhausen au Président de la Chambre des Députés, celui-ci a été avisé que le Roi refusait de recevoir l'Adresse des mains d'une députation de la Chambre, et que celle-ci eut à s'enquérir d'un autre moyen de transmission. Sur la proposition du Président, la Chambre a décidé d'envoyer directement l'Adresse à Sa Majesté, accompagnée d'une lettre d'envoi du Président de la Chambre. Le Roi, après avoir reçu l'Adresse de cette façon, y a répondu comme suit :

**Réponse du Roi à l'Adresse de la Chambre des Députés
en date du 6 février 1862.**

J'ai reçu l'Adresse que la Chambre des Députés a décidé, le 29 janvier, de me faire parvenir. Son contenu, aussi bien que la voie par laquelle elle m'est parvenue, me font supposer que la Chambre tient à connaître mon avis personnel. J'adresse donc sans intermédiaire des ministres ma parole royale à la Chambre des Députés.

L'Adresse manifeste une profonde opposition dans l'attitude de la Chambre vis-à-vis de mon Gouvernement. Elle accuse mes ministres d'avoir, après la clôture de la dernière session de la Diète, continué

l'administration publique sans budget légal, d'avoir même ordonné des dépenses expressément rejetées par les résolutions de la Chambre et de s'être par là rendus coupables d'une violation de l'art. 99 de la Constitution. A la vérité, la Chambre a exclu, avec raison, tout doute à l'égard de ma sérieuse et conscientieuse volonté de maintenir la Constitution du pays; mais elle a cité des mesures de mon gouvernement prises avec mon approbation, comme des actes de nature à fonder une plainte de violation de la Constitution. Je n'aurais pas autorisé ces mesures, si j'avais pu y voir une violation de la Constitution, et je repousse avec pleine conviction, comme non fondée, l'accusation portée contre mon Gouvernement.

La Chambre des Députés avait usé de son droit constitutionnel de coopérer à la fixation du budget d'une façon telle qu'il était impossible à mon Gouvernement, comme il l'a déclaré sans réserve à plusieurs reprises, d'accorder son assentiment aux résolutions inexécutables de la Chambre. Exerçant son droit également constitutionnel, la Chambre des Seigneurs avait rejeté le budget pour 1861 modifié par la Chambre.

La fraction de ce budget selon la Constitution ayant donc été impossible pendant la session dernière, et la Constitution ne contenant pas de dispositions pour un tel cas, il est inconcevable que la Chambre des Députés voie une violation de la Constitution dans ce que mon Gouvernement a continué d'administrer le pays sans budget légalement arrêté. Je suis plutôt forcé de dire que la Chambre outre-passe ses attributions constitutionnelles quand elle considère comme une règle définitive pour mon Gouvernement ses résolutions à elle seule sur le vote ou le refus de crédits.

L'Adresse désigne le droit de voter les dépenses comme le droit suprême de la représentation populaire. Moi aussi, je reconnais ce droit, et je le respecterai. Je le sauvegarderai en tant qu'il s'appuie sur la Constitution. Mais je ferai observer à la Chambre que, selon la Constitution, les membres des deux Chambres de la Diète représentent le peuple tout entier, et que le budget ne peut être fixé que par une loi, c'est-à-dire par une résolution conforme, par moi sanctionnée, des deux Chambres de la Diète. Un tel accord n'ayant pu être obtenu, c'était le devoir du Gouvernement de continuer sans interruption à administrer jusqu'à ce qu'on y arrivât. En ne le faisant pas, il eût agi d'une façon injustifiable.

Quand l'Adresse prétend que la nouvelle session a commencé sans que mon Gouvernement, par quelque avance réelle, ait seulement ouvert la perspective de revenir à un maniement réglé des finances et d'appuyer sur des bases légales les institutions militaires, cela m'étonne au plus haut degré. Car elle passe entièrement sous silence

que, dans le discours d'ouverture de la Diète générale de la monarchie, sont annoncés les budgets de 1863 et 1864, un projet de loi supplémentaire à celle du 3 septembre 1814 sur l'obligation du service militaire, et, en outre, pour être soumis à l'approbation ultérieure de la Chambre, les comptes des recettes et des dépenses de 1862, présentations qui auront lieu à l'époque indiquée par mon ministre des finances. Comment donc la Chambre peut-elle refuser de reconnaître que mon Gouvernement s'efforce de rétablir le plus tôt possible sur une base légale l'administration financière de l'État ?

Quand, à l'occasion du conflit, plusieurs corporations et les habitants de beaucoup de cercles du pays m'ont présenté des Adresses où les signataires m'exprimaient leur dévouement personnel et leur adhésion aux mesures de mon Gouvernement, j'ai été désagréablement frappé de les voir représentés par l'Adresse de la Chambre comme une petite minorité devenue depuis longtemps étrangère à la nation. J'ai reçu avec plaisir ces manifestations de toutes les classes de mes fidèles sujets, et je suis d'autant plus forcé de repousser comme injuste le reproche à ceux qui y ont pris part d'être inférieurs à d'autres en fidélité et en dévouement à leur patrie prussienne, que la Chambre des Députés ne peut ignorer ce que j'ai répondu à ces Adresses et comme j'ai personnellement exprimé ma reconnaissance.

La Chambre s'est plainte aussi d'un abus du pouvoir gouvernemental, et a cité à l'appui les mesures de mon Gouvernement contre quelques fonctionnaires et hommes de la landwehr et contre la presse. Mais les attributions légales des autorités dans l'exercice de la discipline n'ayant pas été franchies, ce que, du reste, on n'a pas prétendu, et nos tribunaux seuls ayant à prononcer sur les écarts commis par la presse, la représentation du peuple n'avait pas de motifs suffisants de s'occuper des faits mentionnés et d'en faire un objet de grief.

La Chambre des Députés aura à reconnaître les limites imposées par la Constitution aux différents pouvoirs ; car ce n'est que sur cette base qu'une entente est possible au sujet des terrains sur lesquels le concours de mon Gouvernement avec la représentation nationale est nécessaire. Je déplore profondément l'opposition de vues qui s'est développée au sujet de la fixation du budget. Mais une entente sur le budget ne peut être atteinte par le sacrifice des droits constitutionnels de la Couronne et de la Chambre des Seigneurs ; le droit de vote et de refus des dépenses ne peut être, contrairement à la Constitution, transféré exclusivement à la Chambre des Députés. C'est mon devoir de souverain de conserver intacts les pouvoirs constitutionnels de la Couronne, à moi transmis par héritage, parce que j'y vois une condition nécessaire du maintien de la paix intérieure, de la

prospérité du pays et de la considération de la Prusse dans sa position européenne.

Après que, depuis un an, par une diminution de près de 4 millions dans les charges imposées au peuple et par mon acquiescement empressé aux vœux réalisables par la représentation nationale, j'ai prouvé que j'ai réellement à cœur de faire cesser l'opposition que les mesures de mon Gouvernement ont rencontrée dans l'ensemble et dans les détails, je compte que la Chambre des Députés ne laissera plus passer inaperçus ces témoignages de bonne volonté, et je l'invite à accueillir à son tour mes intentions paternelles de telle façon que soit rendue possible l'œuvre de bonne entente qui est un besoin pour mon cœur, pour mon cœur dont l'unique désir est de développer la prospérité du peuple prussien et de conserver au pays la position que lui assigne une glorieuse histoire, grâce au fidèle accord du Roi avec le peuple.

Signé GUILLAUME.

**Adresse de la Chambre des Seigneurs au Roi
votée le 5 février 1865.**

Très-illustre, très-puissant Roi ! Très-gracieux Roi et Seigneur !

La Chambre des Seigneurs croit de son devoir de ne porter à Votre Majesté l'expression immédiate de ses sentiments que dans les moments particulièrement graves de la vie publique. Nous sommes convaincus que le moment actuel est de ceux qui nous permettent de faire usage de ce privilége avec le plus profond respect. Nous nous approchons donc de Votre Majesté avec la conscience de la fidélité la plus invariable, puisque, plus la solution de mainte question intérieure paraît difficile, plus nous reconnaissions le devoir de nous rallier avec un dévouement patriotique autour de Votre Majesté Royale.

Les pouvoirs appelés à coopérer à la législation se trouvent dans un conflit qui est né pendant que chacun d'eux faisait usage du droit que la constitution lui reconnaît formellement. Incontestablement l'art. 62 autorise la Chambre des Députés à refuser toute dépense, même la plus indispensable, qui est proposée dans le projet du budget que le Gouvernement doit soumettre aux deux Chambres de la Diète. Incontestablement la Chambre des Seigneurs a le droit de régler tout le projet.

Il est incontestable que, sans le libre assentiment de la Couronne, aucun projet ne peut acquérir force de loi, par conséquent, pas même le budget, que la Constitution suppose de voir toujours acquérir force de loi. Mais nulle part la Constitution ne dit qui doit céder quand il

s'élève un dissensément entre la Couronne et l'une ou les deux Chambres ou entre les deux Chambres elles-mêmes, bien que d'après l'article 83 de la Constitution, ce ne soit pas une seule d'entre elles, mais toutes les deux qui représentent tout le peuple.

Dans d'autres États constitutionnels, la nécessité de fait de céder résulte dans ces cas pour la Couronne de la circonstance qu'elle est privée immédiatement ou dans un court délai du droit légal de percevoir les impôts nécessaires pour continuer l'administration. La constitution prussienne réserve expressément et incontestablement par l'article 109 ce droit à la Couronne. Nous doutons, quand nous nous rappelons les débats qui ont eu lieu lors de la révision de la Constitution, que sans cette disposition la Constitution eût jamais acquis force de loi.

Il n'y a donc aucune disposition dans l'Acte constitutionnel sur laquelle puisse se fonder l'une ou l'autre partie en vue de la solution de ce conflit. Mais il est un mot que la langue allemande possède seule, qui attribue au souverain du pays le titre aussi de père du pays (*Landesvater*), et ce mot rappelle aux citoyens que, tout en exerçant leurs droits avec indépendance, ils doivent respecter en même temps dans le Souverain l'autorité paternelle. Nous avons conscience d'avoir accompli ce devoir.

Très-gracieux Roi et Seigneur ! lorsque nous nous approchâmes du trône de Votre Majesté après votre avénement, nous avons exprimé notre conviction que dans un État fondé sur le droit, la société du droit formait la première des conditions que dans un peuple dont la vie intellectuelle s'était développée et était arrivée à une haute activité sous la bénédiction de la croyance chrétienne, la protection du droit était la première et la plus belle mission du Roi par la grâce de Dieu, que sa main devait garder le bien et le droit de tous dans toutes les classes de la population.

Nous avons tenu ferme à cette conviction, et elle subsiste en entier. Voilà pourquoi nous ne repoussons au loin la pensée que la Couronne doive user de son pouvoir de fait pour briser le droit. Nous savons que ce n'est pas là l'opinion du Gouvernement de Votre Majesté Royale. Nous ne voyons pas non plus que la situation soit telle que, pour la conservation du trône ou de la sûreté légale des citoyens, il faille recourir au droit de défense légitime qui appartient aux Rois aussi bien qu'aux plus humbles de leurs sujets.

Mais nous prions Dieu et espérons avec lui qu'il voudra diriger les coeurs de votre peuple, afin que tous les amis sincères de la monarchie, — qui doit toujours assurer au peuple une coopération entière et indépendante à la formation légale de ses institutions, de même qu'une administration libre de ses propres affaires dans les cercles des coopérations plus restreintes, — si même ils sont divisés sur d'autres points,

soient toujours d'accord sur celui-ci : que l'action sur les destinées de la patrie doit être placée aux mains de ceux qui reconnaissent comme première condition pour la prospérité de la Prusse une royauté solide.

Nous espérons que la conviction se propagera de plus en plus : que la modération dans l'usage des droits politiques accordés par la Constitution, ainsi que le respect et la sûreté du droit, en quelque lieu qu'il se trouve, de la part du Gouvernement comme de la Représentation nationale, peuvent seuls assurer l'harmonie des pouvoirs publics nécessaire pour éviter les deux dangers de l'anarchie et de l'absolutisme.

Votre Majesté Royale a reconnu que jusqu'au moment où cette harmonie pourra être réalisée, il s'agit avant tout de sauvegarder dans les limites de la Constitution et des lois les droits de la Couronne, de maintenir la force défensive de la Prusse, et enfin d'assurer le cours de l'administration publique dans cette tâche difficile, mais irrécusable ; nous soutiendrons le Gouvernement de Votre Majesté de toutes nos forces.

Nous prions Dieu qu'il veuille donner à Votre Majesté Royale la force de tenir haut le sceptre d'une main sage, comme la bannière sur laquelle tous ceux qui veulent maintenir la sûreté et le droit sous la protection de la vraie royauté, porteront leurs regards dans les fluctuations de la lutte, autour de laquelle ils se rallieront en oubliant momentanément leurs divergences sur des questions particulières avec courage et la confiance qu'avec l'aide de Dieu la crise actuelle, et tout État puissant est obligé d'en subir de semblables, ne servira qu'au bien de la patrie.

Nous sommes avec la plus profonde vénération, de Votre Majesté Royale, la très-humble et très-obéissante Chambre des Seigneurs.

Cette adresse a été adoptée à l'unanimité par les 96 membres présents qui ont pris part à la discussion. La Chambre des seigneurs se compose de 242 membres.

**Réponse du Roi à la députation de la Chambre des Seigneurs,
lors de la remise de l'Adresse du 9 février.**

« Cela me fait du bien au cœur de trouver dans la loyale Adresse de la Chambre des Seigneurs, dont vous m'avez donné lecture, plein accord avec mes sentiments.

« Je reconnais avec vous dans la sécurité du droit et son égale protection pour tous, la base de l'État et de tous les rapports publics, et je considérerai toujours comme mon premier et mon plus saint devoir

de sauvegarder le droit, sans préjudice du progrès toujours croissant d'après les besoins de l'État.

« Si cette base est maintenue de tous les côtés dans l'opposition de vues qui a éclaté entre les facteurs de la législation, je puis espérer que la crise à laquelle fait allusion la fin de voire Adresse, trouvera sa solution pour le bien de la patrie et favorisera en même temps l'entente relativement aux voies par lesquelles notre existence constitutionnelle peut progresser par un développement régulier et prospère. C'est à ce but que tendra mon Gouvernement, et persistant avec fermeté dans le point de vue défendu par lui, mais restant accessible à tout rapprochement conciliant qui ne perde pas de vue la position de la Prusse comme puissance.

« Je remercie la Chambre des Seigneurs de l'appui qu'elle a accordé à mon Gouvernement, et du dévouement et de la confiance dont elle a voulu me donner un témoignage par son Adresse. »

SUÈDE ET NORVÉGE.

Discours prononcé par le Roi à Christiania, à l'ouverture de la session du Storthing, le 6 octobre 1862.

Messieurs et hommes de la Norvège,

En vous voyant de nouveau réunis autour de moi pour délibérer sur les affaires de la patrie, je me conforme à la volonté de la loi fondamentale en vous signalant sommairement les objets sur lesquels j'appelle votre attention.

Dans la plus grande partie du pays, les mauvaises récoltes des trois dernières années, ainsi que les circonstances défavorables à plusieurs sources alimentaires, ont exercé une pression passagère sur notre situation économique, et par suite l'état ordinaire de la caisse publique a éprouvé une diminution. Pour ces motifs, j'ai fait rédiger le budget pour les trois années suivantes avec la plus grande économie que j'ai trouvée compatible avec la sollicitude nécessaire pour le progrès régulier.

Le projet qui vous sera soumis constatera qu'il ne sera point nécessaire de créer de nouvelles charges ni d'augmenter les autres pour couvrir les dépenses.

Au nombre des projets de loi qui vous seront présentés, il en est un qui concerne une question dont le Storthing aussi bien que le

Gouvernement s'occupe depuis longtemps, à savoir : la procédure criminelle.

Aujourd'hui, la question est assez mûre pour que le Storthing puisse prendre une décision sur les matériaux préparés. La décision que recommande le projet de loi qui vous est soumis tend, non pas à abroger, mais à améliorer notre système judiciaire. Je ne puis conseiller l'abandon d'un système qui s'est développé naturellement et conforme à l'état du pays, et qui, aujourd'hui encore, bien que depuis longtemps il n'ait pas subi des améliorations radicales, peut suffire à assurer l'efficacité des lois pénales ainsi qu'à protéger l'innocence.

L'introduction du Jury, abstraction faite de sa valeur, me fait craindre que les raisons locales, dans une grande partie du royaume, ne semblent pas admettre une procédure fondée sur ce système, et que cet état de choses n'exige de grands sacrifices en temps et en argent de la part du Trésor et des particuliers. Mais après avoir énoncé ma conviction personnelle, j'ajoute que, sous plusieurs rapports, il importe que la question soit décidée dans la session actuelle, et je désire me trouver d'accord, à cet égard, avec la représentation nationale.

Après avoir annoncé une loi sur l'administration forestière, le Roi continue :

Il vous sera soumis un projet de loi tendant à obtenir le contingent nécessaire de l'armée en cas de guerre et à améliorer les qualités de celle-ci, en employant la conscription au lieu des engagements volontaires. Je crois ces deux mesures indispensables pour donner à l'armée toute sa valeur et la mettre à même d'être à la hauteur des sacrifices que le peuple fait pour elle.

Par suite de ces mesures, je ne demande point de nouvelles ressources ni la prolongation du service en temps de paix ; je ne propose que ce dont d'autres peuples qui ont fondé leur défense sur le système de la conscription, ont depuis longtemps reconnu la nécessité.

J'espère, avec assurance, que le Storthing puisera cette conviction dans les documents qui accompagnent le projet de loi.

Depuis la dernière session, la question de la révision de l'Acte d'union entre la Norvège et la Suède a fait l'objet de délibérations. J'ai exprimé mes vues relativement à cette affaire dans la déclaration consignée au procès-verbal de la séance du 18 février du Conseil d'État suédo-norvégien, lequel procès-verbal sera communiqué au Storthing en même temps que les autres documents qui se rattachent à cette question.

Je me réfère aussi à cette déclaration, parce qu'elle est l'expression de ma sollicitude pour l'union aussi bien que pour l'autonomie de chacun des deux royaumes. J'y ai également énoncé l'espoir que les

représentations des deux royaumes appuieront mes efforts pour mener cette affaire à bonne fin. J'exprime de nouveau cet espoir pour la session actuelle du Storthing norvégien.

Je continue à recevoir les témoignages les plus satisfaisants des sentiments bienveillants de toutes les Puissances étrangères.

En déclarant ouvertes les délibérations du Storthing de Norvège, j'implore la Providence afin qu'elle dirige et bénisse vos travaux et je vous assure de toute ma grâce et de ma bienveillance royale.

**Discours prononcé par le roi Charles XV à l'ouverture
de la Diète suédoise, le 15 octobre 1862.**

Messieurs,

En vous voyant de nouveau assemblés pour délibérer sur les mesures propres à assurer le bien public, je vous salue avec la satisfaction que m'inspire toujours votre présence.

Mes relations avec les Puissances étrangères continuent à porter cette empreinte d'amitié et de confiance que je tiens à cœur de maintenir intacte.

A la suite des désirs que, lors de votre dernière réunion, vous m'avez exprimés à l'égard d'une régularisation des rapports entre la Suède et la Norvège, j'ai énoncé, dans un conseil où se trouvaient réunis les Ministres des deux royaumes, mon opinion qu'une révision du pacte d'union est réclamée également par l'intérêt bien entendu des deux nations, et mon espoir que les deux représentations uniront leurs efforts aux miens pour une heureuse solution de cette affaire. Je vous renouvelle, Messieurs, l'expression de cette opinion et de cette espérance.

Nous sommes tous convaincus que les formes de la représentation de la nation suédoise sont essentiellement défectueuses. L'époque actuelle nous offrant les bienfaits de la sécurité à l'extérieur et du calme à l'intérieur, paraît particulièrement propice pour prendre en sérieuse considération ces imperfections qui entravent la corrélation vivace entre le Gouvernement et le peuple, dont l'existence importe tant à l'un comme à l'autre.

Une représentation spéciale de l'Église suédoise, se vouant exclusivement à la mission sacrée qui lui est dévolue, semble hautement réclamée. J'ai l'intention de vous soumettre un projet de loi pour des synodes ecclésiastiques.

Les lois communales qui viennent d'être promulguées nous auto-

risent à nourrir l'espoir d'un avenir prospère pour le peuple et pour le pays.

En conformité des projets que vous m'avez soumis lors de la dernière Diète, j'ai sanctionné une nouvelle loi concernant les faillites, ainsi que d'autres ordonnances relatives au règlement des affaires de crédit.

Je vous ferai communiquer le projet d'un nouveau Code pénal, et je fais préparer dans les voies constitutionnelles, afin de vous être ensuite soumis, un projet de nouveau Code maritime, l'ancien Code ayant paru réclamer indispensablement une révision.

Des comités, composés de personnes compétentes, ont été formés pour examiner l'état de nos moyens de défense, ainsi que les améliorations qu'ils exigent. Le formidable développement des armements dans d'autres pays nous imposera de grands sacrifices.

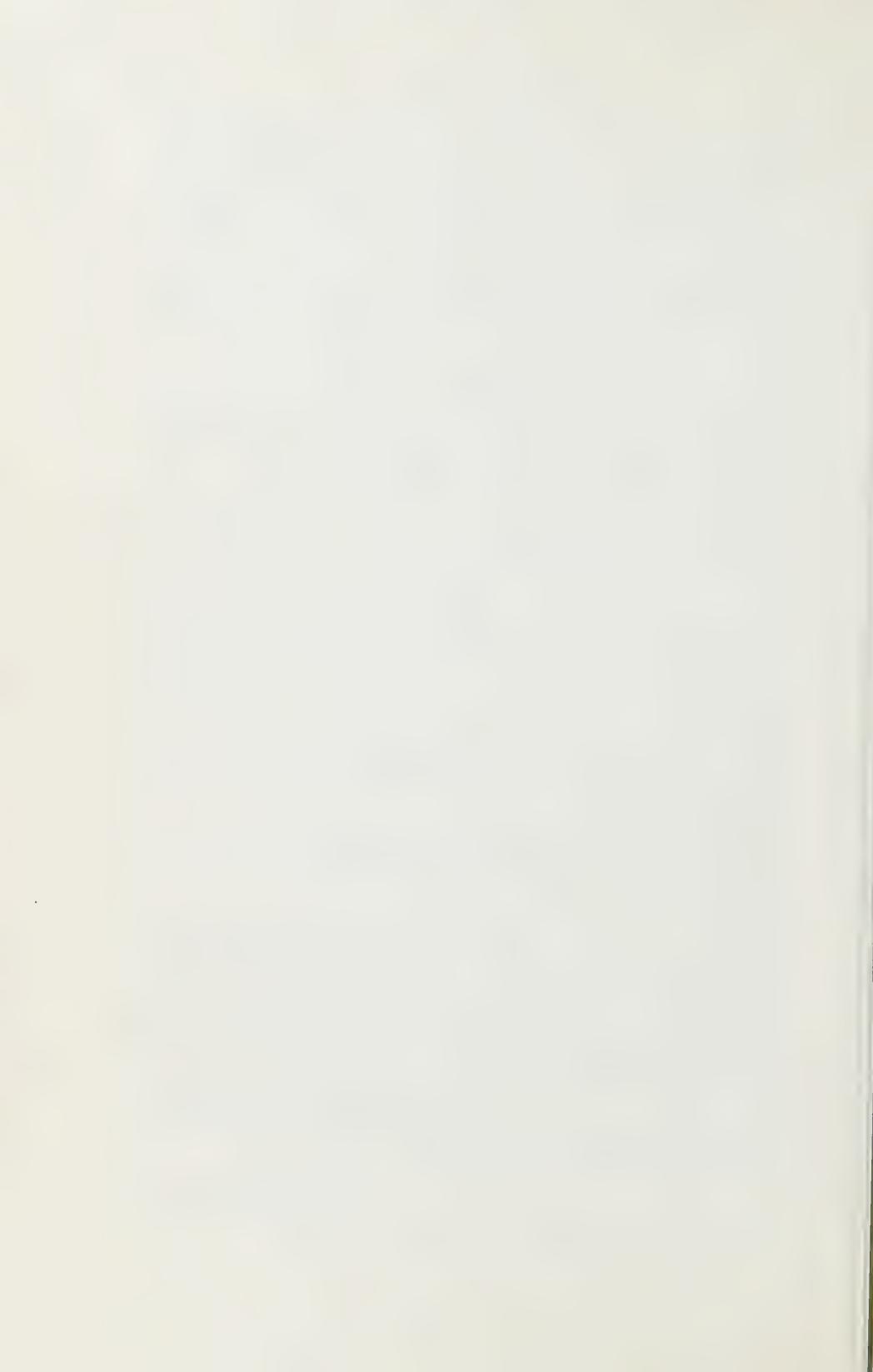
Le progrès incessant de la société dans toutes ses branches fait naître constamment de nouvelles exigences auxquelles vous serez appelés à satisfaire. J'ai jugé qu'elles devaient rester circonscrites dans la limite qu'admettent les ressources dont, sans devoir recourir à de nouveaux impôts, vous pouvez disposer. Le projet de budget que je vous ferai remettre vous prouvera qu'en sus des sommes réclamées pour les affaires les plus essentielles vous aurez la faculté de pouvoir consacrer des excédants considérables, tant à d'autres objets d'utilité publique qu'aux moyens d'assurer une construction rapidement croissante des chemins de fer.

Ceux qui ont déjà été achevés et qui réunissent les deux mers qui nous environnent vont ouvrir de riches sources pour l'augmentation du bien-être général.

L'abondance des moissons maintenant récoltées doit nous inspirer une vive gratitude envers la divine Providence, qui de même a daigné ces derniers temps épargner à la patrie des épreuves généralement affligeantes.

L'affluence toujours croissante de la jeunesse aux écoles publiques, nous promet les fruits du progrès des lumières répandues dans toutes les classes de la société; tandis que les bras qui volontairement se vouent à la défense de la patrie prouvent, à notre satisfaction, qu'au milieu de tous les bienfaits de la paix, veille encore, comme jadis, l'amour de l'indépendance de la Suède.

En appelant sur vos travaux la protection du Tout-Puissant, je prononce l'ouverture de la présente Diète, et je vous renouvelle, Messieurs, l'assurance de ma bienveillance et de mon affection.



TABLES DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME DE LA TROISIÈME ANNÉE.

(1863)

I. TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

	Pages.
(a) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc.....	479
(b) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémorandums, etc., etc.....	480

II. TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) Traités, Conventions, Protocoles, Déclarations, etc., etc	491
(d) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémorandums, etc., etc	493

I

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

(a) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

	Pages.
Octobre.. 13. Autriche, Russie. Déclaration, échangée au sujet de la réciprocité à établir pour la répression des crimes commis sur le territoire de l'un des deux États contre la sûreté de l'autre.....	345
— 27. Italie, San-Salvador. Traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Turin.....	5
	1861
Mars.... 9. France, Pérou. Traité de commerce et de navigation.....	347
Novembre 25. France, Poste de la Tour et Taxis. Convention de poste.....	17
	1862
Janvier... 7. Espagne, France. Convention consulaire.....	30
Février... 3. Russie, Turquie. Traité de commerce.....	364
— 15. Espagne, France. Convention relative au règlement définitif de la dette de l'Espagne envers la France.....	43
— 15. France, Espagne. Convention relative aux séquestres et prises maritimes opérées en 1823 et 1824.....	44
Avril.... 14. Espagne, France. Traité de délimitation.....	46

1862

Pages.

Avril....	30. France, Grande-Bretagne. Convention pour régulariser la situation des compagnies commerciales industrielles et financières dans les États respectifs.....	54
Mai.....	7. France, Italie. Convention relative aux chemins de fer.....	55
	— 22. Autriche, Turquie. Traité de commerce et de navigation.....	63
Juin.....	29. France, Italie. Convention pour la garantie de la propriété littéraire et artistique.....	70
Juillet....	23. Belgique, Grande-Bretagne. Traité de commerce et de navigation, avec annexes.....	75
	— 26. France, Italie. Convention consulaire.....	87
Août....	2. France, Prusse. Protocole particulier de signature des Traités paraphés le 29 mars.....	105
Septembre.	8. Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie, Turquie. Protocole sur l'affaire le Serbie signé par les membres de la Conférence.....	244
Novembre	22. Pays-Bas, Suisse. Traité d'amitié, de commerce et d'établissement.....	370
Décembre.	8. France, Suisse. Traité au sujet de la vallée des Dappes.....	372

1863

Janvier..	15. Danemark, Grande-Bretagne. Contrat de mariage du prince de Galles et de la princesse Alexandra.....	374
-----------	--	-----

(b) CORRESPONDANCES, DÉPÉCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1862

Janvier..	10. France. Note de M. Mercier, ministre de France à Washington, à M. W. Seward, secrétaire d'État, au sujet des moyens de faciliter le commerce français à la Nouvelle-Orléans et les autres ports du Sud.....	261
	— 10. États-Unis. Réponse préliminaire de M. Seward à la note de M. Mercier du même jour au sujet des facilités à accorder au commerce français dans les ports du Sud.....	262
	— 12. France. Ultimatum des plénipotentiaires français au Mexique.....	302
Février..	10. États-Unis. Réponse de M. Seward à la note de M. Mercier du 10 janvier, au sujet des facilités à accorder au commerce français dans les ports du Sud, annonçant au ministre de France la prise prochaine de mesures efficaces.....	263
	— 11. France. Dépêche de M. Mercier, ministre de France à Washington à M. Thouvenel rendant compte des assurances données par lui au gouvernement de l'Union que la France ne se hâtera pas de reconnaître le Sud..	261
	— 26. France. Dépêche de M. Barrot, ministre de France à Madrid à M. Thouvenel, portant que le cabinet de Madrid désapprove la marche suivie par les commissaires alliés au Mexique.....	316
	— 27. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier ministre de France à Washington, énonçant le vœu d'un prompt terme de la lutte aux États-Unis, aussi bien dans l'intérêt de ceux-ci que dans celui des neutres et invitant le cabinet de Washington à prendre l'initiative d'une solution pacifique.....	263
	— 28. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, l'autorisant à atténuer son ultimatum, présenté au nom de la France. 304	
Mars....	6. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, invitant le cabinet de Washington, ensuite de ses succès militaires, à tenter une solution amiable du différend avec le Sud.....	264
	— 7. France. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault, ministre	

DU PREMIER VOLUME.

481

1862

Pages.

de France à Londres, approuvant l'ultimatum de M. Dubois de Saligny et rendant compte d'une conférence à ce sujet avec lord Cowley.....	306
Mars.... 11. France. Dépêche du comte de Flahault à M. Thouvenel rendant compte d'une conférence avec lord Russell à la suite de la dépêche de M. Thouvenel du 7 mars.....	311
— 12. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. de Flahault, ministre de France à Londres, donnant communication d'un article du <i>Mexican Extraordinary</i> sur le montant des diverses réclamations étrangères.....	312
— 14. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, portant que tout en approuvant son ultimatum il le verra atténuer sans déplaisir.....	313
— 20. Italie. Circulaire de M. Rattazzi aux légations du roi Victor-Emmanuel à l'étranger, exprimant la pensée du nouveau Cabinet sur les différentes questions qui intéressent la constitution de l'unité italienne	115
— 21. États Confédérés. Dépêche de M. Rost, délégué en Europe, au président Jefferson Davis au sujet de l'accueil de M. Calderon Collantès.....	384
— 23. Espagne. Mémoandum de M. Calderon Collantès sur la convention de la Soledad, et sur la conduite énergique à suivre par le général Prim.....	319
— 22. France. Dépêche de M. Barrot à M. Thouvenel, portant que le cabinet de Madrid blâme la convention de la Soledad.....	318
— 28. France. Dépêche du comte de Flahault, ministre de France à Londres, portant que lord Russell désapprove la marche suivie par les commissaires alliés au Mexique.....	315
— 31. France. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, rendant compte du résultat de sa démarche auprès de M. Seward à la suite de la dépêche de M. Thouvenel du 6 mars.....	266
— 31. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, désapprouvant la convention de la Soledad.....	315
Avril.... 1 ^{er} . France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Barrot, ministre de France à Madrid, en réponse à sa dépêche du 23 mars, exprimant sa satisfaction de l'unité de vue des trois gouvernements au sujet de la convention de la Soledad.....	319
— 3. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, au sujet des mesures à prendre dans l'intérêt du commerce français à la Nouvelle-Orléans et sur les autres points du Sud.....	267
— 8. Italie. Circulaire de M. Rattazzi aux préfets, exprimant les intentions du gouvernement sur la direction politique et la direction administrative du royaume d'Italie.....	121
— 12. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, l'avissant que le gouvernement britannique approuvait la convention de la Soledad, et que le gouvernement espagnol avait fait la proposition de nouvelles conférences entre les trois Puissances, conférences refusées par M. Thouvenel.....	320
— 13. France. Dépêche à M. Mercier à M. Thouvenel, au sujet des motifs qui l'ont engagé à se rendre à Richmond.....	269
— 15. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Barrot, ministre de France à Madrid, exprimant sa surprise de l'approbation sans réserves accordée au général Prim par M. Calderon Collantès dans les explications données aux Cortès.....	321
— 16. États-Unis. Message du président Lincoln, à la suite du vote du congrès en faveur de l'émancipation des esclaves dans le district de Colombie.....	413
— 26. France. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, rendant compte	

	1862	Pages.
de son voyage à Richmond et des dispositions du gouvernement confédéré.....		271
Mai.....		
6. France. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, rendant compte d'une conférence avec M. Seward, à la suite de la prise de la Nouvelle-Orléans, et suivie de deux circulaires de M. Seward au corps diplomatique sur les communications commerciales et postales avec la Nouvelle-Orléans.....		273
— 10. Italie. Circulaire du général Durando aux légations du Roi à l'étranger, sur la tentative de Sarnico.....		125
— 12. France. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, au sujet de la réouverture au commerce des ports repris par les fédéraux.....		277
— 12. États-Unis. Proclamation du président Lincoln, relative à la levée du blocus des différents ports, suivie des règlements applicables au commerce à ce sujet.....		413
— 15. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, en réponse à la dépêche de M. Mercier du 26 avril, et maintenant une stricte neutralité.....		273
— 19. Italie. Dépêche du général Durando à M. Nigra, sur les encouragements que reçoit le brigandage par la présence de l'ex-roi de Naples à Rome, et demandant l'intervention de l'Empereur pour obtenir son éloignement.....		126
— 19. États-Unis. Proclamation du président Lincoln, annulant celle du général Hunter déclarant libres les esclaves de la Géorgie, de la Floride et de la Caroline du Sud.....		415
— 20. France. Lettre de l'Empereur à M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères, exposant la politique de conciliation à suivre entre la cour de Rome et le royaume d'Italie.....		185
— 21. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, sur la demande du cabinet de Washington de ne plus reconnaître au Sud la qualité de belligérant et exposant les motifs de refus de la France... .		275
— 31. France. Dépêche de M. Thouvenel au marquis de la Valette, ambassadeur de France à Rome, contenant les instructions sur la politique à suivre à l'égard du saint-siège après la lettre impériale du 20 mai.....		188
— 31. États-Unis. Mémoandum de M. Seward à M. Mercier, au sujet des actes irréguliers du général Butler à la Nouvelle-Orléans... .		279
— 31. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, approuvant l'attitude des plénipotentiaires français vis-à-vis du peuple mexicain		322
Juin....		
3. France. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel au sujet des actes du général Butler à la Nouvelle-Orléans.....		278
— 5. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Fournier, chargé d'affaires de France à Saint-Pétersbourg, engageant la Russie à reconnaître le royaume d'Italie.....		219
— 9. France. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, annonçant de nouvelles démarches de M. Seward pour faire retirer au Sud la qualité de belligérant.....		281
— 10. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Barrot, au sujet du désaccord avec le cabinet de Madrid et en discutant les motifs.....		323
— 11. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Benedetti, ministre de France à Turin, lui communiquant les conditions auxquelles la Russie reconnaîtra le royaume d'Italie.....		220
— 12. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, maintenant la neutralité de la France et exprimant le vœu de voir les idées de conciliation prendre le dessus aux États-Unis et offrant dans ce cas les bons offices du gouvernement de l'Empereur.....		278
— 16. Italie. Dépêche du général Durando au chevalier Nigra, sur la reconnaissance éventuelle du royaume d'Italie par la Russie et sur la dissolution de l'école polonaise.....		128

1862

Pages.

Juin	16. France. Dépêche de M. Tastu, consul général de France à Belgrade, rendant compte à M. Thouvenel du conflit entre les Serbes et les Turcs	234
—	16. Serbie. Convention entre M. Garachanine et le gouverneur turc de Belgrade à la suite du conflit turco-serbe du 15 juin.....	234
—	18. Italie. Adresse au Roi votée par la chambre des députés de Turin, en réponse au manifeste des évêques réunis à Rome.....	131
—	19. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, exprimant sa satisfaction au sujet du mémorandum de M. Seward du 31 mai..	280
—	21. France. Dépêche de M. Tastu, consul général de France à Belgrade, à M. Thouvenel, rendant compte du bombardement de Belgrade par la citadelle turque, contrairement à la convention conclue..	235
—	23. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, envoyant une protestation de 314 Français résidant à Mexico contre les sentiments prêtés à la colonie française à Mexico.	330
—	24. France. Dépêche de M. de la Valette, ambassadeur de France à Rome rendant compte à M. Thouvenel du refus persistant du Saint Siège à accepter les propositions de transaction entre l'Italie et Rome, développée dans la lettre de M. Thouvenel du 31 mai... .	191
—	26. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Benedetti, ministre de France à Turin, accusant réception de l'acceptation par le cabinet de Turin des conditions émises par la Russie à la reconnaissance du royaume d'Italie.....	222
—	27. France. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, rendant compte des mesures favorables à l'exportation du coton prises par le gouvernement de l'Union dans les ports du Sud, et exprimant son avis de l'inefficacité de ces mesures.....	281
Juillet	1. Italie. Protestation de François II contre la reconnaissance du royaume d'Italie par la Prusse.....	158
—	1. Italie. Protestation de François II contre la reconnaissance du royaume d'Italie par la Russie.....	159
—	1. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Tastu, consul général de France à Belgrade, approuvant sa conduite et lui annonçant la réunion à Constantinople, sur la proposition de la France, d'une conférence des puissances garantes pour le règlement des affaires turco-serbes.....	236
—	1. France. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, en réponse à la dépêche de ce dernier en date du 12 juin.....	282
—	1. Portugal. Discours du Roi lors de la clôture de la session des Cortès	454
—	3. France. Lettre de l'Empereur au général Forey, exposant la politique de la France au Mexique.....	328
—	4. Prusse. Dépêche du comte de Bernstorff au comte de Brassier Saint-Simon, à Turin, le chargeant de déclarer au gouvernement du roi Victor-Emmanuel que la Prusse est prête à reconnaître le titre de roi d'Italie si elle reçoit des assurances satisfaisantes du maintien de l'ordre.....	150
—	7. Principautés-Unies. Message du président Couza à l'assemblée moldo-valaque lors de la clôture de la session.....	457
—	8. Italie. Dépêche de M. Nigra au général Durando, pour lui annoncer l'arrivée à Paris de la nouvelle officielle de la reconnaissance du royaume d'Italie par la Russie.....	132
—	8. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. de Massignac, chargé d'affaires de France à Turin, annonçant la reconnaissance du royaume d'Italie par la Russie, et exposant les motifs qui ont guidé l'empereur Alexandre.....	222
—	8. France. Note du marquis de Moustier, ministre de France à Constantinople à Aali Pacha, demandant la réunion immédiate	

	1862	Pages.
d'une conférence des puissances garantes pour le règlement des affaires serbes.....	226	
Juillet . . .		
8. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, lui envoyant la réunion des pouvoirs militaires et diplomatiques entre les mains du général Forey.....	328	
— 9. Italie. Dépêche du général Durando au comte de Launay, à Berlin, au sujet des dispositions du gouvernement de la Prusse à reconnaître le royaume d'Italie.....	133	
— 10. Turquie. Note adressée par Aali-Pacha aux représentants des puissances garantes à Constantinople, annonçant que la Porte consent à la réunion d'une conférence pour les affaires serbes.....	239	
— 14. États-Unis. Message du président Lincoln, au Congrès, au sujet de l'indemnité à accorder aux États qui aboliront l'esclavage....	417	
— 15. France. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, parlant de la possibilité du rétablissement de la paix.....	264	
— 17. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier insistant sur la justice des réclamations soulevées par les résidents français contre les ordres du général Butler.....	282	
— 17. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, rendant compte d'un attentat commis contre un Français résidant au Mexique.....	331	
— 20. Prusse. Note du comte de Bernstorff au baron de Werther, ministre de Prusse à Vienne, en réponse aux dernières propositions de l'Autriche, en date du 10 juillet.....	97	
— 21. Prusse. Dépêche du comte de Bernstorff au comte de Brassier de Saint-Simon, expliquant la portée de la reconnaissance, par la Prusse, du royaume d'Italie.....	152	
— 21. France. Circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France auprès des Cours des puissances garantes, feux exposant la manière de voir du gouvernement français sur le règlement des affaires serbes	237	
— 22. États-Unis. Ordonnances du département de la guerre relativement à l'emploi des nègres comme travailleurs et à la condition des étrangers aux États-Unis.....	417	
— 23. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, rappelant au gouvernement fédéral que la durée indéfinie de la guerre ne permettait pas aux gouvernements de l'Europe de rester indéfiniment sourds aux plaintes des intérêts brisés.....	439	
— 24. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, revenant sur les actes irréguliers du général Butler.....	264	
— 24. Suisse. Déclaration du conseil fédéral à l'assemblée fédérale, au sujet des paroles de M. Durando, ministre des affaires étrangères d'Italie relativement au Tessin.	381	
— 26. Autriche. Note du comte de Rechberg au comte de Karolyi, ministre d'Autriche à Berlin, en réponse à la note prussienne du 20 juillet, relative à l'entrée de l'Autriche dans le Zollverein... .	101	
— 26. Prusse. Dépêche du comte de Rechberg au comte Karolyi, à Berlin, exprimant l'opinion du Cabinet impérial sur la reconnaissance du royaume d'Italie par la Prusse.....	154	
— 26. France. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Massignac, chargé d'affaires de France à Turin, attirant l'attention du cabinet de Paris sur les désordres commis en Sicile par Garibaldi, et annonçant les mesures prises par le gouvernement de l'Empereur contre une invasion des États du Pape par les bandes garibaldines.....	223	
— 30. Italie. Proclamation de Garibaldi, du bois de Fienzza en Sicile... .	135	
— 31. Prusse. Dépêche du comte de Bernstorff au baron de Werther, à Vienne, en réponse à la dépêche du comte de Rechberg, du		

1862

Pages.

	26 juillet 1862, sur la reconnaissance du royaume d'Italie par la Prusse.....	155
Août....	3. Italie. Proclamation de Victor-Emmanuel en réponse à la proclamation de Garibaldi, faisant un appel à la guerre contre Rome.. 135	
—	5. Prusse. Circulaire du comte de Bernstorff aux agents diplomatiques de la Prusse auprès des États du Zollverein..... 106	
—	6. Prusse. Depêche du comte de Bernstorff au baron de Werther, en réponse à la dépêche autrichienne du 26 juillet 1862..... 110	
—	6. États Romains. Protestation du cardinal Antonelli contre les actes du gouvernement de Victor-Emmanuel dans les anciennes provinces du Saint-Siège..... 162	
—	6. Grande-Bretagne. Projet d'arrangement entre les Turcs et les Serbes proposé à la conférence de Constantinople, par le ministre britannique..... 240	
—	6. France. Dépêche de M. de Moustier, ministre de France à Constantinople à M. Thouvenel, envoyant le projet d'arrangement entre les Turcs et les Serbes, proposé par le ministre britannique..... 240	
—	7. Grande-Bretagne. Discours lu par les commissaires de la Reine, lors de la clôture de la session du parlement..... 442	
—	10. France. Exposé lu à la conférence sur les affaires serbes par M. de Moustier, représentant de la France..... 242	
—	11. France. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Massignac, chargé d'affaires de France à Turin, au sujet de l'attitude énergique à prendre contre l'entreprise de Garibaldi..... 225	
—	12. Italie. Rapport du conseil des ministres en faveur de la mise en état de siège de l'île de Sicile..... 136	
—	12. Italie. Décret de Victor-Emmanuel remettant tous les pouvoirs politiques et militaires de l'île de Sicile au major général Cugia..... 137	
—	12. France. Dépêche de M. de Moustier, ministre de France à Constantinople à M. Thouvenel, communiquant l'exposé lu le 10 août par le représentant de la France à la conférence sur les affaires serbes..... 241	
—	15. Italie. Décret de Victor-Emmanuel donnant la direction politique et militaire des provinces napolitaines au général de la Marmora. 138	
—	15. États Confédérés. Message du président Jefferson Davis au congrès..... 388	
—	16. Italie. Proclamation du général de la Marmora décrétant l'état de siège des provinces napolitaines..... 138	
—	18. Russie. Circulaire du prince Gortschakoff aux représentants de la Russie à l'étranger, exposant les motifs qui ont déterminé l'empereur Alexandre à reconnaître l'Italie constituée en royaume.. 156	
—	20. Italie. Proclamation du major général Cugia, décrétant l'état de siège de l'île de Sicile..... 140	
—	20. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, confirmant celle du 23 juin..... 332	
—	21. Autriche. Dépêche du comte de Rechberg au comte Chotek, en réponse à la dépêche prussienne du 6 août 1862..... 113	
—	24. Italie. Proclamation de Garibaldi appelant aux armes contre Rome..... 141	
Septembre.	4. Portugal. Discours du roi à l'ouverture de la session extraordinaire des cortés..... 455	
—	7. Brésil. Discours de l'empereur à la séance de clôture de la session des chambres..... 380	
—	8. Turquie. Instructions de la Porte au gouverneur de Belgrade.... 250	
—	9. France. Dépêche de M. de Moustier, ministre de France à Constantinople à M. Thouvenel, rendant compte des dernières réu-	

	1862	Pages.
nions de la conférence et communiquant le projet d'arrangement arrêté le 8 septembre.....	244	
Septembre 10. Italie. Circulaire du général Durando aux agents diplomatiques de l'Italie à l'étranger, après la répression de la tentative de Garibaldi, invoquant l'urgence d'une solution et le danger d'une situation qui, si elle se continuait, aurait, pour le gouvernement du roi, des conséquences extrêmes et compromettrait les intérêts de la catholicité et la tranquillité de l'Europe.....	142	
— 11. États-Unis. Note de M. Seward à M. Mercier annonçant que le gouvernement fédéral ne met aucun empêchement à l'exportation du coton de la Nouvelle-Orléans, et que les obstacles viennent des rebelles.....	286	
— 15. France. Dépêche de M. Thouvenel, au sujet des mesures prises par le gouvernement fédéral pour l'exportation du coton à la Nouvelle-Orléans.....	285	
— 15. Pays-Bas. Discours du roi à l'ouverture de la session.....	451	
— 18. France. Circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques de l'Empereur auprès des grandes cours, au sujet du protocole du 8 septembre réglant les affaires serbes.....	251	
— 18. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, l'invitant à recueillir tous les indices de dispositions pacifiques dans les États de l'Union.....	285	
— 19. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. de Moustier, ministre de France à Constantinople, approuvant le protocole du 8 septembre, et la conduite du marquis de Moustier, représentant de la France à la conférence.....	253	
— 22. États-Unis. Proclamation du président Lincoln, annonçant l'émancipation des esclaves des rebelles pour le 1 ^{er} janvier 1863...	418	
— 22. États-Unis. Circulaire de M. Seward aux agents diplomatiques des États-Unis, accompagnant la proclamation du président Lincoln du même jour.....	421	
— 24. États-Unis. Décret du général Butler sur l'enregistrement des habitants de la Nouvelle-Orléans comme amis ou ennemis.....	286	
— 24. États-Unis. Proclamation du président Lincoln suspendant l' <i>habeas corpus</i>	422	
Octobre... 1 ^{er} . Italie. Protestation de François II contre la validité des actes du gouvernement de Victor-Emmanuel dans les provinces napolitaines.	160	
— 2. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, au sujet de la situation critique des résidents français à Mexico....	332	
— 5. Italie. Rapport présenté au roi Victor-Emmanuel dans le conseil des ministres, au sujet de l'amnistie de Garibaldi et de ses complices.....	144	
— 5. Italie. Décret d'amnistie en faveur du général Garibaldi et de ses complices.....	146	
— 6. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, au sujet de la situation critique des résidents français à Mexico....	333	
— 6. Norvège. Discours du roi à l'ouverture de la session de Storthing.	474	
— 7. France. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, au sujet du décret du 24 septembre du général Butler.....	286	
— 8. Italie. Dépêche du général Durando à M. Nigra, au sujet de l'occupation de Rome, et demandant à la France de chercher une nouvelle combinaison pour changer une situation si pleine de périls..	146	
— 8. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, annonçant l'emprisonnement de résidents français à Mexico.....	333	
— 11. France. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, au sujet de violences commises contre les résidents français, et des mesures financières extraordinaires de Juarez.....	334	
— 14. France. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahaut, ambas-		

1862.

	Pages.
sadeur de France à Londres, sur les vues qui dirigent le gouvernement de l'Empereur dans la conclusion de la convention relative au Mexique.....	296
Octobre .. 14. Prusse. Discours prononcé au nom du roi par M. de Bismark-Schœnhausen, président du conseil, lors de la clôture de la session des chambres.....	299
— 15. France. Dépêche de M. Thouvenel à M. Barrot, ambassadeur de France à Madrid, rendant compte d'une conférence avec M. Mon, et de l'éventualité d'un retour du Mexique à la monarchie avec un archiduc d'Autriche comme souverain.....	459
— 15. Prusse. Note de M. de Bismark à M. d'Usedom envoyé de Prusse par la Diète touchant les affaires de la Hesse-Electorale.....	462
— 15. Suède. Discours du roi à l'ouverture de la session de la Diète....	476
— 18. France. Circulaire de M. Drouyn de l'Huys, ministre des affaires étrangères aux agents diplomatiques de l'Empereur, confirmant la politique de conciliation du gouvernement français dans la question romaine.....	196
— 21. France. Dépêche de M. Barrot, ministre de France à Madrid, à M. Thouvenel exposant les répugnances du cabinet de Madrid contre le projet de convention anglais relativement au Mexique..	300
— 26. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au comte de Massignac, chargé d'affaires à Turin, en réponse aux dépêches du général Durando des 10 septembre et 8 octobre.....	226
— 28. Pays-Bas. Discours du prince Henri, lieutenant du roi à l'ouverture de la session des États du grand-duché de Luxembourg... .	453
— 29. France. Note verbale de M. Drouyn de l'Huys au marquis de la Havane, ambassadeur d'Espagne à Madrid, en réponse à sa note verbale du courant d'octobre, et refusant, pour le moment, le concours de l'Espagne.....	338
— 30. France. Circulaire de M. Drouyn de l'Huys aux ambassadeurs de France à Londres et Saint-Pétersbourg, demandant à ces deux cabinets d'offrir leurs bons offices collectifs aux belligérants des États-Unis en faveur du rétablissement de la paix.....	288
— 30. Hesse-Cassel. Discours prononcé par M. de Stiernberg au nom de l'électeur, à l'ouverture de la session de la chambre des députés.....	447
— 31. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au comte de Lallemand, chargé d'affaires de France à Rome, combattant l'ajournement des réformes tant que les anciennes provinces n'auront pas été constituées, déclarant que le gouvernement impérial exclut le recours à la force des moyens de faire rentrer ces provinces sous l'obéissance du saint-siège, et engageant le saint Père à accepter une garantie spéciale et efficace de la part des puissances catholiques du domaine actuel de l'Eglise.....	197
Espagne. Note verbale remise à M. Drouyn de l'Huys par le marquis de la Havane, ambassadeur d'Espagne à Paris, exposant l'ordre d'idées dans lequel l'Espagne serait disposée à prendre part à la nouvelle conférence pour atteindre le but de la convention du 31 octobre.....	336
Novembre. 4. Portugal. Discours prononcé au nom du roi par le duc de Loulé à l'ouverture de la session ordinaire des cortés.....	456
— 6. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. Mercier lui donnant communication de la note du 30 octobre.....	287
— 6. France. Dépêche de M. Barrot à M. Thouvenel, portant que le cabinet de Madrid est d'avis de donner des instructions discrétionnelles au commandant en chef des forces espagnoles et françaises au Mexique afin de pouvoir marcher sur Mexico dans le cas de circonstances favorables.....	301

	1862	Pages.
Novembre		
10. France. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de l'Huys, au sujet de la signification des dernières élections.....	294	
— 13. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. Mercier, annonçant le refus des cabinet de Londres et de Saint-Pétersbourg de joindre leurs bons offices à ceux de la France, et que celle-ci rentre dans l'attitude passive gardée jusqu'ici.....	290	
— 16. Principautés Unies. Discours du prince Couza à l'ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée moldo-valaque.....	458	
— 18. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. Mercier, accompagnant la communication des réponses de Londres et de Saint-Pétersbourg sur l'offre de bons offices collectifs aux belligérants des États-Unis, et donnant l'assurance que la France sera prête à renouveler cette offre, isolément ou collectivement, si ses bons offices sont utilement invoqués.....	292	
— 18. France. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de l'Huys, déclarant que le point essentiel à atteindre par une médiation serait d'empêcher le renouvellement des hostilités au printemps.....	294	
— 21. France. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de l'Huys, au sujet des démarches du gouvernement fédéral pour favoriser l'exportation du coton.....	294	
— 23. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au marquis de Cadore, chargé d'affaires de France à Londres, rendant compte d'un entretien du ministre des affaires étrangères de France avec lord Cowley à propos de la dépêche du 31 octobre de lord Russell, (conseillant l'évacuation immédiate de Rome par le corps français d'occupation), et exposant les motifs en vertu desquels le gouvernement impérial refuse d'entrer en négociation à ce sujet avec celui de la Grande-Bretagne.....	201	
— 23. France. Note de M. Drouyn de l'Huys à M. Dayton, ministre des États-Unis à Paris, lui donnant l'assurance que la France sera toujours prête à offrir ses bons offices pour mettre fin à une lutte aussi acharnée qu'inutile.....	293	
— 24. Prusse. Note de M. de Bismarck au ministre des affaires étrangères de la Hesse Électorale.....	462	
— 27. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. Mercier, accompagnant la communication d'une lettre de M. Drouyn de l'Huys à M. Dayton.....	292	
— 29. Espagne. Note verbale remise à M. Drouyn de l'Huys par le marquis de la Havane, ambassadeur d'Espagne à Paris, exprimant le désir de voir le gouvernement français indiquer l'époque et les moyens de renouer l'entente des trois puissances au Mexique.....	340	
Décembre		
1. France. Note verbale de M. Drouyn de l'Huys au marquis de la Havane, ambassadeur d'Espagne à Madrid, renvoyant le moment d'une nouvelle entente après la phase des opérations militaires..	340	
— 1. Hesse-Cassel. Réponse du cabinet de l'électeur à la lettre de M. de Bismarck du 24 novembre.....	448	
— 1. États-Unis. Message annuel du président Lincoln au congrès....	423	
— 4. France. Circulaire de M. Drouyn de l'Huys aux agents diplomatiques de l'Empereur, exposant la politique de la France dans la question grecque.....	253	
— 4. Prusse. Réponse de M. de Bismarck à la note de M. Dehn-Rothfels du 1 ^{er} décembre.....	464	
— 10. France. Dépêche de M. de Sartiges, ministre de France à Turin, à M. Drouyn de l'Huys, au sujet des dispositions des successeurs du ministère Ratazzi.....	231	
— 11. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. Mercier, désaprouvant les derniers projets du gouvernement fédéral, men-		

	1862	Pages.
Décembre 11. Italie. Discours de M. Farini, président du conseil en annonçant la formation du ministère.....	295	
— 12. France. Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome à M. Drouyn de l'Huys, rendant compte de sa première entrevue avec le cardinal Antonelli.....	449	
— 13. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome, confirmant les instructions contenues dans la lettre du 31 octobre adressée à M. le comte de Lallemand et insistant pour que la cour de Rome contribue à faciliter la tâche de conciliation du gouvernement de l'Empereur.....	205	
— 16. France. Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome à M. Drouyn de l'Huys, rendant compte de l'audience de réception du saint Père, et des bonnes dispositions de ce dernier en faveur des réformes.....	207	
— 16. France. Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome à M. Drouyn de l'Huys, lui annonçant diverses mesures administratives prises par le gouvernement pontifical...	210	
— 16. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. de Sartiges, ministre de France à Turin, approuvant les explications échangées entre M. de Sartiges et M. Pasolini, au sujet de l'attitude du cabinet Farini dans les affaires de Rome.....	233	
— 16. Autriche. Discours de l'empereur à la séance de clôture de la session du conseil de l'empire.....	377	
— 20. France. Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome à M. Drouyn de l'Huys, au sujet des réformes projetées par le saint-Père.....	211	
— 20. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au prince de la Tour d'Auvergne, l'avisant de l'offre faite par M. Odo Russell au Pape de lui offrir l'île de Malte comme retraite.....	211	
— 20. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au prince de la Tour d'Auvergne, au sujet du préposé déport pour les Etats napolitains d'une bande d'aventuriers revêtus de l'uniforme français et priant l'ambassadeur de vérifier cette information.....	212	
— 20. Italie. Circulaire de M. Pasolini, ministre des affaires étrangères, en annonçant la formation du ministère.....	450	
— 21. France. Circulaire de M. Drouyn de l'Huys aux agents diplomatiques de l'Empereur, leur annonçant l'accord établi entre les trois puissances protectrices de la Grèce, au sujet de la conduite à suivre envers le gouvernement provisoire, et approuvant la cession des îles Ionniennes.....	259	
— 22. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. Barrot, ministre de France à Madrid, exposant les efforts de l'Espagne de renouer la convention du 31 octobre, et rectifiant les assertions de M. Calderon Collantès, et ajournant toute entente après l'entrée des Français à Mexico.....	335	
— 23. France. Dépêche de M. de Sartiges à M. Drouyn de l'Huys, au sujet de l'attitude expectante dans la question romaine du ministère Farini.....	231	
— 23. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. Barrot, ministre de France à Madrid, au sujet de la demande de réparation adressée au cabinet de Madrid à la suite du discours prononcé au Sénat le 13 décembre par M. Calderon Collantès, et considérant sa rétractation dans son discours du 18 décembre devant le Sénat comme une réparation suffisante.....	341	
— 27. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au prince de la Tour		

	1862	Pages.
d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome, témoignant sa satisfaction des dispositions favorables aux réformes de la cour de Rome.....	213	
Décembre 27. France. Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne en réponse à celle du 20 décembre de M. Drouyn de l'Huys, et démentant le bruit de la réunion d'une bande à destination de la frontière de Naples.....	216	
— 27. France. Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome à M. Drouyn de l'Huys, donnant des détails sur l'offre de mettre l'île de Malte à la disposition du Pape faite par M. Odo Russell.....	218	
1863		
Janvier... 1. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au prince de la Tour d'Auvergne, rendant compte des réclamations de lord Russell contre l'extension du brigandage dans les provinces napolitaines voisines du territoire pontifical et de la conférence à ce sujet avec lord Cowley.....	214	
— 1. États-Unis. Proclamation du président Lincoln décrétant l'affranchissement des esclaves dans les États rebelles.....	433	
— 3. France. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome, au sujet de la précédente bande de réactionnaires à destination du napolitain et rendant compte des explications données à lord Cowley sur ce faux renseignement.....	217	
— 9. France. Note de M. Drouyn de l'Huys à M. Mercier relativement au mode à suivre pour la pacification des États-Unis.....	439	
— 12. France. Discours prononcé par l'Empereur à l'ouverture de la session de 1863.....	165	
1863		
— 12. États Confédérés. Message du président Jefferson Davis au Congrès.....	393	
— 14. Prusse. Discours de la couronne prononcé au nom du roi par M. de Bismarck lors de la nouvelle réunion des chambres.....	464	
— 15. France. Exposé de la situation des affaires étrangères de la France.	168	
— 29. Prusse. Adresser de la chambre des députés en réponse au discours royal du 14 janvier.....	466	
Février... 5. Prusse. Adresser de la chambre des seigneurs au roi.....	471	
— 5. Grande-Bretagne. Discours lu par le commissaire de la reine à l'ouverture de la session du parlement.....	444	
— 6. Prusse. Réponse du roi à l'adresse de la chambre des députés...	468	
— 9. Prusse. Réponse du roi à l'adresse de la chambre des seigneurs..	473	

II

TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

ALLEMAGNE.

	Pages.
1861, Novembre. 25. France. Convention de poste entre la Poste de la Tour et Taxis et la France.....	17

AUTRICHE.

1860, Octobre... 13. Russie. Déclaration échangée entre l'Autriche et la Russie au sujet de la réciprocité à établir pour la répression des crimes commis sur le territoire de l'un des deux Etats contre la sûreté de l'autre.....	345
1862, Mai..... 22. Turquie. Traité de commerce et de navigation..... Septembre. 8. France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie, Turquie. Protocole sur l'affaire de Serbie, signé par les membres de la conférence.....	63 244

BELGIQUE.

1862, Juillet.... 23. Grande-Bretagne. Traité de commerce et de navigation, avec annexe.....	75
---	----

DANEMARK.

1863, Janvier... 15. Grande-Bretagne. Contrat de mariage du prince de Galles et de la princesse Alexandra.....	374
---	-----

ESPAGNE.

1862, Janvier... 7. France. Convention consulaire.....	30
Février... 15. France. Convention relative au règlement définitif de la dette de l'Espagne envers la France.....	43
— 15. France. Convention relative aux séquestrés et prises maritimes opérés en 1823 et 1824.....	44
Avril..... 14. France. Traité de délimitation.....	46

FRANCE.

1861, Mars.... 9. Pérou. Traité de commerce et de navigation.....	347
Novembre 25. Poste de la Tour et Taxis. Convention de poste.....	17
1862, Janvier... 7. Espagne. Convention consulaire.....	30
Février... 15. Espagne. Convention relative au règlement définitif de la dette de l'Espagne envers la France.....	43
— 15. Espagne. Convention relative aux séquestrés et prises maritimes opérés en 1823 et 1824.....	44
Avril..... 14. Espagne. Traité de délimitation	46
— 30. Grande-Bretagne. Convention pour régulariser la situation des compagnies commerciales, industrielles et financières.....	54
Mai..... 7. Italie. Convention relative aux chemins de fer.....	55

	Pages.
Juin..... 29. Italie. Convention pour la garantie de la propriété littéraire et artistique.....	70
Juillet... 26. Italie. Convention consulaire.....	87
Août.... 2. Prusse. Protocole particulier de signature des traités paraphés le 29 mars.....	105
Septembre 8. Autriche, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie, Turquie. Protocole sur l'affaire de Serbie, signé par les membres de la conférence.....	244
Décembre. 8. Suisse. Traité entre la France et la Suisse, au sujet de la Vallée des Dappes, conclu à Berne.....	372
GRANDE-BRETAGNE.	
1862, Avril.... 30. France, Convention pour régulariser la situation des compagnies commerciales, industrielles et financières dans les Etats respectifs.....	54
Juillet... 23. Belgique. Traité de commerce et de navigation, avec annexes.....	75
Septembre 28. Autriche, France, Italie, Prusse, Russie, Turquie. Protocole sur l'affaire de Serbie, signé par les membres de la conférence.....	244
1863, Janvier... 15. Danemark. Contrat de mariage du Prince de Galles et de la Princesse Alexandra.....	374
ITALIE.	
1860, Octobre... 27. San-Salvador. Traité d'amitié, de commerce et de navigation.....	5
1862, Mai..... 7. France. Convention relative aux chemins de fer.....	55
Juin..... 29. France. Convention pour la garantie de la propriété littéraire et artistique.....	70
Juillet... 26. France. Convention consulaire.....	87
Septembre 8. Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie. Protocole sur l'affaire de Serbie, signé par les membres de la conférence.....	244
PAYS-BAS.	
1862, Novembre. 22. Confédération suisse. Traité d'amitié, de commerce et d'établissement.....	370
PÉROU.	
1861, Mars.... 9. France. Traité de commerce et de navigation.....	347
PRUSSE.	
1862, Août.... 2. France. Protocole particulier de signature des traités paraphés le 29 mars.....	105
Septembre 8. Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Turquie. Protocole sur l'affaire de Serbie, signé par les membres de la conférence.....	244
RUSSIE.	
1860, Octobre.. 13. Autriche. Déclaration échangée entre l'Autriche et la Russie, au sujet de la réciprocité à établir pour la répression des crimes commis sur le territoire de l'un des deux Etats contre la sûreté de l'autre.....	345
1862, Février... 3. Turquie. Traité de commerce entre la Russie et la Turquie, signé à Constantinople.....	364
SAN SALVADOR.	
1860, Octobre.. 27. Italie. Traité d'amitié, de commerce et de navigation....	5

CONFÉDÉRATION SUISSE.

Pages.

1861 . Novembre . 22.	Pays-Bas. Traité d'amitié, de commerce et d'établissement.....	370
Décembre . 8.	France. Traité au sujet de la Vallée des Dappes, conclu à Berne.....	372

TURQUIE.

1862 , Février 3.	Russie. Traité de commerce signé à Constantinople	364
Mai 22.	Autriche. Traité de commerce et de navigation.....	63
Septembre . 8.	Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie. Protocole sur l'affaire de Serbie, signé par les membre.s de la conférence.....	244

(d) CORRESPONDANCES, DÉPÉCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

AUTRICHE.

1862 , Juillet 26.	Prusse. Note du comte de Rechberg au comte de Karolyi, ministre d'Autriche à Berlin, en réponse à la note prussienne du 20 juillet, relative à l'entrée de l'Autriche dans le Zollverein.....	101
— 26.	Prusse. Dépêche du comte de Rechberg au comte Karolyi, à Berlin, exprimant l'opinion du cabinet impérial sur la reconnaissance du royaume d'Italie par la Prusse.....	154
Août 21.	Prusse. Dépêche du comte de Rechberg au comte Chotek, en réponse à la dépêche prussienne du 6 août 1862.....	113
Décembre . 16.	Discours de l'Empereur à la séance de clôture de la session du conseil de l'Empire.....	377

BRÉSIL.

1862 . Septembre . 7.	Discours de l'Empereur à la clôture de la session des chambres.....	380
-----------------------	---	-----

ESPAGNE.

1862 , Mars 23.	Mexique. Mémorandum de M. Calderon Collantès, sur la Convention de la Soledad et sur la conduite à suivre par le général Prim.....	319
Octobre	Mexique. Note verbale remise à M. Drouyn de l'Huys par le marquis de la Havane, ambassadeur d'Espagne à Paris, exposant l'ordre d'idées dans lequel l'Espagne serait disposée à prendre part à de nouvelles conférences pour atteindre le but de la Convention du 31 octobre.....	336
Novembre . 29.	Mexique. Note verbale remise à M. Drouyn de Lhuys par le marquis de la Havane, ambassadeur d'Espagne à Paris, exprimant le désir de voir le Gouvernement français indiquer l'époque et les moyens de renouer l'entente des trois puissances au Mexique.....	340

ETATS CONFÉDÉRÉS.

1862 , Mars 21.	Dépêche de M. Rost, délégué des États-Confédérés en Europe au président Jefferson Davis, au sujet de l'accueil de M. Calderon Collantès.....	384
Août 15.	Message du Président Jefferson Davis au Congrès.....	388
1863 , Janvier . . 12.	Message du Président Jefferson-Davis au Congrès.....	393

TABLES DES MATIÈRES

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

	Pages.
1862, Janvier... 10. France. Réponse préliminaire de M. Seward à la note de M. Mercier du même jour, au sujet des facilités à accorder au commerce français dans les ports du Sud.....	262
Février... 10. France. Réponse de M. Seward à la note de M. Mercier du 10 janvier, au sujet des facilités à accorder au commerce français dans les ports du Sud, annonçant au ministre de France la prise prochaine de mesures efficaces..	263
Avril..... 16. Message du Président Lincoln, à la suite du vote du Congrès, en faveur de l'émancipation des esclaves dans le district de Colombie.....	413
Mai..... 12. Proclamation du Président Lincoln relative à la levée du blocus dans différents ports, suivie des règlements applicables au commerce à ce sujet.....	413
— 19. Proclamation du Président Lincoln, annulant celle du général Hunter déclarant libres les esclaves de la Géorgie, de la Floride et de la Caroline du Sud.....	415
— 31. France. Mémoirandum de M. Seward à M. Mercier, au sujet des actes irréguliers du général Butler à la Nouvelle-Orléans.....	279
Juillet.... 14. Message du Président Lincoln, adressé au Congrès, au sujet de l'indemnité à accorder aux États qui aboliront l'esclavage.....	417
— 22. Ordonnance du département de la guerre, relativement à l'emploi des nègres comme travailleurs et à la condition des étrangers aux États-Unis.....	417
Septembre 11. France. Note de M. Seward à M. Mercier, annonçant que le Gouvernement fédéral ne met aucun empêchement à l'exportation du coton de la Nouvelle-Orléans et que les obstacles viennent des rebelles.....	286
— 22. Proclamation du Président Lincoln, annonçant l'émancipation des esclaves des rebelles pour le 1 ^{er} janvier 1863....	418
— 22. Circulaire de M. Seward aux agents diplomatiques des États-Unis, accompagnant la proclamation du Président Lincoln du 22 septembre.....	421
— 24. Décret du général Butler sur l'enregistrement des habitants de la Nouvelle-Orléans comme amis ou ennemis.....	286
— 24. Proclamation du Président Lincoln, suspendant l' <i>habeas corpus</i>	422
Décembre. 1. Message annuel du Président Lincoln au Congrès	423
1863, Janvier.... 1. Proclamation du Président Lincoln décrétant l'affranchissement des esclaves dans les États rebelles.....	433
 ÉTATS ROMAINS. 	
1862, Août.... 6. Italie. Protestation du cardinal Antonelli contre les actes du gouvernement de Victor-Emmanuel dans les anciennes provinces du Saint-Siège.....	162
 FRANCE. 	
1861, Octobre. . 14. Mexique. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault, ambassadeur de France à Londres, sur les vues qui dirigent le gouvernement de l'Empereur dans la conclusion de la Convention relative au Mexique.....	296
— 21. Mexique. Dépêche de M. Barrot, ministre de France à Madrid, à M. Thouvenel, exposant les répugnances du cabinet de Madrid contre le projet de convention anglais, relativement au Mexique.....	300

	Pages.
Novembre. 10. Mexique. Dépêche de M. Barrot à M. Thouvenel, portant que le cabinet de Madrid est d'avis de donner des instructions discrétionnelles au commandant en chef des forces espagnoles et françaises au Mexique, afin de pouvoir marcher sur Mexico dans le cas de circonstances favorables.	301
1862, Janvier... 10. États-Unis. Note de M. Mercier, ministre de France à Washington, à M. W. Seward, secrétaire d'État, au sujet des moyens de faciliter le commerce français à la Nouvelle-Orléans et les autres ports du Sud.....	261
— 12. Mexique. Ultimatum des plénipotentiaires français au Mexique.....	302
Février... 11. États-Unis. Dépêche de M. Mercier, ministre de France à Washington, à M. Thouvenel, rendant compte des assurances données par lui au gouvernement de l'Union que la France ne se hâtera pas de reconnaître le Sud.....	261
— 26. Mexique. Dépêche de M. Barrot, ministre de France à Madrid, à M. Thouvenel, portant que le cabinet de Madrid désapprouve la marche suivie par les commissaires alliés au Mexique.....	316
— 27. États-Unis. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, ministre de France à Washington, annonçant le <i>vœu</i> d'un prompt terme de la lutte aux États-Unis, aussi bien dans l'intérêt de ceux-ci que dans celui des neutres, et invitant le cabinet de Wahington à prendre l'initiative d'une solution pacifique.....	263
— 28. Mexique. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, l'autorisant à atténuer son ultimatum présenté au nom de la France.....	304
Mars.... 6. États-Unis. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, invitant le cabinet de Washington, en suite de ses succès militaires, à tenter une solution amiable du différend avec le Sud.....	264
— 7. Mexique. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahault, ministre de France à Londres, approuvant l'ultimatum de M. Dubois de Saligny et rendant compte d'une conférence à ce sujet avec lord Cowley.....	306
— 11. Mexique. Dépêche du comte de Flahault à M. Thouvenel, rendant compte d'une conférence avec lord Russell à la suite de la dépêche de M. Thouvenel du 7 mars.....	311
— 12. Mexique. Dépêche de M. Thouvenel à M. de Flahault, ministre de France à Londres, donnant communication d'un article du <i>Mexican extraordinary</i> sur le montant des diverses réclamations étrangères.....	312
— 14. Mexique. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, portant que, tout en approuvant son ultimatum, il le verra atténué sans déplaisir.....	313
— 23. Mexique. Dépêche de M. Barrot à M. Thouvenel, portant que le cabinet de Madrid blâme la Convention de la Soledad.	318
— 28. Mexique. Dépêche de M. le comte de Flahault, ministre de France à Londres, portant que lord Russell désapprouve la marche suivie par les commissaires alliés au Mexique.....	315
— 31. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, rendant compte du résultat de sa démarche auprès de M. Seward, à la suite de la dépêche de M. Thouvenel du 6 mars.	266
— 31. Mexique. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny désapprouvant la Convention de la Soledad.....	315
Avril.... 1. Mexique. Dépêche de M. Thouvenel à M. Barrot, ministre de France à Madrid, en réponse à sa dépêche du 23 mars	

	Pages.
exprimant sa satisfaction de l'unité de vues des trois gouvernements au sujet de la Convention de la Soledad.....	319
Avril..... 3. États-Unis. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, au sujet des mesures à prendre dans l'intérêt du commerce français à la Nouvelle-Orléans et sur d'autres points du Sud.....	267
— 12. Mexique. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, l'avisant que le gouvernement britannique approuvait la Convention de la Soledad et que le gouvernement espagnol avait fait la proposition de nouvelles conférences entre les trois puissances, conférences refusées par M. Thouvenel.	320
— 13. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, au sujet des motifs qui l'ont engagé à se rendre à Richmond..	269
— 15. Mexique. Dépêche de M. Thouvenel à M. Barrot, ministre de France à Madrid, exprimant sa surprise de l'approbation sans réserves accordée au général Prim par M. Galderon Collanès, dans les explications données aux Cortés.....	321
— 26. États Confédérés. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, rendant compte de son voyage à Richmond et des dispositions du gouvernement confédéré.....	271
Mai..... 6. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, rendant compte d'une conférence avec M. Seward, à la suite de la prise de la Nouvelle-Orléans, suivie de deux circulaires de M. Seward au corps diplomatique sur les communications commerciales et postales avec la Nouvelle-Orléans.	273
— 12. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, au sujet de la réouverture au commerce des ports repris par les fédéraux.....	277
— 15. États-Unis. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, en réponse à la dépêche de M. Mercier du 26 avril et maintenant une stricte neutralité.....	273
— 20. Rome. Lettre de l'Empereur à M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères, exposant la politique de conciliation à suivre entre la cour de Rome et le royaume d'Italie.....	185
— 21. États-Unis. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, sur la demande du cabinet de Washington de ne plus reconnaître au Sud la qualité de belligérant, et exposant les motifs du refus de la France.....	275
— 31. Rome. Dépêche de M. Thouvenel au marquis de Lavalette, ambassadeur de France à Rome, contenant les instructions sur la politique à suivre à l'égard du Saint-Siège après la lettre impériale du 20 mai.....	188
— 31. Mexique. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, approuvant l'attitude des plénipotentiaires français vis-à-vis du peuple mexicain.....	322
Juin..... 3. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, au sujet des actes du général Butler à la Nouvelle-Orléans ...	278
— 5. Russie. Dépêche de M. Thouvenel à M. Fournier, chargé d'affaires de France à Saint-Pétersbourg, engageant la Russie à reconnaître le royaume d'Italie.....	219
— 9. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, annonçant de nouvelles démarches de M. Seward pour faire retirer au Sud la qualité de belligérant.....	281
— 10. Espagne. Dépêche de M. Thouvenel à M. Barrot, au sujet du désaccord avec le cabinet de Madrid et en discutant les motifs.	323
— 11. Italie. Dépêche de M. Thouvenel à M. Benedetti, ministre de France à Turin, lui communiquant les conditions auxquelles la Russie reconnaîtra le royaume d'Italie.....	220

	Pages.
Juin. 12. États-Unis. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, maintenant la neutralité de la France et exprimant le vœu de voir les idées de conciliation prendre le dessus aux États-Unis et offrant dans ce cas les bons offices du gouvernement de l'Empereur.....	278
— 16. Serbie. Dépêche de M. Tastu, consul général de France à Belgrade, rendant compte à M. Thouvenel du conflit entre les Serbes et les Turcs.....	234
— 19. États-Unis. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, exprimant sa satisfaction au sujet du mémorandum de M. Seward du 31 mai.....	280
— 21. Serbie. Dépêche de M. Tastu, consul général de France à Belgrade, à M. Thouvenel, rendant compte du bombardement de Belgrade par la citadelle turque, contrairement à la Convention conclue.....	235
— 23. Mexique. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, envoyant une protestation de 314 français résidant à Mexico, contre les sentiments prétés à la colonie française à Mexico.....	330
— 24. Rome. Dépêche de M. de Lavallée, ambassadeur de France à Rome, rendant compte à M. Thouvenel du refus persistant du Saint-Siège à accepter les propositions de transaction entre l'Italie et Rome développées dans la lettre de M. Thouvenel du 31 mai	191
— 26. Italie. Dépêche de M. Thouvenel à M. Benedetti, ministre de France à Turin, accusant réception de l'acceptation, par le cabinet de Turin, des conditions mises par la Russie à la reconnaissance du royaume d'Italie.....	222
— 27. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, rendant compte des mesures favorables à l'exportation du coton, prises par le gouvernement de l'Union dans les ports du Sud, et exprimant son avis de l'inefficacité de ces mesures	281
JUILLET. 1. Serbie. Dépêche de M. Thouvenel à M. Tastu , consul général de France à Belgrade , approuvant sa conduite et lui annonçant la réunion à Constantinople sur la proposition de la France, d'une conférence des Puissances garantes pour le règlement des Affaires turco-serbes.....	236
— 1. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, en réponse à la dépêche de ce dernier, en date du 12 juin..	282
— 3. Mexique. Lettre de l'Empereur au général Forey, exposant la politique de la France au Mexique	328
— 8. Italie. Dépêche de M. Thouvenel, à M. de Massignac, chargé d'affaires de France à Turin, annonçant la reconnaissance du Royaume d'Italie par la Russie, et exposant les motifs qui ont guidé l'Empereur Alexandre.....	222
— 8. Serbie. Note du Marquis de Moustier, ministre de France, à Constantinople à Aali-Pacha demandant la réunion immédiate d'une Conférence des Puissances garantes pour le règlement des Affaires serbes.....	236
— 8. Mexique. Dépêche de M. Thouvenel à M. Dubois de Saligny, lui envoyant la réunion des pouvoirs militaires et diplomatiques entre les mains du général Forey.....	328
— 15. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, parlant de la possibilité du rétablissement de la paix.....	264
— 17. États-Unis. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, insistant sur la justice des réclamations soulevées par les résidents français contre les ordres du général Butler.....	282

	Pages.	
Juillet....	17. Mexique. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, rendant compte d'un attentat commis contre un Français résidant au Mexique.....	331
—	21. Serbie. Circulaire de M. Thouvenel aux représentants de la France auprès des Cours des puissances garantes, leur exposant la manière de voir du gouvernement français sur le règlement des Affaires serbes.....	237
—	23. États-Unis. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, rappelant au Gouvernement fédéral que la durée indéfinie de la guerre ne permettait pas aux Gouvernements de l'Europe de rester indéfiniment sourds aux plaintes des intérêts légitimes.....	264
—	24. États-Unis. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, relevant sur les actes irréguliers du général Butler.....	264
—	26. Italie. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Massignac, chargé d'affaires de France à Turin, attirant l'attention du cabinet de Turin sur les désordres causés en Sicile par Garibaldi et annonçant les mesures prises par le Gouvernement de l'Empereur contre une invasion des États du Pape par les bandes garibaldines.....	223
Août.....	6. Serbie. Dépêche de M. de Moustier, ministre de France à Constantinople, à M. Thouvenel, envoyant le projet d'arrangement, entre les Turcs et les Serbes, proposé par le Ministre britannique.....	240
—	10. Serbie. Exposé lu à la Conférence sur les Affaires serbes, par M. de Moustier, représentant de la France.....	242
—	11. Italie. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Massignac, chargé d'affaires de France à Turin, au sujet de l'attitude énergique à prendre contre l'entreprise de Garibaldi.	225
—	12. Serbie. Dépêche de M. de Moustier, ministre de France à Constantinople, à M. Thouvenel, communiquant l'exposé lu le 10 août par le Représentant de la France à la Conférence sur les Affaires serbes.....	241
—	20. Mexique. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, confirmant celle du 23 juin.....	332
Septembre	9. Serbie. Dépêche de M. de Moustier, ministre de France à Constantinople, à M. Thouvenel, rendant compte des dernières réunions de la Conférence, et communiquant le projet d'arrangement arrêté le 8 septembre.....	244
—	15. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, au sujet des mesures prises par le gouvernement fédéral pour l'exportation du coton à la Nouvelle-Orléans.....	285
—	18. Serbie. Circulaire de M. Thouvenel aux agents diplomatiques de l'Empereur auprès des grandes Cours, au sujet du protocole du 8 septembre, réglant les Affaires serbes....	251
—	18. États-Unis. Dépêche de M. Thouvenel à M. Mercier, l'invitant à recueillir tous les indices de dispositions pacifiques dans les États de l'Union.....	285
—	19. Serbie. Dépêche de M. Thouvenel à M. de Moustier, ministre de France à Constantinople, approuvant le protocole du 8 septembre et la conduite du marquis de Moustier, représentant de la France à la Conférence.....	253
Octobre..	2. Mexique. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, au sujet de la situation critique des résidents français à Mexico.....	332
—	6. Mexique. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, au sujet de la situation critique des résidents français à Mexico.....	333

	Pages.
Octobre.. 7. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Thouvenel, au sujet du décret du 24 septembre du général Builer.....	286
— 8. Mexique. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, au sujet de violences et annonçant l'emprisonnement de résidents français à Mexico	333
— 11. Mexique. Dépêche de M. Dubois de Saligny à M. Thouvenel, au sujet de violences commises contre les résidents français et des mesures financières extraordinaires de Juarez.....	334
— 15. Mexique. Dépêche de M. Thouvenel à M. Barrot, ambassadeur de France à Madrid, rendant compte d'une conférence avec M. Mon, et de l'éventualité d'un retour du Mexique à la monarchie avec un archiduc d'Autriche comme souverain.	299
— 18. Rome. Circulaire de M. Drouyn de l'Huys, ministre des affaires étrangères aux agents diplomatiques de l'Empereur confirmant la politique de conciliation du gouvernement français dans la question romaine.....	196
— 26. Italie. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au comte de Massignac, chargé d'affaires à Turin, en réponse aux dépêches du général Durando des 10 septembre et 8 octobre.....	226
— 29. Mexique. Note verbale de M. Drouyn de l'Huys au marquis de la Havane, ambassadeur d'Espagne à Paris, en réponse à sa note verbale du courant d'octobre et refusant, pour le moment, le concours de l'Espagne	338
— 30. États-Unis. Circulaire de M. Drouyn de l'Huys aux ambassadeurs de France à Londres et Saint-Pétersbourg, demandant à ces deux cabinets d'offrir leurs bons offices collectifs aux belligérants des États-Unis en faveur du rétablissement de la paix.....	288
— 31. Rome. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au comte de Lallemand, chargé d'affaires de France à Rome, combattant l'ajournement des réformes, tant que les anciennes provinces n'auront pas été restituées, déclarant que le gouvernement impérial exclut le recours à la force des moyens de faire rentrer ces provinces sous l'obéissance du saint-siège et engageant le saint Père à accepter une garantie spéciale et efficace de la part des puissances catholique du domaine actuel de l'Eglise.....	197
Novembre 6. États-Unis. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. Mercier, lui donnant communication de la note du 30 octobre.	287
— 10. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de l'Huys, au sujet de la signification des dernières élections.....	294
— 13. États-Unis. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. Mercier, annonçant les refus des cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg de joindre leurs bons offices à ceux de la France et que celle-ci rentre dans l'attitude passive gardée jusqu'ici.....	290
— 18. États-Unis. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. Mercier, accompagnant la communication des réponses de Londres et de Saint-Pétersbourg sur l'offre des bons offices collectifs aux belligérants des États-Unis et donnant l'assurance que la France sera prête à renouveler cette offre, isolément ou collectivement, si ses bons offices sont utilement invoqués	292
— 18. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de l'Huys, déclarant que le point essentiel à atteindre par une médiation serait d'empêcher le renouvellement des hostilités au printemps.	294

Novembre 21. États-Unis. Dépêche de M. Mercier à M. Drouyn de l'Huys, au sujet des démarches du gouvernement fédéral pour favoriser l'exportation du coton.....	294
— 23. Rome. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au marquis de Cadore, chargé d'affaires de France à Londres, rendant compte d'un entretien du ministre des affaires étrangères de France avec lord Cowley à propos de la dépêche du 31 octobre de lord Russell (conseillant l'évacuation immédiate de Rome par le corps français d'occupation) et exposant les motifs en vertu desquels le gouvernement impérial refuse d'entrer en négociations à ce sujet avec celui de la Grande-Bretagne.....	201
— 23. États-Unis. Note de M. Drouyn de l'Huys à M. Dayton, ministre des États-Unis à Paris, lui laissant l'assurance que la France sera toujours prête à offrir ses bons offices pour mettre fin à une lutte aussi acharnée qu'inutile.....	293
— 27. États-Unis. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. Mercier, accompagnant la communication d'une lettre de M. Drouyn de l'Huys à M. Dayton.....	292
Décembre. 1. Mexique. Note verbale de M. Drouyn de l'Huys au marquis de la Havane, ambassadeur d'Espagne à Paris, renvoyant le moment d'une nouvelle entente après la phase des opérations militaires.....	340
— 4. Grèce. Circulaire de M. Drouyn de l'Huys aux agents diplomatiques de l'Empereur, leur annonçant l'accord établi entre les trois puissances protectrices de la Grèce au sujet de la conduite à suivre envers le gouvernement provisoire et approuvant la cession des îles Ioniennes.....	259
— 10. Italie. Dépêche de M. de Sartiges, ministre de France à Turin, à M. Drouyn de l'Huys, au sujet des dispositions des successeurs du ministère Ratazzi.....	231
— 11. États-Unis. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. Mercier, désapprouvant les derniers projets du gouvernement fédéral, mentionnés dans la dépêche du 21 novembre pour favoriser l'exportation du coton.....	295
— 12. Rome. Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome à M. Drouyn de l'Huys, rendant compte de sa première entrevue avec le cardinal Antonelli.....	205
— 13. Rome. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome, confirmant les instructions contenues dans la lettre du 31 octobre adressée à M. le comte de Lallemand et insistant pour que la cour de Rome contribue à faciliter la tâche de conciliation du gouvernement de l'Empereur.....	206
— 16. Rome. Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome à M. Drouyn de l'Huys, rendant compte de l'audience de réception du saint Père, et des bonnes dispositions de ce dernier en faveur des réformes.....	207
— 16. Rome. Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome à M. Drouyn de l'Huys lui annonçant diverses mesures administratives prises par le gouvernement pontifical.....	210
— 20. Rome. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au prince de la Tour d'Auvergne l'avisant de l'offre faite par M. Odo Russell au Pape de lui offrir l'île de Malte comme retraite..	211
— 20. Rome. Dépêche du prince de la Tour-d'Auvergne, ambas-	

Pages.

	sadeur de France à Rome à M. Drouyn de l'Huys, au sujet des réformes projetées par le saint Père.....	211
Décembre 20.	Rome. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au prince de la Tour d'Auvergne, au sujet du prétentu départ pour les États napolitains d'une bande d'aventuriers revêtus de l'uniforme français et priant l'ambassadeur de vérifier le fait.	212
—	22. Espagne. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. Barrot, ministre de France à Madrid, exposant les efforts de l'Espagne de renouer la convention du 31 octobre et rectifiant les assertions de M. Calderon Collantès, et ajournant toute entente après l'entrée des Français à Mexico.....	335
—	23. Italie. Dépêche de M. de Sartiges à M. Drouyn de l'Huys, au sujet de l'attitude expectante dans la question romaine du ministère Farini.....	231
—	23. Italie. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys, ministre de France à Turin, approuvant les explications échangées entre M. de Sartiges et M. Pasolini, au sujet de l'attitude du cabinet Farini dans les affaires de Rome....	233
—	23. Espagne. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys à M. Barrot, ministre de France à Madrid, au sujet de la demande de réparations adressées au cabinet de Madrid à la suite du discours prononcé au sénat le 13 décembre par M. Calderon Collantès et considérant sa rétractation dans son discours du 18 décembre devant le sénat comme une réparation suffisante.....	341
—	27. Rome. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome, témoignant sa satisfaction des dispositions favorables aux réformes de la cour de Rome.....	213
—	27. Rome. Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne, en réponse à celle du 20 décembre de M. Drouyn de l'Huys, et démentant le bruit de la réunion d'une bande à destination de la frontière de Naples.....	216
—	27. Rome. Dépêche du prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome à M. Drouyn de l'Huys, donnant des détails sur l'offre de mettre l'île de Malte à la disposition du Pape faite par M. Odo Russell.....	218
1863, Janvier...	1. Rome. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au prince de la Tour d'Auvergne, rendant compte des réclamations de lord Russell contre l'extension du brigandage dans les provinces napolitaines voisines du territoire pontifical et de la conférence à ce sujet avec lord Cowley.....	214
—	3. Rome. Dépêche de M. Drouyn de l'Huys au prince de la Tour d'Auvergne, ambassadeur de France à Rome, au sujet de la prétentue bande de réactionnaires à destination du napolitain et rendant compte des explications données à lord Cowley sur ce faux renseignement.....	217
—	9. États-Unis. Note de M. Drouyn de l'Huys à M. Mercier, relativement au mode à suivre pour la pacification des États-Unis.	439
—	12. Discours prononcé par l'Empereur à l'ouverture de la session de 1863.....	165
—	15. Exposé de la situation des affaires étrangères de la France...	168

GRANDE-BRETAGNE.

1862, Août.....	6. Serbie. Projet d'arrangement entre les Turcs et les Serbes proposé à la conférence de Constantinople par le ministre britannique.....	240
-----------------	---	-----

TABLES DES MATIÈRES

	Pages.
Août..... 7. Discours lu par le commissaire de la reine lors de la clôture de la session du parlement.....	442
1863, Février... 5. Discours lu par le commissaire de la reine à l'ouverture de la session du parlement.....	444
 HESSE-CASSEL. 	
1862 , Octobre.. 30. Discours prononcé par M. de Stiernberg au nom du Prince-Electeur , à l'ouverture de la session de la Chambre des députés.....	447
Décembre.. 1. Prusse. Réponse du cabinet de l'Electeur à la lettre de M. de Bismark du 24 novembre.....	448
 ITALIE. 	
1862 , Mars..... 20. Circulaire de M. Rattazzi aux Légations du roi Victor-Emmanuel à l'étranger, exprimant la pensée du nouveau cabinet sur les différentes questions qui intéressent la constitution de l'unité italienne.....	115
Avril..... 8. Circulaire de M. Rattazzi aux préfets, exprimant les intentions du gouvernement sur la direction politique et la direction administrative du royaume d'Italie.....	121
Mai 10. Circulaire du général Durando aux Légations du Roi à l'étranger, sur la tentative de Sarnico.....	125
— 19. Dépêche du général Durando à M. Nigra, sur les encouragements que reçoit le brigandage par la présence de l'ex-roi de Naples à Rome, et demandant l'intervention de l'Empereur pour obtenir son éloignement.....	126
Juin.... 16. Dépêche du général Durando au chevalier Nigra, sur la reconnaissance éventuelle du royaume d'Italie par la Russie et sur la dissolution de l'École polonaise.....	128
— 18. Adresse au Roi votée par la Chambre des Députés de Turin, en réponse au manifeste des évêques réunis à Rome.....	131
Juillet..., 1. Naples. Protestation de François II contre la reconnaissance du royaume d'Italie par la Prusse.....	158
— 1. Naples. Protestation de François II contre la reconnaissance du royaume d'Italie par la Russie.....	159
— 8. Russie. Dépêche de M. Nigra au général Durando, pour lui annoncer l'arrivée à Paris de la nouvelle officielle de la reconnaissance du royaume d'Italie par la Russie.....	132
— 9. Prusse. Dépêche du général Durando au comte de Launay, à Berlin , au sujet des dispositions du gouvernement de la Prusse à reconnaître le royaume d'Italie.....	133
— 30. Proclamation de Garibaldi. Du bois de Fienzza en Sicile....	135
Août.... 3. Proclamation de Victor-Emmanuel en réponse à la proclamation de Garibaldi, faisant un appel à la guerre contre Rome.	135
— 12. Rapport du Conseil des ministres en faveur de la mise en état de siège de l'île de Sicile.....	136
— 12. Décret de Victor-Emmanuel remettant tous les pouvoirs politiques et militaires de l'île de Sicile au major-général Cugia.	137
— 15. Décret de Victor-Emmanuel donnant la direction politique et militaire des provinces napolitaines au général de la Marmora.....	138
— 16. Proclamation du général de la Marmora décrétant l'état de siège des provinces napolitaines.....	138
— 20. Proclamation du major-général Cugia, décrétant l'état de siège de l'île de Sicile.....	140
— 24. Proclamation de Garibaldi appelant aux armes contre Rome.	141
Septembre 10. Circulaire du général Durando aux agents diplomatiques de l'Italie à l'étranger, après la répression de la tentative de	

Pages.

	Garibaldi, invoquant l'urgence d'une solution et le danger d'une situation, qui, si elle se continuait, aurait, pour le gouvernement du Roi, des conséquences extrêmes et compromettrait les intérêts de la catholicité et la tranquillité de l'Europe.....	142
Octobre 1.	Naples. Protestation de François II contre la validité des actes du gouvernement de Victor-Emmanuel dans les provinces Napolitaines.....	160
—	5. Rapport présenté au roi Victor-Emmanuel dans le conseil des ministres, au sujet de l'amnistie de Garibaldi et de ses complices.....	144
—	5. Décret d'amnistie en faveur du général Garibaldi et de ses complices.....	146
—	8. Rome. Dépêche du général Durando à M. Nigra, au sujet de l'occupation de Rome, et demandant à la France de chercher une nouvelle combinaison pour changer une situation si pleine de périls.....	146
Décembre 11.	Discours de M. Farini, président du Conseil, en annonçant la formation du ministère.....	449
—	20. Circulaire de M. Pasolini, ministre des Affaires Étrangères en annonçant la formation du ministère	450
PAYS-BAS.		
1862, Septembre 15.	Discours du Roi à l'ouverture de la session.....	451
Octobre . . . 28.	Luxembourg. Discours du Prince Henri, lieutenant du Roi, à l'ouverture de la session des États du grand-duché de Luxembourg.....	453
PORTUGAL.		
1862, Juillet 1.	Discours du Roi lors de la clôture de la session des Cortès..	454
Septembre 4.	Discours du Roi à l'ouverture de la session extraordinaire des Cortès.....	455
Novembre 4.	Discours prononcé, au nom du Roi, par le duc de Loulé, à l'ouverture de la session ordinaire des Cortès	456
PRINCIPAUTÉS UNIES.		
1862, Juillet 7.	Message du Prince Couza à l'Assemblée moldo-valaque, lors de la clôture de la session	457
Novembre 16.	Discours du Prince Couza à l'ouverture de la session extraordinaire de l'Assemblée moldo-valaque.....	458
PRUSSE.		
1862, Juillet 4.	Italie. Dépêche du comte de Bernstorff au comte de Brasier de Saint-Simon, à Turin, le chargeant de déclarer au gouvernement du roi Victor-Emmanuel que la Prusse est prête à reconnaître le titre de Roi d'Italie si elle reçoit des assurances satisfaisantes du maintien de l'ordre.....	150
—	20. Autriche. Note du comte de Bernstorff au baron de Werther, ministre de Prusse à Vienne, en réponse aux dernières propositions de l'Autriche, en date du 10 juillet.....	97
—	21. Italie. Dépêche du comte de Bernstorff au comte de Brasier de Saint-Simon, expliquant la portée de la reconnaissance, par la Prusse, du royaume d'Italie.....	152
—	31. Autriche. Dépêche du comte de Bernstorff au baron de Werther, à Vienne, en réponse à la dépêche du comte de Rechberg, du 26 juillet 1862, sur la reconnaissance du royaume d'Italie par la Prusse.....	155

	Pages.
Août..... 5. Zollverein. Circulaire du comte de Bernstorff aux agents diplomatiques de la Prusse auprès des États du Zollverein.	106
— 6. Autriche. Dépêche du comte de Bernstorff au baron de Wether, en réponse à la dépêche autrichienne du 26 juillet 1862.	110
Octobre... 14. Discours prononcé au nom du Roi, par M. de Bismarck-Schœnhausen, Président du Conseil, lors de la clôture de la session des Chambres.	459
— 15 Hesse-Electorale. Note de M. de Bismarck à M. d'Usedom, envoyé de Prusse près la Diète, touchant les Affaires de la Hesse-Electorale.	462
Novembre 24. Hesse-Electorale. Note de M. de Bismarck au ministre des Affaires étrangères de la Hesse-Electorale.	462
Décembre. 4. Hesse-Electorale. Réponse de M. de Bismarck à la note de M. Dehn-Rothfeler du 1 ^{er} décembre.	464
1863, Janvier... 14. Discours de la Couronne, prononcé au nom du Roi, par M. de Bismarck, lors de la nouvelle réunion des Chambres.	464
— 29. Adress de la Chambre des Députés, en réponse au discours royal du 14 janvier.	466
Février... 5. Adress de la Chambre des Seigneurs au Roi.	471
— 6. Réponse du roi à l'Adress de la Chambre des Députés.	468
— 9. Réponse du Roi à l'Adress de la Chambre des Seigneurs.	473
RUSSIE.	
Août..... 18. Italie. Circulaire du prince Gortschakoff aux représentants de la Russie à l'étranger, exposant les motifs qui ont déterminé l'empereur Alexandre à reconnaître l'Italie constituée en royaume.	156
SUISSE.	
1862, Juillet 24. Tessin. Déclaration adressée par le conseil fédéral à l'assemblée fédérale au sujet des paroles de M. Durando, ministre des affaires étrangères, relativement au Tessin.	381
SUÈDE ET NORVÉGE.	
1862, Octobre... 6. Norvège. Discours du roi à l'ouverture de la session du Storthing.	474
— 15. Discours du roi à l'ouverture de la session de la Diète.	476
TURQUIE.	
1862, Juin.... 16. Serbie. Convention entre M. Garachanine et le gouvernement turc de Belgrade à la suite du conflit turco-serbe du 15 juin.	234
Juillet ... 10. Serbie. Note adressée par Aali-Pacha aux représentants des puissances garantes à Constantinople, annonçant que la Porte consent à la réunion d'une conférence pour les Affaires serbes.	239
Septembre 8. Serbie. Instructions de la Porte au gouverneur de Belgrade.	250

FIN DES TABLES DU PREMIER VOLUME DE LA TROISIÈME ANNÉE.

F. AMYOT.

